Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Journal encyclopédique ["puis" Revue mensuelle] du droit et de la [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Bulletin des lois civiles ecclésiastiques. Journal encyclopédique ["puis" Revue mensuelle] du droit et de la jurisprudence en matière religieuse et du contentieux des cultes ["puis" du culte]. 1849.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

En cours de publication depuis le mois de janvier 1849.

1329

BULLETIN
DES
LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE
DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE
ET DU CONTENTIEUX DU CULTE.

CONTENANT :

LÉGISLATION.—Le texte des lois, décrets, arrêtés, circulaires, décisions ministérielles, et généralement de tous autres actes émanés de l'autorité civile, et relatifs au droit public de l'Église, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., etc.

La Conférence de la nouvelle législation avec l'ancienne, et particulièrement avec le droit canon.

JURISPRUDENCE. — Les arrêts et avis du conseil d'État, arrêts de la Cour de cassation, des Cours d'appel, jugements des Tribunaux, et toutes décisions des diverses autorités, rendues en matière ecclésiastique.

CONSULTATIONS.—Des consultations gratuites sur toutes les questions de droit pouvant intéresser les ministres du culte les conseils de fabriques, les établissements religieux, les bureaux de bienfaisance, etc.

Des dissertations sur la liturgie, le droit canonique, la législation et la jurisprudence universitaires.

BULLETIN RELIGIEUX.—Les nouvelles et faits divers dignes de figurer dans les annales ecclésiastiques, les événements de Rome, les brefs du Pape, les travaux des conférences ecclésiastiques, les ordonnances et circulaires épiscopales, les nouvelles des missions, des articles bibliographiques ; en un mot, tout ce qui est de nature à intéresser la religion, la philosophie, l'histoire, la littérature, les sciences et les arts

A Paris, rue Cassette, 25.

PROSPECTUS

La Révolution qui s'est accomplie en Février a déjà amené et amènera encore, sans aucun doute, des changements nombreux dans nos lois administratives, municipales, électorales, et même civiles et criminelles. Nos lois sur la liberté de conscience, sur la liberté des cultes, sur l'organisation des cultes reconnus, sur la discipline ecclésiastique proprement dite, sur les associations religieuses, sur l'instruction primaire et secondaire, subiront inévitablement des modifications importantes. En même temps, tous les citoyens, prêtres ou laïcs, sont appelés à prendre part aux affaires publiques, à la gestion des intérêts de la commune, du département, du pays ; et, pour eux, ce n'est pas seulement un droit, une prérogative, c'est encore un devoir, à l'accomplissement duquel ils ne devront jamais manquer.

Dans ces circonstances nouvelles, lorsque les intérêts sacrés de la religion et de ses ministres sont en jeu, un recueil périodique destiné à reproduire les lois et actes de l'autorité publique relatifs aux matières ecclésiastiques, était devenu indispensable au clergé. On connaissait, du moins a-peu-près, les lois anciennes, les principaux règlements ; il faut également connaître la nouvelle législation, en avoir sous les yeux le texte et l'explication. D'ailleurs, depuis que le législateur s'est arrogé le droit de tout régler civilement dans le domaine de l'Église, le clergé ne peut plus ignorer les lois qui le concernent. Il doit les connaître pour en étudier les tendances, en apprécier la valeur canonique, les discuter, les exécuter s'il y a lieu. Car il ne faut pas se le dissimuler, la bonne harmonie, si précieuse entre l'Église et l'État, repose sur l'exécution stricte des lois.

C'est pour répondre à ce besoin que le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques* a été fondé, et la faveur marquée avec laquelle il a été accueilli dans tous les rangs du clergé nous a prouvé que nous avions compris les exigences de notre position actuelle. Pendant la première année qui vient de s'accomplir, nous avons publié un grand nombre d'actes importants qui sont un sûr garant de l'intérêt et de l'utilité qu

s'attacheront toujours à la lecture de notre recueil [1]. Nous continuerons à porter à la connaissance de nos lecteurs toutes les lois et décisions qui ont quelque rapport avec la religion et ses ministres. Nous rapporterons les discussions auxquelles elles donneront lieu dans le sein de l'assemblée législative et ailleurs. Nous les accompagnerons aussi de commentaires quand cela sera nécessaire. Nous aurons, dans tous les cas, soin de les comparer à l'ancienne législation et au droit canon, et de montrer par-là quelle valeur on devra leur attacher au point de vue de l'autorité de l'Église.

Nous rapporterons les arrêts et avis du conseil d'État, les arrêts de la Cour de cassation, ceux des cours d'appel, les jugements des tribunaux, afin que chaque pasteur connaisse non-seulement le texte de la loi, mais encore la manière dont elle est appliquée.

Nous ne nous bornerons pas toutefois à rapporter les actes de l'autorité civile; touchant les matières ecclésiastiques; nous traiterons aussi les grandes questions qui intéressent l'Église de France dans son existence légale, politique, civile et administrative.

L'administration temporelle des paroisses sera toujours l'objet de dissertations longues et détaillées. MM. les curés ne savent que trop combien leurs rapports avec les maires et les conseils de fabriques engendrent de difficultés, pour la solution desquelles beaucoup ont besoin d'être éclairés.

Nous nous appliquerons à donner des décisions pratiques et usuelles; nous accompagnerons nos instructions de modèles d'actes et de procès-verbaux des délibérations des conseils de fabriques; nous fournirons enfin aux ecclésiastiques, aux conseils de fabriques, aux maires, aux diverses autorités civiles, les documents propres à les éclairer sur leurs droits respectifs. Nous arriverons par-là à concilier l'intérêt des communes avec celui des fabriques, à empêcher des scissions souvent scandaleuses, et à entretenir parmi elles, par l'intermédiaire du pasteur armé du droit, la bonne intelligence, ce qui est toujours si désirable pour le bien de la religion.

Un conseil de jurisprudence est institué près du Journal [2]. Chaque abonné a le droit de le consulter gratuitement sur toutes les questions d'intérêt public ou privé, en matière de droit civil ecclésiastique et du contentieux du culte. Suivant l'importance de l'objet et le désir du consultant, la solution motivée est insérée dans le recueil, avec le nom de l'abonné qui a soumis la question, ou bien, s'il le préfère, elle lui est adressée directement par lettre. Il est répondu à toutes les questions sans exception, et avec la plus grande exactitude.

Bulletin religieux. — Nous avons cru devoir ajouter à notre Bulletin législatif un Bulletin religieux destiné à reproduire les nouvelles et faits divers dignes de prendre date dans les archives ecclésiastiques. Ainsi, nous publions les brefs du Pape et autres actes du Saint-Siége, les travaux des conférences ecclésiastiques, les ordonnances et circulaires épiscopales, les cours des facultés de théologie, de droit canon, etc.; en un mot, tout ce qui est de nature à intéresser la religion, la philosophie, l'histoire, la littérature, les sciences et les arts. De cette manière, notre Recueil peut tenir lieu d'un Journal religieux, et en éviter les frais à beaucoup de MM. les ecclésiastiques.

Nous ne devons point omettre de dire ici que le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques* a mérité les suffrages d'un grand nombre de NN. SS. les évêques. L'idée première nous en avait été suggérée par Mgr Affre, qui était si compétent en cette matière, et

1 Au nombre des actes publiés dans le Bulletin de 1849, nous citerons la Constitution et les discussions auxquelles a donné lieu son art. 7 relatif à la liberté religieuse, à la protection due au culte et au traitement du clergé; la nouvelle loi électorale; le résumé des travaux du comité des cultes de l'Assemblée constituante sur l'indépendance de l'Église, la question de l'inamovibilité des desservants et le rétablissement des officialités, la nomination des évêques, l'augmentation ou la réduction des évêchés, la création de nouvelles succursales et de nouveaux vicariats, l'organisation des Facultés de théologie, les bourses des séminaires, les secours aux ecclésiastiques, les pensions de retraite pour les prêtres âgés et infirmes, la législation des fabriques, etc.; les travaux des fabriciens et des marguilliers pour chaque mois de l'année, le budget des cultes de 1849 et celui de l'instruction publique, plusieurs circulaires relatives aux traitements ecclésiastiques et autres matières, l'Encyclique de notre Saint-Père le Pape sur l'immaculée conception, le projet de loi sur l'instruction publique présenté par M. de Falloux, un grand nombre de décisions pratiques; plusieurs articles sur la puissance respective des Papes et des Conciles, la relation des Conciles provinciaux de Paris, de Soissons, de Rennes, d'Avignon, et la nomenclature des décrets votés par ces assemblées; la lettre synodale des Pères du Concile de Baltimore, celle des Pères du Concile de Paris, etc., etc.

2 Ce conseil est composé de Messieurs: BERRYER, avocat à la cour d'appel de Paris, membre de l'Assemblée nationale; DEGUARD, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État, membre de l'Assemblée nationale; l'abbé ICARD, professeur de droit ecclésiastique à la Sorbonne; l'abbé REGEVEUR professeur de théologie à la Sorbonne; l'abbé DENIS, chanoine honoraire de Montpellier, aumônier de la Charité; l'abbé VAN-WETER, docteur en droit canon; ROCHE, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, trésorier de la fabrique de l'église Saint-Severin, à Paris; GUILLEMIN, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat; DE CAQUERAY, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat; MASSON, avocat à la Cour d'appel de Paris, docteur en droit; DE CHAMPEAUX, avocat à la Cour d'appel de Paris; SUVIGNY, avocat, ancien administrateur de fabrique.

qui nous encourageait encore à cette œuvre peu de temps avant son glorieux martyre. Heureux et forts tout-à-la-fois de ces honorables sympathies, c'est avec confiance que nous venons rappeler au clergé cette publication, qui est destinée à répandre des connaissances vraiment utiles, et dont tout prêtre, qui tient à se maintenir dans la légalité vis-à-vis de l'autorité civile, de son maire, du conseil municipal, de son conseil de fabrique, sentira facilement le besoin.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Recueil paraît à la fin de chaque mois. Chaque livraison mensuelle est composée de deux feuilles grand in-8°, contenant la valeur de 100 pages de l'in-8° ordinaire, et est envoyée *franco*.

Le prix annuel de la souscription est de 6 fr. pour Paris et les départements, et 8 fr. pour l'étranger[1]. Le montant en doit être envoyé au bureau en même temps que la souscription.

[1] Nous avons fixé le prix le plus bas possible, parce que nous voulons que notre publication soit à la portée de tout le monde. En supposant que quelques-uns de MM. les ecclésiastiques ne soient pas déterminés à s'imposer cette somme pour conserver personnellement notre Recueil, le montant en peut être

---

Il suffit, pour s'abonner, de remplir ce Bulletin, de le signer lisiblement, de le détacher, de le plier, de le cacheter et de le jeter à la poste sans affranchir.

Bulletin de Souscription.

Je soussigné (Nom et qualité).

demeurant à

déclare m'abonner au Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques, *pour une année, à partir du 1er janvier 1850, et je m'engage à payer, à Paris, à M. le Directeur dudit* Bulletin, *la somme de* 6 *fr.* (1), *montant de mon abonnement.*

A *canton de* (Bureau de poste.)

département d *ce* *1850*

Signature.

---

(1) 8 fr., si l'abonné préfère payer à son domicile.—L'année 1849 étant en vente, ceux de nos nouveaux souscripteurs qui désireraient la recevoir, n'auront qu'à ajouter 6 fr. au prix de leur abonnement pour 1850 et elle leur sera expédiée immédiatement *franco* en un volume broché.

On ne peut s'abonner pour moins d'un an, savoir du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. La personne qui souscrit dans le courant de l'année reçoit toujours immédiatement les livraisons qui ont paru depuis le commencement. Celle qui fait, ou pour elle-même ou pour d'autres, dix souscriptions, a droit à un abonnement gratuit.

porté au budget de la fabrique. Les conseils de fabrique ne s'y refuseront point ; ils ont même intérêt à ce qu'il en soit ainsi : car notre ouvrage étant pour ainsi dire indispensable à chaque fabricien, tous, de cette manière, pourront l'avoir à leur disposition, le consulter, et s'éclairer sur toutes les matières qui les concernent, sans aucun frais pour eux. Il ne faut pas croire non plus que la dépense dont il s'agit soit critiquée par l'autorité diocésaine ; au contraire, elle sera approuvée par elle avec empressement, parce que NN. SS. les évêques sont de plus en plus désireux de voir les administrations fabriciennes remplir avec régularité les fonctions que la loi leur confie. Nous espérons, au surplus, que cette mesure sera prochainement encouragée d'une manière officielle.

Pour ce qui est du mode de recouvrement, le moyen le plus simple et le plus sûr pour faire parvenir à l'administration du Bulletin *le prix de l'abonnement consiste à prendre un mandat de 6 fr. au bureau de poste le plus voisin, et à l'adresser au directeur dans une lettre affranchie. (Affranchissement de 6 fr. 12 cent. Loi de Finances, 1846. Affranchi. de la lettre, 20 c.; en tout 32 c.)*

Ceux de nos abonnés des départements qui préfèrent payer à leur domicile, à l'aide de mandats qu'on tirera sur eux, ont à supporter, en sus du prix, la somme de 2 fr. pour frais de recouvrement.

NOTA. L'Administration a établi dans ses bureaux un employé spécialement chargé de représenter à Paris MM. les ecclésiastiques; d'y suivre, soit dans les ministères, soit ailleurs, les diverses affaires qu'ils peuvent avoir à y traiter; de faire pour eux les achats et envois dont ils ont besoin, etc., etc., le tout sans frais pour eux.

Ce prospectus peut être communiqué aux conseils de fabriques et aux conférences ecclésiastiques.

L'administration accueillera toujours avec empressement les avis, documents et communications qui lui seront adressés *franco* par les souscripteurs.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

du Bulletin des lois civiles ecclésiastiques,

Monsieur le Directeur

25, rue Casselle.

PARIS.

BULLETIN

DES LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DU CULTE.

On ne peut s'abonner pour moins d'un an, savoir du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. La personne qui souscrit dans le courant de l'année reçoit toujours immédiatement les livraisons qui ont paru depuis le commencement. Celle qui fait, ou pour elle-même ou pour d'autres, dix souscriptions, a droit à un abonnement gratuit.

porté au budget de la fabrique. Les conseils de fabrique ne s'y refuseront point ; ils ont même intérêt à ce qu'il en soit ainsi : car notre ouvrage étant pour ainsi dire indispensable à chaque fabricien, tous, de cette manière, pourront l'avoir à leur disposition, le consulter, et s'éclairer sur toutes les matières qui les concernent, sans aucun frais pour eux Il ne faut pas croire non plus que la dépense dont il s'agit soit critiquée par l'autorité diocésaine ; au contraire, elle sera approuvée par elle avec empressement, parce que NN. SS. les évêques sont de plus en plus désireux de voir les administrations fabriciennes remplir avec régularité les fonctions que la loi leur confie. Nous espérons, au surplus, que cette mesure sera prochainement encouragée d'une manière officielle.

Pour ce qui est du mode de recouvrement, le moyen le plus simple et le plus sûr pour faire parvenir à l'administration du Bulletin *le prix de l'abonnement consiste à prendre un mandat de 6 fr. au bureau de poste le plus voisin, et à l'adresser au directeur dans une lettre affranchie. (Affranchissement de 6 fr. 12 cent. Loi de Finances, 1846. Affranchi., de la lettre, 20 c.; en tout 32 c.)*

Ceux de nos abonnés des départements qui préfèrent payer à leur domicile, à l'aide de mandats qu'on tirera sur eux, ont à supporter, en sus du prix, la somme de 2 fr. pour frais de recouvrement.

Nota. L'Administration a établi dans ses bureaux un employé spécialement chargé de représenter à Paris. MM. les ecclésiastiques, d'y suivre, soit dans les ministères, soit ailleurs, les diverses affaires qu'ils peuvent avoir à y traiter; de faire pour eux les achats et envois dont ils ont besoin, etc., etc., le tout sans frais pour eux.

Ce prospectus peut être communiqué aux conseils de fabriques et aux conférences ecclésiastiques.

L'administration accueillera toujours avec empressement les avis, documents et communications qui lui seront adressés *franco* par les souscripteurs.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

Monsieur le Directeur

du Bulletin des lois canoniques,

26, rue Cassette.

PARIS.

BULLETIN

DES LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DU CULTE.

BULLETIN

DES

LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES

JOURNAL ENCYCLOPÉDIQUE

DU DROIT ET DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE RELIGIEUSE

ET DU CONTENTIEUX DU CULTE.

CONTENANT :

LÉGISLATION. — Le texte des lois, décrets, arrêtés, circulaires, décisions ministérielles, et généralement de tous autres actes émanés de l'autorité civile, et relatifs au droit public de l'Église, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., etc.

La Conférence de la nouvelle législation avec l'ancienne, et particulièrement avec le droit canon.

JURISPRUDENCE. — Les arrêts et avis du conseil d'Etat, arrêts de la Cour de cassation, des Cours d'appel, jugements des Tribunaux, et toutes décisions des diverses autorités, rendues en matière ecclésiastique.

CONSULTATIONS.—Des consultations gratuites sur toutes les questions de droit pouvant intéresser les ministres du culte, les conseils de fabriques, les établissements religieux, les bureaux de bienfaisance, etc.

Des dissertations sur la liturgie, le droit canonique, la législation et la jurisprudence universitaires.

BULLETIN RELIGIEUX. — Les nouvelles et faits divers dignes de figurer dans les annales ecclésiastiques, les événements de Rome, les brefs du Pape, les travaux des conférences ecclésiastiques, les ordonnances et circulaires épiscopales, les cours des facultés de théologie, les nouvelles des missions, des articles bibliographiques ; en un mot, tout ce qui est de nature à intéresser la religion, la philosophie, l'histoire, la littérature, les sciences et les arts.

Conseil de Jurisprudence.

MM. BERRYER, avocat à la cour d'appel de Paris, membre de l'Assemblée nationale; BECHARD, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, membre de l'Assemblée nationale; l'abbé ICARD, professeur de droit ecclésiastique à la Sorbonne; l'abbé RECEVEUR, professeur de théologie à la Sorbonne; l'abbé DENIS, chanoine honoraire de Montpellier, aumônier de la Charité ; l'abbé VAN-WETER, docteur en droit canon ; BIOCHE, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel, membre du conseil de fabrique de l'église Saint-Séverin, à Paris; GUILLEMIN, avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat; DE CAQUERAY, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat; MASSON, avocat à Cour d'appel de Paris, docteur en droit; DE CHAMPEAUX, avocat à la Cour d'appel de Paris, SUVIGNY, avocat, ancien administrateur de fabrique.

TOME DEUXIÈME.

PARIS.

AU BUREAU DU BULLETIN, RUE CASSETTE, 25.

—

1850

Actes officiels.

LÉGISLATION.

Loi relative à la surveillance de l'instruction primaire du 11 janvier 1850 (1).

« Art. 1er. L'instruction primaire, dans chaque département, est spécialement placée sous la surveillance des préfets.

« 2 Les instituteurs communaux seront nommés par le comité d'arrondissement et choisis par lui, soit parmi les instituteurs laïques, soit parmi les instituteurs membres d'associations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues par l'État, ou, pour les écoles appartenant aux cultes non catholiques reconnus, sur des listes de candidats présentés par les consistoires protestants ou israélites, en se conformant, relativement à cette option, au vœu exprimé par le conseil municipal de la commune. En exprimant ce vœu, ce conseil peut indiquer des candidats; néanmoins, le comité peut choisir en dehors de la liste qui lui serait présentée à cet effet.

« 3. Dans les cas prévus par l'art. 23 de la loi du 28 juin 1833, le préfet réprimande et suspend les instituteurs. Il peut, après avoir

---

(1) Il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler ici, comme renseignement les diverses phases par lesquelles l'instruction primaire est passée en France.

L'instruction était jadis donnée à toutes les classes de la société, sous l'influence et par les soins seuls du clergé; on recevait l'instruction secondaire dans les universités catholiques et les colléges qui en dépendaient, et l'instruction primaire dans les petites écoles, sous la direction des curés et des évêques. (Voy. dans le *Recueil général du Droit civil ecclésiastique*, les ordonn. de 1560 (art. 10), de 1606 (art. 14), de 1666 (art. 22), et l'édit d'avril 1695 (art. 25).

La Révolution de 1789 adopta et proclama le principe de l'enseignement populaire donné par le gouvernement. La Constitution de 1791 promit des écoles gratuites pour les parties de l'instruction indispensables à tous les hommes; mais on sait combien furent vaines les lois de 1793 et de 1794, qui établissaient un vaste programme d'écoles, promettaient un traitement de 1,200 fr. aux instituteurs, et rendaient obligatoire, sous peine d'amende pour les familles, l'envoi des enfants dans les écoles. La loi plus restreinte de 1795 n'eut pas plus de succès; et lorsqu'en 1802 on s'occupa de l'instruction du peuple, le gouvernement déclara qu'il était effrayé de la nullité ou de l'absence presque absolue des écoles primaires en France. Il n'y avait en cela rien d'étonnant, puisque le clergé, qui avait dirigé jusque là avec

pris l'avis du comité d'arrondissement, les révoquer, sauf, en cas de révocation, le pourvoi de l'instituteur révoqué devant le ministre de l'instruc ion publique en conseil de l'Université.

« Si, invité à donner son avis, le comité d'arrondissement ne l'a pas fourni dans les dix jours, le préfet peut passer outre.

« 4. L'instituteur révoqué ne peut continuer d'exercer ses fonctions pendant l'instruction et le jugement de son pourvoi. La suspension est prononcée par le préfet, avec ou sans privation de traitement. La durée de la suspension ne peut excéder six mois.

« 5. L'instituteur suspendu ou révoqué ne peut ouvrir une école privée dans la commune où il exerçait les fonctions qui lui ont été retirées, ni dans les communes limitrophes. Il ne peut, sans l'autorisation spéciale du préfet, être nommé instituteur communal dans le même département.

« 6. Les comités d'arrondissement restent investis du droit de suspendre les instituteurs soit d'office, soit sur la plainte du comité local, et conformément à l'article 23 de la loi du 28 juin 1833.

« 7. Les dispositions de la loi du 28 juin 1833 restent en vigueur en tout ce qui n'est pas contraire à la présente loi.

« 8. La présente loi cessera d'avoir son effet de plein droit six mois après sa promulgation. »

A l'occasion de l'exécution de cette loi, M le ministre de l'instruction publique vient d'adresser la circulaire suivante à MM. les préfets :

« Monsieur le préfet, la loi du 11 janvier dernier vous appelle à une mission de surveillance et de répression, à l'égard des instituteurs communaux, plus étendue que par le passé. Les devoirs nouveaux

---

tant de zèle l'instruction primaire, était proscrit et persécuté sur toute l'étendue du sol français.

Les ordonnances des 29 février 1816, 2 août 1820, 8 avril 1824, et 21 avril 1828, avaient successivement placé les écoles primaires, tantôt sous l'influence et la direction des comités cantonnaux, tantôt sous la surveillance directe et combinée des administrations départementales et de l'Université, tantôt sous la juridiction de l'autorité ecclésiastique.

Enfin, en vertu de l'art. 69 de la Charte de 1830, un projet de loi fut présenté à la Chambre des Pairs le 20 janvier 1831, mais il fut retiré presque aussitôt. Le 24 octobre de la même année, un second projet fut apporté à la Chambre des Députés. Le 22 décembre suivant, M. Daunou en fit le rapport ; mais la discussion ne put avoir lieu avant la fin de la session. Le 2 janvier 1833, M. Guizot, alors ministre de l'instruction publique, présenta à la Chambre un projet définitif qui est devenu la loi du 28 juin 1833.

Dans le système de cette loi, la surveillance des écoles primaires était dévolue aux comités locaux et d'arrondissement. La nouvelle loi provisoire dont nous transcrivons ci-dessus le texte, a pour objet de conférer d'une manière plus directe cette surveillance aux préfets des départements.

qu'elle vous impose ne sont, au reste, que le développement de ceux qui résultaient déjà pour vous, sous ce rapport, de la présidence des comités d'arrondissement.

« Un assez grand nombre d'instituteurs ont été égarés tout à la fois par l'influence des événements que nous avons traversés, et par des causes d'excitation particulières à leur situation. L'exécution ferme de la loi nouvelle confiée à votre patriotisme les ramènera dans la véritable ligne de leurs devoirs.

« Les instituteurs ne sont pas destinés à un rôle politique. Vous n'avez point de services de cette nature à leur demander; mais vous ne devez pas tolérer qu'ils prennent jamais une attitude hostile au gouvernement qui les institue.

« Toute manifestation de ces principes anarchiques qui masquent leur caractère destructeur sous des noms spécieux, sous l'apparence d'un système social et politique étranger, et dès-lors hostile à la Constitution, tous actes propres à les propager sont, de la part d'hommes chargés d'un enseignement public et de l'éducation morale et religieuse des enfants du peuple, des fautes graves qui appellent votre sévère attention et l'application des pouvoirs qui vous sont conférés.

« Pour exercer une surveillance active et efficace sur l'instruction primaire, profitez, autant que possible, de l'expérience du recteur de l'Académie; assurez-vous du concours des inspecteurs et sous-inspecteurs, intermédiaires ordinaires entre vous et l'instituteur. Que vos rapports avec les comités soient aussi l'objet d'une attention suivie. Faites pénétrer chez tous leurs membres la conviction de votre dévouement aux intérêts et aux devoirs qui vous sont communs, e. établissez entre eux et vous la plus complète harmonie possible Appelez spécialement à vous, dans l'accomplissement de cette tâche. le concours des fonctionnaires que les comités renferment, et exhortez-les à remplir avec exactitude tous les devoirs que cette position leur impose.

« Je vous recommande aussi de ne point négliger, quand vous en aurez l'occasion et la possibilité, de voir les instituteurs eux-mêmes, d'étudier leur situation, leurs vœux, leurs besoins. Que vos rapports avec eux leur donnent l'idée vraie de tous les sentiments que le gouvernement a pour eux, c'est-à-dire une bienveillance sincère jointe à une inébranlable fermeté pour les maintenir dans la voie également tracée par l'intérêt politique du pays et par celui des pères de famille.

« Vous aurez soin de me transmettre tous les renseignements convenables sur les instituteurs nommés par les comités d'arrondissement, et dont l'art. 22 de la loi du 28 juillet 1833, dans une disposition conservée implicitement par l'art. 7 de la loi nouvelle, me réserve l'institution. Vous ferez au besoin comprendre aux comités d'arrondissemeut que la loi nouvelle leur permet plus aisément que par le passé d'appeler à des situations plus avantageuses les insti-

tuteurs qui se seraient créés des titres à la reconnaissance des pères de famille et à l'estime de l'autorité.

« Je vous invite à exercer avec autant de fermeté que de discernement les droits que la loi nouvelle vous confère. Recueillez dans ce but des renseignements exacts auprès des sous-préfets comme auprès des agents de l'inspection primaire et des autorités locales ; efforcez-vous, enfin, de réaliser, autant que possible, une sorte d'uniformité dans l'état de la surveillance et de la discipline de l'enseignement primaire sur la surface de votre département, uniformité que la variété des tendances locales des comités n'a pas permis d'établir sous l'empire de la législation précédente.

« Dans les cas où la réprimande et la suspension ne vous offriraient pas de moyens de répression suffisants, et où vos convictions persévérantes vous feraient juger la révocation nécessaire, vous ne craindrez pas, quels qu'aient été les avis des comités, d'user de tous les droits que la loi vous confère, et vous pourrez compter, dans des cas semblables, sur le ferme appui du gouvernement.

« Veuillez m'adresser, dans le délai d'un mois, un rapport sur l'état de l'instruction primaire, la situation morale et l'esprit des instituteurs communaux dans votre département, rapport dont je vous demanderai ultérieurement la continuation régulière à certaines périodes que je vous ferai connaitre.

« Recevez, etc. « PARIEU. »

M. le ministre de l'instruction publique a adressé en même temps une circulaire à MM. les recteurs, pour leur expliquer les motifs qui ont fait attribuer aux préfets la surveillance provisoire des instituteurs, et pour appeler leur concours loyal et vigilant. Vient ensuite une troisième circulaire adressée à MM. les instituteurs, et concernant les devoirs que leur impose leur mission.

Circulaire de M. le directeur général de l'administration des Cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires, les noms de MM. les vicaires-généraux et chanoines honoraires, et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er janvier 1850 (1).

---

(1) Une circulaire semblable est adressée chaque année à NN. SS. les archevêques et évêques. L'envoi de ces états est prescrit par les circulaires ministérielles des 11 septembre 1813, 30 septembre 1824, et 20 février 1840. Il l'avait été précédemment, en ce qui concerne les séminaires, par l'art. 25 de la loi du 18 germinal an X. Ces états sont divisés en trois parties : La première contient le tableau des ecclésiastiques, avec l'indication de leurs titres et emplois. Ce tableau est dressé conformément au modèle qui est transmis par l'Administration des cultes, et dont nous n'avons pas cru la

Paris, 9 janvier 1850.

Monseigneur, je vous prie de m'adresser, selon l'usage, les états du personnel de votre clergé et de vos séminaires.

J'ai l'honneur de vous transmettre deux cadres que vous voudrez bien faire remplir exactement et me renvoyer le plus tôt possible, afin de me mettre à même de connaître la situation générale du clergé au 1er janvier 1850.

Je désire que ces renseignements me parviennent avant le 25 du mois prochain.

Je vous prie également, Monseigneur, de vouloir bien indiquer sur le tableau ci-joint les noms de MM. les vicaires-généraux honoraires et ceux de MM. les chanoines honoraires de votre diocèse, ainsi que la composition actuelle de votre secrétariat.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général de l'Administration des Cultes,

E. Durieu.

Budget des Cultes pour 1850.

NOTE PRÉLIMINAIRE.

L'administration des cultes s'est efforcée de renfermer ses propositions pour le budget des dépenses de 1850 dans la limite des crédits alloués par le budget de l'année précédente. Elle l'a fait, pour le plus grand nombre des chapitres, malgré les embarras réels qui sont nés pour le service des réductions apportées à certaines allocations par le dernier budget.

Quelques chapitres cependant présentent un chiffre plus élevé par comparaison avec le budget de 1849 ; mais ces augmentations, d'ailleurs peu importantes, se justifient par la plus indispensable nécessité.

Ainsi, au chapitre V, relatif aux traitements et indemnités des

---

reproduction utile ici. Il doit présenter le nombre des décès pendant l'année précédente. — La seconde partie contient l'état des élèves ecclésiastiques dans les grands et petits séminaires, dans les colléges et chez les curés. — La troisième partie contient l'état des ordinations. (*Circul. ministér.* du 30 septembre 1821).

Outre ces états généraux et statistiques, les évêques peuvent encore avoir à adresser au ministre des états spéciaux sur chacun de leurs vicaires-généraux, et même sur ceux des ecclésiastiques de leur diocèse, chanoines, curés ou autres qui, par leur instruction, leur vertu et leur éloquence de la chaire, se seraient acquis quelque supériorité dans le clergé. (*Circul. ministér.* du 30 juillet 1813)

membres des chapitres et du clergé paroissial, figure une augmentation de 169,500 fr., destinée à pourvoir à la dépense de la transformation de 20 succursales en cures de 2e classe, et de l'érection de 150 nouvelles succursales et de 100 nouveaux vicariats.

Il n'a été érigé aucune nouvelle cure depuis 1847.

Plus de 200 communes sont en instance pour obtenir le titre de cure, et les évêques ont émis, à cet égard, des vœux souvent réitérés. Une création de 20 titres permettrait de répondre aux demandes les mieux justifiées.

Dans un travail d'ensemble concerté en 1846 entre l'administration des cultes et le rapporteur du budget de 1847, il fut reconnu que, pour satisfaire aux besoins les plus stricts du culte catholique, il était indispensable de fixer à 30,000 le nombre des succursales; on avait, à cet effet, porté successivement dans les budgets la somme nécessaire pour ériger chaque année 300 succursales Au budget rectifié de 1848, la nécessité d'opérer des économies a fait réduire ce chiffre à 100; le budget de 1849 le fit descendre jusqu'à 50; il est indispensable de revenir à un état de choses plus normal. En demandant la création de 150 succursales, l'administration reste bien au-dessous des exigences du service. Il y aurait encore à créer 668 titres pour atteindre le chiffre de 30,000.

Une observation analogue justifie la demande faite de 100 nouveaux vicariats. Beaucoup de populations rurales, disséminées sur un territoire étendu, sont privées des secours habituels de la religion : la réduction opérée depuis deux ans sur cet article laisse à remplir une lacune veritablement regrettable dans ce service.

La commission du budget de 1849, en demandant la suppression du chapitre de Saint-Denis et l'établissement du service paroissial dans la basilique, a maintenu, néanmoins, l'allocation nécessaire pour payer aux chanoines-évêques une indemnité annuelle de 6,000 francs, et une indemnité de 2,000 francs aux chanoines du second ordre. Elle a admis, en outre, pour les frais extraordinaires du culte de la paroisse, une allocation de 15,000 francs. L'administration s'occupe d'organiser, conformément à ces vues, que l'Assemblée nationale, a sanctionnées, le service de Saint-Denis. Mais, du moment que les évêques, forcés, par l'âge ou les infirmités, de quitter les fonctions du sacerdoce, ne trouvent plus la retraite que leur ouvrait l'institution du chapitre de Saint-Denis, il est juste, autant qu'indispensable, de réserver à leur vieillesse une indemnité modeste mais honorable. L'administration demande que le nombre de ces pensions d'évêques soit fixé à six au lieu de quatre; c'est l'objet de l'augmentation de 12,000 francs proposée sur le chapitre VI.

Le chapitre IX, concernant les dépenses du service intérieur des édifices diocésains, contient une augmentation de 73,500 francs.

Ce chapitre a subi, au dernier budget, une réduction qui a véritablement compromis le service. L'administration des cultes a été dans

la nécessité de laisser sans réparation une partie du mobilier des archevêchés ou évêchés. Un entretien convenable est indispensable dans l'intérêt même d'une sage économie.

Il en est de même pour ce qui concerne le mobilier des cathédrales. Les fabriques cathédrales ont généralement peu de ressources propres : le mobilier le plus indispensable à la célébration du culte, qui, dans les cathédrales, exige plus de pompe que dans les églises paroissiales, manquerait absolument si l'État n'y aidait dans une certaine mesure.

Ce chapitre s'applique aussi à un autre genre de dépenses qui intéresse au plus haut degré les cérémonies du culte. Le chant dans les églises a été depuis longtemps complétement négligé, et cette partie si importante de l'art religieux est tombée dans une décadence complète. Il serait à désirer que les maîtrises et les bas-chœurs fussent reconstitués sur des bases qui donneraient aux crédits l'emploi le plus profitable à la restitution de la musique religieuse ; mais il serait indispensable, pour cela, que les subventions accordées aux cathédrales pussent être moins restreintes.

Le crédit porté pour secours à divers établissements religieux et à des communautés de femmes autorisées, qui se livrent à l'enseignement des jeunes filles pauvres et soignent les malades indigents, a été fixé, pendant longtemps, à 156,300 francs. Il fut réduit, au budget rectifié de 1848, à 100,000 francs, et, par le budget de 1849, à 92,800 francs. On demande le rétablissement du crédit de 100,000 francs.

Au fond, la réduction de 1849 n'a pas été, dans l'esprit de l'Assemblée, un véritable retranchement. La commission du budget avait proposé, en premier lieu, de transporter au budget de l'instruction publique deux secours montant ensemble à 5,000 francs, accordés à la congrégation des sœurs de Saint-Maur, à Paris, et à la congrégation des sœurs de la doctrine chrétienne, à Nancy (Meurthe). Le motif de cette transposition était que ces deux congrégations se livraient exclusivement à l'enseignement. On a examiné avec soin les statuts dûment approuvés de ces congrégations, autorisées, la première, par décret du 19 janvier 1811, et la seconde, par décret du 3 août 1808 et par ordonnance du 23 juin 1824. On s'est assuré qu'elles sont à la fois hospitalières et enseignantes, et qu'elles sont particulièrement vouées au service des malades pauvres. Il y a donc erreur en ce point. D'autre part, la commission avait demandé que les subventions accordées aux communautés des dames Augustines, à Paris, et des dames du Sacré-Cœur, à Beauvais, et qui sont la représentation de pensions de jeunes filles, ne fussent pas conservées ; mais cette suppression ne devait avoir lieu qu'au fur et à mesure des vacances : il y a donc nécessité de maintenir le crédit jusqu'à ce que ces vacances se réalisent.

Les dépenses des cultes en Algérie présentent en résumé une di-

minution sur celles du budget précédent ; mais cette diminution n'est pas une économie : elle provient seulement de l'achèvement successif d'une partie des travaux extraordinaires auxquels avaient été antérieurement consacrés des crédits qu'il n'y a plus lieu de continuer. Les dépenses ordinaires offrent même quelques augmentations, qui sont spécifiées dans les tableaux de développements du projet du budget. Ces augmentations, qui s'élèvent à 41,200 francs, ont pour objet des créations d'emplois de desservants et de vicaires qu'exige impérieusement l'état de l'Algérie, surtout depuis l'envoi des colons.

Le projet de budget demande enfin une allocation d'un million pour travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères. La conservation des édifices consacrés au culte est placée dans des conditions tout-à-fait particulières : à la différence des bâtiments civils, qui pour la plupart sont d'origine assez récente, les monuments religieux sont en général des constructions très-anciennes, très-considérables, et d'un extrême intérêt sous le rapport artistique. La conservation de pareils édifices ne consiste pas en de simples réparations d'entretien ; c'est souvent la reconstruction entière de parties importantes.

Considéré donc au point de vue de la seule consolidation, l'entretien des édifices religieux, et particulièrement des cathédrales, entraîne nécessairement des dépenses considérables. La somme de 2,000,000 de francs, qui, depuis plusieurs années, était allouée dans les budgets annuels pour les édifices diocesains, aurait pu à peine suffire à une bonne et sérieuse conservation, en supposant que ces monuments n'eussent pas subi des altérations profondes, soit par l'abandon des siècles précédents, soit par les réparations même d'ouvriers inhabiles, qui ont plus fait peut-être que le temps lui-même pour la ruine des plus précieux monuments. Aujourd'hui leur situation est affligeante ; et, en maintenant au chapitre X le crédit ordi-ordinaire d'entretien, l'Administration a cru devoir demander un crédit extraordinaire destiné principalement à ceux des travaux qui, par leur importance et leur nature, sortent de la conservation ordinaire. Le crédit demandé servirait, dans la proportion d'un quart, à venir au secours des communes qui avaient entrepris des constructions que leur situation financière, et celle des habitants dont les souscriptions n'ont pu être réalisées, obligent de laisser inachevées. Le crédit ordinaire n'a pour objet que les besoins de l'année : il ne pourrait, sans irrégularité et sans nuire aux dépenses indispensables de l'exercice courant, être employé à des entreprises qui remontent à une époque antérieure.

BUDGET

***Des** dépenses des cultes pour* 1850, *et tableau comparatif des crédits demandés avec ceux qui ont été alloués pour l'exercice* 1849.

Chap. spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS demandés pour 1850	CRÉDITS accordés en 1849
		fr.	fr,
1	ADMINISTRATION CENTRALE. — PERSONNEL des bureaux des cultes.	169,900	169,000
2	MATÉRIEL et dépenses diverses des bureaux des cultes. . , ...	25,000	25,000
3	Subvention aux fonds des retraites des employés des cultes.	37,490	31,895
		232,390	226,795
4	CULTE CATHOLIQUE. — Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.	1,047,000	1,047,000
5	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.	32,177,950	32,008,450
6	Chapitre de Saint-Denis. . . . . ,	69,000	57,000
7	Bourses des séminaires.	1,000,000	1,000,000
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.	765,000	765,000
9	Dépenses de service intérieur des édifices diocésains. . . , ...	490,500	417,000
10	Entretien et grosses réparations des édifices diocésains. . , ...	1,700,000	1,700,000
11	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères. . . , .	1,000,000	1,000,000
12	Secours à divers établissements ecclésiastiques.	100,000	92,800
13	Dépenses accidentelles.	5,000	5,000
14	Restauration de la cathédrale de Paris. . .	550,000	550,700
		38,904,450	38,642,250
15	CULTES NON CATHOLIQUES.—Dépenses du PERSONNEL des cultes protestants. . .	1,169,550	1,163,550
16	Dépenses du MATÉRIEL des cultes protestants.	84,000	84,000
17	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg.	16,000	10,000
18	Dépenses du culte israélite.	128.300	123,700
		1,397,850	1,381,250
19	Dépenses des cultes en Algérie.	450,600	496,198
20	EXERCICES CLOS. — Dépenses des exercices clos non périmés.	Mémoire.	Mémoire.
21	Dépenses des exercices périmés.	»	»
	TOTAUX GÉNÉRAUX.	40,985,290	40,746,493
Unique.	AUGMENTATION EN 1850. Travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères.	1.090.000	»

DÉVELOPPEMENTS ET OBSERVATIONS.

CULTE CATHOLIQUE.

CHAP. IV. — *Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.*

Traitements.—1 archevêque, à Paris, 40,000 fr.; — 14 archevêques à 15,000 fr.; — 65 évêques à 10,000 fr. (1); — Supplément de traitement de 5,000 fr. pour quatre prélats, à raison de la dignité de cardinal dont ils sont actuellement revêtus (M. l'archevêque de Lyon, M. l'évêque d'Arras, M. l'archevêque de Cambrai et M. l'archevêque de Bourges), 20,000 fr. (2): total, 920,000 fr. — Mais sur cette somme il y a lieu de déduire : pour pensions de deux évêques, imputables sur leur traitement, conformément à l'art. 47 des articles organiques et au décret du 13 mars 1848, 534 fr., et pour produit de vacances accidentelles dans les siéges, par approximation, 14,466 fr.; en tout 15,000 fr. Reste 905,000 fr., chiffre qui a été accordé l'année dernière.

Dépenses diverses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.

— Indemnités pour frais de visites diocésaines, 82,000 fr. (3); — Indemnités pour frais d'établissement des cardinaux, archevêques et évêques, 40,000 fr. (4); — Frais de bulles et d'informations, 20,000

---

(1) Le taux actuel des traitements des archevêques et évêques est celui qui fut fixé par la loi du 18 germinal an X.

(2) L'année dernière, le projet de budget avait demandé que le supplément de traitement fût porté à 10,000 fr., mais la Commission et l'Assemblée ont adopté le chiffre de 5,000 fr.

(3) Les visites diocésaines sont prescrites par l'article 22 de la loi du 18 germinal an X; l'indemnité est de 1,000 fr. pour les diocèses composés d'un seul département, de 1,500 fr. pour ceux qui en comptent deux. Les diocèses d'Aix, de Marseille, de Reims et de Châlons, qui comprennent seulement trois départements, ne reçoivent ensemble que 3,000 fr.

(4) Ces indemnités étaient de 15,000 fr. pour les archevêques, et de 10,000 fr. pour les évêques sous l'Empire et sous la Restauration, suivant une ordonnance royale du 4 septembre 1820; elles ont été réduites par le budget de 1831 à 10,000 fr. pour les archevêques, et à 8,000 fr. pour les évêques. Un évêque nommé archevêque ne reçoit qu'un complément de 2,000 fr.

La somme de 40,000 fr. est calculée par approximation pour cinq siéges.

L'indemnité pour les cardinaux avait été fixée à 45,000 fr. par le décret du 7 ventôse an XI. C'est cette somme qui a été allouée aux prélats revêtus de la dignité de cardinal depuis 1830.

Quoique la rareté des cas n'ait pas permis de porter une somme au budget pour cette nature de dépense, elle ne doit pas moins être rappelée, pour ordre, chaque année, comme étant une de celles qui peuvent donner lieu à l'ouverture de crédits supplémentaires dans le cas de prorogation de l'Assemblée nationale.

fr. (1). — Totaux du chapitre IV, 1,047,000 fr., somme égale au crédit alloué dans le budget de 1849.

Chapitre V.

Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.

Vicaires-Généraux. — 1 vicaire-général à Paris, à 4,000 fr.; — 16 vicaires-généraux de métropole, à 3,000 fr.; — 158 vicaires-généraux à 2,000 fr.; total, 368,000 fr.

Chanoines. — 15 chanoines à Paris, à 2,400 fr.; — 646 chanoines à 1,500 fr.; total, 1,005,000 fr.

A déduire sur ces deux totaux, pour vacances, par approximation, 22,500 fr.— Reste 1,350,500 fr. (2).

Curés. — 3,350 cures actuellement autorisées, dont : 576 curés de 1re classe de droit, à 1,500 fr.;— 263 curés de 2e classe recevant le traitement de 1re classe, à 1,500 fr.; — 2,511 curés de 2e classe, à 1,200 fr.; total, 4,271,700 fr. (3).

A déduire pour vacances, par approximation, 32,100 fr.— Reste : 4,239,600 fr.

Augmentation. — Dépense pour ériger 20 succursales en cures de 2e classe à 1,200 fr. (4)

---

(1) Le paiement des bulles a été fixé par décret du 23 ventôse an XIII, et confirmé par ordonnance royale du 12 septembre 1819. Il est du tiers du traitement. Une ordonnance du 3 août 1825 alloue à la nonciature 400 fr. par archevêque. et 200 fr. par évêque pour frais d'informations. La somme de 20,000 fr. représente environ les frais de bulles et d'informations de cinq archevêques ou évêques.

(2) Le paiement des vicaires-généraux et chanoines a été ordonné par l'arrêté du gouvernement du 14 ventôse an XII.—L'art. 12 de la loi du 15 mai 1818 les autorisait à cumuler pensions et traitements jusqu'à concurrence de 2,500 fr.; le décret du 13 mars 1848 ayant fait disparaître cette faculté, les pensions ecclésiastiques sont déduites des traitements.

(3) Les curés sont payés en vertu de l'art. 66 de la loi du 18 germinal an X.

Le traitement de 1re classe (1,500 fr.) est acquitté, soit aux curés de 1re classe de droit, qui sont ceux des communes de 5,000 âmes et au-dessus, ou des chefs-lieux de préfecture, soit, conformément à l'art. 2 de l'arrêté du 27 brumaire an XI, à des curés de 2e classe qui se sont distingués dans leurs fonctions.

La loi du 15 mai 1818 autorisait aussi en faveur des curés septuagénaires le cumul du traitement et de la pension ecclésiastique, jusqu'à concurrence de 2,500 fr. Ces pensions sont également déduites des traitements des curés.

Un supplément de 100 fr. est payé aux curés septuagénaires.

(4) Le nombre des demandes d'érections de cures adressées par les évêques s'élève à plus de 200. Il en a déjà été érigé 49, dont 14 autorisées par le budget de 1846, et 35 par celui de 1847; en admettant les 20 nouvelles cures proposées pour 1850, on ne satisfera point encore aux besoins les plus urgents.

Desservants des succursales.—29,202 succursales actuellement autorisées, dont : 420, *par approximation*, occupées par des desservants de soixante-quinze ans et au-dessus, à 1,200 fr.;—545, *par approximation*, occupées par des desservants de soixante-dix à soixante-quinze ans, à 1,100 fr.;—1,091, *par approximation*, occupées par des desservants de soixante à soixante-dix ans, à 1,000 fr.;—6,634, *par approximation*, occupées par des desservants de cinquante à soixante ans, à 900 fr.;—20,512, desservies ou à desservir par des desservants au-dessous de cinquante ans, à 850 fr.; — pour ériger 150 nouvelles succursales à 850 fr., 127,500 fr.; total : 25,727,800 fr. (1).

A déduire : 1° pour pensions imputables sur les traitements, conformément à l'art. 47 des articles organiques et au décret du 13 mars 1848, *par approximation*, 60,000 fr.; 2° pour produit présumé de vacances pendant la totalité ou une portion seulement de l'année, *par approximation*, 1,524,700 fr.; 3° par suite de l'érection de 20 succursales en cures de 2e classe, 17,000 fr.; reste 24,126,100 fr.

Vicaires.—6,761 vicariats dans les communes autres que celles de grande population, pour lesquelles une indemnité de 350 fr. a déjà été autorisée ; total : 2,366,350 fr. (2).

A déduire : pour produit présumé des vacances pendant la totalité ou une partie seulement de l'année, la valeur de 810 indemnités, ci, 283,600 fr.; reste, 2,082,750 fr.

Augmentation : Augmentation pour payer l'indemnité de 350 fr. à 100 vicariats de plus dans les mêmes conditions, 35,000 fr. Avec cette augmentation, le nombre des vicariats rétribués serait de 6,861.

Binage.—Indemnités pour binage ou double service dans les succursales vacantes, à raison de 200 fr. par an, 320,000 fr. (3).

Totaux du chapitre V, 32,177,950 fr.

---

(1) Les desservants des succursales reçoivent un traitement sur le Trésor public en vertu du décret du 11 prairial an XII. La pension ecclésiastique est déduite du traitement, quel que soit l'âge des desservants.

Le crédit demandé. chaque année, ne peut reposer que sur des calculs approximatifs auxquels la dépense des années précédentes sert de base principale. En effet, cette dépense se modifie d'année en année, soit par l'âge des titulaires, soit par leur nombre, soit par les extinctions des pensionnaires.

Des fonds ont été alloués au budget de 1849 pour porter de 1,100 fr. à 1,200 fr. le traitement des desservants âgés de 75 ans et au-dessus.

Par une autre allocation admise au même budget, le traitement des desservants au-dessous de 50 ans a été élevé de 800 fr. à 850 fr.

(2) Les vicaires des communes autres que celles de grande population reçoivent une indemnité sur le Trésor en vertu de l'ordonnance royale du 5 juin 1816. (Voy. pour les augmentations successives de l'indemnité des vicaires. le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, t. 1er, pag. 250.)

(3) Cette indemnité de 200 fr. est payée, en vertu de l'ordonnance royale du 6 novembre 1814, à chaque desservant, pour binage ou double service dans une autre succursale que celle dont il est titulaire.

CHAPITRE VI.

Chapitre de Saint-Denis.

Membres du chapitre.—6 chanoines-évêques à 6,000 fr. ;—8 chanoines de second ordre, à 2,000 fr.

Frais de bas-chœur et matériel.—Frais du culte dans la basilique, y compris le salaire d'un sacristain, 17,000 fr.

Total du chapitre : 69,000 fr. (1).

CHAPITRE VII.

Bourses des séminaires.

A Paris : 30 bourses à 800 fr., et 25 demi-bourses à 400 fr. — Dans les départements : 2,440 bourses à 400 fr. réparties en bourses et fractions de bourses ; total : 1,010,000 fr. (2).

A déduire : pour vacance, par approximation, 10,000 fr. ; reste : 1,000,000 fr., somme égale à celle portée au budget de 1849.

CHAPITRE VIII.

Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.

Secours aux anciennes religieuses, 150,000 fr. ;—secours à d'anciens vicaires-généraux, 25,000 fr. (3) ;—secours à des ecclésiastiques forcés par l'âge ou les infirmités de cesser leurs fonctions, 530,000 fr. ;—secours à des ecclésiastiques âgés ou infirmes sans fonctions depuis le rétablissement du culte, et à d'anciens membres de l'ordre religieux de saint Jean de Jérusalem, 20,000 fr. ;—secours accidentels à quelques ecclésiastiques en activité, 40,000 fr. Totaux du chapitre : 765,000 fr.

---

(1) Il n'avait été accordé au budget de 1849 que 57,000 fr. L'augmentation demandée en 1850 a pour objet l'indemnité de 6,000 fr. à accorder à deux chanoines-évêques.

(2) La dépense des bourses résulte du décret du 30 septembre 1807 et des ordonnances des 5 juin 1816 et 8 mai 1826. Les bourses payées en totalité ou par fractions se répartissent sur 3,000 élèves environ. La somme de 24,000 fr. attribuée au diocèse de Paris a été divisée, par ordonnance royale du 19 juillet 1841, en 30 bourses à 800 fr., et 25 demi-bourses à 400 fr.

Une réduction de 1,400,000 fr. a été faite depuis 1831 sur les frais de l'instruction ecclésiastique, par la suppression de 500 bourses à 400 fr. dans les grands séminaires, et de 8,000 demi-bourses à 150 fr. dans les écoles secondaires ecclésiastiques.

(3) Les secours aux anciens vicaires-généraux ont été fixés à 1,500 fr. par le décret du 26 février 1810, et par l'ordonnance du 29 septembre 1824 ; ils ne leur sont payés que jusqu'à ce qu'ils aient obtenu un emploi.

CHAPITRE IX.

Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.

Maîtrises et bas-chœurs des cathédrales, 360,000 fr. (1);—loyers pour évêchés et séminaires, 20,500 fr. (2);—dépenses de mobilier pour les évêchés et pour aider les cathédrales, 110,000 fr. (3). Total du chapitre : 490,500 fr.

Chapitre X.

Entretien et grosses réparations des édifices diocésains.

Entretien annuel des bâtiments des cathédrales, évêchés et séminaires, et grosses réparations concernant ces édifices, 1,700,000 f. (4).

Chapitre XI.

Secours pour acquisitions ou travaux des églises et presbytères, 1,000,000 fr. (5).

Chapitre XII.

Secours annuels à divers établissements ecclésiastiques.

Secours à divers établissements religieux et à des communautés de femmes autorisées, enseignantes ou hospitalières, savoir :

Congrégations de femmes.— Calvados : Dames du Refuge de Caen, 1,000 fr.— Charente-Inférieure : Sœurs du Refuge de la Rochelle,

---

(1) Le taux commun de ce service est d'environ 4,100 fr par cathédrale ; il n'est pas suffisant.

Le perfectionnement du chant religieux est un des besoins les plus généralement sentis, et il est l'objet de nombreuses demandes d'allocations qu'on ne peut entièrement rejeter ; l'augmentation proposée servirait donc à introduire dans la plupart des bas-chœurs les améliorations que réclame le goût plus épuré de notre époque.

(2) Cette somme est applicable à sept diocèses : les 14,500 fr. en moins sur 1850 représentent les loyers que l'administration cesse de payer pour l'archevêché de Paris et l'évêché de Langres.

(3) Le retranchement de 50,000 fr. opéré au budget de 1849 sur le crédit relatif au mobilier des évêchés et des cathédrales a forcé l'administration d'ajourner des dépenses reconnues nécessaires au moment de la présentation du dernier budget; les besoins se sont donc accumulés, et ils rendent indispensable l'admission de la somme de 110,000 fr. proposée pour cet article.

(4) il s'agit de travaux annuels pour la conservation de 240 édifices de la plus grande dimension, et abandonnés pendant longtemps

(5) Les ressources des fabriques et des communes sont tout-à-fait insuffisantes pour l'entretien des églises paroissiales.

Ce chapitre présentait, au budget primitif de 1849 et aux budgets antérieurs, un chiffre de 1,500,000 fr.

2,000 fr.— Cher : Sœurs de Charité de Bourges, 2,000 fr.— Doubs : *Idem* de Besançon, 6,000 fr.— Eure-et-Loir : Sœurs hospitalières de Saint-Maurice de Chartres, 1,700 fr.— Ille-et-Vilaine : Sœurs du Refuge de Rennes, 5,000 fr.— Indre-et-Loire : Sœurs de Charité de Tours, 3,000 fr.— Manche : Sœurs de la Miséricorde de Saint-Sauveur-le-Vicomte, 500 fr.— Meurthe : Sœurs de la Doctrine chrétienne à Nancy, 2,000 fr.; *idem* de Saint-Charles, 1,000 fr.— Nièvre : Sœurs de Charité de Nevers, 8,000 fr.—Oise : Sœurs du Sacré-Cœur, à Beauvais, 3,000 fr. — Rhône : Sœurs de Saint-Charles, à Lyon, 4,000 fr. — Seine : Dames Augustines, à Paris, 3,000 fr.; sœurs de Saint-Vincent-de-Paule, à Paris, 20,000 fr.; sœurs de Saint-Maur, à Paris, 3,000 fr.; sœurs du Refuge de Saint-Michel, à Paris, 12,000 fr.; sœurs de Saint-Thomas-de-Villeneuve, à Paris, 4,000 fr. — Seine-et-Oise : Sœurs du Refuge, à Versailles, 2,000 fr.— Vendée : Sœurs de la Sagesse (Saint-Laurent-sur-Sèvre), 5,600 fr.— Haute-Vienne : Sœurs de Saint-Alexis de Limoges, 2,000 fr.

Congrégations d'hommes. — Seine : Lazaristes, à Paris, 5,000 fr.; Missions étrangères, à Paris, 2,000 fr.

Établissements à l'égard desquels il n'a pu encore être statué, faute de renseignements suffisants, 2,200 fr.

Total du chapitre : 100,000 fr. (1).

---

(1) Un crédit de 156.300 fr. était depuis longtemps porté aux budgets des cultes pour secours annuels à des établissements religieux autorisés, enseignants ou hospitaliers, qui avaient paru dignes d'être encouragés. La répartition de cette somme avait été faite par des décrets d'une date déjà éloignée. L'administration a pensé que de nouveaux renseignements devaient être demandés afin de connaître la situation financière de toutes les communautés secourues sur les fonds alloués par le budget des cultes, et c'est par suite de ce travail qu'il a été possible d'en ramener enfin le total à 100,000 fr., qui ont été répartis par arrêtés du Président de la République en date des 26 décembre 1848 et 29 mai 1849, entre les établissements désignés ci-dessus.

L'année dernière, la somme portée à ce chapitre n'était que de 92,800 fr. L'augmentation de cette année se compose :

1° Du rétablissement d'une somme de 5,000 fr. dont la commission du budget de 1849 avait demandé le transport au budget de l'instruction publique ; cette somme était comprise depuis plus de vingt années au budget des cultes pour secours de 3,000 fr. aux sœurs de Saint-Maur à Paris, et une autre de 2,000 fr. aux sœurs de la Doctrine chrétienne de Nancy (Meurthe) ; on s'est assuré par un nouvel examen des statuts de ces deux congrégations qu'elles sont tout-à-la-fois enseignantes et hospitalières, se vouant au service des malades pauvres : les secours qui les concernent paraissent donc plus convenablement placés au budget des cultes ;

2° D'une somme de 1,200 fr. montant des bourses établies dans les communautés des Dames-Augustines à Paris, et des Dames du Sacré-Cœur, de Beauvais ; la maison de Saint-Denis, où la commission du dernier budget proposait de faire entrer les jeunes filles titulaires de ces bourses, ne reçoit que des filles de légionnaires : on ne peut donc se dispenser de rétablir au budget des cultes cette modique dépense destinée à continuer à des jeunes filles pauvres le bienfait d'une éducation gratuite ;

3° Enfin, d'une somme de 1,000 fr. retranchée en plus des réductions ci-dessus, et seulement proposées par la commission du budget de 1849.

CHAPITRE XIV.

Restauration de la cathédrale de Paris, 550,000 fr. (1).

CULTES NON CATHOLIQUES.

CHAPITRE XV.

Dépenses du personnel des cultes protestants. — Traitements et indemnités (2).

Réformés : 502 places dont 5 à 3,000 fr. à Paris; 45 à 2,000 fr.; 86 à 1,800 fr.; 366 à 1,500 fr.

Luthériens : 248 places dont 4 à 3,000 fr. à Paris; 25 à 2,000 fr.; 15 à 1,800 fr.; 202 à 1,500 fr.; 2 de pasteurs-adjoints dont un à 750 fr. et l'autre à 700 fr.

Complément des augmentations accordées aux budgets de 1848 et 1849 pour rétribuer de nouveaux pasteurs, 4,505 fr.

Total : 1,206,755 francs.

A déduire : 1° pour revenus des biens des églises dans les départements du Doubs, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et des Vosges, applicables aux traitements, et qui y sont imputés conformément à l'article 7 des articles organiques des cultes protestants, 90,505 fr.; 2° pour produit présumé des vacances, 22,700 fr.

Reste pour les emplois déjà autorisés, 1,093,550 fr.

Augmentation pour rétribuer de nouveaux pasteurs, en 1850, 6,000 fr.

Secours aux pasteurs ou à leurs veuves, 40,000 fr.

Dépenses des séminaires : 30 bourses à 400 fr.; 60 1/2 bourses

---

(1) Une loi spéciale, en date du 19 juillet 1845, a ouvert un crédit général de 2,650.000 fr. à répartir sur les années 1845 et suivantes, pour travaux de restauration de la cathédrale de Paris et la construction d'une sacristie y attenante.

La dépense effectuée par suite des travaux exécutés à cet édifice au 31 décembre 1848, s'élève à. . . . . 1,500,000 fr.

Il a été alloué pour la continuation des mêmes travaux en 1849. . . . . 610.000

TOTAL des dépenses probables au 31 décembre 1849. . . 2,110.000

Il reste donc a disposer sur le crédit général de 2,650,000 f. 540,000

On propose pour 1850 une somme égale a celle admise au budget précédent; mais un crédit bien plus considérable serait nécessaire pour achever les travaux importants qui sont encore à exécuter.

(2) Les traitements des ministres des cultes protestants sont payés en vertu de la loi du 18 germinal an X, de l'arrêté du 15 germinal an XI, du décret du 13 fructidor an XIII, et des ordonnances royales des 28 juillet 1819 et 12 octobre 1842.

à 200 fr.; frais d'administration du séminaire de Montauban; 6,000 fr. (1).

Totaux du chapitre : 1,169,550 fr.

CHAPITRE XVI.

Dépenses du matériel des cultes protestants.

Secours pour contribuer aux travaux des édifices des cultes protestants, 84,000 francs.

CHAPITRE XVII.

Frais d'administration du directoire général de la Confession d'Augsbourg, 16,000 francs.

CHAPITRE XVIII.

Dépenses du culte israélite (2).

Un grand rabbin du consistoire central, à 6,000 fr.; un grand rabbin du consistoire de Paris, à 4,000 fr.; 7 grands rabbins des consistoires de Metz, Strasbourg, Bordeaux, Nancy, Colmar, Marseille et Saint-Esprit, à 3,000 fr.; un rabbin communal à 1,200 fr.; 3 rabbins communaux à 900 fr.; 4 à 800 fr.; 17 à 700 fr.; 15 à 600 fr.; 4 emplois à supprimer par application de l'ordonn. du 6 août 1831, et dont le traitement actuel est conservé aux titulaires jusqu'à cessation de leurs fonctions (2 à 700 fr, 1 à 500 fr. et 1 à 400 fr.)—1 ministre officiant à 2,000 fr.; —7 à 1,000 fr.; 1 à 800 fr.; 8 à 700 fr.; 1 à 500 fr.; 40 à 400 fr.; — trois emplois à supprimer et dont le traitement actuel (400 fr.) est conservé aux titulaires, 1200 fr. — Complément des sommes accordées au budget précédent, pour les traitements, 200 fr. — Total : 94,600 fr.

A déduire pour vacances d'emploi par approximation, 1,300 fr.; reste 93,300.

Indemnité de logement du grand rabbin du consistoire central, 2,000 fr.; — Secours à des ministres du culte israélite, 3,000 fr. —

---

(1) Les séminaires protestants ont été établis d'après l'art. 9 de la loi du 18 germinal an X; les bourses et demi-bourses sont payées en vertu du décret du 4 mars 1810, et d'une ordonnance royale du 31 juillet 1821. Elles sont réparties ainsi qu'il suit : Séminaire de Montauban, 14 bourses et 28 demi-bourses.—Séminaire de Strasbourg, 16 bourses et 32 demi-bourses.

(2) Les ministres du culte israélite sont payés par l'État en vertu de la loi du 8 février 1831.

Les ordonnances royales des 22 mars et 6 août 1831 et 19 octobre 1847 ont déterminé le taux et les conditions des divers traitements rappelés ci-contre.

Dépenses de l'école centrale rabbinique, 10,000 fr. (1). — Indemnités au consistoire central ou à plusieurs consistoires départementaux, pour frais d'administration, 8,000 fr. — Secours pour contribuer aux travaux des temples et édifices du culte israélite, 12,000 fr.

Totaux du Chapitre : 128,300 francs.

CHAPITRE XIX.

Dépenses des Cultes en Algérie.

Culte catholique. — L'évêque d'Alger, 25,000 fr.; 4 vicaires-généraux à 3,600 fr ; 6 chanoines à 2,400 fr.; 2 secrétaires de l'Évêché à 1,800 fr.; 1 chaouch de l'Evêché, à 600 fr.; frais de bas-chœur de la Cathédrale, 5,000 fr.; 7 curés à 2,400 fr. (2); 17 desservants à 1,800 fr. (3); 26 vicaires et prêtres auxiliaires, à 1,800 fr. (4); 18 aumôniers militaires à 1,200 fr.; indemnités de chevaux aux ecclésiastiques en mission, 3,300 fr.; subvention au grand séminaire, 30,000 fr.; subvention au petit séminaire, 15,000 fr.; traitements des directeurs et professeurs. 6,200 fr. *Total* : 233,300 francs.

Culte protestant. Le président du consistoire, à Alger, 3,000 fr.; 2 pasteurs suffragants à 1,500 fr.; 6 pasteurs à 2,000 fr.; frais de déplacement des pasteurs, 5,500 fr. *Total* : 23,500 francs.

Culte israélite. Un grand rabbin à Alger, 4,000 fr.; 1 secrétaire du consistoire, 1,800 fr.; 2 rabbins à 3,000 fr.; indemnités de logement, 2,800 fr. *Total* : 14,600 francs.

Augmentation. 1° pour payer 15 desservants à 1,800 fr., compris en 1849 au budget de la guerre, 27,000 fr.; 2° pour créer deux nouvelles succursales, à 1,800 fr.; 3° pour créer 4 vicariats à 1,800 fr.; 4° pour augmenter les traitements des pasteurs protestants, 34,000 fr.; en tout 41,200 francs.

Dépenses du matériel. Travaux intérieurs pour l'achèvement de la cathédrale d'Alger, 100,000 fr. (5) ; frais d'installation de la nouvelle

---

(1) La base de cette dépense se trouve dans les ordonnances royales des 22 mars 2831 et 30 mars 1838; une somme de 10,000 fr. a été jugée indispensable et accordée depuis 1841 pour soutenir l'école centrale rabbinique de Metz, le seul établissement où les jeunes gens peuvent se préparer aux fonctions rabbiniques

(2) 1 à Alger ; 1 à Blidah ; 2 à Oran ; 1 à Constantine; 1 à Philippeville ; 1 à Bône.

(3) 8 pour la province d'Alger ; 6 *idem.* d'Oran ; 3 *idem.* de Constantine.

(4) 12 pour la province d'Alger ; 7 *idem.* d'Oran ; 7 *idem.* de Constantine.

(5) Les travaux a exécuter pour rendre la cathédrale propre à être livrée au culte avaient été évalués, au budget de 1849, à une somme de 273,798 fr. L'Assemblée nationale n'accorda que 173,798 fr., qui pourront suffire à l'achèvement des constructions, mais il reste à pourvoir aux travaux intérieurs, tels que peintures et ameublement, pour lesquels on demande les 100,000 fr. retranchés des propositions de 1849.

cathédrale et ameublement, 25,000 fr.; — achat de mobilier pour l'Evêché et entretien annuel du palais, 3,000 fr.; dépenses imprévues, 10,000 francs.

Total du Chapitre, 450,600 francs.

Jurisprudence.

PRESBYTÈRES. — RÉPARATIONS. — OBLIGATION DES COMMUNES.

Les communes sont tenues de subvenir à l'insuffisance du revenu des fabriques pour les réparations des presbytères, alors même que ces presbytères sont la propriété des fabriques.

La fabrique de l'église succursale d'Hallignicourt a été autorisée, par ordonnance royale du 5 juillet 1841, à acquérir une maison pour servir de presbytère; plus tard, elle s'est trouvée dans l'impossibilité de payer une dépense de réparation évaluée à 1,035 fr. 70 cent. Elle s'est adressée à la commune pour obtenir d'elle une subvention; mais, quoique l'insuffisance de ses revenus fût parfaitement constatée, le conseil municipal a refusé de l'accorder. M. le préfet de la Haute-Marne, ayant été saisi de l'affaire, a cru devoir prendre, le 14 décembre 1846, en conseil de préfecture, un arrêté par lequel il a imposé d'office à la commune d'Hallignicourt la subvention demandée.

Cette commune s'est pourvue devant le conseil d'État contre cet arrêté. Son pourvoi était spécialement fondé, d'une part, sur ce que le bâtiment qu'il s'agit de faire réparer appartenant à la fabrique elle-même, la dépense ne pouvait, dans aucun cas, devenir obligatoire pour la commune; et, d'autre part, sur la liberté laissée aux communes par l'article 92 du décret du 30 décembre 1809, de fournir à leur gré, aux curés ou desservants un presbytère, un logement ou une indemnité pécuniaire.

La première de ces considérations se trouve en opposition formelle avec les règlements sur la matière, qui n'établissent aucune distinction, quant aux charges, entre les édifices religieux qui sont la propriété des fabriques et ceux qui appartiennent aux communes. En effet, suivant le décret du 30 décembre 1809 et les lois des 14 février 1810 et 18 juillet 1837, les frais quelconques que nécessitent ces divers édifices, comme toutes les autres dépenses du culte paroissial, sont obligatoires pour les communes toutes les fois que les fabriques justifient de l'insuffisance de leurs ressources.

Quant à la liberté laissée aux communes de fournir, suivant leur convenance, un presbytère ou, à défaut de presbytère, un logement. ou à défaut de presbytère et de logement, une indemnité pécuniaire, il est évident que cette liberté ne peut exister que dans les seuls cas où il n'y a pas de presbytère. Or telle n'est pas la circonstance dans laquelle on se trouve à Hallignicourt. On y possède un presbytère et l'on n'est plus libre dès lors d'y substituer soit un autre logement, soit une indemnité pécuniaire. On n'est pas libre, non plus, d'y faire ou de n'y pas faire les réparations nécessaires. Cette dépense est obligatoire pour la fabrique et subsidiairement pour la commune, comme toutes celles que nécessitent les besoins du culte.

M. le ministre des cultes, ayant été appelé par le comité du contentieux à donner son avis sur la question, a complétement admis cette doctrine, et a pensé, en conséquence, que l'arrêté du 14 décembre 1846 avait fait une juste application des principes en imposant d'office la commune d'Hallignicourt, et qu'il y avait lieu de rejeter le pourvoi qui a été formé contre cet arrêté

C'est aussi dans ce sens qu'a statué le conseil d'État par la décision ci-après :

Au nom du Peuple français.—Le conseil d'État, section du contentieux ; Vu la requête présentée par la commune d'Hallignicourt, poursuites et diligences de son maire, régulièrement autorisé ; ladite requête enregistrée au secrétariat général du conseil d'État, le 15 mars 1847, et tendant à ce qu'il plaise au conseil d'État annuler un arrêté du préfet de la Haute-Marne, en conseil de préfecture, du 14 décembre 1846, par lequel il a été alloué d'office à la fabrique de l'église d'Hallignicourt, une subvention de la somme de 1,035 fr. 70 cent. sur la caisse municipale, pour être exclusivement employée aux réparations à exécuter au presbytère, et autorisant le maire de cette commune à délivrer un mandat de cette somme, au nom du trésorier de la fabrique, sur les fonds libres qui existent ou qui existeront dans la caisse municipale, et condamne tout opposant aux dépens ;

Vu l'arrêté attaqué ; —Vu la délibération du conseil municipal de la commune d'Hallignicourt, du 18 février 1847, autorisant le maire à se pourvoir, au nom de ladite commune, contre l'arrêté ci-dessus visé ;—Vu le devis dressé le 20 avril 1846, des travaux à exécuter au presbytère et portant la dépense desdits travaux à la somme de 1,035 fr. 70 cent. ; —Vu la délibération du conseil de fabrique du 19 août 1845 ;—Vu l'ordonnance du vice-président du conseil d'État, du 9 avril 1847, prescrivant communication de la requête ci-dessus visée à la fabrique de l'église d'Hallignicourt, en la personne de son trésorier ; —Vu l'exploit d'huissier du 24 avril 1847, constatant que la signification ci-dessus ordonnée a été faite à la fabrique, laquelle n'a pas présenté de défense dans les délais du règlement ;—Vu les observa-

tions des ministres de l'intérieur et des cultes, en réponse à la communication qui leur a été donnée du pourvoi; lesdites observations enregistrées au secrétariat général du conseil d'État, les 8 septembre 1847 et 10 juin 1848;—Vu ensemble toutes les pièces produites et jointes au dossier;—Vu les comptes des recettes et dépenses de la fabrique de l'église d'Hallignicourt, pour l'exercice 1845;—Vu le budget de ladite fabrique, pour l'exercice 1847;—Vu le décret du 30 décembre 1809, art. 37, 92 et suivants;—Vu la loi du 18 juillet 1837, art. 30 et 39;—Ouï M. Lucas, maître des requêtes, en son rapport;—Ouï Me Maulde, avocat de la commune d'Hallignicourt, en ses observations;—Ouï M. Cornudet, maitre des requêtes, commissaire du gouvernement, en ses conclusions;

Considérant qu'en ordonnant qu'en cas d'insuffisance des revenus de la fabrique, il sera pourvu par la commune aux réparations et reconstructions des presbytères, le décret du 30 décembre 1809 n'a point diminué l'obligation de la commune, au cas où elle serait propriétaire du presbytère;— Considérant qu'il résulte de l'instruction, et notamment des comptes et budget ci-dessus visés, que la fabrique de l'église d'Hallignicourt a régulièrement justifié de l'insuffisance de ses revenus pour la restauration du presbytère dont elle est propriétaire; que, dès lors, il appartenait au préfet, en exécution de l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837, d'arrêter en conseil de préfecture et d'inscrire d'office, au budget communal, la somme nécessaire pour l'exécution des travaux dudit presbytère;

En ce qui touche la disposition de l'arrêté attaqué, qui autorise le maire à délivrer un mandat au trésorier de la fabrique sur les fonds communaux:

Considérant que cette disposition ne fait point obstacle à ce qu'il soit procédé à l'adjudication des travaux de restauration du presbytère, dans les formes prescrites par l'art. 95 du décret du 30 décembre 1809; *décide*:

Art. 1er.—La requête de la commune d'Hallignicourt est rejetée.

Art. 2e.—Expédition de la présente décision sera transmise au ministre de l'intérieur et au ministre des cultes.

Décision du conseil d'État, du 24 août 1849.

Questions proposées.

Le trésorier de la fabrique a-t-il qualité pour prélever et poursuivre le paiement de ce qui revient non-seulement à la fabrique pour fournitures par elle faites dans les enterrements et services funèbres, mais encore de ce qui est dû au clergé?

Dans les villes, et quelquefois dans d'autres localités, il existe un

directeur des convois, qui est établi pour faire ces recouvrements. Ailleurs, le curé de la paroisse prend sur lui de payer les chantres et les clercs, et de se faire payer à son tour par les familles. Le premier de ces usages est très-bon, mais le dernier n'est pas sans inconvénients. En effet, il a souvent pour résultat de jeter de la défaveur sur l'administration du curé. Bien des gens ne font aucune différence entre le pauvre, à qui le curé aura fait une remise, et le propriétaire aisé, qui peut facilement payer le tout; entre le père de famille qui, par sa libéralité, aura mérité une reconnaissance de la part du pasteur, et le riche avare qui trouve qu'on lui fait payer toujours trop cher les honneurs religieux qu'il demande. Ensuite, lorsque les gens sont de mauvaise foi, le curé ne peut user de la force que lui donne la loi; il serait mal vu, et cela ne pourrait que nuire à son ministère s'il faisait assigner quelqu'un de ses paroissiens pour le paiement du casuel. Cependant pour avoir les serviteurs de l'église sous sa main, il doit veiller à ce qu'ils ne soient pas frustrés de leur petite rétribution, et par conséquent les payer de sa bourse à défaut des familles qui requièrent les honneurs funèbres, s'il ne veut pas pas être privé de leur secours.

La loi a donné au trésorier la mission de procurer la rentrée de toutes les sommes dues à la fabrique, soit comme faisant partie de son revenu annuel, soit à tout autre titre. Telle est la prescription formelle de l'article 25 du décret du 30 décembre 1809. Mais nulle part, elle ne l'a chargé de percevoir les honoraires du clergé, ni d'en poursuivre le recouvrement quand ils ne sont point exactement payés. On comprend que dans le paiement d'un service religieux dans lequel le curé et la fabrique ont des prélèvements à faire en vertu du tarif, le trésorier, ou la personne qui le remplace, perçoive la rétribution affectée au pasteur, quand cela a été ainsi convenu; mais cette rétribution est essentiellement distincte de celle de la fabrique; elle est due directement au curé, et le trésorier ne saurait être autorisé par la loi à la revendiquer, parce qu'il pourrait bien souvent revendiquer ce que le curé aurait abandonné. Si le trésorier avait qualité pour poursuivre le paiement des droits du curé, il faudrait par là même admettre qu'il serait apte à revendiquer les honoraires de ses messes particulières. Mais, évidemment, la loi ne saurait se prêter à une pareille interprétation, parce que, dans ces sortes de services, la fabrique est tout-à-fait désintéressée, et que là où elle n'a aucun intérêt, le trésorier n'a aucune qualité pour agir.

Le conseil estime donc, par ces motifs, que les trésoriers de fabrique n'ont point mission pour poursuivre directement le paiement des honoraires du clergé, et qu'ils ne le pourraient qu'en vertu d'un mandat spécial qui leur aurait été donné par la partie intéressée.

Autrefois, les curés étaient aussi obligés de réclamer personnellement leur casuel. Lorsqu'ils avaient négligé de le faire dans l'an et jour, ils n'étaient plus recevables à en poursuivre le paiement

devant la justice. Ils étaient présumés avoir fait remise de leurs droits, et la prescription annale périmait toute demande à ce sujet. Sous l'empire du droit actuel, quelques jurisconsultes ont prétendu que ces droits pouvaient être prescrits par six mois, par application de l'article 2271 du Code civil. Nous ne partageons point cet avis, parce qu'il n'y a aucune analogie entre la position des pasteurs et celle des instituteurs et autres personnes dont il est question dans ledit article. Il y a au moins autant de raison pour appliquer aux droits casuels du prêtre la prescription d'un an, comme cela était anciennement pratiqué. Au surplus, dans le doute, MM. les curés qui pourraient se trouver dans la nécessité de réclamer judiciairement le paiement de leurs droits, feront très-bien de ne jamais trop attendre.

La sous-location des bancs d'église est-elle permise?
Lorsque le concessionnaire d'un banc reçoit dans ce banc des personnes étrangères à sa famille, ces personnes peuvent-elles être astreintes à payer leur place?

La question de savoir si la sous-location des bancs dans les églises est permise ne saurait être soulevée à l'égard du fermier général des bancs ou des chaises. Il est nécessairement autorisé à sous-louer, parce que c'est pour cela qu'il a loué lui même. Il ne pourrait même point ne pas sous-louer; car, dans ce cas, la location qui lui est faite serait détournée de son objet, et elle serait par conséquent nulle et de nul effet.

Le concessionnaire particulier ne jouit point d'une pareille faculté. En effet, en remontant aux vrais principes sur la nature du droit de banc et de place dans les églises, on trouve qu'il ne confère pas, à proprement parler, un droit de location. Si cette location était ordinaire et régie par le droit commun, elle permettrait à celui à qui elle est consentie de faire des sous-concessions à moins de clause formelle le lui interdisant. « Le preneur, dit l'art. 1717 du Code « civil, a le droit de sous-louer et même de céder son bail à un « autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite; elle peut être « interdite pour le tout ou en partie. Cette clause est de rigueur. »

Mais, évidemment, le droit donné au concessionnaire ne constitue qu'un droit d'usage, un droit personnel. Les anciens auteurs l'ont toujours considéré comme tel; c'est ce que l'on peut voir dans Loyseau, *Traité des Seigneuries*, chap. XII, n° 70 et suiv.; et dans Jousse, *Traité du gouvernement des Paroisses*, pag. 61 et 69. C'est d'après cela que, sous l'ancienne législation, les bancs ne pouvaient être concédés avec la clause d'en jouir à perpétuité par le preneur et ses héritiers, encore moins pour en jouir par tous ceux qui occuperaient certaines maisons de la paroisse de manière à attacher la jouissance du banc à l'habitation dans la maison, et enfin que le Parle-

ment de Paris décidait que les sous-locations étaient prohibées. (Arrêt du 27 mai 1767, cité par l'abbé Boyer daus ses Principes sur l'administration temporelle des paroisses, t. 1^er^, p, 157.)

Or, le droit d'usage ne pouvant être cédé ni loué d'après l'art. 631 du Code civil, il en résulte que la sous-location est entachée d'illégalité, et par conséquent frappée de nullité.

Ajoutons que par sa nature le droit de banc n'est pas transmissible par héritage ; ainsi les enfants ne pourraient se présenter pour jouir de celui qui était occupé par leur père ou leur mère. Il ne se transmet pas non plus par vente, et l'acquéreur d'un château ou d'une propriété quelconque n'a point le droit de se placer dans le banc dont jouissait même à vie le précédent propriétaire. (*Avis du Comité de l'intérieur du conseil d'Etat du 24 nov.* 1838.)

Pour ce qui concerne la présence dans le banc du concessionnaire des personnes étrangères à sa famille, il est incontestable que celui-ci a le droit de recevoir dans son banc sa famille, sa femme, ses enfants, ses amis ; il peut également y faire placer toutes autres personnes que bon lui semble; il n'est dû par elles ou pour elles aucune rétribution pour la place qu'elles occupent. Mais si d'autres personnes se plaçaient d'elles-mêmes dans le banc, en l'absence et sans le consentement du concessionnaire, elles seraient assujetties à la taxe ordinaire, et les marguilliers seraient fondés à la leur demander.

Les fabriques ont-elles le droit de supprimer les bancs qui gênent la célébration du service divin?

Dans le cas de l'affirmative, est-il dû une indemnité au concessionnaire dépossédé ?

La première de ces questions n'est susceptible d'aucune difficulté lorsque le banc n'est pas affermé, mais elle acquiert un certain degré de gravité quand ce banc a précédemment été concédé à vie ou pour un temps moins long. En effet, il s'agit de savoir, si en droit, une fabrique peut d'elle-même rompre un contrat synallagmatique et détruire une concession régulièrement faite.

Sous l'ancien régime, la suppression d'un banc, après sa concession, pouvait être faite par l'autorité fabricienne ou par l'évêque.

Voici, d'après l'abbé Boyer, dans quelles circonstances cette suppression était admise.

1° Lorsque la place du banc était devenue nécessaire pour faire quelque construction ou réparation, ou pour le placement d'un objet indispensable à l'église, comme d'un confessionnal, d'une chaire, d'un banc de l'œuvre, etc. ;

2° Lorsque les bancs du chœur étaient placés dans l'enceinte du grand autel, ou tellement adaptés à l'appui de communion, que les ministres ne pouvaient pas y avoir un libre passage (*Mémoires du Clergé*, tom. XII, col. 218; Marechal, pag. 447), ou s'ils ne laissaient

pas un espace suffisant pour placer le curé, les prêtres desservants ou autres revêtus d'habits ecclésiastiques (*Mêmes Mémoires*, col. 275, 289 et 290) ;

3° Lorsque le banc d'un particulier incommodait le service divin ou s'il l'empêchait, comme par exemple, s'il était trop près de la balustrade du chœur, des autels, des chapelles, de l'appui de communion, du baptistère, du sentier de la procession, etc. ;

4° Quand les bancs les plus avancés dérobaient la vue du sanctuaire aux fidèles assis sur les bancs reculés ;

5° Lorsque la fabrique voulait établir un ordre général, régulier et uniforme dans les bancs de l'église, etc.

Pour savoir à qui appartenait le droit de réduire ou de supprimer le banc incommode, il fallait distinguer entre celui qui était placé dans la nef, et celui qui était établi dans le chœur. Dans le premier cas, c'était au curé et aux marguilliers à ordonner la suppression, ainsi que l'attestent Loyseau en son *Traité des Seigneuries*, Duperrai en ses *Notes* sur l'art. 16 de l'édit de 1695. Quand il s'agissait de bancs appartenant à des particuliers, cette suppression se faisait sans qu'il fût besoin d'appeler les concessionnaires. Ceux-ci devaient toujours se soumettre à l'ordonnance épiscopale, sauf à exercer leur recours contre les marguilliers pour le préjudice que la perte de leur banc pouvait leur causer. Le droit de l'évêque ne paraissait pas toutefois être aussi absolu quand il s'agissait d'un banc appartenant à un patron ou à un seigneur. Quelques auteurs prétendaient que dans ce cas, l'évêque ne peut point ordonner la suppression, parce que c'eût été troubler le patron dans sa jouissance, et qu'il fallait en référer aux officiers de justice des lieux pour faire cesser l'incommodité, mais cette prétention a été combattue par d'autres auteurs qui soutenaient avec raison ce principe que l'évêque avait toujours le droit de réduire ou de placer dans un autre sens les bancs qui lui paraissaient incommodes pour le service divin. C'est aussi cette doctrine qui avait été consacrée par le Parlement de Paris, dans son arrêt du 3 août 1619, arrêt rapporté par Maréchal (*Traité des Droits honorifiques*), et qui avait maintenu la réduction d'un banc seigneurial ordonnée par l'autorité épiscopale.

Voilà quelles étaient les règles d'après lesquelles il était jadis procédé aux réductions et suppressions des bancs concédés. Ces règles sont-elles applicables encore aujourd'hui ? Sans nul doute. Elles sont implicitement confirmées par l'art. 33 du décret du 30 déc. 1809. Cet art. porte que « le placement des bancs ou chaises dans les églises « ne peut être fait que du consentement du curé ou desservant, « sauf recours à l'évêque. »

Or, il résulte manifestement de cette disposition, que si quelques-uns de ces bancs ne sont point convenablement placés, qu'ils se trouvent dans l'une ou l'autre des conditions dont nous avons parlé ci-dessus, le curé est en droit d'en demander le changement ou la sup-

pression, et que le conseil de fabrique qui est spécialement établi pour disposer l'intérieur de l'église de la manière la plus commode pour la célébration du service divin, est fondé à faire ces changements ou suppressions.

L'intérêt du culte qui est un intérêt public et de l'ordre le plus élevé, suffit ici pour autoriser ces changements dans la disposition des bancs des églises. Il n'est par conséquent pas plus nécessaire qu'autrefois d'obtenir le consentement du concessionnaire, auquel l'art. 33 précité réserve seulement le recours à l'évêque. Mais rien n'empêche de le demander, et nous croyons qu'il est toujours bon et convenable de le faire.

Relativement à la question d'indemnité qui peut être due au concessionnaire, il est certain que le déplacement du banc crée en faveur de celui qui l'occupait, une action en dommages-intérêts contre la fabrique. L'on rentre alors sous l'empire du droit commun, qui veut que le préjudice causé au concessionnaire par le fait de sa dépossession soit réparé. La fabrique est donc tenue civilement de l'indemniser. Mais quelle sera cette indemnité? Elle devra être réglée par les parties elles-mêmes qui s'entendront à cet effet. En cas de contestation, c'est devant les tribunaux civils qu'il y aura lieu de se pourvoir pour la faire régler définitivement.

Délibéré à Paris, par MM. Berryer, Béchard, Bioche, Pasqualini, Masson, Biauzon, de Champeaux, et Suvigny.

Administration fabricienne.

Devoirs des marguilliers pendant le mois de février.

Nos observations à MM. les marguilliers, pour leur séance mensuelle de février, se borneront à leur rappeler la prescription de l'article 85 du décret du 30 décembre 1809, relative à la comptabilité des trésoriers. D'après cet article, MM. les trésoriers sont tenus de présenter leur compte annuel avec les pièces justificatives au bureau des marguilliers dans la séance du premier dimanche de mars. Il convient dès-lors qu'ils s'occupent dans le courant du mois de février de la préparation de ce compte, afin de ne point se trouver en retard. Tous comprennent assurément l'utilité de cette mesure; mais si quelques-uns oubliaient ou négligeaient de s'y conformer, c'est à MM. les curés et aux marguilliers à la leur rappeler, et ce n'est pas trop de le faire dans la séance de février. Nous publierons dans notre prochaine livraison le modèle d'un compte annuel.

Dans cette même séance, et lorsque cela n'a point encore été fait, il y a lieu de procéder au choix et à la nomination des prédicateurs du Carême, dans les termes prescrits par l'art. 32 du décret du 30 décembre 1809.

Legs de 20,000 *francs faits aux séminaires de France.*

M. Pigenat, ancien magistrat, décédé à Ablon (Seine-et-Oise) le 2 juillet 1849, a légué 15,000 fr. aux séminaires de France par son testament olographe du 1er mars 1845, déposé dans l'etude de Me Legendre, notaire à Savigny-sur-Orge (même département). Il a augmenté cette libéralité en insérant dans un codicille olographe du 6 juillet 1845, confié à Me Menot, notaire à Autun (Saône-et-Loire), la disposition suivante : « Les séminaires de France auront en tout 20,000 fr. »

Les deux officiers publics dépositaires des actes précités ont informé directement M. le ministre des cultes des dispositions testamentaires qui comprennent dans leur généralité les quatre-vingts séminaires de la France. Chacun de ces etablissements est appelé à recevoir une somme de 250 fr. représentant sa part dans ce legs de 20,000 fr. qui n'est, du reste, grevé d'aucune charge quelconque. Pour leur faciliter les moyens de l'accepter et leur épargner les frais d'actes, M. le ministre a pensé qu'il appartenait à l'Administration des cultes de procéder à l'instruction si compliquée de cette affaire, en raison du grand nombre des établissements intéressés. En conséquence, cette Administration s'est procuré les extraits authentiques du testament et du codicille ci-dessus désignés de M. Pigenat. Sur sa demande, M. Guenot, président du tribunal civil d'Autun, institué par le testateur son légataire universel, lui a adressé tous les renseignements de nature à faire connaître la valeur totale de la succession et la position des héritiers.

Il ne s'agissait plus que de mettre chaque établissement à même de former sa demande en acceptation et de produire les pièces indispensables. A cet effet, NN. SS. archevêques et évêques ont été invités (le 24 octobre dernier) à faire parvenir au ministère : 1° la délibération du bureau d'administration de leur séminaire, tant sur la question de savoir s'il y avait lieu d'accepter la part revenant à cet établissement dans le legs dont il s'agit, que sur l'emploi de la somme de 250 fr. qui doit lui profiter; 2° l'état de l'actif et du passif, ainsi que des revenus et charges dudit établissement (art. 5 de l'ordonnance du 14 janvier 1831); 3° leur avis sur le legs et sur l'emploi des fonds. Quant aux autres formalités prescrites par les règlements sur la matière, l'Administration des cultes s'est chargée de les faire remplir. Ces pièces sont presque toutes arrivées; celles qui ne le sont point encore ne se feront sans doute pas attendre longtemps. Nous pouvons donc annoncer qu'avant peu cette importante affaire aura reçu sa conclusion.

Chronique.

LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Loi modificative de l'art. 472 du Code d'instruction criminelle portant abolition de la peine de l'exécution en effigie pour les con-

damnés contumaces politiques et autres (2 janvier);—loi relative à la surveillance des instituteurs primaires (11 janvier);—loi sur la transportation en Algérie des insurgés de juin détenus à Belle-Isle. (25 janvier).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

N. S. P. le Pape a tenu le 7 de ce mois, à Portici, un consistoire secret dans lequel plusieurs évêques ont été préconisés, et entre autres M. de Deux-Brezé, chanoine honoraire de Paris, vicaire général de Mgr l'archevêque de Paris, nommé à l'évêché de Moulins.

—Mgr l'archevêque de Paris vient d'adresser au clergé de son diocèse une lettre pastorale accompagnant trois ordonnances relatives aux études ecclésiastiques. La première de ces ordonnances établit durant cinq années, pour les jeunes prêtres récemment sortis du grand séminaire, des examens sérieux sur tous les points principaux de la science ecclésiastique. La seconde est relative aux conférences diocésaines établies à Paris par le prédécesseur de Mgr l'archevêque actuel; elle apporte dans leur organisation quelques modifications qui ne pourront que donner à cette institution les plus salutaires effets. La troisième etablit dans le diocèse de Paris, à l'exemple de ce qui se pratique à Rome, des conférences pour l'examen des cas de conscience; elles se tiendront de deux mois en deux mois, sous la présidence du prélat, et se composeront de tous les prêtres du diocèse. La première conférence des cas de conscience est fixée au vendredi 3 février; elle se tiendra dans l'église de la Madeleine.

—Mgr l'évêque de Montpellier, mettant à exécution avec empressement quelques-uns des décrets les plus importants du concile d'Avignon, a établi une officialité dans son diocèse. Mgr Thibault a également mis en vigueur le decret de ce concile qui accorde aux desservants l'inamovibilité de fait.

—Mgr l'évêque de Beauvais a recueilli sous sa protection les enfants de son diocèse que le choléra a faits orphelins. Il vient d'adresser à tous ses prêtres une lettre pastorale ordonnant une quête générale, et recommandant à la tendre piété des âmes chrétiennes ces malheureux petits enfants qui n'ont plus aujourd'hui que la religion pour mère. Cet appel a été entendu et a produit les plus heureux résultats.

—Le chant romain a été inauguré dans la chapelle du grand séminaire d'Amiens.

—Plusieurs moines franciscains de la propagande de Rome sont partis pour l'Afrique méridionale, où ils vont prêcher les vérités évangeliques aux peuples idolâtres de l'Abyssinie et de la Nubie.

—Le 14 janvier a eu lieu à la Sorbonne l'ouverture de la Faculté de Théologie de Paris pour l'année scolaire 1849-1850. Cette solennité a été inaugurée par M. l'abbé Glaire, doyen et conseiller de l'Université. M. l'abbé Maret est chargé du cours de théologie dogmatique; M. l'abbe Icard, du droit ecclesiastique; M. Receveur, de la théologie morale, et M. l'abbe Glaire, de l'explication de l'Écriture-Sainte. M. l'abbé Bargès, professeur de langue hébraïque, traduira le livre de Job, le 1er livre des Rois et les chapitres chaldaïques du prophète Daniel Quant à M. l'abbé Gerbet, nouveau professeur d'éloquence sacrée, son cours est ajourné.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R. F.

Actes officiels.

LÉGISLATION.

Loi relative à l'application de l'impôt des mutations aux biens de mainmorte. (Du 20 février 1849.—Bull. 129, nº 1109) (1).

L'Assemblée Nationale a adopté et le Président de l'Assemblée promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1er. Il sera établi, à partir du 1er janvier 1849, sur les

---

(1) Exposé des motifs, le 20 octobre; rapport de M. Grévy, le 12 déc. 1848, (*Moniteur* du 16); première délibération, le 16 janvier 1849, (*Mon.* du 17); deuxième délibération, le 9 fév., (*Mon.* du 10); troisième délibération, le 20 fév. (*Mon.* du 21).

Voici comment M. Grévy, dans son rapport, a présenté les motifs de la loi :

« Citoyens représentants, les établissements de mainmorte, dont l'existence se perpétue par subrogation successive de personnes, acquièrent souvent, aliènent rarement et ne meurent jamais. Leurs biens, dont la masse va sans cesse augmentant, sont retirés du commerce, au grand préjudice de la richesse nationale, du trésor public, de la masse des contribuables. Au préjudice de la richesse nationale : car, d'une part, ces biens ne fournissent aucun aliment au mouvement fécondant des transactions; et, d'autre part, ils restent, sous le rapport de la production, dans un état d'infériorité tel, que les immeubles productifs, possédés par les gens de mainmorte, quoique représentant une contenance de 4,983,127 hectares, c'est-à-dire le dixième de toutes les propriétés imposables de France, ne rendent cependant qu'un revenu de 64,209,456 fr., c'est-à-dire le trente et unième du revenu général. Au préjudice du trésor public : car ces biens, immobiles aux mains des propriétaires, ne fournissent rien à l'impôt des mutations. Au préjudice de la masse des contribuables : car les biens de mainmorte, ne produisant pas le tiers de ce que produisent les autres biens, ne contribuent à l'impôt direct que dans cette proportion affaiblie, ce qui surcharge d'autant les biens des particuliers.

« L'ancienne législation avait de sages dispositions, soit pour combattre la tendance des gens de mainmorte « à acquérir des fonds naturellement destinés à la subsistance et à la conservation des familles, » soit pour « dédommager le souverain de la perte que souffraient l'Etat et le public de la sortie des biens du commerce » — Une des principales était l'établissement d'un droit dit d'amortissement, fixé tantôt à une ou plusieurs années des revenus de la propriété amortie, tantôt au sixième ou au cinquième de cette propriété, selon sa nature. — Depuis l'abolition de ce droit, en 1789, l'équité réclamait une disposition législative qui établît sur les immeubles passibles de la contribution foncière, et appartenant aux établis-

biens immeubles passibles de la contribution foncière, appartenant aux départements, communes, hospices, séminaires, fabriques, congrégations religieuses, consistoires, établissements de

---

sements de mainmorte, une taxe représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès.

« Tel est l'objet du projet de loi que vous nous avez chargés d'examiner. —Votre commission en adopte pleinement le principe. Elle y voit un hommage rendu à la règle fondamentale en matière d'impôt, l'égalité; un terme apporté à une violation préjudiciable de cette règle. — Quelques objections se sont cependant élevées dans son sein. On a dit que les subventions accordées par l'Etat à un certain nombre d'établissements de mainmorte devront être augmentées en raison du nouvel impôt, et que ce sera prendre d'une main pour rendre de l'autre; qu'imposer les hospices et les établissements de charité, c'est imposer les pauvres; que le projet est impolitique et que la loi sera impopulaire. — La commission ne s'est pas arrêtée à ces objections. Elle a considéré que, parmi les établissements de mainmorte, il en est beaucoup qui ne reçoivent aucune subvention, et qui possèdent d'importantes propriétés qu'il est inique de soustraire aux charges communes; que, pour les autres, il n'y a rien de contradictoire entre la subvention et l'impôt; que, pour être subventionnés, ils n'en sont pas moins soumis aux autres contributions; que cela est indispensable pour la bonne règle, sauf à fixer en conséquence le chiffre de la subvention; que, quant aux hospices et aux établissements de charité, ils sont à la charge des communes, et que ce seraient ces dernières, et non les pauvres, qui profiteraient de l'exemption des droits; enfin, qu'une loi qui a pour objet de mettre un terme à une inégalité injuste, de faire cesser un préjudice notable pour le trésor, et de contribuer à remettre dans le commerce la dixième partie du territoire, qui en est sortie au grand dommage de la prospérité publique, n'est pas une conception impolitique et ne saurait être une loi impopulaire.

« Les sociétés anonymes n'ayant qu'une durée limitée, il s'est élevé des doutes sur la justesse de leur assimilation aux établissements de mainmorte. Mais comme ces sociétés ont d'ordinaire une existence beaucoup plus longue que la période moyenne des mutations, et que, pendant ce temps, les associés se succèdent les uns aux autres sans payer de droits, les sociétés anonymes nous ont paru devoir rester dans la loi. — Il n'en est pas de même des droits d'usage en bois, appartenant à des communautés d'habitants dans les forêts des particuliers et de l'Etat. Considérés dans leur nature, ces droits d'usage sont une servitude; considérés dans leur émolument, ils sont un revenu mobilier; sous aucun de ces deux aspects, ils ne peuvent être atteints par un impôt destiné à frapper seulement les propriétés immobilières. Aussi est-il digne de remarque qu'ils ne sont pas soumis à la contribution foncière. Ils sont d'ailleurs incessibles; comment pourraient-ils être passibles d'un impôt qui prend sa source dans la transmission? Au surplus, cet impôt est déjà supporté, soit par les forêts soumises aux droits d'usage, soit par les habitants auxquels ils sont attachés. Il n'y a donc aucune raison d'assujettir à la taxe les droits d'usage en bois, plutôt que les droits de pacage, de panage, ou toute autre servitude. Votre commission vous propose de modifier en ce sens le projet de loi.

« Elle a, d'un autre côté, repoussé la demande, faite par un de ses membres, d'étendre l'impôt aux valeurs mobilières, autres toutefois que celles qui sont affectées à un objet d'utilité générale. Sans contester que telle puisse être la conséquence rigoureuse du principe de la loi, la majorité a pensé que, si les valeurs mobilières échappent au droit de mutation par décès, leur mobilité les soumet du moins au droit de transmission entre-vifs; que les éléments manqueraient pour déterminer la taxe avec précision, et qu'en tous cas, la perception en serait pleine de difficultés et d'inconvénients.

charité, bureaux de bienfaisance, sociétés anonymes, et tous établissements publics légalement autorisés, une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre-vifs et par décès.

« Le projet fixe à 5 p. 100 du revenu la taxe annuelle à percevoir sur les biens de mainmorte. — Si l'on compare cette taxe aux droits de mutation qui grèvent les biens des particuliers, on reconnaîtra qu'elle est un peu moins élevée. — Toutefois il ne faut pas perdre de vue que, si les biens de mainmorte ne peuvent jamais éprouver de mutation pour cause de décès, ils peuvent être et sont quelquefois l'objet de transmissions entre-vifs. Il est donc juste de tenir compte des droits acquittés pour ces mutations et de faire entrer cette cause de réduction dans le calcul de la taxe à établir. Votre commission estime qu'en raison de cette circonstance la taxe proposée peut être maintenue. — La détermination détaillée du droit à percevoir sur aq ue immeuble, détermination basée sur le principal de la contribution oncière et la proportion moyenne de l'impôt au revenu, n'a été, non plus que le mode de recouvrement, l'objet d'aucune critique.

« En conséquence, votre commission a l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi, en supprimant le second paragraphe de l'article relatif aux droits d'usage. »

Cette loi a soulevé de nombreuses discussions dans le sein de l'Assemblée nationale. Ses partisans, au nombre desquels nous citerons M. Dupin aîné, ont cherché à justifier le nouvel impôt qu'elle consacre, en disant qu'il existait anciennement sous le nom de *droit d'amortissement*. La vérité est qu'il n'y a aucune espèce d'analogie entre ces deux impôts. En effet, l'ancien droit d'amortissement était payé par les gens de mainmorte, pour assurer entre leurs mains la propriété des biens dont ils devenaient acquéreurs; c'était un droit qui consistait dans une partie de la valeur vénale de la propriété, ou dans une ou plusieurs années de revenu de la propriété amortie, et qui une fois payé ne se renouvelait plus. Ici rien de semblable, c'est une taxe annuelle qu'établit la loi. C'est un impôt nouveau ajouté à l'impôt ordinaire, de sorte que les choses sont aujourd'hui en cet état, que les biens de mainmorte n'étant point exempts en réalité des droits de mutation auxquels ils étaient éventuellement soumis comme tous les autres biens, sont par l'effet de la présente loi condamnés à les payer deux fois.

Les biens de mainmorte ne sont pas d'ailleurs différents de ce qu'ils étaient autrefois. On donnait jadis cette qualification aux biens immeubles possédés par tous les individus qui faisaient partie des corps ou communautés qui, par une suite non interrompue de membres qui se succèdent les uns aux autres, ne meurent jamais. Ce qui était appliqué aux bénéficeirs qui en mourant étaient aussitôt remplacés par d'autres dans la possession de leurs bénéfices ou de leurs charges. En sorte qu'on pouvait distinguer deux espèces de gens de mainmorte : ceux qui composaient les corps séculiers ou ecclésiastiques et les titulaires particuliers des charges ou bénéfices : on mettait aussi les hôpitaux, confréries, fabriques, etc., au rang des corps et communautés.

« Gens de mainmorte, dit Bacquet, du *Franc fief, chap.* 3, *n°* 8, sont « appelés les gens d'église, comme archevêques, évêques, abbés, prieurs, « curés, chapelains, et toutes communautés tant ecclésiastiques que de gens « laïcs, comme religieux, abbés et couvent, religieux, prieur et couvent; « doyen, chanoine et chapitre; universités, colléges, principal et bour- « siers; habitants de villes, bourgs ou villages possédant héritage en com- « mun; prévôts des marchands et échevins, maires et échevins, capitouls, « consuls, jurats et autres gouverneurs des villes, bourgs et bourgades; « gouverneurs d'hôpitaux, hôtels-Dieu, maladreries, léproseries, aumône- « ries, commanderies, stipendies, prévôtés, confrairies, marguilliers de « fabriques, luminiers, communautés de marchands et de métiers dûment

Cette taxe sera calculée à raison de soixante-deux centimes et demi pour franc du principal de la contribution foncière.

2. Les formes prescrites pour l'assiette et le recouvrement de

---

« approuvés. Lesquelles communautés et colléges, ensemble les églises, « monastères et chapitres, d'autant que jamais ne meurent, et que les suc- « cesseurs représentent toujours les prédécesseurs, aussi que les héritages « par eux possédés ne changent jamais de main; en sorte qu'en eux ne se « trouve aucune mutation de personnes, sont appelés gens de main- « morte. »

On entend encore aujourd'hui par biens de mainmorte les biens qui appartiennent aux départements, aux communes, aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux évêchés, aux séminaires, aux chapitres, aux fabriques, aux cures, aux congrégations religieuses, et généralement à tous les établissements légalement autorisés.

Il est incontestable que, sous l'ancien régime, ces biens ont eu à supporter, indépendamment du droit d'amortissement, plusieurs autres charges ordinaires et annuelles.

Dans l'origine, et sous les empereurs chrétiens, les biens ecclésiastiques, n'étaient point exemptés de charges publiques. (Voyez à ce sujet Thomassin, *Part.* 2 *liv.* 3, *chap* 22 *et suiv.*)

A diverses époques nos anciens rois, par un effet de leur piété, les exemptèrent, de plusieurs sans cependant les dispenser de toutes.

Du temps de Clotaire, le champart, le droit de pâturage, et la dîme des animaux que ce prince faisait prélever sur les terres des particuliers, étaient déjà remis au clergé. Sous Louis-le-Débonnaire et Charlemagne, l'Église n'était chargée que des impositions pour les réparations des ponts et des chemins. C'est ce que l'on voit par le sixième livre des Capitulaires. Ces empereurs avaient même affranchi de toute servitude les dîmes, les offrandes, la maison du curé, les jardins et une terre d'une certaine grandeur déterminée, appelée *mansus* pour chaque église paroissiale. C'est de là que vient le canon *secundum canonicam* du décret, *Caus.* 23, 9, 8. Mais si l'Église acquérait quelque fonds nouveau, soumis au cens envers le roi, elle était obligée d'abandonner ces terres, ou de satisfaire au cens accoutumé. (Voy. Thomassin, *Part.* 2, *liv.* 3, *ch.* 6. De plus ces exemptions laissaient subsister le droit de gîte, le service militaire et les dons que faisaient les ecclesiasliques, comme les autres sujets, dans les assemblées qu'on appelait parlements. Le droit de gîte consistait à loger et nourrir le roi et ceux de sa suite quand il passait. Toutes les églises séculières et régulières indistinctement étaient sujettes à ce droit; il n'y avait d'exemptes que celles à qui le roi avait accordé particulièrement l'exemption. Cet usage n'était point d'ailleurs particulier à la France, il subsistait aussi en Italie et en Allemagne, ainsi que le rapporte Thomassin, et que le constate une Constitution de l'empereur Bérenger, portant que les évêques fourniraient à l'entretien de l'empereur quand il passerait sur leurs terres.

Le droit de service militaire consistait dans l'obligation imposée aux évêques de conduire personnellement ou quelquefois par leurs vassaux un certain nombre d'hommes armés dans les temps de guerre.

Les présents que les ecclésiastiques et gens de mainmorte étaient obligés de faire au roi, constituaient pour eux une charge toujours fort onéreuse. Il y avait des présents annuels, et d'autres qui se payaient à titre d'exemption du service militaire. il était impossible de s'y soustraire, et nous voyons que le concile de Thionville exhorte tous les ecclésiastiques à contribuer aux besoins de l'Etat, autant que le pourraient permettre les revenus de leurs églises. (Thomassin, *chap* 9.)

Au onzième et au douzième siècles, la guerre des croisades donna l'occasion d'imposer aux ecclésiastiques et gens de mainmorte des contributions extraordinaires. Ainsi nous voyons par le concile de Latran, qu'il fut ordonné que tous les clercs paieraient la vingtième partie de leurs revenus :

la contribution foncière seront suivies pour l'établissement et la perception de la nouvelle taxe.

3. La taxe annuelle établie par la présente loi sera à la charge

---

ecclésiastiques pendant trois ans pour le secours de la Terre-Sainte. L'histoire a conservé le nom de la *dîme Saladine*, de 1188, à laquelle les ecclésiastiques furent appelés à contribuer pour le dixième d'une année de leurs revenus. C'est de cette époque que les impositions mises sur le clergé se nommèrent *dîmes ou décimes*. Depuis, ces levées se multiplièrent beaucoup. Dans le treizième siècle, on en compte 13, et 21 sous Philippe-le-Bel. Il s'en trouve dans presque tous les règnes depus Philippe-Auguste. Toutefois après l'extinction du schisme et le concile de Bâle, les décimes furent plus rares. En 1501, Louis XII leva sur le clergé, avec la permission du pape, une dime pour secourir les Vénitiens contre les Turcs. En 1506, une imposition de ce genre fut encore levée au profit de François Ier. En 1527, le clergé offrit 1,300 mille livres pour la rançon de ce prince. En 1534, le revenu des biens ecclésiastiques fut partagé entre le roi et le clergé. En 1551, le clergé fit encore une offre considérable. Enfin, en 1557 ces concessions étaient devenues annuelles et ordinaires, puisque le roi Henri II créa en cette année des receveurs des décimes dans chaque archevêché et évêché, et qu'il leur assigna douze deniers par livre de ce qu'ils percevraient.

Par le contrat de Poissy, passé lors du fameux colloque tenu avec les prétendus réformés en 1560, les prélats assemblés s'engagèrent au nom du clergé à payer au roi la somme de 1,600 mille livres par an, pendant l'espace de six années et à racheter dans dix ans pour 630 mille livres de rentes, au capital de 7,560 mille livres dont l'Hôtel-de-Ville de Paris était chargé envers divers particuliers qui avaient prêté de l'argent au roi, Plus tard, de nouvelles levées furent encore consenties par le clergé pour plusieurs années; dans les derniers temps, ces engagements à cet égard étaient renouvelés tous les dix ans. En 1755, le clergé passe encore un contrat de décime, et en 1760, un contrat de don gratuit.

La Révolution de 89 est trop près de nous pour qu'il soit nécessaire de parler de ses offres généreuses au roi et à la nation, qui ne peut point oublier qu'à cette époque, comme à toutes les époques critiques de notre histoire, l'Église de France n'a jamais hésité à prêter volontairement le secours de ses biens pour les besoins de l'État.

Ainsi, l'on voit que c'est bien à tort que l'on a publié tant de fois que les biens ecclésiastiques étaient absolument affranchis de toutes les charges qui pesaient sur les autres citoyens. Si le clergé tant régulier que séculier a joui d'un grand nombre de priviléges et d'immunités comme de l'exemption des charges personnelles et serviles (Capitulaires, liv. 6, chap. 116); des droits de gabelle (art. 33, du titre 8 de l'ordonnance des gabelles de mai 1680, des droits d'entrée, des aides et autres droits y joints (ordonn. de juin 1680); des tailles, ustensiles, vingtièmes et autres impositions de cette nature, etc., il n'en est pas moins constant qu'il payait au roi des décimes, des dons gratuits et plusieurs autres subventions qui avaient fini par devenir des contributions ordinaires, et qui justifient pleinement les exemptions dont nos anciens souverains avaient cru devoir le gratifier.

Les biens appartenant aux hospices, aux bureaux de bienfaisance, aux maisons de charité, ont presque toujours suivi la conditon des biens ecclésiastiques proprement dits, par la raison bien simple que ces établissements n'étaient fondés et desservis que par des communautés religieuses. Ces biens, dans le dernier état du droit, n'étaient pas assujettis à l'impôt général, et même il arrivait souvent qu'ils n'étaient soumis à aucune espèce de droits fiscaux. On peut, à cet égard, se reporter aux art. 3, 4 et 14 de l'ordonnance du 21 janvier 1738, l'on y verra que « les hôpitaux par-« ticuliers, les hôtels-Dieu, les maisons et communautés tant séculières que

du propriétaire seul, pendant la durée des baux actuels, nonobstant toutes stipulations contraires.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 16 janvier, 9 et 20 février 1849.

Le Président et les Secrétaires de l'Assemblée nationale,

Signé CORBON, vice-président; ÉMILE PÉAN, F. DEGEORGE, LOUIS LAUSSEDAT, JULES RICHARD, PEUPIN, LOUIS PERRÉE.

Le Président de l'Assemblée nationale.

Signé ARMAND MARRAST.

CIRCULAIRE *de M. le Directeur général de l'administration des Cultes aux préfets relative à la formation par eux des états de situation en fin d'année des dépenses effectuées dans le courant de* 1849 *aux édifices diocésains de leurs départements pour acquisitions, consructions et grosses réparations,* etc. (1).

Paris, le 31 janvier 1850.

CIRCULAIRE *de M. le Directeur général de l'administration des Cultes aux préfets leur demandant les comptes des dépenses des cultes pendant l'année* 1849 (2).

Paris, le 1er février 1850.

« régulières où l'hospitalité est exercée jouissaient de la même exemption « du droit d'amortissement que les hôpitaux généraux pour toutes aquisi- « tions, échanges, dons et legs de quelque nature qu'ils fussent, construc- « tions ou reconstructions des bâtiments qui étaient destinés et employés « soit au soulagement, soit à la subsistance et à l'entretien des pauvres et « des malades, soit à leur instruction gratuite, etc. »

Or, contrairement à cette disposition, ces établissements sont atteints par la nouvelle loi. Ainsi, sous ce rapport, cette loi consacre encore une innovation qui a été critiquée avec raison et qui, dans tous les cas, n'est point à l'avantage de l'humanité souffrante.

(1) Cette circulaire est accompagnée de cadres imprimés destinés à la constatation de cette situation. Ces cadres sont au nombre de six, deux pour chaque édifice, la cathédrale, l'évêché et le séminaire. L'un des deux doit être revenu à l'administration des cultes avant le 1er mars, terme de rigueur.

Les circulaires antérieures des 14 décembre 1839 et 24 décembre 1842 contiennent sur ce sujet les instructions auxquelles les préfets doivent se conformer.

(2) Des modèles de ces comptes sont également adressés aux préfets par suite de l'augmentation admise au budget de 1849 en faveur des desservants âgés de 75 ans ; une nouvelle colonne est ajoutée au compte; elle est destinée à contenir l'indication des desservants qui, ayant atteint dans l'année 1849 l'age de 75 ans, et remplissant en outre la condition d'avoir exercé le saint ministère pendent trente années, ont droit à un traitement de 1,200 fr. La date de naissance de ces ecclésiastiques, de même que celle des sexagénaires et des septuagénaires, doit toujours être rappelée.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques leur demandant de faire célébrer un service religieux pour l'anniversaire du 24 février* 1848.

Paris, le 12 février 1850.

Monseigneur,

En exécution de la loi du 15 février 1849, qui a déclaré *fête nationale* l'anniversaire du 24 février 1848, je vous prie de vouloir bien, de la même manière que cela a eu lieu l'an dernier, donner les instructions nécessaires pour qu'il soit célébré dans toutes les églises de votre diocèse, le 24 février prochain, un service funèbre à la suite duquel un *Te Deum* sera chanté.

Je viens d'inviter M. le Préfet à se concerter avec vous, Monseigneur, afin que les autorités civiles et militaires puissent, dans chaque localité, assister à ce service religieux.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. PARIEU.

Pour expédition :

Le Directeur général de l'Administration des Cultes,

E. DURIEU.

RCULAIRE *de M. le directeur général de l'administration des culte à NN. SS. les archevêques et évêques sur le même sujet.*

Paris, le 15 février 1850.

Monseigneur,

Quelques prélats ont écrit au ministre pour lui faire observer que, le 24 février se trouvant cette année un dimanche, il devenait difficile, sans s'écarter des usages de l'Église, de célébrer ce jour-là un service funèbre.

Le service commémoratif qui vous a été demandé ne semble pas inconciliable avec les usages qu'on rappelle avec raison : il suffira de célébrer, le 24 février, la messe avec l'ornement du jour, laquelle sera suivie de l'absoute, puis du *Te Deum*.

Je m'empresse, Monseigneur, de vous donner cette explication, afin que, si vous n'y voyez pas d'obstacle, vous puissiez donner des ordres en conséquence dans les paroisses de votre diocèse.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le directeur général de l'administration des cultes,

E. DURIEU.

Jurisprudence.

BIENS D'ÉGLISE. — RESTITUTION AU CULTE. — DROITS ANCIENS. — PRESCRIPTION. — FONDATION RELIGIEUSE. — CHAPELLE. — PROPRIÉTÉ. — PRESCRIPTION.

La restitution des églises au culte catholique, en vertu du concordat de 1801 *et des lois et actes subséquents du gouvernement, a fait revivre les droits publics ou privés qui existaient anciennement sur ces églises, en tout ce qui n'est pas contraire aux lois abolitives des biens du clergé et de la féodalité* (L. 18 germ. an x, art. 75) (1).

Les biens d'églises, et notamment la propriété d'une chapelle dans une église paroissiale, ne peuvent être acquis par prescription (Cod. civ., 528 et 2226) (2).

La fondation ancienne d'une chapelle avec commission de messes, dans

---

(1) Nous doutons que cette proposition énoncée dans un des motifs de l'arrêt, soit parfaitement exacte. — Les actes du Gouvernement qui, en exécution de l'art. 75 de la loi du 18 germ. an X, ont rendu les églises au culte catholique, ont sans doute conféré ou restitué à cette espèce de biens tous les priviléges d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité qui appartiennent aux choses du *domaine public*; mais ils n'ont pas rétabli les droits privés que des particuliers pouvaient avoir anciennement dans ces édifices par suite de fondations religieuses, droits qui, sans nul doute, se sont trouvés éteints dans les mains de l'État pendant la main-mise nationale. — En principe, les biens d'église devenus propriétés nationales, ont été restitués au culte, francs et quittes de toute charge particulière; et c'est ce qui a été particulièrement reconnu ou déclaré par les actes du gouvernement relatifs aux biens des fabriques non aliénés par l'État, et dont les fabriques nouvelles ont été mises en possession, affranchies de toutes dettes ou charges antérieures dont ces biens pouvaient se trouver grevés, sauf toutefois les services religieux imposés par les donateurs ou fondateurs, que les fabriques sont tenues de faire continuer. *V.* les décrets des 7 therm. an XI; 9 sept. 1805; 22 fruct. an XIII (non inséré au *Bull. des Lois*); 19 juin 1806; 30 déc. 1809; l'avis du conseil d'État du 9 déc. 1810; l'ordonn. roy. du 28 mars 1820, etc. *V.* aussi l'arrêt de la Cour de cassation, du 1er fév. 1825; Carré, *Gouvernem. des paroisses,* n. 250 et suiv.; Vuillefroy, *Traité de l'admin. du culte cathol.*, v° *Fondation*, pag. 396 et 397, *ad notam*; enfin le *Traité de l'admin. temp. des paroisses* de M. Affre, archevêque de Paris, appendice de la 5e édition, pag. 613. — Or, dans l'espèce ci-dessus, ce n'était pas un service religieux qui était réclamé par les représentants actuels des fondateurs d'une chapellenie avec commission de messes dans une église paroissiale, mais bien la *propriété* de la chapelle elle-même, et, par suite, le droit de la clore et de l'occuper exclusivement comme oratoire particulier par eux ou leur famille. Un pareil droit, s'il avait jamais existé, ne pouvait évidemment avoir survécu à la main-mise nationale et avoir repris vie avec la restitution au culte, de l'église et de la chapelle qui en formait une partie intégrante. Ce n'est qu'à l'État seulement que les fondateurs ou leurs représentants auraient pu s'adresser, et, dans l'espèce, on voit en effet qu'il leur avait été fait restitution, en 1791, des biens affectés à la fondation.

(2) Dans l'ancien droit, la prescription des biens d'église était assujettie

une église paroissiale, et en titre de bénéfice, dont le fondateur s'est réservé les droits de patronage et de présentation, ne constitue pas nécessairement, en sa faveur, un titre de propriété *de la partie de l'église consacrée à cette chapelle.*

En conséquence, le fondateur ou ses représentants ne peuvent aujourd'hui exciper soit des titres qui leur ont transmis les droits du fondateur sur la chapelle, soit de la jouissance plus ou moins prolongée qu'ils en auraient eue, en vertu de ces titres et de la fondation, pour prétendre en avoir prescrit la propriété : ce serait, dans ce cas, vouloir avoir prescrit contre son titre (Cod. civ., 2240).

(Le prince d'Essling—C. la fabrique de l'église de la Ferté-Saint-Aubin.)

M. le prince d'Essling, propriétaire de la terre et du château de La Ferté, jouissait, depuis longues années, comme l'avaient fait les anciens propriétaires de cette terre, d'une chapelle particulière dans l'église paroissiale de Saint-Michel à La Ferté Saint-Aubin, qu'il avait fait entourer d'une grille en bois, lorsque, récemment, les marguilliers et le conseil de fabrique de l'église ont fait supprimer cette grille pour rendre la chapelle à l'usage public des fidèles. — M. le prince d'Essling a réclamé contre cette entreprise, se fondant sur le motif qu'il était propriétaire de la chapelle dont il s'agit, dans laquelle ses auteurs avaient anciennement fondé un titre bénéficial de chapelainie, ajoutant qu'en tout cas, il en avait acquis la propriété par prescription, lui ou ses auteurs, en ayant joui privativement depuis plus de trente ans.

Voici du reste l'analyse des titres et actes que M. le prince d'Essling faisait valoir à l'appui de sa prétention :

19 juillet 1669, acte notarié par lequel messire Henry de Senneterre, duc de la Ferté-Senneterre, pair et maréchal de France, etc., fonde la chapelle dont il s'agit, sous l'invocation de la Vierge, dans l'église de Saint-Michel, à La Ferté-Saint-Aubin. On lit dans l'acte : « Lequel (seigneur de La Ferté) de sa certaine science et propre

---

à des règles particulières et, assez généralement, à un délai beaucoup plus long que celui des biens ordinaires : il fallait, dans la plupart des provinces quarante ans, et même, selon certaines coutumes, cent ans de possession. (*V.* à cet égard, M. Troplong, *de la Prescript.*, tom. 1, n. 192 et suiv.). Mais dans notre nouveau droit, les églises et tous les biens ou édifices consacrés au culte, sont considérés comme une dépendance du *domaine public*, et comme tels, tant qu'ils conservent cette destination, ils sont inaliénables et imprescriptibles. (Arg. de l'art. 2, § 1, de la loi du 4 déc. 1790, reproduit dans l'art. 528, Cod. civ., et de l'art. 2226 du même Code). — *V.* aussi sur ce point, M. Troplong, *ubi suprà*, n. 170 et 171 ; Proudhon, *du Domaine public*, édit. de Dumay, t. 1, p. 249, et Cass. 1er déc. 1833, ainsi que la note qui accompagne cet arrêt dans les *Collect. nouv.*, de M. de Villeneuve, tom. 7, 1re part., pag. 345.

(*Note de M. De Villeneuve.*)

mouvement, considérant que les choses de la terre sont périssables et transitoires, et au contraire les spirituelles, fermes, stablés et permanentes, voulant et désirant commuer le spirituel au temporel pour le salut de l'âme de *lui*, de très-haute et puissante dame Madeleine Dangenest, son épouse, et de ses prédécesseurs parents et amis présents et à venir, fonde à perpétuité une chapelle dans l'église paroissiale de La Ferté-Senneterre.» — L'acte continue ainsi : « Ledit seigneur duc a déclaré qu'il fonde et dote en bénéfice perpétuel ladite chapelle sous l'invocation de la glorieuse vierge Marie, pour être desservie dans ladite église paroissiale à l'autel de la Vierge, dédié à cet effet, laquelle chapelle il veut être sacerdotale et être incompatible avec la cure du lieu...» — Ensuite le fondateur affecte à cette chapelle, et à titre de dotation, les revenus d'une métairie dite les Aisses, pour la nourriture, le logement et l'entretien d'un chapelain, qui devait être nommé par l'évêque, sur la présentation du duc et de ses successeurs. Ledit chapelain était tenu de chanter et célébrer tous les jours de l'année, à toujours, perpétuellement, une messe basse audit autel de la Vierge, « fors quand ledit seigneur, la dame son épouse et ses successeurs ducs de La Ferté-Senneterre seraient au château, où ledit chapelain serait tenu de venir et célébrer ladite messe dans la chapelle dudit château qui y est bâtie et construite. » Et, en outre, ledit chapelain était tenu : « De dire tous les jours de l'année les litanies de la Vierge dans ladite chapelle paroissiale, à l'heure de quatre de relevée pendant l'hiver, et de six pendant l'été, et d'enseigner gratuitement le catéchisme aux enfants dudit lieu de La Ferté-Senneterre.»—Il est encore énoncé dans ledit acte, que les chapelains ne pourront vendre, engager, hypothéquer, aliéner, ni disposer, par quelque décret, consentement, engagement, ni autrement, en quelque manière que ce soit, et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours. » Enfin l'acte se termine par ces mots : « Et, pour perpétuelle mémoire de la présente fondation, ledit seigneur veut qu'il soit mis une table d'airain dans l'église paroissiale de Saint-Michel, dans laquelle ledit présent contrat de fondation sera inscrit. »

Avec cette acte de fondation et comme venant le corroborer, on produisait un procès-verbal de saisie réelle, en date du 11 déc. 1683, duquel il résulte qu'il fût procédé à la saisie de la terre de La Ferté, et, en ce qui concerne la chapelle du château et celle de la Vierge dans l'église de Saint-Michel, des droits de présentation et nomination, ès-chapelle de Saint-Laurent, fondée au-dedans dudit châtean, et ès-celle pareillement fondée, et érigée sous le titre de Notre-Dame en l'église paroissiale de Saint-Michel.

Le 9 mars 1758, la terre de La Ferté passa entre les mains du sieur Bertrand, écuyer du roi. Dans l'acte de vente, on énonce que la vente consiste en un château et chapelle dans la cour d'honneur, et

la chapelle, appartenant à ladite seigneurie, érigée sous le titre de Notre-Dame, dans l'église de Saint-Michel. Les mêmes énonciations se retrouvent dans un décret volontaire, portant adjudication, du 29 février 1760.

En 1790, le domaine des Aisses, appartenant alors à M. de Coué, seigneur et propriétaire du château de La Ferté, fut mis sous la main de la nation comme devant être compris parmi les biens que le décret du 3 juillet 1790 et les lois de l'époque déclaraient propriétés nationales. M. de Coué réclama, et il intervint un arrêté du 25 juin 1791 qui décida que la chapelle dont il s'agit était dans la classe des chapelles mentionnées en l'art. 3 du titre 1er de la loi du 5 novembre 1790, et que les biens en dépendant devaient être remis au propriétaire, pour le revenu être employé à l'acquit de la fondation.

Enfin, le 6 mai 1822, acte notarié par lequel M. le prince d'Essling achète de M. et Mme de Talleyrand, la terre de La Ferté. On lit dans l'acte de vente que, relativement à la chapelle se trouvant dans l'église paroissiale, les vendeurs cèdent les droits qui peuvent résulter des titres.

C'est en présence de ces actes que, par jugement du 16 mars 1846, le tribunal civil d'Orléans, saisi de la contestation, donnant acte aux membres de la fabrique de l'église de Saint-Michel de l'offre par eux réitérée de remettre à M. le prince d'Essling les portes de la grille en bois qu'il avait fait poser dans la chapelle de la Vierge, l'a pour le surplus, déclaré non recevable et mal fondé dans sa demande.

Appel par M. le prince d'Essling, et arrêt de la Cour royale d'Orléans, conçu en ces termes :

LA COUR ;—Attendu en principe que la chapelle, objet du procès, fait partie intégrante de l'église paroissiale de La Ferté Saint-Aubin; qu'à ce titre, elle participe au degré d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité des édifices destinés au culte, soit en raison de leur destination sacrée, soit parce qu'ils sont des édifices publics affectés à l'usage perpétuel de tous les fidèles ;—Que ce principe de droit public reçoit exception, lorsque ces mêmes chapelles, étaient la propriété privée d'une personne qui justifiait de son droit par titres, ou par une possession spéciale sous des conditions déterminés, exceptionnelles, et résultant de signes apparents équivalant au titre ou les suppléant ;

Attendu que les lois révolutionnaires, sur les biens du clergé, ont respecté le droit à la propriété des églises ; que si, en fait, et dans les temps de troubles, l'Etat a fait main-mise sur les édifices dédiés au culte, cette circonstance exceptionnelle, transitoire, a suspendu et non éteint les droits des particuliers ou des paroisses ; —Qu'après le concordat, et par le retour des édifices religieux à leur ancienne destination, tous les droits publics et privés ont repris naissance, en tant qu'ils n'étaient pas contraires aux lois abolitives

des biens du clergé ou des droits féodaux;—Qu'ainsi les propriétés privées exemptes de ces vices ont repris leur ancien caractère et ont été de nouveau soumises aux droits anciennement acquis;

Attendu qu'en appliquant ces principes à l'espèce, et en examinant les titres produits et les faits de possession allégués, il résulte, en ce qui a trait à la chose jugée, par suite de l'arrêté rendu le 25 juin 1791 par le directoire du département du Loiret, que la demande qui a provoqué cette décision, et l'arrêté lui-même, n'ont qu'un but, la restitution au propriétaire de la métairie des Aisses, affectée au service de la chapellenie et des deux chapelles du château et de l'église; que s'il y est question de la nature de la fondation et de la propriété même de deux chapelles, ce point n'est produit que comme considération, comme motif propre à justifier la demande; que c'est à titre de bénéfice qu'il est mentionné dans l'arrêt; mais que là n'est pas l'objet précis de la demande, ni de l'arrêté du directoire, qui n'accorde en réalité que la restitution de la ferme;—Qu'ainsi, la chose demandée aujourd'hui, c'est-à-dire la chapelle, n'a pas été adjugé par ledit arrêté; que dès-lors il n'y a pas chose jugée dans l'arrêté du 25 juin 1791;

Attendu que le premier des titres produits, celui de 1669, constate que le fondateur n'a fait que constituer un bénéfice, une chapellenie, non pas dans une chapelle privée, mais dans la chapelle de l'église paroissiale de La Ferté, et consacrée à la vierge Marie, ce qui est exclusif du droit privatif de propriété;—Que le titre de 1683, contenant décret de saisie, ne parle que d'un droit de présentation au titre de chapelain, et non de la propriété même de l'édifice, ce qui dès lors est sans utilité pour établir un droit privatif de la propriété,

Attendu, sur les autres titres résultant du décret forcé ou volontaire, que, quels que soient les principes admis dans l'ancien droit sur la portée et les effets de ces décrets, toujours faut-il reconnaître que ces effets n'étaient efficaces que sur les choses qui sont dans le commerce, et que dès lors on ne saurait les étendre aux biens placés par le droit en dehors du commerce et consacrés à des usages publics ou sacrés; qu'ainsi ces décrets sont sans force pour créer un droit et éteindre celui de la fabrique;

Attendu que le titre qui a saisi le prince d'Essling contient une réserve expresse de non garantie, quant à la chapelle, objet du litige; que ce titre est ainsi limité au droit que l'ancien propriétaire pouvait concéder;

Attendu, sur la possession et sur l'articulation des faits,—Qu'en principe, le droit résultant de la prescription n'est admis par aucune loi précise pour les matières spéciales;—Qu'en admettant sur ce point la doctrine des auteurs, il faudrait encore que cette possession fût invoquée pour suppléer au titre primordial perdu, ou qui serait présumé être perdu;—Qu'ici, au contraire, d'après ce qui précède, les titres établissent contre l'appelant un droit de patronage autre

que celui de propriété qu'il invque ; qu'on ne peut donc prescrire ou prouver contre son titre ; que, par suite, les faits articulés pour prouver la possession sont sans pertinence, et, par conséquent, non admissibles ; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges ; — Met l'appellation au néant ; ordonne que ce dont est appel sortira effet, etc.

(*Arrêt du* 25 *juillet* 1846.)

Il y a eu pourvoi en cassation contre cet arrêt. Ce pourvoi était fondé sur la violation et la fausse application des art. 2226 et 2240 du Code civil, en ce que l'arrêt attaqué avait jugé que le demandeur n'était pas propriétaire de la chapelle religieuse, bien que ses auteurs s'en fussent rendus acquéreurs à titre privatif et en eussent constamment joui *animo domini*. Mais la Cour de cassation l'a rejeté, et a par conséquent confirmé les décisions rendues par la Cour royale d'Orléans. Voici son arrêt.

LA COUR ; — Sur les premier et deuxième moyens : Attendu que le principe posé par l'arrêt attaqué, et suivant lequel les objets placés hors du commerce, les édifices destinés au culte et à l'usage du public, ne pouvaient être saisis ni transmis par l'effet d'un décret volontaire ou forcé, est incontestable ; que c'est avec raison que les juges d'appel en ont fait l'application à la chapelle dont le demandeur se prétend propriétaire, puisqu'ils constataient, d'après le titre de fondation de 1669, que le maréchal de La Ferté, fondateur, n'avait fait que constituer un bénéfice, une chapellenie, non dans une chapelle domestique, mais dans la chapelle de la Vierge de l'église paroissiale de Saint-Michel, dont elle fait partie intégrante ; que la conséquence nécessaire de ce caractère de la fondation, c'est d'abord que la chapelle de Saint-Michel n'avait pu être valablement comprise dans le décret volontaire de 1760, et de plus, que la prescription du demandeur était inadmissible, puisqu'elle eût été contraire à son titre ; d'où il suit que ni l'un ni l'autre des deux moyens n'est fondé ; — rejette, etc.

(*Arrêt de la Cour de cassation, du* 6 *juin* 1848.)

Questions proposées.

Le décret du 12 *septembre* 1806 *qui porte que les administrateurs de ces bureaux feront les quêtes par eux-mêmes et que le nombre de ces quêtes sera réglé par l'évêque, est-il nul par cela seul qu'il n'a point été inséré au Bulletin des Lois ?*

En d'autres termes, *les bureaux de bienfaisance ont-ils le droit de*

faire pratiquer des quêtes dans les églises par des personnes étrangères à leur administration et non agréées par l'autorité ecclésiastique?

Ces questions ont été soumises au conseil de jurisprudence par plusieurs de nos abonnés, et notamment par M. l'abbé Patris, curé dans le diocèse de Lyon, M. l'abbé Cadot, curé dans le diocèse de Reims, et M. l'abbé Despois, curé dans le diocèse de Dijon. La solution en a été adressée directement aux consultants, mais comme elle est de nature à intéresser la majeure partie de nos lecteurs, nous croyons devoir la reproduire dans le *Bulletin*.

Les administrateurs des hospices et des bureaux de bienfaisance ont été autorisés, par un arrêté du 5 prairial an XI, à faire quêter pour les pauvres dans tous les temples consacrés à l'exercice des cérémonies religieuses, et à confier la quête soit aux filles de charité vouées au service des pauvres et des malades, soit à telles autres dames charitables qu'ils jugeraient convenable (1); mais cette dernière faculté ayant entraîné des abus, on reconnut bientôt la nécessité de la modifier, et, à la date du 12 sept. 1806 il intervint un décret

---

(1) Voici le texte de cet arrêté.

Arrêté du ministre de l'intérieur, du 5 prairial an XI (25 *mai* 1803), *sur les quêtes des bureaux de bienfaisance, les troncs et les collectes.*

Vu l'art. 8 de la loi du 7 frimaire an V (29 novembre 1796), arrête ce qui suit :

Art. 1er. Les administrateurs des hospices et des *bureaux de bienfaisance* organisés dans chaque arrondissement, sont autorisés à faire quêter dans tous les temples consacrés à l'exercice des cérémonies religieuses, et à confier la quête, soit aux filles de charité vouées au service des pauvres et des malades, soit à telles autres dames charitables qu'ils jugeront convenable.

Art. 2. Ils seront pareillement autorisés à faire poser dans tous les temples, ainsi que dans les édifices affectés à la tenue des séances des corps civils, militaires et judiciaires, dans tous les établissements d'humanité auprès des caisses publiques, et dans tous les autres lieux où l'on peut être excité à faire la charité, des troncs destinés à recevoir les aumônes et les dons que la bienfaisance individuelle voudrait y déposer.

Art. 3. Tous les trois mois, les bureaux de charité feront aussi procéder, dans leurs arrondissements respectifs, à des collectes.

Art. 4. Le produit des quêtes, des troncs ou des collectes sera réuni dans la caisse de ces institutions et employé à leurs besoins, suivant et conformément aux lois. Les préfets en transmettront l'état tous les trois mois au ministre de l'intérieur.

Art. 5. Dans les arrondissements où l'établissement des *bureaux de bienfaisance* et des bureaux auxiliaires n'a point encore eu lieu, les préfets, conformément aux instructions du 28 vendémiaire an X, s'occuperont sans délai de leur organisation, et soumettront à la confirmation du ministre les arrêtés qu'ils croiront devoir prendre.

Art. 6. Les préfets sont respectivement chargés d'assurer l'exécution de ces dispositions et d'en rendre compte.

impérial d'après lequel les administrateurs ne sont plus autorisés à faire la quête que par *eux-mêmes* (1).

L'art. 75 du décret du 30 décembre 1809 a consacré aussi pour

---

(1) Nous croyons devoir reproduire aussi le texte de ce décret que nous ferons toutefois précéder de la teneur du rapport de Portalis sur cette matière, rapport qui fait suffisamment connaître les inconvénients qui résultaient de l'application de l'arrêté du 5 prairial an XI, et l'esprit qui a présidé à la rédaction du décret du 12 septembre 1806.

Rapport présenté à Sa Majesté l'Empereur et Roi, par son ministre des cultes (Portalis).

Paris, 10 septembre 1806.

Sire,

D'après la décision de Votre Majesté, le ministre de l'intérieur prit un arrêté, le 5 prairial an XI, qui autorise les membres des bureaux de bienfaisance à faire des quêtes dans les églises.

D'un autre côté, les évêques, dans les règlements pour les fabriques intérieures, que Votre Majesté, par sa décision du 9 floréal an XI, les a autorisés à faire, sauf son approbation, ont tous inséré un article qui, réglant les quêtes à faire et les troncs à poser, tant au profit de la fabrique qu'à celui des pauvres, interdit toutes les autres quêtes pour lesquelles ils n'auraient pas donné permission expresse. Les évêques ont certainement le droit de prendre une semblable mesure, parce qu'il leur appartient de régler ce qui concerne l'intérieur des églises; parce qu'il y aurait confusion et désordre, si, sans leur concours, une autre institution avait le droit arbitraire de disposer des églises, d'y faire des incursions quand et comme elle le voudrait, sans être astreinte à aucun ordre, et sans autre règle que sa propre volonté.

C'est ce qui est résulté de l'arrêté du ministre de l'intérieur, du 5 prairial an XI; les administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, autorisés par cet arrêté, n'ont pas cru devoir obtenir, pour quêter dans les églises, la permission des évêques; les fabriques et les curés ont soutenu le droit qui était acquis aux prélats par leurs règlements de fabriques approuvés par Votre Majesté elle-même, et postérieurement à l'arrêté du ministre de l'intérieur.

Dans ce conflit réciproquement désavantageux aux pauvres, les administrateurs des bureaux de bienfaisance et ceux des fabriques trouvent respectivement des partisans, suivant la disposition des esprits dans les diverses communes; et je dois dire à Votre Majesté que la cause des fabriques est plus généralement soutenue. Plusieurs motifs produisent cet effet: 1° le droit naturel et positif qu'ont les évêques de régler ce qui concerne l'intérieur des églises; 2° l'inconvenance d'une attribution arbitraire et non réglée à une institution civile sur les églises; 3° la destination du produit d'une partie des quêtes faites et de la totalité de celui des troncs placés par les fabriques, qui tourne au profit de cette espèce de pauvres que des circonstances et des malheurs ont renversés d'un état honnête, et qui, ne voulant pas confesser leur misère à des administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, leurs égaux et quelquefois leurs ennemis ou leurs rivaux, vont chercher auprès de leurs pasteurs des consolations qui soutiennent leur courage et des secours qui ne les humilient pas. C'est à cet intéressant emploi que sont, en général, consacrées les aumônes faites par les fabriques et les curés.

Il est quelques communes où les administrateurs des *bureaux de bienfaisance*, mieux éclairés pour l'avantage des pauvres, se sont réunis avec ceux des assemblées de charité, et il en est résulté un très-grand bien; mais partout où, soit ces administrateurs, soit les maires et les préfets, ne

les bureaux de bienfaisance le droit de quêter. « Toutce qui concerne « les quêtes dans les églises, dit cet article, sera réglé par l'évêque « sur le rapport des marguilliers, sans préjudice des quêtes pour « les pauvres, lesquelles devront toujours avoir lieu dans les églises « toutes les fois que les bureaux de bienfaisance le jugeront conve- « nable. »

Or, il résulte de la combinaison de cet article avec les dispositions du décret du 12 septembre 1806, que les administrateurs du bureau de bienfaisance sont autorisés à faire *eux-mêmes* des quêtes dans les églises; mais qu'ils ne sont plus autorisés, comme ils l'étaient par l'arrêté du 5 prairial précité, à confier ces quêtes aux filles de charité, ou à toutes autres dames de leur choix.

On se retrancherait en vain derrière cette circonstance que le

---

prévoyant pas cet avantage, ou n'ayant pas de dispositions favorables à ce qui tient aux institutions ecclésiastiques, ont voulu exécuter sans ménagement l'arrêté du ministre de l'intérieur, la division entre les *bureaux de bienfaisance* et les fabriques subsiste, s'entretient et perpétue un état d'opposition qu'il est instant de faire cesser.

Le nouveau préfet du département du Nord, en réformant les mesures conciliatrices prises par son prédécesseur, vient d'établir une espèce de trouble dans la plupart des églises de son département, et par les expressions inconsidérées d'une lettre circulaire, il s'est mis et a mis même les ministres de Votre Majesté dans l'impuissance de calmer ce trouble par les moyens ordinaires de l'administration.

Le ministre de l'intérieur, par son arrêté du 5 prairial an XI, a donné à une institution qui se trouve dans ses attributions une simple faculté, mais ne l'a pas dégagée de l'obligation de se soumettre à ce que le bon ordre prescrit pour exercer régulièrement cette faculté. En permettant aux administrateurs des *bureaux de bieufaisance* de quêter dans les églises, il ne les a point autorisés à se passer de la permission des évêques, et à se refuser à leur demander de régler convenablement ces quêtes.

Autrefois, lorsque pour des secours extraordinaires pour le rachat des captifs, les missionnaires et les trinitaires, obtenaient des rois la permission de quêter dans les églises des divers diocèses de France, on leur imposait toujours la condition de présenter les lettres-patentes aux évêques respectifs, qui réglaient le temps et l'ordre de ces quêtes.

C'est donc pour faire cesser un conflit et des divisions funestes à l'ordre et à l'avantage des pauvres, et pour établir une règle nécessaire que j'ai l'honneur de proposer à Votre Majesté le projet ci-joint.

Décret du 12 septembre 1806 sur les quêtes à faire et les troncs à placer dans les églises par les bureaux de bienfaisance.

Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie,

Sur le rapport de notre ministre des cultes, décrétons et ordonnons ce qui suit :

Art. 1er. Les administrateurs des *bureaux de bienfaisance* sont autorisés à faire, par eux-mêmes, des quêtes et à placer un tronc dans chaque église paroissiale de l'empire.

Art. 2. Les évêques, par un article additionnel à leurs règlements de fabriques intérieures, et qui sera soumis à notre approbation par notre ministre des cultes, détermineront le nombre de ces quêtes, les jours et les offices où elles se feront.

Art. 3. Nos ministres des cultes et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent décret.

décret du 12 septembre 1806 n'a point été publié dans le Bulletin des Lois. Ce décret n'en est pas moins regardé par l'administration comme réglant la matière, et c'est en réalité conformément à ses dispositions que les quêtes sont faites dans les églises.

On a vu par ce que nous venons de dire et par la lecture des textes que la loi ne prescrit pour aucun cas aux administrateurs des bureaux de bienfaisance la nécessité d'obtenir l'agrément du curé. C'est qu'en général les personnes préposées à l'administration de ces bureaux présentent toutes les garanties de moralité et de convenance que l'on peut désirer. La loi, dans cette supposition, donne elle-même à ces personnes l'autorisation et l'agrément que le curé devrait être appelé à donner. Mais cette dérogation au droit de police du curé n'a lieu que lorsque les administrateurs quêtent *eux-mêmes*, et il est constant qu'ils ne pourraient se passer de cet agrément s'ils prétendaient faire effectuer la quête par des personnes étrangères à l'administration des bureaux. C'est ce qui résulte de plusieurs décisions ministérielles, notamment d'une lettre de M. le ministre de l'intérieur au préfet des Vosges, du 29 mars 1847; d'une seconde à M. le ministre des cultes, du 21 mai 1847, et enfin d'une lettre de M. le ministre des cultes à Mgr l'évêque de Saint-Dié, du 1er juin 1847, dans lesquelles il est formellement reconnu que le droit de règlement pour tout ce qui concerne les quêtes dans les églises appartient à l'autorité ecclésiastiques, en vertu de l'art. 75 du décret du 30 décembre 1809, et qu'il résulte de la combinaison de ce décret avec l'arrêté du 5 prairial an XI et le décret du 12 septembre 1806, que si les membres des bureaux de bienfaisance ne font pas *par eux-mêmes* les quêtes pour les pauvres dans les églises, ils ne peuvent confier ce soin qu'à des personnes agréées par les curés et desservants auxquels appartient la police de l'église.

Un instituteur communal peut-il être membre du conseil de fabrique?

Il n'y a dans la loi aucune disposition qui exclue l'instituteur communal des fonctions de fabricien, s'il réunit d'ailleurs les conditions requises par le décret du 30 décembre 1809, pour être élu à ces fonctions. Aux termes de l'art. 3 de ce décret, les membres des conseils de fabrique doivent être choisis parmi les catholiques notables de la paroisse. Si donc l'instituteur, par sa science, par ses services, par sa position, s'est acquis quelque notabilité, il peut parfaitement être élu. L'incapacité dont est frappé cet instituteur à l'égard du conseil municipal n'est point applicable ici. Cette incapacité est fondée sur ce qu'il reçoit un salaire de la commune et qu'il ne serait pas convenable qu'il fût appelé à délibérer sur ce salaire; mais ce motif n'existe plus en matière de fabrique; la fabrique ne rétribue aucun de ses membres. On objecterait vainement que, s'il

est nommé fabricien, il peut être appelé à la présidence, et qu'il aura ainsi le pas sur ses chefs, le curé et le maire, qui sont chargés de le surveiller dans l'exercice de ses fonctions. Ce résultat n'a aucune gravité réelle et ne saurait empêcher cette nomination. Si, par sa capacité, l'instituteur mérite une pareille faveur, il y a lieu de croire que les membres du conseil ne la lui confèrent que dans l'intérêt de la fabrique et non point dans un but de rivalité.

On peut craindre aussi que la présence du maire ou du curé n'exerce quelque influence sur l'instituteur, qui votera probablement pour celui des deux qui lui paraîtra le plus fort, peut-être même toujours pour le maire qui ordinairement représente l'omnipotence municipale; mais les inconvénients de cette sorte sont très-difficiles à éviter. Il n'y a qu'un moyen d'y parer, c'est de ne jamais nommer l'instituteur, toutes les fois qu'une parfaite harmonie ne règne pas entre le maire et le curé. Ces circonstances sont au surplus laissées à l'appréciation des fabriciens, qui dans les choix qu'ils sont appelés à faire, doivent toujours consulter le bien de l'Église, et écarter soigneusement tous ceux qui pourraient être un sujet de division pour le conseil.

La loi du 20 février 1849 qui assujettit à l'impôt des mutations les biens de main-morte, est-elle applicable aux biens possédés par les congrégations religieuses qui n'auraient point été légalement reconnues?

La solution doit être négative. Il résulte clairement des termes de l'art. 1^er^ de la loi du 20 février 1849 (1), que le législateur n'a entendu soumettre à l'impôt des mutations que les biens appartenant aux congrégations reconnues, c'est-à-dire à celles qui ont été légalement autorisées, et qui ont acquis par ce fait une existence civile. C'est d'elles seules en effet qu'il a été question dans la discussion de la loi, et il est vrai de dire qu'il n'a pas été prononcé un seul mot qui ait fait allusion aux congrégations non autorisées. Ces congrégations ne peuvent posséder en corps, mais seulement par leurs membres individuellement; elles n'ont donc point aux yeux de la loi le caractère d'établissements civils, d'établissements de main-morte. Elles ne tombent donc point sous l'application de la nouvelle loi, qui n'atteint que les établissements légalement autorisés, et elles sont en conséquence affranchies du nouvel impôt. Si elles ont quelques biens par les membres qui les composent, ils sont soumis aux droits de mutation ordinaires, comme les biens des particuliers. (*Consultants* : MM. Favier, prêtre du diocèse de Périgueux; Moreau, prêtre du diocèse d'Autun.)

---

(1) Voyez cette loi ci-dessus, p. 33.

Le gendre et le beau-père peuvent-ils être élus membres du même conseil de fabrique?

S'il fallait s'en référer à ce qui est établi pour les conseils municipaux, il faudrait décider que le gendre et le beau-père ne peuvent pas être en même temps membres du même conseil de fabrique, parce que, aux termes de l'art. 20 de la loi du 21 mars 1831, dans les communes de cinq cents âmes et au-dessus, les parents au degré de père, de fils, de frère, et les alliés au même degré ne peuvent être en mêmetemps membres du même conseil municipal ; mais cette incompatibilité n'a point été prononcée pour les conseils de fabrique. Le décret du 30 décembre 1809, art. 14), s'est contenté de dire que les parents ou alliés, jusques et y compris le degré d'oncle et de neveu, ne pourraient être en même temps membres du bureau, sans reproduire nulle part cette prohibition pour le conseil. Ainsi le père et le fils, les deux frères, l'oncle et le neveu, le beau-père et le gendre, le beau-père ou second mari de la mère et le fils; les deux beaux-frères, c'est-à-dire les deux individus dont l'un a épousé la sœur de l'autre; l'oncle et le neveu par alliance ou mari de la nièce ; le neveu et l'oncle par alliance ou mari de la tante, dont la présence simultanée dans le bureau est interdite, peuvent néanmoins entrer en même temps dans la composition du conseil. Toutefois, malgré la latitude que la loi donne à ce sujet aux fabriques, celles-ci, avant d'arrêter ainsi leur choix, auront soin d'examiner si de pareilles nominations ne présentent aucun inconvénient. (*Consultant* : M. Bonnel, curé du diocèse d'Angoulême.)

Quand le locataire d'un banc concédé à vie ou pour un temps moins long, quitte la paroisse, son changement de domicile lui fait-il perdre son droit à la jouissance de ce banc?

Cette question était jadis résolue dans le sens affirmatif. C'était une règle constante que lorsque le concessionnaire d'un banc transférait son domicile hors de la paroisse dans laquelle ce banc lui avait été concédé, il perdait irrévocablement son droit à la jouissance dudit banc, et que la fabrique, un an et jour après la cessation du domicile, pouvait le relouer à un autre. Cette règle est écrite dans plusieurs règlements de fabriques homologués par le parlement de Paris, notamment dans ceux du 2 av. 1737 pour la fabrique de Saint-Jean-de-Grève (art. 33) , et du 25 février 1763 pour la fabrique de Nogent-sur-Marne (art. 34). Nous citerons seulement le règlement du 2 avril 1737, qui a, comme on le sait, servi de modèle aux auteurs

du décret du 30 décembre 1809, qui régit actuellement l'organisation générale des fabriques.

Art. 33. « Les concessions de chapelles ne pourront être faites « qu'après trois publications de huitaine en huitaine, et qu'à des « personnes demeurantes actuellement sur la paroisse ; ce qui sera « pareillement observé pour les concessions de bancs, qui ne pour- « ront être faites que pour la vie de ceux auxquels ils seront con- « cédés, et pour tant de temps qu'ils demeureront sur ladite paroisse, « sans qu'il puisse être concédé qu'un seul banc à la même personne « et au même chef de famille : seront, en cas de changement de « domicile, hors de la paroisse, les bancs concédés de nouveau un « an après la translation de domicile.....»

La même règle nous est encore attestée par les anciens auteurs qui ont écrit sur cette matière. Loyseau enseigne positivement en son *Traité des Seigneuries*, chap. xii, n° 70, que le concessionnaire, qui changeait de domicile, perdait entièrement son droit et ne pouvait céder sa place à d'autres personnes, quand même le banc aurait été fait et construit à ses frais. « Mesme, disait cet auteur, pour ce « que l'usage ne peut estre perceu par autruy, il s'en suit que celuy « auquel le banc a esté concédé n'estant plus demeurant en la « paroisse, son droit est éteint : mesme le banc par lui construit « demeure à l'église, comme ayant esté une fois dédié à Dieu, et il « s'observe ainsi à Paris commmunément. » Jousse ajoute, dans son *Traité du gouvernement des Paroisses*, p. 58 : « Bien plus, quand « même celui qui a quitté ainsi la paroisse viendrait à y demeurer « de nouveau, il ne rentrerait pas dans la possession du banc qu'il « a une fois perdue par son changement de domicile. »

Ces règles de l'ancien droit doivent encore aujourd'hui recevoir leur application. Si la nouvelle législation, dit un auteur, n'en a point formellement consacré les principes, il n'est aucune de ses dispositions de laquelle on puisse conclure qu'elle les a expressément ou tacitement abrogés, et l'on doit supposer, puisque le législateur a gardé le silence sur ce point, qu'il a voulu en référer au droit et aux usages antérieurs ; ce droit et ces usages doivent par conséquent continuer à être suivis. D'ailleurs, les motifs qui ont déterminé, sous l'ancienne législation, la solution de la question, subsistent encore sous la nouvelle. L'intention principale d'une fabrique, en louant des bancs, n'est pas de se procurer un revenu, mais de donner aux paroissiens des places dans l'église ; l'intention du concessionnaire est de louer un banc afin de s'en servir pour assister aux offices. Cette condition, que le concessionnaire restera paroissien, qu'il ne se servira du banc que pour assister aux offices, quand elle n'est pas exprimée d'une manière expresse, doit toujours être considérée comme sous-entendue.

Par conséquent, le concessionnaire se retrancherait vainement

derrière cette considération que pour lui l'acte de concession est soumis aux règles des contrats ordinaires et que la législation nouvelle n'admet point la perte du domicile comme une cause de résiliation. D'abord, il est impossible de nier que cet acte est d'une nature spéciale, et que les règles du droit commun ne peuvent lui être rigoureusement appliquées. D'une autre part, si la perte du domicile n'est point nominativement au nombre des causes de résiliation, il n'en est pas moins vrai que le droit autorise à la suppléer dans tous les cas où elle est considérée comme une clause d'usage et résultant de l'intention même des parties contractantes. « On doit, « dit l'art. 1156 du Code civil, dans les conventions rechercher « quelle a été la commune intention des parties contractantes plutôt « que de s'arrêter au sens littéral des termes. » « On doit suppléer, « ajoute l'art. 1160, du même Code, dans les contrats les clauses « qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées. » Plus loin nous trouvons l'art. 1728, *au titre du louage*, qui statue que « le « preneur est tenu d'user de la chose louée suivant la destination qui « lui a été donnée par le bail ou suivant celle présumée d'après les « circonstances, à défaut de conventions. » Enfin l'art. 1729 établit que « si le preneur emploie la chose louée à un autre usage que celui « auquel elle est destinée, ou dont il puisse résulter un dommage « pour le bailleur, celui-ci peut, suivant les circonstances, faire « résilier le bail. »

Il n'y a donc aucun argument à tirer de ce que la perte du domicile n'a point été prévue par le Code civil. Cette condition est d'usage dans tous les actes de concession. Elle doit donc toujours y être suppléée quand elle n'y a point été formellement exprimée. Ainsi, la destination du bail, la commune intention des parties, les usages ordinaires étant ici manifestes, toutes les clauses tacites qui les concernent sont toujours sous-entendues parce qu'elles sont de l'essence même de l'acte dont il s'agit.

Que doit-il arriver quand ces clauses ne sont point remplies, c'est-dire lorsque le banc n'est plus occupé, et que le concessionnaire a complétement cessé de résider dans la paroisse ? Il arrive que le banc est détourné de sa destination, et que la commune intention des parties n'est plus exécutée. Cet état de choses est contraire à la nature même de l'acte qui se trouve résilié. Les choses sont remises dans la même position qu'avant la concession. La fabrique rentre dans la possession du banc qui ne sert plus à personne, et elle le reloue au paroissien qui réunit les conditions voulues pour l'occuper.

Le conseil estime donc, d'après toutes ces considérations, que la perte du domicile, jointe à la cessation absolue de la résidence dans la paroisse entraine la perte du droit au banc. Au reste, tous les auteurs qui ont examiné cette question sont unanimes pour la déci-

der dans ce sens. Voy. Carré. *Gouvernement des Paroisses*, nos 285 et 292; Mgr Affre., *Traité de l'Administration temporelle des Paroisses*, p. 172 (4e édition); *Journal des Conseils de Fabrique*, t. 2, p. 213; l'Abbé André, *Cours de législation*, v° *Bancs*.

Pour ce qui concerne le changement de domicile, les fabriques consulteront les articles 102 et suivants du Code civil qui déterminent les faits et les circonstances qui établissent la preuve de ce changement. Il ne peut pas y avoir de doute à cet égard, quand le concessionnaire est allé habiter dans une nouvelle commune et a déclaré dans les formes légales que son intention est d'y transférer son domicile; quand il a vendu l'habitation et les biens qu'il possédait dans la paroisse; quand il a accepté des fonctions publiques conférées à vie en dehors de la paroisse. Le changement de domicile peut résulter encore de plusieurs autres circonstances. Dans tous les cas, les fabriques éviteront de se mettre en possession du banc avant d'avoir acquis la certitude complète de ce changement. Le concessionnaire qui, après avoir quitté momentanément la paroisse, y revient, ne fût-ce que quelques jours par an, ne doit pas être privé de la jouissance de son banc, qui lui appartient tant qu'il est supposé lui être utile.

Au surplus, lorsque ces cas de translation de domicile et de résidence se présentent, les administrations fabriciennes devront toujours, avant d'agir, laisser écouler le délai prescrit par les anciens règlements, c'est-à-dire une année révolue depuis la cessation de la résidence. Et, à l'avenir, elles feront aussi très-bien de stipuler dans le cahier des charges pour l'adjudication des bancs, que toutes les concessions seront résiliées de plein droit au cas où le concessionnaire cessera de résider dans la paroisse. Cette mesure de précaution n'ajoute rien à leur droit, qui est certain, mais elle peut éviter les contestations ultérieures que quelques concessionnaires pourraient se croire autorisés à leur susciter sur ce chapitre.

Délibéré à Paris, par MM. Berryer, F. Béchard, Bioche, Pasqualini, Alex. Guillemin, l'abbé André, l'abbé Hugoni, Masson, Biauzon, Deniers et De Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Marguilliers pendant le mois de Mars.

Réception du compte annuel du trésorier, préparation du budget pour l'année 1851, et réclamations en matière de contributions, s'il y a lieu.

Nos lecteurs voudront bien se reporter à ce que nous avons dit à

ce sujet l'année dernière, aux pages 52, 81, 82 et 116 du *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*. Quelques indications nous ont été démandées sur la forme du compte annuel du trésorier ; voici quelles sont les dispositions du décret du 30 décembre 1809 à cet égard :

« Art. 82. Le compte à rendre chaque année par le trésorier sera « divisé en deux chapitres, l'un de recettes et l'autre de dépenses. »

« Le chapitre de recette sera divisé en trois sections : la première, « pour la recette ordinaire ; la deuxième, pour la recette extraordi- « naire ; et la troisième pour la partie des recouvrements ordinaires « ou extraordinaires qui n'auraient pas encore été faits. »

« Le reliquat d'un compte forme toujours le premier article du « compte suivant. »

« Le chapitre des dépenses sera aussi divisé en dépenses ordi- « naires, dépenses extraordinaires et dépenses tant ordinaires « qu'extraordinaires non encore acquittées. »

« Art. 83. A chacun des articles de recette, soit des rentes, soit « des loyers ou autres revenus, il sera fait mention des débiteurs, « fermiers ou locataires, des noms et situation de la maison et héri- « tages, de la qualité de la rente foncière ou constituée, de la date « du dernier titre nouvel ou du dernier bail, et des notaires qui les « auront reçus ; ensemble de la fondation à laquelle la rente est « affectée, si elle est connue. »

« Art. 84. Lorsque, soit par le décès du débiteur, soit par le « partage de la maison ou de l'héritage qui est grevé d'une rente, « cette rente se trouve due par plusieurs débiteurs, il ne sera néan- « moins porté qu'un seul article de recette dans lequel il sera fait « mention de tous les débiteurs, et sauf l'exercice de l'action soli- « daire, s'il y a lieu. »

Nous ajouterons que le compte doit toujours contenir plusieurs colonnes pour l'inscription des sommes et pour les observations d conseil. Le trésorier inscrit dans celles qui sont réservées à cet effet le total de chaque genre de revenus et de dépenses, c'est-à-dire que si le trésorier a fait quatre ou cinq achats successifs de cire, d'huile, d'encens, etc., dans l'année, cette dépense ne forme qu'un article dans le compte. Il en est de même des droits casuels dont la recette est portée en bloc. Relativement aux indications prescrites par l'art. 83 que nous venons de citer, nous ferons remarquer qu'elles peuvent, sans inconvénient être abrégées, et que, dans un grand nombre de paroisses, on se borne à renvoyer au numéro du registre sommier prescrit par l'art. 56 du décret du 30 décembre 1809, et dans lequel ces indications sont exactement consignées.

Nous terminerons au surplus ces observations par la reproduction du modèle de compte suivant.

d DIOCÈSE

Compte des Recettes et Dépenses

d DÉPARTEMENT

d PAROISSE

de l'Église d

d COMMUNE

PENDANT L'ANNÉE 18

Rendu par le Trésorier de la Fabrique, en vertu de l'article 82 du décret du 30 décembre 1809.

TITRE I.—RECETTES.	MONTANT DES RECETTES			Observations du CONSEIL DE FABRIQUE.
	Effectuées ou à effectuer et dont le trésorier est comptable.	Effectuées.	A effectuer	
CHAPITRE I.—*Recettes ordinaires.*				
Produit annuel des biens fonds chargés de fondations.....				
Id. des biens fonds non chargés de fondations.				
Id. des rentes chargées de fondations				
Id. des rentes non chargées de fondations.....				
Id. de la location des bancs et chaises de l'Église.				
Id. des quêtes pour les frais du culte.....				
Id. des troncs placés dans l'église pour les frais du culte....				
Id. des oblations faites à la Fabrique.....				
Id. de la cire provenant des convois et services funèbres, et des pains bénits.....				
Id. des droits de la Fabrique dans les frais d'inhumation et services religieux.....				
Id. des fruits spontanés du cimetière				
Supplément annuel donné par la commune				
TOTAL des recettes ordinaires...				
CHAP. II. *Recettes extraordinaires.*				
Excédant de l'exercice précédent ...				
TOTAL des recettes extraordinaires.				
RÉCAPITULATION.				
Recettes ordinaires.....				
Recettes extraordinaires.				
TOTAL.....				

TITRE II. — DÉPENSES.	MONTANT des dépenses effectuées.			Observations du CONSEIL DE FABRIQUE.
	PAYÉES ou à payer.	Payées.	A payer.	
CHAPITRE I.—*Dépenses ordinaires*				
ART. 1.—*Objets de consommation.*				
Pains d'autel.				
Vin pour le saint sacrifice				
Cire				
Huile pour la lampe du Saint Sacrement (1).				
Encens.				
Sel, veilleuses, charbon, et autres menues dépenses				
Bois pour le chauffage de la sacristie(2)				
Pain bénit				
ART. 2.—*Frais d'entretien.*				
Entretien des ornements				
Id. des meubles et ustensiles de l'église				
Blanchissage et entretien du linge . .				
ART, 3.—*Réparations.*				
Réparations locatives de l'église. . .				
Id. de la sacristie				
Id. du presbytère.				
ART. 4.—*Personnel.*				
Supplément de traitement				
Traitement de vicaire.				
Honoraire des prédicateurs.				
traitement des officiers et Serviteurs de l'église				
ART. 5.—*Fondations.*				
Obits ou autres services religieux fondés				
Distributions d'aumônes fondées. . .				
ART.6.—*Charges sur les biens.*				
Contributions foncières.				
Rentes foncières ou autres.				
Sixième du produit des chaises. . . .				
ART. 7.—*Frais d'administration.*				
Frais de bureau				
Rétributions au secretariat de l'évêché				
Pour les saintes huiles, etc				
TOTAL des dépenses ordinaires . . .	———	———	———	

(1) Si la lampe est entretenue par le produit d'une quête, le produit doit figurer dans les recettes comme dans les dépenses. Il en est de même de la cire donnée à la Fabrique et employée au service de l'église.

(2) Dans les églises où cela est nécessaire pour la conservation du linge et des ornements.

Suite du TITRE II.—DÉPENSES.	MONTANT des dépenses effectuées.			Observations du CONSEIL DE FABRIQUE.
	A payer.	Payées.	PAYÉES ou à payer.	
CHAP. II. *Dépenses extraordinaires*				
ART. 1.—*Dette de la Fabrique.*				
Solde du dernier compte				
A-compte sur la dette de la fabrique.				
ART. 2.—*Dépenses pour l'exercice du culte.*				
Achat d'ornements				
Id. de vases sacrés				
Id. de meubles				
Dép. relatives à la décor. de l'église.				
Id. à l'embellissement de l'église				
ART. 3.—*Réparations autres que locatives,*				
Réparations de l'église				
Id. du presbytère				
TOTAL des dépenses extraordinaires				
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.				
Recettes effectuées. { Ordinaires				
Recettes effectuées. { Extraordinaires. . .				
Dépenses payées { Ordinaires				
Dépenses payées { Extraordinaires . .				
DIFFÉRENCE en { Excédant. . . / Déficit				
Recettes à effectuer. { Ordinaires				
Recettes à effectuer. { Extraordinaires. . .				
Dépenses à effectuer. { Ordinaires				
Dépenses à effectuer. { Extraordinaires . .				

Le présent Compte d'après lequel les Recettes effectuées sont de
les Dépenses payées de
les Recettes à effectuer de
les Dépenses à payer de
a été dressé par moi Trésorier soussigné, pour être communiqué au bureau des Marguilliers, et soumis ensuite à l'examen du Conseil de Fabrique, conformément à l'art. 85 du décret du 30 Décembre 1809.

A *le* 18

Vu par nous membres du bureau des Marguilliers soussignés, le présent compte appuyé des pièces justificatives, pour le tout être soumis à l'examen du conseil dans sa prochaine séance.

fait et signé en séance, *le* mars 18

Nous membres du Conseil de Fabrique, soussignés, vu le présent compte et les pièces produites à l'appui l'avons examiné, et, vérification faite du tout, en avons arrêté:

Les Recettes effectuées à
Les Dépenses payées à
Les Recettes à effectuer à
Les Dépenses à payer à
D'où résulte entre les sommes reçues et celles payées une différence de
qui formera le premier article du chapitre d
extraordinaires du compte de 18

Arrêté en séance, *le* avril 18

Chronique.

LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Loi relative à la dissolution de la garde mobile (28 janv.); — Loi qui maintient le haras de Saint-Cloud dans son organisation actuelle (30 janv.); — Loi relative au traité de navigation et de commerce entre la France et la Belgique (31 janv.); — Loi qui réintègre dans leurs fonctions des magistrats de la Cour des comptes, révoqués par le décret du 1er mai 1848 (2 fév.); — Loi relative à la liquidation de l'ancienne liste civile et du domaine privé (4 fév.); — Loi sur l'organisation du tribunal des conflits (4 fév.); — Loi qui accorde au ministre de l'instruction publique et des cultes (*service des cultes*) un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, et un crédit extraordinaire pour des créances d'exercices périmés (4 fév.); — Loi qui ouvre un crédit pour le service des archives nationales (8 fév.); — Loi qui ouvre un crédit pour l'établissement de nouvelles lignes de télégraphie électrique (8 fév.); — Loi qui reporte à l'exercice 1849 une portion du crédit ouvert sur l'exercice 1848, en faveur des associations ouvrières (9 fév.); — Loi qui ouvre un crédit supplémentaire de 200,000 francs destiné à solder les dépenses faites en 1849 pour écharpes et drapeaux (15 fév.); — Lois qui ouvrent sur l'exercice 1849, un crédit supplémentaire pour le service de l'inspection des écoles primaires et pour les traitements éventuels des professeurs de facultés des lettres en 1849 (18 fév.).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

S. E. le cardinal du Pont, chargé par le gouvernement d'assister, au nom de la France catholique, à la rentrée solennelle du Souverain Pontife dans ses États, s'est embarqué le 4 février sur le *Vauban*, accompagné de son grand-vicaire, et de M. Micard, secrétaire de sa mission. Le cardinal est arrivé à Rome le 5, et en est reparti immédiatement pour Portici.

L'accueil du Saint-Père a été extrêmement touchant. Sa Sainteté laissait paraître toute la satisfaction qu'elle éprouvait en revoyant le cardinal du Pont, et en trouvant en lui l'envoyé du gouvernement français. Son Éminence apportait des lettres du président de la république et du ministre des affaires étrangères pour Sa Sainteté. Ces lettres ont causé la plus vive satisfaction.

Le lendemain, tous les membres du sacré-collége présents à Naples, les ambassadeurs étrangers sont venus rendre une visite au cardinal du Pont. Ceux même qui ne sont pas partisans de la France approuvent hautement la détermination prise dans cette circonstance par le

président de la république française. En effet, ce choix de Mgr de Bourges, si connu par son caractère conciliant, sa bienveillance habituelle, l'estime générale dont il jouit, était une heureuse expression des sentiments de la France, et la meilleure preuve des bonnes intentions que celle-ci peut donner au Souverain-Pontife.

L'époque de la rentrée de Pie IX dans la ville de Rome n'est point encore définitivement fixée.

—Ainsi que nous l'avons annoncé dans notre dernière livraison, la première des conférences générales qui ont été récemment instituées dans le diocèse de Paris a eu lieu le 8 février, dans l'église de la Madeleine. Plus de 500 prêtres assistaient à cette imposante réunion. Mgr l'archevêque de Paris présidait, ayant à côté de lui Mgr le nonce. On traite dans ces conférences un point important de morale sous la forme d'un cas de conscience, dont on donne la solution. Après la part de l'étude, vient celle de la piété : un entretien spirituel est fait sur un des principaux devoirs de la vie ecclésiastique. Cette institution a été empruntée par Mgr l'archevêque de Paris à Rome, où elle existe depuis fort longtemps.

—NN. SS. les Évêques de la province d'Avignon viennent d'adresser leur lettre synodale au clergé et aux fidèles de leurs diocèses.

—Mgr l'évêque d'Orleans a nommé vicaires-généraux de son diocèse MM. Pelletier, Dupré et Poirée. L'officialité diocésaine est ainsi composée : MM. Desnoyers, vicaire-général, official; Pelletier, vicaire-général, vice-official; Dupré, vicaire-général, premier assesseur; Riballier, curé de Saint-Marceau, deuxième assesseur; Poirée, vicaire-général, promoteur; Le Ber, chanoine, vice-promoteur; Rabotin, greffier.

—Les mandements de NN. SS. les Évêques se distinguent cette année, comme toujours, par l'élévation des pensées qui y sont exprimées. Plusieurs sont encore remarquables par l'actualité des questions qui y sont traitées. Les maux de la société y sont éloquemment exposés, et le seul moyen de les arrêter c'est de se rapprocher franchement de l'Église, et de retourner à la foi catholique qui a civilisé le monde et qui est encore appelée à le régénérer. Nous citerons entre autres les mandements de NN. SS. les Archevêques de Paris, de Lyon, de Cambrai ; de NN. SS. les Évêques de Saint-Flour, de Limoges, de Quimper, de Nevers, d'Orléans, d'Évreux et d'Alger. Nous regrettons que le défaut d'espace et la spécialité de ce recueil ne nous permettent pas de les porter même par extrait à la connaissance de nos lecteurs.

—Par décret du président de la république, en date du 1er février, M. l'abbé de La Tour, vicaire-général du diocèse de Bordeaux depuis douze ans, a été nommé chevalier de l'ordre national de la Légion-d'Honneur.

Actes officiels.

Décret du Président de la République qui autorise la publication de la bulle portant institution canonique de Mgr de Dreux-Brezé, pour l'évêché de Moulins (du 22 mars 1850) (1).

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le président de la République,

Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des Cultes vu les art. 1er et 18 de la loi du 18 germinal an x (8 avril 1802) (2);

Vu le tableau de la circonscription des métropoles et diocèses de France, annexé à l'ordonnance du 31 octobre 1822 (3);

Vu notre décret du 28 octobre 1849 qui nomme M. de Dreux-Brezé à l'évêché de Moulins, vacant par le décès de M. de Pons;

Vu la bulle d'institution canonique accordée par S.S. Pie IX audit évêque nommé;

Le Conseil-d'État entendu,

Décrète,

Art. 1er. La bulle donnée à Naples, le 7 des Ides de janvier de l'année de l'Incarnation 1849 (7 janvier 1850), portant institution canonique de M. Pierre-Simon-Louis-Marie de Dreux-Brézé, pour l'évêché de Moulins, est reçue et sera publiée dans la République en la forme ordinaire.

Art. 2. Ladite bulle d'institution canonique est reçue sans approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme et qui sont ou qui pourraient être contraires à la Constitution, aux lois de

---

(1) Mgr de Dreux-Brézé est le onzième évêque nommé depuis l'établissement de la République. Les prélats nommés avant lui sont Mgr Sibour, archevêque de Paris (arrêté du 15 juillet 1848); Mgr Cœur, évêque de Troyes (ar du 16 oct. même année); Mgr Meyrieu, évêque de Digne (ar. 28 sept. même année); Mgr Jacquemet, évêque de Nantes (arrêté du 21 novembre. même année); Mgr Foulquier, évêque de Mende (arrêté du 11 janvier 1849); Mgr Mioland, coadjuteur de Toulouse (arrêté du 21 février même année); Mgr de Salinis, évêque d'Amiens (arrêté du 21 février, même année); Mgr Caverot, évêque de Saint-Dié (arrêté du 16 mars, même année); Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans (arrêté du 16 mars même année); Mgr Pie, évêque de Poitiers (arrêté du 23 mai, même année). Voy. le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 31, 58, 94, 121, 153, 154, 182, 247, 317, 359 et 395). — Voy. aussi ci-après, p. 00.)

(2 et 3) Voy. ces actes dans le *Recueil général du droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 15 et 495.

la République, aux franchises, libertés et maximes de l'Église gallicane.

Art. 3. La dite bulle sera transcrite en latin et en français sur les registres du Conseil-d'État; mention de ladite transcription sera faite sur l'original par le secrétaire-général du Conseil-d'Etat.

Art. 4. Le ministre de l'Instruction publique et des Cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des Lois.

Le Président de la République,
Signé L. N. BONAPARTE.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé, DE PARIEU.

Jurisprudence.

CONGRÉGATION RELIGIEUSE.— AUTORISATION.—SOCIÉTÉ CIVILE.

L'arrêt qui déclare nulle une société universelle de gains stipulée dans les termes de l'art. 1838, *Cod. civ., entre les membres d'une congrégation religieuse non autorisée, par ce motif, qu'en fait, et d'après l'interprétation des clauses de l'acte, cette société a pour objet d'avantager la congrégation, ne viole aucune loi et ne saurait tomber sous la censure de la Cour de cassation.*

(Onfroy—C. de La Foullerie.)

Plusieurs prêtres, parmi lesquels se trouvaient les sieurs Onfroy et Cadel, appartenant tous à la congrégation religieuse de La Trappe, et qui vivaient en commun depuis plusieurs années, ont fait un acte de société le 13 mai 1841.—Par cet acte de société, passé devant notaire, les contractants déclarent « s'être réunis et avoir formé dans la commune de Bricquebec un établissement agricole, dans lequel chacun d'eux confère des travaux personnels ; qu'ils se proposent de venir dans cet établissement, selon la mesure de leurs facultés, au secours des infirmités physiques et morales auxquelles ils peuvent être utiles, de donner dans cette contrée des soins et des secours aux malheureux qui y sont en grand nombre ; et qu'en même temps, ils ont formé une ferme-modèle, destinée à la mise en valeur des terres incultes ou peu cultivées qui s'y trouvent. » En conséquence, par ce même acte, ils établissent entre eux une société universelle de gains, régie, sauf quelques modifications, par l'art. 1838, Cod. civ. —Cette société est contractée sous la condition formelle que tous les biens et produits de l'association appartiendront exclusivemen

à ceux des associés qui existeront au moment de la dissolution.—Chaque associé peut se retirer de l'association quand il le juge convenable, mais sans pouvoir réclamer ni indemnité pour le passé, ni part dans les biens de l'association, et en perdant l'expectative de devenir propriétaire du fonds social en cas de survie.—Enfin, les sieurs Onfroy, Adam et Hurel, faisaient entrer dans la société les terres et les maisons qu'ils possédaient à Bricquebec, et tout le mobilier qui se trouvait sur ces propriétés; et le sieur Cadel déclarait, de son côté, faire entrer dans la même association tous les droits, actions et prétentions relatives aux biens qui lui ont appartenu, afin que la société seule ait le droit de les approuver ou critiquer, selon qu'il serait jugé à propos, à l'exclusion de ses heritiers.—Le gérant de la société devait être nommé par les associés : le sieur Onfroy fut investi de ces fonctions.

Le sieur Cadel est décédé bientôt après, le 15 août 1841. Aussitôt, les sieurs Lafoullerie et autres, ses héritiers, ont assigné le sieur Onfroy et les autres religieux associés, à fin de restitution d'une somme de 16,230 fr. appartenant au sieur Cadel, et dont la communauté avait indûment profité A l'appui de cette prétention, ils ont soutenu, qu'en droit, toute communauté religieuse non reconnue était prohibée; qu'en fait, l'acte de société du 13 mai 1841 concernait une communauté de ce genre; qu'il constituait une libéralité déguisée en faveur de cette communauté, et que, dès lors, il était nul, soit par défaut d'objet licite, soit comme violant le principe qui refuse aux congrégations non autorisées l'existence civile, et, par suite, la capacité de recevoir à titre gratuit.

31 janvier 1844, jugement du tribunal de Valognes qui accueille cette demande.

Appel par le sieur Onfroy, et le 20 juillet 1846, arrêt de la Cour de Caen qui confirme.

POURVOI en cassation par les sieurs Onfroy et autres, pour excès de pouvoirs, violation de l'art. 1134 et des art. 1837 et suiv., Cod. civ.; fausse application des lois sur les congrégations religieuses, et particulièrement du décret du 3 messidor an XII, en ce que l'arrêt attaqué décide, en droit, que toutes les congrégations religieuses non autorisées sont illicites, et, en fait, que la convention du 13 mai 1841 est nulle comme organisant réellement une congrégation de cette nature.—On a dit pour les demandeurs : l'arrêt attaqué reconnaît qu'il est permis de s'associer, conformément aux principes généraux du droit civil, pour demeurer et travailler en commun.—Mais l'arrêt attaqué ajoute que : Si, sous la forme apparente d'une société purement civile, on a déguisé une véritable congrégation religieuse, on ne peut échapper par cette simulation à la prohibition de la loi; qu'alors la société manque d'une condition essentielle à sa validité, d'un objet licite.—Ainsi, d'après l'arrêt attaqué,

toute congrégation religieuse *non autorisée* est *illicite*, et dès l'instant où les tribunaux pensent qu'un lien religieux existe entre les membres d'une société civile, leur devoir est d'annuler l'acte de société. —Il ne sera pas difficile de démontrer : 1° que les associations religieuses sont licites, et qu'elles n'ont besoin d'autorisation qu'autant qu'elles veulent être érigées en personnes civiles ; 2° qu'en fût-il autrement, les stipulations valables de la société civile ne sauraient recevoir aucune atteinte du but religieux supposé dans les parties contractantes.

§ 1er. La loi ne reconnaît, il est vrai, *comme personnes civiles, comme êtres moraux*, que les communautés autorisées par le gouvernement. On s'explique naturellement l'intervention du conseil d'Etat par rapport aux associations religieuses qui prétendent à une existence *collective* et *perpétuelle*, et qui pourraient insensiblement, par les priviléges de la main-morte, absorber à leur profit le patrimoine des familles, et, par suite, les ressources de l'État.—Les congrégations autorisées par la loi jouissent d'un privilége qui les met hors du droit commun, et qui, par une juste compensation, les soumet à des charges exceptionnelles. Les associations non autorisées, au contraire, restent, sous le double rapport des avantages et des charges, sous l'empire de ce droit commun.—Cette distinction est écrite dans les lois des empereurs chrétiens, qui ne s'arrogèrent le droit d'autoriser et de défendre les congrégations religieuses que pour « fixer, disaient-ils, les héritages que les monastères peuvent « enlever à l'Etat, pour déterminer le nombre des clercs qui pri- « vaient l'Etat de leur assistance. » Cette distinction est écrite dans le préambule de l'édit du mois de décembre 1666, dans l'édit de 1749, dans la loi du 19 février 1790, qui abolit les corporations religieuses, et dans la plupart des lois rendues depuis cette époque, et notamment dans la discussion de la loi du 24 mai 1825.—L'association religieuse des trappistes n'est donc pas, on le voit, condamnée par les lois françaises.—Qu'oppose l'arrêt attaqué ? Est-ce l'art. 291, Cod. pén. ? Nullement. Il reconnaît lui-même que cet article ne *s'applique qu'à des réunions temporaires et périodiques de personnes ne demeurant pas, au moins pour la plupart, habituellement ensemble.*—Mais, dit l'arrêt attaqué, la nécessité d'une autorisation par le pouvoir compétent, sur le vu des statuts et des règlements, est imposée à toute association religieuse par le décret du 3 messidor an XII, qui n'a été abrogé ni par l'art. 291, Cod. pén., ni par l'art. 5 de la Charte constitutionnelle.—Le décret du 3 messidor an XII dissout, il est vrai, les agrégations ou associations connues sous le nom de pères de la foi, d'adorateurs de Jésus ou de pacanaristes, établies à Beley, à Amiens et dans quelques autres villes de l'empire.—Peut-être pourrait-on soutenir que le décret du 3 messidor an XII n'a fait que rappeler les dispositions du décret du 18 août 1792, et qu'il dissout *l'établissement* et non pas une simple réunion d'individus.—

Mais, s'il faut l'entendre dans un sens plus rigoureux, il faut reconnaître aussi qu'il a été abrogé soit par l'art. 291, Cod. pén., soit par l'art. 5 de la Charte de 1814 et de 1830; qu'il est incompatible avec nos principes constitutionnels; qu'il est d'une exécution impossible, et a dû nécessairement tomber en désuétude.—L'art. 5 de cette Charte promet à tous les cultes la même protection, à tous les citoyens la même liberté de conscience. Or, cet article serait violé à l'égard du culte catholique, si ceux qui professent ce culte ne jouissaient pas de la liberté de vivre et de prier en commun.—En définitive, l'arrêt attaqué annulle une société civile contractée entre parties capables de donner et de recevoir, parce que la maison sociale est appelée abbaye au lieu d'être appelée bazar; parce que le chef de la maison est qualifié de révérend père, et que les membres s'appellent frère Joseph ou frère Placide; parce que les associés portent un froc de bure au lieu d'un habit de drap; parce que, pleins de confiance en Dieu, ils ont manifesté l'espoir de voir se *perpétuer* une œuvre éminemment humanitaire; comme si la perpétuité n'était pas un caractère inhérent à toutes les fondations religieuses. Est-ce là de la légalité? Est-ce là de la philanthropie? Est-ce là surtout de la liberté? — Il y a donc, dans l'arrêt attaqué, deux vices distincts : le premier, c'est de déclarer illicite une association religieuse formée pour le bien de l'humanité, en vertu d'un décret abrogé par les lois postérieures, incompatible avec nos principes constitutionnels et d'une exécution impossible.— Le second, c'est d'annuler une société civile, d'ailleurs licite et formée entre personnes capables, à cause de prétendus engagements religieux qu'on suppose exister entre ses mains, et qui, ne relevant que de leur conscience et de Dieu, ne tombent par conséquent pas sous l'appréciation de juges civils.—En effet, quelque opinion qu'on se forme sur l'application possible aux religieux de La Trappe du décret du 3 messidor an XII, il ne saurait avoir pour effet d'annuler la société civile contractée par l'acte du 13 mai 1841. Cet acte n'a pas eu pour but de fonder et de perpétuer un couvent de trappistes qui, comme être collectif religieux, existait depuis 1824, et qui devait vivre au delà du terme stipulé dans ce contrat. C'est une convention intervenue, non pas entre tous les religieux trappistes de Bricquebec, mais entre quelques prêtres et quelques laïques qui vivent ensemble dans ce couvent, tous capables de donner et de recevoir. L'objet de cette convention a été de régler l'administration et le produit des travaux agricoles et industriels en eux-mêmes irréprochables. On n'y a stipulé que des intérêts privés tout-à-fait étrangers à la société religieuse, qui n'y est ni nommée, ni même indirectement rappelée. Être moral privé, la société de Bricquebec existe donc légalement en vertu de notre Code civil, et n'est pas soumise à la nécessité d'une autorisation spéciale du gouvernement. « Vainement, dit M. Troplong (*des Sociétés*, n° 691), dirait-on qu'il n'appartient pas à des particuliers de former un corps moral de leur propre autorité;

qu'il n'est pas donné à quelques individus, en se rapprochant pour leur plus grand intérêt, de s'ériger en personne civile et de dépouiller leur individualité ; je réponds que le concours de l'autorité est nécessaire pour la création des êtres moraux publics, tels que colléges, corporations, académies, communes, sociétés anonymes, etc., mais qu'il ne l'est pas à l'égard des personnes morales privées, telles que les sociétés civiles. »—Et, en effet, la vie commune ne change pas une personne morale privée en une personne morale publique, et ne fait pas d'une société civile de gains une communauté ou congrégation religieuse, car elle est en quelque sorte inhérente à la bonne administration de la société (M. Troplong, *ibid.*, nº 297).—Ainsi, la vie commune des associés de Bricquebec n'a porté aucune atteinte à la validité du contrat de société civile. A plus forte raison, le costume porté par les associés, leur discipline intérieure, leurs vœux spirituels, ne peuvent-ils pas enlever à des citoyens libres l'exercice de leurs droits civils.—L'art. 1840, Cod. civ., aurait pu fournir, il est vrai, une arme contre la société, s'il y avait eu parmi les associés des personnes ayant des héritiers à réserve, ce qui n'est pas. Mais, à part cette exception, ceux qui vivent ensemble dans un couvent non reconnu ne sont pas même incapables de s'entre-donner (Grenoble, 13 janvier 1841, et arr. de rejet du 26 avr. 1842, Dev. et Car. 42,1.739). Or, si les contrats de bienfaisance ne sont pas interdits aux membres des communautés religieuses non autorisées, à plus forte raison peuvent-ils former entre eux des contrats de vente, d'échange, de louage, de constitution de rente, *de société*, qui se font pour l'intérêt et l'utilité réciproques de chacune des deux parties.—En décidant, avec la Cour royale de Caen, que le caractère religieux des contractants est de nature à infirmer leur capacité civile, l'exercice de leurs droits civils, on arriverait à d'étranges conséquences.—Les membres d'une communauté religieuse non autorisée pourraient être impunément diffamés, et il faudrait leur refuser action pour diffamation. Les membres d'une communauté religieuse non autorisée pourraient être impunément *volés*, et quelque autre Affenaer pourrait venir soutenir que son crime ayant été commis, non au préjudice d'individus nominativement désignés, mais au préjudice d'un être de raison, il ne peut pas être condamné ! — Dans le système de la Cour de Caen, tous ces couvents où se développent de si grands exemples de dévouement au bien de l'humanité, ne seraient plus considérés que comme des repaires placés hors de la foi publique et du droit commun. Tout serait permis à l'égard de ces nouveaux parias. Plus de contrat valable, plus de lien légal, plus d'obligation même naturelle. Pour dénier une dette sacrée, pour justifier un vol, un mot suffirait désormais : *Vous n'êtes pas autorisés*. Il y a plus : avec la logique de la Cour de Caen, l'honneur et la propriété des religieux ne sont pas seuls en péril. C'est leur existence civile, matérielle, quotidienne, qui est mise en question. Frappés d'ostracisme et d'incapacité radicale, ils ne

peuvent plus acheter le toit qui les couvre, le champ qui les nourrit, les habits qui les revêtent. Ou si, dans un moment de confiance et de loyauté, ils ont rencontré des vendeurs qui consentent à traiter avec eux, le lendemain peut-être ils se verront traînés devant les tribunaux, et leurs contrats seront déchirés, parce qu'ils *cachent l'objet illicite* de leur vie en communauté... Des conséquences aussi révoltantes ne condamnent-elles pas le principe d'où elles découlent? — Concluons que l'acte du 13 mai 1841 devrait être déclaré valable, lors même qu'on admettrait, contre ce que nous avons soutenu, que le décret du 3 messidor an XII est en pleine vigueur, et oblige les tribunaux de déclarer illicite et nulle toute association non autorisée.

§ 2. L'arrêt attaqué a, de plus, dénaturé l'acte du 13 mai 1841, et a, par conséquent, violé l'art. 1134 et les art. 1836 et suiv., C. civ., en disant que : « Tout annonce, sans qu'il soit besoin de recourir à « la preuve testimoniale, que cet acte avait beaucoup moins pour « but d'organiser une société déjà existante que de déguiser une « libéralité que l'on regardait, sans doute, comme moins attaquable « de cette manière que si on l'eût faite par tout autre acte; et que « cette libéralité était évidemment exercée, non pas au profit indivi- « duel de l'abbé Onfroy, ou de tout autre membre de la congréga- « tion, mais au profit de la congrégation elle-même, incapable de « recevoir. »—Cette déclaration ne suffit pas pour déguiser la violation faite par l'arrêt des principes consacrés par la loi en matière de société civile, et la fausse application des art. 894 et 911, Cod. civ., en matière de donations et de fidéicommis.—L'acte du 13 mai 1841 a un but charitable sans doute, en ce sens que les associés se proposent, comme il est dit dans le préambule, de venir dans l'établissement, selon la mesure de leurs facultés, au secours des infirmités physiques et morales, de donner des soins et des secours aux malheureux; mais chaque associé doit être logé, nourri, entretenu, soigné dans l'établissement social aux frais de la société (art. 2). Les biens et produits de l'association doivent appartenir exclusivement à ceux des associés qui existeront encore au moment de la dissolution de la société, qui n'est contractée que pour quarante ans (art. 3). Ce sont là des clauses aléatoires éminemment caractéristiques du contrat de société, qui étaient parfaitement valables dans notre ancien droit, et qui n'ont pas cessé de l'être depuis la promulgation du Code civil. Le sieur Cadel déclare, il est vrai, par l'art. 12, faire entrer dans l'association tous ses droits, actions et prétentions relativement aux biens qui lui ont appartenu; mais, en regard de cet apport, il ne faut pas omettre celui des sieurs Onfroy, Adam et Hurel, qui font entrer dans la société les terres et maisons qu'ils possèdent à Bricquebec, et tout le mobilier qui se trouve sur ces propriétés (art. 8). Un contrat de ce genre est évidemment celui que définissent les art. 1836 et suiv., Cod. civ., et non l'art. 894 du même Code; et si l'abbé Cadel s'était retiré volontairement de la société, il n'aurait pu, aux termes de

l'art. 4 de l'acte social, réclamer ni indemnité pour le passé, ni part dans les biens de l'association ; il aurait perdu l'expectative de devenir propriétaire du fonds social en cas de survie. Ses héritiers ne sauraient avoir plus de droits que lui.—La société a donc un droit incontestable aux valeurs mobilières appartenant au prédécédé ; on ne peut l'en dépouiller sans déchirer le pacte sous la foi duquel elle a été contractée.—Vainement prétendrait-on que les arrêts de la Cour suprême laissent dans le domaine absolu des Cours royales la question de savoir si une donation faite par un membre d'une communauté religieuse autorisée ou non autorisée à d'autres membres de cette société est censée faite à ceux-ci individuellement ou à la société. Autre chose est, en effet, la question de savoir si un acte de donation offre, *dans l'intention de son auteur*, les caractères d'un fidéicommis prohibé ; autre chose est la question de savoir si un acte offre les caractères d'une donation à titre gratuit ou d'un contrat de société à titre onéreux. La première question est une question *d'interprétation*, et par conséquent *de fait ;* la seconde est une question de *qualification*, et par conséquent *de droit.*—L'acte du 13 mai 1841 n'est évidemment qu'un acte de société civile, ne règle que des droits civils; rien de relatif à la société religieuse n'y est ni directement ni indirectement stipulé. Les assistances que peut lui prêter la société civile ne sont pas même obligatoires; elles sont entièrement facultatives, et peuvent lui être retirées quand les associés le voudront. L'art. 894, l'art. 911, Cod. civ., n'ont évidemment que faire dans un contrat régi seulement par les principes des sociétés civiles ; et ils ont été faussement appliqués.—Donc, sous tous les rapports, l'arrêt attaqué a encouru la cassation (1).

ARRÊT.

LA COUR ;—Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il est constant en fait, que l'acte dont il s'agit n'a eu pour objet que de déguiser sous la forme empruntée d'un contrat de société, une libéralité faite à des personnes incapables de recevoir à ce titre; — Que, reposant ainsi sur une appréciation d'actes et de faits qui ne saurait être révisée ledit arrêt n'a pu contrevenir à aucune loi;—Rejette, etc.

Arrêt de la Cour de cassation, du 26 février 1849.

---

(1) Cette savante dissertation est due à M. Ferdinand Béchard, membre du conseil de jurisprudence du *Bulletin*, qui plaidait dans cette affaire. — La Cour de cassation n'a point admis la doctrine qui y est exposée, ce qui est d'ailleurs conforme à sa jurisprudence antérieure (voy. son arrêt du 15 novembre 1847, Devilleneuve, vol. 1848, 1re partie, p. 134) ; mais il n'en est pas moins vrai que cette doctrine est parfaitement fondée en droit et en raison, et que les décisions de la Cour de cassation et de quelques Cours d'appel sur la question dont il s'agit sont reprouvées par les principes actuels de notre droit public et par la liberté.

Questions proposées.

De quelle manière doit on faire le convoi d'un indigent? à qui appartient-il de fournir ce qui est nécessaire pour le convoi; est-ce à la commune ou est-ce à la fabrique?

Quelles sont les personnes que l'on doit regarder comme indigentes, et dont les héritiers ne sont pas tenus de payer les frais funéraires?

1° En assurant aux cérémonies funèbres la pompe et l'éclat qui, dans tous les temps, ont été donnés au convoi des personnes aisées, le législateur a aussi assuré au convoi du pauvre la décence qu'exige une telle cérémonie. Les art. 4 et 11 du décret du 18 mai 1806 (1) prouvent sa sollicitude à cet égard. L'art. 9 de celui de 1811 développe d'avantage sa pensée à ce sujet, et prescrit que les cérémonies religieuses pour le convoi des indigents seront les mêmes que celles indiquées dans la sixième classe du tarif publié à cette époque, et le service de cette classe comprend la messe basse, le luminaire et tout ce qui est mentionné dans la dernière classe, réglée par le tarif particulier de chaque diocèse ou de chaque paroisse.

2° En principe, les fabriques ont seules le droit de fournir tout ce qui est nécessaire pour la décence et la pompe des funérailles (art. 22 du décret du 23 prairial, an XII) (2); mais en leur accordant ce privilége, la pensée du législateur a été qu'elles devaient fournir aussi tout ce qui était nécessaire aux convois des malheureux, et qu'elles trouveraient leur indemnité, à cet égard, dans le prix des objets demandés par les classes payantes. Aux fabriques appartient donc de fournir gratuitement la bière, le corbillard, les porteurs, enfin tout ce qui est nécessaire au convoi du pauvre.

3° On doit considérer comme indigents, d'après les règlements de l'administration, toutes les personnes inscrites sur les listes des pauvres, dressées par les bureaux de bienfaisance de la commune, et qui peuvent justifier de cette inscription par un certificat qui leur est

---

(1) Ces articles sont ainsi conçus : « Art. 4. Dans toutes les églises, les « curés, desservants et vicaires feront gratuitement le service exigé pour « les morts indigents; l'indigence sera constatée par un certificat de la « municipalité.—Art. 11. Le transport des morts indigents sera fait dé- « cemment et gratuitement : tout autre transport sera assujetti à une taxe « fixe. »

(2) Voici la disposition de cet article : « Les fabriques des églises et les « consistoires jouiront seuls du droit de fournir les voitures, tentures, orne- « ments, et de faire généralement toutes fournitures quelconques nécessaires « pour les enterrements, et pour la décence ou la pompe des funérailles. « Les fabriques et consistoires pourront faire exercer ou affermer ce droit. « d'après l'approbation des autorités civiles sous la surveillance desquelles « ils sont placés. »

délivré par l'administrateur dudit bureau ou par le maire. Il n'y a de légalement dispensées de payer les frais funéraires que ces personnes (art. 20 du décret précité) ; cependant le prêtre et les fabriques n'exigent pas toujours que les familles soient réduites à ce dernier degré de misère pour les dispenser des droits à payer; il leur suffit souvent de connaître leur position difficile pour aller au-devant d'une démarche qui pourrait humilier une famille malheureuse mais respectable, telle que celle de l'exhibition d'un certificat d'indigence délivré par la municipalité. (*Consultants* : MM. Filiol, curé du diocèse d'Alby, et Joseph Charniez, président de la fabrique de Lombard-Récamoz, Jura.)

Lorsqu'un testateur ne désigne pas celui de ses héritiers ou de ses légataires qui devra payer ses obsèques religieuses ou autres honneurs funèbres qui lui seront rendus, sur qui cette charge pèse-t-elle, et à qui la fabrique doit-elle s'adresser pour le paiement de ses fournitures?

Les obsèques religieuses d'un défunt s'entendent de toutes les cérémonies faites depuis la levée du corps à la maison mortuaire, jusqu'à son inhumation dans le cimetière. Tous les frais occasionnés par ces cérémonies constituent une dette de la succession, qui est à la charge des héritiers et légataires dans la proportion établie par la loi. Ainsi, tous les héritiers du défunt qui ont accepté son hérédité doivent contribuer au paiement de ces frais, comme ils sont tenus, d'après l'art. 870 du Code civil, de contribuer entre eux au paiement des dettes et charges générales de la succession, chacun en proportion de ce qu'il y prend. Le testateur a-t-il institué un légataire à titre universel(1)? Ce légataire doit contribuer avec les héritiers au paiement des mêmes frais, au prorata de son émolument (art. 871 du Code civil). Mais il n'en est pas de même du légataire particulier (2) qui ne continue pas la personne du défunt, et qui, d'après le même article, n'est point tenu des dettes et charges de la succession, sauf toutefois l'action hypothécaire sur l'immeuble légué.

Indiquer les personnes qui doivent ces frais, c'est dire à qui les fabriques sont en droit de s'adresser pour en être payées.

Au reste, ces frais sont, d'après l'art. 2101 du Code civil, privilégiés sur la généralité des meubles de la succession. Ils le sont également, et à plus forte raison, sur la généralité des immeubles. Par conséquent, les fabriques à qui ils sont dus ne sauraient manquer

---

(1 et 2) Le legs à titre universel est celui par lequel le testateur lègue une quote part des biens dont la loi lui permet de disposer, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quote fixe de tous ses immeubles ou de tout son mobilier.

Tout autre legs ne forme qu'une disposition à titre particulier. (Art. 1010 du Code civil.)

d'en opérer le recouvrement, puisqu'à cette garantie matérielle et légale vient se joindre encore la garantie personnelle des héritiers ou des légataires à titre universel.

Toutefois, les fabriques ne devront point trop attendre pour réclamer le paiement de ces frais. On pense qu'ils peuvent être prescrits par six mois, parce qu'ils n'ont pour objet que des fournitures, et, que, d'après le § 3 de l'art. 2271 du Code civil, les actions pour fournitures sont prescriptibles par ce laps de temps. Cette opinion est, il est vrai, contestable, par ce que l'assimilation des administrations fabriciennes aux commerçants, pour les fournitures dont elles ont le monopole, n'est pas parfaitement exacte; mais dans le doute, elles feront très-bien de se faire payer dans les six mois, lorsqu'elles ne l'auront pas fait dans les premiers jours qui suivent la célébration des services funèbres.

(*Consultants :* MM. Cornil, curé du diocèse de Cahors; Bouillot, curé dans le diocèse de Bourges; Carron, curé dans le diocèse de Châlons.)

Quand le survivant des pères ou mères ne laisse à son décès que des enfants mineurs, le tuteur de ces enfants serait-il recevable à refuser de payer les frais funéraires de ce dernier jusqu'à la majorité du plus jeune des orphelins ?

Cette question doit être résolue par l'application des principes que nous venons d'énoncer. Puisque les frais funéraires sont privilégiés sur les meubles et les immeubles des mineurs, le tuteur, si la succession a été dûment acceptée en leur nom, ne peut se retrancher derrière aucune fin de non-recevoir pour en refuser le paiement, et l'on comprend d'ailleurs que la fabrique ne saurait reculer jusqu'à cette époque l'exercice de son action, qui pourrait être repoussée par la prescription.

(*Consultant :* M. Cornil, curé du diocèse de Cahors.)

Les fabriques sont-elles obligées de procurer au curé un sacristain qui soit capable de tenir les écritures de l'église?

Cela ne fait pas question. Dans les villes ce sont les sacristains qui écrivent tous les actes de l'église, tels que les registres de présentation du pain bénit, les registres de baptême, de mariage et de décès, etc. L'article 35 du décret du 30 décembre 1809 suppose clairement qu'ils doivent savoir écrire, puisqu'il les appelle à donner des certificats de réception pour les fournitures faites à l'église. Il n'y a

point de raison pour qu'il n'en soit pas ainsi dans les paroisses rurales. C'est donc une charge pour chaque conseil de fabrique de payer un sacristain capable de tenir ces divers registres, puisqu'il rentre dans ses attributions de le faire. C'est à MM. les curés à veiller à l'exécution de cette mesure, en choisissant ou agréant les personnes qui conviennent le mieux pour cet objet. Mais qu'arriverait-il si le sacristain était illettré ? Il faudrait le remplacer, et dans le cas où cela ne serait pas possible, la fabrique serait obligée de consacrer annuellement une somme de.... pour le paiement de la personne qui ferait les écritures dont il s'agit. Il va sans dire que si le pasteur se chargeait de ce soin, c'est à lui que l'indemnité serait acquise.

Lorsqu'un conseiller de fabrique s'est abstenu de se rendre aux réunions du conseil pendant trois séances consécutives, les autres membres peuvent-ils procéder à son remplacement immédiat?

Il n'y a, dans le décret du 30 décembre 1809, aucune disposition qui déclare déchu de ses fonctions le fabricien qui pendant trois séances consécutives s'est abstenu de paraître aux réunions. Des causes excusables peut-être l'en ont empêché. Il serait donc extrêmement rigoureux de le remplacer immédiatement. Or, voici ce que le conseil a coutume de conseiller en pareille circonstance. Le membre négligent est averti et prié de se rendre aux séances plus exactement ou de donner sa démission, dans l'intérêt de l'église. S'il ne le fait point et s'il ne se démet point, le curé où le président de la fabrique peut en écrire à l'évêque, qui verra s'il doit provoquer sa révocation auprès du ministre. Mais le plus souvent la fabrique, pour éviter les inconvénients et les embarras qui s'attachent toujours à une révocation, patiente jusqu'à l'expiration du terme des fonctions du conseiller, et se contente de le remplacer par un membre plus zélé et plus assidu. (*Consultants :* MM. Ferral, curé de Rullac, dans le diocèse de Mende; Clément, curé de Rochebrune, dans le diocèse de Valence; Royer, curé dans le diocèse de Bourges).

Des élections qui ont eu lieu dans le sein d'un conseil de fabrique, sans autorisation spéciale de l'évêque ou du préfet, le second ou le troisième dimanche après Pâques, sont-elles irrégulières et nulles pour n'avoir pas été faites le dimanche de Quasimodo?

Cette question, qui a été soumise au conseil de jurisprudence par M. l'abbé Lenormand, curé du Ribay (Mayenne), l'un de nos abonnés, est née dans les circonstances suivantes :

En 1848, le conseil de fabrique de l'église paroissiale du Ribay ne

s'est point réuni le dimanche de *Quasimodo*, qui était cette année le 30 avril, mais il a cru pouvoir le faire quinze jours après, c'est-à-dire le 14 mai suivant.

Dans cette séance, les comptes furent rendus, et l'on procéda ensuite à l'élection de deux fabriciens en remplacement des deux dont les pouvoirs étaient expirés.

Convaincu que ces opérations étaient illégales, M. le curé du Ribay, qui d'ailleurs avait refusé de prendre part à l'élection, demanda à Mgr l'évêque du Mans de l'annuler, et de procéder lui-même, suivant le privilége que lui accorde l'art. 4 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825, à la nomination des membres à élire, le mois de délai donné à la fabrique pour le faire étant écoulé. Le prélat répondit qu'il était incompétent pour prononcer la nullité d'une telle élection qui existait, ainsi qu'une délibération, à la vérité irrégulière, en fait foi, et qu'il fallait recourir au ministre des cultes pour la faire déclarer. M. le préfet de la Mayenne ne partagea pas ce sentiment, et pensa au contraire que l'élection était valide et régulière.

Voici sur quels motifs ce fonctionnaire a cru devoir fonder son opinion dans un Mémoire adressé au prélat :

« La question, en ce qui concerne la nomination de deux fabriciens nouveaux, en remplacement des membres du conseil sortants, dit-il, me semble assez clairement résolue par l'ordonnance du 12 janvier 1825. L'art. 2 dit bien que le conseil de fabrique tiendra séance le dimanche de Quasimodo, et que c'est dans cette séance que doivent se faire tous les trois ans les élections ordinaires prescrites par le décret du 30 décembre 1809; mais l'art 4 de la même ordonnance porte que si un mois après l'époque indiquée dans ledit art. 2 le conseil de fabrique n'a pas procédé aux élections, l'évêque diocésain nommera lui-même. Il résulte de cette disposition que le délai d'un mois à partir du dimanche de Quasimodo est accordé au conseil de fabrique pour procéder au remplacement des membres sortants. Mais, fallait-il, comme le pense M. le curé du Ribay, votre autorisation ou celle du commissaire du Gouvernement pour valider cette assemblée du conseil de fabrique, comme pour une réunion extraordinaire tenue un autre jour que le dimanche de Quasimodo ? Je ne le pense pas : l'art. 10 du décret du 30 déc. 1809 n'exige cette autorisation que pour les assemblées extraordinaires du conseil de fabrique qui ont lieu en cas d'affaires urgentes, ou lorsqu'il est nécessaire de pourvoir à quelque dépense imprévue; or, dans l'espèce, la réunion du 14 mai n'avait nullement un caractère d'assemblée extraordinaire ; elle avait absolument le même objet que l'assemblée ordinaire du dimanche de Quasimodo, c'est-à-dire l'élection. Elle avait lieu dans le mois, et à moins de supposer que l'art. 4 de l'ordonnance n'a aucun sens, il faut lui supposer celui de permettre la réunion du conseil de fabrique en séance ordinaire pour l'élection,

tant que dure le mois qui suit la Quasimodo. Si l'autorisation dont on parle était nécessaire en pareil cas, il en résulterait que l'évêque diocésain pourrait, en la refusant, rendre l'élection impossible, quand il n'y aurait pas été pourvu le jour même de la Quasimodo, et par conséquent, se réserver exclusivement la nomination des nouveaux fabriciens, puisque (art. 4 de l'ordonnance du 12 janvier 1825) le mois passé après Quasimodo, cette nomination lui appartient de droit ; l'art. 4 aurait alors accordé un délai dont les fabriciens ne pourraient user.

« L'élection des deux nouveaux membres du conseil de fabrique, conclut M. le préfet de la Mayenne, quoique faite le deuxième dimanche qui a suivi la Quasimodo, et dans une assemblée non autorisée, me paraît donc régulière. »

Le conseil ne peut adopter le système développé par M. le préfet de la Mayenne ; car, d'après ce système inouï jusqu'à ce jour, les conseils de fabrique ne seraient pas tenus de faire les élections triennales le jour même du dimanche de Quasimodo, mais ils auraient un mois entier pour faire ces élections le jour à leur choix, et sans autorisation préalable ; c'est-à-dire que la *séance* ordinaire du dimanche de Quasimodo serait une *session* mensuelle. Si l'ordonnance du 12 janvier 1825 l'eût entendu ainsi, elle n'eût certainement pas manqué de le dire formellement, comme l'a fait, par exemple, la loi du 21 mars 1831, sur l'organisation des conseils municipaux, dont l'article 23 porte en propres termes : « Les conseils municipaux se réunissent quatre fois l'année, au commencement de février, mai, août et novembre. *Chaque session peut durer dix jours.* »

Mais si l'on examine les motifs qui ont fait naître l'ordonnance du 12 janvier 1825, on y verra tout le contraire. Dans le rapport du 27 février 1824 qui a précédé cette ordonnance, on lit : « Les fabriques avaient anciennement pour base une espèce d'assemblée primaire où étaient appelés tous les paroissiens. L'on a senti le danger de pareilles assemblées, et les articles du décret du 30 décembre 1809 relatifs à la composition du conseil et du bureau des marguilliers prescrivent un mode différent pour procéder à l'élection. Mais l'expérience a démontré la nécessité de réviser ces articles, qui ont été l'objet de *réclamations fondées* présentées par MMgrs. les évêques et MM. les préfets. »

Or, une de ces *réclamations fondées*, c'est que le premier dimanche d'avril coïncidant souvent avec le dimanche de Pâques ou le dimanche des Rameaux, les curés n'avaient pas le temps, à cause des nombreuses occupations de leur ministère, de s'occuper de cette séance, de sorte que le conseil de fabrique laissait passer, *par inadvertance*, l'époque après laquelle le droit d'élection ne lui *appartenait plus*. C'est ce que dit formellement le ministre des affaires ecclésiastiques dans la circulaire en date du 30 janvier 1825, qu'il adressa

aux archevêques et évêques, en leur transmettant une ampliation de l'ordonnance du 12 janvier de la même année.

« L'art. 2, dit dans cette circulaire Mgr l'évêque d'Hermopolis, remet au dimanche de Quasimodo la séance du conseil dans laquelle les *élections devront être faites*, afin de mieux fixer l'attention *par une date remarquable*, et prévenir que le conseil de fabrique puisse, par *inadvertance*, laisser passer l'époque après laquelle *le droit d'élection ne lui appartiendrait plus*. »

Si l'intention du législateur eût été de proroger le temps de l'élection pendant le délai d'un mois, ou seulement jusqu'au dimanche suivant, il l'eût exprimé d'autant plus volontiers qu'il en a agi ainsi pour la reddition du compte annuel. « Les marguilliers feront au conseil, dit l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809, dans la séance du 1er dimanche d'avril (aujourd'hui dimanche de Quasimodo) le rapport du compte : il sera examiné, clos et arrêté dans cette séance, qui sera, *pour cet effet*, prorogée au dimanche suivant si besoin est. »

Il est à remarquer que cet article ne parle de prorogation dans cette séance, que pour la reddition des comptes qui peuvent demander plus de temps et plus d'attention qu'une simple élection. La séance ne peut donc être prorogée au dimanche suivant que pour cet effet seulement, c'est-à-dire uniquement pour la reddition des comptes.

Cette interprétation, comme on va le voir, n'est point arbitraire. Elle est, au contraire, conforme au droit commun, à la jurisprudence du ministère des cultes, et à celle du conseil d'État, et en même temps adoptée et enseignée par tous les auteurs qui ont traité cette question.

1° En matière d'élection civile, politique et municipale, on ne peut voter, sans cause de nullité, un autre jour que le jour *fixé par la loi*. La loi électorale du 15 mars 1849 (1), par exemple, comme toutes les lois en matière d'élection, s'exprime ainsi : « Art. 24. Les colléges électoraux s'ouvrent au *jour fixé par la loi* pour les élections auxquelles ils doivent procéder.—Art. 51. Le scrutin reste ouvert pendant deux jours. » On ne peut donc supposer que, par une exception extraordinaire, les conseils de fabrique aient seuls le privilége de procéder à leurs élections triennales un autre jour que le dimanche de Quasimodo, c'est-à-dire *le jour fixé par la loi*, ou que le scrutin puisse rester ouvert *pendant un mois*. Dans le doute, s'il pouvait y en avoir, il faudrait donc s'en référer au droit commun en matière d'élections. Mais le doute n'est plus possible en présence de la jurisprudence qui a fixé d'une manière définitive la solution de cette question.

---

(1) Voyez cette loi dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, t. 1, p. 97.

2° Dans un rapport présenté en 1839 au conseil d'État, sur une question identique, le ministre des cultes s'exprimait ainsi :

« Aux termes du décret du 30 décembre 1 09, art. 10, et de l'ordonnance du 12 janvier 1825, art. 2, les conseils de fabrique se réunissent le dimanche de Quasimodo et le premier dimanche du mois de juillet, d'octobre et de janvier. Les conseils de fabrique peuvent aussi s'assembler extraordinairement ; mais il est nécessaire alors qu'ils y soient *autorisés* par l'évêque ou par le préfet. Cette *autorisation* était donc *indispensable* pour *rendre régulière* la réunion du 1er avril, *puisqu'elle ne pouvait pas être comptée au nombre des réunions ordinaires*, le dimanche de la Quasimodo tombant le 22 du même mois... La réunion du 1er avril est donc irrégulière, mais seulement pour défaut d'autorisation... La nomination des sieurs Gayou et Truquez, dans cette réunion du 1er avril, était aussi par conséquent irrégulière... Les élections faites dans la réunion du 29 avril se trouvent dès lors être aussi irrégulières. Il faut remarquer, en outre, que cette réunion aurait dû avoir lieu le dimanche précédent, jour de Quasimodo, et qu'elle n'aurait pu être prorogée au dimanche suivant qu'en ce qui concerne la clôture et le règlement des comptes. La bonne foi et l'exercice des fonctions de fabricien pendant une année, ne peuvent jamais couvrir de semblables irrégularités. »

3° Une ordonnance du 30 septembre 1830 a consacré ces principes. En voici les considérants :

« En ce qui concerne les nominations faites dans la séance du 1er avril 1838; considérant qu'aux termes de l'art. 10 du décret du 30 déc. 1809 et de l'art. 2 de l'ordonnance du 12 janvier 1825, les réunions ordinaires des conseils de fabrique sont fixées au dimanche de Quasimodo et au premier dimanche de juillet, d'octobre et de janvier, et que toute *réunion extraordinaire* est soumise à l'autorisation préalable de l'évêque ou du préfet ;—Que la réunion du conseil de fabrique de Pouillon, le 1er avril 1838, *ne peut être comprise au nombre des réunions ordinaires*, le dimanche de Quasimodo tombant le 22 du même mois ; qu'elle *n'a pas été autorisée comme réunion extraordinaire*, et qu'elle est dès lors *illégale*, ainsi que les deux nominations qui y ont été faites ; que cette délibération doit être *annulée* comme étant *entachée de nullité* et d'excès de pouvoir ;

« En ce qui touche la délibération du 29 avril : Considérant qu'au Gouvernement seul appartient le droit d'annuler les délibérations du conseil de fabrique, et par suite de prononcer la nullité des nominations des fabriciens faites par ces mêmes conseils, nous avons ordonné, etc. ;—Art. 1er. Les nominations faites par le conseil de fabrique de l'église paroissiale de Pouillon (Landes) dans les séances de ce conseil des 1er et 29 avril 1838, sont considérées comme nulles et non-avenues. »

Un avis du comité de l'intérieur du conseil d'État, du 13 septembre 1833, avait déjà décidé dans le même sens, c'est-à-dire que

toute délibération prise dans une assemblée non autorisée doit être annulée, et c'est ce qu'avait fait aussi une ordonnance du 11 octobre de la même année.

4° Les auteurs qui ont traité cette question l'ont résolue de la même manière. On lit dans le *Guide des Curés* de M. Dieulin : « C'est dans la session de Quasimodo que doit avoir lieu le renouvellement triennal des conseils de fabrique, ainsi que l'élection du président et du secrétaire du conseil dont les fonctions ne durent qu'un an, autrement les élections seraient irrégulières et susceptibles d'être annulées. » M. l'abbé André est encore plus explicite dans son *Cours alphabétique de Législation civile ecclésiastique*, tom. II, page 434. « Toute séance tenue par un conseil de fabrique sans *autorisation spéciale*, dit-il, *un jour autre que ceux fixés pour les réunions ordinaires* de ces conseils, est par cela seul irrégulière... Les élections faites par un conseil de fabrique dans une séance extraordinaire tenue sans autorisation spéciale, sont par cela seul entachées de nullité. » M. de Champeaux, dans son *Droit civil ecclésiastique*, tom. II, page 398, et le *Journal des Conseils de fabriques*, adoptent les mêmes décisions. Le *Bulletin des Lois civils ecclésiastiques*, tom. 1er, p. 84, avait déjà enseigné cette même doctrine : « S'il arrivait qu'un conseil de fabrique, dit-il, ne pût s'entendre sur les élections à faire, et qu'il laissât ainsi passer l'époque prescrite, il y aurait lieu de demander immédiatement à l'évêque ou au préfet, l'autorisation de se réunir en session extraordinaire pour y procéder dans le mois qui suit le dimanche de Quasimodo. Il ne faudrait pas manquer de spécifier dans la demande d'autorisation l'objet de la réunion, car les élections faites dans une séance extraordinaire non spécialement autorisée à cet effet, seraient susceptibles d'être annulées par un arrêté du Gouvernement. »

Après ce concert d'autorités, faut-il s'arrêter à cette autre objection consignée dans le Mémoire de M. le préfet de la Mayenne, que si l'autorisation de l'évêque ou du préfet était nécessaire en pareil cas, il en résulterait que l'évêque diocésain pourrait, en la refusant, rendre l'élection impossible, et se réserver ainsi la nomination exclusive des nouveaux fabriciens? Non assurément. Cette raison n'est pas non plus admissible, car d'abord l'évêque n'a pas le droit de refuser arbitrairement une telle autorisation; d'ailleurs, le préfet peut l'accorder lui-même sur la demande d'un fabricien. Le délai d'un mois accordé au conseil de fabrique pour demander et obtenir l'autorisation est bien évidemment suffisant pour que les fabriciens puissent en user utilement.

Le conseil estime donc, d'après toutes ces considérations :

1° Que les élections faites par le conseil de fabrique du Ribay, dans la séance du 14 mai 1848, sont irrégulières et entachées de nullité ;

2° Que cette nullité ne peut être prononcée que par un arrêté du Gouvernement ;

3° Qu'à l'évêque seul appartient, après l'annulation prononcée, le droit de nommer les deux membres en remplacement de ceux qui ont été illégalement et irrégulièrement élus dans la séance du 14 mai 1848.

Délibéré à Paris, par MM. Berryer, Béchard, l'abbé André, Pasqualini, Alex-Guillemin, Deniers, Masson, Biauzon, l'abbé Hugoni et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Fabriciens et des Marguilliers pendant le mois d'Avril.

Conseils de fabrique.—Réunion en session ordinaire, le 7 avril, dimanche de Quasimodo.—Reddition du compte annuel du trésorier. (Art. 82 et suiv. du décret du 30 décembre 1809; art. 2 de l'ordon. royale du 12 janvier 1825).

Vote du budget pour l'année 1851. (Art. 47 du décret du 30 décembre 1809; art. 2 de l'ordonnance du 12 janvier 1825).—Examen de la situation générale de la fabrique.—Délibération sur les demandes de secours à faire à la commune, sur les demandes en érection de cures, de succursales, de chapelles, de vicariats et d'annexes.

Élections triennales (art. 7 et 8 du décret du 30 décembre 1809); —Renouvellement du président et du secrétaire du conseil (art. 9, même décret);—Nomination du fabricien qui doit remplacer le marguillier sortant (art. 11).

Bureau des marguilliers.—Renouvellement du président, du trésorier et du secrétaire. (Art. 16, 17, 19 et 22 du décret du 30 décembre 1809.) —Vérification du bordereau trimestriel de situation, (Art. 34, même décret,)—Évaluation des dépenses du trimestre suivant, formation du fonds de roulement. (Même art.) — Vérification du compte-rendu des fondations (art. 26); — Recolement annuel de l'inventaire du mobilier de l'église (art. 55).

Les divers points d'administration fabricienne que nous venons d'énumérer ont fait l'objet de plusieurs observations que nous avons publiées l'année dernière. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter, ainsi qu'à nos observations générales applicables à toutes les séances ordinaires (*Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, pages 24, 49, 51 et suivantes; 81 et suivantes; 116, 149, 241, 244, 305 et 339).

Nous appellerons toutefois de nouveau l'attention de MM. les fabriciens sur le budget de la fabrique.

Le budget est l'état général et détaillé des recettes et des dépenses

de la fabrique, arrêté chaque année par le conseil et dûment approuvé par l'évêque (V. le modèle ci-après p. 83). Il n'a pas seulement pour objet de régler toutes les dépenses présumées de l'exercice, c'est-à-dire du 1er janvier au 31 décembre suivant, mais encore de simplifier la comptabilité de la fabrique, et d'assurer le meilleur emploi de ses revenus.

La formation du budget est ordonnée par les articles 24, 45 et suivants du décret du 30 décembre 1809 [1]; malgré ces prescriptions de la loi, certaines fabriques, ne comprenant pas toujours l'utilité de cette mesure, négligent quelquefois de le dresser. C'est une grande faute. La formation régulière de ce budjet, à Quasimodo, est absolument indispensable dans l'intérêt de l'église. « sans cela, remarque fort bien M. l'abbé Dieulin (*Guide des Curés*), il n'y aura pas de régularité dans la comptabilité des fabriques; tous les paiements non portés au budget pourront être attaqués comme illégaux, et laissés à la charge des marguilliers qui ont eu l'imprudence de les effectuer; sans cela on risquera de dépasser la proportion entre les dépenses et

---

(1) Ces articles sont ainsi conçus :

« Art. 24. Le bureau des marguilliers dressera le budget de la fabrique, etc.

« Art. 45. Il sera présenté chaque année au bureau par le curé ou des-
« servant, un état par aperçu des dépenses nécessaires à l'exercice du
« culte, soit pour les objets de consommation, soit pour réparations et en-
« tretien d'ornements, meubles et ustensiles d'église.

« Cet état, après avoir été, article par article, approuvé par le bureau,
« sera porté en bloc, sous la désignation de *dépenses intérieures*, dans le
« projet du budget général : le détail de ces dépenses sera annexé audit
« projet.

« Art. 46. Ce budget établira la recette et la dépense de l'église. Les ar-
« ticles de dépenses seront classés dans l'ordre suivant :

« 1° Les frais ordinaires de la célébration du culte;

« 2° Les frais de réparation des ornements, meubles et ustensiles de l'église.

« 3° Les gages des officiers et serviteurs de l'église;

« 4° Les frais de réparations locatives.

« La portion de revenus qui restera après cette dépense acquittée servira
« au traitement des vicaires légitimement établis; et l'excédant, s'il y en
« a, sera affecté aux grosses réparations des édifices affectés au culte :

« Art. 47. Le budget sera soumis au conseil de la fabrique, dans la
« séance du mois d'avril de chaque année; il sera envoyé, avec l'état des
« dépenses de la célébration du culte, à l'évêque diocésain, pour avoir sur
« le tout son approbation.

« Art. 48. Dans le cas où les revenus de la fabrique couvriraient les
« dépenses portées au budget, le budget pourra, sans autres formalités,
« recevoir sa pleine et entière exécution.

« Art 49. Si les revenus sont insuffisants pour acquitter, soit les frais
« indispensables du culte, soit les dépenses nécessaires pour le maintien de
« sa dignité, soit les gages des officiers et des serviteurs de l'église, soit les
« réparations des bâtiments, ou pour fournir à la subsistance de ceux des
« ministres que l'Etat ne salarie pas, le budget contiendra l'aperçu des
« fonds qui devront être demandés aux paroissiens pour y pourvoir, ainsi
« qu'il est réglé dans le chap. IV.

Ces cinq derniers articles forment la section 3 du chapitre 2, relatif au budget de la fabrique.

les recettes, et de manquer des ressources les plus nécessaires, non-seulement à la dignité, mais au maintien même de l'exercice du culte ; sans cela on perd le droit de recourir à la caisse communale pour couvrir le déficit des fabriques, où l'on n'en reçoit un secours qu'après une année d'attente et de gêne ; sans cela, enfin, on viole la loi dans un point fondamental, et l'on donne droit à l'autorité supérieure non-seulement de reprimander une fabrique, mais même de la casser. »

Ajoutons que par plusieurs circulaires ministérielles et notamment par celle de M. le ministre de la justice et des cultes, en date du 14 septembre 1839, les préfets ont été autorisés à refuser toute expédition du budget qui ne serait point régulièrement formé.

Aucune loi n'a déterminé d'une manière précise la forme du budjet, mais le décret du 30 décembre 1809 contient à ce sujet les dispositions les plus essentielles.

On divise ordinairement le budget en deux titres, l'un pour les recettes et l'autre pour les dépenses. On divise ensuite le titre des recettes en deux chapitres. Le premier comprend les recettes ordinaires, c'est-à-dire celles qui forment le revenu annuel et régulier de la fabrique. Le décret ne prescrit aucun ordre dans leur énumération ; cependant on est dans l'usage d'énoncer d'abord les revenus fixes, comme ceux qui proviennent des biens affermés, du produit des rentes et fondations, de la location des chaises et des bancs. Quant aux recettes variables et éventuelles, telles que le montant des quêtes et des troncs, celui des oblations, du produit spontané du cimetière, et de tous autres droits perçus en vertu des tarifs, on ne les transcrit qu'après. Leur évaluation ne pouvant être qu'approximative est ordinairement calculée sur les comptes et budgets des années précédentes.

Le deuxième chapitre comprend les recettes extraordinaires. Le premier article de ce chapitre est affecté à l'excédant des revenus qui peuvent exister en caisse. Cet excédant n'est point, à proprement parler, une recette extraordinaire, mais il convient de la considérer comme tel, afin de n'être point obligé de lui consacrer un chapitre à part, et de pouvoir offrir au premier coup-d'œil l'ensemble de toutes les ressources de la fabrique.

On appelle recettes extraordinaires celles qui ne sont point de nature à se reproduire annuellement. Tels sont les dons et legs que la fabrique a été autorisée à accepter, les remboursements de capitaux, les secours temporaires accordés par la commune ou par le gouvernement.

Le titre affecté aux dépenses est également divisé en deux chapitres, l'un pour les dépenses ordinaires et l'autre pour les dépenses extraordinaires. Les frais de célébration du culte doivent toujours former le premier article du chapitre des dépenses ordinaires, conformément à la prescription de l'article 45 du décret du 30 décembre

1809. Ces frais et ceux de l'entretien du mobilier de l'église constituent ce qu'on appelle les dépenses intérieures. L'état en est fourni par le curé au bureau des marguilliers qui, après l'avoir approuvé, l'inscrivent au projet de budget. Nous n'en donnons point ici le détail que l'on verra d'ailleurs dans le modèle ci-après. On peut remarquer que le décret du 30 décembre 1809 ordonne seulement l'inscription en bloc de ces dépenses, et l'annexe de l'état détaillé, au budget; mais rien n'empêche que cet état n'y soit transcrit lui-même, lorsque les marguilliers jugent cette inscription nécessaire. C'est dans ce sens qu'a été rédigé notre modèle.

Après les frais de célébration du culte et ceux de réparation des ornements, meubles et ustensiles de l'église, viennent le traitement et les honoraires des personnes employées au service de l'église, ce qui comprend : le traitement des vicaires et celui des autres prêtres rétribués par la fabrique, l'honoraire des prédicateurs, les appointements des sacristains, chantres, organistes, serpents, suisses, bedeaux, sonneurs, enfants de chœur. Les autres dépenses sont ordinairement inscrites dans l'ordre suivant : les frais de réparations locatives des bâtiments paroissiaux et de la clôture du cimetière, ceux du service des fondations, les charges sur les biens, les frais de location, quand il y en a, les frais d'administration et les dépenses imprévues.

Le chapitre des dépenses extraordinaires peut comprendre aussi plusieurs articles. Le déficit de l'année précédente, s'il en existe, est toujours inscrit en première ligne. Viennent ensuite les achats nécessités pour l'exercice du culte, les dépenses relatives à la décoration et à l'embellissement de l'église, les réparations autres que les locatives, etc. Lorsque ce chapitre et celui des dépenses ordinaires ont été additionnés, le total est rapproché de celui des deux chapitres de recettes, et la différence, soit en excédant, soit en déficit, est exactement exprimée.

Nous croyons devoir rappeler à MM. les marguilliers qu'ils doivent disposer leur projet de budget de manière à ce que chaque article de recette ou de dépense corresponde à trois colonnes. La première reçoit le montant des sommes inscrites ou proposées par le bureau ; la deuxième est destinée au règlement du conseil, au cas où il n'admet pas les chiffres du bureau ; enfin la troisième est consacrée à recevoir les modifications apportées par l'évêque à ce règlement.

Nous ne pousserons pas plus loin nos observations sur la forme du budget. Pour tout ce qui concerne l'époque de sa rédaction, sa préparation par le bureau, sa discussion et son vote par le conseil, l'envoi à l'évêque et la nécessité de l'approbation du prélat, son exécution, voyez nos *observations* publiées dans le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, pages 53, 82 et 83.

Le modèle de budget que nous reproduisons est celui qui fut proposé aux fabriques, en 1811, par le ministère des cultes, et qui a été depuis recommandé dans plusieurs circulaires ministérielles.

DIOCÈSE

de

PAROISSE

de

Budget de 18

ÉTAT DES DÉPENSES INTÉRIEURES

Pour la célébration du culte dans l'Église de..... pendant l'année 18.... présenté au bureau de la Fabrique par nous, curé soussigné, pour conformément à l'art. 45 du décret du 30 déc. 1809, être annexé au budget de 18. ...

	Montant des sommes.	Observations de la Fabrique.	Règlement et observations de l'évêque.
CHAPITRE I. *Frais ordinaires ou objets de consommation pour la célébration du culte.*			
Pains d'autel pour les prêtres et les fidèles.			
Vin, à raison de messe par jour.			
Cire			
Huile			
Encens			
Sel, veilleuses, charbon et autres menues dépenses			
Bois pour le chauffage de la sacristie.			
Pain Bénit			
TOTAL . . .			
CHAPITRE II. *Entretien du mobilier de l'église.*			
Entretien des ornements.			
Entretien des meubles et ustensiles de l'église			
Entretien des meubles et ustensiles de la sacristie.			
Blanchissage et racommodage du linge.			
TOTAL . . .			
RÉCAPITULATION.			
CHAP . I.			
CHAP. II.			
TOTAL général des dépenses de la célébration du culte			

Vu et arrêté par nous, curé et marguilliers de l'église de . . . . pour être, le présent tableau, annexé au budget de la fabrique, pour l'année 18. . .

A. . . . . le mars . . . . . 18. .

DIOCÈSE
d

BUDGET DE LA FABRIQUE

de l'Église d

POUR L'ANNÉE 18

DÉPARTEMENT
d

PAROISSE
d

COMMUNE
d

DETTE DE LA FABRIQUE.

Montant présumé de cette dette au 1er janvier 18. . *fr.* *c.*

TITRE I RECETTES DE LA FABRIQUE.	Montant présumé de la recette de 18	Observations de la fabrique.	Observations de l'évêque.
CHAPITRE I.—*Recettes ordinaires.*			
Produit des biens restitués en vertu de l'arrêté du Gouvernement, du 7 thermidor an XI			
Idem des Rentes restituées en vertu du même arrêté.			
Idem des biens dont l'acceptation a été autorisée depuis le 7 thermidor an XI			
Idem des Rentes et des fondations. .			
Idem des Biens célés au Domaine, dont la Fabrique a été mise en possession			
Idem des Rentes			
Idem de la location des chaises, déduction faite des frais de Perception			
Idem de la Concession des bancs ou tribunes			
Idem des Quêtes			
Idem des Troncs			
Idem des Oblations faites à la Fabrique			
Idem spontané du Cimetière.			
Idem de la Cire provenant des Enterrements, Services funèbres et des Pains-bénits			
Idem des Droits de la Fabrique dans les frais d'inhumation et services religieux			
TOTAL des Recettes ordinaires. .			
CHAP. II. *Recettes extraordinaires.*			
Reste, par aperçu, des Recettes de l'exercice courant			
TOTAL des Recettes extraordinaires			
RÉCAPITULATION.			
Recettes ordinaires.....			
Recettes extraordinaires.			
TOTAL.....			

TITRE II. DÉPENSES DE LA FABRIQUE.	Dépenses présumées pour 18	Observations de la fabrique.	Observations de l'évêque.
CHAPITRE I.—*Dépenses ordinaires*			
ART. 1. — *Objets de consommation pour la célébration du Culte.*			
Pains d'autel.			
Vin à raison de messes par jour. .			
Cire			
Huile			
Encens.			
Sel, veilleuses, charbon, et autres menues dépenses			
Chauffage de la sacristie			
Pain bénit			
ART. 2. *Frais d'entretien des Ornements, etc*			
Frais d'entretien des ornements . . .			
Id. des meubles et ustensiles de l'église et de la sacristie.			
Id de blanchissage de linge . .			
ART, 3.—*Réparations locatives.*			
Réparations locatives de l'église. . .			
Id. de la sacristie			
Id. du presbytère.			
Id. de la clôture du cimetière			
ART. 4.—*Personnel.*			
(Indiquer le nombre des vicaires, des Chantres, des Enfants de chœur, etc.)			
Supplément de traitement et indemnité de logement accordés à M. le Curé			
Traitement de vicaire.			
Honoraire des prédicateurs pour l'Avent, le carême, etc			
Traitement de Chantres. . . .			
Id. du Serpent.			
Id. du Sacristain.			
Id. du Clerc			
Id. des Enfants de chœur.			
Id. de l'Organiste.			
Id. du Suisse, du Bedeau et du Sonneur			
ART. 5.—*Fondations.*			
Obits et autres services religieux fondés			
Distribution d'aumônes fondées . . .			
ART.6.—*Charges sur les biens.*			
Contributions foncières.			
Rentes foncières ou autres.			
Sixième du produit des chaises pour les Prêtres âgés ou infirmes . . .			

Suite du TITRE II. DÉPENSES DE LA FABRIQUE.	Dépenses présumées pour 18	Observations de la fabrique.	Observations de l'évêque.
ART. 7.—*Frais de location.*			
Location du Presbytère.			
ART. 8.—*Frais d'administration.*			
Papier, encre, plumes, registres de la Fabrique . . , ...			
Frais de corresp., ports de lettres.			
Registres des actes de baptême, de mariage et de décès			
Abonnement au *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*			
Rétributions au secrét. de l'Évêché .			
ART. 9. — *Dépenses imprévues.*			
Dépenses imprévues			
TOTAL des dépenses ordinaires.. .			
Recettes ordinaires et extraordin.			
DIFFÉRENCE en { Excédant. . . / Déficit			
CHAP. II. *Dépenses extraordinaires*			
ART. 1.—*Dette de la Fabrique.*			
Solde de la dette de la fabrique. . .			
Ou A-compte sur la dette de la Fabrique. . . . . i			
ART. 2. —*Dépenses pour l'exercice du culte.*			
Achat de meubles d'église			
Dépenses relatives à sa décoration. .			
Id. à l'embellissement de l'église.			
ART. 3. — *Réparations autres que locatives,*			
Réparations de l'église . . . , . . .			
Id. du presbytère			
ART. 4.			
. . . . . , . . .			
TOTAL des dépenses extraordinaires			
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE			
REPORT de la différence ci-contre { en excédant / en déficit .			
DÉPENSES extraordinaires.			
RÉSULTAT GÉNÉRAL { en excédant / en déficit .			

Le présent projet de Budget dressé par nous membres du Bureau de la Fabrique, soussignés, pour conformément à l'article 47 du décret du 30 décembre 1809, être soumis à la prochaine délibération du conseil.

Fait et signé en séance, le mars 18

Vu et arrêté par nous, membres du conseil de fabrique, la recette du présent budget á la somme de
et la dépense à celle de

Fait et signé en séance, le Avril 18

Nous évêque de

Vu le présent Budget, réglé par le conseil de Fabrique de approuvons ledit budget, et en arrêtons les dépenses à la somme de
et les dépenses extraordinaires à celle de

A le 18

Chronique

LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Loi relative aux commissaires et sous-commissaires préposés à la surveillance des chemins de fer (27 fév.) ; — Loi qui ouvre au ministre des affaires étrangères un crédit supplémentaire applicable aux frais de voyages et de courriers (1er mars) ; — Loi sur les moyens de constater les contraventions entre patrons et ouvriers, en matière de tissage et de bobinage (7 mars) ; — Loi relative à un crédit de 300,000 francs, pour secourir les établissements de bienfaisance (8 mars) ; = Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1847 (8 mars) ; — Loi qui autorise la perception des impôts indirects jusqu'au 1er juin 1850, et ouvre aux ministres, sur l'exercice 1850 un crédit provisoire de 171 millions (13 mars) (1) : — Loi relative aux dépenses et aux recettes des colonies, pendant le second semestre de 1850 (13 mars) ; — Loi organique sur l'enseignement (15 mars) ; — Loi relative au traité d'amitié, de commerce et de navigation conclu entre la France et le Chili (15 mars).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

— Lundi, 25 mars, Mgr de Dreux-Brézé, évêque de Moulins, dont les bulles d'institution canonique viennent d'être publiées, a pris, par procuration, possession de son siége épiscopal. M. l'abbé Holaind, vicaire-général capitulaire, avait été délégué pour cette cérémonie. Le sacre de Mgr de Dreux-Brézé est fixé au second dimanche après Pâques.

— Les conférences du R. P. Lacordaire à l'église métropolitaine de Paris, pendant le Carême, ont attiré cette année, comme les années précédentes, un nombre immense d'auditeurs, toujours avides d'entendre la parole brûlante du célèbre dominicain. Les exercices de la retraite pascale, dans la même église, ont commencé lundi 25 pour les hommes. Le R. P. de Ravignan, que sa santé affaiblie avait tenu éloigné quelque temps de la chaire sacrée, y a repris le cours de ses profondes instructions. On sait avec quelle sainte éloquence et

---

(1) Dans ce crédit les dépenses du culte catholique figurent pour la somme de 9,955,858 fr., les cultes non-catholiques pour celle de 353,475 fr., et l'administration centrale pour celle de 38,736 fr.

quels fruits abondants de salut, l'illustre orateur a déjà donné les mêmes exercices dans cette enceinte, que l'empressement des fidèles rend presque toujours trop étroite, malgré sa vaste étendue.

— Mgr l'archevêque de Bordeaux a fondé dans sa ville archiépiscopale une maison des *Orphelins de la Providence*, dirigée par M. Lange. Cet établissement est destiné à recueillir gratuitement les jeunes garçons depuis l'âge de neuf ans dans l'état de misère absolue. à l'effet de les nourrir, loger, vêtir. former leur éducation morale, religieuse et industrielle, et leur faire apprendre un état. L'établissement possède aujourd'hui quatrevingts enfants.

—Nous avons dit, l'année dernière (*Bulletin* de 1849, page 27), que le Gouvernement était en instance auprès du Saint-Siége à l'effet d'obtenir l'établissement de diocèses dans nos départements d'outre-mer. Les négociations ont pleinement réussi, et nous pouvons assurer que trois évêques vont être institués dans nos colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Dans le projet du budget des colonies pour 1850, on remarque, en effet, au chapitre *Cultes*, une augmentation de dépense de 45,000 fr. proposée par le ministre et consentie par la commission, destinée à former le traitement des trois nouveaux évêques. Chaque évêque recevra 15,000 fr., et les deux vicaires-généraux qui seront attachés à chacun des diocèses, recevront un traitement de 5,000 fr.

—La Sublime-Porte vient d'autoriser les Franciscains bosniaques à construire une église qui sera sous la protection du gouvernement ottoman.

—Les archevêques et évêques de la Toscane, réunis en conférences préparatoires aux conciles, ont arrêté les points suivants pour être discutés ou immédiatement ou dans les prochains conciles provinciaux :

1° Du besoin de la concorde entre les deux puissances; 2° de la nécessité de raviver la discipline du clergé, et d'établir à cet effet des congrégations permanentes d'ecclésiastiques distingués; 3° de l'uniformité des études du clergé; 4° d'une association de tout l'épiscopat pour répandre les bons livres et les opposer à tant de mauvais ouvrages qui s'impriment dans leurs diocèses ou viennent de l'étranger; 5° de l'uniformité dans la tenue des synodes provinciaux; 6° d'une méthode générale de conférences ecclésiastiques sur la morale, et de conférences spirituelles; 7° du développement de l'instruction catéchistique.

Notice statistique sur la population religieuse de l'empire de la Russie.

Le *Journal de Saint-Pétersbourg* a publié dans un rapport officiel, la statistique suivante, pour l'année 1848, des habitants de la Russie,

de l'un et de l'autre sexe, qui n'appartiennent pas à l'Église russe :

Catholiques romains.	2,760,704	2,264 églises.
Catholiques arméniens.	20,000	44 —
Arméniens grégoriens.	354,521	1,017 —
Luthériens.	1,732,244	900 —
Réformés.	36,407	33 —
Israélites.	1,188,111	630 synagogues.
Mahométans.	2,186,833	684 mosquées.
Bouddhistes.	245,204	
Autres païens.	153,343	
Total.	8,785,719	

Le même journal ajoute que l'Église russe s'accroît chaque jour, et que depuis l'avènement au trône de l'empereur Nicolas, une loi a été rendue en vertu de laquelle tous les enfants qui naissent de mariages mixtes appartiennent à l'Église russe.

Le *Giornale di Roma*, toutes réserves faites sur l'exactitude des chiffres ci-dessus, présente les observations suivantes : 1° Dans cette statistique on prétend donner le chiffre total des catholiques arméniens, mais on ne fait pas même mention des catholiques-grecs, ruthéniens-unis, qui, fermes et constants dans la vraie foi, sont en nombre considérable ; 2° quant à l'accroissement de l'Église russe, on peut croire qu'il provient de l'accession à cette Église d'individus appartenant aux diverses sectes et fausses religions qui existent en Russie ; 3° quant à la loi sur les mariages mixtes, l'Église catholique, maintenant toujours ses principes, n'a jamais accordé que de semblables mariages puissent être contractés entre parties, l'une catholique, l'autre hérétique ou schismatique, sans l'engagement formel d'élever tous les enfants dans notre très-sainte religion, *hors de laquelle il n'y a pas de salut*.

Instruction publique.

Le 15 mars, la loi organique sur l'enseignement a été votée par l'Assemblée législative ; elle a été promulguée le 27 du même mois (Moniteur du 27 mars 1850, et insérée le même jour dans le Bulletin des Lois (Bulletin 246, n° 2029). Nous en donnerons le texte officiel dans notre prochaine livraison, et pour nous conformer au désir manifesté par un grand nombre de nos abonnés, nous y joindrons un commentaire propre à en faire connaître l'esprit et à en faciliter l'application

Jurisprudence.

FONDATION DE SERVICES RELIGIEUX. — ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE. — HONORAIRES. — PAIEMENT A LA FABRIQUE.

Lorsque des établissements publics de bienfaisance ou même de simples particuliers sont chargés, soit par donation, soit par testament, de faire célébrer des messes ou autres services religieux dans une église déterminée, ils sont tenus de payer à la fabrique de cette église, pour la célébration de ces messes ou services, l'honoraire fixé par le tarif diocésain pour les messes de fondation. Ils ne peuvent, en s'adressant directement, pour faire dire ces messes, au curé de la paroisse ou à tout autre prêtre célébrant, s'affranchir du paiement de la rétribution due à la fabrique.

Ces deux solutions résultent de la lettre ci-après de M. le directeur-général de l'administration des cultes, à Mgr l'évêque de Nantes :

Paris, 15 décembre 1848.

Monsieur l'Évêque, par son testament olographe, en date du 8 octobre 1841, la dame Fillandeau a chargé son mari, auquel elle a légué l'usufruit de tous ses biens, de payer annuellement, pendant la durée de son usufruit, à la maison de la Providence de Machecoul, et, dans le cas où cette maison n'existerait pas, à l'hospice de cette ville, une somme de 50 francs, sous la condition de faire célébrer annuellement douze messes basses. Elle a légué, en outre, à la maison de la Providence, ou, à son défaut, à l'hospice de Machecoul, la nue-propriété de deux maisons sises à Machecoul, estimées ensemble 2,000 francs, à la charge de faire célébrer annuellement et à perpétuité, dans l'église de cette ville, le même nombre de messes, à partir du décès du sieur Fillandeau, son mari.

Le 30 août dernier, j'ai eu l'honneur de vous communiquer le dossier de l'affaire, en vous priant de l'examiner et d'y joindre votre avis en ce qui concerne les fondations de services religieux, conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

En réponse à cette communication, vous m'avez transmis copie d'une lettre que vous avez adressée à ce sujet à M. le préfet de la Loire-Inférieure, le 21 décembre 1847. Vous y exprimez l'opinion que deux voies sont ouvertes à la commission administrative de l'hospice pour l'exécution des services fondés par la testatrice : 1° la commission pourrait s'engager à verser annuellement dans la caisse

de la fabrique la somme de 36 francs, formant le prix de ces services, d'après le taux fixé par le tarif diocésain pour les messes de fondation ; et la fabrique prendrait de son côté l'engagement de faire chaque année célébrer ces services ; 2° la commission pourrait, en s'adressant directement tous les ans, soit au curé de la paroisse, soit à tout autre prêtre célébrant, faire dire les douze messes, avec une réduction de moitié sur le prix ci-dessus.

Vous désirez savoir, monsieur l'Évêque, si les deux moyens d'exécution que vous indiquez me paraissent susceptibles d'être adoptés.

Il est de règle que les établissements de bienfaisance, chargés par les donateurs ou testateurs de faire célébrer des messes ou autres services religieux dans une église déterminée, sont tenus de payer à la fabrique de cette église, pour la célébration de ces messes ou services, l'honoraire fixé par le tarif diocésain pour les messes de fondation. C'est ce qui résulte de la combinaison des décrets des 22 fructidor an XIII (1) et 19 juin 1806 (2). En effet, aux termes de ce dernier décret, les administrations des hospices et des bureaux de bienfaisance qui, en vertu de la loi du 4 ventôse an IX et des arrêtés y relatifs, ont été mis en possession de biens et rentes, chargés précédemment de fondations pour quelques services religieux, doivent payer régulièrement la rétribution de ces services religieux, conformément au décret du 22 fructidor an XIII, aux fabriques des églises auxquelles ces fondations doivent retourner. Or, le décret du 22 fructidor an XIII dispose expressément que les honoraires doivent être acquittés selon le règlement du diocèse. Le décret du 19 juin 1806 a spécialement pour objet, il est vrai, les fondations qui grèvent les biens attribués aux hospices, en remplacement de leurs biens ou rentes aliénés par l'État ; mais il est applicable, par identité de motifs, à toutes les autres fondations.

Les tarifs diocésains régulièrement approuvés ont d'ailleurs force obligatoire ; et les héritiers ou légataires, quels qu'ils soient (établissements publics ou simples particuliers), doivent s'y conformer, en payant pour les fondations dont ils sont chargés la rétribution fixée pour ces services par le tarif du diocèse. Du reste, aux termes de l'article 3 du décret du 19 juin 1806, les fabriques sont tenues de veiller à l'exécution des fondations de services religieux dont les biens des établissements charitables sont grevés.

Ainsi la première voie que vous avez rappelée, monsieur l'Évêque, a le double avantage de sauvegarder les intérêts des fabriques, et d'assurer l'accomplissement des pieuses intentions des bienfaiteurs. Déjà adoptée par la jurisprudence, elle me paraît devoir être suivie pour

---

(1 et 2) Voy. ces décrets dans le *Recueil général du droit civil ecclésiastique*,, t. 2, p. 340 et 355.

toutes les fondations *perpétuelles*. Quant à la deuxième, elle ne présente pas les garanties suffisantes pour être admise.

En conséquence, je vous prie, monsieur l'Évêque, de vouloir bien fixer l'honoraire des services à célébrer, en exécution du testament de la dame Fillandeau, d'après le taux ordinaire réglé par le tarif de votre diocèse.

Par une dépêche de ce jour, j'invite M. le Préfet de la Loire-Inférieure à faire délibérer de nouveau la commission administrative de l'hospice. Je vous serais obligé de transmettre votre avis de suite à cet administrateur, ainsi que le dossier ci-joint de l'affaire, dès qu'il ne vous sera plus nécessaire.

(Lettre du 15 décembre 1848, de M. le Directeur général de l'administration des cultes à Mgr l'évêque de Nantes.)

BANCS D'ÉGLISE.—CONCESSION A LA FAMILLE.—DURÉE.

Lorsqu'une personne, en donnant la propriété d'une église, s'est réservé pour elle et les siens *un droit de banc, que cette donation et cette réserve ont été autorisées par ordonnance royale ; ce droit de banc, à la mort du donateur, ne s'étend point indéfiniment à ses héritiers en ligne collatérale. Si ce donateur n'a laissé aucun descendant, le banc doit faire retour à la fabrique* (art. 72 du décret du 30 déc. 1809).

Cette solution résulte de la lettre ci-après de M. le ministre des cultes à Mgr l'évêque de Luçon.

Paris, ce 15 décembre 1849.

Monseigneur,

Vous m'avez fait l'honneur de m'informer par votre lettre du 9 novembre dernier que l'ancienne église de Saint-Maurice-des-Noues a été rendue à sa destination originaire par suite d'une donation faite par la dame Berlouin et dont l'acceptation aurait été autorisée par ordonnance royale du 28 août 1835. Vous ajoutez qu'aux termes de cette ordonnance la jouissance d'un banc de six places dans l'église était concédée à la dame Berlouin pour elle et les *siens*.

Comme la concessionnaire est décédée et qu'elle n'a laissé que des héritiers en ligne collatérale, vous me demandez si ceux-ci peuvent, ou non, prétendre à la jouissance du banc dont il s'agit.

Il résulte de recherches qui ont été faites dans les bureaux de l'administration des cultes qu'on n'y a trouvé aucune trace de l'ordonnance précitée du 28 août 1835, mais l'examen du dossier de cette affaire n'est point indispensable pour la solution de la question que vous m'avez soumise.

En principe, il ne devait d'abord être établi aucune distinction dans les églises ; cependant comme les fabriques étaient pauvres et

qu'il était nécessaire d'encourager les fidèles à augmenter leurs ressources, une disposition du décret du 30 déc. 1809 (art. 72) (1) autorisa dans ce but les concessions de bancs et de chapelles en faveur des donateurs ou bienfaiteurs des églises ; elle étendit même les effets des concessions aux *familles* des donateurs.

Ainsi il ne suffit pas d'être parent et héritier d'un concessionnaire de banc ou de chapelle pour avoir droit à la même jouissance après son décès ; il faut encore faire partie de sa famille. On ne doit comprendre dans le mot *famille* que les enfants et les descendants (et leurs alliés) du donateur. C'est dans ce sens que l'art. 72 a toujours été interprété par les ministres successivement chargés de l'administration des cultes auxquels le décret de 1809 a conféré le droit d'approuver les concessions exceptionnelles dont il s'agit.

Je crois devoir adopter leur opinion. En conséquence, je pense que la concession d'un banc dans l'église de Saint-Maurice-des-Noues faite à madame Berlouin et *aux siens* ne doit pas s'étendre indéfiniment à ses héritiers en ligne collatérale, et qu'ainsi la jouissance de ce banc doit faire retour à la fabrique.

Agréez, etc.,

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé, DE PARIEU.

Questions proposées.

Les confréries sont-elles, dans l'état actuel de la législation, capables de recevoir des dons et legs ?

Les confréries sont des associations ou assemblées de plusieurs personnes réunies en corps dans une église ou autre lieu pour y pratiquer des actes de dévotion ou des œuvres de charité. Il est assez difficile de préciser la date de leur origine. Le droit canon et les anciennes histoires ne parlent que de congrégations de clercs ou de moines ; ce qui fait croire que juqu'au temps des nouvelles réformes, jusqu'à ce temps où les nouveaux religieux se livrent tout entiers au service de l'église, les fidèles ne connurent d'autres assemblées et d'autres exercices de dévotion que ceux de la paroisse. On vit alors se former des confréries de toutes les sortes, et ce qui ne con-

---

(1) Voy. ce décret commenté dans le droit civil ecclésiastique, tome 2, pag. 394 et suivantes.

tribua pas peu à les multiplier, c'est que les Papes les enrichirent de nombreuses indulgences. Les plus considérables furent les confréries de pénitents. Mais aucune ne fut plus libéralement dotée des dons spirituels du souverain pontife que celles établies à Rome sous les noms de Confalon, c'est-à-dire de la Rédemption des Captifs, du Saint-Crucifix ou de Saint-Marcel, des Agonisants, du Saint-Sacrement, du Scapulaire, du Rosaire, de la Résurrection-de-Notre-Seigneur, de la Bienheureuse-Vierge-Marie, de la Plante, des Stigmates-de-Saint-François, de la Miséricorde, de l'Ange-Gardien, et enfin du Saint-Sauveur, en l'église Saint-Jean-de-Latran. Quand ces confréries donnaient naissance à d'autres associations de même nature qui y étaient agrégées, elles prenaient le nom d'archiconfréries.

Il n'est pas inutile de constater que l'établissement des confréries était un acte de juridiction épiscopale, entièrement réservé à l'évêque, chargé principalement du soin des âmes. C'est l'ordre établi par les conciles. Les confréries, dit notamment le canon 7 du concile d'Arles de l'an 1234, doivent être défendues, si elles ne se font par l'autorité de l'évêque. Cette règle est encore confirmée par une bulle de Clément VIII, du 3 décembre 1604, et par une décision conforme de la congrégation des rites du 7 octobre 1617.

Anciennement, en France, les confréries étaient très-multipliées; dans les provinces méridionales surtout, il en existait dans toutes les paroisses. Elles étaient connues sous la dénomination de Pénitents, blancs, bleus, gris, noirs, de la Miséricorde, du Saint-Esprit, etc. Elles étaient composées de personnes de toutes les classes et avaient pour objet certains exercices de piété ou de charité, tels que de soigner les malades, ensevelir les morts, assister à la paroisse les jours de fêtes et dimanches, pour aider le curé dans le chant des offices, etc. Les membres de plusieurs de ces confréries portaient dans ces exercices un costume particulier. Les Pénitents, entre autres étaient revêtus d'un sac et d'un capuchon de la couleur affectée à chaque confrérie. Ils élisaient entre eux leurs chefs, qu'on appelait recteurs ou prieurs, et leurs autres officiers, tels que choristes, sacristains et trésoriers. L'organisation de ces confréries était d'ailleurs régulière, car elles étaient établies par lettres-patentes, et, comme telles, elles jouissaient de la capacité d'acquérir et de posséder.

Ces associations ont été supprimées par l'art. 1er de loi du 18 août 1792 (1). Les biens qui leur appartenaient ont été déclarés domaines

---

(1) Voici la disposition de cet article relatif à cette suppression : « Les « corporations connues en France sous le nom de congrégations séculières « ecclésiastiques... les familiarités, *confréries*, les pénitents de toutes cou- « leurs, les pèlerins et toutes les autres associations de piété ou de charité, « sont éteintes et supprimées à dater du jour du présent décret. »

L'art. 1er du titre 11 de la même loi relatif à la confiscation des biens des confréries, porte : «..... les biens dépendants des familiarités, *confréries*,

nationaux, administrés et vendus comme tels (art. 1er du titre 11 de la même loi ; ceux qui n'ont pas été vendus ont été attribués aux fabriques par le décret du 28 messidor an XIII (1), et par l'art. 36 du décret du 30 déc. 1809 (2).

Après le rétablissement du culte, plusieurs des anciennes confréries se réorganisèrent et reprirent leurs exercices. En 1808, il fut même question de porter un décret pour les autoriser à se former ; mais ce projet fut abandonné, par ce motif que l'intervention d'un décret impérial eût donné à ces associations une importance qu'elles ne sauraient avoir, et qu'elles devaient être simplement tolérées, pourvu qu'elles s'abstinssent de toute entreprise capable de troubler l'ordre public, ou de gêner les ministres du culte dans l'exercice de leurs fonctions. (Décision minist. du 4 août 1808). En 1816, ce projet d'autorisation fut repris par l'administration, mais il ne lui fut encore donné aucune suite. En sorte qu'aujourd'hui, aucune confrérie n'a reçu directement, du moins du gouvernement, l'autorisation de se former.

Mais de ce que ces associations ne sont point spécialement autorisées, il ne s'ensuit pas qu'elles ne puissent point exister. Rien n'empêche les fidèles, ou une portion d'entre eux, de se consacrer à certains actes de piété ou de charité. C'est ce qui a toujours été reconnu sous les divers gouvernements qui se sont succédé en France depuis 1801. (Rapport approuvé par l'empereur, du 28 messidor an XIII ; lettres ministérielles, des 4 et 26 juillet 1808 ; 17 juillet 1811 ; 10 et 15 décembre 1814), et ce qui est, au surplus, con-

---

« pénitents de toutes couleurs, des pèlerins et de toutes autres associations « de piété ou de charité, dénommées ou non dénommées dans l'art. 1er du « titre 1er du présent décret, seront dès à présent administrés et les im- « meubles réels vendus dans la même forme et aux mêmes conditions que « les autres domaines nationaux. »

(1) Ce décret est ainsi conçu : « Art. 1er. En exécution de l'arrêté du « 7 thermidor an XI les biens non aliénés et les rentes non transférées, « provenant de confréries établies précédemment dans les églises parois- « siales, appartiendront aux fabriques.

« Art. 2. Les biens et rentes de cette espèce, qui proviendront de confré- « ries établies dans des églises actuellement supprimées, seront réunies à « ceux des églises conservées, et dans l'arrondissement desquels ils se trou- « vent. »

(2) « Les revenus de chaque fabrique, dit cet article, se forment : 1° du « produit des biens et rentes restituées aux fabriques, *des biens des con-* « *fréries*, et généralement de ceux qui auraient été affectés aux fabriques « par nos divers décrets...»

Tous ces textes sont rapportés dans *le Droit civil ecclésiastique*, t.. 1er, p. 454 et 455 ; t. 2, p. 339 et 404.

Nonobstant les deux derniers actes que nous venons de citer, d'anciens membres de confréries ont prétendu avoir le droit de disposer des biens de ces associations, mais un avis du conseil d'état, du 8 août 1810, a repoussé cette prétention.

forme à la liberté des cultes et aux principes de notre droit public **(1)**.

On peut, toutefois, se demander si, sous le régime actuel, une confrérie est susceptible de recevoir une existence légale. Il est certain que le gouvernement se refuserait à consacrer une pareille mesure. Une confrérie n'est point un établissement public; ce caractère ne peut être conféré, aux termes de la loi du 2 janvier 1817, qu'aux établissements ecclésiastiques reconnus par la loi. Or, d'après les décrets des 28 messidor an XIII, et 30 décembre 1809, qui attribuent aux fabriques les biens des confréries, il est incontestable que ces associations sont supprimées et qu'elles n'existent que par tolérance. Le gouvernement ne saurait donc prendre à leur égard une décision qui tendrait à laisser supposer qu'elles sont au nombre des établissements ecclésiastiques reconnus par la loi (Décision minist. des 21 avril 1821 et 16 avril 1831). Il suit de là que l'autorisation qui leur serait donnée ne pourrait être considérée que comme une mesure de police, et qu'elle pourrait toujours leur être retirée (Décision ministérielle du 2 juin 1807). Quant à la police des confréries, pour tout ce qui concerne leurs rapports avec l'église et la paroisse, elle appartient à l'évêque qui doit approuver leurs règlements, et spécialement au curé qui est chargé de diriger et surveiller leurs exercices. Il a été décidé par une ordonnance du roi, du 28 mars 1831, que la suppression d'une confrérie ou congrégation religieuse établie dans une paroisse ne peut donner lieu à un appel comme d'abus contre le curé qui l'a prononcée. Mais, en pareil cas, le curé fait toujours très-bien, avant d'agir de son autorité propre, de consulter son évêque.

Après cet exposé, la question de savoir si les confréries sont, dans le nouveau droit, capables de recevoir des dons et legs, ne saurait être douteuse. Ces associations n'étant pas reconnues par la loi comme établissements ecclésiastiques, elles ne peuvent jamais, soit qu'elles restent tolérées, soit qu'elles aient été autorisées par mesure de police, devenir aptes à acquérir et à posséder (loi du 2 janv. 1817) (2). Elles ne peuvent, en conséquence, intervenir dans aucun contrat, ni recevoir aucun don ou legs. D'après cela, les libéralités qui leur sont faites sont nulles et de nul effet, toutes les fois qu'elles ne peuvent être acceptées qu'avec l'autorisation du gouvernement. Mais il est bien entendu que rien ne s'oppose, en droit, à ce qu'on leur fasse des offrandes de la main à la main, ainsi qu'on le peut faire d'ailleurs à l'égard des autres établissements non autorisés. Il

---

(1) Sur la manière d'établir les confréries, leurs avantages, etc., V. Bouvier, *Traité des indulgences*.

(2) Voyez le texte de cette loi dans *le Droit civil ecclésiastique* t. 2, p. 481.

est arrivé aussi que quelques-uns des dons et legs faits au profit de ces pieuses associations ne sont pas toujours restés sans exécution. Dans plusieurs circonstances, on les a considérées comme une dépendance des fabriques, et autorisé ces dernières à accepter les legs qui avaient été faits directement aux confréries. C'est ce qui résulte d'une décision ministérielle du 21 avril 1821, et d'un avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat du 10 juillet 1835; mais depuis l'on a pensé que les legs faits aux confréries ne pouvaient être regardés comme faits aux fabriques, et on a déclaré que celles-ci étaient sans qualité pour demander l'autorisation de les accepter (Avis du comité de législation du conseil d'Etat, du 10 avril 1840.) Dans tous les cas, le plus sûr, quand on désire faire quelque libéralité dans l'intérêt de l'un des services de l'église confié à une confrérie, c'est de donner manuellement à l'un de ses membres, ou bien directement et dans les formes légales, à la fabrique.

Délibéré à Paris par MM. l'abbé André, Masson, L. Charrier, Suvigny et De Champeaux.

CONSEILS DE FABRIQUE. — ÉLECTIONS IRRÉGULIÈRES. — ANNULATION. — DROIT RÉCIPROQUE DE L'ÉVÊQUE ET DU CONSEIL.

Dans une consultation insérée dans notre dernière livraison, p. 72, nous avons décidé que les élections d'un conseil de fabrique qui, au lieu d'être faites à Quasimodo, l'ont été le second ou le troisième dimanche après Pâques, sans aucune autorisation, étaient entachées de nullité ; nous avons ajouté qu'après l'annulation de ces élections par un arrêté du gouvernement, c'était à l'évêque seul qu'il appartenait de nommer les nouveaux fabriciens en remplacement de ceux qui avaient été irrégulièrement élus. Cette dernière solution doit être rectifiée en ce sens que le droit de l'évêque n'étant ouvert que lorsque les fabriciens se sont abstenus complétement de faire leurs élections pendant le mois qui leur est donné pour cet objet, c'est à ceux-ci à y procéder dans l'espèce, parce que si les nominations qu'ils ont faites sont irrégulières par défaut d'autorisation, il n'en est pas moins vrai qu'ils les ont effectuées en réalité dans le délai légal. Or, cela suffit pour la conservation de leur droit, et pour que celui de l'évêque ne puisse être exercé, à moins, toutefois, que ces fabriciens ne laissent passer sans rien faire le nouveau délai qui leur a été fixé. Tel est le sens de la jurisprudence suivie au ministère des cultes, et qui résulte des arrêtés ministériels des 16 mai 1845 et 9 mars 1850.

Administration fabricienne.

Devoirs des Fabriciens et des Marguilliers pendant le mois de Mai.

Nous nous bornerons à rappeler la réunion mensuelle du bureau des Marguilliers (art. 22 du décret du 30 déc. 1809.) Pour ce qui concerne les autres devoirs des fabriciens, nous prions nos lecteurs de vouloir se reporter à notre livraison du mois d'avril de l'année dernière (vol. 1849, p. 115 et suivantes).

Chronique.

LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Loi relative à la convention de poste conclue le 25 nov. 1849, entre la France et la Confédération suisse (16 mars);—Loi qui autorise le ministre des travaux publics à prélever, sur les fonds mis à sa disposition pour les travaux de chemins de fer, une somme de 40,000 fr., applicable au chemin de fer de Paris à Sceaux (6 avril);—Loi qui ouvre des crédits au ministre de la guerre pour le paiement de créances appartenant à des exercices clos et à des exercices périmés (id.);—Loi relative à l'assainissement des logements insalubres (13 avril);—Loi qui ouvre un crédit de 200,000 fr. pour la célébration du deuxième anniversaire du 4 mai, jour de la proclamation de la République par l'Assemblée nationale (23 avril);—Loi qui ouvre un crédit de 150,000 fr. pour secours, aux familles de militaires qui ont péri victimes de la catastrophe d'Angers, ainsi qu'aux militaires qui y ont été blessés d'une manière grave (25 avril);—Loi qui ouvre, sur l'exercice 1849, un crédit supplémentaire de 325,407 fr. pour frais de justice criminelle (27 avril);—Loi relative aux caisses d'épargnes (27 avril).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—Le sacre de Mgr de Dreux-Brézé, nouvel évêque de Moulins, a eu lieu, le 14 avril, dans l'église métropolitaine de Notre-Dame. C'est Mgr l'archevêque de Paris qui a été le prélat consécrateur. Mgr Sibour était assisté des archevêques de Reims et de Rouen.

—L'épiscopat français a fait, le 17 avril, une perte bien sensible dans la personne de S. E. le cardinal Giraud, archevêque de Cambrai. Mgr Giraud était né à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), le 11 août 1791. Il était, sans contredit, l'un des prélats les plus distin-

BIBLIOTHÈQUE

gués de la chrétienté par son savoir, sa vive et magnifique éloquence, son talent d'écrivain et ses vertus sacerdotales. Il avait été longtemps curé de la cathédrale de Clermont-Ferrand. C'est dans cette période de sa vie ecclésiastique que se placent ses démêlés avec le fameux pamphlétaire auvergnat Montlosier.

A la suite d'un carême prêché avec beaucoup de succès devant la cour, il fut nommé, en 1830, par Charles X, à l'évêché de Rodez. Il fut le dernier évêque promu par la restauration. Transféré ensuite à Cambrai par le dernier gouvernement, le 2 décembre 1841, il reçut, en 1847, le chapeau de cardinal.

—M. l'abbé de Courson, supérieur général de la congrégation de Saint-Sulpice, a également rendu son âme à Dieu, dans un âge peu avancé. Il n'avait que cinquante ans. M. l'abbé de Courson, favorisé de tous les dons de la fortune, abandonna, en l'année 1817, la carrière du droit qu'il suivait à cette époque dans l'école de Paris. Comme le jeune homme de l'Evangile, il quitta tout pour se mettre au service de Jésus-Christ; il entra dans la maison ecclésiastique d'Issy pour y étudier la théologie. Il reçut les saints ordres dans cette célèbre école, qu'il était destiné à diriger plus tard, avec autant de zèle que d'expérience, et à illustrer par sa profonde science et ses éminentes vertus.—M. l'abbé de Courson avait été vicaire général du diocèse de Nantes pendant plusieurs années avant d'être appelé à la tête du séminaire d'Issy et de Paris. — C'est M. l'abbé Carbon, premier assistant du vénérable défunt, qui a pris immédiatement après sa mort les rênes du gouvernement de l'illustre société ; il remplira provisoirement les fonctions de directeur en chef jusqu'à la prochaine élection d'un nouveau supérieur général.

— La deuxième conférence générale ecclésiastique a eu lieu ce mois dans la chapelle du séminaire de Saint-Sulpice, sous la présidence de Mgr l'archevêque de Paris. Après la discussion sur le cas de conscience proposé, Mgr Sibour a annoncé que, pour profiter de la nouvelle loi d'enseignement, il allait fonder à Paris des écoles chrétiennes primaires, écoles trop rares surtout dans certains quartiers et si nécessaires pour tant d'enfants délaissés et dont la vie commence par l'apprentissage du vice. Mgr l'archevêque a engagé son clergé à faire un appel à la charité des fidèles. Nous savons qu'un grand nombre de catholiques ont déjà répondu avec empressement aux vœux du digne prélat.

RETOUR DE NOTRE SAINT-PÈRE LE PAPE A ROME.

Nous avons à enregistrer, ce mois, un des plus grands événements de l'histoire par les conséquences qu'il doit entraîner après lui pour l'avenir, et par ce qu'il a de consolant et de réparateur au milieu des éléments révolutionnaires qui agitent encore l'Europe au moment où nous écrivons. C'est le retour de Notre Saint-Père le Pape à Rome.

Pie IX est parti de Portici le 4 avril, et après être passé 'par Caserte Terracine, Frosinone et Velletry, il a fait son entrée dans la ville éternelle, le 12 suivant. Il était accompagné, outre le cardinal Antonelli et les prélats et officiers de la cour pontificale, de Son Eminence le cardinal Dupont et de M. Micard. Le général Baraguay-d'Hilliers, commandant l'armée d'Italie, et ses aides-de-camp, étaient allés à la rencontre de Sa Sainteté à plusieurs milles en avant. Le roi de Naples avait quitté le cortége à Portella, c'est-à-dire à la frontière des États-Romains. Rien ne pourrait redire les acclamations, les admirables élans de la joie, de la vénération et de l'amour qui ont accueilli à son retour l'auguste souverain, le véritable père du peuple, le saint pontife rappelé après seize mois d'absence par ses enfants délivrés, et rétabli sur son trône apostolique par la glorieuse épée de la France.

La restauration du pape par les puissances catholiques doit être considérée comme une consécration solennelle de l'indépendance du Saint-Siége. Cette restauration par la France surtout prend des circonstances présentes un caractère plus touchant encore. Lorsque, dans d'autres temps, la papauté exilée a été remise en possession de ses États, ces restaurations ont été l'œuvre ou d'un souverain ou d'un peuple dont le dévouement particulier se consacrait à la défense et à la protection du souverain pontife : tel Innocent II, ramené par les armes de l'empereur Lothaire; tel Eugène III, revenant avec l'aide de Roger, roi de Sicile; tel Alexandre III, rentrant à la suite de la paix de Venise. Mais il y a dans le retour de Pie IX quelque chose de plus remarquable et de plus solennel. Le magnanime exilé est rappelé, non pas seulement comme Pie VII par une convention diplomatique qui considère dans la restitution de son pouvoir un acte de justice politique et la réparation d'une violence toute politique : il rentre appuyé sur le bras de la France et pressé par les instances de toutes les nations européennes, catholiques et non catholiques, qui jugent que sa souveraineté est une garantie essentielle de son indépendance. On a heureusement compris qu'il y va de la sécurité de deux cent millions d'âmes et de consciences, et que la cause du St-Père est la cause de l'autorité, de l'ordre, de la société elle-même.

Des *Te Deum* d'actions de grâces ont été chantés dans toutes les églises de France, pour remercier Dieu de l'heureux événement dont nous venons de parler.

— M. l'abbé de Mérode, beau-frère de M. de Montalembert, ancien officier de notre armée, qui obtint la croix-d'honneur sur les champs de bataille d'Algérie, a été nommé par Sa Sainteté camérier participant. Ces camériers ne sont que quatre : Mgr Stella, le prince de Holenlohe, et maintenant Mgr de Mérode. La quatrième place est vacante. Ils sont à tour de rôle chacun une quinzaine de service auprès du Saint-Père, et l'accompagnent au dehors.

M. de Mérode, depuis l'entrée des Français à Rome, s'était dévoué à l'assistance de nos pauvres soldats, et il était allé successivement à Civita-Castellana et à Viterbe leur prodiguer tous les soins de son saint ministère et son inépuisable charité. Cette nomination a, du reste, une grave signification. Jusqu'à présent, la carrière de la prélature était à peu près fermée à tout ce qui n'était pas italien. Le Pape paraît vouloir entrer dans une nouvelle voie et appeler aux charges ecclésiastiques le clergé de toutes les nations catholiques. C'est une pensée excellente et dont l'Église ne peut attendre que les meilleurs résultats.

Actes officiels.

LÉGISLATION.

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT (1).

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

L'Assemblée nationale a adopté la loi dont la teneur suit :

---

(1) Exposé des motifs et projet de M. de Falloux, ministre de l'instruction publique et des cultes, présenté à l'Assemblée nationale, le 18 juin 1849 (*Moniteur* du 19; *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 212; rapport de M. Beugnot au nom de la commission d'instruction publique, le 6 octobre (*Moniteur* du 22 octobre (même année); examen et avis du conseil d'État, le 17 décembre (*Moniteur* du 26 et 27 du même mois); rapport supplémentaire de M. Beugnot au nom de la commission à laquelle le projet du conseil d'État avait été renvoyé (*Moniteur* du 8 janvier 1850); première délibération, le 19 janv. (*Moniteur* des 15, 16, 17, 18, 19 et 20); deuxième délibération, le 26 fév. (*Moniteur* des 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 26 et 27); troisième délibération, le 15 mars (*Moniteur* des 12, 13, 14 15 et 16).

La commission d'instruction publique était composée de MM. Salmon (Meuse), Coquerel, Baze, de Melun (Ille-et-Vilaine), de l'Espinay, Sauvaire-Barthélemy, Dufougerais, Barthélemy-Saint-Hilaire, de Montalembert, Montigny, Thiers, Beugnot, Fresneau, Janvier, Parisis.

Nous ne ferons point ici l'historique de l'instruction publique en France, nous nous bornerons à donner la date et le résumé des divers actes législatifs et réglementaires qui depuis la première Révolution sont intervenus sur cette matière.

Constitution des 3-14 septembre 1791, tit. 1 (principes d'organisation d'une instruction publique);—Lois des 12 décembre 1792 (institution des écoles primaires);—30 mai, 8 juin 1793 (lieux où il en sera établi; enseignements);—30 vendémiaire an II (organisation de l'instruction publique et distribution des écoles dans les communes);—7 et 9 brumaire an II (placements des écoles; nomination des instituteurs);—29 frimaire an II (liberté de l'instruction; surveillance, etc.);—4 ventôse et 21 thermidor an II (salaires des instituteurs);—27 brumaire an III (institution des écoles primaires; jury d'instruction; régime de ces écoles);—7 ventôse (établissement d'écoles centrales);—Constitution du 5 fructidor an III, titre 10 (écoles primaires et écoles supérieures; institut national); 16 fructidor

an 3 (cumul de traitements) ;—30 vendémiaire an IV (création de l'École Polytechnique, de l'École d'artillerie et autres concernant les services publics) ;—3 brumaire an IV (organisation de l'instruction publique; division en deux sections des écoles primaires des deux sexes) ;—Loi du 25 messidor an V (fondation de bourses);—17 pluviôse an VI (surveillance des écoles particulières et pensionnats) ;—Arrêté du 13 ventôse an X (formation d'un tableau quinquennal de l'état des sciences, lettres et arts) ;—Loi du 11 floréal an X (nouvelle organisation de l'instruction publique, écoles primaires, écoles secondaires, lycées, écoles spéciales) ;—Arrêté du 4 messidor an X (écoles secondaires) ;—30 frimaire an XI (locaux et surveillance des écoles secondaires; frais d'instruction) ;—Arrêté du 21 prairial an XI (règlement pour les lycées) ;—19 vendémiaire an XII (règlement pour les écoles secondaires) ;—Arrêté du 15 brumaire an XII (traitements); —Loi du 10 mai 1806 (création de l'Université) ;—12 août 1807 (dons et legs) ;—17 mars 1808 (organisation de l'Université) ;—17 septembre 1808 (règlements pour l'Université ; direction exclusive de l'enseignement) ; —11 décembre 1808 (biens des anciens établissements d'instruction publique) ;—17 février 1809 (droits du sceau) ;—4 juin 1809 (régime des anciennes écoles mises d'accord avec celui de l'Université) ;—31 juillet 1809 (costumes) ; — 12 septembre 1811 (expropriation forcée) ; — 15 novembre 1811 (régime de l'Université) ;—Ordonnance du 22 juin 1814 (maintien provisoire de l'Université) ;—17 février 1815 (règlement sur l'instruction publique, conseil royal, etc.) ;—15 août 1815 (maintien de la taxe universitaire; commission pour remplacer le grand-maître) ;—29 février 1816 (comités de surveillance de l'instruction primaire) ;—12 mars 1817 (pensions royales ; revenus et dépenses des colléges royaux ; bourses communales; prix des pensions) ;—29 novembre 1819 (Conservatoire des Arts-et-Métiers) ;—25 décembre 1819 (répartition des bourses dans les colléges royaux) ;—3 avril 1820 (écoles de filles soumises aux dispositions de l'ordonnance du 29 février 1816) ;—5 juillet 1820 (Écoles de Droit et de Médecine ; conditions d'admission ; dispositions disciplinaires) ; — 2 août 1820 (comités de surveillance des écoles primaires) ;—1er novembre 1820 (création du conseil royal; dispositions réglementaires) ;—27 février 1821 (réorganisation et règlement de l'instruction publique) ;—12 octobre 1821 (pensions royales et pensions particulières ; revenus et dépenses des colléges) ;—17 octobre 1821 (conditions pour le baccalauréat ès lettres) ;— 31 octobre 1821 (écoles de filles de degrés supérieurs) ;—16 novembre 1821 (nomination aux bourses) ;—1er juin 1822 (attribution du grand-maître de l'Université) ;—8 avril 1824 (administration supérieure de l'instruction publique ; dispositions diverses sur les écoles) ;—26 août 1824 (création du ministère de l'instruction publique ;—Ordonnance du 21 avril 1828 (instruction primaire) ;—16 juin 1828 (écoles secondaires ecclésiastiques) ;— 16 juin 1828 (*idem;* congrégations religieuses) ;—Ordonnance du 26 mars 1829 (dispositions diverses sur l'instruction publique) ;—Charte de 1830, art. 69 (liberté de l'enseignement) ;—24 août 1830 (inspecteurs généraux des études) ;—16 octobre 1830 (comités d'instruction primaire) ;—11 mars 1831 (établissement d'une école normale primaire) ;—12 mars 1831 (brevets de capacité pour les instituteurs primaires) ;—15 avril 1831 (surveillance de cette école) ;—18 avril 1831 (brevets de capacité des instituteurs primaires) ; —29 août 1831 (maintien de la rétribution universitaire) ;—23 septembre 1832 (organisation des Écoles des Arts-et-Métiers de Châlons et d'Angers) ; —Loi du 28 juin 1833 (organisation de l'instruction primaire) ;—Ordonnance du 16 juillet 1833 (*idem*) ;—Circulaire ministérielle des 23 juillet et 15 novembre 1833 (exécution de la loi précédente) ;—Ordonnance du 8 novembre 1833 (comités de surveillance des écoles primaires de Paris) ;—Avis du conseil royal du 8 novembre 1833 (brevets de capacité pour les écoles primaires supérieures) ;—Loi du 24 mai 1834, art. 8 (perception de la rétribution universitaire) ;—Ordonnance du 25 février 1835 (inspecteurs de l'instruction primaire) ;—Ordonnance du 23 juin 1836 (organisation des écoles primaires de filles) ;—Ordonnance du 13 février 1838 (caisses d'épargne des instituteurs primaires) ;—Ordonnance du 31 mai 1838, titre 4,

TITRE Ier.

Des autorités préposées à l'enseignement.

CHAPITRE PREMIER.

Du conseil supérieur de l'instruction publique (1).

Art. 1er. Le conseil supérieur de l'instruction publique est composé comme il suit :

Le ministre, président;

Quatre archevêques ou évêques, élus par leurs collègues (2);

---

chapitre 26 (comptabilité des colléges royaux);—Ordonnance du 26 octobre 1838 (comités de surveillance des écoles primaires de Paris);—Ordonnance du 7 janvier 1839 (agrégés et maîtres d'études);—Ordonnance du 29 janvier 1839 (colléges communaux);—Ordonnances du 13 avril 1839 (instituteurs en Algérie);—Ordonnance du 23 novembre 1839 (traitements);—Ordonnance du 17 décembre 1839 (sous-inspecteurs des écoles primaires);—Ordonnance du 13 octobre 1840 (écoles secondaires de médecine);—Loi du 25 juin 1841, art. 3 (écoles primaires, admissions gratuites, rétribution, fixation par les préfets);—Ord. du 3 fév. 1841 (création d'emploi de sous-inspecteurs);— 30 déc.1842 (composition du service de l'inspection et traitements);—Ord, du 3 mars 1843 (tableau gén. des Etab. d'instruct. secondaire à dresser tous les 5 ans;—Loi du 4 août 1844, art. 14, (suppress, de la rétrib. universitaire);—14 nov. 1844 (maîtres d'études, examens);—arrêté du 8 mars 1848 (école d'administration);—Arrêté du 7 sept. 1848 (académies, organisation);—Arrêté du 23 nov. 1848 (traitements des fonctionnaires de l'université;—Constitution de 1848, art. 9 (liberté de l'enseignement);—Décret du Président de la République du 16 décembre 1848 (abolition des certificats d'études);—Arrêté du même jour (nouveau règlement pour le baccalauréat);—Loi du 11 janvier 1850 (surveillance des instituteurs communaux par les préfets).

(Voyez nos observations sous cette dernière loi, *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, livraison de janvier 1850).

(1) Le conseil supérieur de l'instruction publique n'est point destiné à remplacer l'ancien conseil de l'Université. « Ce dernier conseil, a dit « M. Beugnot dans son rapport, créé par le décret du 17 mars 1808, et « modifié dans son organisation et dans ses attributions par diverses ordon- « nances rendues sous la Restauration, ne pouvait servir de modèle, car « cette institution était la conséquence déduite avec infiniment d'habileté « et de rigueur du principe exclusif adopté à cette époque, et que la Consti- « tution a détruit.

« L'Université ne doit plus être aujourd'hui qu'une institution entretenue « par le Gouvernement pour stimuler la concurrence et lui faire produire « tous ses fruits; le conseil supérieur ne doit pas être davantage l'organe « des intérêts et le défenseur des droits de l'État, car ces intérêts et ces « droits ont pour tuteur naturel le ministre. Si l'on veut donner une idée « précise et juste de cette institution appropriée au principe de la liberté, « il faut dire qu'elle représentera les droits et les intérêts de la société tout « entière, et que son influence devra être aussi sage et aussi impartiale « qu'elle sera puissante et vénérée. » (*Rapport de M. Beugnot sur le projet de loi*).

(2) La présence des archevêques et évêques dans le conseil supérieur de l'instruction publique a été diversement appréciée. Les uns n'ont vu dans cette mesure que la sanction de l'union entre l'Église et l'État sur la question d'enseignement; les autres n'y ont vu que des éléments d'embarras et de discorde pour l'avenir. Au nombre des orateurs qui se sont élevés contre cette disposition de la loi, nous citerons M. l'abbé Cazalès, qui a proposé de n'admettre dans le conseil supérieur ni archevêques ni évêques, et de les remplacer par quatre membres de l'Assemblée législative nommés en séance publique.

Un ministre de l'église réformée, élu par les consistoires ;
Un ministre de l'église de la confession d'Augsbourg, élu par les consistoires ;

Il n'est pas sans intérêt de connaître sur quelles raisons l'illustre représentant s'est appuyé pour repousser la situation qui est faite au clergé par la nouvelle loi.

« ..... Je me déciderais à voter le projet de loi, a dit M. de Cazalès, sans la position qui est faite au clergé parmi les autorités préposées à l'enseignement public. C'est de ce côté que le projet me paraît surtout défectueux, et je vais vous dire les principaux motifs de ma conviction.

« Quelques-uns sont des motifs spéciaux, ils touchent aux règles de la discipline intérieure de l'Église. Mais c'est là une raison catholique dont la valeur ne pourrait être comprise que par un très-petit nombre de personnes dans cette enceinte. Je ne ferai donc valoir que des raisons tirées de l'intérêt général, de l'intérêt politique. Je dirai d'abord quelques mots d'une question qui, à peine abordée à cette tribune, semble avoir été résolue d'avance. On a présenté ce projet de loi comme une sorte de concordat. Mais qu'est-ce qu'un concordat ? C'est un acte conclu entre deux parties. Or, ici, où sont les deux parties contractantes ? Je vois bien l'État ; mais où est l'Église ? Dès lors même qu'on l'appelait, il me semble qu'il y avait lieu de la consulter sur la position particulière qu'on veut faire à l'épiscopat et au clergé. Mais, dit-on, on ne lui demande que son concours dans un intérêt public, et elle ne saurait refuser de faire le bien. C'est très-vrai, je le reconnais, l'Église ne saurait jamais refuser de faire le bien. Mais il faut examiner si en effet il y a là du bien à faire, et sous quelles conditions, sous quelles formes. Eh bien ! s'est-on adressé pour cela aux chefs naturels de l'Église, et spécialement à son chef supérieur ? M. l'évêque de Langres vous l'a déclaré lui-même, il a repoussé la solidarité de la religion dans le projet de loi ; c'est la politique seule qui la présente. L'Église accepte le projet ; accepte-t-elle pour cela la part qui lui est offerte dans le conseil supérieur et dans l'enseignement ? Pour mon compte, je ne le crois pas. Je parle ici en mon propre nom ; mais il m'est bien permis de dire ce qui est notoire. Sur cette question, le clergé de France est profondément divisé. De quel côté est la majorité ? c'est une chose assez difficile à constater ; mais, ce qui est constant, c'est que, même pour ceux qui acceptent la loi, on ne se dissimule pas qu'il n'y ait quelque danger dans son exécution, quelques conflits fort probables, qui se termineront peut-être très-promptement par une rupture.

« Je rends pleinement hommage aux intentions des auteurs du projet de loi, ainsi qu'aux sentiments qui les animent ; mais ce dont je suis convaincu, c'est que les moyens qu'ils proposent vont directement contre le but qu'ils veulent atteindre ; c'est que leur projet ne peut produire rien d'heureux, ni pour la religion, ni pour l'État. (Mouvement prolongé.) En effet, vous placez le clergé dans une situation aussi fausse qu'inefficace. Êtes-vous d'abord certain que vous aurez pour vous l'unanimité du corps ecclésiastique ? Ensuite, par la composition même du conseil supérieur, n'y a-t-il pas un danger permanent de désunion ? Un rapide examen des matières mêmes qui seront soumises au conseil supérieur, et des attributions qui leur seront conférées vous convaincra bientôt que mon assertion est appuyée sur des preuves certaines. Je vois bien ce que la religion pourra y perdre, mais je ne vois pas aussi clairement ce qu'elle pourra y gagner. Quelle position auront donc les évêques dans le conseil supérieur ? Ils y seront les défenseurs de la liberté des cultes ; ils y auront la direction religieuse de l'éducation ; ils seront, comme le dit M. de Riancey, les souverains sur les points dogmatiques, et, comme ajoute le rapporteur, ils seront les surveillants spéciaux de toutes les matières qui toucheront à des vérités dont ils sont les gardiens naturels.

« Ainsi, liberté des cultes et orthodoxie de l'enseignement religieux, tels sont les attributions et les soins que vous confiez aux évêques dans le conseil supérieur.

Un membre du consistoire central israélite, élu par ses collègues;
Trois conseillers d'État, élus par leurs collègues ;

« Quant à la liberté des cultes, elle consiste à laisser les enfants qui appartiennent aux différentes communions suivre la direction religieuse des ministres de leurs cultes respectifs. Mais cette liberté-là existe ! Qu'avez-vous besoin de la sauvegarder ?

« Pour ce qui est de l'enseignement de l'orthodoxie, de l'enseignement religieux proprement dit, c'est là une attribution qui appartient dans les écoles primaires au curé de la commune, et dans les colléges aux aumôniers, qui doivent obtenir l'agrément préalable de l'évêque diocésain, et qui doivent refuser aussitôt leur ministère, s'ils s'aperçoivent qu'on fasse d'un autre côté aux enfants une exposition erronée des dogmes religieux. Toutes ces précautions sont prises actuellement; toutes ces garanties sont données aujourd'hui. La dissidence qu'on ne peut rencontrer dans les membres du conseil supérieur n'est donc pas là. La difficulté est donc ailleurs. Si la commission et les orateurs l'ont dissimulée, c'est que peut-être ils ne savaient comment la résoudre.

« Il y a des matières appelées mixtes qui tiennent à-la-fois au domaine purement humain et au domaine religieux. J'ai nommé par cela même la philosophie et l'histoire. Admettez-vous que dans le conseil les évêques seront les arbitres supérieurs de cet enseignement, par cette raison que ces matières touchent à quelques-unes de ces vérités dont ils sont les gardiens naturels? Si les ministres des autres cultes demandent à exercer les mêmes droits, alors les catholiques protesteront d'un côté, les protestants de l'autre, les israélites à l'encontre des deux, et les rationalistes contre tous.

« Les catholiques seront la majorité, ou bien on arrivera à ce point que prévoyait M. l'évêque de Langres, à un point où il faudra que le clergé retire son concours devant une position inacceptable; et ainsi, au lieu d'arriver à une conciliation, on n'aura fait que ranimer une guerre d'autant plus vive qu'on aura eu d'abord plus de négociations, qu'on aura fondé plus d'espérances pour la paix. (Très-bien! très-bien!).....

« Croyez-moi, Messieurs, laissez les évêques à leurs fonctions sacrées, et ôtez ainsi tout prétexte à des périls nouveaux quand nous avons bien assez de ceux qui nous menacent de tous côtés. Ne donnez aucune raison d'être à la haine violente, et le vaste incendie que vous redoutez contre la religion s'éteindra de lui-même faute d'aliment.

« Il y eut aussi une époque où l'on voulut faire entrer le clergé dans l'enseignement officiel. Sous la Restauration, on fit aussi un appel au clergé. Un évêque, aussi éminent par ses vertus qu'illustre par ses talents, devint ministre de l'instruction publique, quelques ecclésiastiques occupèrent les premiers postes de l'Université On doit même reconnaître que, sans arriver à une fusion complète, l'élément laïque et l'élément ecclésiastique vécurent d'abord en assez bonne intelligence. Cependant, l'éducation du collége n'y gagna pas grand'chose : il y eut quelques modifications apparentes, mais il n'y eut rien de changé au fond, et je ne sache pas que la génération instruite alors ait beaucoup mieux valu que celles qui avaient été élevées dans la période antérieure ou qui le furent dans la période suivante. (Mouvement.)

« Bientôt même la guerre éclate; car le clergé ne saurait impunément, pas plus que tout autre corporation, toucher à la sphère politique. On l'accuse de marcher à l'envahissement des fonctions universitaires. Aujourd'hui, si vous donnez une part, je ne dirai pas du monopole, car le mot vous blesserait, mais une part du gouvernement de l'enseignement au clergé, ne craignez-vous pas que les vieilles haines ne se réveillent, et que la coalition que vous demandez ne produise les mêmes fruits que l'ancienne coalition officielle qui n'eut lieu qu'au détriment même du trône et de l'autel, et qui, je ne crains pas de le dire, ne contribua pas peu à précipiter le mouvement qui devait aboutir à la Révolution de Juillet? » (Agitation.)

L'orateur soutient ensuite qu'il y a parité dans les situations, et que

Trois membres de la cour de cassation élus par leurs collègues ;
Trois membres de l'Institut, élus en assemblée générale de l'Institut ;

---

ce qui était mauvais sous la Restauration, n'est pas meilleur aujourd'hui. Si le clergé entre dans l'Université, la situation qui lui sera faite ne tardera pas à être compromise, et la religion, loin de rien gagner à l'alliance qu'on lui propose, ne fera qu'y perdre ; on accusera le clergé d'avoir prêché la liberté quand il n'avait pas sa part, et de se taire quand cette part lui est faite par le monopole. (Agitation.)

« Il me semble, ajoute l'orateur, que mon langage n'est pas celui d'un homme qui se montre exclusif. Messieurs, la liberté d'enseignement, de toutes les libertés est celle qui me paraît la moins dangereuse, parce que, pour la tenir dans de justes limites, il y a un intermédiaire, l'amour paternel, le plus vigilant des modérateurs. En Belgique, en Angleterre, en Allemagne, il n'y a pas d'autre surveillance, et l'on ne se plaint pas, que je sache.

« Je ne vois pas en quoi la modification que je propose changerait beaucoup le projet qui vous est présenté. Ce projet signale un progrès considérable dans la situation qui avait été faite jusque-là à l Église ; je me plais à le reconnaître, je n'en persiste pas moins dans ma proposition maintenant.

« J'ai besoin, en finissant, de repousser un reproche qu'on m'adressera peut-être. On m'accusera de vouloir enlever à l'Église la position qu'on veut lui faire, on me reprochera de vouloir la maintenir loin du champ de bataille.

« Messieurs, l'Église ne reste ni neutre, ni indifférente dans les luttes sociales ; mais depuis dix-huit siècles elle descend dans ces grands combats avec ses armes. Si elle s'y présentait comme auxiliaire, si elle ne parlait plus qu'au nom de l'État, elle perdrait ce qui fait sa force et la fait si souvent triompher : elle ferait nombre, elle ne serait plus qu'un instrument, instrument dangereux pour celui qui s'en sert. (Sensation.) Voyez quel est son mode d'action : elle n'a point, comme l'État, des moyens de répression matérielle, c'est dans la sphère des esprits et des âmes qu'elle combat, qu'elle repousse les doctrines qui lui semblent dangereuses ; elle ne les combat pas, comme l'État, sur le terrain des faits et des intérêts matériels ; elle adresse au socialisme, par exemple, d'autres arguments, car elle s'efforce surtout de détruire ou du moins de désarmer les passions qui font leur danger (Sensation). Elle ne répond au tableau des douleurs et des misères de l'homme qu'en tournant son cœur vers le ciel, qu'en le relevant à ses propres yeux, en lui rappelant ses sublimes destinées. Mais pour que l'Église trouve le chemin des cœurs, il faut qu'elle parle au nom de Dieu et de l'éternité ; car elle ne peut parler au nom même de la société ; car ce sont là des intérêts temporels et politiques. (Exclamations. — Interruption.) Tout ce que la religion peut dire se trouve dans les paroles du Christ : « Cherchez le royaume de Dieu et de la justice ; tout bonheur vous sera donné par surcroît. » (Mouvement.) Messieurs, pour que la religion fasse le bien que vous attendez d'elle, donnez-lui la seule chose qu'elle demande, donnez-lui la liberté ; voilà ce qu'il lui faut ; elle ne veut ni des chaînes, ni des faveurs. C'est ainsi que la parole sera écoutée, c'est ainsi qu'elle pourra préparer cette grande réconciliation de tous les partis que nous appelons tous, et sans laquelle nous continuerons cette voie douloureuse, qui va d'une révolution à une autre révolution. Vous me pardonnerez cette digression, Messieurs. (Approbation à gauche.) J'ai parlé plus en prêtre qu'en représentant, parce que j'ai cru que c'était au cœur du prêtre qu'on s'adressait. Je vous soumets avec confiance mon amendement ; si vous l'adoptez, vous rendrez à la société et à l'Église un des services les plus signalés qu'elle puisse attendre de vous. » (Sensation. — Très-bien !)

M. de Vatimesnil a répondu à M. de Cazalès, et s'est appliqué à montrer

Huit membres nommés par le président de la République en conseil des ministres, et choisis parmi les anciens membres du conseil de l'Université, les inspecteurs généraux ou supérieurs, les

---

que ses appréhensions étaient exagérées. Selon l'illustre orateur, le clergé devra nécessairement peser dans le conseil, surtout alors qu'il s'agira de la direction morale et sociale. C'est pour cela qu'il y est appelé. Il ne reculera pas par peur de se compromettre, lorsqu'il s'agit d'intérêts aussi graves. D'ailleurs, il ne craint ni les haines ni les persécutions. A l'époque du concordat, s'il avait craint, les temples, a dit l'orateur, les temples seraient restés fermés, et nous aurions eu l'effrayant spectacle d'une grande nation sans culte. Mais non, c'est par son dévouement que l'Église aida à sauver l'Etat.

Nous ferons, d'ailleurs observer avec Mgr l'évêque de Langres, qu'en nommant au conseil supérieur quatre de leurs collègues, les évêques de France leur donnent leur confiance et non pas leurs pouvoirs; ils ne seront donc ni liés ni engagés par les décisions, en fait de doctrine, prononcées par leurs collègues préposés à l'enseignement public. (Cette explication se trouve dans un opuscule intitulé *la Vérité sur la Loi d'enseignement, par Mgr Parisis, évêque de Langres, membre de l'Assemblée législative*).

Plusieurs autres orateurs ont parlé contre l'immixtion du clergé dans le conseil supérieur, par des motifs bien différents de ceux de M. l'abbé Cazalès. M. Raspail, notamment, s'est livré à quelques excentricités contre les congrégations religieuses et les jésuites. Mais hâtons-nous de dire que ses paroles n'ont eu d'autre objet que d'exciter les rumeurs de l'Assemblée, et que le paragraphe en question a été adopté à une grande majorité.

On a demandé si en faisant nommer par leurs collègues les évêques, on n'abrogeait point implicitement l'art. 4 de la loi organique du concordat, qui interdit toute assemblée délibérante du clergé sans la permission expresse du Gouvernement. La Commission a déclaré à ce sujet, par l'organe de M. Beugnot, qu'elle n'avait point l'intention de soulever, à propos de la liberté de l'enseignement, une question qui se rapporte à un autre ordre d'idées et de droits, celle de savoir si le clergé catholique doit jouir, sous l'empire de nos nouvelles institutions, de la faculté de se réunir pour délibérer sur le maintien de ses dogmes et l'amélioration de sa discipline. Dans la pensée du Gouvernement et de la Commission, les archevêques et les évêques devaient procéder par lettres adressées au ministre de l'instruction publique à la nomination de leurs collègues.

Ce point vient au surplus d être réglé par le décret suivant, du 8 mai 1850, dont voici la teneur :

Règlement d'administration publique pour l'exécution de l'art 1er *de la loi du* 15 *mars* 1850, *sur l'enseignement.*

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes; vu l'art 1er et le troisième paragraphe de l'article 84 de la loi du 15 mars 1850; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Art. 1er. Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'élection de membres du conseil supérieur de l'instruction publique, le ministre informe les archevêques et évêques diocésains, les consistoires de l'église réformée et ceux de la confession d'Augsbourg, le consistoire central israélite, le conseil d'Etat, la Cour de cassation et l'institut national, du nombre de membres qu'ils ont à élire et de l'époque à laquelle doit se faire l'élection.

2. Le ministre envoie à chaque archevêque ou évêque un bulletin de vote et une enveloppe préparée à cet effet. L'archevêque ou évêque met sous l'enveloppe cachetée, sans signe extérieur, le bulletin exprimant son vote. La dépêche portant envoi de ce bulletin est adressée à ce ministre, mais elle n'est décachetée qu'en présence de la commission désignée dans l'article ci-après. Les bulletins envoyés postérieurement à l'époque indi-

recteurs et les professeurs des Facultés : ces huit membres forment une section permanente;

Trois membres de l'enseignement libre, nommés par le président de la République, sur la proposition du ministre de l'instruction publique.

Art. 2. Les membres de la section permanente sont nommés à vie.

Ils ne peuvent être révoqués que par le président de la République en conseil des ministres, sur la proposition du ministre de l'Instruction publique.

Ils reçoivent seuls un traitement.

Art. 3. Les autres membres du conseil sont nommés pour six ans.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

Art. 4. Le conseil supérieur tient au moins quatre sessions par an.

Le ministre peut le convoquer en session extraordinaire, toute les fois qu'il le juge convenable.

---

quée sont considérés comme non avenus. La commission, après avoir décacheté la dépêche, en extrait l'enveloppe contenant le bulletin, et le dépose immédiatement dans une urne.

3 Le dépouillement des votes est fait par une commission composée du ministre président et de deux archevêques ou évêques par lui désignés. Il peut être adjoint à la commission un secrétaire sans voix délibérative.

4. Les bulletins sont valables, bien qu'ils contiennent plus ou moins de noms qu'il n'y a de membres à élire. Lorsque le nombre des noms inscrits sur un bulletin est supérieur à celui des membres à élire, les derniers noms ne sont pas comptés dans la supputation des votes.

5. L'élection a lieu à la majorité relative des suffrages exprimés. En cas d'égalité de suffrages, la préférence se détermine entre les archevêques et évêques par le rang d'ancienneté, et par l'âge si le rang d'ancienneté est le même. Lorsqu'il y a plusieurs membres à élire, si l'un des élus déclare ne pas accepter, l'archevêque ou évêque qui a obtenu le plus de suffrages après eux est appelé au conseil supérieur.

6. L'assemblée des consistoires de l'église réformée et de la confession d'Augsbourg a lieu le même jour dans toute la France. Un intervalle de quinze jours au moins doit s'écouler entre l'avis donné par le ministre aux présidents des consistoires et le jour de la réunion. La convocation adressée au président de chaque consistoire est transmise immédiatement par lui à tous les membres du consistoire.

7. Les consistoires ne peuvent délibérer régulièrement que si au moins la moitié plus un des membres qui les composent sont présents. L'élection a lieu au scrutin secret; elle n'est valable qu'autant que le candidat réunit la majorité absolue des suffrages. Dans la huitaine, le président du consistoire adresse au ministre une expédition de la délibération.

8. Le dépouillement de ces délibérations est fait par une commission composée du ministre président et d'un pasteur de chacune des deux communions désigné par lui. Il peut être adjoint à la commission un secrétaire sans voix délibérative.

9. L'élection des membres du conseil supérieur a lieu à la majorité des suffrages exprimés. En cas d'égalité de suffrages, la préférence se détermine entre les pasteurs par le rang d'ancienneté, et par l'âge, si le rang d'ancienneté est le même.

10. Le consistoire central israélite ne peut procéder à l'élection qu'autant que la moitié plus un des membres qui le composent sont présents. L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages.

11. Le conseil d'Etat, la Cour de cassation et l'assemblée générale de

Art. 5. Le conseil supérieur peut être appelé à donner son avis sur les projets de lois, de règlements et de décrets relatifs à l'enseignement, et en général sur toutes les questions qui lui seront soumises par le ministre.

Il est nécessairement appelé à donner son avis :

Sur les règlements relatifs aux examens, aux concours et aux programmes d'études dans les écoles publiques, à la surveillance des écoles libres, et en général sur tous les arrêtés portant règlement pour les établissements d'instruction publique ;

Sur la création des facultés, lycées et colléges ;

Sur les secours et encouragements à accorder aux établissements libres d'instruction secondaire ;

Sur les livres qui peuvent être introduits dans les écoles publiques, et sur ceux qui doivent être défendus dans les écoles libres, comme contraires à la morale. à la constitution, et aux lois.

Il prononce en dernier ressort sur les jugements rendus par les conseils académiques dans les cas déterminés par l'art. 14.

Le conseil présente chaque année au ministre un rapport sur l'état général de l'enseignement, sur les abus qui pourraient s'introduire dans les établissements d'instruction, et sur les moyens d'y remédier (1).

---

l'Institut procèdent à la nomination des membres dont l'élection leur est attribuée conformément à leurs règlements ou usages intérieurs.

12. Les procès-verbaux des commissions désignées dans les art. 3 et 8, et ceux des élections faites par le conseil-d'Etat, la Cour de cassation, l'Institut et le consistoire central israélite, sont communiqués par le ministre au conseil supérieur lors de sa première réunion.

(1) L'art. 5 détermine d'une manière précise la position du conseil supérieur. Sauf sa juridiction disciplinaire, ce conseil ne donne que des avis ; et ces avis, rien n'impose au ministre l'obligation de les suivre.

Un orateur de la gauche, M. Jules Favre, a combattu vivement l'attribution du conseil en ce qui concerne l'avis qu'il est appelé à donner sur les règlements relatifs aux examens, au concours, aux programmes d'études dans les écoles publiques, sur l'autorisation ou l'interdiction des livres dans les écoles publiques ou libres. Il a soutenu que, lorsqu'il s'agirait du règlement des programmes d'études et des livres admis dans les établissements de l'Etat, des divergences se produiront nécessairement dans le sein du conseil. Selon lui, il est impossible que les divers membres qui le composent s'entendent sur la morale, sur l'histoire et sur la philosophie qui touchent par tant de points aux questions de dogme et de controverse. Alors la guerre est imminente, car la minorité ne voudra pas subir la loi de la majorité sans protester, et l'union dont on a espéré de si heureux résultats n'aura été que l'occasion du renouvellement d'hostilités implacables. Que feront les membres du clergé dans ces circonstances, et si surtout il arrive que la majorité s'arrête à des décisions contraires à leur foi religieuse?

Mgr l'évêque de Langres a répondu en ces termes au préopinant :

« Je répondrai en quelques mots au discours de M. Jules Favre, en ce qui concerne l'art. 5 ; car ce discours reproduit et résume les plus importantes objections qu'on a présentées contre cet article. Vous avez décidé qu'il y aurait un conseil supérieur pour diriger l'instruction publique en France ; vous avez décidé que quatre évêques catholiques y seraient appelés : vous vous occupez maintenant de ses attributions, et comme ces attributions

Art. 6. La section permanente est chargée de l'examen prépara-

---

vont jusqu'aux doctrines, je ne parle pas des sciences humaines, mais des doctrines religieuses. (Ecoutez !)

« Je vais parler avec une bien grande franchise, car il ne faut pas d'équivoque dans une matière aussi importante, et les évêques ne viendraient pas, et leurs collègues ne les y enverraient pas si les limites de leurs pouvoirs n'étaient pas bien précisément admises et reconnues (Mouvement,)

« Messieurs, en consentant pour ma très-faible part à l'introduction des évêques dans le conseil supérieur, jamais je n'ai pensé qu'il fût question de faire transiger et pactiser leurs pures et inflexibles doctrines avec ce qu'ils regardent comme des erreurs. (Mouvement prolongé.)

« Ce serait là une apostasie devant Dieu, ce serait un déshonneur devant les hommes, et jamais le clergé, quelque chose qu'il arrive, ne consentirait à un tel manquement à ses devoirs. (Approbation.)

« Je désavoue toute transaction entendue de cette sorte. Je repousse avec indignation cette interprétation de notre bonne volonté (Très-bien!) Si l'alliance de la religion avec la philosophie dont nous a parlé M. Thiers était telle, je me séparerais hautement de lui, et je n'aurais pour elle qu'un vote de rejet. (Très-bien !) Mais j'ai compris que les évêques entraient dans le conseil pour le maintien des doctrines et de l'enseignement, dont il ne leur est pas permis de changer un *iota*, parce qu'ils les considèrent comme dépôt sacré, parce qu'ils savent qu'ils en rendront compte un jour. *depositum custodi!*

« Messieurs, j'ai cru en outre que les persécutions religieuses n'étaient plus possibles de notre temps et dans notre pays ; j'ai cru que quand les évêques déclareraient que tel ou tel livre porte atteinte à leurs croyances, on ne pourrait pas, on ne voudrait pas violenter leur conscience ; à ce sujet j'ai pensé plus que cela. J'ai pensé que les hommes sérieux qui ont étudié leur temps avaient acquis cette conviction que quand quatre évêques seraient réunis, ils auraient d'autres pensées que celle de gêner les croyances des autres et de persécuter qui que ce soit.

« Je pensais que l'état n'enseignerait pas une croyance religieuse puisqu'il n'en a pas, qu'il laisserait enseigner ceux qui en ont, et que les croyances seraient spécialement placés sous la garantie, sous la sauvegarde des ministres qui président à ces différents cultes. Voilà dans quelles conditions j'ai promis mon vote à la loi. Telles ont été, telles sont encore mes espérances ; si ces espérances ne devaient pas se réaliser, la position des évêques dans le conseil supérieur ne serait pas seulement dangereuse, elle serait inacceptable ; il vaudrait mille fois mieux accepter l'amendement de M. Cazalès, ou repousser la loi ; car, je le répète, en dehors de ces conditions, les évêques ne viendraient pas où leurs collègues ne les enverraient pas. (Mouvement.) Mais, je le répète, je ne crois pas aux persécutions religieuses, et c'en serait une si la partie secrète de la loi était de tromper l'Eglise pour arriver à la maîtriser plus tard. (Mouvement nouveau.) Nous nous sommes ralliés à la loi, car il fallait protéger avant tout la liberté de conscience et assurer au père de famille la libre disposition de son enfant. Je ne dirai pas qu'il n'y a pas de danger dans le système qu'on vous propose. (Bruit.) Je ne retirerai pas mes réserves ; je les maintiens, au contraire. (Sensation.) Il n'y a rien qui n'ait son danger ; mais je persiste à croire qu'il y a possibilité de faire un certain bien avec cette combinaison.

« M. Jules Favre a contesté à l'Eglise la condescendance jusqu'aux dernières limites ; je lui dirai que depuis soixante ans l'Eglise n'a versé le sang de personne, et que ses ministres sont tombés sous le fer de l'anarchie. (Sensation.) Par suite de cette condescendance, peut-être excessive, l'Eglise a été trompée plus d'une fois ; mais elle n'a jamais trompé personne. (Très-bien !) S'il arrivait qu'un jour, au sujet de cette loi, elle fût encore trompée, eh bien ! elle se retirerait sans se plaindre, sans récriminer, et laissant à Dieu et au pays le soin de juger de quel côté auraient été la loyauté, le dévouement au bien et à l'amour du pays. » (Très-bien !)

toire des questions qui se rapportent à la police, à la comptabilité et à l'administration des écoles publiques.

Elle donne son avis, toutes les fois qu'il lui est demandé par le ministre, sur les questions relatives aux droits et à l'avancement des membres du corps enseignant (1).

Elle présente annuellement au conseil un rapport sur l'état de l'enseignement dans les écoles publiques.

CHAPITRE II.

Des conseils académiques.

Art. 7. Il sera établi une académie dans chaque département (2).

Art. 8. Chaque académie est administrée par un recteur, assisté, si le ministre le juge nécessaire, d'un ou de plusieurs inspecteurs, et par un conseil académique (3).

Art. 9. Les recteurs ne sont pas choisis exclusivement parmi les membres de l'enseignement public.

Il doivent avoir le grade de licencié, ou dix années d'exercice comme inspecteurs d'académie, proviseurs, censeurs, chefs ou professeurs des classes supérieures dans un établissement public ou libre (4).

Art. 10. Le conseil académique est composé ainsi qu'il suit :

Le recteur, président ;

---

(1) Ce paragraphe n'existait point dans le projet de la commission, mais sur la demande de M. le ministre de l'instruction publique (M. de Parieu), il a été adopté par l'Assemblée. Il figurait d'ailleurs dans le projet du conseil d'Etat.

(2) Le décret du 17 mars 1808, créateur de l'Université, avait décidé qu'il y aurait autant d'académies que de cours d'appel. Le nombre des académies était donc, il y a peu de temps encore, de vingt-sept. Il fut réduit à vingt par arrêté du chef du pouvoir exécutif, en date du 7 septembre 1848. Les siéges en étaient à Paris, Aix, Angers, Besançon, Bordeaux, Bourges, Caen, Cahors, Dijon, Douai, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nancy, Poitiers, Reims, Rennes, Strasbourg, Toulouse et Alger. La loi actuelle élève ce nombre à quatre-vingt-six, ou, pour parler avec plus d'exactitude, elle a accordé à chaque département une institution spéciale, chargée de veiller sur les intérêts et les besoins de l'enseignement.

(3) Les inspecteurs d'académie sont actuellement au nombre de quarante-cinq, dont sept à Paris, trente-six dans les départements et deux à Alger.

(4) Le dernier paragraphe de cet article n'était point dans le projet de la commission et du gouvernement ; il a été ajouté sur un amendement de M. Barthélemy Saint-Hilaire.

Le titre de licencié dont chaque recteur doit être pourvu, à défaut de dix années d'exercice dans l'enseignement supérieur, ne s'entend pas seulement ici des licenciés ès lettres ou ès sciences, mais encore des licenciés en droit ou en théologie. Il est évident que les docteurs en medecine jouissent de la même prérogative que les licenciés.

Les aumôniers des lycées et des colléges, étant assimilés aux professeurs de premier ordre par l'ordonnance du 15 juillet 1831, sont, après dix années d'exercice, dans le cas prévu par cet article, et peuvent par conséquent être promus au rectorat.

Un inspecteur d'académie, un fonctionnaire de l'enseignement ou un inspecteur des écoles primaires désigné par le ministre ;

Le préfet ou son délégué ;

L'évêque ou son délégué (1) ;

Un ecclésiastique désigné par l'évêque ;

Un ministre de l'une des deux Eglises protestantes, désigné par le ministre de l'instruction publique, dans les départements où il existe une Eglise légalement établie (2) ;

Un délégué du consistoire israélite dans chacun des départements où il existe un consistoire légalement établi (3) ;

Le procureur général près la cour d'appel, dans les villes où siége une cour d'appel, et, dans les autres, le procureur de la République près le tribunal de première instance ;

Un membre de la cour d'appel, élu par elle, ou, à défaut de cour d'appel, un membre du tribunal de première instance, élu par le tribunal ;

Quatre membres élus par le conseil général, dont deux au moins pris dans son sein.

Les doyens des facultés seront, en outre, appelés dans le conseil académique, avec voix délibérative, pour les affaires intéressant leurs Facultés respectives.

La présence de la moitié plus un des membres est nécessaire pour la validité des délibérations du conseil académique.

Art. 11. Pour le département de la Seine, le conseil académique est composé comme il suit :

Le recteur, président ;

Le préfet ;

L'archevêque de Paris ou son délégué ;

Trois ecclésiastiques désignés par l'archevêque ;

Un ministre de l'Eglise réformée, élu par le consistoire ;

---

(1) Dans les départements qui forment deux diocèses, comme la Marne et les Bouches-du-Rhône, les deux évêques seront membres du conseil ou s'y feront remplacer par leurs délégués ; mais, d'après les explications données par le ministre, il n'y aura pas lieu d'appeler dans le conseil l'ecclésiastique dont la présence est ordonnée par le paragraphe suivant.

(2) Les protestants réformés, ou calvinistes, ont des consistoires dans cinquante-cinq départements : les protestants de la Confession d'Augsbourg dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Haute-Saône seulement.—Le consistoire de chaque église protestante est composé des pasteurs ou des pasteurs desservant cette église et d'anciens ou notables laïques choisis parmi les citoyens les plus imposés au rôle des contributions. Le nombre de ces notables ne peut être au-dessous de six ni au-dessus de douze. Les anciens doivent être renouvelés tous les deux ans par moitié, par la voie de l'élection.

(3) Les départements où les Israélites ont des consistoires légalement établis sont : le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, la Moselle, la Meurthe, la Gironde, les Bouches-du Rhône, les Landes, et le département de la Seine, siége du consistoire central.

Un ministre de l'Eglise de la confession d'Augsbourg, élu par le consistoire;

Un membre du consistoire israélite, élu par le consistoire;

Trois inspecteurs d'Académie, désignés par le ministre;

Un inspecteur des écoles primaires, désigné par le ministre;

Le procureur général près la cour d'appel, ou un membre du parquet désigné par lui;

Un membre de la cour d'appel, élu par la cour;

Un membre du tribunal de première instance, élu par le tribunal;

Quatre membres du conseil municipal de Paris, et deux membres du conseil général de la Seine, pris parmi ceux des arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis, tous élus par le conseil général;

Le secrétaire général de la préfecture du département de la Seine.

Les doyens des facultés seront en outre appelés dans le conseil académique, avec voix délibérative, pour les affaires intéressant leurs Facultés respectives.

Art. 12. Les membres des conseils académiques dont la nomination est faite par élection sont élus pour trois ans et indéfiniment rééligibles.

Art. 13. Les départements fourniront un local pour le service de l'administration académique.

Art. 14. Le conseil académique donne son avis :

Sur l'état des différentes écoles établies dans le département;

Sur les réformes à introduire dans l'enseignement, la discipline et l'administration des écoles publiques;

Sur les budgets et les comptes administratifs des lycées, colléges et écoles normales primaires;

Sur les secours et encouragements à accorder aux écoles primaires.

Il instruit les affaires disciplinaires relatives aux membres de l'enseignement public secondaire ou supérieur, qui lui sont renvoyées par le ministre ou le recteur.

Il prononce, sauf recours au conseil supérieur, sur les affaires contentieuses relatives à l'obtention des grades, au concours devant les Facultés, à l'ouverture des écoles libres, aux droits des maîtres particuliers et à l'exercice du droit d'enseigner; sur les poursuites dirigées contre les membres de l'instruction secondaire publique et tendantes à la révocation, avec interdiction d'exercer la profession d'instituteur libre, de chef ou professeur d'établissement libre; et, dans les cas déterminés par la présente loi, sur les affaires disciplinaires relatives aux instituteurs primaires, publics ou libres (1).

---

(1) On avait proposé d'insérer dans la loi que les débats devant les conseils académiques fussent publics. Mais cet amendement a été rejeté sur

Art. 15. Le conseil académique est nécessairement consulté sur les règlements relatifs au régime intérieur des lycées, colléges et écoles normales primaires, et sur les règlements relatifs aux écoles publiques primaires.

Il fixe le taux de la rétribution scolaire, sur l'avis des conseils municipaux et des délégués cantonaux.

Il détermine les cas où les communes peuvent, à raison des circonstances, et provisoirement, établir ou conserver des écoles primaires dans lesquelles seront admis des enfants de l'un et de l'autre sexe, ou des enfants appartenant aux différents cultes reconnus

Il donne son avis au recteur sur les récompenses à accorder aux instituteurs primaires.

Le recteur fait les propositions au ministre, et distribue les récompenses accordées.

Art. 16. Le conseil académique présente chaque année au ministre et au conseil général un exposé de la situation de l'enseignement dans le département.

Les rapports du conseil académique sont envoyés par le recteur au ministre, qui les communique au conseil supérieur.

CHAPITRE III.

Des écoles et de l'inspection.

SECTION 1re.

Des écoles.

Art. 17. La loi reconnaît deux espèces d'écoles primaires ou secondaires :

1° Les écoles fondées ou entretenues par les communes, les départements ou l'État, et qui prennent le nom *d'écoles publiques;*

2° les écoles fondées et entretenues par des particuliers ou des associations, et qui prennent le nom d'*écoles libres.*

SECTION II.

De l'inspection.

Art. 18. L'inspection des établissements d'instruction publique ou libre est exercée,

1° par les inspecteurs généraux et supérieurs ;

2° par les recteurs et les inspecteurs d'académie;

3° Par les inspecteurs de l'enseignement primaire;

4° par les délégués cantonaux, le maire et le curé, le pasteur ou le délégué du consistoire israélite, en ce qui concerne l'enseignement primaire.

---

la demande de la commission, parce que les affaires de ce genre, ou au moins les affaires disciplinaires ne se jugent jamais publiquement (V. pour l'ensemble de la juridiction disciplinaire créée par la nouvelle loi, les art. 5, 30, 33, 50, 53, 57, 67, 68 et 76.)

Les ministres des différents cultes n'inspecteront que les écoles spéciales à leur culte ou les écoles mixtes pour leurs coreligionnaires seulement (1).

Le recteur pourra, en cas d'empêchement, déléguer temporairement l'inspection à un membre du conseil académique .

Art. 19. Les inspecteurs d'académie sont choisis par le ministre parmi les anciens inspecteurs, les professeurs des facultés, les proviseurs et censeurs des lycées, les principaux des colléges, les chefs d'établissements secondaires libres, les professeurs des classes supérieures dans ces diverses catégories d'établissements, les agrégés des facultés et lycées, et les inspecteurs des écoles primaires, sous la condition commune à tous du grade de licencié ou de dix ans d'exercice.

Les inspecteurs généraux et supérieurs sont choisis par le ministre, soit dans les catégories ci-dessus indiquées, soit parmi les anciens inspecteurs généraux ou inspecteurs supérieurs de l'instruction primaire, les recteurs et inspecteurs d'académie, ou parmi les membres de l'Institut.

Le ministre ne fait aucune nomination d'inspecteur général sans avoir pris l'avis du conseil supérieur.

Art. 20. L'inspection de l'enseignement primaire est spécialement confiée à deux inspecteurs supérieurs.

Il y en a outre, dans chaque arrondissement, un inspecteur de l'enseignement primaire choisi par le ministre, après avis du conseil académique.

Néanmoins, sur l'avis du conseil académique, deux arrondissements pourront être réunis pour l'inspection.

Un règlement déterminera le classement, les frais de tournée, l'avancement et les attributions des inspecteurs de l'enseignement primaire.

Art. 21. L'inspection des écoles publiques s'exerce conformément aux règlements délibérés par le conseil supérieur.

Celle des écoles libres porte sur la moralité, l'hygiène et la salubrité.

Elle ne peut porter sur l'enseignement que pour vérifier s'il n'est pas contraire à la morale, à la constitution et aux lois (2).

---

(1) Ce paragraphe n'existait ni dans le projet de M de Falloux, ni dans celui de la commission, ni dans celui du conseil d'Etat. C'est sur la demande de M. le pasteur Coquerel qu'il a été ajouté dans la loi.

Dans les villes où il existe plusieurs paroisses, chaque curé ou desservant aura la surveillance des écoles situées dans sa circonscription. (Voy. les art. 20, 21 et 22.)

(2) Ce paragraphe, qui est emprunté au projet de loi du conseil d'Etat, ne figurait point dans le projet de la commission. Il a été adopté sur la demande du ministre. Plusieurs orateurs, entre autres M. le pasteur Coquerel, ont demandé que l'inspection des écoles libres fût exercée sur les matières de l'enseignement, mais cette disposition a été rejetée. Voici com-

Art. 22. Tout chef d'établissement primaire ou secondaire qui refusera de se soumettre à la surveillance de l'Etat, telle qu'elle est prescrite par l'article précédent, sera traduit devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement, et condamné à une amende de cent francs à mille francs (1.)

En cas de récidive, l'amende sera de cinq cents francs à trois mille francs. Si le refus de se soumettre à la surveillance de l'Etat a donné lieu à deux condamnations dans l'année, la fermeture de l'établissement pourra être ordonnée par le jugement qui prononcera la seconde condamnation.

Le procès-verbal des inspecteurs constatant le refus du chef d'établissement fera foi jusqu'à inscription de faux.

TITRE II.

De l'enseignement primaire (2).

CHAPITRE Ier.

Dispositions générales.

Art. 23. L'enseignement primaire comprend :

---

ment M. Fresneau s'est expliqué sur cette question au nom de la commission :

« Je m'explique sans peine la préoccupation du préopinant ; il peut se croire le représentant d'un principe. Je conçois qu'il s'inquiète de la liberté religieuse à l'égard du point de vue catholique. Le clergé, j'en suis sûr, ne craint pas la lumière, mais il faut savoir ce que sera l'inspection. Il peut se trouver des inspecteurs bienveillants, mais il peut se trouver des inspecteurs d'une opinion peu bienveillante, des inspecteurs d'une communion différente de celle du clergé. C'est pour garantir les établissements libres dans leur liberté que nous avions voulu que les choix du ministre à l'égard des inspecteurs fussent circonscrits dans la présentation faite par le conseil supérieur représentant tous les intérêts généraux.

« Si l'on a demandé la liberté d'enseignement, ce n'était pas seulement pour pouvoir enseigner, mais surtout pour que les pères de famille pussent faire enseigner leurs enfants par les nouvelles méthodes, et sans que les inspec eurs patentés vinssent se faire juges de ces méthodes qui n'entrèrent pas dans leurs habitudes.

« Il est donc indispensable que la surveillance de l'Etat soit limitée à ce que l'Etat a besoin de connaître. Que l'éducation soit morale et propre à faire des citoyens, voilà tout ce qu'il importe à l'Etat de connaître. La question des méthodes est-elle une question de salut public ? Est-on donc obligé de mettre huit ans pour enseigner le latin et le grec ? Le perfectionnement des méthodes est intéressé à ce que la surveillance soit limitée.

« On ajoute que la surveillance de la morale entraîne celle de l'enseignement. C'est une pure susceptibilité. Nous n'interdisons pas absolument l'inspection de l'enseignement ; les règlements du conseil supérieur pourvoiront à les administrer. Du reste, l'enseignement de l'histoire et des autres sciences se bornera aux faits, et n'engagera aucune controverse. Nous avons voulu surtout poser une différence essentielle entre l'inspection de l'enseignement libre et celle de l'enseignement de l'Etat.» (Voy. *la Vérité sur la loi de l'enseignement par Mgr Parisis.*)

(1) Cette disposition concerne les directrices de pensionnats de jeunes personnes, et les autres institutrices qui, dans le système de la nouvelle loi, sont assimilées aux instituteurs.

(2) « Des diverses branches de l'enseignement, a dit M. Beugnot, dans

L'instruction morale et religieuse;
La lecture;
L'écriture;
Les éléments de la langue française;
Le calcul et le système légal des poids et mesures (1).
Il peut comprendre, en outre :
L'arithmétique appliquée aux opérations pratiques;
Les éléments de l'histoire et de la géographie;
Des notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle, applicables aux usages de la vie;
Des instructions élémentaires sur l'agriculture, l'industrie et l'hygiène;
L'arpentage, le nivellement, le dessin linéaire;
Le chant et la gymnastique.

Art. 24. L'enseignement primaire est donné gratuitement à tous les enfants dont les familles sont hors d'état de le payer (2).

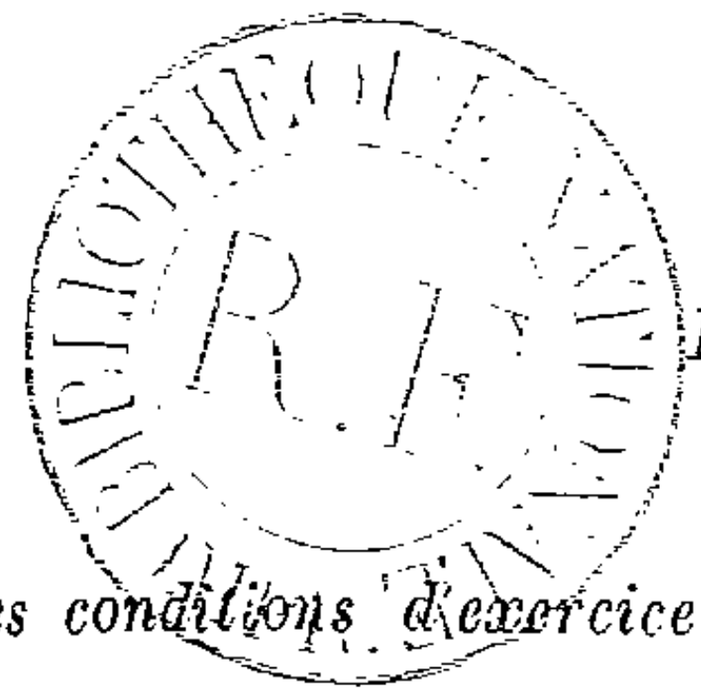
---

son rapport, il n'en est pas qui doive inspirer un intérêt plus sincère mais plus réfléchi que l'enseignement primaire. Destiné à la portion de la société la plus nombreuse et la moins favorisée, à celle qu'il importe également d'arracher à l'ignorance et de ne pas exposer aux excitations d'une fausse science, si cet enseignement ne s'inspire constamment aux sources de la religion et de la morale, s'il instruit sans améliorer, on pourra calculer sur ses progrès le mal profond et de longtemps irrémédiable qu'il aura causé. Aucun état, quels que fussent la nature et la forme de ses institutions et l'état de sa civilisation, ne pourrait résister à l'action prolongée et puissante d'un enseignement populaire qui serait irréligieux et corrupteur.

« La Restauration et le gouvernement de Juillet ont accordé, par des moyens différents, de grands encouragements à l'instruction primaire, et l'on demandera peut-être pourquoi le projet de loi revient sur une matière que la loi du 28 juin 1833 rendue en exécution de la charte constitutionnelle de 1830, qui proclamait comme la constitution de 1848 la liberté d'enseignement, semblait avoir réglée d'une manière définitive. Nous répondrons que si le législateur de 1833 se proposait pour but unique d'augmenter le nombre des écoles primaires et des enfants qui les fréquentent, il a certainement réussi; mais que s'il entrait dans sa pensée de rendre, en outre, meilleure, plus efficace, plus morale, mieux appropriée aux besoins réels de la classe populaire, l'instruction donnée dans ces écoles; d'assurer des soins paternels au cœur et à l'intelligence naissante des enfants, afin que l'enseignement devînt pour les classes laborieuses un principe d'ordre, d'amélioration véritable et de bonheur, il est permis de douter que son succès eût été aussi complet, et l'on se demande avec une inquiétude croissante, comme l'a dit si bien l'auteur du projet de loi (M. de Fallaux), s'il n'eût pas mieux valu n'ouvrir d'écoles qu'avec la certitude de n'avoir pas plus tard à les fermer.» (*Rapport de M. Beugnot sur le projet de loi de l'enseignement.*)

(1) Le programme de l'enseignement primaire obligatoire est le même que celui de l'enseignement élémentaire consacré par la loi de 1833. (Voy. l'art. 1er de cette loi.)

(2) C'est sur cet article qu'a été agitée la question de savoir si l'instruction serait gratuite et obligatoire. Plusieurs représentants, entre autres MM. Benoit Greppo, Fayolle, se sont prononcés pour l'affirmative, en demandant qu'il fût établi une pénalité contre les pères de famille qui n'enverraient point leurs enfants à l'école. Mais M. de Vatimesnil s'est élevé contre ces



CHAPITRE II.

Des instituteurs.

SECTION 1re.

Des conditions d'exercice de la profession d'instituteur primaire public ou libre.

Art. 25. Tout Français, âgé de vingt et un ans accomplis peut exercer dans toute la France la profession d'instituteur primaire, public ou libre, s'il est muni d'un brevet de capacité (1).

Le brevet de capacité peut être suppléé par le certificat de stage dont il est parlé à l'art. 47, par le diplôme de bachelier, par un certificat constatant qu'on a été admis dans une des écoles spéciales de l'Etat, ou par le titre de ministre, non interdit ni révoqué, de l'un des cultes reconnus par l'Etat.

Art. 26. Sont incapables de tenir une école publique ou libre, ou d'y être employés, des individus qui ont subi une condamnation pour crime ou pour un délit contraire à la probité ou aux mœurs, les individus privés par jugement de tout ou partie des droits mentionnés en l'art. 42 du Code pénal (2), et ceux qui ont été interdits en vertu des art. 30 et 33 de la présente loi.

---

amendements destructifs du principe de la liberté de l'enseignement, et ils ont été rejetés à une grande majorité. (Voy. l'art. 36 ci-après.)

(1) D'après l'art. 4 de la loi du 28 juin 1833, il suffisait d'être âgé de dix-huit ans accomplis pour pouvoir diriger un établissement d'instruction primaire. Suivant le même article, il fallait que l'instituteur, outre le brevet de capacité, produisît un certificat de moralité délivré par le maire de la commune où il avait résidé depuis trois ans. Cette disposition a disparu de la nouvelle loi. Ce certificat de moralité est remplacé par la faculté donnée au recteur de former opposition, soit d'office, soit sur la plainte du procureur de la république, à l'ouverture de l'école, dans l'intérêt des mœurs publiques.

Il était d'ailleurs urgent de corriger la loi de 1833, sous ce rapport, car la Cour de cassation venait de déclarer qu'un instituteur communal destitué par le comité d'arrondissement pouvait, au moyen du certificat de moralité, qu'il avait précédemment obtenu, ouvrir une école libre. (*Rapport de M. Beugnot* ; voy. les art. 26, 27, 28, 29 et 30.)

La loi ne pouvant avoir d'effet rétroactif, il est entendu que les instituteurs en exercice qui n'ont point encore atteint leur vingt-unième année conservent leurs droits acquis.

(2) Cet article est ainsi conçu : « Les tribunaux jugeant correctionnelle « ment pourront, dans certains cas, interdire en tout ou en partie l'exercice « des droits civiques, civils et de famille suivants : 1° de vote et d'élection ; « 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres « fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer « ces fonctions ou emplois ; 4° du port d'armes ; 5° de vote et de suffrage « dans les délibérations de famille ; 6° d'être tuteur, curateur, si ce n'est « de ses enfants, et sur l'avis seulement de la famille ; 7° d'être expert ou « employé comme témoin dans les actes ; 8° de témoignage en justice, au- « trement que pour y faire de simples déclarations. »

SECTION II.

Des conditions spéciales aux instituteurs libres.

Art. 27. Tout instituteur qui veut ouvrir une école libre doit préalablement déclarer son intention au maire de la commune où il veut s'établir, lui désigner le local, et lui donner l'indication des lieux où il a résidé et des professions qu'il a exercées pendant les dix années précédentes.

Cette déclaration doit être, en outre, adressée par le postulant au recteur de l'académie, au procureur de la République et au sous-préfet.

Elle demeurera affichée, par les soins du maire, à la porte de la mairie pendant un mois (1).

Art. 28. Le recteur, soit d'office, soit sur la plainte du procureur de la République ou du sous-préfet, peut former opposition à l'ouverture de l'école, dans l'intérêt des mœurs publiques, dans le mois qui suit la déclaration à lui faite.

Cette opposition est jugée dans un bref délai, contradictoirement et sans recours, par le conseil académique.

Si le maire refuse d'approuver le local, il est statué à cet égard par ce conseil.

A défaut d'opposition, l'école peut être ouverte à l'expiration du mois, sans autre formalité.

Art. 29. Quiconque aura ouvert ou dirigé une école en contravention aux art. 25, 26 et 27, ou avant l'expiration du délai fixé par le dernier paragraphe de l'art. 28, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de cinquante francs à cinq cents francs (2).

L'école sera fermée.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois, et à une amende de cent francs à mille francs.

La même peine de six jours à un mois d'emprisonnement et de cent francs à mille francs d'amende sera prononcée contre celui qui, dans le cas d'opposition formée à l'ouverture de son école, l'aura néanmoins ouverte avant qu'il ait été statué sur cette opposition, ou

---

(1) Un curé, ou un vicaire en exercice, peut-il établir dans sa paroisse une école primaire libre ? Cela est incontestable, s'il y a été autorisé par ses supérieurs et s'il a d'ailleurs le soin de se conformer aux prescriptions du présent article. (Voy. l'art. 66.)

(2) Aux termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 1er juin 1827, on ouvre ou dirige une école toutes les fois que l'on réunit dans le même local des enfants qui n'appartiennent pas à la même famille pour les instruire.

L'ouverture d'une école, en contravention aux dispositions de la loi du 28 juin 1833, était punie par l'art. 6 de cette loi, qui prononçait une amende de 50 à 200 fr., et, en cas de récidive, un emprisonnement de quinze à trente jours, et une amende de 100 à 600 francs. (Voy. l'art. 80 ci-après et la note.)

bien au mépris de la décision du conseil académique qui aurait accueilli l'opposition.

Ne seront pas considérées comme tenant école, les personnes qui, dans un but purement charitable, et sans exercer la profession d'instituteur, enseigneront à lire et à écrire aux enfants, avec l'autorisation du délégué cantonal (1).

Néanmoins, cette autorisation pourra être retirée par le conseil académique.

Art. 30. Tout instituteur libre, sur la plainte du recteur, ou du procureur de la République, pourra être traduit, pour cause de faute grave dans l'exercice de ses fonctions, d'inconduite ou d'immoralité, devant le conseil académique du département, et être censuré, suspendu pour un temps qui ne pourra excéder six mois, ou interdit de l'exercice de sa profession dans la commune où il exerce (2).

Le conseil académique peut même le frapper d'une interdiction absolue. Il y aura lieu à appel devant le conseil supérieur de l'instruction publique.

Cet appel devra être interjeté dans le délai de dix jours, à compter de la notification de la décision, et ne sera pas suspensif.

SECTION III.

Des instituteurs communaux.

Art. 31. Les instituteurs communaux sont nommés par le conseil municipal de chaque commune, et choisis soit sur une liste d'admissibilité et d'avancement dressée par le conseil académique du département, soit sur la présentation qui est faite par les supérieurs pour les membres des associations religieuses vouées à l'enseignement et autorisées par la loi ou reconnues comme établissements d'utilité publique (3).

---

(1) Ce paragraphe qui consacre pour les personnes charitables la faculté d'enseigner à lire et à écrire n'existait point dans le projet du gouvernement. La commission, en le proposant, n'avait pas cru devoir soumettre l'exercice de cette faculté à l'autorisation du délégué cantonal, et c'est sur la demande du ministre que la nécessité de cette autorisation a été inscrite dans la loi.

(2) Il n'en était pas ainsi sous l'empire de la loi de 1833 d'après laquelle, art. 7, l'instituteur privé était justiciable du tribunal civil de l'arrondissement, jugeant en chambre du conseil. L'instituteur avait toutefois le droit d'appeler devant la cour. La seule peine qui pouvait être prononcée contre lui était l'interdiction de sa profession à temps ou à toujours, et les seuls motifs écrits dans la loi étaient l'immoralité et l'inconduite.

(3) D'après l'art. 21 de la loi du 28 juin 1833, la nomination des instituteurs communaux se fait ainsi : le conseil municipal, après avoir pris l'avis du comité communal, présente un candidat au comité d'arrondissement qui nomme, et le ministre institue. Dans le nouveau système, le conseil académique et les congrégations proposent, et le conseil municipal choisit.

La commission avait proposé de conférer au conseil académique du dé-

Les consistoires jouissent du droit de présentation pour les instituteurs appartenant aux cultes non catholiques.

Si le conseil municipal avait fait un choix non conforme à la loi, ou n'en avait fait aucun, il sera pourvu à la nomination par le conseil académique, un mois après la mise en demeure adressée au maire par le recteur.

L'institution est donnée par le ministre de l'instruction publique.

Art. 32. Il est interdit aux instituteurs communaux d'exercer aucune fonction administrative sans l'autorisation du conseil académique (1).

---

partement la nomination exclusive des instituteurs communaux. Elle avait aussi introduit cette disposition par laquelle le même conseil pouvait changer les instituteurs de résidence. C'était détruire le privilége de l'inamovilité dont ces fonctionnaires avaient joui jusqu'à ce jour. Le système de la commission, comme on le voit, n'a point été adopté par l'Assemblée législative quant à la nomination et au déplacement des instituteurs, mais elle n'a point non plus consacré d'une manière formelle, en leur faveur, le principe d'une inamovilité absolue, puisque l'art. 33 de la loi donne au recteur seul le droit de prononcer leur suspension et même leur révocation. (Voyez l'art. 34).

Les congrégations religieuses qui sont vouées à l'enseignement, en France, sont assez nombreuses. Voici la désignation de celles qui sont reconnues par la loi ou par des ordonnances royales :

Les Frères de la Doctrine chrétienne, pour toute la France, dont la société est établie à Paris, rue Plumet;—*La société des Frères Saint-Antoine*, pour toute la France, dont le siége est aussi à Paris, rue des Fossés Saint-Victor;—*Les Frères de la Doctrine chrétienne du diocèse de Strasbourg*, pour les départements du Haut et du Bas-Rhin, à Strasbourg;—*Les Frères de la Doctrine chrétienne du diocèse de Nancy*, pour les départements de la Meurthe, de la Meuse et des Vosges, à Vezelise (Meurthe);—*Les Frères de l'instruction chrétienne du Saint-Esprit*, pour les départements de Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Charente-Inférieure et Vendée, à Saint-Laurent (Vendée);—*Les Frères de Marie*, pour toute la France, à Bordeaux;—*Les Frères de la Croix*, pour les départements de l'Oise, Eure, Seine-et-Oise, Eure-et-Loir, Seine-et-Marne, à Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise);—*Les Frères de l'instruction chrétienne du diocèse de Viviers*, pour les départements de la Haute-Loire et de l'Ardèche, à Viviers; *Les Frères de Saint-Joseph du diocèse du Mans*, pour les départements de la Sarthe et de la Mayenne, à Ruillé-sur-Loir (Sarthe);—*La Congrégation de l'instruction chrétienne du diocèse de Valence*, pour les départements des Hautes-Alpes, de la Drôme et de l'Isère, à Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme);—*La Congrégation de l'instruction chrétienne*, pour les départements composant l'ancienne Bretagne, à Ploërmel;—*Les Frères Saint-Joseph*, pour les communes rurales du département de la Somme, à Amiens. (Voy., relativement à l'existence légale de l'association des Frères des Ecoles chrétiennes, l'art. 109 du décret organique de l'Université du 17 mars 1808, et les ordonnances des 29 février 1816, 14 avril 1824 et 21 mai 1828.)

(1) La loi du 21 mars 1831, sur l'organisation municipale, avait aussi déclaré qu'il y avait incompatibilité entre les fonctions d'instituteur primaire et celles de maire, d'adjoint au maire et de conseiller municipal, (art. 6 et 18). Rien ne s'oppose, toutefois, à ce que l'instituteur communal remplisse les fonctions de chantre, de clerc paroissial et même de fabricien, parce que ce ne seront pas là des fonctions administratives dans le sens de la loi. (Voy. le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, ci-dessus, pag.).

Toute profession commerciale ou industrielle leur est absolument interdite (1).

Art. 33. Le recteur peut, suivant les cas, réprimander, suspendre, avec ou sans privation totale ou partielle de traitement, pour un temps qui n'excédera pas six mois, ou révoquer l'instituteur communal (2).

L'instituteur révoqué est incapable d'exercer la profession d'instituteur, soit public, soit libre, dans la même commune.

Le conseil académique peut, après l'avoir entendu ou dûment appelé, frapper l'instituteur communal d'une interdiction absolue, sauf appel devant le conseil supérieur de l'instruction publique dans le délai de dix jours, à partir de la notification de la décision. Cet appel n'est pas suspensif (3).

En cas d'urgence, le maire peut suspendre provisoirement l'instituteur communal, à charge de rendre compte, dans les deux jours, au recteur (4).

Art. 34. Le conseil académique détermine les écoles publiques auxquelles, d'après le nombre des élèves, il doit être attaché un instituteur adjoint.

Les instituteurs adjoints peuvent n'être âgés que de dix-huit ans et ne sont pas assujettis aux conditions de l'art. 25.

L'instituteur communal ne peut non plus être nommé secrétaire de la mairie qu'avec l'autorisation du conseil académique. (Explication donnée par la commission.)

(1) Il résulte des explications de la commission que cette interdiction ne s'applique point aux femmes des instituteurs, parce qu'il est admis dans notre législation que les femmes peuvent faire le commerce séparément de leur mari. Elles n'ont besoin pour cela que de leur autorisation. (Art. 4 du code de commerce).

(2) Le pouvoir de révocation qui est ici donné au recteur avait été conféré au préfet par la loi provisoire du 11 janvier 1850.

Mais l'instituteur inculpé ne doit-il pas être entendu avant d'être révoqué? La question a été posée dans la discussion et résolue négativement. Il ne doit l'être que lorsqu'il est sujet à une révocation définitive. Dans ce cas, une procédure doit être engagée sur la matière, et le délinquant ne peut être atteint que par un jugement régulier.

A la troisième délibération de la loi, M. Saint-Romme a proposé d'ajouter après l'art. 30, que la publication des motifs de la réprimande, de la suspension ou de la révocation de l'instituteur communal par le recteur fût interdite et poursuivie conformément aux lois sur l'injure et la diffamation Mais cet amendement a été repoussé par la commission et par l'Assemblée.

(3) Voyez toutefois l'art. 30. — Sous l'empire de la loi de 1833, l'instituteur communal ne pouvait être réprimandé, suspendu ou révoqué que par le comité supérieur : de plus, il ne pouvait l'être que pour négligence habituelle ou pour fautes graves, après que son affaire avait été instruite et qu'il avait été dûment appelé. Aujourd'hui, les peines peuvent être prononcées par le recteur seul, dans les cas qui lui paraîtront convenables, car la loi nouvelle n'en spécifie aucun et ne met pas de limite à l'exercice de ce droit.

(4) Le même droit avait été aussi concédé aux maires par la loi du 28 juin 1833.

Ils sont nommés et révocables par l'instituteur, avec l'agrément du recteur de l'académie. Les instituteurs adjoints appartenant aux associations religieuses dont il est parlé dans l'article 31 sont nommés et peuvent être révoqués par les supérieurs de ces associations.

Le conseil municipal fixe le traitement des instituteurs adjoints. Ce traitement est à la charge exclusive de la commune.

Art. 35. Tout département est tenu de pourvoir au recrutement des instituteurs communaux, en entretenant des élèves-maîtres soit dans les établissements d'instruction primaire désignés par le conseil académique, soit aussi dans l'école normale établie à cet effet par le département.

Les écoles normales peuvent être supprimées par le conseil général du département ; elles peuvent l'être également par le ministre, en conseil supérieur, sur le rapport du conseil académique, sauf, dans les deux cas, le droit acquis aux boursiers en jouissance de leur bourse.

Le programme de l'enseignement, les conditions d'entrée et de sortie, celles qui sont relatives à la nomination du personnel, et tout ce qui concerne les écoles normales, sera déterminé par un règlement délibéré en conseil supérieur.

CHAPITRE III.

Des écoles communales.

Art. 36. Toute commune doit entretenir une ou plusieurs écoles primaires.

Le conseil académique du département peut autoriser une commune à se réunir à une ou plusieurs communes voisines pour l'entretien d'une école (1).

Toute commune a la faculté d'entretenir une ou plusieurs écoles entièrement gratuites, à la condition d'y subvenir sur ses propres ressources.

Le conseil académique peut dispenser une commune d'entretenir une école publique, à condition qu'elle pourvoira à l'enseignement primaire gratuit, dans une école libre, de tous les enfants dont les familles sont hors d'état d'y subvenir. Cette dispense peut toujours être retirée (2).

---

(1) L'obligation d'entretenir une école était également imposée aux communes par la loi de 1833, mais l'autorisation de se réunir ne pouvait être donnée que par le ministre de l'instruction publique (art. 9).

(2) Le paragraphe de cet article, en vertu duquel le conseil académique peut dispenser une commune d'entretenir une école publique, pourvu que cette commune ait une école libre où les enfants pauvres reçoivent gratuitement l'enseignement primaire, a été vivement attaqué par M. Anglade. Selon cet orateur, l'école avec ce système, restera une institution libre, sur laquelle la commune, malgré la subvention qu'elle lui paiera, ne possédera aucun contrôle, aucun droit d'inspection. C'est en outre, a ajouté l'orateur, ouvrir la porte, dans beaucoup de localités, à l'enseignement

Dans les communes où les différents cultes reconnus sont professés publiquement, des écoles séparées seront établies pour le enfants appartenant à chacun de ces cultes, sauf ce qui est dit à l'article 15.

La commune peut, avec l'autorisation du conseil académique, exiger que l'instituteur communal donne, en tout ou en partie, à soo enseignement les développements dont il est parlé à l'art. 23.

Art. 37. Toute commune doit fournir à l'instituteur un local convenable, tant pour son habitation que pour la tenue de l'école, le mobilier de classe, et un traitement (1).

Art. 38. A dater du 1er janvier 1851, le traitement des instituteurs communaux se composera :

1° D'un traitement fixe qui ne peut être inférieur à deux cents francs ;

2° Du produit de la rétribution scolaire (2);

3° D'un supplément accordé à tous ceux dont le traitement, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint pas six cents francs.

Ce supplément sera calculé d'après le total de la rétribution scolaire pendant l'année précédente.

Art. 39. Une caisse de retraites sera substituée, par un règlement d'administration publique, aux caisses d'épargne des instituteurs.

Art. 40. A défaut de fondations, dons ou legs, le conseil municipal délibère sur les moyens de pourvoir aux dépenses de l'enseignement primaire dans la commune.

En cas d'insuffisance des revenus ordinaires, il est pourvu à ces dépenses au moyen d'une imposition spéciale votée par le conseil municipal, ou, à défaut du vote de ce conseil, établie par un décret du pouvoir exécutif. Cette imposition, qui devra être autorisée chaque année par la loi de finances, ne pourra excéder trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Lorsque des communes, soit par elles-mêmes, soit en se réunissant à d'autres communes, n'auront pu subvenir, de la manière qui

---

clérical ou congréganiste, et revenir aux plus mauvais jours de la Restauration. Ces observations, toutefois, étaient dénuées de fondement, parce que cette école sera comme les autres soumise à la surveillance et à l'inspection des autorités préposées à l'enseignement primaire. Au reste, elles n'ont trouvé aucun écho dans l'Assemblée, et le paragraphe en question a été adopté.

Un amendement de M. Saint-Romme, tendant à ce que l'instituteur communal ne pût être réprimandé, suspendu ou interdit de ses fonctions que dans le cas et dans les formes où pourrait l'être l'instituteur libre, a également été repoussé.

(1) Disposition prise de l'art. 12 de la loi de 1833.

(2) Le taux de la rétribution scolaire est fixé par le conseil académique, sur l'avis des conseils municipaux et des délégués cantonaux (Art. 15) Sous la loi de 1833, ce soin rentrait dans les attributions des conseils municipaux. Le mode de perception de cette rétribution est déterminé par l'article 41 ci-après.

vient d'être indiquée, aux dépenses de l'école communale, il y sera pourvu sur les ressources ordinaires du département, ou, en cas d'insuffisance, au moyen d'une imposition spéciale votée par le conseil général, ou, à défaut du vote de ce conseil, établie par un décret. Cette imposition, autorisée chaque année par la loi de finances, ne devra pas excéder deux centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Si les ressources communales et départementales ne suffisent pas, le ministre de l'instruction publique accordera une subvention sur le crédit qui sera porté annuellement, pour l'enseignement primaire, au budget de l'Etat.

Chaque année, un rapport annexé au projet de budget fera connaître l'emploi des fonds alloués pour l'année précédente (1).

Art. 41. La rétribution scolaire est perçue dans la même forme que les contributions publiques directes; elle est exempte des droits de timbre, et donne droit aux mêmes remises que les autres recouvrements (2).

Néanmoins, sur l'avis conforme du conseil général, l'instituteur communal pourra être autorisé par le conseil académique à percevoir lui-même la rétribution scolaire.

CHAPITRE IV.

Des délégués cantonaux, et des autres autorités préposées à l'enseignement primaire.

Art. 42. Le conseil académique du département désigne un ou plusieurs délégués résidant dans chaque canton, pour surveiller les écoles publiques et libres du canton, et détermine les écoles particulièrement soumises à la surveillance de chacun.

Les délégués sont nommés pour trois ans; ils sont rééligibles et révocables. Chaque délégué correspond, tant avec le conseil académique, auquel il doit adresser ses rapports, qu'avec les autorités locales, pour tout ce qui regarde l'Etat et les besoins de l'enseignement primaire dans sa circonscription.

Il peut, lorsqu'il n'est pas membre du conseil académique, assister à ses séances, avec voix consultative pour les affaires intéressant les écoles de sa circonscription.

Les délégués se réunissent au moins une fois tous les trois mois, au chef-lieu de canton, sous la présidence de celui d'entre eux qu'ils désignent, pour convenir des avis à transmettre au conseil académique (3).

---

(1) La disposition de cet article est entièrement conforme à celle de l'article 13 de la loi de 1833.

(2) La loi de 1833 n'accorde aucune remise aux agents des finances pour la perception de la rétribution scolaire, et l'instituteur était forcé dans beaucoup de lieux d'en demander lui-même le paiement, au préjudice de sa considération et de ses intérêts. (Voy. l'art. 38 et la note.)

(3) Sous le régime universitaire, l'inspection des établissements d'instruc-

Art. 43. A Paris, les délégués nommés pour chaque arrondissement par le conseil académique se réunissent au moins une fois tous les mois, avec le maire, un adjoint, le juge de paix, un curé de l'arrondissement et un ecclésiastique, ces deux derniers désignés par l'archevêque, pour s'entendre au sujet de la surveillance locale, et pour convenir des avis à transmettre au conseil académique. Les ministres des cultes non catholiques reconnus, s'il y a dans l'arrondissement des écoles suivies par des enfants appartenant à ces cultes, assistent à ces réunions avec voix délibérative.

La réunion est présidée par le maire.

Art. 44. Les autorités locales préposées à la surveillance et à la direction morale de l'enseignement primaire sont, pour chaque école, le maire, le curé, le pasteur ou le délégué du culte israélite, et, dans les communes de deux mille âmes et au-dessus, un ou plusieurs habitants de la commune délégués par le conseil académique(1).

Les ministres des différents cultes sont spécialement chargés de surveiller l'enseignement religieux de l'école.

L'entrée de l'école leur est toujours ouverte.

Dans les communes où il existe des écoles mixtes, un ministre de chaque culte aura toujours l'entrée de l'école pour veiller à l'éducation religieuse des enfants de son culte.

Lorsqu'il y a pour chaque culte des écoles séparées, les enfants

---

tion primaire était exercée par deux inspecteurs supérieurs, quatre-vingt-sept inspecteurs de département et cent trente-trois sous-inspecteurs. De plus, la surveillance spéciale de ces établissements appartenait dans chaque commune au comité communal, dans chaque arrondissement au comité d'arrondissement, et dans chaque académie au conseil académique. (Voy. les art. 17 et suiv. de la loi du 28 juin 1833)

Depuis la loi du 11 janvier 1850, la surveillance des instituteurs communaux est dévolue aux préfets. Le décret du 15 novembre 1811 avait aussi reconnu à ces fonctionnaires et leur avait même imposé le devoir de surveiller les établissements d'instruction placés dans leurs départements. D'après la loi du 28 juin 1833, ils étaient appelés à présider tous les comités d'instruction primaire des départements, et l'on sait que jusqu'à l'ordonnance du 21 avril 1828, les écoles primaires et les maisons d'éducation de filles sont restées sous leur surveillance et direction immédiate. (Voy. le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, liv. de janvier 1850).

Dans les systèmes de la nouvelle loi, les comités locaux sont supprimés. Mais on peut les rétablir de fait en nommant dans une même commune plusieurs délégués cantonaux qui se réuniront et se concerteront pour la surveillance. Ces comités sont réellement rétablis à Paris par l'art. 43, et dans les autres villes par le paragraphe 1er de l'art. 44. (Voy. l'art. 84 ci-après et la note.)

On a demandé si les délégués cantonaux jouissaient de la franchise de correspondance avec les autorités avec lesquelles ils sont obligés de correspondre. Aucun règlement ne leur a encore concédé cette faculté.

(1) Voy. l'article 42 et la note; voy. aussi l'article 18, et la note qui l'accompagne.

d'un culte ne doivent être admis dans l'école d'un autre culte que su la volonté formellement exprimée par les parents.

Art. 45. Le maire dresse chaque année, de concert avec les ministres des différents cultes, la liste des enfants qui doivent être admis gratuitement dans les écoles publiques. Cette liste est approuvée par le conseil municipal, et définitivement arrêtée par le préfet (1).

Art. 46. Chaque année le conseil académique nomme une commission d'examen chargée de juger publiquement et à des époques déterminées par le recteur l'aptitude des aspirants au brevet de capacité, quel que soit le lieu de leur domicile.

Cette commission se compose de sept membres, et choisit son président.

Un inspecteur d'arrondissement pour l'instruction primaire, un ministre du culte professé par le candidat (2), et deux membres de seignement public ou libre, en font nécessairement partie.

L'examen ne portera que sur les matières comprises dans la première partie de l'art. 23.

Les candidats qui voudront être examinés sur tout ou partie des autres matières spécifiées dans le même article en feront la demande à la commission. Les brevets délivrés feront mention des matières spéciales sur lesquelles les candidats auront répondu d'une manière satisfaisante.

Art. 47. Le conseil académique délivre, s'il y a lieu, des certificats de stage aux personnes qui justifient avoir enseigné pendant trois ans au moins les matières comprises dans la première partie de l'art. 23, dans les écoles publiques ou libres autorisées à recevoir des stagiaires.

Les élèves maîtres sont, pendant la durée de leur stage, spécialement surveillés par les inspecteurs de l'enseignement primaire.

CHAPITRE V.

Des écoles de filles (3).

Art. 48. L'enseignement primaire dans les écoles de filles com-

---

(1) Aux termes de l'art. 14 de la loi du 28 juin 1833, la liste dont il est question dans cet article était dressée par le conseil municipal, mais, comme aujourd'hui, la délibération de ce conseil n'était définitive que lorsqu'elle avait été approuvée par le préfet. (*Loi des Finances* du 25 juin 1841, tit. 1, art. 3.) (Voy. l'art. 38, ci-dessus.)

(2) Le curé du lieu où se réunit la commission d'examen, doit, sans doute, être choisi pour faire partie de cette commission. Mais l'article ne dit point que ce sera lui nécessairement. (Voy. l'art. 42 et la note.)

(3) Aucune loi, a dit M. Beugnot dans son rapport, n'a réglé le sort des écoles de filles, et nous saisissons l'occasion de faire cesser, au moyen de quelques dispositions additionnelles, l'incertitude du régime sous lequel elles sont placées.

La séparation des garçons et des filles dans les écoles primaires est un

prend, outre les matières de l'enseignement primaire énoncées dans l'art. 23, les travaux à l'aiguille.

Art. 49. Les lettres d'obédience tiendront lieu de brevet de capa-

---

but vers lequel tend le projet de loi, mais que la pauvreté d'un grand nombre de communes empêchera d'atteindre complétement. Les articles de la loi ont été rédigés de manière à établir clairement que les écoles mixtes, sources de désordres souvent irréparables sur lesquels nous ne devons pas nous étendre, mais que chacun devine, ne doivent exister que par exception et quand la pénurie constatée des localités en excuse la tolérance. Cependant les communes possédant une population agglomérée de 800 âmes au moins peuvent, dans le plus grand nombre des cas, entretenir deux écoles, l'une de garçons, l'autre de filles. Nous demandons au nom des bonnes mœurs que l'obligation leur en soit imposée, et, en même temps, nous faisons appel aux citoyens éclairés, aux personnes charitables, aux habitants riches de la campagne, afin qu'à l'aide de dons et de souscriptions, ils viennent en aide à celles pour qui cette obligation nouvelle serait une charge trop pesante.

Il est des communes où existent à la fois une école communale mixte et une école libre de filles ; car l'usage, que nous ne saurions trop blâmer, a prévalu, de n'interdire aux filles l'école des garçons que quand l'institutrice est déclarée communale, ou, en d'autres termes, lorsqu'elle reçoit une allocation de la commune. Notre article réprimera un abus qui n'aurait jamais dû exister.

Nous éprouvons une vive satisfaction de pouvoir étendre les garanties de la loi sur les institutrices appartenant à des congrégations religieuses vouées à l'enseignement primaire.

Personne ne songerait à nier les services rendus par ces institutrices à l'éducation et à l'enseignement populaire. En 1837, le ministre de l'instruction publique proclamait dans les termes suivants la justice qui leur est due : « Non-seulement elles instruisent un bien plus grand nombre d'enfants que les institutrices laïques, quoiqu'elles dirigent moins d'écoles, mais encore on peut dire qu'elles l'emportent beaucoup quant à la tenue des classes, à la direction morale et religieuse des jeunes filles, et même quant à l'enseignement. »

La conséquence d'une telle déclaration devait être d'accorder à ces pieuses filles, dont la vie est un long exemple de pureté et de sacrifice, non des faveurs qu'elles ne demandent pas, mais la liberté de faire de plus en plus le bien. Cette liberté leur a été constamment disputée, comme s'il n'existait pas 2,000 communes à qui il est et il sera toujours impossible de faire cesser le danger des écoles mixtes sans le concours actif et dévoué des congrégations de femmes.

Ces congrégations sont placées par la loi du 24 mai 1825, par les ordonnances d'autorisation qui leur ont été accordées et par leurs statuts, sous l'autorité et sous la surveillance de l'évêque diocésain. Ce régime leur fut favorable et ne donna pas lieu à une seule plainte; cependant l'ordonnance du 23 juin 1836 lui porta un coup funeste en décidant que « les institutrices appartenant à une congrégation religieuse pourraient être autorisées par le recteur, sur le vu de leurs lettres d'obédience, à tenir une école primaire, » car les recteurs ayant le soin de n'accorder leur autorisation que pour une seule année, tiennent sous leur main et dans une perpétuelle incertitude des établissements dont la stabilité est la nature et fait la force.

Les congrégations se soumirent sans murmurer à une prescription que la loi de 1825 ne permettait pas de leur imposer. Mais le ministre de l'instruction publique du gouvernement provisoire alla beaucoup plus loin par sa circulaire du 5 juin 1848 : il repoussa les lettres d'obédience comme une exception qui ne pouvait être maintenue en présence du principe d'égalité proclamé par le gouvernement républicain, invitant les recteurs à n'accorder désormais l'autorisation d'ouvrir des écoles primaires de filles qu'a

cité aux institutrices appartenant à des congrégations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues par l'Etat.

L'examen des institutrices n'aura pas lieu publiquement (1).

Art. 50. Tout ce qui se rapporte à l'examen des institutrices, à la surveillance et à l'inspection des écoles de filles, sera l'objet d'un règlement délibéré en conseil supérieur. Les autres dispositions de la présente loi, relatives aux écoles et aux instituteurs, sont applicables aux écoles de filles et aux institutrices, à l'exception des art. 38, 39, 40 et 41 (2).

Art. 51. Toute commune de huit cents âmes de population et au-dessus est tenue, si ses propres ressources lui en fournissent les moyens, d'avoir au moins une école de filles, sauf ce qui est dit à l'art. 15.

Le conseil académique peut, en outre, obliger les communes d'une population inférieure à entretenir, si leurs ressources ordinaires le leur permettent, une école de filles ; et, en cas de réunion de plusieurs communes pour l'enseignement primaire, il pourra, selon les circonstances, décider que l'école de garçons et l'école de filles seront dans deux communes différentes. Il prend l'avis du conseil municipal (3).

---

des institutrices munies d'un brevet de capacité régulièrement obtenu après examen.

Le principe de l'égalité républicaine prescrivait, selon nous, de ne pas exiger deux brevets de capacité d'une institutrice religieuse, quand on n'en exige qu'un d'une institutrice laïque. Les lettres d'obédience sont de véritables brevets de capacité délivrés par les supérieures, après trois ou quatre ans de postulat et de noviciat, et à la suite d'épreuves bien autrement sérieuses qu'un examen passé devant une commission choisie au hasard.

La loi fera donc un acte de justice et de véritable égalité, qui profitera à des écoles dont nous désirons ardemment voir accroître le nombre, en déclarant que les lettres d'obédience tiendront lieu aux religieuses du certificat de capacité. (*Rapport de M. Beugnot.*)

Le régime des écoles de filles était antérieurement réglé par l'ordonnance royale du 23 juin 1836.

(1) Depuis l'ordonnance royale du 23 juin 1836, l'examen des aspirantes au brevet de capacité avait lieu publiquement.

(2) Ces articles sont relatifs au traitement des instituteurs communaux. Le taux du traitement des institutrices communales n'est point fixé, et la loi ne leur garantit point comme aux instituteurs un minimum de 600 fr. Ce point devra faire l'objet d'un réglement particulier. Dans tous les cas, le traitement se composera nécessairement d'une subvention communale votée par le conseil municipal et de la rétribution scolaire. Au reste, l'art. 41 de la présente loi étant inapplicable ici, il en résulte que le percepteur ne devra point être appelé à toucher la rétribution scolaire des filles, et que ce soin est laissé aux institutrices elles-mêmes. (Voy. l'art. 15).

(3) Plusieurs questions naissent sur cet article : Le conseil académique doit-il prendre l'initiative au sujet des communes qui n'ont pas 800 âmes, ou bien faudra-t-il que ces communes, qui voudront une institutrice communale, en fassent la demande ? Quand l'avis du conseil municipal ne sera pas favorable à la mesure et qu'il refusera tout sacrifice à cet effet, le conseil académique pourra-t-il passer outre ?

L'obligation d'avoir une école de filles est imposée aux communes qui

Art. 52. Aucune école primaire, publique ou libre, ne peut, sans l'autorisation du conseil académique, recevoir d'enfants des deux sexes, s'il existe dans la commune une école publique ou libre de filles (1).

CHAPITRE VI.

Institutions complémentaires.

SECTION 1re.

Des pensionnats primaires.

Art. 53. Tout Français âgé de vingt-cinq ans, ayant au moins cinq années d'exercice comme instituteur, ou comme maître dans un pensionnat primaire, et remplissant les conditions énumérées en l'article 25, peut ouvrir un pensionnat primaire, après avoir déclaré son intention au recteur de l'académie et au maire de la commune. Toutefois, les instituteurs communaux ne pourront ouvrir de pensionnat qu'avec l'autorisation du conseil académique, sur l'avis du conseil municipal (2).

Le programme de l'enseignement et le plan du local doivent être adressés au maire et au recteur.

---

n'ont point 800 habitants comme à celles qui ont cette population, toutes les fois qu'elles ont les ressources suffisantes pour subvenir aux frais nécessités par cette école. Lors donc qu'elles se trouvent dans ce cas, elles doivent s'empresser de satisfaire à la loi. Le conseil municipal vote l'allocation jugée nécessaire et nomme l'institutrice conformément à l'art. 31 de la présente loi. Mais si, par négligence ou par mauvais vouloir, il ne manifestait aucune intention à cet égard, ce serait au conseil académique à prendre l'initiative, et l'avis contraire du conseil municipal ne devrait point l'arrêter, car le préfet serait alors autorisé à inscrire d'office au budget de la commune la dépense que le conseil municipal aurait à tort refusé d'y porter. (Voy. les art. 15, 31 et 36.)

(1) Un membre de l'Assemblée a proposé sur cet article une disposition additionnelle portant que les instituteurs libres pourraient admettre dans leurs classes des enfants au-dessous de six ans, même dans les communes où il existe des salles d'asile. Il a rappelé, à ce sujet, que le conseil royal de l'instruction publique ayant interdit, par le règlement du 10 mars 1842, aux instituteurs privés de recevoir des enfants au-dessous de six ans et au-dessus de treize, la cour de cassation cassa ce règlement en ce qui concerne les enfants au-dessus de treize ans, et déclara cette disposition attentatoire à la liberté des familles et à celle des instituteurs privés; mais que pour les enfants au-dessous de six ans, cette cour n'a rien statué, ce qui laisse subsister une atteinte à la liberté des familles. Le rapporteur, au nom de la commission, a répondu que le principe établi par l'honorable membre est légitime jusqu'à un certain point; que cependant l'admission des enfants très-jeunes dans une école peut avoir des inconvénients; qu'au reste, les règlements faits sous l'empire de la loi précédente tombent de plein droit par la promulgation de la loi actuelle; et que, pour les détails qui n'ont pu être introduits dans la loi, il faut s'en rapporter à la sagesse et à la prudence des nouvelles autorités qu'elle institue. (Voy. *le Moniteur* du 22 février 1850.)

(2) Il fallait, sous l'ancien régime, une autorisation du conseil de l'université pour ouvrir un pensionnat primaire : cette autorisation n'était même plus accordée depuis quelque temps qu'aux instituteurs pourvus d'un brevet supérieur.

Le conseil académique prescrira, dans l'intérêt de la moralité et de la santé des élèves, toutes les mesures qui seront indiquées dans un règlement délibéré par le conseil supérieur.

Les pensionnats primaires sont soumis aux prescriptions des articles 26, 27, 28, 29 et 30 de la présente loi, et à la surveillance des autorités qu'elle institue.

Ces dispositions sont applicables aux pensionnats de filles en tout ce qui n'est pas contraire aux conditions prescrites par le chapitre V de la présente loi.

SECTION II.

Des écoles d'adultes et d'apprentis.

Art. 54. Il peut être créé des écoles primaires communales pour les adultes au-dessus de dix-huit ans, pour les apprentis au-dessus de douze ans.

Le conseil académique désigne les instituteurs chargés de diriger les écoles communales d'adultes et d'apprentis (1).

Il ne peut être reçu dans ces écoles d'élèves des deux sexes.

Art. 55. Les articles 27, 28, 29 et 30 sont applicables aux instituteurs libres qui veulent ouvrir des écoles d'adultes ou d'apprentis.

Art. 56. Il sera ouvert, chaque année, au budget du ministre de l'instruction publique, un crédit pour encourager les auteurs de livres ou de méthodes utiles à l'instruction primaire, et à la fondation d'institutions, telles que : les écoles du dimanche; les écoles dans les ateliers et les manufactures ; les classes dans les hôpitaux; les cours publics ouverts conformément à l'art. 77; les bibliothèques de livres utiles ; et autres institutions dont les statuts auront été soumis à l'examen de l'autorité compétente.

SECTION III.

Des salles d'asile (2).

Art. 57. Les salles d'asile sont publiques ou libres.

---

(1) Le conseil académique pourrait-il désigner un instituteur autre que l'instituteur communal pour la direction de ces écoles? Rien ne s'y oppose, puisque l'article lui laisse complétement le choix de cet instituteur.

(2) Les salles d'asile sont des établissements charitables où les enfants des deux sexes sont admis, jusqu'à l'âge de six ans accomplis, pour recevoir pendant le jour les soins de surveillance maternelle et de première éducation. Elles ont pour objet de soulager les parents pauvres des soins multipliés qu'exigent les enfants de cet âge ; d'inoculer de bonne heure à ces enfants des principes de religion et de piété, et de les entourer d'une sollicitude éclairée qu'ils ne rencontrent pas toujours dans leurs familles

L'origine des salles d'asile date du siècle dernier. Selon l'auteur du *Répertoire des établissements de bienfaisance*, (t. 2, p 726), cette utile création est due à Oberlin, pasteur protestant du Ban-de-la-Roche, dans les Vosges. Plus tard, en 1800, à Paris, madame de Pastoret réunit, dans une maison du faubourg Saint-Honoré, un certain nombre de petits enfants de quatre à

Un décret du président de la République, rendu sur l'avis du conseil supérieur, déterminera tout ce qui se rapporte à la surveillance et à l'inspection de ces établissements, ainsi qu'aux conditions d'âge, d'aptitude, de moralité, des personnes qui seront chargées de la direction et du service dans les salles d'asile publiques.

Les infractions à ce décret seront punies des peines établies par les art. 29, 30 et 33 de la présente loi.

Ce décret déterminera également le programme de l'enseignement et des exercices dans les salles d'asile publiques, et tout ce qui se rapporte au traitement des personnes qui y seront chargées de la direction ou du service.

Art. 58. Les personnes chargées de la direction des salles d'asile publiques seront nommées par le conseil municipal, sauf l'approbation du conseil académique (1).

Art. 59. Les salles d'asile libres peuvent recevoir des secours sur les budgets des communes, des départements et de l'Etat.

TITRE III.

De l'instruction secondaire (2).

CHAPITRE Ier.

Des établissements particuliers d'instruction secondaire.

Art. 60. Tout Français âgé de vingt-cinq ans au moins, et n'ayant encouru aucune des incapacités comprises dans l'art. 26 de la pré-

---

six ans sous la surveillance de sœurs chargées d'en prendre soin. En 1826, le développement que cette institution avait reçue en Angleterre appela l'attention de M. Cochin, et bientôt un grand nombre de salles s'ouvrirent à Paris et dans les districts manufacturiers. Depuis, une ordonnance du 22 décembre 1837 a placé ces établissements sous le régime de l'instruction publique et dans les attributions du ministre de ce département. Leur position était toutefois encore indécise, et il faut se féliciter de ce que la loi actuelle va leur donner une base légale.

(1) Les directrices d'asile ne sont point obligées de passer, pour leur nomination par toutes les formalités qui sont exigées pour la nomination des instituteurs et des institutrices.

(2) L'enseignement secondaire n'est point défini par loi actuelle. Il reste par conséquent ce qu'il était avant. Or, d'après la loi du 11 floréal an x, les écoles secondaires sont celles dans lesquelles on enseigne les langues latine et française, les premiers principes de la géographie, de l'histoire et des mathématiques. Suivant l'art. 10 de la même loi on doit enseigner dans les lycées les langues anciennes, la réthorique, la logique, la morale et les éléments des sciences mathématiques et physiques.

M. Ferdinand de Lasteyrie a présenté sur ce point un amendement ayant pour but de retrancher les études philosophiques de l'enseignement secondaire pour le rendre à l'enseignement supérieur, alléguant que la philosophie ne devait être enseignée qu'à des esprits mûris dont l'intelligence est déjà assez développée pour pouvoir la comprendre sans danger. M. Thiers a combattu cette proposition. L'illustre orateur n'a point méconnu la difficulté ni le danger même des questions qui sont soulevées par l'enseignement philosophque, et c'est pour cela qu'il veut des écoles spéciales pour les ré-

sente loi, peut former un établissement d'instruction secondaire, sous la condition de faire au recteur de l'académie où il se propose de s'établir les déclarations prescrites par l'art. 27, et, en outre, de déposer entre ses mains les pièces suivantes, dont il lui sera donné récépissé :

1° Un certificat de stage constatant qu'il a rempli, pendant cinq ans au moins, les fonctions de professeur ou de surveillant dans un établissement d'instruction secondaire public ou libre;

2° Soit le diplôme de bachelier, soit un brevet de capacité délivré par un jury d'examen dans la forme déterminée par l'art. 62 ;

3° Le plan du local, et l'indication de l'objet de l'enseignement.

Le recteur à qui le dépôt des pièces aura été fait en donnera avis au préfet du département et au procureur de la République de l'arrondissement dans lequel l'établissement devra être fondé.

Le ministre, sur la proposition des conseils académiques et l'avis conforme du conseil supérieur, peut accorder des dispenses de stage(1).

---

soudre et des limites où elles seront renfermées. Aussi l'enseignement philosophique devra-t-il être proportionné à l'état de l'enfant. La philosophie peut donc rester parmi les sciences qui se professent dans l'instruction secondaire, mais son enseignement sera entouré d'une surveillance sévère.

(1) D'après la disposition de cet article, il ne doit plus exister de différence entre les chefs d'institution et les maîtres de pension. La même disposition fait également disparaître l'obligation où étaient ceux-ci de ne pouvoir élever leurs élèves au-dessus de la quatrième, et ceux-là au-dessus de la seconde; ainsi que l'obligation qui était imposée aux uns et aux autres d'envoyer leurs élèves aux classes des lycées ou colléges établis dans la commune.

On a agité sur cet article la question de savoir si les membres des congrégations religieuses non reconnues par l'Etat pourraient ouvrir et diriger des établissements d'instruction secondaire ou y professer. La commission s'est prononcée pour l'affirmative. Les jésuites ont, comme toujours, été mis en cause et, attaqués avec une grande véhémence. Mais, Mgr Parisis les a noblement vengés de toutes les calomnies auxquelles ils ont été en butte dans cette circonstance. Voici comment s'est exprimé le docte prélat : « Je regarde, dit-il, comme un devoir de dire un mot sur cette grave et sainte matière. (Ecoutez.) Je serai excessivement clair et parlerai sincèrement comme toujours. (Parlez, parlez.) Je veux d'abord signaler une erreur qui tient à l'essence même de la question. Les orateurs qui ont traité cette question à cette tribune ont attaqué les jésuites, et il faut considérer comme jésuites toutes les congrégations religieuses. (Mouvement.)

« On les a attaqués spécialement. L'amendement s'applique à toutes les congrégations religieuses, et je les défendrai toutes dans le peu de mots que j'ai à vous dire. (Chut, chut.) Les orateurs qui ont traité cette question des jésuites ont commencé par les séparer de l'Eglise elle-même, ils en ont fait un corps à part, venant de lui-même s'imposer aux pasteurs, les compromettant sous prétexte de les aider. Je leur rends justice, ils ont voulu mettre ainsi la religion à part, et lui épargner les attaques des adversaires des congrégations religieuses.

« J'en veux pour preuve les paroles respectueuses que tous ont prononcées pour l'Eglise et pour ses ministres. Et pourtant, je vous en préviens, ces orateurs se sont trompés : on ne peut séparer ainsi les jésuites de l'Eglise elle-même. (Vif mouvement presque général.—Sensation prolongée.) As-

Art. 61. Les certificats de stage sont délivrés par le conseil académique sur l'attestation des chefs des établissements où le stage aura été accompli.

Toute attestation fausse sera punie des peines portées en l'art. 160 du Code pénal (1).

Art. 62. Tous les ans, le ministre nomme, sur la présentation du conseil académique, un jury chargé d'examiner les aspirants au brevet de capacité. Ce jury est composé de sept membres, y compris le recteur, qui le préside.

Un ministre du culte professé par le candidat et pris dans le conseil académique, s'il n'y en a déjà un dans le jury, sera appelé avec voix délibérative.

Le ministre, sur l'avis du conseil supérieur de l'instruction publi-

---

surément, l'Eglise peut vivre sans eux ; l'Eglise était avant leur naissance; mais ils ne peuvent se passer de l'Eglise, ils existent par sa volonté. L'Eglise seule les a produits; l'Eglise les conserve dans son sein ; l'Eglise leur envoie faire leur œuvre par tout le monde. (Nouvelle sensation.)

« Après cela, je ne nie pas les torts particuliers qui ont pu se produire dans l'ordre. Ces torts ont été exagérés; mais ils ont été condamnés par l'Eglise ; mais la société n'enseigne que ce qu'enseigne l'Eglise catholique ; elle a pour elle une obéissance entière, silencieuse, héroïque. (Nouveau mouvement.)

« Si c'était pour louer les jésuites qu'on nous eût séparés d'eux, nous n'aurions pas réclamé; mais c'est pour les accuser, pour les condamner, pour les proscrire, et nous réclamons. (Très-bien.) Leur cœur est le nôtre, et nous serions des lâches si nous refusions de nous déclarer solidaires dans une certaine mesure. (Agitation extraordinaire et prolongée.—Quelques applaudissements se font entendre.) C'est vous dire que je repousse comme des injustices odieuses, et, si j'ose le dire... (Parlez, parlez !) comme des calomnies odieuses... (Exclamations à gauche) vous l'avez permis... (On rit), tout ce qui a été dit contre les jésuites considérés dans leur ensemble.

« Que l'on repousse de l'enseignement tel ou tel jésuite comme individu; mais qu'on rejette tous les jésuites en masse, parce qu'ils sont jésuites, c'est ce que nous ne pouvons admettre. L'Eglise considère qu'on fait contre elle-même ce qu'on fait contre des hommes qu'elle considère comme des soldats courageux et fidèles. (Interruption). Ils ont donné une nouvelle preuve de leur dévouement aux bagnes de Toulon et de Brest.

« Pie IX leur a donné sa haute et sainte approbation dans son bref à l'évêque d'Incoln. Quant à moi, je dirai que nous ne considérons dans le clergé régulier de tout ordre, quel qu'il soit, que des amis qui nous honorent et des frères qui nous assistent ; eh bien, nous ne consentirons jamais à les livrer, comme la rançon des avantages que peut nous procurer la loi » (Sensation prolongée.)

M. Thiers est venu aussi prêter l'appui de son talent à la cause de la liberté des congrégations religieuses, en établissant victorieusement que la constitution ayant consacré la liberté d'enseignement, pour les laïcs et pour le clergé, sans autre condition que celles de la moralité et de la capacité, il était impossible de demander à un individu s'il appartenait ou non à une congrégation religieuse, et que par conséquent on ne saurait refuser la liberté d'enseigner aux jésuites comme individus. C'est ce système qui a été adopté par l'Assemblée.

(1) Les peines portées par cet article sont un emprisonnement de deux à cinq ans; si celui qui a fait le certificat faux y a été mû par dons ou promesses, il sera puni du bannissement ; les corrupteurs seront, en ce cas, punis de la même peine.

que, instituera des jurys spéciaux pour l'enseignement professionnel.

Les programmes d'examen seront arrêtés par le conseil supérieur.

Nul ne pourra être admis à subir l'examen de capacité avant l'âge de vingt-cinq ans.

Art. 63. Aucun certificat d'études ne sera exigé des aspirants au diplôme de bachelier ou au brevet de capacité (1).

Le candidat peut choisir la faculté ou le jury académique devant lequel il subira son examen (2).

Un candidat refusé ne peut se présenter avant trois mois à un nouvel examen sous peine de nullité du diplôme ou brevet indûment obtenu (3).

Art. 64. Pendant le mois qui suit le dépôt des pièces requises par l'art. 60, le recteur, le préfet et le procureur de la République peuvent se pourvoir devant le conseil académique, et s'opposer à l'ouverture de l'établissement, dans l'interêt des mœurs publiques ou de la santé des élèves.

Après ce délai, s'il n'est intervenu aucune opposition, l'établissement peut être immédiatement ouvert.

En cas d'opposition, le conseil académique prononce, la partie entendue ou dûment appelée, sauf appel devant le conseil supérieur de l'instruction publique (4).

Art. 65. Est incapable de tenir un établissement public ou libre d'instruction secondaire, ou d'y être employé, quiconque est atteint de l'une des incapacités déterminées par l'art. 26 de la présente loi, ou qui, ayant appartenu à l'enseignement public, a été revoqué avec interdiction, conformément à l'art. 14 (5).

Art. 66. Quiconque, sans avoir satisfait aux conditions prescrites par la loi, aura ouvert un établissement d'instruction secondaire, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de cent francs à mille francs. L'établissement sera fermé.

En cas de récidive, ou si l'établissement a été ouvert avant qu'il ait été statué sur l'opposition, ou contrairement à la décision du

---

(1) La suppression des certificats d'études pour les aspirants au baccalauréat avait déjà été ordonnée par décret du président de la républipue du 16 nov. 1849. (Voy. *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 363.) Cette suppression fait une situation nouvelle aux établissements ecclésiastiques en vue desquels l'obligation des certificats d'études fut créée et maintenue avec tant de rigueur. (Voy. l'art. 70 et et la note.)

(2) D'après les anciens règlements, les candidats étaient obligés de se présenter devant la faculté du chef-lieu de l'académie dans le ressort de laquelle ils avaient achevé leurs études, ou de solliciter une dispense qui n'était pas toujours accordée.

(3) Il est à remarquer que la loi n'oblige point le candidat refusé à se présenter de nouveau à la même faculté. Il peut donc en choisir une autre, s'il le juge à propos.

(4) Voy. ci-dessus l'art. 28, § 2.

(5) Voyez les art. 30, 33, 68, et le § 7 de l'art. 5.

conseil académique qui l'aurait accueillie, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de quinze jours à un mois, et à une amende de mille à trois mille francs.

Les ministres des différents cultes reconnus peuvent donner l'instruction secondaire à quatre jeunes gens, au plus, destinés aux écoles ecclésiastiques, sans être soumis aux prescriptions de la présente loi, à la condition d'en faire la déclaration au recteur (1).

Le conseil académique veille à ce que ce nombre ne soit pas dépassé.

Art. 67. En cas de désordre grave dans le régime intérieur d'un établissement libre d'instruction secondaire, le chef de cet établissement peut être appelé devant le conseil académique, et soumis à la réprimande, avec ou sans publicité.

La réprimande ne donne lieu à aucun recours.

Art. 68. Tout chef d'établissement libre d'instruction secondaire, toute personne attachée à l'enseignement ou à la surveillance d'une maison d'éducation, peut, sur la plainte du ministère public ou du recteur, être traduit, pour cause d'inconduite ou d'immoralité, devant le conseil académique, et être interdit de sa profession, à temps ou à toujours, sans préjudice des peines encourues pour crimes ou délits prévus par le Code pénal.

Appel de la décision rendue peut toujours avoir lieu, dans les quinze jours de la notification, devant le conseil supérieur (2).

L'appel ne sera pas suspensif.

Art. 69. Les établissements libres peuvent obtenir des communes, des départements ou de l'Etat, un local et une subvention, sans que cette subvention puisse excéder le dixième des dépenses annuelles de l'établissement (3).

---

(1) La faculté donnée ici aux ministres des cultes reconnus existait sous l'ancien régime pour les curés et desservants, en vertu de l'ordonnance royale du 27 février 1821. Voici comment était conçu l'article 28 de cette ordonnance qui consacrait cette faculté :

« Lorsque dans les campagnes, un curé ou un desservant voudront se « charger de former deux ou trois jeunes gens pour les petits séminaires, ils « devront en faire la déclaration au recteur de l'Académie, qui veillera à « ce que ce nombre ne soit pas dépassé ; ils ne paieront point de droit an- « nuel, et leurs élèves seront exempts de la rétribution universitaire. »

L'exercice du droit conféré ici au curé ou desservant ne fait point obstacle à ce qu'il tienne une école primaire libre, en se conformant aux prescriptions de la loi. (Voyez l'art. 27 et la note.)

(2) Dans le système de la nouvelle loi, les conseils académiques et le conseil supérieur forment, en matière contentieuse ou disciplinaire relative à l'enseignement libre ou public, les deux degrés de juridiction (art. 5 et 14). Il n'y a par conséquent plus de recours au conseil d'État. Ce recours qui avait été introduit dans les affaires de ce genre par le décret du 15 nov. 1811 n'était plus logiquement possible dans le nouvel état de la législation, qui n'a constitué nulle part le conseil d'État le tribunal d'appel d'aucune juridiction pénale ou disciplinaire. (Voyez l'art. 76.)

(3) Cette faveur leur avait aussi été jadis accordée par la loi du 11 floréal an x. « Le Gouvernement, porte l'art. 7 de cette loi, encouragera l'établis-

Les conseils académiques sont appelés à donner leur avis préalable sur l'opportunité de ces subventions.

Sur la demande des communes, les bâtiments compris dans l'attribution générale faite à l'Université par le décret du 10 décembre 1808, pourront être affectés à ces établissements par décret du pouvoir exécutif.

Art. 70. Les écoles secondaires ecclésiastiques actuellement existantes sont maintenues, sous la seule condition de rester soumises à la surveillance de l'Etat.

Il ne pourra en être établi de nouvelles sans l'autorisation du Gouvernement (1).

« sement des écoles secondaires, et récompensera la bonne instruction qui « y sera donnée, soit par la concession d'un local, soit par la distribution de « places gratuites dans les lycées, à ceux des élèves de chaque département « qui se seront le plus distingués, et par des gratifications accordées aux « cinquante maîtres de ces écoles qui auront eu le plus d'élèves admis aux « lycées. »

Il est bien entendu que la jouissance d'un local appartenant à l'Université pourra être concédée à une école libre, soit laïque, soit ecclésiastique.

(1) On sait que la loi du 23 ventôse an XII, rendue en exécution du concordat, reconnaît le droit des évêques d'entretenir dans leur diocèse, sous le nom de *séminaire*, une maison d'instruction pour ceux qui se destinent à l'état ecclésiastique. Cette même loi tenta de prescrire l'enseignement qui y serait donné, mais le décret du 17 mars 1808 déclara que l'instruction dans les séminaires, dépendait des archevêques et évêques, qui nomment et révoquent les professeurs. Ainsi, lorsqu'il fondait l'Université, Napoléon reconnaissait que les séminaires étaient des écoles spéciales qui ne devaient pas être soumises aux lois générales sur l'instruction publique.

Pour perfectionner le système d'enseignement pratique dans les séminaires, afin de favoriser les vocations religieuses, les évêques jugèrent utile de diviser ces maisons en deux sections. Dans la première, nommée *petit séminaire*, est donné un cours complet d'instruction secondaire; les élèves entrent ensuite dans la seconde, appelée *grand séminaire*, pour y appliquer aux études théologiques les connaissances qu'ils ont acquises, et se préparer à recevoir les ordres.

Privés des secours du Gouvernement, les petits séminaires n'en prospérèrent pas moins; mais leurs progrès alarmèrent l'Université. Tous les élèves admis dans les petits séminaires n'entraient pas dans les grands, pas plus que tous les élèves des grands n'entraient dans les ordres On conclut de ce fait que ces établissements, auxquels on s'attacha à donner la dénomination d'*écoles secondaires ecclésiastiques*, n'étaient que de simples maisons d'éducation, destinées à faire, sous l'égide de l'autorité épiscopale, une concurrence illégale à l'Université, et qu'il fallait en conséquence les soumettre au régime commun.

Deux opinions ont donc été émises sur ce point. D'un côté, l'on a pensé que ces maisons devaient toujours être considérées comme des écoles spéciales auxquelles la loi ordinaire ne pouvait pas être imposée; de l'autre, il a été soutenu que l'ordonnance du 16 juin 1828 étant abrogée par la présente loi, elles devaient rentrer naturellement sous l'empire du droit commun. Dès lors, le directeur d'un petit séminaire, quoique nommé par l'évêque, devait avoir rempli les conditions de diplôme et de stage prescrites par la loi. Cette opinion, toutefois, n'a point prévalu dans la Commission ni dans l'Assemblée législative, où il a été reconnu que les petits séminaires continueraient d'exister comme des écoles spéciales, et en dehors des prescriptions de la nouvelle loi, sous la seule condition d'être

CHAPITRE II.

Des établissements publics d'instruction secondaire.

Art. 71. Les établissements publics d'instruction secondaire sont les lycées et les colléges communaux.

Il peut y être annexé des pensionnats.

Art. 72. Les lycées sont fondés et entretenus par l'Etat avec le concours des départements et des villes.

Les colléges communaux sont fondés et entretenus par les communes.

Ils peuvent être subventionnés par l'Etat.

Art. 73. Toute ville dont le collége communal sera, sur la demande du conseil municipal, érigé en lycée, devra faire les dépenses de construction et d'appropriation requises à cet effet, fournir le mobilier et les collections nécessaires à l'enseignement, assurer l'entretien et la réparation des bâtiments.

Les villes qui voudront établir un pensionnat près du lycée devront fournir le local et le mobilier nécessaires et fonder pour dix ans, avec ou sans le concours du département, un nombre de bourses fixé de gré à gré avec le ministre. A l'expiration des dix ans, les villes et départements seront libres de supprimer les bourses, sauf le droit acquis aux boursiers en jouissance de leur bourse.

Dans le cas où l'Etat voudrait conserver le pensionnat, le local et le mobilier resteront à sa disposition et ne feront retour à la commune que lors de la suppression de cet établissement.

Art. 74. Pour établir un collége communal, toute ville doit satisfaire aux conditions suivantes : fournir un local approprié à cet usage, et en assurer l'entretien ; placer et entretenir dans ce local le mobilier nécessaire à la tenue des cours, et à celle du pensionnat, si l'établissement doit recevoir des élèves internes ; garantir pour cinq ans au moins le traitement fixe du principal et des professeurs, lequel sera considéré comme dépense obligatoire pour la commune, en cas d'insuffisance des revenus propres du collége, de la rétribution collégiale payée par les externes, et dès produits du pensionnat.

---

soumis à la surveillance. Les directeurs de ces établissements ne sont donc point assujettis aux formalités qui sont prescrites aux autres citoyens pour fonder et diriger une maison d'éducation. (Voyez le *Rapport de M. Beugnot* ; voyez aussi l'art. 60 et la note.)

D'une autre part, les ordonnances de 1828 ayant été dans le cours de la discussion déclarées abrogées, il en résulte que les écoles secondaires ecclésiastiques sont complétement affranchies des prescriptions de ces ordonnances. Ainsi, le nombre des élèves admis dans les écoles était limité ; elles ne pouvaient recevoir d'externes ; le directeur devait être agréé par le Gouvernement ; les élèves devaient porter l'habit ecclésiastique. Toutes ces conditions n'existent plus. (Voyez le *Moniteur* du 15 mars 1850.)

Dans le délai de deux ans, les villes qui ont fondé des colléges communaux en dehors de ces conditions devront y avoir satisfait.

Art. 75. L'objet et l'étendue de l'enseignement dans chaquecollége communal seront déterminés, eu égard aux besoins de la localité, par le ministre de l'instruction publique, en conseil supérieur, sur la proposition du conseil municipal et l'avis du conseil académique.

Art. 76. Le ministre prononce disciplinairement contre les membres de l'instruction secondaire publique suivant la gravité des cas : 1° la réprimande devant le conseil académique ; 2° la censure devant le conseil supérieur ; 3° la mutation pour un emploi inférieur ; 4° la suspension des fonctions, pour une année au plus, avec ou sans privation totale ou partielle du traitement ; 5° le retrait d'emploi, après avoir pris l'avis du conseil supérieur ou de la section permanente (1).

Le ministre peut prononcer les mêmes peines, à l'exception de la mutation pour un emploi inférieur, contre les professeurs de l'enseignement supérieur (2).

Le retrait d'emploi ne peut être prononcé contre eux que sur l'avis conforme du conseil supérieur.

---

(1) Le décret du 17 mars 1808 prononçait contre les membres de l'Université un grand nombre de peines. La plus grave était la radiation du tableau, qui entraînait la privation des droits civiques ; elle a été abrogée par la nouvelle loi.

(2) M. Pascal Duprat s'est élevé contre ce paragraphe. Il lui a semblé que l'on devait donner contre l'édiction de ces peines disciplinaires d'autres garanties que celles résultant de la conscience politique d'un ministre. Il a, en conséquence, proposé de changer le paragraphe en question et de n'armer le ministre du droit de prononcer les peines susdites qu'après une instruction préalable devant les conseils académiques.

M. de Parieu a soutenu le droit conféré au ministre. Il a dit qu'il était temps que la loi régularisât ce qui était dans les faits, puisque les ministres avaient présentement le droit de mettre les professeurs en disponibilité. Quant aux professeurs de l'enseignement supérieur, une loi doit intervenir à cet égard ; mais en attendant, il est important que l'autorité soit nettement établie. L'amendement n'a point été adopté. (Voy. l'art. 68 et la note).

L'ancienne législation avait déterminé les cas dans lesquels les membres de l'enseignement public, secondaire ou supérieur, pouvaient être frappés des peines disciplinaires. Ainsi il y avait lieu à l'application de ces peines, lorsqu'un membre de l'Université n'observait point les règlements et statuts; que des plaintes et des réclamations s'élevaient contre lui relativement à l'exercice de ses fonctions ; qu'il se rendait coupable d'injures, de diffamation et de scandales à l'égard d'un autre membre (ar. 41 du décret du 15 nov. 1808); lorsqu'il s'écartait des bases d'enseignement prescrites par les lois et règlements (art. 64, même décret); lorsqu'il manquait à la subordination et au respect dû aux supérieurs (art. 66, même décret) ; lorsqu'il était repris pour des faits portant le scandale dans l'établissement ou blessant la délicatesse et l'honnêteté (art. 66, même décret); lorsqu'il abandonnait ses fonctions sous l'accomplissement des formalités exigées (art. 69, même décret).

La loi actuelle ne spécifie point les motifs pour lesquels les peines disciplinaires peuvent être appliquées.

La révocation aura lieu dans les formes prévues par l'art. 14.

TITRE IV.

Dispositions générales.

Art. 77. Les dispositions de la présente loi concernant les écoles primaires ou secondaires sont applicables aux cours publics sur les matières de l'enseignement primaire ou secondaire.

Les conseils académiques peuvent, selon les degrés de l'enseignement, dispenser ces cours de l'application des dispositions qui précèdent, et spécialement de l'application du dernier paragaphe de l'art. 54.

Art. 78. Les étrangers peuvent être autorisés à ouvrir ou diriger des établissements d'instruction primaire ou secondaire, aux conditions déterminées par un règlement délibéré en conseil supérieur.

Art. 79. Les instituteurs adjoints des écoles publiques, les jeunes gens qui se préparent à l'enseignement primaire public dans les écoles désignées à cet effet, les membres ou novices des associations religieuses, vouées à l'enseignement et autorisées par la loi ou reconnues comme établissements d'utilité publique, les élèves de l'école normale supérieure(1), les maîtres d'étude, régents et professeurs des colléges et lycées, sont dispensés du service militaire, s'ils ont, avant l'époque fixée pour le tirage, contracté devant le recteur l'engagement de se vouer, pendant dix ans, à l'enseignement public, et s'ils réalisent cet engagement (2).

Art. 80. L'art. 463 du Code pénal pourra être appliqué aux délits prévus par la présente loi (3).

---

(1) L'école normale supérieure a été créée par le décret organique du 17 mars 1808 ; elle est destinée à former des professeurs. Quoique la loi nouvelle ne dise rien sur ce qui la concerne, elle n'en continuera pas moins à exister.

(2) La dispense du service militaire pour les jeunes gens qui contractaient un engagement pour l'enseignement public avait précédemment été consacrée pour la législation. (Voy. art. 14 de la loi du 21 mars 1832). On peut remarquer qu'il n'est pas question des instituteurs. C'est que d'après la loi actuelle l'on ne pourra plus être nommé instituteur en titre qu'après avoir passé l'âge fixé pour le recrutement. Ainsi, le jeune homme qui se destine à l'enseignement primaire public et qui ne sera pas élève-maître, soit dans les écoles normales, soit dans les écoles de stage, devra nécessairement, pour être dispensé du service militaire, obtenir une place d'instituteur-adjoint dans une école communale.

(3) C'est-à-dire que s'il est reconnu qu'il y a en faveur du membre inculpé des circonstances atténuantes, les peines édictées par la présente loi pourront être modifiées dans les termes prescrits par l'art. 463 du code pénal. Nous citerons seulement le dernier paragraphe de cet article, qui est ainsi conçu :

« Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende « sont prononcées par le code pénal, si les circonstances paraissent atté- « nuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de « récidive, à réduire l'emprisonnement même au dessous de six jours, et

Art. 81. Un règlement d'administration publique déterminera les dispositions de la présente loi, qui seront applicables à l'Algérie.

Art. 82. Sont abrogées toutes les dispositions des lois, décrets ou ordonnances contraires à la présente loi.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art. 83. Les chefs ou directeurs d'établissements d'instruction secondaire ou primaire libres, maintenant en exercice, continueront d'exercer leurs professions sans être soumis aux prescriptions des art. 53 et 60.

Ceux qui en ont interrompu l'exercice pourront le reprendre sans être soumis à la condition du stage.

Le temps passé par les professeurs et les surveillants dans ces établissements leur sera compté pour l'accomplissement du stage prescrit par ledit article.

Art. 84. La présente loi ne sera exécutoire qu'à dater du 1er septembre 1850 (1).

Les autorités actuelles continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'à cette époque.

Néanmoins, le conseil supérieur pourra être constitué et il pourra être convoqué par le ministre avant le 1er septembre 1850; et, dans ce cas, les art. 1, 2, 3, 4, l'art. 5, à l'exception de l'avant-dernier paragraphe, les art. 6 et 76 de la présente loi, deviendront immédiatement applicables.

La loi du 11 janvier 1850 est prorogée juqu'au 1er septembre 1850 (2).

Dans le cas où le conseil supérieur aurait été constitué avant cette époque, l'appel des instituteurs révoqués sera jugé par le ministre de l'instruction publique, en section permanente du conseil supérieur.

Art. 85. Jusqu'à la promulgation de la loi sur l'enseignement supérieur, le conseil supérieur de l'instruction publique et sa section permanente, selon leur compétence respective, exerceront, à l'égard de

---

« l'amende même au-dessous de 16 fr.; ils pourront aussi prononcer sépa-
« rément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à
« l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des
« peines de simple police. »

(1) Mais à partir de cette époque, les fonctionnaires de l'enseignement primaire ou secondaire ne sont-ils pas soumis à une institution nouvelle? Cette question a été soulevée dans le cours de la discussion et résolue en ce sens que ces fonctionnaires n'y sont point astreints par la présente loi; qu'ils sont de droit maintenus dans leur position actuelle, et qu'ils n'auront pas besoin d'une nomination nouvelle pour continuer à exercer leurs fonctions (Voy. *le Moniteur* du 27 février 1850).

(2) Voyez cette loi dans notre livraison de janvier 1850.

G. DE CHAMPEAUX,
avocat à la Cour d'appel de Paris.

cet enseignement, les attributions qui appartenaient au conseil de l'Université, et les nouveaux conseils académiques, les attributions qui appartenaient aux anciens.

Délibéré en séance publique, à Paris, les 19 janvier, 26 février et 15 mars 1850.

Le président et les secrétaires,

BEDEAU (le général), ARNAUD (de l'Ariége), LACAZE, PEUPIN, CHAPOT, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

L. N. BONAPARTE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

E. ROUHER.

Questions proposées.

Quel est le moyen à employer pour conférer à un établissement d'utilité publique la capacité civile de posséder et de recevoir des dons et legs ?

Il y a quelques années, sous l'empire de la réaction protestante, les catholiques d'Alais se réunirent en grand nombre dans la sacristie de l'église, et convinrent d'établir une maison de miséricorde, desservie par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Des souscriptions, des quêtes, des dons ont été faits et ont servi à former cet établissement, qui prospère et fait beaucoup de bien; on a bâti une maison à cet effet, et l'on y a joint depuis une salle d'asile et une crèche. Mais ces acquisitions ont eu lieu sous le nom personnel d'un des administrateurs. Cet état présente des inconvénients graves. Ainsi quelques dons testamentaires faits à l'établissement n'ont pu lui profiter et ont été nuls. On désirerait, en conséquence, donner à cet établissement une capacité civile, pour qu'il pût recevoir des legs, emprunter, acheter, aliéner, etc., sans toutefois le rendre communal, sans lui faire perdre son caractère purement catholique et indépendant.

On demande quelles sont les meilleures formes pour atteindre ce résultat, et s'il n'y a pas possibilité de faire passer cet établissement sur la tête de la fabrique de l'église par une donation ou même par une vente, ou encore sur la tête d'un certain nombre de souscripteurs qui le géreraient ou le feraient gérer comme leur chose propre.

Le meilleur moyen de conférer à cette maison la capacité civile, c'est de la faire reconnaître dans les formes prescrites par la loi (*loi des 2 janvier 1817 et 24 mai 1825*). Il faut donc en faire autoriser l'établissement par le gouvernement.

Il n'est point possible de faire exister ladite maison sous le nom de la fabrique de l'église du lieu et de lui donner la propriété de ses biens sous la condition de l'administrer et de l'entretenir, car les fabriques sont établies pour administrer les biens temporels de l'église, et il n'entre point par conséquent dans leurs attributions de fonder ou d'entretenir des établissements de miséricorde. Il est certain que l'autorisation du gouvernement ne lui serait pas accordée pour cet objet. C'est d'après cela qu'il a été décidé qu'une fabrique ne pouvait pas être autorisée à accepter les dons et legs qui lui seraient faits pour les pauvres (*Décision du ministre des cultes, du* 25 *janvier* 1850), ceux pour l'établissement d'une école. (*Avis du comité de l'intérieur du conseil d'État des* 15 *avril et* 17 *juin* 1836). C'est encore par suite du même principe qu'il a été décidé que la donation d'une maison faite à la fabrique pour servir au logement des sœurs de la Charité vouées à l'éducation des jeunes filles, ne pourrait pas être autorisée. (*Avis du comité de l'intérieur du* 24 *avril* 1833.)

Cette jurisprudence n'a point changé et est encore suivie au ministère des cultes.

Le système qui consisterait à faire passer les biens sur la tête d'un certain nombre de souscripteurs a quelque chose de spécieux. Il est vrai qu'une société civile pourrait être formée entre les personnes pour un temps, pour un objet déterminé, et sous la condition que les biens et produit de l'association appartiendront exclusivement à ceux des associés qui existeront encore au moment de la dissolution de la société. Cette société est définie par les articles 1836 et suivants du Code civil, et serait par conséquent très-licite. Tout ce que l'on peut alléguer en faveur de sa possibilité et de sa légalité entre membres de congrégations religieuses non autorisées a été dit dans une affaire analogue qui s'est présentée dans le ressort de la cour d'appel de Caen. (*Voir l'arrêt de la Cour de Cassation, du* 26 *février* 1849, *rapporté dans Devilleneuve*, t, 1849, 1, 215. (1))

Mais dans l'état actuel de la jurisprudence, la circonstance que cette société serait faite entre des religieux et des laïcs pourrait lui donner l'apparence, le caractère d'une association religieuse déguisée, et suffirait pour détruire les effets de la société et le but qu'on a voulu atteindre. Il a en effet été jugé par plusieurs arrêts qu'une société universelle de gains, stipulée dans les termes de l'article 1838 du Code civil entre les membres d'une congrégation religieuse non autorisée, est nulle lorsqu'elle a pour objet d'avantager la congrégation. (*Cass.* 15 nov. 1847. Devill. vol. 1848, 1, 134, et 26 février 1849, vol. 1849, 1, 215.)

Ce moyen présenterait donc cet inconvénient que la mort d'un

---

(1) *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, ci-dessus, p. 62.

associé serait toujours une cause éventuelle d'embarras et que l'établissement serait par là même dans une situation précaire.

Il en faut donc revenir au premier moyen indiqué et donner à la maison une existence civile en la faisant autoriser, ce qui ne souffrira d'ailleurs aucune difficulté à cause du but moral et de l'utilité publique qui s'attache à un pareil établissement.

La demande en autorisation doit être présentée, pour abréger l'instruction de l'affaire, par la supérieure générale de la congrégation de Saint-Vincent-de-Paul. Mais elle pourrait l'être aussi par les souscripteurs. Dans tous les cas, il y a lieu de produire à l'appui :

1° L'état des personnes qui doivent composer l'établissement ;

2° L'engagement souscrit par elles de suivre les statuts approuvés pour la congrégation à laquelle elles appartiennent ;

3° La justification que l'établissement possède les ressources financières nécessaires pour exister. (*Avis du comité de législation du 31 janv.* 1840) ;

4° Le procès-verbal de l'enquête ordonnée par l'autorité administrative sur la convenance et les inconvénients de l'établissement (*art.* 3 *de la loi du* 24 *mai* 1825) ;

5° L'avis du conseil municipal (*idem*) ;

6° Le consentement de l'évêque diocésain (*idem*) ;

7° L'avis du sous-préfet et du préfet du département.

Ces pièces sont adressées au ministre des cultes, et c'est sur son rapport que l'autorisation demandée est accordée par un décret du président de la République délibéré dans le comité de législation du conseil d'État. (*Art.* 3 *de la loi du* 24 *mai* 1825.)

Administration fabricienne.

Devoirs des Fabriciens et des Marguilliers pendant le mois de Juin.

Réunion mensuelle du bureau des marguilliers (art. 22 du décret du 30 décembre 1809).—(Voy., à ce sujet, nos observations dans notre livraison du mois de mai 1849, p. 150).

Chronique.

Lois votées par l'Assemblée législative.

Loi qui ouvre sur l'exercice 1850 un crédit extraordinaire de 2,629,910 fr. pour couvrir le surcroît de dépenses qu'occasionnera l'entretien sur le pied de guerre, pendant six mois, du corps expéditionnaire de la Méditerranée, à partir du 1er janv. dernier (2 mai); —Loi qui affecte une somme de 1,700,000 fr. à l'achèvement des travaux du chemin de fer de Paris à la frontière d'Allemagne, entre Strasbourg et Hommarting (7 mai 1850).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—S. Em. le cardinal archevêque de Lyon a convoqué le concile de sa province pour le 30 juin prochain. Les sessions se tiendront dans l'église des Chartreux. Le chapitre de l'église primatiale s'est réuni pour déléguer deux de ses membres qui devront y assister en son nom, suivant l'usage. MM. les chanoines Caltet et Lyonnet ont eu la majorité des voix. Les évêques suffragants de l'archevêché de Lyon sont Mgrs les évêques d'Autun, de Langres, de Dijon, de Saint-Claude et de Grenoble.

—L'ouverture du concile de la province d'Albi est fixée au 23 juin. NN. SS. les évêques de Perpignan, Cahors, Rodez et Mende, sont les suffragants de cette métropole.

—Mgr l'évêque de Digne a rétabli dans son diocèse la liturgie romaine.

—Le R. P. Francois Vaurès, ex-provincial de l'ordre des Minimes de Saint-François, conseiller et canoniste de l'ambassade française à Rome, a été nommé, par le président de la République française, chevalier de la Légion-d'Honneur, en récompense des services rendus au Saint-Siége et à la France pendant l'expédition militaire ayant pour but le rétablissement du pouvoir temporel du Souverain-Pontife.

—S. E. le cardinal du Pont, archevêque de Bourges, a aussi été promu, dans le même ordre, au grade de commandeur.

—Le jubilé séculaire du Saint-Sang vient d'être célébré à Bruges (Belgique), avec une grande pompe. Un grand nombre d'évêques ont assisté à ces fêtes, qui ont duré huit jours.

—Par décret en date du 16, Mgr Régnier, évêque d'Angoulême, est nommé archevêque de Cambrai, en remplacement du cardinal Giraud, décédé. Mgr Régnier est né à Saint-Quentin (Maine-et-Loire), le 17 juillet 1794. Il fut nommé évêque d'Angoulême le 15 juin 1842, et sacré le 25 septembre suivant. Il avait été auparavant vicaire-général d'Angers.

—Mgr l'archevêque de Paris vient de fonder une société charitable d'encouragement pour les écoles Chrétiennes libres de son diocèse. Le but de cette société d'encouragement est : 1° d'ouvrir des écoles religieuses pour les garçons et pour les filles dans les quartiers qui en manquent. Les écoles seront ou gratuites ou payantes, selon les quartiers. Si elle ne pouvait pas toujours ouvrir des écoles là où il serait nécessaire d'en établir, la Société pourra aider à leur ouverture. Elle pourra aussi soutenir les écoles chrétiennes existantes dont le sort serait menacé faute de ressources. 2° De fonder des externats secondaires ou d'aider à leur fondation. 3° De constituer une école normale où se formeront pour les écoles libres des maîtres ecclésiastiques et laïques. 4° De fonder, quand ce serait possible, des cours de haut enseignement pour couronner le système des écoles libres.

Les ressources de la société consistent dans les cotisations annuelles de ses membres fondateurs, les dons et souscriptions qu'elle peut recevoir. Pour être fondateur, il faut s'engager à payer au moins 200 fr. par an pendant cinq ans.—La société est placée sous le patronage et la présidence de l'archevêque de Paris. Les curés des douze arrondissements de Paris en sont membres de droit. Ces dispositions ont été prises pour imprimer profondément à la société le caractère religieux qui ne doit jamais s'altérer en elle.

Actes officiels.

LÉGISLATION.

Rapport au Président de la République, et Décret portant prorogation du Décret du 16 septembre 1849 (1), concernant la tenue des conciles métropolitains et des synodes diocésains.

Paris, le 22 mai 1850.

Monsieur le Président,

Par un décret du 16 septembre dernier, rendu sur la proposition de M. Lanjuinais chargé par intérim du ministère de l'instruction publique et des cultes, vous avez autorisé, pendant l'année 1849, la tenue des conciles métropolitains et des synodes diocésains pour les affaires touchant à l'exercice du culte et à la discipline du clergé.

Ces assemblées ont eu lieu à Paris, à Soissons, à Avignon, à Rennes, et les résultats qu'elles ont produits dans l'intérêt général des affaires de l'Église, ont inspiré à plusieurs membres de l'épiscopat le désir de les continuer en 1850, dans quelques-unes des provinces ecclésiastiques où elles n'ont point encore été tenues.

Un gouvernement libéral et éclairé ne peut que s'associer de nouveau à cette pensée, et l'approuver avec la ferme confiance qu'elle portera d'heureux fruits. J'ai donc l'honneur de soumettre à votre approbation, monsieur le président, un projet de décret qui proroge pour l'année 1850 le décret du 16 septembre 1849.

Veuillez agréer l'hommage de mon respect,

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. DE PARIEU.

DÉCRET.

Au nom du peuple français.

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes; vu les art. 1 et 16 du concordat du 26 messidor an IX; vu l'art. 4 de la loi organique du 18 germinal an X; vu le décret du 16 septembre 1849, qui a autorisé les archevêques et évêques à tenir des conciles métropolitains et des synodes diocésains pendant l'année 1849;

Décrète :

ART. 1er. Le décret du 16 septembre 1849, relatif à la tenue des

(1) Voy. ce décret dans le *Bulletin*, vol. 1849, page 258.

conciles métropolitains et des synodes diocésains, est prorogé pour l'année 1850.

ART. 2. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent decret.

Fait au palais de l'Élysée national, le 22 mai 1850.

L. N. BONAPARTE.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. DE PARIEU.

BUDGET DE 1850.

Observations sur le budget des cultes.

Nous avons fait connaître dans notre livraison de janvier le projet de budget des cultes pour l'année 1850. La loi portant fixation de ce budget, ainsi que celui des autres services, a été votée le 15 mai. Sur les crédits portés au budget général, s'élevant à 1,461,491,788 fr., les cultes figurent pour une somme de 41,369,590 fr. En rapprochant ce chiffre de celui de l'année dernière (*Bulletin*, vol. 1849, pag. 185), nous trouvons une différence en plus de 623,697 fr. (1) D'après le projet du gouvernement, il n'était demandé que 40,9·5,290 fr. Nous félicitons la commission du budget (2) de s'être montrée

---

(1) Les allocations portées au budget peuvent-elles être dépassées par le ministre? En général, aucune dépense ne peut être ordonnée ni liquidée sans qu'un crédit préalable ait été ouvert par une loi, sans quoi ladite dépense serait laissée à la charge personnelle du ministre ordonnateur. Le ministre a donc toujours la ressource de présenter à l'Assemblée un projet de loi, à l'effet de faire augmenter le crédit qui lui a été alloué. C'est ce qui a été fait l'année dernière, a l'occasion d'un crédit de 173,0.0 fr. pour les traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial, accordé par la loi du 26 décembre 1849. De plus, pendant les prorogations de l'Assemblée, des crédits, soit extraordinaires, soit supplémentaires, peuvent encore être ouverts par arrêté du président de la république, après délibération du conseil des ministres et avec le contre-seing du ministre des finances, mais a la condition que ces arrêtés seront insérés au *Bulletin des Lois* et soumis à l'approbation de l'Assemblée législative (art. 9 et 10 de la loi du 15 mai 1850).

Au surplus, les services pour lesquels des crédits supplémentaires peuvent être accordés en 1850, pour insuffisance d'allocations dûment justifiées au budget des cultes, sont : les indemnités pour frais d'établissement des évêques, des archevêques et des cardinaux; les frais de bulles et d'information; le traitement du clergé paroissial, et celui des ministres des cultes non catholiques. Il n'en pourrait point être alloué pour d'autres objets.

(2) Cette commission était composée de MM. Berryer, *président*; Gouin, vice président; Sauvaire Barthelémy, Fournier, Combarel de Leyval, Loyer, Fresneau, Lepeletier-d'Aulnay, Wolowski, de Doubet, de Chasse-

plus libérale que l'administration gouvernementale. Mais nous croyons qu'elle n'a point fait assez. Le budget n'alloue les fonds nécessaires que pour doter cent nouvelles succursales et cent vicariats nouveaux. Cela n'est point suffisant, eu égard au grand nombre de demandes d'érections adressées par les évêques, et aux besoins spirituels de la population Sous le gouvernement déchu, les érections étaient beaucoup plus nombreuses; il y en avait presque toujours trois cents par an pour les succursales et cent à cent cinquante au moins pour les vicariats.

Nous ne parlerons point ici du traitement alloué aux desservants et aux chapelains vicaires. Le traitement des desservants a été augmenté l'année dernière, et nous ne croyons pas qu'il soit opportun d'aborder encore cette question. Mais nous y reviendrons, car il est bien évident que le petit supplément de 50 fr. accordé par la loi du 12 avril 1849 aux desservants jusqu'à l'âge de 59 ans n'est qu'un commencement d'augmentation, et qu'il y a encore beaucoup à faire avant de les avoir mis hors du besoin. La position pécuniaire des chapelains-vicaires, c'est-à-dire des titulaires de chapelles vicariales, mérite aussi toute la sollicitude du gouvernement.

D'une autre part, combien de prêtres âgés et infirmes auraient des droits incontestables à la libéralité de l'administration ! Combien de fabriques pauvres manquent des premières ressources, et dans lesquelles les frais de célébration du culte sont entièrement à la charge du curé ! combien d'eglises en ruines ne peuvent être restaurées faute de ressources ! combien en construction qui ne peuvent être achevées ! combien de presbytères à acquérir, à reconstruire, à réparer ! Le gouvernement n'ignore point toutes ces choses. Elles ont aussi frappé l'attention de la commission ; c'est ce que nous atteste M. Berryer, dans son rapport, que l'exiguïté de ce recueil nous empêche de rapporter, mais qui se résume dans ces quelques mots. (1) « Cette dépense (la somme portée au budget), dit « M. Berryer, doit pourvoir au premier des besoins intellectuels et « à l'accomplissement du plus important des devoirs de l'homme « civilisé; répartie entre toutes les communes de France, *elle suffit* « *à peine* pour assurer une existence convenable à tous les ministres « du culte, pour favoriser l'éducation des jeunes hommes que leur « vocation appelle à l'exercice du saint ministère, pour seconder les « communes dans leurs sacrifices consacrés à l'entretien et à la ré« paration des églises, des temples et des presbytères... »

Lorsque les besoins du culte et du clergé sont ainsi généralement compris, pourquoi n'entre-t-on pas hardiment dans une voie d'amé-

---

loup-Laubat (Prosper), Larrabure, André, de Charencey, Vitet, de Beaumont (Somme), Benoist (Denis), Gasc, Creton. Augustin Giraud. Suchet d'Albuféra, de Panat, Bocher, Granier, Hernoux, Buffet, Mathieu-Bodet, Druet-Desvaux, Gaslonde, Legros-Devot.

(1) Ce rapport a été publié dans *le Moniteur* du 17 février.

lioration qui permettrait de satisfaire à tous les vœux de la population religieuse?

La discussion du budget des cultes a eu lieu les 2 et 3 avril. Tous les chapitres ont été votés sans débats, à l'exception du cinquième (*Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial*); sur ce chapitre, une question des plus importantes a été soulevée par M. Jules Favre. C'est celle de l'inamovibilité des desservants. M. Berryer est monté à la tribune, et a noblement et victorieusement plaidé la cause de l'indépendance de l'Église. Voici la discussion sur ce difficile sujet qui préoccupe encore tant d'esprits.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 2 avril.—Présidence de M. Dupin.

Discussion du projet de budget des cultes pour 1850.

M. *Jules Favre.*—Messieurs, je viens appeler l'attention de l'Assemblée sur une question grave et delicate qui touche aux intérêts et aux droits de la partie la plus considérable du clergé, et je ne crains pas d'ajouter la plus digne de votre sollicitude, je veux parler de la position anormale qui a été faite aux curés de campagne appelés desservants et succursalistes par la législation exceptionnelle qui les a privés, vous le savez, des bénéfices de l'inamovibilité. (Exclamations à droite.)

M. *De la Rochette.*—Cela ne regarde pas l'Assemblée!

M. *Chauvin.*—C'est une question théologique.

M. *Jules Favre.*—Je viens vous demander de prononcer un mot qui fasse cesser l'état de servitude et de dépendance.... (Nouvelles exclamations à droite.)

M. *le ministre de l'instruction publique.*—Avez-vous mandat pour parler ainsi?

M. *Jules Favre.*—M. le ministre me demande si j'ai mandat pour parler ainsi. J'ai mon mandat de député et cela me suffit, et je vais lui prouver que j'ai ce mandat de l'Eglise, de ses anciennes traditions, des libertés de l'Eglise gallicane... (Rumeurs à droite.)

Un membre.—C'était bon avant 89, ce que vous dites là.

M. *Jules Favre.*—Qui ont constamment repoussé la doctrine contre laquelle je m'élève. Je viens demander à l'Assemblée de vouloir bien voter l'article additionnel que voici :

« A l'avenir, les curés dits succursalistes et desservants jouiront de tous les droits des curés de cantons. L'article 31 de la loi organique du concordat est abrogé.... (Interruptions et rires à droite.)

M. *Gaslonde.* C'est un traité diplomatique, le concordat; vous ne pouvez pas l'effacer!

M. *Chapot.*—Il faudrait alors rétablir les officialités!

M. *Jules Favre.*—«... En ce qui concerne la révocabilité des succursalistes et des desservants. »

Si je voulais, messieurs, consulter les précédents, je vous prouverais que, dans plusieurs autres assemblées qui vous ont précédés, c'est précisément à l'occasion du budget des cultes que cette discussion a été soulevée. D'ailleurs je puis dire qu'il est de tradition, dans les assemblées parlementaires, que la discussion du budget comporte la discussion des institutions mêmes auxquelles s'applique le mécanisme financier. (C'est vrai!)

C'est ce que je trouve dans les paroles de l'honorable rapporteur. C'est là une tradition que nous n'entendons pas abandonner. Si les budgets se

votent au pas de course, parce qu'ils ont été présentés tardivement, soyez sûrs que tous les droits sont réservés, et surtout ceux de la discussion.

D'ailleurs, vous allez voir dans un instant que la question sur laquelle j'appelle votre attention est digne des méditations de l'Assemblée. (Interruption à droite.)

Vous allez voir, messieurs, qu'après ce qui s'est passé dans le sein de l'Assemblée constituante, il est indispensable que vous entendiez M. le ministre de l'instruction publique. Si vous voulez bien m'accorder quelques minutes d'attention et me permettre de suivre mes idées, je crois que la discussion y gagnera quelque chose. (Parlez!)

Mon amendement est clair. Vous savez que les membres du clergé peuvent se distinguer en deux catégories : les uns peuvent s'appeler les membres libres ; ce sont ceux qui administrent les sacrements, qui se livrent à la prédication, sans être spécialement attachés à une paroisse, ou qui le sont sans l'autorité de leurs chefs spirituels ; les autres, et c'est la seconde catégorie, ont, au contraire, un gouvernement spirituel et temporel à la fois; pour me servir de l'expression consacrée, qui peint à merveille leurs fonctions augustes et leur position élevée, *ils ont charge d'âmes*. Ceux-là, messieurs, personne ne le contestera, ont des obligations plus difficiles à remplir que les premiers; car il faut non-seulement qu'ils soient des modèles de vertu, de science et de conduite, mais ils ont encore, dans le maniement des hommes, des difficultés à vaincre, difficultés que je n'ai pas besoin de signaler. Seulement j'ajoute que, plus le nombre des fidèles sur lesquels leur action s'exerce est petit, plus les difficultés sont considérables; car ce n'est un mystère pour personne que les résistances s'accroissent en proportion de la fréquence des contacts, et que plus un théâtre est restreint, plus grand est le rôle de ceux qui y figurent.

Eh bien, messieurs, si ces réflexions sont vraies, il faut reconnaître que celui qui a charge d'âmes a besoin non-seulement de l'exercice des vertus dont je parlais tout à l'heure, mais encore d'une certaine prudence, d'une certaine fermeté d'action qui doivent nécessairement, pour être efficaces, trouver leur point d'appui dans la sécurité de la position et dans l'indépendance de la fonction. Nos pères l'avaient bien senti, puisque jusqu'en 1789 la position des curés, quel que soit leur rang, était inamovible; elle était inamovible en ce sens qu'ils ne pouvaient être déplacés, changés de siége, et, à plus forte raison, dépouillés de leur caractère sacerdotal que par le jugement de leurs pairs, par le jugement émané d'un tribunal de l'officialité, et non pas par la volonté arbitraire de l'évêque.

Vous savez, messieurs, que cet état de choses changea à la constitution civile du clergé, dont je ne veux rien dire ; et je m'empresse, arrivant de suite au siége de la difficulté, de vous entretenir des articles du concordat qui doivent gouverner la matière.

Vous savez qu'en 1802 lorsque le concordat fut signé, le pouvoir civil et le pouvoir spirituel s'accordèrent pour concourir ensemble à l'administration ecclésiastique. Voici, en effet, comment sont conçus les art. 9 et 10 du concordat, qui assurent les droits du curé, et dont je vous demande l'application à tous ceux qui remplissent ces fonctions.

« Art. 9. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leur diocèse, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du gouvernement.

« Art. 10. Les évêques nommeront aux cures; leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le gouvernement. »

Cet accord, cette fusion des pouvoirs dont je parlais tout à l'heure, sont écrits dans les articles que je viens d'avoir l'honneur de mettre sous vos yeux. Il est bien certain que si ces articles étaient le seul texte législatif sous l'empire duquel nous fussions placés, il n'y aurait pas lieu à soulever la question ; car l'ancienne doctrine que je viens de rappeler était respectée, conservée, confirmée par le concordat. Cependant vous savez qu'un autre monument législatif y vint porter une grave atteinte : je veux parler, messieurs, des lois organiques, qui, elles, vous ne l'ignorez pas non plus, furent l'œuvre exclusive de la puissance temporelle; or, dans ces lois organiques, l'inamovibilité, qui paraissait conservée pour toutes les classes de

curés, disparut en ce qui concernait la classe la plus nombreuse, c'est-à-dire la classe des curés de campagne qu'on a nommés succursalistes et desservants

Voici, en effet, comment sont conçus les art. 31 et 60 des lois organiques. Permettez-moi d'en placer le texte sous vos yeux.

« Les vicaires et desservants exerceront leur ministère sous la surveillance et la direction des curés; ils seront approuvés par l'évêque et révocables par lui.

« Il y aura au moins une paroisse par justice de paix; il sera, en outre, établi autant de succursales que les besoins pourront l'exiger. »

Messieurs, permettez-moi de dire qu'en face de ce texte, et quel que soit le respect que nous devions à la loi, le reproche le plus grave qu'on soit en droit de lui adresser, c'est de manquer de franchise. En effet, pourquoi cette distinction entre les desservants et les succursalistes et les curés? N'est-il pas évident que ceux qui sont à la tête d'une agrégation, nommée commune dans le langage civil, nommée paroisse dans le langage spirituel, ont les mêmes obligations à remplir : qu'ils sont revêtus du même caractère, et que, par conséquent, ils doivent jouir de la même indépendance? Le législateur l'a senti, aussi par une règle indigne de lui, si je puis employer cette expression, il change le caractère nominal de ces pasteurs; il les dégrade, pour ainsi dire, par l'expression, afin de pouvoir les asservir à sa volonté suprême. (Longue rumeur sur quelques bancs à droite.)

Ainsi ce ne sont plus des curés, ce sont des succursalistes et des desservants; et c'est parce que ce sont des succursalistes et des desservants, qu'au lieu de les faire jouir des bienfaits de l'inamovibilité que leur assurent les traditions de l'Eglise, les anciennes lois de l'État, que veulent et le bon sens et l'esprit politique, on les frappe à merci.

Messieurs, s'il était nécessaire de rechercher quelle a été la pensée politique de ces lois organiques, cela ne serait pas difficile. Il serait bien aisé de démontrer qu'à cette époque, le génie puissant qui voulait concentrer dans sa main toutes les forces sociales avait compris quel parti il y avait à tirer de la puissance ecclésiastique; il la voulait pour lui, il voulait dominer les évêques dont il se réservait la nomination, et, par les évêques, il entendait tenir aussi le bas clergé sous sa domination.

Quelles ont été les conséquences d'un pareil état de choses? Sous l'Empire, les plaintes ne se sont pas produites en grand nombre, et je n'ai pas besoin d'en dire la raison : à cette époque, le moindre murmure de l'opinion publique était jugé séditieux, et c'est à cet état de choses qu'on voudrait nous ramener. (Approbation à gauche.)

Plus tard, aussitôt qu'un gouvernement libre fut rétabli, que la tribune fut relevée, sous le gouvernement de la Restauration, vous pouvez consulter *le Moniteur* et les archives du palais de la Chambre des députés et du palais de la Chambre des pairs, et vous verrez de toutes parts affluer des pétitions dans lesquelles les réclamations les plus vives et quelquefois les plus violentes étaient adressées contre l'état de choses qu'avaient instauré les lois organiques. Faut-il, messieurs, examiner ici si ces plaintes étaient légitimes?

Beaucoup d'excellents esprits ont pensé qu'au moment où les lois organiques étaient édictées, il était nécessaire, à raison de la dispersion du clergé, de la tempête qu'il avait été obligé de traverser, de confier aux évêques cette autorité despotique dont ils avaient fait un excellent usage; et ils ajoutent, en défenseurs du *statu quo*, que cette autorité des évêques s'est toujours manifestée par des admonestations paternelles; que les mains des princes de l'épiscopat étaient pleines de douceur, et que ceux qui se plaignent ne sont que des prêtres égarés soit par la légèreté de leurs mœurs, soit par l'exaltation de leurs idées.

Je n'examine pas une pareille question, et je suis disposé, pour ne pas aigrir la discussion, à faire cette concession à mes honorables adversaires. Mais alors je leur répondrai que l'arbitraire a par lui seul un bien grand vice, puisque le pouvoir despotique des évêques, exercé de cette manière évangélique et dans cette sphère d'action qui n'a jamais, suivant eux, admis la moindre erreur, soulève cependant des réclamations unanimes

Je vous rappelle encore ce qui s'est passé sous la monarchie de juillet; je vous rappelle que, dans les dernières années de ce gouvernement, non-seulement des pétitions nombreuses arrivèrent aux pouvoirs législatifs, mais encore, ce qui était infiniment dommageable pour l'Église, que la presse fut saisie de cette question, que des journaux spéciaux furent fondés non pas seulement pour accueillir des plaintes téméraires, mais pour discuter gravement ces doctrines qui doivent être sérieusement envisagées par des hommes d'État.

Tel était l'état des choses, qu'au moment où la révolution de Février éclata, lorsque cette révolution eut réuni dans cette enceinte l'assemblée constituante, je ne crains pas d'être taxé d'exagération en disant que de toutes parts on s'adressa à elle, que des bras furent tendus vers sa souveraineté pour obtenir le retour aux anciens canons de l'Église; car alors, messieurs, vous le savez, c'était une opinion générale que la Constituante avait reçu de la grandeur des événements qui s'étaient accomplis en France la mission souveraine non pas de jeter par terre la société entière, mais de reconstruire pacifiquement et glorieusement; c'était l'opinion de beaucoup d'hommes qui siégent sur les bancs de la majorité; M. le ministre de la justice l'a signée dans sa profession de foi; je sais bien que depuis, M. le ministre de la justice et beaucoup de membres de la majorité sont revenus en arrière, qu'ils en sont à se repentir de cette déclaration; mais qu'ils me permettent de leur dire que le temps n'est probablement pas loin où ils se repentiront de ce repentir. (Hilarité à gauche)

Quant à nous, messieurs, ce ne sont pas les événements qui se sont accomplis, ce ne sont pas surtout les hommes d'Etat qui se sont succédé au pouvoir, qui ont pu altérer en rien notre foi. Il est possible que la France soit un instant arrêtée dans sa marche par ces hommes qui pensent qu'il est possible d'enlacer ses bras d'Hercule dans je ne sais quelles frêles bandelettes, qu'ils vont emprunter au garde-meuble vermoulu de la royauté. (Vive approbation à gauche. — Rires ironiques à droite.) Mais qu'ils le sachent bien, s'ils peuvent retarder sa marche triomphante, ils ne l'arrêteront pas; de plus puissants qu'eux s'y sont brisés.

Pardonnez-moi cette digression, messieurs; il m'est impossible de me reporter, même par le souvenir, à cette grande époque sans regretter le bien que nous n'avons pas su faire. Mais, il faut le dire, sur la question spéciale qui, dans ce moment, occupe l'Assemblée, les travaux de l'assemblée constituante ont été profonds et consciencieux.

Vous savez, messieurs, que, sur la proposition de l'honorable M. Dufaure, proposition excellente, l'assemblée constituante s'était divisée en comités; elle avait son comité des cultes, et c'est le comité des cultes qui fut saisi de cette grave question; il en fut saisi de deux manières : par des pétitions qui affluèrent au bureau de l'assemblée constituante, et en même temps par une proposition spéciale formulée par quelques-uns de nos honorables collègues. Vous n'avez qu'à recourir à un document important et qui devrait avoir des imitateurs, je veux parler d'un volume publié par l'un de nos honorables collègues et qui contient le résumé complet des travaux du comité des cultes, et vous verrez que ce que j'avais l'honneur de vous dire tout à l'heure est parfaitement exact, et que les plaintes dont l'assemblée nationale constituante se trouvait l'écho étaient empreintes d'un tel caractère d'irritation et d'amertume, qu'elles furent, en ce qui concerne la forme, l'objet d'un blâme de la part de ce comité.

M. de l'Espinasse. — Je vous demande bien pardon, j'étais de ce comité; vous vous trompez, c'est une erreur.

M. Jules Favre. — On me dit que c'est une erreur; je renvoie M. de l'Espinasse au volume qui est dans mon pupitre et que j'aurai l'honneur de lui communiquer.

Une voix — Il y a eu un seul pétitionnaire.

M. Jules Favre. — Je dis que cela importe peu, et voici pourquoi, c'est que ce n'est qu'un détail; ce qu'il y a d'essentiel, c'est qu'au moment où l'assemblée constituante se réunit, et M. de l'Espinasse ne me contredira pas, des plaintes nombreuses lui sont arrivées précisément sur la loi organique que je combats; une proposition a été formulée par quelques-uns de

nos honorables collègues, et ces deux documents ont été, de la part du comité des cultes, l'objet d'un examen consciencieux et approfondi. Or c'est à cet examen qu'il faut vous arrêter un instant, car dans le comité des cultes, on fut unanime à reconnaître deux points :

Le premier, que les traditions de l'Eglise et les ordonnances de l'ancienne monarchie française garantissaient au bas clergé le bénéfice de l'inamovibilité ;

Le deuxième point, qu'il était utile, qu'il était politique, qu'il était indispensable de rétablir un pareil état de choses.

Sur ce point, il n'y eut pas d'opposition dans le sein du comité des cultes, et quelques-uns des vénérables prélats qui en faisaient partie déclarèrent que, quant à eux, cette nécessité leur paraissait si bien établie, qu'ils pouvaient affirmer qu'ils seraient les premiers à donner cet exemple dans leurs diocèses.

Néanmoins, un scrupule arrêta le comité des cultes. C'est de ce scrupule qu'il est nécessaire de vous entretenir.

La majorité du comité pensa qu'il s'agissait d'une question de discipline ecclésiastique, qui intéressait au plus haut point la juridiction du saint-siége, qu'il était impossible de rien innover, de rien réparer dans une pareille matière, sans consulter auparavant le chef spirituel des fidèles; et ce fut dans cet ordre d'idées que le président du comité des cultes écrivit à M. le ministre de l'instruction publique, qui était aussi chargé du département des cultes.

A la date du 3 février 1849, voici la lettre qui fut écrite par M. le ministre des cultes au président du comité des cultes.

« Monsieur le président,

« J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et par laquelle vous me faites savoir que le comité des cultes, saisi d'une proposition sur l'inamovibilité des desservants et des officialités diocésaines, a émis le vœu suivant (le vœu !) : que l'art. 31 de la loi organique du concordat soit rapporté, en ce qui concerne la révocabilité des desservants...»

Je ne suis donc pas bien téméraire, je suis derrière le comité des cultes. Je poursuis :

« ... Et qu'il soit ouvert immédiatement, par le Gouvernement, des négociations avec le souverain pontife pour régler les conditions d'après lesquelles seraient établies l'inamovibilité des desservants et les officialités diocésaines.

« Je m'empresse de vous informer, monsieur le président, que, conformément au vœu du comité des cultes, je vais aviser aux moyens d'entamer la négociation dont il s'agit. »

J'avais raison de dire tout à l'heure qu'il était impossible que, dans cette discussion, nous n'entendissions pas M. le ministre des cultes. En effet, une négociation a été ouverte en février 1849; qu'est-elle devenue ? Quels en ont été les résultats ? L'Assemblée a intérêt à le savoir ; elle doit le savoir.

Du reste, je désire, pour ma part, et c'est peut-être là l'état de la négociation, que la négociation n'ait pas été entamée, et qu'on en soit encore à la lettre morte-née de l'honorable ministre de l'instruction publique; je le désire, et voici pourquoi :

C'est qu'il me paraît que le scrupule qu'a éprouvé le comité des cultes, qu'a partagé M. le ministre de l'instruction publique, est diamétralement opposé aux traditions de l'ancienne France, à ces vérités éternelles de droit public, de sens commun, de salut politique, qui ont été inaugurées dans les immortelles déclarations de 1682. Et je vous demande, messieurs, en quelques mots, si vous le voulez, car je ne prétends pas vous imposer ma parole, à Dieu ne plaise ! si vous le voulez, je demande la permission de justifier en quelques mots ma pensée (Parlez ! parlez !)

Messieurs, je pourrais me contenter de cette seule observation, qu'il ne s'agit en aucune manière, et telle a été l'erreur du comité des cultes, de toucher à quoi que ce soit qui ressemble à un dogme de foi, à un dogme de discipline ecclésiastique, à un point même de discipline ecclésiastique, pour me servir d'une expression plus convenable.

De quoi s'agit-il, en effet? Il s'agit tout simplement, comme le dit le comité des cultes, dans le vœu qu'il exprime, de demander à la puissance civile, à l'autorité souveraine, qui fait la loi, et dont vous êtes ici l'expression, il s'agit de lui demander de revenir sur un point de la législation civile. En effet, messieurs, c'est l'article 60 de la loi organique qui est annexée au concordat, c'est cet art. 60 seul qui est en cause; et il n'est pas douteux que les articles organiques, ainsi que je le disais, soient émanés du pouvoir spirituel, soient son ouvrage et n'aient en rien reçu l'adhésion du pouvoir spirituel.

Il y a mieux; et nous sommes ici dans une position unique; nous rencontrons cette singulière fortune d'avoir avec nous l'autorité que nous prétendons respecter, et vis-à-vis de laquelle cependant nos respects sont une sorte d'irrévérence. En effet, tout le monde sait que les articles organiques n'ont pas été acceptés par le saint-siége; qu'il a constamment protesté contre eux. C'est un point historique (Oui! oui!), et je rougirais de le développer devant cette Assemblée, de discuter ma pensée par des citations historiques. Ainsi, les articles organiques sont en dehors de l'action pontificale, de l'action du saint-siége, et n'ont jamais été acceptés comme autorité, pouvant en quoi que ce soit toucher à la discipline ecclésiastique.

Quelle est donc, messieurs, notre position? Elle est simple, facile. Evidemment le comité des cultes s'est créé un embarras qui n'existait pas. Il a eu recours à l'autorité du saint-siége, alors que l'autorité du saint-siége était complétement dégagée. Les lois organiques, vis-à-vis le saint-siége, sont le néant; elles n'obligent que l'autorité civile, et vous êtes ici la résultante et le résumé de la souveraineté républicaine, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus auguste et de plus fort. Vous pouvez donc, et les lois organiques ne sont pas un obstacle pour vous, vous pouvez donc effacer cet article qui, je le répète, a été un empiétement sur le concordat, un relâchement et un amoindrissement de l'ancienne discipline, et examiner en hommes d'Etat, en hommes politiques, s'il est opportun de maintenir ou de détruire l'inamovibilité des desservants, auxquels la loi organique n'a touché qu'en s'écartant de la sage réserve du concordat. Je le répète, ces raisons suffiraient pour établir que le comité des cultes et le ministre des cultes n'avaient pas à s'adresser à l'autorité du saint-siége, qu'ils ont ici fait fausse route, que vous êtes tout-puissants et parfaitement compétents pour statuer sur la difficulté. Mais je vais plus loin, et comme la discussion dont il s'agit touche à un point grave, délicat peut-être, plus ce point est grave et délicat, et plus il est de la dignité d'une assemblée souveraine de ne pas passer à côté, pardonnez-moi la trivialité de l'expression, et de ne pas sembler le passer sous silence. La question est celle-ci : Le pouvoir est-il en droit de statuer, par la législation civile, sur un point de discipline ecclésiastique et spécialement sur la position des ministres du culte qu'il s'agit de placer dans un état de dépendance ou d'indépendance? Pour moi, la question ne saurait être douteuse. Evidemment le pouvoir civil est investi de l'autorité suffisante pour statuer sur une pareille difficulté.

Je dis mieux : si le pouvoir civil manquait de statuer sur cette difficulté, il s'abdiquerait lui-même et il abandonnerait une de ses plus précieuses prérogatives. Est-ce qu'on peut dire que c'est là une sorte d'empiétement sur le pouvoir spirituel? Non, évidemment.

En effet, si je voulais élargir cette discussion, je ferais disparaître ma parole, et je mettrais ma faiblesse sous la protection des anciens docteurs de l'Eglise, les plus considérables, les plus illustres (Mouvement), qui viendraient vous enseigner quelle est la condition de l'indépendance spirituelle de l'Eglise. L'Eglise est à côté de l'Etat, c'est Bossuet qui l'enseigne, l'Eglise est à côté de l'Etat comme une puissance amie, comme une alliée, et tous les deux concourent à la même œuvre, c'est-à-dire au perfectionnement de l'humanité, mais chacun, bien entendu, dans la sphère de ses pouvoirs. L'Eglise a pour elle le domaine de la foi, et l'Etat serait téméraire et usurpateur s'il entendait la violenter en cette matière. Mais l'Etat a pour lui le domaine civil, c'est-à-dire, en ce qui concerne l'Eglise, la réglementation et le gouvernement de toutes les manifestations extérieures de la foi. (Quelques rumeurs à droite.)

En effet, est-ce que ce n'est pas là la doctrine non-seulement des quatre articles de 1682, mais encore de l'ancienne monarchie, des anciens parlements? Est-ce que, sur la question spéciale qui nous occupe, par exemple, le pouvoir civil est demeuré muet en 1789? est-ce que l'inamovibilité des curés a été un simple fait de tolérance qui s'est établi, qui s'est continué, qui s'est fortifié dans le pouvoir civil, uniquement à l'aide de la discipline ecclésiastique?

Ne le croyez pas, ce serait une erreur.

Ainsi les conciles ont statué sur cette question : vingt-deux conciles ont prononcé, ont reconnu qu'il était essentiel de maintenir l'indépendance des curés; mais, en même temps, les ordonnances de nos rois y ont pourvu.

Ainsi, sous Louis XIII, sous Louis XIV, sous Louis XV, il a été décidé par des actes qui émanaient de l'autorité civile, et de l'autorité civile exclusivement, que l'indépendance des curés était un point de législation civile.

L'art. 12 de la déclaration du mois de janvier 1629 s'explique ainsi : « Les cures, qui étaient pour lors unies aux abbayes, prieurés, églises, cathédrales ou collégiales, seront dorénavant tenues à part et à titre de vicariat perpétuel. »

La déclaration du 29 janvier 1686 dit : « Les cures seront desservies par des curés et des vicaires perpétuels qui seront pourvus en titre, sans que l'on y puisse mettre à l'avenir des prêtres amovibles, sous quelque prétexte que ce puisse être. »

Je vous demande donc, messieurs, d'être aussi hardis que les rois du 17e siècle; je vous demande d'avoir la même indépendance que les conciles des 4e et 5e siècles; je vous demande de revenir aux anciennes traditions de l'Eglise; et à moins qu'on ne vienne démontrer que ce qui s'est ainsi pratiqué depuis l'établissement de l'Eglise catholique est mauvais, détestable que cela doit être changé, ces grandes traditions, ces nobles exemples devront prévaloir.

J'ai dit, messieurs, et je maintiens, et je pourrais à cet égard multiplier les citations, que ce n'était point une question avant 1789; que l'autorité de l'Eglise, loin de se trouver amoindrie par l'indépendance des pasteurs du bas clergé la revendiquait au contraire comme une de ses plus précieuses prérogatives. Et si cela est, je vous demande d'être aussi politiques, aussi sages que l'ont été les législateurs auxquels je fais allusion, et dont je vient de vous citer les paroles et le texte.

Où peut donc être la difficulté? Tout à l'heure je me demandais si les plaintes qui étaient émanées du bas clergé, et quelquefois, bien qu'en ait dit un honorable interrupteur, avec une extrême violence, si ces plaintes étaient téméraires, si elles n'avaient pas un fondement légitime, si l'autorité toute puissante des évêques sur le sort des prêtres inférieurs n'était pas quelque chose d'excessif et d'anormal auquel il fallait immédiatement porter remède, eh bien, sur ce point encore permettez-moi de citer des autorités qui sont beaucoup plus puissantes que mes paroles, l'autorité des prélats qui ont reconnu et reconnu avec une sincérité complète, que cet état de choses était mauvais et qu'il devait être modifié. Voici, en effet, comment s'expliquait le vénérable archevêque qui, sous le gouvernement de l'honorable général Cavaignac, a été appelé au siége de Paris; voici ses propres paroles, dans son livre *des Institutions diocésaines*.

« Il y a certainement quelque chose à faire pour améliorer le sort des desservants; il faut s'il est possible, leur donner une plus grande stabilité. Pour nous, nous sommes entré dans cette voie, en tant que nous le pouvions, par cette loi que nous nous sommes imposée et qui est devenue une des règles de notre officialité, de ne déplacer aucun desservant malgré lui, si ce n'est quand un jugement, toujours basé sur une faute de sa part, nous y aura autorisé. »

Et plus bas :

« On a laissé, sans les relever de leur ruine, les anciennes institutions dans lesquelles le clergé de second ordre puisait des garanties. Alors voici ce qui est arrivé : le presbytérianisme, que les organiques voulaient étouf-

fer, s'est reproduit par voie de réaction ; l'autorité épiscopale, méconnue, outragée par l'esprit de révolte, s'est trouvée affaiblie à la suite même des moyens qu'on avait employés pour la fortifier.

« Cette situation, qui chaque jour peut empirer, cache à nos yeux, pour l'Eglise de France, les plus graves périls. Elle doit fixer sérieusement l'attention du gouvernement, et surtout des évêques. Pour nous, nous ne cesserons de le répéter, le principal remède qui nous paraîtrait devoir lui être opposé serait une organisation ecclésiastique plus conforme à la fois à l'esprit des canons et à l'esprit d'une liberté bien entendue. »

C'est là, messieurs, un témoignage contre lequel aucune parole téméraire, je le pense, n'oserait s'élever ; un témoignage compétent à tous égards, un témoignage digne de vénération et de respect. C'est un évêque qui élève la voix pour dire : Il y a là un mal profond qui entraîne après lui des désordres certains. Que le Gouvernement, que l'Assemblée nationale, que l'Eglise aient les yeux ouverts et ne le laissent pas empirer ! (Aux voix ! aux voix !—Parlez ! parlez !)

Est-ce que vous n'avez pas rencontré, chacun dans la limite de votre expérience personnelle, quelques-uns de ces exemples auxquels fait allusion M. l'archevêque de Paris ? N'est-il pas certain que beaucoup de prêtres qui ont été frappés par la rigueur épiscopale l'ont été légitimement, les uns, à cause de leur inconduite, les autres, à cause de leur légèreté ; ceux-ci, parce qu'ils n'avaient pas, dans l'exercice de leur ministère, la gravité et la réserve qui sont des devoirs indispensables ? Et cependant, qu'est-il arrivé ? C'est que, la plupart du temps, les prêtres ainsi retranchés du saint troupeau, ont pu se poser en victimes, en martyrs, accuser le pouvoir de l'évêque, protester contre la tyrannie et le despotisme, et que leurs plaintes ont trouvé des échos.

Le résultat, messieurs, eût été impossible si ces hommes avaient été jugés au lieu d'être frappés, s'ils avaient pu comparaître devant un tribunal régulier, s'ils avaient été défendus, s'ils avaient joui, en un mot, des prérogatives du droit commun qui ne sont pas refusées aux plus humbles brebis de leur troupeau. Mais ces prérogatives leur ont été refusées ; ils ont été frappés arbitrairement, et c'est précisément là le mal que signalait l'archevêque de Paris.

Eh bien ! quand les évêques viennent vous le signaler, quand ils sont les premiers à reconnaître que cette autorité toute-puissante dont ils disposent leur est pesante, et qu'elle a pour eux une sorte d'amertume, je vous le demande, comment hésiteriez-vous à revenir sur une législation qui est condamnée par tout le monde, et qui ne saurait trouver grâce devant une assemblée libre ? Ceci est d'autant plus grave qu'à l'heure où nous vivons, et personne ne me contredira encore quand je le dirai, il y a pour ainsi dire un mot d'ordre de peur qui est répandu dans toute la société, il y a une sorte de frayeur des plus humbles et des plus innocentes innovations. Et quant à moi, messieurs, j'ai été frappé de la parole d'un de mes honorables collègues, M. de Montalembert, qui, à cette tribune, a dénoncé certaines tendances du bas clergé, plaçant les pasteurs des campagnes à côté de ces affreux petits rhéteurs, dont il a fait un holocauste au nom de ses vertus et de son indignation. (Marques d'approbation à gauche.) Quant à moi, messieurs, cette dénonciation m'a frappé, et j'y ai vu, avec la constitution actuelle du pouvoir épiscopal, un très-grave danger, danger d'où doit nécessairement sortir un flot de dénonciations, de délations occultes, dont le palais de l'épiscopat sera inondé, et danger de destitutions mystérieuses, de coups portés dans l'ombre, qui viendront souvent frapper des prêtres estimables qui n'auront pas pu se défendre, humilier en eux la religion, affliger les populations. (Rumeurs diverses.)

Vous vous dites les défenseurs de la famille, de la religion et de la propriété ; vous voulez vous attribuer le monopole de ce rôle élevé ; quant à nous, nous avons le droit d'être entendus de vous quand nous venons défendre à cette tribune les intérêts des plus humbles, des plus pauvres, des plus estimables de nos prêtres. (Mouvements divers.)

Je disais donc qu'il y avait là, dans cet état de la société, dans ce penchant à la frayeur, dans cette autre tendance, dans cette tendance incon-

testable, que nous rencontrons dans la bouche de tous les ministres sans exception, cette tendance à l'inquisition poussée jusqu'à la connaissance de la pensée intime, quelque chose d'effrayant et auquel il fallait pourvoir, non par des remèdes extraordinaires, mais par l'application du droit commun, et c'est au droit commun que je vous propose de revenir.

Permettez-moi de le dire en terminant, et en demandant pardon à l'Assemblée d'avoir fatigué sa patience par des observations qu'elle ne paraissait pas vouloir entendre, qui, je ne sais pourquoi, blessent de ce côté (la droite) quelques susceptibilités, et, encore une fois, que je ne m'explique pas. C'est probablement parce que je parle de 22,200 prêtres qui se trouvent dans une position exceptionnelle vis-à-vis de 3,000 ecclésiastiques qui jouissent du bénéfice du droit commun que je réclame pour les autres.

Je dis qu'il est indispensable que la souveraineté de l'Assemblée brise le joug que la servitude impériale avait fait peser sur la tête des ministres de Dieu; et, quant à moi, je vous demande une chose bien simple, c'est de leur assurer ce que vous ne refusez à aucun des enfants de la grande famille, la liberté de la pensée, la garantie du droit commun, la dignité et l'indépendance du citoyen. (Vive approbation à gauche.)

M. le ministre de l'instruction publique.—Messieurs, je ne connaissais pas aux conciles, je ne connaissais pas non plus aux rois de l'ancienne France, dont a parlé beaucoup l'honorable préopinant, le défenseur inopiné qui s'est immédiatement produit à cette tribune par l'organe de l'honorable préopinant..... (Réclamations à gauche.—Rires à droite.)

Il a attribué à un membre du Gouvernement, absent, des repentirs quelconques et chimériques : je souhaite qu'il n'en trouve pas lui-même de plus sérieux relativement au discours qu'il vient de prononcer. (Mouvements en sens divers.)

Je prends, pour moi, la question, non dans les siècles passés, mais dans l'état actuel des choses; je la prends telle qu'elle existe aujourd'hui, et je dirai en peu de mots ma pensée sur l'amendement improvisé par l'honorable préopinant.

Qu'est-ce qui existe aujourd'hui dans l'organisation du clergé français? il existe un état de choses qui renferme les éléments d'une hiérarchie et d'un gouvernement. Je proclame cette conviction, pour ma part, que, dans le gouvernement du clergé comme dans celui de tout autre ordre de fonctionnaires, dans celui de tout autre corps, de toute autre corporation, un certain principe d'autorité est indispensable. Cet élément d'autorité étant nécessaire, il ne saurait y avoir, suivant moi, dans la question d'inamovibilité des desservants ecclésiastiques livrés à l'administration, qu'une question de plus ou de moins. Personne ne saurait établir ce principe, que, par cela seul qu'un ecclésiastique est appelé à une fonction ayant charge d'âmes, il devienne investi immédiatement de toutes les prérogatives de cette inamovibilité qui doit être seulement la conquête de plusieurs années de vertus et d'un caractère irréprochable. (Rumeurs diverses.)

Voilà, quant à moi, le principe : il peut y avoir du plus ou du moins; il peut se faire que l'inamovibilité dans un autre ordre de choses, dans une législation revisée, soit attachée à des situations un peu plus nombreuses que dans l'état actuel; c'est une question qui pourra en son temps être examinée. Mais, quant à la question de l'inamovibilité absolue et générale des desservants, je la tiens pour contraire au principe d'autorité et de hiérarchie inhérent à une bonne constitution de l'Eglise dans des temps tels que les nôtres... (Interruptions diverses.)

M. Odilon Barrot.—A quoi bon? Est-ce qu'on traite des questions comme cela sur le budget? Cela vaut la peine d'être étudié; on n'enchaîne pas ainsi le Gouvernement!

M. le ministre.—Dans cet ordre, plus qu'ailleurs, je crois que les garanties qui peuvent être attachées à de longs travaux, à des services complétement éprouvés, ne doivent pas être immédiatement acquises à des services qui n'ont pas ce caractère.

Voilà l'idée générale que j'oppose avant tout à cet amendement singulièrement improvisé... (Réclamations à gauche.)

Qu'il me soit permis de le dire, c'est une chose assez étrange que, dans une question aussi grave, que dans une question qui, comme on l'a même reconnu, dans une certaine limite, doit être appréciée non-seulement au point de vue de l'autorité temporelle, mais de concert aussi avec l'autorité spirituelle, il est assez étrange que, dans une question semblable on n'observe pas les garanties qu'on pratique pour des propositions de la moindre importance, et que nous n'ayons pas seulement en vingt-quatre heures d'avance pour l'examiner à fond. (Marques d'assentiment.—C'est cela ! c'est cela !)

M. Jules Favre.—Vous avez négocié.

M. le ministre.—Je suis convaincu que l'Assemblée n'hésitera pas un seul instant sur le rejet de cet amendement.

Je dirai cependant à l'honorable M. Jules Favre que je veux bien croire qu'il a parlé pour cette assemblée... Je ne puis pas penser que quand il a semé son discours de mots fort déplacés, selon moi, de servitude, de despotisme, de chaînes du clergé, il se soit proposé d'éveiller dans cet ordre respectable et si haut placé quelques-uns de ces sentiments que l'on cherche malheureusement trop à propager dans d'autres parties de la société. Non, je ne crois pas qu'il ait eu cette intention.

A droite.—Très-bien ! très-bien !—Vous avez raison !

A gauche.—Il a dit la vérité.

M. le ministre.—Mais à côté de cette conviction entière sur les sentiments de l'honorable M. Jules Favre, j'en joins une autre, au moins aussi forte, c'est que quand il l'aurait entrepris il se serait trompé. (Rires d'approbation à droite.)

(Après quelques mots de M. Jules Favre, par lesquels cet orateur demande au ministre de faire connaître le résultat de la négociation avec le Saint-Siége sur ce point, M. Berryer, *rapporteur*, a pris la parole en ces termes :)

Messieurs, je ne demande point la parole comme rapporteur, je n'ai pas le droit de parler au nom de la commission. L'amendement qui vous est soumis vient d'être produit au milieu de la séance ; il n'a été communiqué à aucun de nous.

Dans une question que l'honorable orateur qualifiait en commençant de question grave et délicate, il n'a pas cru devoir suivre la forme qui est prescrite par votre réglement, pour toute proposition partant de l'initiative de l'un des membres de cette Assemblée. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas sur la forme dans laquelle la question est introduite devant vous que je viens m'expliquer, je l'accepte telle qu'elle est posée.

On nous parle au nom de la liberté, au nom de l'indépendance, au nom de l'égalité. Ce sont de grands principes qu'on invoque ; mais je crains que, faute d'y avoir suffisamment réfléchi, l'honorable orateur ne porte à chacun d'eux une bien profonde atteinte !

Que veut-il dire quand il prend la parole au nom de vingt-neuf ou trente mille de nos concitoyens qui ne jouiraient pas des droits communs à tous, qui n'auraient pas cette indépendance civile et politique qui appartient à tous les Français, qui seraient en quelque sorte dégradés dans leur rang de citoyen parce qu'ils sont investis de la prêtrise et qu'ils ont reçu la collation d'une succursale ? Qu'est-ce à dire et quelle étrange confusion ? Comment ! est-ce qu'il y a quelque rapport entre l'égalité politique et civile et ce que vous regardez comme une condition de servitude et de dépendance, l'acceptation d'une succursale, la qualité de desservant ou succursaliste ? Confondrez-vous donc ici l'ordre spirituel et l'ordre temporel ? Est-ce que cette inégalité n'est pas toute dans le seul domaine de la conscience ? Est-ce que ce n'est pas une subordination de conscience qui a été acceptée, une soumission volontaire envers une autorité sainte, la seule qu'on reconnaisse dans le monde pour la mission que le prêtre accepte, et devant laquelle il s'est incliné pour recevoir le sacré caractère et la délégation sacramentelle ? Est-ce que ce n'est pas cette autorité qui est reconnue sous peine d'abjuration, sous peine de la violation du plus sacré des serments ?

C'est ici une subordination toute de conscience ; une hiérarchie, une au-

torité toute de l'ordre spirituel. Ne confondons point à cet égard : comme citoyen, comme homme privé, comme Français, le prêtre, succursaliste ou non, a tous les droits, a toute la liberté, a toute l'indépendance, a toute l'égalité des autres citoyens ; mais, comme prêtre, mais comme exerçant son ministère, comme ayant accepté au fond de la conscience une autorité supérieure qui n'est pas du domaine de la loi, qui n'est pas du domaine des assemblées, il est en dehors de toutes les doctrines que le monde soulève, de tous les principes de liberté qu'on invoque ici pour lui. Le prêtre est citoyen comme vous, il a les mêmes droits que vous; oui et Dieu veuille qu'en toute occasion, sur toutes les questions, vous lui reconnaissiez tous les droits du citoyen ! Je demande qu'en toute rencontre, nous vous retrouvions fidèles à ce principe d'égalité à l'égard du prêtre. (Vive approbation à droite.) Je le désire, je le souhaite. Vous ne direz plus un jour que son caractère de citoyen a été altéré par la prêtrise, vous n'aurez plus le droit de le dire ; le principe fondamental qui sépare si profondément le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel en France, ce grand principe ne permet pas que nous vous laissions regarder comme une inégalité, comme une dégradation du rang de citoyen, la subordination de l'inférieur ecclésiastique au supérieur accepté, reconnu au fond de la conscience, et en dehors de votre puissance et de votre domaine. (Vive et nouvelle approbation à droite.)

Maintenant, que me parlez-vous de liberté? C'est la liberté même que vous attaquez et que vous appelez une servitude ! oui, il y a dans l'Eglise, non pas une servitude, mais une obéissance, une obéissance volontaire, regardée par tous comme un saint devoir, comme un bien, je vous prie de le reconnaître. Je sais qu'il s'est produit, dans le clergé, quelques exceptions que l'on peut à peine compter, qu'on peut à peine additionner; je sais qu'il y a quelques hommes qui, ayant reçu leur caractère sacré, leur mission toute spirituelle de l'évêque, ont réclamé une indépendance qui, par la collation du titre qui leur était donné, ne leur appartenait pas; mais je sais bien aussi quelle a été l'issue de ces révoltes, de ces prétentions. Je sais que ceux qui supportaient si impatiemment le joug de l'évêque, d'abord invoqué, réclamé par eux, sont sortis violemment de la communion de l'Eglise....

A droite.—Très bien ! Très bien !

M. Berryer —Je sais bien aussi que la plupart de ceux qui s'étaient mépris, qui avaient fait sur les temps la confusion que vous faites, sont rentrés en leur conscience, ont compris le nouvel état de l'Eglise, la constitution qui lui est propre aujourd'hui, et ont publiquement, aux yeux du pays entier, fait abjuration de leurs erreurs et fait amende honorable de la violation d'une soumission, d une obligation, si librement, si solennellement acceptées.

A droite.—Très bien ! Très bien !

M. Berryer.—Vous invoquez la liberté. Eh ! messieurs, il n'est personne qui ait l'âme plus généreuse que moi, je le dis hautement. (Exclamations à gauche —Vif assentiment à droite.)

Je ne me crois supérieur à aucun de mes concitoyens, mais je sais bien, je sens là, en moi, que pour ces bonnes qualités de l'âme, la loyauté, la générosité, la sincérité à toutes les époques de ma vie, oui, je le sens, j'ai eu une telle attitude en face de mon pays que je puis parler avec l'arrogance que je me permets dans ce moment. (Bravos à droite.)

Vous parlez de liberté ; mais respectez celle qui émane, je ne dirai pas seulement de la constitution écrite, mais de la constitution naturelle de de toute société humaine ; respectez la première et la plus auguste de toutes les libertés, la liberté de l'Eglise, c'est-à-dire la liberté de la conscience même.

Qu'est-ce que l'Eglise? C'est la société des âmes liées par leurs croyances devant Dieu. C'est ce qu'il y a de plus noble, de plus pur, qui constitue la société que nous appelons Eglise. L'étymologie, le sens, la consécration du mot indiquent que cette société, par son caractère, par sa nature, par son objet, est au-dessus de toute autre société; ses libertés, elle les revendique, c'est son domaine et dans son domaine elle doit être libre, libre, au-dessus de vos attaques; vous devez la respecter.

A gauche.—On ne l'attaque pas.

M. Berryer.—Vous l'attaquez profondément!

Vous invoquez le droit canonique. Je veux croire que vous l'avez sérieusement étudié (Rires ironiques à droite), mais vous en faites une bien fausse et bien irrégulière application. J'en dirai un mot tout à l'heure, puisque vous le voulez; mais j'achève sur ce point.

Quelle est, dans une société d'intelligences, la garantie la plus indispensable, sous peine de dissolution de cette société? C'est l'autorité gardienne du dogme qui forme ce lien des consciences, c'est l'autorité régulatrice de la discipline entre les membres, de la hiérarchie entre les ministres de cette société toute spirituelle et toute de foi.

Aussi, dans tous les temps, au témoignage de tous les pères que vous avez cités, dont vous avez du moins prononcé le nom, l'Eglise est souveraine dans toutes les questions de dogme et dans toutes les questions de discipline. Sa discipline n'appartient qu'à elle. Vous pouvez la proscrire si sa discipline vous importune. (Exclamation à gauche.)

Une voix à gauche.— On n'y songe pas.

M. Berryer.—J'aime à le croire. Un exemple assez fatal a été donné dans notre pays: vous ne songez pas à le reproduire : tant mieux!

Oui, il fut un jour, en France, où une assemblée de législateurs crut ne pas violer les principes, en intervenant dans le gouvernement de l'Eglise, en voulant régenter la discipline de l'Eglise; oui, il fut un jour où une réunion de législateurs voulut refaire la constitution de cette société spirituelle. Eh bien! vous avez vu les résultats déplorables de la *constitution civile du clergé!* vous avez vu les victimes; vous avez horreur des conséquences affreuses du combat qui s'est livré. Quand les hommes qui portaient dans leur cœur et dans leur conscience les droits de l'Eglise ont voulu résister à la violation de ces droits, violation émanée d'une assemblée politique, vous avez vu ces résistances, ces luttes, vous savez quelle en a été l'issue sanglante; vous en avez horreur, vous ne voulez pas les renouveler, vous ne voulez plus provoquer ce divorce entre l'Etat français et l'Eglise chrétienne, l'Eglise catholique : je vous crois; mais je vous dis que vous courez à ce péril quand vous faites invasion dans le domaine de la société spirituelle, quand vous voulez régler sa discipline, car ce règlement ne vous appartient pas. (Vive approbation à droite.—Bravo! bravo!)

Vous me parlez des lois organiques.

Messieurs, si nous avions à examiner aujourd'hui, ainsi que nous avons le droit de le faire, les lois organiques complétement dégagées d'un acte qu'il ne nous appartient pas de modifier, c'est-à-dire du concordat, car nous ne pouvons pas modifier, nous seuls, le traité passé entre deux pouvoirs, le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel....

Un membre à gauche.—Ce n'est pas la question.

M. Berryer.—Comment! je ne suis pas dans la question! mais je l'aborde dans ses entrailles, c'est précisément là la question. (Oui! oui!—Parlez!)

Messieurs, en écartant les passions, qui n'amènent jamais que des violences, de quelque part qu'elles viennent, et en raisonnant avec bon sens, logique, sincérité, la question des articles organiques est-elle débattue sérieusement en ce moment? Viendrez-vous me dire que vous voulez retrancher un des articles organiques? On examinera les autres, on demandera la réformation de beaucoup d'autres. Je l'avoue, c'est une question qui appartient à une assemblée politique; car les lois organiques, prises en elles-mêmes, sont l'œuvre d'un pouvoir politique agissant spontanément; c'est un acte, dirions-nous, nous autres jurisconsultes, unilatéral: mais quelles qu'elles soient, quels que soient leurs principes, vous ne voudriez pas mettre en question tout ce que les lois organiques ont décidé, tout ce qui existe encore en vertu des lois organiques; vous n'accepteriez pas le combat sur tous les points.

Cependant, je suppose que le combat fût engagé pour la question qui nous occupe; permettez moi une observation.

Les évêques ont nommé des desservants depuis cinquante ans : les 29 ou 30,000 desservants qui existent maintenant en France sont institués

par les évêques dans cette limite de pouvoir, dans cette limite d'autorité qui était déterminée par la loi sous l'empire de laquelle s'est faite leur institution : à l'évêque seul appartient, aux termes du concordat, le droit d'instituer un curé. Or, que feriez-vous par votre décret ou par votre amendement? Vous vous substitueriez à l'autorité de l'évêque, et vous vous y substitueriez d'une manière absolue. (Mouvement à gauche.)

Mon Dieu, messieurs, je ne prétends pas être exempt de toute erreur; je demande seulement la liberté d'exprimer ma pensée en attendant les réfutations.

Je reprends, et je dis qu'aujourd'hui, si vous déclarez, *ipso facto*, que tous les succursalistes sont inamovibles, vous leur attribuez un caractère, vous donnez à l'autorité dont ils sont investis une étendue qu'ils n'ont pas reçue de leur institution. Quand l'évêque les a institués, sous l'empire de la loi actuelle, il les a institués dans la limite d'une autorité subordonnée. C'est donc vous qui allez leur donner une autorité indépendante; c'est vous qui allez les constituer curés, leur attribuer à l'instant tous les pouvoirs qui ne peuvent leur être attribués que par l'autorité ecclésiastique ! Mais c'est le plus grand de tous les envahissements, permettez-moi de vous le dire. (Approbation à droite.)

Allons plus avant. On a parlé des anciennes lois de France, on a parlé des conciles, on a parlé des ordonnances de nos rois.

Messieurs, j'aime à voir que nous sommes en un temps où l'expérience des révolutions, où la chute successive de tant d'établissements improvisés par des passions plus ou moins erronées, par des illusions plus ou moins funestes, nous fait enfin comprendre que le passé n'a pas été dépourvu de sagesse, de prudence et d'institutions utiles. (Très-bien! très-bien!)

Quand on parle au nom d'institutions, de principes, d'établissements qui, les uns après les autres, n'ont guère pu vivre que quinze à vingt ans, il y a bien quelque sagesse à avoir de la modestie en présence de ce qui a duré pendant dix-huit siècles. (Mouvements divers.)

Mais entendons-nous : voulez-vous, quand vous rappelez les anciens principes, et je ne parle que de ce qui concerne l'institution des curés et leur inamovibilité, voulez-vous rétablir l'ancien ordre de choses?

Une voix à gauche.—Non !

M. Berryer.—Non ! vous êtes sincères, mais vous n'êtes pas conséquents. Je ne parle pas de rétablir l'ordre entier des affaires et des choses de France, je parle exclusivement de ce qui concerne les curés. Est-ce à cela que vous répondez : Non ?

A gauche.—Oui! oui!

M. Berryer.—Alors vous êtes inconséquents.

Que disaient les conciles? que celui qui avait reçu la collation d'un bénéfice ne pouvait pas en être dépossédé arbitrairement. Avons-nous des bénéfices? avons-nous des collations de bénéfices?

M. Jules Favre.—Vous avez le budget. (Exclamations à droite.)

M. Berryer.—Entendez-vous rétablir les règles canoniques sur la collation des bénéfices? mais celui qui ne pouvait pas être dépossédé arbitrairement pouvait l'être par un jugement.

Voulez-vous que tous ces curés, que tous ces desservants que vous allez constituer curés, de votre autorité privée, et par un article de loi inséré dans votre budget, voulez-vous que tous ces curés soient en dehors de toute autorité? Vous ne les soumettrez pas à vos tribunaux civils ; ce serait le renversement de tous les principes, ce serait le chaos, ce serait la confusion, si vos juges civils allaient être juges d'un cas de conscience, d'une faute dans l'exercice du pouvoir spirituel; évidemment cela ne se peut pas, et vous n'en avez pas la pensée.

Vous voulez donc rétablir les tribunaux ecclésiastiques? (Rires à droite.)

M. Bourzat.—Les officialités, oui!

M. Berryer.—Vous voulez rétablir les officialités, bien! Je ne veux pas remonter à l'origine du budget des cultes en France ; mais, enfin, ce traitement que vous pouvez accroître, modifier, changer comme il vous plaît tous les ans, vous ne voulez pas le convertir en bénéfices, vous ne voulez pas le soumettre à la règle des collations de bénéfices, et je doute

même que vous vouliez en confier le règlement à la juridiction ecclésiastique.

Quand vous dites que vous voulez les officialités, j'imagine que vous êtes bien loin d'avoir une idée arrêtée sur la manière dont les officialités seraient constituées, sur le pouvoir qui les instituerait et sur l étendue du pouvoir que vous leur attribueriez. J'aime à croire que vous avez peu d'idées arrêtées là-dessus. (On rit.) Ce que je sais, c'est qu'il existe en France plusieurs officialités volontaires. Mgr l'archevêque de Paris, dans un sentiment respectable et dans un langage admirable que vous auriez dû hésiter à reproduire devant nous, le chef de la première Eglise de France a parlé avec la plus grande hésitation, avec la plus grande réserve, de la question que vous nous soumettez si hardiment; ce n'est qu'avec la plus grande timidité qu'il a dit qu'il y avait quelque chose à faire, et que si l'on pouvait faire quelque chose, si cela était possible, il fallait y tendre avec prudence; que, quant à lui, il avait soumis son propre jugement, sa propre autorité, non pas à un tribunal, mais à l'avis et aux conseils d'une officialité qui devra être saisie de l'examen des affaires. Il est bien téméraire, vous le voyez, quand le chef de la première Eglise de France parle avec tant de réserve, d'inquiétude, de ménagements, avec même l'expression d'un doute sur la possibilité d'arriver à ce que vous voudriez faire *de plano* et sans examen, il est bien téméraire. dis-je, de porter la question dans l'Assemblée comme vous venez de le faire. Mais je comprends les scrupules d'un prélat qui, dans les questions de la nature de celles d'où peut dépendre le maintien ou la révocation d'un desservant, veut s'entourer d'un conseil, faire délibérer, faire examiner sévèrement, scrupuleusement les faits qui peuvent lui avoir été dénoncés, par un tribunal constitué par lui-même, pour rassurer sa propre conscience dans l'exercice de son pouvoir; je comprends qu'il est à désirer que ces sortes de tribunaux-conseils se multiplient; mais ce n'est pas seulement là ce que vous voudriez, vous voudriez un tribunal de jugement.

Or, je reviens à ce que je vous disais tout à l'heure : qu'est-ce qui le constituera? Comment le constituera-t-on? Quelle sera l'étendue de ses pouvoirs?

Mais ce n'est pas tout, il faut envisager humainement les choses humaines, et, quand on est à une tribune politique, il faut traiter toutes les questions au point de vue où il est permis à de simples particuliers, à des hommes qui n'ont qu'un caractère civil, qu'un caractère politique, de s'en mêler, de les discuter. Croyez-vous donc que, dans les observations que je vous soumets, j'ai la prétention d'exprimer ici des idées qui m'appartiennent et d'apporter l'autorité d'une pensée personnelle? Ah! messieurs, ce sont les idées devant lesquelles je suis le plus timide, le plus humilié, que celles que je viens de chercher à vous présenter. Maintenant, comme homme et comme citoyen, en face de l'Eglise catholique et comme si j'y étais étranger, j'examine la question, et je dis que, dans ses termes, votre proposition n'est pas acceptable.

A droite et au centre.—Très bien! très-bien!

M. Berryer.—Vous comparez les temps anciens et les temps nouveaux. Je vous dirai d'abord que, dans les temps anciens, il y avait une épreuve pour le prêtre.

L'armée de l'Eglise, le sacerdoce, était bien plus nombreux qu'aujourd'hui. En effet, nous avons encore un grand nombre de nos communes qui ne peuvent pas être érigées en paroisses, qui ne peuvent pas avoir de prêtre pour leur expliquer la religion, pour leur en prêcher la morale, nous sommes dans le dénûment. Où est, aujourd'hui, dans le ministère sacré, le luxe de la tradition, le luxe du passé? A l'époque dont nous parlons, il y avait des vicaires presque partout qui étaient révocables et qui, comme les desservants, étaient sous l'autorité supérieure d'un vieil ecclésiastique, d'un curé; qui étaient dirigés, surveillés par lui, et qui, après cette expérience, jugés dignes d'être curés, étaient, comme on l'a dit, mariés à une paroisse, liés indissolublement par un lien spirituel avec les habitants du village auquel ils étaient attachés, et devenaient curés par la collation du bénéfice. Voilà ce qu'étaient les curés autrefois.

Mais aujourd'hui, et je parle comme homme politique, en dehors de la question catholique, à peine les jeunes gens sortis des premières études du séminaire ont-ils reçu, par le bénéfice de l'âge canonique, le sacré caractère du prêtre, on est obligé de les envoyer et on les envoie dans les paroisses ; et vous le disiez tout à l'heure : Un curé, mais il faut que ce soit un modèle de sagesse, de vertu, de conduite !

Que de difficultés, dans ce rapport immédiat avec le monde, avec la société, pour un jeune homme enfermé dès l'enfance dans un collége ou un petit séminaire d'abord, puis claustré dans les études d'un grand séminaire, recevant à peine les ordres, et tout de suite, à l'instant même où il est reçu prêtre, jeté en face des passions du monde, en face de ces inquiétudes, de ces troubles, de ces vices.

Vous avez parlé des difficultés, et vous ne comprenez pas la nécessité de l'épreuve, vous, hommes du monde, hommes politiques, pères de famille ; comprenez donc ce que c'est que le prêtre chargé de diriger vos enfants, de recevoir vos propres confidences ! Si vous défendez les intérêts de l'Eglise en homme qui appartient à l'Eglise, si vous lui êtes fidèle, si vous avez parlé en homme qui reconnaît l'autorité du prêtre ; si vous avez dans votre cœur cette disposition qui porte à s'agenouiller devant le prêtre, à venir lui dire sa vie tout entière. (Bravos et applaudissements répétés à droite), si vous avez cela dans l'âme, si, Dieu merci, vous êtes si bon chrétien et que ce soit ce zèle qui vous anime pour l'Eglise : ah ! dites-le moi, quand le repentir, quand la douleur, quand le chagrin, quand l'inquiétude vous ont conduit aux pieds du prêtre, n'avez-vous pas senti quel immense, quel grave et difficile devoir il avait à remplir ? (Nouveaux applaudissements à droite.)

Et vous ne voulez pas qu'à son début dans la carrière il soit surveillé par une autorité qui puisse quelque temps encore examiner si elle ne s'est pas méprise !

Vous ne voulez pas que dans ces directions si pénibles, que pour l'exercice de ce caractère si auguste et si sacré, il soit surveillé dès ses premiers pas, et qu'enfin un titre inamovible ne lui soit conféré que quand l'expérience a prouvé qu'en effet il est fidèle au sacrement qu'il a reçu, qu'il a subi dans sa conduite, dans ses mœurs, dans son langage, dans ses formes, même dans ses relations avec le monde, qu'il a subi la divine influence que le sacrement avait dû exercer sur lui ; quand il est constant qu'il ne s'est pas soustrait, par une irrégularité de conduite, à la puissance de l'Eglise, devant laquelle il s'était incliné. Ah ! vous ne voulez pas que cette expérience se fasse ! Vous ne voulez pas de cette espèce de noviciat, messieurs ! Il est nécessaire au point de vue politique.

Je vous ai entendu, ce n'est pas l'orateur auquel je réponds ; mais j'ai entendu souvent, eh, mon Dieu ! il n'y a pas beaucoup de jours encore, parler de l'usurpation, de l'inquisition, de l'investigation de l'Eglise, de la manière dont elle pénètre dans les familles. Eh ! tout cela, messieurs, ne vous révèle que mieux quelle est la position dans laquelle un desservant est placé, qu'il en faut faire l'expérience, qu'il faut l'apprécier, le juger dans sa conduite, et ne lui donner un titre inamovible que quand ses preuves seront faites. En déciderez-vous, messieurs ? Direz-vous, comme pour un fonctionnaire public, qu'après deux ans, trois ans, quatre ans de stage, il aura désormais un caractère inamovible ? Vous ferez-vous les juges, par la limitation du temps, et d'une manière quelconque, de la durée que doit avoir le stage ecclésiastique, cette vie sous la surveillance du pasteur en chef ? Non, ce ne sont pas là des questions que vous puissiez trancher de vous-mêmes !

A tout cela, je sais qu'il y a un remède pour vous : ce remède a été indiqué : c'est de tout changer dans l'Eglise ; c'est d'y détruire la hiérarchie, c'est d'y supprimer les supérieurs, c'est de revenir à l'élection populaire. On nous en a parlé comme d'une chose à laquelle on avait pensé...

Quelques voix à gauche.—Oui ! oui ! (Rires ironiques à droite.)

M. Berryer.—Vous y avez pensé ! (Rires approbatifs sur les bancs de la majorité.)

Vous y avez pensé ! et l'habitude de mon langage me condamne à dire que vous y avez pensé de bonne foi...

A gauche.—Oui! oui! (Nouvelle explosion de rires à droite et au centre.)

M. Berryer.—De bonne foi! Vous y avez pensé de bonne foi! (Mouvement.) Comment! vous nous parlez, de bonne foi, de la primitive Eglise! Vous nous parlez, de bonne foi, des premiers temps, des premiers âges de la société chrétienne! Comment! vous venez de nous dire, surpris par un zèle que je veux croire sincère pour l'Eglise chrétienne, qu'il faut qu'elle prenne la règle de ses premiers âges et de ses premiers temps!

Vous parlez de revenir à l'élection des pasteurs! Eh! messieurs, qu'était-ce que ce temps où l'élection était une voie naturelle et sûre d'arriver au choix d'un bon prêtre, d'un bon ministre de la religion? Qu'était ce temps, comparé au nôtre? En même temps que vous parlez de la primitive Eglise et de ses règles auxquelles il faut revenir, vous dites toujours: Le clergé est déchu, l'Eglise, on n'en veut plus, la foi est éteinte, le peuple ne croit plus, toutes les superstitions sont tombées; il n'y a plus de croyances.

Voix à gauche.—C'est vous qui le dites!

Voix à droite.—C'est M. Pelletier qui l'a dit. (Vive agitation.)

M. Berryer.—Eh bien! je reviens à la première idée qui avait saisi mon esprit quand je suis monté à cette tribune. Je vous ai dit ce qu'était la société chrétienne, ce qu'était l'Eglise en ces temps. Aux âges dont vous parlez, qui était chrétien? Non pas ceux qui avaient été investis seulement de cette qualité par un sacrement reçu au premier âge, chrétiens à leur insu, qui depuis ont déserté l'Eglise, abandonné ses lois, qui ne se sont soumis à aucune de ses instructions. Qu'est-ce qui constituait l'Eglise alors? Ceux qui s'étaient liés par la foi, ceux qui étaient ses esclaves volontaires, (Applaudissements et bravos à droite.) ceux qui, dans l'ardeur et dans le zèle d'une foi sincère, mettaient volontairement en commun *leurs propres biens*..... non pas le bien d'autrui (Vive adhésion à droite et au centre); ceux au milieu desquels l'apôtre ne châtiait pas l'insuffisance du don ou de l'apport fait à la communauté, mais châtiait le mensonge (Oui! oui!) et disait: Tu as menti à Dieu! et Ananias tombait frappé de mort.

Eh bien: cette Eglise pleine de foi, tout ce peuple mû par une même inspiration de la conscience, par une même espérance, par un même zèle qui lui faisait braver la mort et les supplices, tout ce peuple uni par le cœur, par l'intelligence, le consulter pour l'élection des chefs de l'Eglise, il n'y avait rien de si naturel, rien qui pût offrir de plus sérieuses garanties! Mais irez-vous aujourd'hui, sérieusement, dans votre société, confier cette élection aux habitants d'un même village, les uns reniant Dieu, les autres reniant la divinité du Sauveur des hommes? Irez-vous dire à ces hommes dont quelques-uns ont le malheur d'être sans foi, qui obéissent à leurs passions plutôt qu'aux commandements de l'Eglise: C'est à vous, incrédules, impies, corrompus, que nous confions le choix du prêtre? Cela est absurde, et votre proposition ne peut être acceptée par l'Assemblée. (Applaudissements et bravos prolongés.)

(Une vive agitation succède à ce discours.—Un grand nombre de membres se pressent autour de l'orateur et le félicitent.)

(Extrait du *Moniteur* du 3 avril).

(*Voir le tableau ci-contre.*)

Extrait de la loi du 15 mai 1850, en ce qui concerne la fixation des dépenses des cultes pour ladite année.

Chap. spéciaux.	NATURE DES DÉPENSES.		MONTANT des crédits accordés.
	1re SECTION.—*Service ordinaire.*	fr.	f.
	Administration centrale.		
1	PERSONNEL des bureaux des cultes.	166,900	
2	MATÉRIEL et dépenses diverses des bureaux des cultes.	25,000	229,390
3	Subvention aux fonds des retraites des employés des cultes.	37,490	
	Culte catholique.		
4	Traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques.	1,047,000	
5	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial.	32,135,450	
6	Chapitre de Saint-Denis.	69,000	
7	Bourses des séminaires.	1,000,000	
8	Secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses.	765,000	
9	Dépenses de service intérieur des édifices diocésains.	402,500	38,773,950
10	Entretien, acquisition, construction et grosses réparations des édifices diocésains.	1,700,000	
11	Secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères. . . .	1,000,000	
12	Secours à divers établissements ecclésiastiques.	100,000	
13	Dépenses accidentelles.	5,000	
14	Restauration de la cathédrale de Paris. . .	550,000	
	Cultes non catholiques.		
15	Dépenses du PERSONNEL des cultes protestants.	1,169,550	
16	Dépenses du MATÉRIEL des cultes protestants.	84,000	1,405,650
17	Frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg. . . .	16,000	
	Dépenses du culte israélite.	136,100	
	—		
19	Dépenses des cultes en Algérie.		
20	Dépenses des exercices clos.		460,600
	2e SECTION.—*Travaux extraordinaires.*		
Unique	Travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères.		500,000
	TOTAL.		41,369,390

SERVICE DU CULTE DANS LA MARINE ET DANS LES COLONIES.

Extrait du bubget de la marine et des colonies, en ce qui concerne l'augmentation des aumôniers de terre et de mer, la dotation du culte dans les colonies et l'établissement de trois évêchés dans les îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe. **(Loi du 15 mai 1850.)**

Un crédit de 55,800 fr. est porté au budget de la marine et des colonies pour le traitement des aumôniers de la marine. La somme allouée par les précédents budgets n'était que de 28,920 fr. C'est donc une augmentation de 26,880 fr. Cette augmentation est la conséquence de l'accroissement des aumôniers, dont le nombre est actuellement de 50, c'est-àdire de 25 pour les aumôniers de la marine employés à terre, et de 25 pour ceux employés à bord. Depuis bien des années, nous n'avions que 13 aumôniers de terre et 7 seulement à bord. Ce nombre était bien insuffisant pour 25,000 hommes que nous avons à la mer : le gouvernement, la commission du budget et l'Assemblée législative l'ont compris, et le crédit demandé a été voté. (*Moniteur du* 3 *mai* 1850.)

La somme allouée se trouve ainsi répartie :

17 aumôniers de 1re classe à 2,000 fr.	34,000 fr.
8 aumôniers de 2e classe à 1,600 fr.	12,800
Indemnité de logement à 12 des anciens aumôniers.	4,320
Indemnité de logement à 12 aumôniers, à 240 fr. .	2,880
Indemnité aux ministres protestants.	1,800
	55,800 fr.

Les aumôniers de mer sont nourris à la table des officiers généraux et des commandants, qui reçoivent une indemnité pour cet objet. Pour les sept aumôniers actuellement embarqués, cette indemnité est portée à 25,550 fr. Pour les dix-huit autres, M. le ministre avait demandé un supplément de crédit de 65,700 fr.; la commission du budget n'a pas pensé que vingt-cinq aumôniers dussent être embarqués dans le cours de 1850. D'autre part, elle n'a pas voulu décider la question de savoir s'il fallait adopter comme règle que les aumôniers seraient nourris à la table des commandants à la mer, ou s'ils devraient être servis à part; l'expérience peut seule faire reconnaître quel est le meilleur usage à introduire, et pour le succès, et pour le commerce, dans la mission des aumôniers; la commission n'a point alloué le supplément d'indemnité de 65,700 fr. Le traitement des nouveaux aumôniers étant alloué à dater du 1er janv. 1850, il pourra facilement être pourvu à la dépense de table des aumôniers successivement embarqués dans le cours de cette année. (***Rapport de M. Berryer sur le projet de budget de*** 1850.)

SERVICE DU CULTE DANS LES COLONIES (1).

Nouvelle organisation ecclésiastique.

La somme allouée par la commission du budget et votée par l'Assemblée législative pour le service du culte dans les colonies est de 521,400 fr. Dans cette somme figure pour la première fois un crédit de 45,000 fr. pour le traitement de trois évêques et six vicaires généraux, qui, dans les îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, vont, ainsi que nous l'avons dit précédemment, remplacer les préfets apostoliques (2). Cette mesure importante avait été

---

(1) Depuis l'arrêté du chef du pouvoir exécutif, du 10 décembre 1848, l'administration du personnel des cultes dans les colonies françaises est placée dans les attributions du ministre des cultes, mais toutes les dépenses relatives aux cultes, aux traitements et aux frais de transport des prêtres qui y sont envoyés, continuent à être portées sur le budget de la marine et des colonies. (Voy l'arrêté du 10 déc. 1848, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p 18.)

(2) Les colonies françaises ont eu jusqu'à présent une organisation ecclésiastique particulière. Avant 1763, elles étaient sous le gouvernement spirituel des jésuites, des dominicains, des capucins et des carmes. Chacun de ces ordres religieux avait établi des missions qui se chargeaient de les desservir, soit seules, soit concurremment entre elles. Ainsi, il y avait des dominicains, des capucins et des jésuites à Saint-Domingue, à la Martinique et à la Guadeloupe. A Saint-Christophe, à Marie-Galande, à l'Ile-de-tous-les-Saints, c'étaient des Carmes déchaussés ; à Cayenne, c'étaient des jésuites. La mission des jésuites était dirigée et surveillée par des préfets apostoliques, nommés par la propagande, et celle des autres ordres, par leurs provinciaux, bien qu'ils résidassent en France.

Les îles de France et de Bourbon avaient été placées par un bref du pape Benoit XIV, du 23 mai 1753, sous la juridiction de l'archevêque de Paris. C'est auprès de cet archevêque que les titulaires ecclésiastiques ont recouru depuis lors pour obtenir leurs pouvoirs spirituels ordinaires.

Après l'expulsion des jésuites, en 1763, les pouvoirs donnés aux chefs de ces missions furent, à la demande du roi, conférés par un bref de Clément XIII a des préfets apostoliques séculiers. Il en fut établi quatre : un à Saint-Domingue ; un dans les îles Saint-Pierre et Miquelon ; un pour les deux Cayennes ; un à la Martinique pour les îles de la Guadeloupe, la Désirée, Marie Galande et Sainte Lucie.

Les religieux et les prêtres séculiers, qui avaient la direction spirituelle de ces colonies, y possédaient des biens dont les revenus servaient à leur entretien.

Les rois de France exerçaient sur les missions tous les droits attachés à la souveraineté : ils se réservaient de délivrer aux préfets apostoliques des lettres d'attache, et souvent même ils les nommaient directement et faisaient ensuite demander à Rome le bref pontifical. Tel fut le système d'organisation religieuse des colonies suivi jusqu'en 1789.

A cette époque, cette organisation fut détruite ; les biens ecclésiastiques furent confisqués et les préfets apostoliques supprimés (décret de l'Assemblée législative du 18 sept. 1792). Après la promulgation du concordat, le culte fut rétabli dans les colonies, comme il l'avait été dans la mère-patrie. Les revenus des anciens biens ecclésiastiques furent appliqués aux traitements des prêtres. (Décret du 13 mess an x.) Le culte fut placé sous la direction et l'autorité de *supérieurs ecclésiastiques*. (Même décret.) Mais ce ne fut que plus tard, c'est-à-dire en 1821, que ces supérieurs re-

vivement sollicitée dans la commission du budget de 1819. Les négociations avec le Saint-Siége, commencées sous le précédent ministère, ont entièrement réussi, et l'installation des trois évêques et de leurs vicaires généraux doit avoir lieu en 1850. Le traitement des nouveaux évêques est fixé à 15,000 fr., et celui des vicaires généraux à 5,000 fr.

Le traitement des curés dans les colonies continue à être de 2,000 fr., indépendamment du casuel. Les prêtres qui partent pour ces lointaines résidences reçoivent toujours, avant leur départ, des frais de route, à compter du lieu de leur domicile jusqu'au port d'embarquement, à raison de 3 fr. par myriamètre. Il leur est, en outre, accordé une indemnité de 600 fr. pendant la traversée, et ils sont nourris à bord, à la table de l'état-major. (*Circulaire ministérielle du 6 février* 1821.)

---

prirent légalement l'ancienne dénomination de préfets apostoliques. Tel fut l'objet de l'ord. royale du 31 oct. 1821, dont voici la teneur :

« Art. 1er. Le culte catholique sera exercé dans chacune de nos colonies « de la Martinique et de la Guadeloupe et dépendances sous la direction et « la surveillance d'un préfet apostolique qui ne pourra remplir simultané- « ment les fonctions de curé. — Art. 2. Il est alloué aux préfets apostoliques, « dans l'une et l'autre île, un traitement annuel de 12,000 fr., un supplé- « ment annuel pour frais de bureau et tournées, de 3,000 fr., un logement « en nature et une indemnité de 8,000 fr. pour frais d'établissement, achat « et entretien d'ameublement, laquelle sera payable au moment de l'entrée « en fonctions — Art. 3. Il y aura dans les mêmes colonies un vice-préfet « apostolique, lequel sera en même temps curé d'une des principales pa- « roisses, et ne recevra d'autres émoluments que ceux de sa cure. »

Une ord. r. du 1er déc. 1830 a réduit à 1,000 fr. par an les frais de tournée et de bureau des préfets apostoliques.

La nomination des préfets apostoliques était faite par le chef de l'Etat comme celle des évêques. L'institution canonique et leurs pouvoirs leur étaient ensuite donnés par le pape. Le nombre des préfets apostoliques a été porté à sept: un à la Martinique ; un à la Guadeloupe ; un à la Guyane ; un à Saint-Pierre et Miquelon ; un pour les établissements français dans l'Inde ; un à Bourbon ; un au Sénégal.

Les attributions des préfets apostoliques sont à peu près les mêmes que celles des évêques, avec cette différence, toutefois, qu'ils ne peuvent conférer les saints ordres. Mais ils nomment aux cures et dirigent les ecclésiastiques placés sous leur dépendance. L'exercice du culte, dans les colonies, est d'ailleurs généralement soumis aux mêmes règles qu'en France, sauf les dispositions spéciales introduites par les décrets du gouvernement, les décisions ministérielles ou les arrêtés des autorités coloniales.

Par suite de la nouvelle organisation ecclésiastique, les préfets apostoliques sont supprimés à la Réunion, à la Martinique et à la Guadeloupe; mais la Guyane, le Sénégal et l'Inde continueront d'être administrés par des prêtres revêtus de cette qualité, et par de simples supérieurs ecclésiastiques.

Les ecclésiastiques envoyés jusqu'à ce jour dans les colonies, soit en qualité de préfets apostoliques, soit comme simples prêtres, appartiennent généralement a la congrégation du Saint-Esprit, dont la maison chef-lieu est à Paris. (Voy. ci-après, page 183.)

INSTRUCTION PUBLIQUE.

ÉTAT ET NATURE DES DÉPENSES ALLOUÉES PAR LA LOI DU BUDGET DU 15 MAI 1850.

Administration centrale.

Personnel	367,250
Indemnités aux employés supprimés	11,100
Matériel	86,000

Université.

Conseillers de l'Université et inspecteurs généraux	226,000
Services généraux de l'Université	107,000
Ecole Normale supérieure	230,820
Administration académique	639,333
Facultés de Théologie	115,660
Facultés de Droit	770,700
Facultés de Médecine	694,440
Facultés des Sciences	465,700
Facultés des Lettres	471,696
Ecole supérieure de Pharmacie	164,000
Dépenses communes à toutes les Facultés. (Remises, accroissement de collections de bibliothèques)	71,100
Instruction secondaire. (Frais généraux)	87,000
Instruction secondaire. (Lycées et Colléges communaux)	2,319,200
Instruction primaire. (Inspection)	620,133
Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds généraux du budget)	5,220,000
Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les fonds départementaux)	4,325,700
Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les ressources spéciales des écoles normales primaires)	500,000

Sciences et Lettres.

Institut de France	570,300
Collége de France	180,000
Ecole d'administration	
Muséum d'Histoire naturelle	469,780
Etablissements astronomiques	121,760
Bibliothèque nationale. (Dépenses ordinaires.—Cours d'archéologie)	289,000
Bibliothèque nationale. (Crédit extraordinaire.—Annuité)	60,000
Bibliothèques publiques	199,900

Académie nationale de Médecine.....	44,000
Ecoles des Chartes.....	35,400
Ecole spéciale des langues orientales vivantes, et cours d'arabe vulgaire à Marseille.....	55,800
Souscriptions (1).....	120,000
Encouragements et secours aux savants et gens de lettres.	180,000
Sociétés savantes.....	35,000
Voyages et missions scientifiques, lectures publiques du soir.....	61,200
Recueil et publication de documents inédits sur l'histoire nationale.....	120,000
Subvention aux caisses de retraite du ministère.....	500,000
Dépenses de l'instruction publique en Algérie.....	184,200
Publication des œuvres de Fermat.....	14,000
Total.....	20,733,372

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à MMgrs les archevêques et évêques, relative à l'érection de cent nouvelles succursales et à l'allocation à cent nouveaux vicaires de l'indemnité de* 350 *fr. sur les fonds du trésor.*

Paris, le 6 mai 1850.

Monseigneur,

L'Assemblée nationale vient de voter, pour l'année 1850, un double crédit destiné à créer 100 succursales nouvelles et à allouer à 100 vicaires l'indemnité de 350 francs sur les fonds de l'État.

Il m'a semblé, Monseigneur, que ce travail ne pouvait être convenablement fait, dans l'intérêt des besoins spirituels des populations et dans celui des administrations communales, qu'autant que l'Administration des cultes aurait mis préalablement MM. les évêques en situation d'arrrêter eux-mêmes leur pensée sur le choix à faire entre les localités qui pouvaient avoir des droits, et de se concerter à cet égard avec les préfets, conformément à l'article 61 de la loi du 18 germinal an x.

Telle est la demande que j'ai l'honneur de vous faire, Monseigneur.

(1) A l'avenir, le conseil supérieur de l'Instruction sera appelé à donner son avis préalable sur les impressions ou souscriptions pour des ouvrages concernant la littérature, l'histoire, les sciences et les arts, et qui devront être payées sur les fonds mis à la disposition du ministère de l'Instruction publique. (Art. 19 de la loi du 15 mai 1850.)

Des états de propositions demandés sous les précédentes administrations existent dans les bureaux de la Direction générale des cultes. Mais ces propositions remontent à une date déjà ancienne : les besoins ont pu se modifier avec des circonstances locales survenues depuis cette époque ; il devra sans doute vous paraître plus opportun de les soumettre à une révision, de manière à présenter des conclusions entièrement conformes à ce que la situation présente vous fera juger plus utile, sans avoir toutefois besoin d'en renouveler l'instruction.

Du reste, rien n'est changé dans les conditions précédemment exigées pour ces érections. Les pièces dont l'instruction du 26 août 1842 contient la nomenclature devront être produites à l'appui de chaque demande (1).

---

(1) Il n'est pas inutile de faire connaître ici ces pièces. Voici donc l'extrait de l'instruction du 26 août 1842, en ce qui les concerne :

« Les pièces a fournir à l'appui de chacune des propositions de l'évêque « sont : 1° le certificat du maire, constatant que, dans la commune ou dans « la section destinée à former une paroisse, il existe une église et un « presbytère dérents, et à défaut de presbytère, l'engagement pris régulière- « rement par le conseil municipal d'assurer au desservant un logement « convenable ; 2° un inventaire des vases sacrés, linges et ornements qui « se trouvent dans l'église ; 3° un tableau indiquant les villages, hameaux, « habitations isolées, etc., qui seront attribués à la nouvelle circonscrip- « tion, le nombre de ses habitants et celui des habitants de la paroisse dont « il s'agit de les détacher ; 4° le plan, en double expédition, revêtu de l'ap- « probation de l'évêque et de celle du préfet, de la succursale nouvelle, si « son périmètre n'est pas exactement le même que celui d'une commune ; « 5° l'indication de la distance existant entre les diverses sections de la « circonscription proposée et l'église dont elle dépend actuellement, ainsi « que des difficultés de communication de cette église aux sections intéres- « sées, indication fournie et certifiée par l'ingénieur de l'arrondissement ; « 6° les délibérations du conseil municipal de la commune chef-lieu et du « conseil de fabrique de la paroisse actuelle ; 7° l'avis motivé de l'évêque ; « 8° l'avis du préfet rédigé en forme d'arrêté. »

Il importe que tous les dossiers ainsi formés soient arrivés au ministère des cultes avant le 1er décembre de chaque année. L'observation de ce délai doit être rigoureuse ; la négligence que l'on mettrait à suivre cette indication serait préjudiciable au bien du service. Le ministre ne saurait s'occuper avec ensemble des choix à faire parmi les propositions qui lui seront adressées que lorsqu'elles lui seront toutes parvenues ; et des retards dans la répartition des nouvelles succursales à ériger seraient l'inévitable conséquence de ceux qui seraient apportés dans la transmission à faire au département des cultes du tableau dressé par l'évêque et par le préfet, et des pièces justificatives qui doivent l'accompagner.

La même considération fait ressortir l'importance des soins à donner à la complète régularité de l'instruction première des affaires de cette nature. Les renvois que le ministre serait obligé de prescrire, si cette régularité n'existait pas dès l'abord, entraîneraient nécessairement des lenteurs funestes pour tous.

NN. SS. les évêques éviteront de comprendre dans leurs propositions les localités qui n'auraient pas une église et un presbytère en bon état, ou dont les habitants n'auraient pas légalement contracté l'engagement formel de fournir, à défaut de presbytère, un logement au desservant qui leur sera donné. (*Extrait de la circulaire du* 26 *août* 1842.)

Voy. les art. 60, 61, 62 et 63 de la loi du 18 germ. an x, et le décret du 30 sept. 1807. (*Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 38 et 377.)

Quant aux vicariats, les règles à observer ont été rappelées par les circulaires des 9 août 1843 et 12 août 1844 (1). Je vous prie, Monseigneur, de vous y conformer. Il sera notamment indispensable d'indiquer si c'est un premier, un second ou un troisième vicaire à qui il s'agit d'accorder une subvention sur les fonds du Trésor, et de joindre à chacune de vos propositions les deux délibérations de la fabrique et du conseil municipal, contenant l'une ou l'autre l'engagement de payer au vicaire un traitement de 250 fr. au moins.

Je crois devoir vous rappeler qu'il serait irrégulier de faire figurer au nombre de ces propositions des églises n'ayant pas de titre légal, ainsi que des communes sollicitant l'établissement de chapelles vicariales.

Un vicariat subventionné par l'État ne peut être attaché qu'à une église érigée en cure, succursale ou chapelle. D'un autre côté, le titre de chapelle vicariale doit être accordé par un décret du président de la République; il est par conséquent nécessaire d'instruire séparément les demandes de cette nature, suivant les prescriptions de la circulaire du 21 août 1833 (2).

---

(1) D'après ces circulaires, chaque demande tendant à obtenir l'indemnité de 350 fr. doit être adressée au ministre des cultes avec les indications et pièces suivantes : 1° la désignation du canton et de la commune dont fait partie le vicariat; 2° le nom de la paroisse à laquelle il appartient; 3° sa population; 4° sa superficie; 5° le détail des difficultés de communication entre les diverses localités qui dépendent de cette paroisse; 6° la date de l'établissement du vicariat; 7° les motifs qui l'ont déterminé; 8° les deux délibérations de la fabrique et du conseil municipal, contenant l'une ou l'autre, l'engagement de payer au vicaire un traitement de 250 fr. au moins.

Suivant les art. 38, 39 et 40 du décret du 30 décembre 1809, un vicariat est légalement établi dans une paroisse lorsque la fabrique et le conseil municipal en ont reconnu l'utilité, et que le vicaire a été nommé par l'évêque diocésain. Le traitement de cet ecclésiastique doit être acquitté par la fabrique, et à son défaut, par la commune. Le gouvernement n'intervient ordinairement que dans le cas où il ajoute à ce traitement l'indemnité de 350 fr. sur les fonds de l'Etat. Or, pour arriver à cette faveur, il n'y a point d'autre chose à faire que ce que nous venons d'indiquer. Une fois la demande comprise dans l'état de propositions de l'évêque, le ministre fait la répartition des fonds alloués suivant ses appréciations et d'après le plus ou moins d'utilité de l'allocation.

Les demandes qui n'ont point été accueillies peuvent figurer l'année suivante sur l'état de propositions de l'évêque, mais de nouveaux dossiers complets doivent être produits, à cause des changements qui peuvent être survenus. Il est juste d'attribuer l'indemnité de 350 fr. aux vicariats qui sont depuis longtemps établis, et de tenir ainsi compte des sacrifices que les fabriques ou les communes se sont imposés déjà. Mais s'il existait dans un diocèse des paroisses importantes par leur population et par l'étendue de leur territoire où la création d'un vicariat serait reconnue indispensable, l'évêque pourrait les comprendre dans ses propositions. (*Extrait des circulaires minist.* des 9 août 1843 et 12 août 1844.)

Voy. les art. 38, 39, 40, 92 et suivants du décret du 30 déc. 1809 (*Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p 407 et suiv.).

(2) Les moyens qui sont à la disposition des communes pour obtenir que

J'ai l'honneur de vous adresser, Monseigneur, trois cadres (1) imprimés de vos deux états de propositions, tant pour les succursales que pour les vicariats. Vous voudrez bien veiller à ce que les renseignements demandés en tête de chaque colonne de ces cadres

---

leurs églises soient ouvertes à l'exercice du culte et érigées en chapelles vicariales sont indiqués par le tit. 2 du décret du 30 septembre 1807 ; et les formalités à remplir pour son exécution sont détaillées dans diverses instructions ministérielles, des 11 mars 1809, 4 juillet 1810 et 11 oct. 1811, rapportées textuellement ainsi que le décret précité, dans le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 377, 388, 433 et 446.

Ces formalités se résument, d'après la présente circulaire, ainsi qu'il suit :

Pièces à fournir par la commune pour l'érection d'une chapelle vicariale.

1° Délibération du conseil municipal, indiquant les motifs de nécessité de l'établissement de la chapelle ; le montant du traitement proposé pour le chapelain, celui de la dépense annuelle présumée de l'entretien de l'église et du presbytère, et contenant l'engagement de pourvoir à ces dépenses, soit sur les revenus ordinaires de la commune, soit au moyen d'un rôle de répartition entre tous les contribuables au centime le franc de leurs contributions ordinaires. Dans ce dernier cas, la délibération doit être prise par le conseil municipal et les plus forts imposés, aux termes de la loi du 15 mai 1818; 2° budget de la commune ; 3° inventaire des vases sacrés, linges et ornements existant dans l'église.

Pièces à fournir par l'administration.

1° Etat de population de la commune réclamante et de la commune chef-lieu de la paroisse. Cet état doit être certifié par le sous-préfet de l'arrondissement; 2° certificat du percepteur des contributions constatant le montant de celles payées par la commune réclamante (en principal), et indiquant, s'il y a déjà une imposition extraordinaire en recouvrement, sa durée et la quotité; 3° un certificat de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées sur la difficulté des communications entre la commune chef-lieu de la succursale ou de la cure, et la commune réunie; 4° une information *de commodo et incommodo*, dressée sans frais par le juge de paix ou par le maire d'une commune voisine à ce délégué par le préfet, et à laquelle tous les habitants de la commune en instance seront appelés et déposeront individuellement, en signant leurs déclarations ; 5° délibération du conseil municipal de la commune chef-lieu, devant tenir lieu de l'information *de commodo et incommodo* dans cette commune ; 6° projet de circonscription de la chapelle, c'est-à-dire indication des villages ou hameaux qui doivent composer son territoire ; 7° avis motivé de l'autorité diocésaine; 8° pareil avis du préfet en forme d'arrêté. (Voy. le texte de cette circulaire dans le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 435.)

Les communes qui obtiennent une chapelle où le culte est exercé par un chapelain résidant sont dispensées par l'avis du conseil d'Etat du 14 déc. 1810 (rapporté dans le *Droit civil ecclésiastique*, t, 2, p. 435) de concourir aux dépenses de la cure ou succursale dont elles dépendent : elles sont d'ailleurs autorisées à avoir une fabrique particulière et à recevoir des dons et legs. Les avantages qui résultent de ces érections sont donc à peu près les mêmes que ceux que les communes obtiendraient par l'érection des succursales. La différence essentielle consiste dans la dépense du traitement, qui demeure à leur charge. Les communes peuvent, d'autre part, concourir pour la répartition du fonds affecté par le budget des cultes aux réparations des églises ou des presbytères.

(1) Nous ne croyons pas devoir reproduire ces cadres, qui seraient sans aucun intérêt pour nos lecteurs.

soient très-exactement fournis. Vous en tiendrez un pour minute; le second sera déposé aux archives de la préfecture, et le troisième me sera envoyé par M. le préfet, revêtu de votre signature et de la sienne.

Le petit nombre de titres dont l'administration a à disposer ne permet pas à tous les diocèses d'en espérer plusieurs. Il n'en sera pas moins utile, ne fût-ce que pour l'avenir, que vous fassiez figurer, Monseigneur, dans votre état de présentation, et sauf à distinguer par l'ordre même de leur inscription le degré d'intérêt qu'elles vous semblent plus particulièrement mériter, les localités où le besoin de succursales ou de vicariats se fait sérieusement sentir.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

Pour expédition :

Le Directeur de l'Administration des cultes,

CONTENCIN.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à MMgrs les archevêques et évêques, relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en* 1850, *aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite.* (1)

Paris, le 30 mai 1850.

Monseigneur,

La loi de finances du 15 mai 1850, qui règle les dépenses de l'exercice courant, a maintenu le crédit de 765,000 francs porté, en 1849, au chapitre VIII du budget des cultes pour *secours personnels.* Quelques changements seulement ont été faits dans les diverses parties dont ce crédit se compose; on a réduit notamment de 10,000 francs la somme affectée au soulagement des anciennes religieuses, et de 5,000 francs celle relative aux anciens prêtres sans fonctions depuis le rétablissement du culte; le montant de ces deux réductions sera couvert vraisemblablement au moyen du produit des extinctions survenues depuis les allocations de 1846.

Quant à la partie du crédit qui a pour objet de venir en aide aux ecclésiastiques forcés par l'âge ou les infirmités de cesser leurs fonctions, elle n'a subi aucune modification. On a pensé que les

---

(1) Voy., sur le même sujet, la circulaire du 24 mai 1849, rapportée au *Bulletin*, vol. 1849, p. 170.

extinctions seraient à peu près balancées par les admissions nouvelles, et que les prêtres enlevés par la mort se trouveraient remplacés en proportion égale, sur vos états de secours, par ceux que la vieillesse ou la maladie atteindrait à leur tour. Ainsi les sommes que vous proposerez en faveur de ces prêtres en retraite ne pourront dépasser le chiffre de l'année dernière.

Je vous prie, Monseigneur, de vous référer aux instructions qui vous ont été transmises par mes prédécesseurs en ce qui concerne les conditions nécessaires (1) pour obtenir un secours sur le budget des cultes ; rien n'est changé à cet égard ; le maximum des subventions reste toujours fixé à 500 francs, y compris les sommes accordées sur la portion du crédit général dont je me réserve la disposition.

Je désire vivement pouvoir assister tous les ecclésiastiques qui se trouvent sans ressources après avoir dignement exercé, pendant de longues années, le saint ministère et souvent épuisé leur patrimoine en bonnes œuvres ; mais leur grand nombre ne me permet de leur apporter que de faibles soulagements. En présence de tant de souffrances, qui excitent à juste titre ma sollicitude, je dois surtout prendre en considération la nature et l'urgence des besoins. Il importe dès lors de constater, aussi exactement qu'il est possible, la véritable position des prêtres à secourir. J'appelle particulièrement votre attention, Monseigneur, sur ce point essentiel.

J'ai l'honneur de vous adresser, suivant l'usage, quatre exemplaires des cadres destinés à recevoir vos propositions pour l'année 1850 en faveur des prêtres en retraite, des anciens prêtres sans fonctions depuis 1802, et des anciennes religieuses dont la profession est d'une date antérieure à la loi du 13 février 1790. L'un de ces cadres vous servira de modèle Les trois autres devront m'être renvoyés par l'intermédiaire de MM. les préfets. Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien veiller à ce que les différentes colonnes de ces états soient *fidèlement remplies*. Les renseignements qui sont demandés sont *tous indispensables*. La colonne des secours accordés en 1849 et celle de vos propositions pour 1850 *devront être totalisées*.

Il serait superflu de vous recommander le prompt renvoi des cadres ci-joints Je m'en rapporte à cet égard à votre dévouement paternel pour votre clergé.

Dans le cas où vous auriez plus tard à faire quelques propositions pour remploi en allocations nouvelles de sommes devenues disponibles par suite de décès avant la réception des mandats, je crois utile de vous rappeler qu'elles doivent m'être transmises, par l'intermédiaire de MM. les préfets, avant le 31 décembre 1850.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. DE PARIEU.

---

(1) Voyez ces conditions dans le *Bulletin*, vol. 1849, p. 51.

Jurisprudence.

ABONNEMENT AU CASUEL. — SUBVENTION COMMUNALE. — TRAITÉ. — NULLITÉ.

Le curé et l'administration municipale de sa commune ne peuvent valablement passer un traité par lequel le produit des oblations sera remplacé par une subvention annuelle portée au budget communal. (1)

Un pareil acte n'est obligatoire pour aucune des parties contractantes.

En conséquence, lorsque le conseil municipal croit devoir réduire l'indemnité convenue, le préfet excède ses pouvoirs en appliquant l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837, et en inscrivant d'office au budget de la commune la somme nécessaire pour compléter cette indemnité.

A l'autorité administrative et non point aux tribunaux appartient le droit d'annuler cet acte.

Ces solutions résultent des deux lettres ci-après, de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, à M. le ministre de l'intérieur.

Paris, le 13 mars 1850.

Monsieur le ministre et cher collègue, l'administration municipale et le desservant de Quers (Haute-Saône) avaient passé en 1843 un traité dans le but de remplacer le produit des oblations par une subvention annuelle de 300 fr. Ce traité, approuvé par le préfet du département, a été exécuté pendant quelques années ; mais, en s'occupant de la confection du budget communal de 1849, le conseil municipal n'y a point porté, en dépense, l'article concernant cette subvention. Il s'est ensuite pourvu près de vous, contre un arrêté préfectoral du 27 août 1849, qui a inscrit d'office au budget supplémentaire du même exercice et aux budgets subséquents une somme de 300 fr. destinée à remplacer le casuel du desservant.

Avant de statuer sur ce recours, vous avez bien voulu, monsieur et cher collègue, me communiquer le dossier de l'affaire pour avoir mon avis sur la régularité et la validité du traité de 1843.

---

(1) Voyez, dans un sens analogue, la lettre de M. le ministre de l'intérieur à M. le ministre des cultes, du 11 février 1815, et celle de M. le ministre des cultes à M. le préfet de l'Isère, du 10 mai de la même année, par lesquelles il est décidé que les quêtes facultatives, faites dans certaines localités au profit des curés et desservants, ne peuvent non plus être remplacées par une allocation annuelle au budget communal en faveur de ces ecclésiastiques. (*Bulletin, vol.* 1849, pag. 175.)

Des honoraires sont dus aux curés et desservants à l'occasion des cérémonies religieuses demandées par les familles, mais des droits sont également acquis aux autres membres du clergé, aux fabriques et aux serviteurs des églises. Les tarifs d'oblation de chaque diocèse règlent ces droits divers. Une partie continuerait dès lors d'être perçue malgré les arrangements particuliers des curés et desservants. D'ailleurs, ce qui convient au desservant actuel de Quers pourrait ne pas convenir à son successeur, et les modifications que le nouveau titulaire de la succursale croirait devoir provoquer donneraient lieu à de graves difficultés.

Dès lors, un desservant ne peut régulièrement passer les traités de cette nature.

Au reste, ces traités tendent à faire supporter à la totalité des habitants représentés par la commune des frais de service religieux exclusivement à la charge des familles qui demandent ces services; ce qui n'est point juste.

Le changement de volonté de la part de l'une des parties contractantes ajouterait encore aux autres complications. On en a la preuve dans le différend actuel.

Je ne pense donc pas que la commune et le desservant de Quers aient pu prendre valablement les engagements qu'ils ont souscrits dans le traité du 22 juillet 1843.

J'ai l'honneur, monsieur le ministre et cher collègue, de vous renvoyer ci-joint les pièces relatives à cette affaire.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. DE PARIEU.

Paris, le 8 mai 1850.

Monsieur le ministre et cher collègue, il a été passé, en 1826, entre le conseil municipal de Pelonsey (Doubs) et le desservant de la succursale de ce nom, un traité par lequel il a été stipulé que la commune lui paierait une somme de 250 fr. par an, à titre de supplément de traitement et d'abonnement au casuel. Ce traité a reçu son exécution jusqu'en 1848.

Se fondant ensuite sur ce que le desservant ne remplissait pas les conditions auxquelles il avait souscrit, le conseil municipal a réduit à 50 fr. l'indemnité précédemment fixée à 250 fr. Mais M. le préfet du Doubs a inscrit d'office au budget de la commune la somme nécessaire pour compléter cette indemnité. Toutefois, sur les vives réclamations du conseil municipal, il a cru devoir vous soumettre le différend.

En me communiquant, le 28 février dernier, les pièces qui vous sont parvenues à ce sujet, vous avez émis l'opinion que M. le préfet du Doubs a excédé ses pouvoirs en appliquant les dispositions

de l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837, dans cette circonstance, et en prononçant sur une question de contrat que les tribunaux sembleraient pouvoir seuls décider. Cependant, avant de lui adresser des instructions dans ce sens, vous avez désiré connaître mon avis.

Les communes sont autorisées à allouer aux curés et desservants un supplément de traitement; mais comme cette allocation est essentiellement facultative, le conseil municipal est libre, chaque année, de la voter ou de ne la point voter au budget communal de l'année suivante. Les contrats dont les bases seraient contraires à ce principe ne me paraissent pas de nature à lier irrévocablement les parties; sous ce rapport, le traité de 1826 n'est, à mon avis, obligatoire ni pour la commune ni pour le desservant de Pelonsey.

Je pense qu'il doit être également considéré comme étant nul et de nul effet en ce qui concerne l'abonnement au casuel. Je me réfère sur ce dernier point aux observations que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 13 mars dernier, à l'occasion des difficultés de même nature existant entre la commune et le desservant de Quers (Haute-Saône). En conséquence, je partage entièrement votre opinion sur la fausse application faite par M. le préfet du Doubs, de l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837.

Mais je ne crois pas que les tribunaux soient compétents pour statuer sur la question. D'une part, le traité de 1826 a pour objet de remplacer par une somme fixe, une allocation communale, les droits qui peuvent être dus au desservant, en raison de ses fonctions en vertu du tarif d'oblations approuvé par le gouvernement. D'un autre côté, le conseil municipal et le desservant ont souscrit le traité sans aucune autorisation et sans avoir le droit d'y prendre les engagements qu'il contient. On ne peut pas, dès lors, regarder cet acte comme constituant un titre régulier, c'est à l'autorité administrative qu'il appartient de l'annuler.

J'ai l'honneur, monsieur le ministre et cher collègue, de vous renvoyer le dossier de cette affaire.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. DE PARIEU.

Questions proposées.

Quels sont les actes et les pièces des fabriques soumis au timbre et à l'enregistrement?

Parmi les actes des fabriques, il y en a qui sont seulement assujettis à la formalité du timbre, d'autres qui sont soumis tout à la fois au timbre et à l'enregistrement, et enfin, d'autres qui ne sont sujets à aucune formalité.

Les actes assujettis au timbre sont déterminés par l'art. 12 de la loi du 13 brumaire an VII. Voici ce que porte cet article :

« Sont assujettis au droit du timbre, établi en raison de la dimen-
« sion, tous les papiers à employer pour les actes et écritures, soit pu-
« blics soit privés, savoir :

« Les actes des autorités constituées administratives qui sont as-
« sujettis à l'enregistrement ou qui se délivrent aux citoyens, et
« toutes les expéditions et extraits des actes, arrêtés et déliberations
« desdites autorités, qui sont délivrés aux citoyens.

« Et généralement tous actes et écritures, extraits, copies et ex-
« péditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre,
« ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande
« ou défense.»

Les actes des établissements publics qui sont sujets à l'enregistrement et par conséquent au timbre sont ceux portant transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance, les adjudications et marchés de toute nature, tous les actes, en un mot, dans lesquels les particuliers interviennent, et qui forment un titre de part et d'autre.

« Demeurent assujettis au timbre et à l'enregistrement, dit l'art. 76
« de la loi du 15 mai 1818, sur la minute, dans le délai de 20 jours,
« conformément aux lois existantes, 1° les actes des autorités admi-
« nistratives et des établissements publics portant transmission de
« propriété d'usufruit et de jouissance; les adjudications des mar-
« chés de toute nature, aux enchères au rabais ou sur soumission;
« 2° les cautionnements relatifs à ces actes.»

Quant aux actes qui ne sont soumis ni au timbre ni à l'enregistrement, ils sont déterminés par l'art. 16 de la loi précitée du 13 brumaire an VII. Voici quelles sont à cet égard les dispositions de cet article :

« Sont exempts du droit et de la formalité du timbre, savoir:

« Les minutes de tous les actes, arrêtés, décisions et délibérations
« de l'administration publique en général, et de tous les établisse-
« ments publics, dans tous les cas où aucun de ces actes n'est
« sujet à l'enregistrement sur la minute, et les extraits, copies et
« expéditions qui s'expédient ou se délivrent, par une administra-
« tion ou un fonctionnaire public, à une autre administration pu-
« blique ou à un fonctionnaire public, lorsqu'il y est fait mention de
« cette destination;

« Tous les comptes-rendus par les comptables publics;

« Les quittances de traitements et émoluments de fonctionnaires
« et employés salariés par l'État;

« Les quittances de secours payés aux indigents;

« Toutes autres quittances, même celles entre particuliers, pour
« créances et sommes non excédant *dix francs*, quand il ne s'agit
« pas d'un à-compte ou d'une quittance finale sur une plus forte
« somme;

« Les registres de toutes les administrations publiques pour ordre
« et administration générale.»

A ces dispositions, il faut ajouter celle de l'art. 81 du décret du 30 décembre 1809, laquelle est ainsi conçue : « Les registres des fabri-
« ques seront sur papier non-timbré,» et celle de l'art. 80 de la loi précitée du 15 mai 1818, portant :

« Tous les actes, arrêtés et décisions des autorités administratives,
« non dénommés dans l'art. 78, sont exempts du timbre sur la mi-
« nute, et de l'enregistrement, tant sur la minute que sur l'expédition.
« — Toutefois, aucune expédition ne pourra être délivrée aux parts

« que sur papier timbré, si ce n'est à des individus indigents, et à « la charge d'en faire mention sur l'expédition. »

Tels sont les principes qui règlent la matière. D'après ces principes, on doit donc considérer comme soumis à l'enregistrement et au timbre les acquisitions d'églises, de presbytères, de cimetières, etc.; les baux des biens meubles et immeubles, ceux des bancs ou des chaises, soit qu'on les loue en totalité, soit qu'on ne les loue qu'en partie. (*Decis. du ministr. des finances des* 12 *et* 17 *octobre* 1809, *et* 22 *novembre de la même année*.) Une instruction générale, émanée du ministère des finances, avait établi cette distinction : si les baux étaient passés en forme authentique, par adjudication ou devant notaires, ils étaient soumis à l'enregistrement dans le délai déterminé par les actes de l'autorité administrative ou des notaires ; mais s'ils étaient faits sous seing privé, attendu que le louage est de choses mobilières, le droit ne devenait exigible qu'autant qu'il était fait usage des actes. Ces principes etaient de droit commun sur la matière. Mais l'art. 78 de la loi du 15 mai 1818 assujettissant à l'enregistrement, dans le délai de 20 jours, tous les actes des établissements publics qui portent transmission de jouissance, ainsi que les adjudications de toute nature, on a pensé que les baux de bancs et de chaises faits par les fabriques etaient assujettis à l'enregistrement. (*Dictionnaire des Droits d'enregistrement et du timbre, v° Fabriques.*)

Les cahiers des charges dressés pour arriver à des adjudications dans l'interêt des fabriques ou des communes, rédiges administrativement et soumis à l'autorité superieure sont dispensés du timbre, et, par suite, de l'enregistrement; mais les copies qui en sont annexees à la minute du contrat de vente ou du procès-verbal d'adjudication sont, comme partie intégrante de cette minute, assujetties à ces formalités. (*Décision du minist. des financ. du* 17 *octobre* 1809; *instr. génér. du* 29 *juin* 1833.)

Les donations, les legs, les constitutions de rentes sont également assujettis à l'enregistrement, et, à cet égard, il n'est pas inutile de dire que l'acte par lequel une personne constitue une rente en faveur d'une fabrique, moyennant la célébration perpétuelle de certains services religieux, ne doit pas toujours être consideré comme une donation. C'est d'après les dispositions de l'acte et d'après la valeur de la rente constituée, comparée au prix des services religieux demandés, qu'on doit décider s'il y a donation ou contrat à titre onéreux. Cette distinction est importante pour les fabriques, car les droits à payer ne sont pas les mêmes dans les deux cas. Le droit d'enregistrement est, en cas de donation mobilière, de 6 p. 100 du capital, et, en cas de constitution de rente à titre onéreux, de 2 p. 100 seulement (Loi du 22 frimaire an VII, art. 60, § 5, n° 2; loi du 28 avril 1832, art. 33).

La loi du 15 mai 1850 a aussi ajouté une disposition qu'il est important de faire connaitre : c'est qu'à l'avenir, les actes renfermant soit la déclaration pour le donataire ou ses representants, soit la reconnaissance judiciaire d'un *don manuel*, seront sujets aux droits de donation (art. 6). De plus, et d'après la même loi, les mutations par décès et les transmissions entre vifs à titre gratuit d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique seront soumis aux droits établis pour les successions ou donations (art. 7).

Sont encore soumis au timbre : les marchés pour constructions,

soumission, acceptation et réception des objets fournis aux fabriques; ces actes, étant connexes et dépendants les uns des autres, peuvent toutefois être transcrits sur la même feuille de papier timbré.

Il existe une décision du 17 octobre 1809, qui statue que les mandats au-dessus de 10 fr. que les fabriques délivrent à leurs fournisseurs sont sujets au timbre, par la raison qu'on ne peut les considérer comme de simples écritures d'ordre, et qu'ils réunissent les caractères d'obligation et de décharge. Mais cette décision n'est point suivie dans la pratique. Les mandats ne sont point par eux-mêmes considérés comme sujets au timbre; c'est seulement la quittance de la part de ceux qui les reçoivent et en touchent le montant, qui doit être sur papier timbré, quand la somme dépasse 10 fr.

Il en est toutefois différemment des mandats de traitement ou de supplément de traitement, faits par la fabrique ou par la commune, au curé ou au vicaire. Ces mandats sont soumis au timbre, quand ils dépassent 300 fr.; ils en sont dispensés, s'ils sont de 300 fr. et au-dessous. Ils en seraient encore exempts, alors même qu'à l'allocation communale serait reuni le traitement fait par l'État, et que, de cette manière, le mandat à payer par la caisse municipale excéderait 300 fr. Il suffit que l'allocation communale reste au-dessous de 300 fr. Cette solution est donnée par le *Manuel des Percepteurs*, et reproduite par M. Affre, dans son *Traité de l'administration temporelle des paroisses*. Elle est fondée sur ce que les mandats pour traitements soldés par le trésor n'étant point assujettis au timbre, l'allocation communale doit être considérée isolement et abstraction faite de son adjonction à un autre traitement (Art. 16 de la loi du 13 brumaire an VII; décis. du minist des finances, du 17 octobre 1809; circul. du minist. des finances, du 28 janvier 1820; instruction générale, du 15 décembre 1826).

Par conséquent, ne sont pas soumises au timbre, les quittances à fournir par les curés et desservants pour les suppléments de traitement qui peuvent leur être payés par les fabriques, les communes, les hospices ou tous autres établissements, toutes les fois que le supplément alloué n'excède pas 300 fr. (décis. du minist. des finances du 10 juin 1837); les quittances à donner par les vicaires pour le traitement de même somme qui leur est payé par la fabrique ou la commune (même décision); les quittances à fournir par les mêmes vicaires pour le supplément de traitement de 350 fr. qui leur est payé par l'État (Decision du ministre des finances, du 2 décembre 1837); celles à donner par les curés chargés d'un double service ou binage.

Il n'en est pas toutefois de même des quittances à fournir par les curés pour les indemnités de logement qui peuvent leur être accordées. Ces indemnités ne sont point en effet des traitements, et jusqu'à présent elles n'ont point été exemptes du timbre. D'ailleurs, le droit ne doit pas être supporté par le curé, car l'art. 1248 du Code civil mettant les frais de paiement à la charge du débiteur, et ces frais comprenant ceux de quittance, il en résulte qu'il incombe directement à la fabrique ou à la commune débitrice.

Il en faut dire autant des quittances à fournir par les trésoriers des fabriques aux receveurs municipaux pour les sommes allouées aux fabriques par les communes à titre de secours. Ces quittances, sujettes au timbre quand elles s'appliquent à des sommes excédant 10 fr. (décis. du 30 juillet 1822), sont supportées par la commune

débitrice, conformément à la prescription de l'art. 1248 du Code civil que nous venons de citer.

D'après l'article 537 du Code de procédure civile, les quittances des fournisseurs, ouvriers et autres de même nature, produites comme pièces justificatives des comptes, ne sont pas soumises à l'enregistrement, alors même qu'elles sont produites en justice ; à plus forte raison lorsqu'elles ne sont que des pièces de comptabilité vis-à-vis de l'administration. Mais il faut qu'elles soient sur papier timbré, toutes les fois qu'elles sont au-dessus de 10 francs, et même au-dessous de cette somme, s'il s'agit d'un à compte ou d'une quittance finale sur une somme également au-dessus de 10 francs. (*Décis. du ministre des finances d s 12 mars et 19 nov.* 1827.)

M. Affre, dans son *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, fait remarquer que quand les factures des ouvriers et fournisseurs sont sur papier timbré, il suffit que ces mêmes ouvriers mettent leur acquit au bas des factures. Nous partageons entièrement cet avis, parce que, dans un cas semblable, il n'est pas besoin de deux actes séparés chacun soumis au timbre. La question a d'ailleurs été décidée par une lettre du ministre des finances du 21 mars 1828, et dans une instruction concertée entre ce ministre et celui de l'intérieur du 10 septembre 1830. On ne pourrait pas opposer à ces décisions que d'après l'art. 23 de la loi du 13 brum. an VII il est défendu de faire expédier deux actes sur la même feuille de papier timbré. Cet article ne regarde point les quittances à décharge, ainsi que l'a décidé un avis du conseil d'État, du 7 octobre 1809. Si le paiement, au lieu d'être fait à l'ouvrier ou au fournisseur, était effectué entre les mains d'un tiers, il suffirait que le mémoire des premiers, qui sont créanciers directs, fût sur papier timbré. La quittance faite par le tiers pourrait être sur papier ordinaire.

Après ces indications, il est facile de déterminer les pièces qui sont exemptes du timbre. Cette exception subsiste nécessairement pour tous les registres d'administration, comme ceux qui contiennent les délibérations, ceux où l'on a transcrit les titres des biens de la fabrique, tous les livres, même celui sur lequel sont portées les recettes et dépenses, les comptes, les budgets, les actes administratifs, les pétitions à l'Assemblée législative, au chef du gouvernement, à l'évêque, au préfet, les extraits des délibérations, etc., et généralement toutes les pièces qui ne forment point un titre entre un particulier et une fabrique.

Comme les registres, les inventaires et récolements du mobilier des églises ne sont point sujets au timbre (art. 55 du décret du 30 décembre 1809), il en est de même de celui des évêchés.

Il est ici une observation que nous ne devons point omettre de faire, c'est que d'après l'art. 1er du décret du 4 messidor an XII (23 juin 1805), les trésoriers des fabriques sont tenus de communiquer, sans déplacement, toutefois, aux préposés de l'enregistrement, les minutes des actes qui sont assujettis au timbre et à l'enregistrement. MM. les curés et les présidents des conseils de fabrique doivent veiller à ce que cette communication ne soit jamais refusée.

Délibéré à Paris, par MM. Denier, Masson, l'abbé André, l'abbé Hugony, Suvigny, et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des conseils de fabriques et des marguilliers pendant le mois de juillet.

MM. les membres des conseils de fabriques savent qu'ils ont à se réunir en session ordinaire le premier dimanche du mois de juillet (art. 10 du décret du 30 décembre 1809). Le jour de cette réunion tombe, cette année, le 7 juillet.

Nous avons déjà fait connaître quelles étaient les règles générales applicables à toutes les séances ordinaires des conseils de fabriques. Nous les avons consignées dans notre livraison du mois de mars 1849, pag. 79 et suivantes, et nous prions nos lecteurs de vouloir bien s'y reporter. MM. les fabriciens trouveront aussi dans notre livraison du mois de septembre de la même année, page 284, un modèle de procès-verbal de cette séance.

En délibérant sur les propositions qui pourront leur être faites dans l'intérêt de l'église et de la fabrique, ils se rappelleront que les conseils qui n'ont pas de ressources suffisantes pour couvrir leurs dépenses, et qui sont par conséquent obligés de demander à leurs communes une subvention, doivent, s'ils ne l'ont déjà fait dans leur séance d'avril dernier, s'empresser d'adresser leur démande à cet égard, accompagnée de leur compte et de leur budget, soit au sous-préfet, soit directement au maire, afin que les conseils municipaux puissent en délibérer au commencement du mois d'août, époque à laquelle ces derniers conseils se réunissent en session ordinaire. (Voy. nos observations à ce sujet, *Bulletin*, vol. 1849, p. 177 et 178).

Pour ce qui regarde MM. les membres du bureau des marguilliers, nous leur rappellerons aussi qu'ils doivent se réunir dans le cours du même mois (art. 22 du décret du 30 déc. 1809). Dans cette séance, ils doivent procéder à la signature et au dépôt dans la caisse à trois clefs du bordereau trimestriel de la situation active et passive de la fabrique présenté par le trésorier (art. 34 du même décret); et à l'évaluation des dépenses du trimestre qui va commencer, à la formation du fonds de roulement ou au versement à la même caisse de l'excédant (art. 34 et 53 du même décret); au compte-rendu, à l'affichage et à l'exécution des fondations (art. 26 du même décret).

Ces diverses opérations ont été développées dans notre livraison de mois du juin 1849, et nos lecteurs pourront au besoin consulter les observations qui les concernent. (Voy. *Bulletin*), vol. 1849, p. 179).

Chronique.

LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Loi relative à la convention signée à Turin, le 1er mai 1850, pour la prorogation de traité conclu, le 28 août 1843, entre la France et la Sardaigne (15 mai); — Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1850 (15 mai); — Loi qui ouvre sur l'exercice 1850 un

crédit supplémentaire de 1,225,000 fr. pour les dépenses de la détention et du transférement des condamnés (15 mai) ; — Loi qui ouvre, sur l'exercice 1849, un crédit suppl. de 356,500 fr. pour les dépenses de la dernière Exposition des produits de l'industrie (15 mai) ; — Loi qui ouvre un crédit de 1,301,115 fr. sur l'exercice 1850, pour le service des paquebots de la Méditerranée (30 mai); — Loi qui modifie la loi électorale du 15 mars 1849 (31 mai) ; — Loi qui ouvre au ministre des finances des crédits supplémentaires de 3,466,447 fr. sur les exercices 1849 et 1850, et pour les exercices clos, plus de 163,000 fr. pour le service des forêts dans les départements (1er juin) ; — Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 187, 360 fr. 18 c. pour la dépense des procès jugés par la haute Cour de justice à Bourges et à Versailles (1er juin); — Loi qui autorise le ministre des travaux publics à prélever sur les crédits mis à sa disposition une somme de 20,000 fr. pour le service du chemin de fer de Bordeaux à la Teste (1er juin) ; — Loi qui reporte à l'exercice 1849 un crédit ouvert par la loi du 8 août 1847, pour le paiement d'un terrain contenant des ossements fossiles, situé à Sauvan (Gers) (1er juin) ; — Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 100.000 fr. pour les dépenses de travaux publics à l'île de la Réunion (3 juin); — Loi qui ouvre au budget de la Légion-d'Honneur pour l'année 1848 un crédit supplémentaire de 16,584 fr. 85 c. (4 juin) ; — Loi qui rapporte le décret du 19 juillet 1848, relatif à la gratuité des écoles polytechnique et militaire, et à l'école navale de Brest (5 juin) ; — Loi relative au timbre des effets de commerce, des bordereaux de commerce, des actions dans les sociétés, des obligations négociables des départements, communes, établissements publics et compagnies et des polices d'assurances (5 juin) ; — Loi portant prorogation de la loi du 22 juin 1849 sur les clubs et autres réunions publiques (6 juin) ; — Loi sur la déportation (8 juin) ; — Loi qui ouvre sur l'exercice 1849 un crédit suppl. de 270,000 fr. pour les dépenses des services militaires des colonies (8 juin) ; — Loi relative à l'achèvement du tombeau de l'empereur Napoleon (12 juin). — Loi qui alloue un crédit de 300,000 fr. pour la réparation de divers bassins du parc de Versailles (15 juin); — Loi relative aux caisses de retraite (18 juin) ; — Loi portant ouverture d'un crédit de 2,160.000 fr. pour frais de représentation du président de la République (24 juin).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

Par décret du président de la République, en date du 17 juin 1850, et sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des cultes, M. l'abbé Cousseau, supérieur du grand séminaire de Poitiers, a été nommé évêque d'Angoulême, en remplacement de Mgr Régnier, nommé archevêque de Cambrai.

M. l'abbé Cousseau, avant d'être supérieur du grand séminaire de Poitiers, a été longtemps professeur au même séminaire, où il enseigne encore l'hébreu. Il est un des membres les plus distingués de la Société des Antiquaires de l'Ouest, qui lui doit de nombreux travaux d'archéologie sacrée et de liturgie.

—Par un autre décret en date du 22 du même mois, M. l'abbé Lacarrière, chanoine honoraire de Bordeaux et de Saint-Flour, a été nommé à l'évêché de la Basse-Terre de la Guadeloupe; M. l'abbé Leherpeur, chanoine de la cathédrale de Bayeux, à l'evêché du Fort-de-France de la Martinique ; et M. l'abbé Dissandes de Boge-

net, vicaire-général du diocèse de Limoges, à l'évêché de Saint-Denis de la Réunion.

—NN. SS. les évêques de Versailles et de Beauvais ont été désignés par le ministre de l'instruction publique et des cultes, pour faire partie de la commission chargée de procéder au dépouillement des votes de l'épiscopat pour l'élection des membres du conseil supérieur de l'instruction publique. Le dépouillement a eu lieu le vendredi 28 juin. Ce sont MMgrs Parisis, évêque ne Langres, Morlot, archevêque de Tours, Dupanloup, évêque d'Orléans, et Gousset, archevêque de Rheims, qui ont réuni la majorité des suffrages, et qui, par conséquent, ont été désignés comme devant faire partie du conseil supérieur de l'instruction publique.

—S. E. le cardinal Du Pont, archevêque de Bourges, et son grand vicaire, M. de Lutho, ont quitté Rome le 28 mai. Debarqué à Marseille, le 5 juin, le prélat s'est rendu directement à Paris, pour rendre compte de sa mission, après quoi il est rentré dans son diocèse. Avant son départ de Rome, Mgr Du Pont avait été nommé par le Saint-Père membre de la Congrégation des Rites.

—Il a été procédé, le jour de la Trinité, à Rome, à la béatification du P. Pierre Clavier, prêtre de la Société de Jésus, et de la vénérable Germaine Cousin, bergère du Languedoc.

—Les subventions aux établissements généraux de bienfaisance portées au budget de l'intérieur s'élèvent cette année à 599,560 fr., et les secours généraux aux hospices, bureaux de charité et institutions de bienfaisance, à 300,000 fr.

—A partir du premier juillet 1850, la taxe établie par les art. 1 et 2 du décret du 24 août 1848, sur les correspondances circulant de bureau à bureau, sera portée à 25 cent. pour toute lettre du poids de 7 grammes et demi et au-dessous, et à 50 cent. pour toutes celles dont le poids excédera 7 grammes et demi, et qui ne pèseront pas plus de 15 grammes. Le tarif établi par le décret du 24 août 1848 restera applicable aux lettres adressées aux sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer en activité de service (article 13).

A partir de la même époque, l'affranchissement des *lettres recommandées* cessera d'être obligatoire. La surtaxe à leur apposer pour frais de recommandation, au lieu du double port fixé par l'art. 4 du décret du 24 août 1848, ne sera qu'un supplément de 25 cent., quel que soit le poids des lettres et quelle que soit la taxe qu'elles devront supporter à raison de ce poids (art. 14). Ces lettres continueront à être deposées aux bureaux de poste, sous enveloppes, et fermées au moins de deux cachets en cire avec empreinte (*Avis du directeur général des postes* du 20 juin).

L'affranchissement avec double port reste obligatoire pour les lettres dites *chargées* (même *Avis*).

Les timbres-postes seront par conséquent, à l'avenir, de 25 et 50 cent., au lieu de 20 et 40 cent. auxquels ils avaient été fixés par le décret précité. Les personnes qui auraient encore en leur possession des timbres à 20 centimes après le premier juillet pourront les échanger contre argent dans les bureaux de poste, si ces timbres sont parfaitement intacts (art. 15; *Avis* du directeur précité).

pel, les jugements des tribunaux. Nous donnons enfin tous les documents propres à en faciliter l'intelligence et l'application.

Ainsi, pour ce qui est du Concordat et des articles organiques, qui sont considérés comme la loi fondamentale qui régit aujourd'hui le culte catholique, nous reproduisons toute la discussion qui leur est relative; ce que nous avons fait d'ailleurs pour le Concile de 1811, le Concordat de Fontainebleau, celui de 1817, la loi du 24 mai 1825 sur les communautés religieuses de femmes, les ordonnances du 16 juin 1828 sur l'immixtion des congrégations d'hommes dans l'enseignement, et généralement pour tous les actes du pouvoir civil qui ont introduit dans la discipline de l'Église un droit nouveau, ou modifié en quoi que ce soit la législation existante.

Nous rapportons les bulles de Pie VII, données à l'occasion du Concordat, ainsi que les protestations faites contre les articles organiques par le même pontife et par le clergé français. Ces monuments de l'autorité papale ne devaient point être séparés des lois au sujet desquelles ils sont intervenus.

Les actes publiés sur les matières ecclésiastiques depuis l'établissement de la République de 1848, y compris l'art. 7 de la Constitution du 4 novembre de la même année, y sont aussi intégralement rapportés.

Nous avons suivi dans l'exposition des lois l'ordre chronologique, ce mode étant le seul adopté maintenant dans toutes les collections de lois, comme offrant le plus de facilité pour les recherches. Mais, en même temps, nous avons placé à la fin de chaque volume une table alphabétique et raisonnée des matières, qui est un véritable *Dictionnaire du droit ecclésiastique français*.

Chaque partie de notre recueil est précédée d'une *Introduction* dans laquelle nous avons essayé de faire ressortir les principaux traits des actes que nous transcrivons. Cette manière de procéder nous a paru nécessaire, parce qu'il y a dans beaucoup de ces actes un grand nombre de dispositions et de principes hétérodoxes qui ne sont point et qui ne peuvent être reçus par l'Église. Or, il importait de les signaler, afin de prémunir le lecteur contre les erreurs qu'ils renferment. Nous avons eu soin d'étayer nos observations à ce sujet de documents certains et connus. Nous citons notamment à la 2e partie une pièce fort remarquable : c'est la célèbre déclaration des évêques de France sur la constitution civile du clergé de 1790. Elle trouvait naturellement sa place dans notre collection, et, quoique fort longue, nous n'avons pas hésité à la donner dans son entier.

Annotations. Nous avons aussi ajouté à certains actes, comme la pragmatique de saint Louis, celle de Charles VII, le con-

cordat de François Ier, et quelques autres lois, des notes historiques. Mais ces notes sont généralement fort restreintes et n'interrompent en rien la continuité des textes. Dans notre 3e partie, nous avons dû suivre un système d'annotations plus développé. Il fallait, en effet, relier entre elles les diverses dispositions du droit, indiquer celles qui sont abrogées et celles qui sont encore en vigueur. On verra que nous avons entièrement annoté le concordat, les articles organiques, et le décret du 30 décembre 1809 sur l'organisation des fabriques. Nous rapportons de cette manière un grand nombre de décisions rendues en matière religieuse. Nous avons pensé devoir compléter ainsi notre travail, afin de lui donner un but d'utilité encore plus pratique, et d'en faire, en même temps que le livre du jurisconsulte, le livre des pasteurs paroissiaux pour l'administration temporelle de leurs églises, et généralement de toute personne qui peut avoir besoin de s'éclairer sur une partie quelconque de la jurisprudence ecclésiastique.

Il est bien inutile maintenant de parler des rapports qui existent entre cet ouvrage et le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*. Ces rapports sont évidents, puisque c'est la même pensée qui a présidé à leur publication. Le *Droit civil ecclésiastique*, s'arrête au 31 décembre 1848; le *Bulletin* commence au mois de janvier 1849. Mais si ces deux recueils se complètent l'un par l'autre, hâtons-nous de dire qu'ils forment aussi chacun un tout séparé et parfaitement indépendant.

Stimulus compunctionis et soliloquia, per V. P. *Joannem a Jesu Maria*, *Carmelitam discalceatum*. Nova editio, curis L. J., diœcesis argentinensis Presbyteri. Superiorum permissu. Monasterii, apud frid. *Regensberg*, bibliopolam. 1850. 1 vol. in-32. Prix : 1 fr.

Cet ouvrage, qui vient d'être imprimé à Munster, en Westphalie, est rédigé dans un style analogue à celui de l'Imitation; c'est dire qu'il doit faire les délices de toutes les âmes qui recherchent avec amour les pieuses émotions de la prière et de la contemplation.

Le culte catholique de Marie, Mère de Dieu, par M. *Paul Sauceret*, curé de Dampierre de l'Aube, chanoine honoraire de Troyes. 3 vol. in-8. A la librairie de Lecoffre.

Cet ouvrage peut être considéré comme tout à fait neuf, quoi que le sujet en ait été souvent traité. Il était difficile de grouper d'une manière si heureuse les divers actes de piété dont se compose le culte de la sainte Vierge, les fêtes, les confréries et les autres institutions établies en son honneur, les prières les plus célèbres de la liturgie qui l'invoque, les hommages publics et privés qu'elle reçoit, selon les circonstances, des différentes conditions de la grande famille ca-

tholique. C'est, comme le dit très-bien l'auteur, le culte de Marie *par le cœur*. Tel est le fond du premier volume.

Le second volume de M. Saucerot expose, dans des résumés réunissant la science des recherches à l'élégance du style, ce qu'ont fait pour le culte de Marie l'architecture, la sculpture, la peinture, l'éloquence, la poésie et la musique. C'est le culte de Marie *par l'esprit, par le génie*. Les gens du monde, les personnes pieuses surtout, trouveront un grand interêt dans cette partie. Enfin le troisième volume embrasse le culte de Marie dans son universalité, c'est-à-dire sur tous les points du globe. Jamais que nous sachions, le culte de la sainte Vierge n'avait donné lieu à un travail aussi complet, aussi piquant, à un travail qui montre aussi bien ce culte dans toutes ses parties et dans tout son ensemble, dans ce qui en est le corps et dans ce qui en est l'âme.

Du Concile provincial, ou Traité des questions de Théologie et de Droit canon qui concernent les Conciles provinciaux, par M. l'abbé Bouix.

La liberté qu'ont enfin recouvrée les églises de France de célébrer leurs saintes assemblées synodales, devait naturellement porter les esprits à l'étude de la législation canonique qui concerne les conciles provinciaux. M. l'abbé Bouix, déjà connu par divers articles publiés dans les journaux sur les matières ecclesiastiques, a compris combien serait utile et favorablement accueilli en ce moment un traité spécial qui réunit sous un ordre méthodique les questions nombreuses dont la célébration du synode provincial nécessite la connaissance. Quoiqu'il ne présente son ouvrage au public que sous l'apparence modeste d'une compilation, nous croyons pouvoir dire que son travail n'a pas le seul mérite d'avoir recueilli les notions éparses dans les nombreux volumes des canonistes et dans les collections conciliaires, ouvrages qui sont aujourd'hui à la portée d'un si petit nombre de membres du clergé.

La manière dont M. l'abbé Bouix classe les questions, les discute, les rapproche du droit ancien et du droit actuel, pour en tirer les conclusions définitives, fait de son livre un ouvrage véritablement neuf, plein d'intérêt, et qui ne peut manquer d'être recherché par un grand nombre de lecteurs.

Encyclopédie catholique, Répertoire universel et raisonné des sciences, des lettres, des arts et des métiers, avec la biographie de tous les hommes célèbres depuis l'origine du monde jusqu'à nos jours, formant une bibliothèque universelle, renfermant la matière de près de 500 volumes in-8, et le résumé de plus de dix mille ouvrages ; *ornée de gravures partout où l'intelligence du texte l'exige*, comprenant, avec des traités particuliers sur chaque matière, tous les dictionnaires spéciaux ; publiée sous la direction et collaboration de MM. l'abbé GLAIRE, doyen de la Faculté de théologie do

Paris, et le vicomte WALSH, qui se sont adjoint un grand nombre d'hommes distingués dans les sciences, les lettres, etc. 18 vol. in-4. Prix : 450 fr. (avec facilité pour le paiement).

AVIS

D'après l'avis inséré sur la couverture de nos livraisons de décembre et de janvier, nous avons dû nous croire suffisamment autorisés à considérer comme continuant leur abonnement tous ceux de nos souscripteurs qui ont accepté la livraison de janvier 1850. Nous leur adressons donc la suite de notre publication, et nous les prions, en conséquence, de vouloir bien nous envoyer le montant de leur souscription.

Le moyen le plus simple et le plus sûr pour faire parvenir à l'administration du Bulletin le prix de l'abonnement consiste à prendre un mandat de 6 fr. au bureau de poste le plus voisin et à l'adresser au directeur dans une lettre affranchie (Affranchissement de 6 fr. : 12 cent. Loi de Finances, 1816. Affranchissement de la lettre, 20 cent ; en tout 32 cent)

Ceux de nos abonnés des départements qui préféreront payer à leur domicile à l'aide de mandats qu'on tirera sur eux auront à supporter, en sus du prix, la somme de 2 fr. pour frais de recouvrement.

Nota Nous avons appris que quelques-unes de nos livraisons n'étaient point parvenues à leur destination par suite de la négligence des facteurs ou autres employés de la poste. Nous prions ceux de nos abonnés dont la collection se trouverait décomplétée par ce fait, de vouloir bien nous le mander, et l'administration s'empressera de leur adresser les livraisons qui leur manquent. A l'avenir, les réclamations de ce genre devront, autant que possible, être faites dans le mois qui suit la publication de la livraison.

Conditions de la Souscription.

Le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques* paraît *à la fin* de chaque mois. Chaque livraison mensuelle, composée de deux feuilles in-8°, est envoyée sous couverture imprimée, et *franco*.

Le prix annuel de la souscription est de 6 fr. pour Paris et les départements, et 8 fr. pour l'étranger. Le montant en doit être envoyé au bureau en même temps que la souscription.

On ne peut s'abonner pour moins d'un an, savoir, du 1er janvier au 31 decembre de chaque année. La personne qui souscrit dans le courant de l'année reçoit toujours immédiatement les livraisons qui ont paru depuis le commencement. Celle qui fait, ou pour elle-même ou pour d'autres, dix souscriptions, a droit à un abonnement gratuit.

Toutes lettres, demandes de consultations, réclamations et souscriptions, doivent être adressées, *franco*, au Bureau de l'Administration, rue Cassette, n° 25.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE

Actes officiels.

LÉGISLATION.

Loi électorale, du 31 mai 1850, modificative de la loi organique du 15 mars 1849 (1).

Art. 1er. Dans les trente jours qui suivront la promulgation de la présente loi, la liste électorale sera dressée par le maire assisté de deux délégués désignés pour chaque commune par le juge de paix et domiciliés dans le canton (2).

---

(1) Depuis soixante ans, le droit électoral et le mode de l'exercer ont subi un certain nombre de variations. La constitution de 1791 consacra le système des assemblées primaires et des assemblées électorales. Tous les citoyens qui payaient une contribution directe égale à trois journées de travail avaient le droit de voter dans les assemblées primaires. Le cens électoral fut supprimé en 1793 par l'assemblée législative, qui maintint toutefois le vote à deux degrés. (Constitution de 1793.) Ce vote fut encore maintenu par la constitution du 5 fructidor an III, qui rétablit le cens électoral. La constitution du 22 frimaire an VIII et les lois qui la suivirent admirent un nouveau système électoral, qui eut pour base les listes communales, départementales et cantonnales sur lesquelles le sénat faisait les nominations. Ce système fut organisé par la loi du 16 thermidor an X. Il fut maintenu par la législation de l'Empire. La charte de 1814 reconnut le principe du cens et le porta à 300 fr. En 1817, il fut question de revenir au vote universel. Une commission de la chambre des députés proposa, par forme de transaction, un système qui conférait le droit de voter dans les assemblées primaires à tout citoyen payant 50 fr. de contribution. Le projet de loi fut adopté par la chambre des députés, mais il fut rejeté par la chambre des pairs. La loi du 5 février 1817 admit l'élection directe par les censitaires à 300 fr. Trois ans plus tard, la loi du 29 juin 1820 établit le vote à deux degrés dans les grands et petits collèges. Mais la révolution de Juillet étant survenue, la loi du 27 avril 1831 supprima le système des grands et petits collèges. Il fut formé autant d'arrondissements électoraux qu'il y avait de députés à nommer, et le cens électoral fut réduit à 200 fr. Après la révolution de Février, un décret du gouvernement provisoire du 5 mars 1848 établit le suffrage universel et direct. La constitution de 1848, en maintenant le suffrage universel direct sans aucune condition de cens, a laissé au législateur le soin de l'organiser. Cette organisation a été faite par la loi du 15 mars 1849 et modifiée par la loi du 31 mai 1850, que nous reproduisons.

(2) Les listes électorales doivent être des listes nouvelles. Celles qui ont été faites dans les premiers mois de 1850 ne peuvent servir que comme documents bons à consulter. (Circ. du min. de l'intér., du 5 juin 1850.) Le maire doit les dresser d'office d'après le rôle des contributions personnelles et des prestations en nature, sauf à les compléter ensuite sur les demandes de ceux qui établiront leur domicile par les déclarations de leurs ascendants, maîtres ou patrons.

Dans les communes de plusieurs cantons, il doit être formé autant de listes différentes qu'il y a de cantons. (Circ, du 12 mars 1848.)

Parmi les hommes les plus aptes à bien remplir les fonctions importantes

Les délégués auront le droit de consigner leurs observations sur le procès-verbal. Ce procès-verbal sera déposé par le maire, avec la liste électorale, au secrétariat de la mairie pour être communiqué à tout requérant.

2. La liste comprendra par ordre alphabétique :—1° Tous les Français âgés de vingt-un ans accomplis, jouissant de leurs droits civils et politiques, actuellement domiciliés dans la commune ou dans le canton depuis trois ans au moins; — 2° Ceux qui n'ayant pas atteint, lors de la formation de la liste, les conditions d'âge et de domicile, les acquerront avant la clôture définitive.

3. Le domicile électoral sera constaté : — 1° Par l'inscription au rôle de la taxe personnelle, ou par l'inscription personnelle au rôle de la prestation en nature pour les chemins vicinaux (1); — 2° par la déclaration des pères ou mères, beaux-pères ou belles-mères, ou autres ascendants domiciliés depuis trois ans, en ce qui concerne les fils, gendres, petits-fils et autres descendants majeurs vivant dans la maison paternelle, et qui, par application de l'art. 12 de la loi du 21 avril 1832, n'ont pas été portés au rôle de la contribution personnelle (2);—3° par la déclaration des maîtres ou patrons en ce qui

---

de délégués appelés à assister le maire pour la confection de ces listes, le ministre de la justice (Circ. du 8 juin 1850) indique les percepteurs et les notaires, comme étant le plus à portée de connaître la position des habitants et la durée de leur domicile; mais ce choix n'est point obligatoire, et les juges de paix peuvent nommer les personnes que bon leur semble, pourvu toutefois que ces personnes aient au moins trois ans de domicile dans le canton.

(1) La contribution personnelle et mobilière, établie par la loi du 18 février 1791, a été fixée par la loi du 3 nivôse an VII. Elle se compose aujourd'hui : 1° d'une taxe personnelle et uniforme pour tous les contribuables et égale au prix de trois journées de travail; 2° d'une taxe mobilière proportionnée à la valeur des logements d'habitation de chacun des domiciliés, déjà cotisés pour la taxe personnelle (loi du 3 nivôse).

Le conseil général fixe tous les ans le prix de la journée de travail, qui ne peut être moindre de 50 c., ni excéder 1 fr. 50 c.

Les enfants majeurs, quoique vivant avec leurs père et mère, sont soumis à la contribution personnelle s'ils jouissent de leurs revenus ou exercent un état, une profession ou une industrie. Voici, au surplus, les termes de l'art. 12 de la loi du 21 avril 1832 : « La contribution personnelle est due par chaque habitant français jouissant de ses droits et non réputé indigent. Sont considérés comme jouissant de leurs droits les garçons majeurs ayant les moyens suffisants d'existence soit par leur fortune personnelle, soit par la profession qu'ils exercent lors même qu'ils habitent avec leurs père et mère ».

D'après l'art. 13 de la même loi, « la taxe n'est due que dans la commune du domicile réel. »

La prestation en nature pour la réparation des chemins vicinaux a été établie par la loi du 4 mai 1836. D'après l'art. 3 de ladite loi, elle ne peut être imposée qu'aux habitants de la commune inscrits au rôle des contributions directes.

(2) Ceux qui au-dessous de 21 ans n'ont été absents de la maison paternelle que pour leurs études et n'ont pas au dehors des professions ou des établissements séparés, doivent être considérés comme n'ayant jamais cessé d'avoir leur domicile chez leurs parents. Il en est de même pour les ma-

concerne les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez eux, lorsque ceux-ci demeurent dans la même maison que leurs maîtres ou patrons, ou dans les bâtiments d'exploitation (1).

4. Les déclarations des pères, mères, beaux-pères, belles-mères ou autres ascendants, maîtres ou patrons, seront faites par écrit sur des formules délivrées gratis. Ces déclarations seront remises chaque année au maire, du 1er au 31 décembre (2).

---

jeurs qui ne sont éloignés du domicile paternel que pour leurs études ou leur apprentissage et qui n'ont pas manifesté par un établissement ou un commencement d'établissement l'intention d'acquérir un domicile qui leur soit propre. (Instruct. minist. déjà citée.)

D'après cela, les élèves des séminaires, des colléges et des pensions conservent, en matière électorale, leur domicile chez leurs parents, et doivent être inscrits, sur la présentation de leurs certificats.

La faculté donnée aux ascendants de faire inscrire sur la liste électorale leurs descendants majeurs vivant avec eux leur est toute spéciale, car les descendants ne peuvent, par réciprocité, faire inscrire leurs ascendants qui demeurent chez eux, ce cas n'étant point prévu par la loi.

Le tuteur jouit-il à l'égard de son pupille du droit conféré aux ascendants par le présent article? M. le ministre de la justice s'est prononcé pour l'affirmative. Il a même pensé que le même droit devait être étendu au curateur, en cas de décès du tuteur.

(1) Qui doit-on considérer, dans le sens de cette loi, comme maîtres ou patrons? D'après la jurisprudence administrative, on doit regarder comme tels: les propriétaires ou principaux locataires, pour les concierges et les autres gens de service attachés à la maison; les négociants ou marchands, à l'égard de leurs employés ou commis; les notaires, avoués, huissiers et autres pour leurs clercs; le gérant d'une société, même en nom collectif, non-seulement à l'égard de ses agents, mais même à l'égard de ses associés; les chefs d'institution, pour les sous-maîtres et autres employés ou gens de service; le supérieur des frères des écoles chrétiennes, pour ses adjoints majeurs.

Mais il est bien entendu que les déclarations des maîtres ou patrons doivent attester l'habitation réelle des citoyens auxquels ils la délivrent dans la maison où ils résident eux-mêmes, ou dans les bâtiments d'exploitation en dépendant.

Que doit-on entendre par bâtiments d'exploitation? Voici ce que dit à ce sujet M. le ministre de l'intérieur dans sa circulaire du 5 juin : « Ne doivent pas être considérés comme bâtiments d'exploitation, dans le sens de « la loi, les habitations annexées à divers établissements industriels, et qui, « sans être indispensables à l'exploitation, sont spécialement destinées à « loger des ouvriers. C'est là en effet pour eux une maison d'habitation « distincte, qui les rend *susceptibles* d'être imposés à la contribution personnelle, et qui les place, quant au domicile, sous l'empire du paragraphe 1er de l'art. 3. » (Circ. du 5 juin.)

(2) Il faut conclure de cette dernière disposition que le maire ne peut inscrire d'office ceux qui ont leur domicile chez leurs parents ou chez leurs maîtres ou patrons, et que la production annuelle des certificats est de toute nécessité pour qu'il soient maintenus sur la liste.

Quoique les formules de ces déclarations doivent être délivrées gratis, nous croyons cependant devoir en donner ici un modèle afin que l'on puisse s'en servir au besoin.

Je soussigné..... (noms et prénoms) *domicilié à..... canton de.....*, *certifie que* M..... (noms et prénoms) *né à..... le... demeure et sert chez moi en qualité de..... depuis le.....*

A..... *le.....* (Signature.)

Vu pour légalisation de la signature de M..... *apposée ci-dessus.*

Le maire ou le commissaire de police.

Les pères, mères, beaux-pères, belles-mères, ou autres ascendants, maîtres ou patrons, qui ne pourront pas faire leurs déclarations par écrit devront se présenter, assistés de deux témoins domiciliés dans la commune, devant le maire, pour faire leur déclaration.

Toute fausse déclaration sera punie correctionnellement d'une amende de 100 à 2,000 fr., d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter ou d'être élu pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Les tribunaux pourront, s'il existe des circonstances atténuantes, faire application de l'article 463 du Code pénal (1).

En cas d'empêchement des pères, mères ou autres ascendants et en cas de refus ou d'empêchement du maître ou patron de faire ou délivrer la déclaration qui doit être remise chaque année à la mairie, le fait du domicile chez les pères, mères ou autres ascendants ou chez le maître ou patron, sera constaté par le juge de paix (2).

5. Les fonctionnaires publics seront inscrits sur la liste électorale de la commune dans laquelle ils exerceront leurs fonctions, quelle que soit la durée de leur domicile dans cette commune (3).

S'il s'agit d'un certificat à délivrer par un ascendant, au lieu de dire : *Certifie que M.....* on dira : *Certifie que mon.....* (indiquer la profession après la date de la naissance), *vivant dans la même maison que moi depuis.... et n'a pas discontinué de vivre chez moi jusqu'à...*

(1) Voy. le texte de cet article, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, livraison de mai 1850, p. 139.

(2) La disposition de ce paragraphe est importante par l'attribution qu'elle confère aux juges de paix, et par la différence qu'elle établit entre les ascendants et les maîtres ou patrons, relativement à la délivrance des certificats de domicile. Ainsi, le juge de paix ne peut délivrer de certificat que dans le cas d'*empêchement* des parents. La loi a voulu que leur refus fût respecté. Mais à l'égard des maîtres et patrons, il en est autrement, *leur refus* ou *leur empêchement* permet à ce magistrat d'intervenir.

Quand le juge de paix reconnaît que les conditions du domicile sont remplies, il délivre la déclaration : dans ce cas, c'est d'une simple constatation qu'il s'agit, et qui n'est susceptible d'aucun recours. Mais s'il croit devoir refuser, alors il y a contestation ; il rend un véritable jugement soumis aux formes et recours ordinaires indiquées aux art. 10 et suiv. de la loi du 15 mars 1849. (Circ. du ministre de la justice, du 8 juin 1850.)

(3) Les mots *fonctionnaires publics* sont pris ici dans l'acception la plus large ; par conséquent le bénéfice de cet article s'applique à tout citoyen revêtu d'une fonction quelconque pour un service public, qu'il tienne cette fonction du gouvernement ou de l'élection, qu'elle soit gratuite ou salariée, temporaire et révocable, ou à vie. D'après cela, à n'envisager que la commune, les maires, adjoints, secrétaires de mairie, gardes champêtres, forestiers, receveurs et employés municipaux, agents des hospices, des octrois et autres administrations dépendant de la commune, sont des fonctionnaires publics. A Paris, l'on a inscrit comme tels tous les employés des administrations publiques, quelque minimes que fussent leurs fonctions. On doit aussi considérer comme fonctionnaires publics les instituteurs communaux et les frères des écoles chrétiennes qui en remplissent les fonctions.

On ne peut, toutefois, donner cette qualification aux membres des conseils ou corps délibérants, tels que ceux des conseils généraux, d'arrondissement, des communes, des fabriques des églises, parce qu'ils ne reçoivent ni directement ni indirectement, et par délégation du gouvernement, aucune action, aucun commandement. C'est ce qui résulte des arrêts de la

La même disposition s'applique aux ministres en exercice des cultes reconnus par l'État.

Les membres de l'Assemblée nationale pourront requérir leur inscription sur la liste électorale du lieu où siége l'Assemblée. Ceux qui n'auront pas requis cette inscription ne pourront voter qu'au lieu de leur domicile.

Cour de cassation, des 3 mai 1838 et 31 juillet 1839. (Sirey-Devilleneuve, t. 38 et 39. 1re part., p. 655 et 558.)

Dans la pensée du gouvernement et de la commission, les expressions *fonctionnaires publics* comprenaient *les ministres des cultes.* C'est ce qui explique pourquoi le projet de loi ne contenait rien qui leur fût spécial; car la disposition qui forme le § 2 du présent article n'a été admise qu'à titre d'amendement. Le gouvernement et la commission n'étaient pas précisément dans le vrai. S'ils eussent attaché à ces expressions le sens juridique et restreint, ils n'eussent pu l'appliquer aux ministres des cultes. La Cour de cassation a en effet jugé, à plusieurs reprises, que ce titre ne leur appartenait pas légalement.

Quoi qu'il en soit, les ministres des cultes en exercice sont dispensés, comme les fonctionnaires publics, de toute justification de domicile. Il s'agit maintenant d'examiner ce que l'on doit entendre par *ministres des cultes en exercice.* Sont-ce seulement ceux qui occupent un emploi actif, comme les curés, desservants, vicaires, etc., ou bien tout citoyen engagé dans les ordres sacrés ? Nous croyons que la question doit être résolue dans ce dernier sens. En effet, ce qui constitue l'exercice du prêtre catholique, ce sont ses fonctions sacerdotales; il les remplit, tant qu'il n'est pas interdit, quelque titre administratif ou civil qui lui soit conféré, ou même sans titre. Ainsi tous ceux qui sont engagés dans les ordres sacrés, les archevêques, les évêques, leurs vicaires généraux, leurs secrétaires généraux et particuliers, les chanoines, les curés, les desservants, les vicaires, les diacres, les sous-diacres, les confesseurs, les prédicateurs, les missionnaires, les aumôniers dans les armées de terre et de mer, dans les colléges, les communautés ou congrégations religieuses autorisées ou non, le simple prêtre vivant chez lui ou dans une maison de retraite, tous doivent être inscrits comme ministres du culte sans condition de domicile.

Mais, *quid* à l'égard des ecclésiastiques qui n'ont encore été promus qu'aux ordres mineurs ? Pour soutenir qu'ils sont compris dans l'exception de la loi, on pourrait dire qu'ils ont un rang, des attributions, des devoirs dans l'exercice du culte. Ils y remplissent un ministère en vertu du caractère qui leur a été conféré par l'évêque. Cependant ils ne sont point considérés comme ministres du culte, et, d'après la jurisprudence municipale de la Seine, ils doivent être, comme les simples séminaristes, inscrits au domicile paternel.

L'inscription des ministres des cultes est faite d'office ou sur la demande de la partie intéressée. Elle est faite d'office par les maires pour tous les ecclésiastiques qui exercent une fonction active, et qui sont pourvus d'un titre quelconque dans l'ordre administratif, civil ou universitaire. Quant à ceux qui n'exercent point un ministère public et qui ne sont pas suffisamment connus par les maires, ils sont inscrits sur leur demande. Pour cela, ils doivent produire un certificat de leur supérieur immédiat. Les évêques, et à leur défaut leurs grands vicaires, les curés, les supérieurs de séminaires ou de communautés religieuses délivrent les certificats à leurs subordonnés. La forme de ces certificats est indifférente. Il suffit qu'ils constatent que le ministre du culte qui demande son inscription n'est frappé ni d'interdiction ni de suspension.

On peut se demander où doivent être inscrits les aumôniers des armées de terre de mer. La question ne paraît faire aucune difficulté en ce qui concerne les aumôniers des armées de terre : ils ont assurément le droit de se faire inscrire dans la commune où leur régiment est en garnison. Mais elle

6. Les militaires présents sous les drapeaux, dans les armées de terre et de mer, seront inscrits sur la liste électorale de la commune où ils auront satisfait à l'appel.

7. Quiconque quittera la commune sur la liste électorale de laquelle il est inscrit continuera à être porté sur cette liste pendant trois ans, à charge de justifier, dans les formes et sous les conditions prescrites par les art. 3, 4 et 5 de la présente loi, de son domicile dans la commune où il aura fixé sa nouvelle résidence.

8. Ne seront pas inscrits sur la liste électorale, et ne pourront être élus : — 1° les individus désignés aux paragraphes 1, 2, 3, 5, 6 et 7 de l'art. 3 de la loi du 15 mars 1849 (1) ; — 2° les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugements rendus à l'étranger, mais exécutoires en France ; — 3° les individus désignés au paragraphe 4 de l'art 3 de la loi du 15 mars 1849, quelle que soit la durée de l'emprisonnement auquel ils ont été condamnés ; — 4° les individus condamnés à l'emprisonnement en vertu de l'art. 330 du Code pénal (2) ; — 5° les individus qui, par application de l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819 (3) et de l'art. 3 du décret du 11 août 1848(4), auront été condamnés pour outrage à la morale publique et religieuse ou aux bonnes mœurs, et pour attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille ; — 6° les individus condamnés à plus de trois mois d'emprisonnement, en vertu des art. 98, 100, 101, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 112 et 113 de la loi du 15 mars 1849 (5) ; — 7° les notaires, greffiers et officiers

---

n'est pas aussi facile pour les aumôniers de la marine. Toutefois, parmi ces aumôniers, les uns sont à terre, les autres à bord. Ceux qui sont à terre peuvent demander leur inscription dans la commune où ils séjournent. Quant à ceux qui sont à bord, nous ne voyons de possibilité de les inscrire qu'à leur domicile d'origine, comme les marins, et alors leurs votes seront recueillis et transmis comme ceux des militaires.

Les missionnaires qui appartiennent à une communauté religieuse doivent être inscrits dans la commune du siége de la communauté. Ceux qui n'appartiennent à aucune communauté doivent être inscrits sur les listes de la commune dans laquelle ils font habituellement leur résidence.

(1) Voy. cet art. dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 97.

(2) Voici le texte de cet article : « Toute personne qui aura commis un « outrage public à la pudeur sera punie d'un emprisonnement de trois « mois à un an et d'une amende de 16 fr. à 200 fr. » (Art. 330 du Code « pénal) »

(3 et 4) Ces articles sont ainsi conçus : Art. 8 de la loi du 17 mai 1819 : « Tout outrage à la morale publique et religieuse ou aux bonnes mœurs, « par l'un des moyens énoncés par l'art. 1er, sera puni d'un emprisonne- « ment d'un mois à un an et d'une amende de 16 fr à 500 fr. »

Art. 3 du décret du 11 août 1848 : « L'attaque (par l'un des moyens « énoncés en l'art 1er de la loi du 17 mai 1819) contre la liberté des cultes, « le principe de la propriété et les droits de la famille sera punie d'un « emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 fr. à « 4,000 fr.»

(5) Voy, ces articles dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 110 et suiv.

ministériels destitués en vertu de jugements ou de décisions judiciaires ; — 8° les condamnés pour vagabondage ou mendicité ; — 9° ceux qui auront été condamnés à trois mois de prison au moins, par application des art. 439, 443, 444, 445, 446, 447 et 452 du Code pénal (1) ; — 10° ceux qui auront été déclarés coupables des délits prévus par les art. 410 et 411 du Code pénal, et par la loi du 21 mai 1836, portant prohibition des loteries (2) ; — 11° les militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics, — 12° les individus

---

(1) Les articles mentionnés dans ce paragraphe contiennent les dispositions suivantes : « Art. 439. — Quiconque aura volontairement brûlé ou « détruit, d'une manière quelconque, des registres, minutes ou autres ori- « ginaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, « effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, dis- « position ou décharge, sera puni ainsi qu'il suit : Si les pièces détruites « sont des actes de l'autorité publique, ou des effets de commerce ou de « banque, la peine sera la réclusion ; — S'il s'agit de toute autre pièce, le « coupable sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et « d'une amende de 100 fr. à 300 fr. — Art. 443. — Quiconque, à l'aide d'une « liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement gâté des « marchandises ou matières servant à la fabrication, sera puni d'un em- « prisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra « excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de 16 fr. ; — Si « le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis « de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq « ans, sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit. — Art. 444. — « Quiconque aura dévasté des récoltes sur pied ou des plants venus natu- « rellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement « de deux ans au moins, de cinq ans au plus. — Art. 445. — Quiconque aura « abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui sera puni « d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours ni au- « dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse « excéder cinq ans. — Art. 446. — Les peines seront les mêmes à raison de « chaque arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr. — « Art. 447. — S'il y a eu destruction d'une ou plusieurs greffes, l'emprison- « nement sera de six jours à deux mois, à raison de chaque greffe sans que « la totalité puisse excéder deux ans. — Art. 452. Quiconque aura empoi- « sonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, « des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons « dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement « d'un an à cinq ans, et d'une amende de 16 fr. à 300 fr. Les coupables « pourront être mis, par l'arrêt ou jugement, sous la surveillance de la « haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. »

(2) Les art. 410 et 411 du Code pénal portent : « Art. 410. Ceux qui au- « ront tenu une maison de jeu de hasard, et y auront admis le public, soit « librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers « de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non « autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agents des ces « établissements, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins « et six mois au plus, et d'une amende de 100 fr. à 6,000 fr. — Les coupa- « bles pourront être, de plus, à compter du jour où ils auront subi leur « peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits « mentionnés en l'art. 42 du présent Code. — Dans tous les cas, seront con- « fisqués tous les fonds et effets qui seront exposés au jeu ou mis à la lote- « rie, les meubles, les instruments, ustensiles, appareils employés ou des- « tinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobi- « liers dont les lieux seront garnis ou décorés. — Art. 411. Ceux qui auront « établi ou tenu des maisons de prêts sur gages ou nantissement, sans auto-

condamnés à l'emprisonnement par application desart. 38, 41, 43 et 45 de la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée (1).

9. Les condamnés à plus d'un mois d'emprisonnement pour rébellion, outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique, pour outrages publics envers un juré à raison de ses fonctions, ou envers un témoin à raison de ses dépositions, pour délits prévus par la loi sur les attroupements et la loi sur les clubs, et pour infraction à la loi sur le colportage, ainsi que les militaires envoyés par punition dans les compagnies de discipline, ne pourront pas être inscrits pendant cinq ans sur la liste électorale, à dater de l'expiration de leur peine.

10. Les fusiliers des compagnies de discipline rentreront en jouissance du droit électoral à l'expiration de leur punition.

11. Seront rayés de la liste électorale, à la requête du ministère public, pour un laps de temps qui ne pourra être moindre de cinq ans ni excéder dix ans, et dont la durée sera fixée par le tribunal, les individus qui auront encouru une condamnation pour les délits prévus par les articles 338 et 339 du Code pénal (2).

12. Les militaires et marins présents sous les drapeaux continueront d'être répartis dans chaque localité en sections électorales par département.

Leurs bulletins seront recueillis et envoyés au chef-lieu de département dans un paquet cacheté, et confondus, dans les diverses sections électorales du chef-lieu, avec les bulletins des autres électeurs.

13. Nul n'est élu ni proclamé représentant au premier tour de scrutin s'il n'a réuni un nombre de voix égal au quart des électeurs inscrits sur la totalité des listes électorales du département.

14. En cas de vacance par option, démission, décès ou autrement, le collége électoral qui doit pourvoir à la vacance est réuni dans le

---

« risation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un « registre...»

(1) Les condamnations prononcées en vertu de la loi du 21 mars 1832, entraînant, aux termes de ce §, l'exclusion électorale, sont celles qui ont pour cause : 1° les fraudes ou manœuvres par suite desquelles un conscrit est omis sur le tableau de recensement, fraudes ou manœuvres qui sont punies d'un emprisonnement d'un mois à un an (art. 38); 2° la mutilation dans le but de se rendre impropre au service, punie aussi d' un emprisonnement d'un mois à un an (art. 41) : l'incapacité, dans ce cas, s'applique au jeune-homme mutilé comme à l'individu auteur ou complice de cette mutilation; — 3° les substitutions ou remplacements frauduleux, punis de trois mois à deux ans d'emprisonnement (art. 43);—4° enfin l'acceptation de dons ou promesses par les médecins pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner, délit puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement (art. 45).

(2) Les art. 338 et 339 du Code pénal s'appliquent au complice de la femme condamnée pour adultère, lequel doit être condamné lui-même à un emprisonnement de trois mois au moins et de deux ans au plus, et à une amende de 100 fr. à 2,000 fr.; et au mari condamné pour avoir entretenu une concubine dans le domicile conjugal, et qui pour ce fait encourt une amende de 100 fr. à 2,000 fr.

délai de six mois à partir de la notification qui doit être faite par le président de l'Assemblée nationale au ministre de l'intérieur.

15. Dans les villes où le contingent personnel et mobilier est payé en totalité ou en partie par la caisse municipale, l'état des imposables à la taxe personnelle, dressé par les commissaires répartiteurs assistés du contrôleur des contributions directes, et qui sert à déterminer le contingent de la commune, sera soumis chaque année au conseil municipal.

L'inscription sur l'état des imposables équivaudra à l'inscription au rôle de la taxe personnelle.

16. Pour la confection des listes électorales dressées en exécution de la présente loi pour l'année 1850, toutes les règles prescrites par la loi du 15 mars 1849, en ce qui concerne les délais et les réclamations, seront observées, et les listes seront closes trois mois après la promulgation de la loi.

Les déclarations prévues par l'article 3 seront faites dans les trente jours de la promulgation.

Tout individu qui n'aura pas trois ans de domicile dans la commune où il résidera, lors de la confection des listes, sera inscrit sur la liste électorale de la commune qu'il habitait antérieurement, s'il justifie de trois années de domicile, conformément à l'art. 3, sans préjudice de ce qui est dit au deuxième paragraphe de l'art. 2 de la présente loi.

La révision annuelle des listes pour les autres années sera faite aux époques et d'après les règles déterminées au titre II de la loi du 15 mars 1849.

17. Continueront à être exécutées, pour les élections de l'Algérie et des Colonies, les dispositions de la loi du 15 mars 1849 jusqu'à la promulgation des lois organiques prévues par l'art. 109 de la Constitution.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 31 mai 1850.

Le président et les secrétaires,

Signé DUPIN, ARNAUD (de l'Ariége), LACAZE, CHAPOT, PEUPIN, HEECKEREN, BÉRARD.

La présente loi sera promulguée et scellée du sceau de l'État.

Le Président de la République,

L. N. BONAPARTE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

E. ROUHER.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes aux préfets, contenant des instructions pour faire cesser l'abus des affiches apposées sur les murs et les portes des églises* (1).

Paris, le 25 juin 1850.

Monsieur le préfet, depuis quelque temps de nombreuses réclamations ont été adressées à l'administration des cultes contre l'usage, qui s'est introduit dans plusieurs communes, d'afficher les actes de l'autorité publique et même les annonces d'intérêt privé sur les portes ou les murs des églises. Déjà des instructions ont été transmises pour faire cesser cet abus dans les départements où il a été signalé ; j'ai pensé qu'il était nécessaire de les réunir dans une seule circulaire, et d'en prescrire partout l'exécution.

En règle générale, les affiches ne doivent pas être apposées sur les murs et les portes des églises. Elles occasionnent des dégradations qu'il importe de prévenir dans l'intérêt des édifices religieux et des fabriques chargées de leur entretien ; elles entravent la circulation, par les rassemblements et les attroupements de personnes qu'elles attirent ; enfin elles donnent lieu à des conversations bruyantes, à des discussions plus ou moins vives, qui troublent le prêtre et les fidèles dans l'exercice du culte. Il en résulte même quelquefois des désordres qui portent atteinte au principe de la liberté des cultes, que la Constitution garantit à tous les citoyens.

Le moyen le plus sûr d'obvier à ces graves inconvénients, qui ont motivé les plaintes que j'ai reçues, c'est de ne plus permettre qu'à l'avenir les affiches soient placardées sur les murs et les portes des églises. On peut choisir soit la mairie, soit tout autre local disponible pour y afficher les actes de l'autorité publique. Dans les communes où il n'existe pas de bâtiment affecté à la mairie, s'il n'y a point un autre endroit plus favorable à la publicité, il sera facile d'élever à peu de frais, sur la place même de l'église, un poteau ou pilier sur lequel on placera un tableau destiné à recevoir les affiches.

L'art. 11 de la loi du 18-22 mai 1791 confie aux maires le soin de désigner les lieux où sont posées les affiches des lois et des actes de l'autorité publique (2). Cette désignation doit être faite par un

---

(1) Cette circulaire était attendue depuis longtemps. Plusieurs de NN. SS. les évêques la réclamaient. Nous l'avons vivement sollicitée nous-mêmes. Nous espérons que son exécution sera immédiate. Des poteaux ou piliers ont déjà été élevés dans plusieurs paroisses sur nos indications. L'idée de cette excellente mesure nous a été suggérée par notre honorable abonné, M. l'abbé Nortier, curé de Béthisy-Saint-Pierre (Oise), qui le premier a fait établir, à ses frais, l'un de ces poteaux sur la place de son église. M. le ministre des cultes n'a point hésité à l'adopter comme règle générale dans l'intérêt d'une haute convenance religieuse, du bon ordre et de la conservation des églises.

(2) Voici les termes de cet article : « Dans les villes et dans chaque « municipalité, il sera, par les officiers municipaux, désigné des lieux

arrêté régulièrement publié. Si, malgré vos avertissements, un maire de votre département persistait à indiquer l'église paroissiale, vous auriez droit, monsieur le Préfet, de réformer l'arrêté qu'il aurait pris à cet effet; mais je ne doute pas que les autorités municipales reconnaîtront combien les communes sont intéressées à conserver intactes toutes les parties de leurs édifices religieux et à maintenir le respect qui leur est dû à tant de titres.

Toutefois, monsieur le Préfet, la règle générale que je viens de vous rappeler n'est pas sans exceptions. Aux termes des art. 6, 15 et 21 de la loi du 3 mai 1841, les actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique doivent être affichés à la principale porte de l'église (1). L'art. 6 du décret du 7 août 1848 prescrit en outre d'afficher sur la porte de l'église la liste des jurés pour chaque commune.

Sans doute, dans ces deux cas, les dispositions formelles de la

---

« exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et des actes de « l'autorité publique. Aucun citoyen ne pourra faire des affiches dans « lesdits lieux, sous peine d'une amende de 100 livres, dont la condamna- « tion sera prononcée par voie de police. »

La même loi du 18-22 mai 1791 contient dans ses articles 13, 14 et 15 plusieurs autres dispositions dont la reproduction ici ne sera peut-être pas sans intérêt pour nos lecteurs. « Art. 13. Aucun citoyen ni aucune réunion de « citoyens ne pourront rien afficher sous le titre d'arrêtés, de délibérations, « ni sous toute autre forme obligatoire ou impérative. — Art. 14. Aucune « affiche ne pourra être faite sous un nom collectif; tous les citoyens qui « auront coopéré à une affiche seront tenus de la signer. — Art. 15. La « contravention aux deux articles précédents sera punie d'une amende de « 100 livres, laquelle ne pourra être modérée et dont la condamnation « sera prononcée par voie de police. »

Ajoutons que d'après ladite loi, les affiches contenant des actes émanés de l'autorité doivent être seules sur papier blanc, et que celles faites par des particuliers ne peuvent être que sur papier de couleur, sous peine de l'amende ordinaire de police municipale. Cette mesure a été confirmée et maintenue par l'art. 65 de la loi du 28 avril 1816, l'art 77 de la loi du 25 mars 1817, l'art. 76 de celle du 15 mai 1818, et par plusieurs autres dispositions de la législation subséquente.

Les affiches de l'administration ne sont point soumises au timbre, mais celles des particuliers y sont assujetties.

Il n'est pas inutile de faire observer que l'apposition de ces dernières affiches n'est point autorisée par la loi dans les lieux désignés pour recevoir celles de l'autorité. Par conséquent, dans les communes où les murs et les portes de l'église sont encore affectés par un arrêté régulier à recevoir les actes de l'administration, les affiches des particuliers peuvent n'y être point tolérées, parce que l'on n'a point eu le droit de les y placer. Elles peuvent donc être enlevées sur la réquisition du curé ou des marguilliers. Quant à celles de l'administration qui y seraient apposées, elles doivent être respectées, car l'art. 479. § 9 du Code pénal, révisé en 1832, punit d'une amende de 11 à 15 fr. ceux qui les auraient méchamment enlevées ou déchirées.

Dans le cas où le maire ne se conformerait point aux prescriptions de la présente circulaire, il y aurait lieu, après les représentations préalables qu'il est toujours bon de lui faire, d'en écrire à l'évêque, qui agirait auprès du préfet pour que les intentions du gouvernement fussent entièrement remplies.

(1) Ces articles prescrivent en même temps l'affichage de ces actes à la porte de la maison commune.

législation continueront d'être observées ; il est utile, néanmoins, d'en déterminer le mode d'exécution.

Vous remarquerez, d'abord, que les actes relatifs à l'expropriation pour cause d'utilité publique et la liste des jurés ne peuvent être mis sur les murs des églises ; ces documents doivent seulement être affichés sur la partie extérieure *de la principale porte de l'église*. Il conviendra d'y attacher un cadre ou tableau destiné à les recevoir, et placé de manière à ce que la circulation ne soit pas entravée.

Je vous prie, monsieur le Préfet, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour interdire l'apposition des affiches, hors les cas prévus par les lois précitées, sur les murs et les portes des églises de votre département.

Vous m'accuserez réception de la présente circulaire.

Recevez, monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé E. DE PARIEU.

Pour expédition :
Le Directeur de l'Administration des Cultes,
CONTENCIN.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes à NN. SS. les Archevêques et Evêques concernant l'envoi de la circulaire précédente.*

Paris, le 25 juin 1850.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous transmettre un exemplaire de la circulaire que je viens d'adresser à MM. les Préfets pour les inviter à prendre les mesures nécessaires afin d'interdire l'apposition des affiches, hors les cas prévus par des lois spéciales, sur les portes et les murs des églises.

Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien donner connaissance de cette circulaire à MM. les Curés et Desservants de votre diocèse, et de m'en accuser réception.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,
Signé : E. DE PARIEU.

Pour expédition :
Le Directeur général de l'administration des cultes,
CONTENCIN.

Questions proposées.

Quelles sont les conditions exigées pour avoir droit de jouir de l'indemnité accordée par le gouvernement aux curés et vicaires pour binage ou double service dans les succursales vacantes ?

Le binage consiste à dire deux messes le même jour dans deux paroisses différentes, l'une dans la paroisse à laquelle appartient l'ecclésiastique autorisé à biner, et l'autre dans une paroisse vacante (1).

(1) Ce mot *binage* vient de deux mots latins *bis cantare*, chanter deux fois : ce qui s'applique à la célébration de deux messes par un même prêtre.

Il est intervenu un grand nombre de circulaires et d'instructions ministérielles sur le binage. Nous croyons devoir en donner la date et le sommaire. Ce travail analytique complétera d'ailleurs les explications que nous donnons en réponse à la question proposée. *Circulaire* du 28 février 1810 : demande d'un état des desservants autorisés à biner ;—mois de juin 1815 : règles concernant le service et la rétribution du binage ;—22 juillet 1816 : l'indemnité de 200 fr. accordée par l'ordon. du 6 nov. 1814, aux prêtres chargés de ce double service ne doit être payé qu'aux desservants;—18 et 19 mars 1825 : instructions concernant le paiement de l'indemnité de 200 fr. accordée par l'ordon. du 6 nov. 1814; en quoi consiste le service du binage ; dans quelles églises il peut avoir lieu ; droit qu'il donne au prêtre qui l'exerce à la jouissance du presbytère de la paroisse vacante ;—25 mai 1825 : répartition d'un fonds spécial de 560,000 fr. alloué pour 1825 ; l'insuffisance de cette somme pour accorder l'indemnité de 200 fr. partout où les besoins exigent le double service, autorise les évêques à proportionner cette indemnité à la difficulté et à l'exactitude du service dans les succursales vacantes ; ils peuvent faire entrer en compensation la jouissance des fruits des presbytères accordée par l'ordon. du 3 mars 1825 aux prêtres bineurs; —10 juin 1825 : l'indemnité ne doit être accordée qu'à des curés, desservants ou vicaires de curés en exercice, et pour un service fait dans les églises légalement ouvertes sous le titre de succursales ;—27 juin 1826 : répartition du crédit affecté au binage en 1826 ; l'indemnité ne peut être payée qu'en raison d'un service régulièrement fait par des curés, desservants ou vicaires de curés, exclusivement, sans que le service acquitté dans deux paroisses vacantes puisse donner droit à celui qui le fait, de toucher deux indemnités simultanément ;—20 et 22 juin 1827 : instructions générales sur le but de l'indemnité ; les obligations qu'elle impose ; la nécessité que le service soit fait, non dans l'église où réside le prêtre, pour les habitants de la succursale vacante, mais dans leur propre église ; sur les moyens de constater que le double service a été fait ; sur l'impossibilité d'accorder une double indemnité au même prêtre, lors même qu'il exercerait le binage dans plusieurs succursales vacantes ; avis de la somme allouée à chaque diocèse pour l'exercice 1827 ; les états d'indemnités, dressés au secrétariat de l'évêché, doivent être vérifiés, certifiés veritables et signés par l'évêque avant d'être envoyés au préfet pour la délivrance des mandats ;—16 juin 1828 : répartition du crédit de 650,000 fr. affecté à l'exercice 1828 ; rappel de la circulaire du 20 juin 1827 ; — 4 avril 1829 : répartition du crédit de 650,000 f.

pour 1829 ;—30 juin 1830 : *idem* du crédit de 1830 ;—20 juin 1832 : *idem* du crédit de 1832 ;—2 août 1833 : demande de renseignements sur le nombre des succursales vacantes où le binage a eu lieu pendant le premier semestre de 1833 ; rappel des instructions du 20 juin 1827 ;—1er fév. 1843 : rectification en ce qui concerne les pièces à produire au payeur ; modèle de constatation du binage.

Toutes ces circulaires se résument dans celle du 2 août 1833. Nous allons la reproduire textuellement afin que nos lecteurs aient sur cette matière les documents les plus complets.

Circulaire du ministre de l'Intérieur et des Cultes (comte d'Argout), *relative à l'indemnité due pour binage.*

Paris, 2 août 1833.

« M. le Préfet, j'ai besoin de connaître la situation du binage ou double service qui a eu lieu dans les succursales vacantes de votre département pendant le premier semestre de l'année courante.

« Les règles établies concernant les cas où ce service peut donner droit à l'indemnité accordée par la loi sur les fonds du trésor public, et la manière dont ce service doit être constaté, ont été suffisamment développées dans la circulaire du 20 juin 1827 ; je me bornerai à les résumer en peu de mots.

« 1° Le droit à l'indemnité n'existe qu'autant que la paroisse légalement érigée en *succursale* a été réellement *desservie*, en y disant la messe le dimanche, ou tout autre jour de la semaine, suivant que l'évêque diocésain l'a ordonné ; en y allant faire des instructions ; en visitant les malades, et en y administrant les sacrements.

« Ainsi ce serait une erreur grave que de présumer que l'indemnité peut être acquise par le curé ou le desservant d'une église où les habitants d'une paroisse vacante se réuniraient pour y entendre la messe, assister aux offices et instructions, ou recevoir les sacrements.

« Il y aurait pareillement erreur à supposer que le binage ou double service peut avoir lieu dans une cure qui vient à vaquer momentanément. L'ordonnance royale du 6 novembre 1814, qui a établi le principe de l'indemnité en faveur de ce service, n'a entendu l'étendre qu'à celui effectué dans les *succursales*. Il n'y aurait donc aucune possibilité d'y faire participer les ecclésiastiques qui l'exerceraient dans une cure, où le secours des vicaires offre toujours une ressource suffisante.

« 2° Le binage ou double service ne peut être exercé que par *les desservants de succursales, les curés et les vicaires de curés.*

« Il s'ensuit que les vicaires des desservants sont exclus des droits à l'indemnité, et que si quelqu'un d'eux est appelé à faire le service, il est censé ne le faire que pour le desservant lui-même, qui seul peut être porté sur l'état.

« 3° Sous aucun prétexte, le même *curé, vicaire de curé* ou *desservant* ne peut avoir droit à une double indemnité, lors même qu'il ferait le service dans deux paroisses vacantes.

« 4° Des attestations sur la réalité du service fait par ceux qui ont reçu l'autorisation de desservir une succursale vacante doivent être délivrées par un curé ou desservant du canton chargé spécialement de ce soin par l'évêque diocésain, pour être jointes à l'état que l'administration diocésaine doit adresser au Préfet, lequel de son côté doit les annexer à ses mandats de payement comme pièces justificatives.

« J'invite en conséquence cette administration à vous transmettre, si elle ne l'a déjà fait, les états et attestations dont il s'agit, et à m'indiquer simultanément, par un relevé sommaire desdits états :

« Le nombre des succursales vacantes où le binage ou double service a eu lieu pendant toute la durée du premier semestre de 1833 ;

« Celui des succursales où ce même service n'a eu lieu qu'accidentellement ;

La nécessité du binage s'explique par l'objet même de cette mesure. C'est le défaut de prêtres qui oblige les Archevêques et Evêques à autoriser les desservants, les curés et leurs vicaires à quitter momentanément leurs paroisses pour porter dans une autre dépourvue de pasteur le bienfait du culte et des instructions religieuses dont les populations ont toujours tant besoin.

Quand le binage a lieu, une indemnité est accordée par le gouvernement au prêtre qui a été chargé de l'exercer. Cette indemnité fut fixée à 150 fr. par le décret impérial du 15 mars 1814 (1), mais par une ordonnance royale du 6 nov. de la même année (2) et par un autre décret du 4 mai 1815, intervenu pendant les Cent jours, elle fut portée à 200 fr., chiffre auquel elle est encore aujourd'hui. Indépendamment de cette indemnité, le prêtre bineur a encore le droit de jouir du presbytère et dépendances de la succursale dans laquelle il exerce régulièrement le binage. Il peut en louer tout ou partie avec l'autorisation de l'évêque. C'est une faculté qui lui est conférée par les art. 2 et 3 de l'ordonnance royale du 3 mars 1825 (3).

Il ne suffit pas, toutefois, pour avoir droit aux avantages dont nous venons de parler d'être autorisé par l'évêque à biner dans une paroisse quelconque, il faut que ce binage ait lieu dans les conditions déterminées par les règlements de l'administration.

La première règle en cette matière, c'est que le binage soit exercé dans une paroisse légalement érigée en succursale et que cette succursale soit vacante (Circ. du 10 juin 1825 et 2 août 1833). Ainsi la disposition de la circulaire du 12 avril 1823 qui admettait le binage

---

« Le montant des indemnités à payer pour chacune de ces deux catégories pendant les six premiers mois de l'année.

« Je lui demande de me faire connaître en même temps si, d'après la situation du personnel des prêtres du diocèse, il y a lieu de présumer que le binage dans les succursales où les vacances ont été jusqu'ici permanentes éprouve quelque tendance à diminuer.

« Dès que ces renseignements me seront parvenus, je mettrai à votre disposition les fonds nécessaires pour assurer le paiement de ce qui est dû pour le service fait au 1er juillet, et je vous ouvrirai des crédits destinés à pourvoir à celui présumé pour le surplus de l'exercice.»

(1, 2 et 3) Voy. ces actes dans le recueil général du *Droit civil ecclésiastique*, tom. 2, p. 470, 472 et 498 —Nous rappellerons, toutefois, ici le texte des art. 2 et 3 de l'ordonn. du 3 mars 1825 :

« Art. 2. Les curés ou leurs vicaires, ainsi que les desservants autorisés « par leur évêque à biner dans les succursales vacantes, ont droit à la jouis- « sance des presbytères et dépendances de ces succursales tant qu'ils exer- « cent régulièrement ce double service. Ils ne peuvent en louer tout ou « partie qu'avec l'autorisation de l'évêque. — Art. 3. Dans les communes « qui ne sont ni paroisses ni succursales, et dans les succursales où le bi- « nage n'a pas lieu, les presbytères et dépendances peuvent être amodiés, « mais sous la condition expresse de rendre immédiatement les presbytères « des succursales, s'il est nommé un desservant ou si l'évêque autorise un « curé, vicaire ou desservant voisin à y exercer le binage. »

Le prêtre bineur jouit aussi de l'allocation qui peut lui être faite par la commune et du casuel de l'église.

dans les *cures* vacantes n'est plus suivie. Le service qui serait fait dans les églises, comme dans les chapelles et annexes, ne donnerait point droit à l'indemnité du gouvernement (Circul. du 2 août 1833). Par une succursale vacante, il faut entendre ici celle qui n'a aucun titulaire qui en reçoive le traitement (Ord. royale du 6 nov. 1814; Décis. du roi, du 28 mars 1820; Circ. des 10 juin 1825 et 2 août 1833). L'absence plus ou moins prolongée du titulaire d'une succursale peut bien donner lieu à ce que le binage y soit autorisé et exercé pour le bien des fidèles, mais elle ne donne pas droit au paiement de l'indemnité, puisque effectivement la paroisse n'est pas vacante (Circ. minist. du 12 avril 1823).

Une circulaire du mois de juin 1814 admet cependant un cas où le binage peut avoir lieu, bien que la paroisse ne soit pas vacante : c'est celui où un vicaire a été demandé par un desservant âgé ou infirme, conformément au droit qui en est accordé par l'art. 15 du décret du 17 nov. 1811 (1), et autorisé dans les formes réglées par le décret du 30 déc. 1809. Si l'Evêque ne peut par défaut de prêtres lui donner un vicaire, il peut, en pareil cas, y autoriser le binage.

D'après la circulaire du mois de juin 1814, on ne devait considérer comme appelés à biner que les *desservants*, parce qu'ils sont les seuls prêtres dont il soit fait mention dans les décrets et ordonnances relatifs au binage. Par conséquent l'indemnité de 200 fr. ne pouvait être payée sur les fonds du trésor, ni aux *curés*, ni aux *vicaires* qui auraient été appelés à exercer cette fonction (Circ. du 22 juil. 1816). Cette mesure restrictive a été abandonnée, et le droit de biner a été reconnu aussi aux curés titulaires et à leurs vicaires (Ord. roy. du 3 mars 1825; Circ. des 18 et 19 mars, 10 juin de la même année). On a toutefois continué à refuser la même faculté aux vicaires des desservants (Circ. du 27 juin 1826). Ainsi ces ecclésiastiques étant exclus du droit à l'indemnité, si quelqu'un d'entre eux est appelé à biner, il est censé ne faire ce service que pour le desservant lui-même, qui seul peut être porté sur l'état (Circ. du 2 août 1833). Nous ne voyons aucune raison qui puisse justifier cette exclusion.

L'indemnité du binage n'est point considérée par l'administration comme un supplément de traitement. Une instruction du ministre de l'intérieur, transmise aux préfets en 1823 (le 12 avril), imposait pour avoir droit à cette indemnité l'obligation de célébrer exactement une messe, tous les dimanches et fêtes, dans la paroisse privée de pasteur. Sur les représentations qui furent alors faites par NN. SS. les Archevêques et Evêques, on pensa qu'eux seuls pouvaient apprécier les circonstances, telles que l'éloignement, l'état de santé et les forces physiques du curé ou desservant, qui s'opposaient à ce que cette condition de rigueur fût remplie. Le ministre crut devoir

---

(1) Voy. ce décret dans le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 449.

donner une plus grande extension au service du binage, et substituer à cette dénomination celle de *double service*. L'obligation de dire deux messes le même jour fut ainsi supprimée. Mais ce serait une erreur de penser que l'indemnité peut être acquise par le seul motif que les habitants de la paroisse vacante se rendraient à l'église dont ces curés et desservants sont titulaires pour y entendre la messe, assister aux offices et instructions, enfin pour y recevoir les sacrements, tandis que ce droit à l'indemnité n'existe qu'autant que la paroisse a été réellement desservie par le prêtre bineur, en y disant la messe *le dimanche ou tout autre jour de la semaine*, suivant que l'Evêque diocésain l'a ordonné, en y allant faire des instructions, en visitant les malades et en y administrant les sacrements. Ce n'est qu'à ce service réel que l'indemnité de 200 fr. est accordée par le gouvernement (Circ. des 20 juin 1827 et 2 août 1833).

La constatation du binage ou double service est déterminée par une circulaire du 20 juin 1827, confirmée par celle du 2 août 1833. Comme la surveillance des Evêques ne peut physiquement s'étendre sur toutes les localités de leurs diocèses, ils confient dans chaque canton au curé du chef-lieu, ou à tout autre curé ou desservant y résidant, le soin de s'assurer pour eux que ceux auxquels ils ont accordé l'autorisation de desservir une succursale vacante ont exactement rempli les obligations que cette mission leur imposait. Le curé ou desservant désigné délivre tous les six mois une attestation qui constate et la durée du double service et la manière dont il a été fait (1). Ces diverses attestations sont jointes à l'état semestriel que l'Evêque doit adresser au préfet pour lui faire connaître les curés, desservants ou vicaires de cures ayant droit à l'indemnité, et elles sont annexées aux mandats de payement comme pièces justificatives. (Circ. des 20 juin 1827 et 2 août 1833.)

Aucun prêtre autorisé à biner ne peut donc être compris dans les états de paiement du préfet qu'autant qu'il est porté dans les états de l'Évêque, où cette déclaration est exprimée.

Le prêtre bineur peut-il toucher deux indemnités pour binage? non. Un même ecclésiastique, autorisé à biner, ne peut avoir droit à une double indemnité, lors même qu'il ferait ce service dans deux succursales vacantes. C'est ce qui résulte des circulaires précitées des 27 juin 1826, 20 et 22 juin 1827, et 2 août 1833.

Le service du binage peut-il être fait dans une même succursale

---

(1) Voici un modèle de cette attestation :

Je soussigné..... curé de la paroisse de..... canton de..... arrondissement de..... certifie que M..... curé de la paroisse de..... a célébré régulièrement la messe une fois par semaine dans l'église succursale vacante de..... a donné les instructions religieuses et administré les sacrements dans cette dernière paroisse, à partir du..... jusqu'au..... de la même année.

A..... ce..... 18..... signé

par plusieurs prêtres voisins alternativement? cela n'est pas douteux. Il suffit que ces prêtres aient été dûment autorisés par l'Evêque. Dans ce cas, ils seront compris sur les états d'indemnité, à l'article de cette succursale, au prorata du temps pendant lequel ils auront biné, afin que le préfet puisse délivrer les mandats conformément à cette répartition. (Circ. du mois de juin 1814.)

Il arrive quelquefois qu'un prêtre bine dans un autre département que celui où il exerce comme desservant, curé ou vicaire de curé; les deux départemen's peuvent même dépendre de deux diocèses; c'est toujours le préfet du département où le service du binage est effectué qui délivre le mandat de paiement de l'indemnité. (Circ. de juin 1814.)

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois d'Août.

Réunion mensuelle du bureau des marguilliers, à l'issue de la messe paroissiale, au lieu indiqué pour la tenue des séances du conseil. (Art. 22 du décret du 30 déc. 1809.)

Les conseils de fabrique, qui dans leur réunion du mois de juillet auraient reconnu la nécessité de quelque dépense, et qui par suite de l'insuffisance de leurs ressources auraient décidé qu'il sera fait une demande de secours à la commune, voudront bien se rappeler que les conseils municipaux se réunissent au commencement d'août, conformément à l'art. 23 de la loi du 21 mars 1831, et qu'ils doivent s'empresser de leur adresser leurs demandes, s'ils ne l'ont déjà fait, afin qu'il en soit délibéré dans cette session. (Voy. nos observations à ce sujet, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 178.)

Chronique.

NOUVELLES LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Extrait du *Moniteur*.)

Loi concernant les citoyens qui ont reçu des blessures dans les journées de mai et de juin 1848, en combattant pour la défense de l'ordre, de la liberté et de la société menacée, et les familles de ceux qui ont succombé (13 juin);—loi qui punit d'une amende de cinq à quinze francs et d'un à cinq jours de prison ceux qui ont exercé de mauvais traitements envers les animaux (2 juillet);—loi portant allocation de crédits pour Saint-Pierre et Miquelon, pour la

Martinique et la Guadeloupe (2 juillet);—loi qui ouvre un crédit extraordinaire pour l'installation de l'institut agronomique (3 juillet); —loi sur l'admission et l'avancement dans les fonctions publiques (5 juillet);—loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 50,000 fr. pour dépenses relatives à l'exposition de Londres (8 juillet);—loi relative à la publicité des contrats de mariage (10 juillet);—loi relative à la mise en état de siége de la Guadeloupe (11 juillet);—loi sur les sociétés de secours mutuels (15 juillet);—loi sur le cautionnement des journaux et le timbre des écrits périodiques et non périodiques (16 juillet);—loi relative au défrichement des bois (22 juillet).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

—M. l'abbé Dissande de Bogenet, vicaire général de Limoges, n'a pas accepté sa nomination au futur évêché de l'île de la Réunion (Bourbon). Malgré les instances les plus vives et les plus honorables, cet estimable et pieux ecclésiastique a déclaré vouloir continuer le bien et les œuvres apostoliques dont il est, sous la direction de son digne évêque, l'âme et l'ouvrier principal dans le diocèse de Limoges.

En conséquence, et par décret du président de la République, en date du 12 juillet, M. l'abbé Desprez, curé de Notre-Dame à Roubaix (Nord), a été nommé à sa place à l'évêché de la Réunion. M. l'abbé Desprez est né à Austricourt (Nord), en 1807.

—Le 9 juillet a eu lieu à Paris l'élection du supérieur général de la société et du séminaire de Saint-Sulpice. Le choix des douze principaux membres de cette pieuse et vénérable compagnie sacerdotale s'est fixé sur le docte abbé Carrière. On sait la juste réputation de savoir dont jouit le nouveau successeur du vénérable M. Emery. M. Carrière a été seul étonné du choix de ses pieux et estimables confrères; mais sa modestie ne peut empêcher l'expression de la satisfaction générale des maîtres et des élèves de Saint-Sulpice.

—Nous avons annoncé dans notre dernière livraison que NN. SS. Gousset, Morlot, Dupanloup et Parisis avaient été choisis par leurs collègues, comme devant entrer dans la composition du conseil supérieur de l'instruction publique. Les autres membres de ce conseil ont aussi été désignés. Ce sont : pour les églises protestantes : MM. Montaudon et Cuvier; pour le culte israélite : M. Franck; pour le Conseil d'État : MM. Bethmont, Cuvier, Saint-Aignan; pour la Cour de cassation : MM. Portalis, Dupin aîné, Laplagne-Barris; pour l'Institut : MM. Thiers, Flourens et Arthur Beugnot; pour l'enseignement privé : MM. l'abbé Bautain, l'abbé Poiloup et Michel; pour la section permanente : MM. Thénard, Cousin, Dubois, Saint-Marc Girardin, Poinsot, Orfila, Giraud et l'abbé Daniel.

CONCILES MÉTROPOLITAINS.

Concile provincial d'Albi.

—L'ouverture du concile provincial d'Albi a eu lieu le 23 juin, au milieu d'un immense concours de pieux fidèles. Les membres de ce concile étaient :

Mgr l'archevêque d'Albi; MM. Caysac, vicaire-général; Castrenc, chanoine; Treilhou, chanoine; Mouton, chanoine; Maffre, curé de Castres; Rivière, curé de Rabastens; Borderie, supérieur du grand séminaire; Delteil, professeur au grand séminaire.

Mgr l'évêque de Rodez; MM. Abbal, vicaire-général; Trémolet, chanoine; Georgeon, supérieur du grand séminaire.

Mgr l'évêque de Cahors; MM. de Rupé, vicaire général; Bardou, chanoine; de la Roussilhe, chanoine.

Mgr l'évêque de Mende; MM. Comandré, vicaire-général; Jafuer, chanoine; Du Bourg, de la compagnie de Jésus.

MM. d'Aldéguier, procureur de Mgr l'évêque de Perpignan; Pujade, archiprêtre de la cathédrale; Fines, chanoine.

Cinq congrégations particulières ont été formées; elles étaient ainsi composées :

Première congrégation, *Des décrets* : Président, Mgr l'archevêque; vice-président, M. de Rupé, vicaire-général; théologiens et canonistes, le P. Du Bourg, MM. Georgeon, Delteil. Deuxième, *Constitution de l'Église* : Président, Mgr l'évêque de Rodez; vice-président, M. Borderie; théologiens et canonistes, MM. Bardou, Trémolet, Rivière. Troisième. *Culte divin, Sacrements* : Président, Mgr l'évêque de Cahors; vice-président, M. Abbal; théologiens et canonistes, MM. Maffre, Pujade, Jafuer. Quatrième, *Études ecclésiastiques* : Président, Mgr l'évêque de Mende; vice-président, M. Cayzac; théologiens et canonistes, MM. Comandré, Treilhou, Mouton. Cinquième, *Discipline ecclésiastique* : Président, M. d'Aldéguier; vice-président, M. Castrenc; théologiens et canonistes, MM. de La Roussilhe, Fines.

Outre les congrégations particulières qui ont eu lieu tous les jours et assez souvent plusieurs fois le jour, on s'est réuni en congrégation générale les 22, 23, 26, 27 28 et 30 juin, les 1er et 2 juillet. Le concile a eu quatre sessions tenues le 23 et le 29 juin, le 2 et le 3 juillet.

Dans ces quatre sessions ont été promulgués les décrets suivants :

De aperiendâ Sinodo.— De modo vivendi in Concilio.—De fidei professione.—De provinciâ Albiensi SS. cordibus Jesu et Mariæ consecrandâ.—De immaculatâ Conceptione definiendâ.

Tit. I.—De Constitutione Ecclesiæ.—De auctoritate summi Pontificis.—De episcoporum dignitate et obligationibus.—De metropolitano et suffraganeis.—De presbyteris generatim.—De parochis.—De capellanis.—De vicariis et sacerdotibus habituatis.—De vicariis generalibus, archipresbyteris et decanis.—De Concilio provinciali.—De Synodo diœcesanâ.

Tit. II.—De hujus temporis erroribus circa fidem.—De librorum bonorum propagatione et libris prohibitis.

Tit. III.—De cultu divino promovendo.—De observatione diei Dominicæ et festorum.—De festis suppressis.—De jejunio et abstinentiâ.—De blasphemiis compescendis.—De liturgiâ —De *propagatione fidei* fovendâ.

Tit. IV.—De mediis ad sacramentorum susceptionem fideles adducendi.—De baptismi administratione.—De confirmatione.—De confessione puerorum.—De primâ communione.—De annuâ confessione.—De viatico ministrando.—De extremâ unctione non differendâ.—De matrimoniorum celebratione.

Tit. V.—De officialitate constituendâ —De ærario diœcesano.—De sacerdotibus à sancto ministerio amotis.—De sepulturâ ecclesiasticâ.

Tit. VI.—De studiis sacerdotum.—De selectu alumnorum in seminariis.—De studiis in majoribus seminariis.—De studiis in minoribus seminariis.—De directoribus et magistris seminariorum.—De vigilantiâ pastorali in

puerorum tum publicam, tum privatam educationem.—De subscriptione decretorum.—De indictione proximi Concilii provincialis.—De fine Concilii.

Concile provincial de Lyon.

C'est le 28 juin que s'est ouvert le concile de la province de Lyon. Cette ouverture a été des plus solennelles, et a eu lieu dans l'église primatiale de Saint-Jean (1), en présence des autorités civiles et judiciaires de la ville. Voici la liste des membres qui composaient le concile.

S. Em. Mgr le cardinal-archevêque, NN. SS. les évêques d'Autun, de Langres, de Dijon, M. de Ferroul-Montgaillard, vicaire-général et procureur de Mgr l'évêque de Saint-Claude; M. Berthier, vicaire-général et procureur de Mgr l'évêque de Grenoble.

Les délégués des chapitres étaient : MM. Lyonnet et Cattet, du chapitre de Lyon; Juillet, du chapitre d'Autun; Lorain et Thomas, du chapitre de Langres; Thomassin et Poinsel, du chapitre de Dijon; Ecoiffier, du chapitre de Saint-Claude; Bouvier et Rousselot, du chapitre de Grenoble.

Les théologiens étaient, pour Son Eminence : MM. Beaujolin, vicaire-général; Cattet, curé de Saint-Paul; Bissardon, supérieur des prêtres diocésains de Saint-Irénée; Duplay, supérieur du séminaire métropolitain; Pillet, vicaire-général de Chambéry; Le R. P. Cholleton, prêtre de la Société de Jésus; de Verclaux, professeur au séminaire métropolitain; Plantier et Callot, prêtres de la Maison des Chartreux. Pour Mgr l'évêque d'Autun : MM. de Voucoux, vicaire-général; Berthaud, vicaire-général, supérieur du grand-séminaire; Taillând, curé de Saint-Pierre de Mâcon. Pour Mgr l'évêque de Langres : MM. Favre, vicaire général; Chambeyron, prêtre de la Maison des Chartreux. Pour Mgr l'évêque de Dijon : MM. Collet, vicaire-général; Pillot, chanoine honoraire.

Les promoteurs du concile étaient : MM. Berthaud et Collet. Les secrétaires : MM. Plantier et Faverel. Les maitres de cérémonies : MM. Chapot et Callot.

Plusieurs prélats étrangers à la province de Lyon assistaient au concile : Ce sont NN. SS. les archevêques d'Auch, de Sardes, coadjuteur de Toulouse, NN. SS. les évêques du Puy, de Nevers, de Valence et de Torento (2).

Mgr de Lacroix, archevêque d'Auch, a amené avec lui M. Sentis, son secrétaire. Mgr de Sardes, coadjuteur de Toulouse, était accompagné de M. Berger, vicaire-général de Toulouse; et Mgr l'évêque du Puy, de M. l'abbé Montagnac, vicaire-général.

Le concile s'est divisé, pour l'examen des questions qui lui étaient soumises, en autant de commissions ou de congrégations qu'il y a de suffragants dans la province. Pour la première, Mgr l'évêque d'Autun, président, et M. l'abbé Lyonnet, vicaire-général de Lyon, vice-

---

(1) L'église primatiale de Saint-Jean a déjà été illustrée par les deux conciles œcuméniques du XIII^e^ siècle; mais, depuis trois cents ans, il n'avait pas été tenu à Lyon de concile provincial.

(2) Mgr de Charbonnel, nommé à l'évêché de Torento, est le frère de l'officier supérieur du même nom, représentant de la Haute-Loire, qui est mort à la suite des glorieuses blessures qu'il avait reçues à la formidable insurrection de juin 1848.

président ; pour la seconde, Mgr l'évêque de Langres, président, et M. Pillet, vicaire-général de Chambéry, vice-président ; pour la troisième, Mgr l'évêque de Dijon, président, et M. Bertaud, supérieur du petit séminaire d'Autun, vice-président ; pour la quatrième, M. de Montgaillard, vicaire-général et procureur de Mgr de Saint-Claude, président, et M. Collet, vicaire-général de Dijon, vice-président ; pour la cinquième, M. Berthier, vicaire-général et procureur de Mgr de Grenoble, président, et M. Beaujolin, vicaire-général de Lyon, vice-président.

Les séances ont été tenues dans la maison des missionnaires aux Chartreux, et les sessions publiques dans l'église de Saint-Bruno. Le concile a été clos le 14 juillet.

Les décrets suivants ont été promulgués par le concile : le premier sur Dieu ; le second sur N.-S. J. C.

On a lu ensuite un décret sur les évêques ; un autre sur le métropolitain, où il est parlé des droits de l'archevêque à l'égard des évêques suffragants ; un décret sur le for intérieur ; un decret où sont rappelés les principaux droits et les principaux devoirs des chapitres ; un décret sur les synodes diocésains ;

Un décret sur les écoles : les Pères ont exprimé le désir d'établir dans la province ecclésiastique de Lyon une maison de hautes études, où seraient reçus de jeunes ecclésiastiques choisis dans tous les diocèses de la province ;

Un décret sur les séminaires : toutes les questions relatives à l'enseignement donné, soit dans les petits, soit dans les grands séminaires, y sont traitées ;

Un décret sur les études, ayant pour but de les fortifier : on a reconnu la convenance d'initier de bonne heure les élèves aux beaux modèles de la littérature chrétienne, en insistant toutefois sur la nécessité de continuer à cultiver les auteurs profanes ; un autre sur l'approbration des livres ;

Un décret sur les paroisses et les curés : tous les devoirs du curé y sont passés en revue ; devoirs à l'égard des enfants, des jeunes gens et des jeunes personnes, des vieillards, des pauvres, etc.

Les Pères du concile ont manifesté le vœu de pouvoir secourir selon leur cœur les vénérables vétérans du sacerdoce.

On a lu un décret sur la prédication et sur l'enseignement du catéchisme ; un décret où les Pères témoignent de leur foi sur l'Immaculée Conception de la sainte Vierge ; un vœu pour que la cour de Rome poursuive avec activité le procès de la canonisation de la bienheureuse Marguerite-Marie, de l'ordre de la Visitation ; un décret convoquant le concile provincial pour 1853 ; un dernier décret qui ferme le concile de 1850.

Deux autres conciles provinciaux ont encore été célébrés dans le cours de ce mois ; ce sont ceux de Rouen et de Bordeaux. Dans notre prochaine livraison, nous enregistrerons les noms des Pères de ces conciles, et les décrets qu'ils ont votés.

Le 17 de ce mois, Mgr l'archevêque de Reims a convoqué son clergé à un synode diocésain. Nous ferons ultérieurement connaître les statuts qui ont été adoptés par cette assemblée.

—M. l'abbé Guyard, précédemment vice-préfet apostolique à la Guadeloupe, vient de s'embarquer à Brest pour la Guyane française, où il va remplir les fonctions de préfet apostolique de cette colonie. M. Guyard emmène avec lui plusieurs prêtres du séminaire du Saint-Esprit.

—Par une circulaire en date du 2 juillet, S. Em. le cardinal Orioli, préfet de la Sacrée Congrégation des évêques et réguliers, en vertu de l'ordre exprès du Saint-Père, autorise tous les évêques du monde entier à publier, dans le cours de cette année, une indulgence plénière en forme de jubilé.

Prodige de Rimini.

L'espace nous a manqué dans notre dernière livraison pour consigner dans notre chronique religieuse un événement qui se passe actuellement dans les Etats pontificaux et qui captive au suprême degré l'attention du monde catholique. Nous voulons parler du mouvement des yeux de la madone de Rimini, image de la sainte Vierge peinte à l'huile, et vénérée dans l'église Sainte-Claire, desservie par les PP. missionnaires du Précieux-Sang, sous le titre de *Mère de la Miséricorde* (1). C'est le 12 mai que ce mouvement d'yeux a commencé, et depuis cette époque il a continué presque sans interruption. A l'heure où nous écrivons, plus de cent mille personnes en ont été témoins.

Un événement de ce genre ne pouvait manquer d'être l'objet d'une infinité de discussions. N'était-ce point une illusion produite par les rayons du soleil ou d'un faux jour, un effet d'optique, un artifice du peintre? L'autorité ecclésiastique a voulu prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter l'erreur et constater la vérité. L'image a été soumise à toutes les épreuves. Le verre qui la recouvre et le cadre ont été enlevés, de sorte qu'il ne restait plus que la toile. Des peintres et des physiciens ont été appelés pour l'examiner et la vérifier en présence des autorités. Aucune fraude quelconque n'a été découverte. L'image n'en a pas moins continué à ouvrir et à fermer les yeux, ce qu'elle a fait d'ailleurs au dehors comme au dedans et dans toutes les positions où on l'a placée.

La nouvelle de cet événement a été portée à Rome par le gouverneur de la ville. Aussitôt le Saint-Père a fait écrire par l'intermédiaire de la congrégation des évêques et des réguliers à Mgr l'évêque de Rimini de lui envoyer une relation exacte de ce qui s'était passé. Ce document a été transmis à la secrétairerie d'Etat, porté par celle-ci à la congrégation des évêques et des réguliers et remis entre les mains du Pape. Comme il confirme pleinement le rapport du gouverneur et les diverses relations particulières, le Souverain Pontife a fait donner l'ordre de procéder à une enquête juridique. Cette enquête sera communiquée à la Congrégation des Rites, qui a qualité pour prononcer sur ces sortes de matières, et qui fut appelée, en

---

(1) Cette toile n'a que 60 à 65 centimètres de hauteur sur 45 environ de largeur. Elle a été peinte d'après un original du Dominiquin, par G. Sojari, peintre de Rimini.

1797, à examiner des faits semblables qui avaient eu lieu à Ancône et sur quelques autres points de l'Italie. C'est alors seulement que le fait qui préoccupe si vivement l'attention publique pourra être qualifié convenablement.

Du reste, l'élan donné à la dévotion générale n'attend pas l'accomplissement des formalités réquises par la prudente réserve de l'Église. De toutes parts, on crie au miracle, et ce qui n'est pas moins prodigieux que l'événement lui-même, ce sont les retours à la foi, les conversions qui sont signalées chaque jour, et le bien immense qui s'est déjà opéré dans les âmes.

Allocution de N. S. P. le pape Pie IX.

PRONONCÉE EN CONSISTOIRE SECRET, LE 20 MAI 1850 (1).

Vénérables frères,

Si toujours, dans les âges écoulés, nous avons pu constater l'existence de la Providence admirable avec laquelle le Dieu très-bon et très-grand protége la cause catholique, c'est surtout dans ces dernières années que nous avons vu briller d'un éclat vraiment extraordinaire la force divine dont il a promis d'assister son Eglise jusqu'à la consommation des siècles. Le monde entier connaît les tristes vicissitudes qui nous ont si cruellement affligé, en même temps qu'elles nous ont condamné à un exil de plus de seize mois, et chacun voit et éprouve combien sont amères et déplorables les conjonctures au sein desquelles le prince des ténèbres a vomi toute sa rage contre l'Eglise et ce Siége apostolique, en prenant pour théâtre de ses fureurs cette ville même, le centre de la vérité catholique, et en remplissant ainsi d'une inexprimable douleur notre âme, la vôtre, et celle de tous les gens de bien. Personne n'ignore non plus comment le juste et miséricordieux Seigneur, qui frappe et guérit, qui tue et ressuscite, qui mène aux enfers et en ramène, a daigné, par les efficaces et évidents secours de sa bonté, nous consoler dans notre tribulation, recevoir d'un visage propice et serein les vœux de son Eglise, calmer l'horrible tempête déchaînée par l'enfer, arracher les peuples bien-aimés soumis à notre pontificat à l'infortune et à la misère où ils gémissaient, et nous reconduire nous-même dans cette bonne ville au milieu des transports de l'allégresse publique et aux acclamations de toute la catholicité. C'est pourquoi, en vous adressant aujourd'hui la parole pour la première fois depuis notre retour, nous n'avons rien tant à cœur que de rendre, pour de tels bienfaits, de très-grandes et immortelles actions de grâces au Dieu tout-puissant, et de donner de dignes éloges à ces illustres nations, à ces princes qui, suscités par Dieu même, ont si bien mérité de nous et de cette chaire apostolique, en prodiguant leurs trésors, en recourant à la voie des négociations et à celle des armes pour protéger et défendre la puissance temporelle de cette même chaire, et rétablir, au milieu des démonstrations de la joie la plus vive, l'ordre et la paix publique dans cette ville et dans les Etats pontificaux.

Le tribut de la reconnaissance dont notre âme surabonde et des louanges que nous devons appartient d'abord à juste titre à notre très-cher fils dans

---

(1) L'abondance des matières nous a forcés de retarder la publication de cette allocution du Saint-Père, la première qu'il ait faite en consistoire depuis son retour dans la ville éternelle. Nous croyons devoir la reproduire, quoiqu'elle soit déjà connue de nos lecteurs. Il était impossible de ne point consigner dans notre chronique religieuse un acte aussi important et d'un intérêt historique aussi élevé.

le Christ, Ferdinand II, roi des Deux-Siciles. Lui-même, en effet, par un mouvement de sa très-éminente religion, au premier bruit de notre arrivée à Gaëte, s'est empressé d'accourir vers nous avec son auguste épouse, Marie-Thérèse, infiniment heureux de donner au vicaire du Christ sur la terre d'éclatants témoignages de sa rare piété, de son dévouement et de son obéissance filiale, nous accordant une hospitalité pleine de munificence, et, pendant tout le temps que nous avons demeuré dans son royaume, ne cessant de nous combler de toutes sortes de bons offices, comme vous-mêmes, vénérables frères, en avez été très-amplement les témoins. Il a voulu aussi, lorsque d'autres nations ont marché au secours de la puissance temporelle de cette chaire apostolique, unir ses troupes aux leurs. Les mérites éclatants de ce prince très-pieux envers nous et ce saint Siége sont si profondément gravés dans notre cœur, que rien n'en pourra jamais effacer le bienheureux souvenir. Maintenant c'est avec un grand honneur et le témoignage éternel de notre reconnaissance que nous nommerons la nation française, si célèbre par la gloire de ses armes, par son dévouement au Siége apostolique, si illustre d'ailleurs à tant d'autres titres, et dont nous avons éprouvé la très-excellente volonté envers nous et les bienfaits. Car cette nation, et son illustre chef le président de la République, allant au-devant de nos tristes nécessités et de celles de notre pontificat, et n'épargnant aucun sacrifice, a décrété d'envoyer ses braves généraux et ses soldats, qui, au prix de nombreux et pénibles travaux, ont affranchi et vengé cette ville de la misérable et infortunée condition où elle était réduite et ont ambitionné par-dessus tout la gloire de nous y ramener.

Dans cette louange, dans cette marque de notre gratitude, nous voulons aussi tout-à-fait unir notre cher fils dans le Christ, François-Joseph, empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie et très-illustre roi de Bohême, qui, fidèle à la piété de sa race et à son respect pour la chaire de Pierre, et employant avec une promptitude et un zèle incomparable sa très-redoutée puissance et tous ses soins à défendre le principat civil de ce Siége apostolique, a arraché, par ses troupes victorieuses, à une injuste et triste domination, les provinces pontificales, principalement celles de l'Æmilia, du Picenum et de l'Ombrie, et les a remises sous la légitime autorité de nous et du Saint-Siége. Nous avons aussi les motifs les plus puissants de conserver un souvenir plein de gratitude des services que nous avons reçus de notre très-chère fille dans le Christ, Marie-Isabelle, reine catholique d'Espagne, et de son gouvernement; car, comme vous le savez très-bien, dès qu'elle a appris nos malheurs, elle n'a rien eu plus à cœur que de presser aussitôt avec un soin particulier toutes les nations catholiques de prendre en main la cause du père commun de tous les fidèles, et d'envoyer ensuite ses vaillants soldats à la défense des possessions de l'Eglise romaine.

Nous ne pouvons pas non plus, en aucune façon, vénérables frères, passer ici sous silence les excellentes dispositions envers nous des autres très-illustres princes, de ceux même qu'aucun lien n'attache à cette chaire de Pierre, et qui, ne nous ayant pas appuyé du secours de leurs armes, ne s'en sont pas moins appliqués à défendre et a faire prévaloir nos droits temporels et ceux de l'Eglise romaine.

Conséquemment, à eux tous aussi nous devons et nous rendons des actions de grâces méritées, et nous déclarons professer à leur égard la plus haute gratitude. Dans tout cela, assurément, personne ne peut refuser une admiration particulière à la souveraine Providence de ce Dieu qui régit et gouverne tout avec force et avec douceur, et qui, dans des temps aussi calamiteux et aussi troublés que les nôtres, a su disposer les princes, même séparés de l'Eglise romaine, à soutenir et à défendre son principat civil, droit incontestable dont le Pontife romain, par un décret particulier de cette même Providence divine, a joui pendant une si longue suite de siècles, afin de pouvoir exercer en toute liberté dans le monde, pour le gouvernement de l'Eglise universelle à lui divinement confié, la plénitude de l'autorité apostolique, droit qui lui est si nécessaire pour accomplir les devoirs du Pontificat suprême et procurer le salut du troupeau du Seigneur. Nous voulons aussi louer et honorer tous les personnages qui ont été auprès de nous et de ce Saint-Siége les organes et les ministres de ces princes et

de ces nations, et qui, au nom de ces mêmes princes et de ces mêmes nations, ont déployé toute leur volonté et tout leur zèle à défendre notre personne avant notre retraite, et qui nous ont fidèlement assisté dans notre exil et dans notre retour. Ces marques si nombreuses et si grandes de piété singulière, d'amour généreux, de soumission très-dévouée, de libéralité sans bornes, que nous avons reçues de l'univers catholique, nous ont si profondément touché, que nous désirerions ardemment exprimer dans cette assemblée des remerciements et des éloges particuliers, non-seulement pour chacune des villes et des cités, mais encore pour chacun des nombreux fidèles qui ont bien mérité de nous ; mais les bornes qui nous sont prescrites ne le permettent pas.

Nous ne pouvons pas nous taire cependant sur les illustres et admirables témoignages de foi, de piété, d'amour, de libéralité dont nous ont entouré nos vénérables frères les évêques du monde catholique, et qui ont été pour nous la source de la plus grande joie. Tout engagés qu'ils étaient eux-mêmes, en effet, dans les difficultés et dans les périls les plus graves, ils n'ont jamais cessé cependant de remplir leur ministère avec tout le courage et tout le zèle sacerdotal, de combattre le bon combat, de défendre héroïquement, soit par la parole, soit par de salutaires écrits, soit par des conciles épiscopaux, la cause, les droits, la liberté de l'Eglise, et de pourvoir au salut du troupeau confié à leur garde. Nous exprimerons aussi notre profonde reconnaissance envers vous, vénérables frères, cardinaux de la sainte Eglise romaine, qui nous avez prodigué tant de consolations et de soulagement, vous qui avez suivi notre infortune et qui l'avez partagée, vous qui avez opposé à l'adversité un cœur invincible, vous qui, prêts à tout souffrir pour l'Eglise de Dieu, à vous montrer dignes, par la pratique de toutes les vertus, du rang élevé que vous occupez dans cette même Eglise, n'avez rien négligé pour nous venir en aide, par vos conseils et par vos travaux, dans de si critiques et si périlleuses conjonctures. Et puisque, par le très-grand bienfait de Dieu, les choses ont tourné de telle sorte que nous avons pu recouvrer ce Siége apostolique, non-seulement aux acclamations de cette bonne ville, mais encore de tous les peuples, qu'avons-nous de mieux à faire que de rendre, dans l'humilité de notre cœur, d'assidues et immortelles actions de grâces au Dieu très-clément, au Seigneur des miséricordes, et à la très-sainte Mère de Dieu, l'immaculée Vierge Marie, à la toute puissante protection de laquelle nous attribuons le salut qui nous a été accordé.

Jusqu'ici, vénérables frères, nous avons rappelé ce qui nous a causé une douce satisfaction; maintenant, pressé par le devoir de notre ministère apostolique, nous devons dire ce qui inquiète profondément notre cœur, ce qui le remplit d'angoisses, ce qui l'accable. Vous connaissez, vénérables frères, l'affreuse et inexorable guerre soulevée entre la lumière et les ténèbres, entre la vérité et l'erreur, entre le vice et la vertu, entre Bélial et le Christ, et vous n'ignorez pas par quels artifices et par quelles menées des hommes ennemis s'efforcent d'attaquer et de fouler aux pieds les choses de notre très-sainte religion, d'arracher jusqu'à la dernière racine le germe de toutes les vertus chrétiennes, de propager partout une licence effrénée et impie de penser et de vivre, d'infecter et de corrompre par des erreurs perverses et mortelles les esprits et les cœurs, surtout de la multitude inexpérimentée et de la jeunesse imprudente, de bouleverser tous les droits divins et humains, et, si cela pouvait être jamais, de détruire de fond en comble l'Eglise catholique et de renverser cette sainte chaire de Pierre. Il n'est personne qui ne voie de quels nombreux et immenses malheurs, de quelles calamités sont assiégés et déchirés par la puissance des ténèbres, à la grande douleur de notre âme, le troupeau de Jésus-Christ confié à nos soins et la société humaine elle-même. Aussi, vénérables frères, aujourd'hui plus que jamais nous devons, et vous avec nous, nous appliquer ardemment, par l'union intime de nos esprits, par toute vigilance, par tout zèle, par tout effort, par toute œuvre, par toute parole, par tout exemple, à élever un mur de défense devant la maison d'Israël, et à combattre intrépidement les combats du Seigneur.

Pour nous, bien qu'ayant conscience de notre faiblesse, mais appuyé sur

le secours de Dieu, selon le devoir de notre suprême ministère apostolique, « *Propter Sion non tacebimus et propter Hierusalem non quiescemus,* » élevant constamment les yeux vers Jésus, l'auteur et le consommateur de notre foi, nous n'épargnerons ni soin, ni conseils, ni travaux pour donner un appui à la maison, fortifier le temple, réparer les ruines de l'Eglise et pourvoir au salut de tous, disposé et prêt à donner très volontiers notre vie pour le Seigneur Jésus-Christ et sa sainte Eglise. Et ici, nous adressant à tous nos vénérables frères, les évêques de l'univers catholique, appelés à partager notre sollicitude, tout en les félicitant vivement de leurs illustres travaux pour la gloire de Dieu et le salut des âmes, nous les encourageons, afin que dans cette horrible guerre contre notre divine religion, unanimes eux-mêmes dans les liens et l'expression des mêmes sentiments, fortifiés dans le Seigneur et dans la puissance de sa vertu, prenant en main le bouclier inexpugnable de la foi, et ceignant le glaive de l'esprit, qui est le verbe de Dieu, ils se lèvent comme ils l'ont déja fait, pour combattre intrépidement en faveur de notre très-sainte religion avec un zèle de jour en jour plus vif, avec leur vertu pastorale, avec leur constance et leur prudence, et pour s'opposer aux efforts des hommes ennemis, repousser leurs traits, rompre leur fougue, défendre contre leurs embûches et leurs violences le troupeau qui leur est commis, et le conduire dans les voies du salut.

En outre, nous demandons à nos vénérables frères qu'ils ne cessent jamais d'avertir, d'exhorter, d'exciter surtout les ecclésiastiques, afin que, s'appliquant à l'oraison, remplis de ferveur spirituelle et vivant dans la piété et la sainteté, ils apparaissent en tout comme des modèles de bonnes œuvres, et qu'enflammés du zèle de la gloire de Dieu et du salut des âmes, unis entre eux par le lien étroit de la charité, ils revêtent l'armure divine et marchent au combat d'un seul cœur et d'une seule âme, mettant en commun toutes leurs forces, et, sous la conduite de leur propre évêque, élevant nuit et jour la voix sacerdotale, prêchant avec ardeur au peuple chrétien la loi de Dieu et les prescriptions de l'Eglise son épouse. Que nos vénérables frères ne cessent pas non plus d'inculquer aux ecclésiastiques le devoir de découvrir au peuple chrétien les embûches et les piéges que lui tendent les hommes fallacieux, et, de rappeler aux fidèles que du péché sont toujours venus et viennent toujours tous les malheurs et toutes les calamités qui accablent les peuples, et que la véritable et solide félicité consiste dans l'observance de la loi chrétienne. Qu'ils n'épargnent donc rien, afin que tous, détestant le mal et s'adonnant au bien, marchent dans la voie des commandements de Dieu, et que les égarés, arrachés aux ténèbres de l'erreur et à la fange du vice, se convertissent au Seigneur.

Déjà, vénérables frères, nous vous avons fait part de la grande consolation qui nous été donnée au milieu de tant d'angoisses, lorsque nous avons connu les décrets rendus par notre très-cher fils François-Joseph, empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie, roi de Bohême, décrets par lesquels suivant les inspirations de sa piété, accomplissant nos vœux et nos demandes, les vœux et les demandes de vos vénérables frères les évêques de son vaste empire, à la gloire de son nom, à la joie de tous les gens de bien, il a, de concert avec ses ministres et d'un cœur ardent, assuré dans ses Etats la liberté si désirée de l'Eglise catholique. Une si grande action, une action si digne d'un prince catholique mérite à cet illustre empereur et roi les louanges que nous lui donnons en le félicitant ardemment dans le Seigneur. Nous nourrissons la douce espérance que ce prince si religieux, dans son zèle pour le bien de l'Eglise, voudra, en continuant son œuvre et l'amenant à sa perfection, mettre le comble à ses mérites.

Mais pendant que nous nous livrons à cette consolation, une douleur cruelle est survenue dont nous ressentons vivement le poids et les étreintes, voyant comment, dans un autre royaume catholique, sont traitées les choses de notre religion très-sainte et foulés aux pieds les droits sacrés de l'Eglise et de ce Saint-Siége. Vous comprenez, vénérables frères, que nous voulons parler du royaume subalpin, où, tout le monde le sait, par les lettres privées ou publiques, une loi a été promulguée contraire aux lois de l'Eglise et aux conventions solennellement conclues avec ce Siége apo-

stolique, et où, en ces derniers jours, notre âme en est remplie de douleur, et tous les hommes de bien à Turin et dans tout le royaume en sont dans le deuil, l'illustre Pontife de Turin, notre vénérable frère Louis Fransoni, arraché par la force armée de sa maison épiscopale, a été conduit à la citadelle.

Ainsi que l'exigeait la gravité du fait et le devoir de notre charge pour la défense des droits de l'Eglise, nous avons immédiatement, par l'organe de notre cardinal-ministre, réclamé auprès de ce gouvernement, d'abord contre la loi susdite, ensuite contre l'injure et la violence faites à l'illustre archevêque. Dans l'amertume qui remplit notre cœur, notre consolation est d'espérer que ces réclamations auront l'issue désirée, et nous remettons à une autre allocution, lorsque le moment nous semblera opportun, de vous entretenir des affaires ecclésiastiques de ce royaume.

Nous ne pouvons maintenant nous défendre, dans notre sollicitude paternelle envers l'illustre nation des Belges, qui s'est toujours fait remarquer par son zèle pour la religion catholique, de témoigner publiquement notre douleur à la vue des périls qui menacent chez elle la religion catholique. Nous avons la confiance que désormais son roi sérénissime, et tous ceux qui, dans ce royaume, tiennent le timon des affaires, réfléchiront dans leur sagesse combien l'Eglise catholique et sa doctrine servent à la tranquillité et à la prospérité temporelle des peuples; qu'ils voudront conserver dans son intégrité la force salutaire de cette même Eglise et considérer comme leur tâche la plus importante celle de protéger et de défendre les saints prélats et les ministres de l'Eglise.

Et parce que la charité apostolique dans laquelle nous embrassons en notre Seigneur toutes les nations et tous les peuples nous presse de telle sorte que nous ne souhaitons rien tant, avec plus d'ardeur, que de voir tous les hommes confesser le Fils de Dieu dans l'unité de la foi, nous nous tournons de toute l'affection de notre cœur vers tous ceux qui sont séparés de nous, et nous les supplions dans le Seigneur de dissiper les ténèbres de l'erreur, d'ouvrir les yeux à la lumière de la vérité, de se réfugier dans le sein de cette mère Eglise et auprès de cette chaire de Pierre, en laquelle le Christ a posé le fondement de son Eglise.

Enfin, vénérables frères, ne nous désistons jamais d'adresser, avec toute la persévérance dont nous sommes capables, d'humbles et ferventes prières au Dieu très-clément d'où procèdent tous les biens, afin que, par les mérites de son Fils unique notre Seigneur Jésus-Christ, de sa très-sainte Mère la Vierge immaculée, des bienheureux apôtres Pierre et Paul, et de tous les saints, il délivre son Eglise sainte de toutes les adversités, il l'orne et l'accroisse chez tous les peuples et par toute la terre, par les plus éclatants triomphes, il nous comble nous-même chaque jour des dons les plus abondants de sa bonté, il répande les trésors du vrai bonheur sur les princes et sur les nations qui ont si bien mérité de nous, et accorde à tout l'univers sa très-désirable paix.

Actes officiels.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 15 mars 1850 (1).

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Président de la République, sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes; vu le titre Ier, le chapitre IV du titre II, les titres III et IV de la loi du 15 mars 1850; le conseil d'Etat entendu, décrète :

Des autorités préposées à l'enseignement.

CHAPITRE PREMIER.

DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Art. 1er. En l'absence du ministre de l'instruction publique, le conseil supérieur est présidé par un vice-président nommé, chaque année, par le Président de la République, et choisi parmi les membres de ce conseil (2).

Art. 2. Le Président de la République désigne également, chaque année, un secrétaire choisi parmi les membres du conseil (3).

Art. 3. Le conseil supérieur tient une session ordinaire par trimestre. Il est convoqué par arrêté du ministre. La durée de chacune des sessions, soit ordinaire, soit extraordinaire, est fixée par l'arrêté de convocation. Elle peut être prolongée par un arrêté ultérieur.

Art. 4. Des commissaires peuvent être chargés par le ministre de l'assister dans la discussion des projets de loi, de règlements d'ad-

---

(1) Voy. cette loi, ci-dessus p. 100 et suiv.

(2 et 3) Nous avons fait connaître, dans notre dernière livraison, la liste des membres composant le conseil supérieur de l'instruction publique, ainsi que la section permanente. (Voy. ci-dessus, p. 203.) Dans cette liste, les noms de MM. l'abbé Bautain, l'abbé Poiloup et Michel figurent comme membres de l'enseignement privé. Ils doivent être remplacés par ceux de MM. Bellaguet, licencié ès lettres, chef d'institution à Paris; l'abbé d'Alzon, directeur de l'institution Tissot à Nîmes, et l'abbé Labbe, licencié ès lettres, chef d'institution à Ivetot, nommés à cette fonction par décret du 31 juillet 1850.

C'est M. Thiers qui a été nommé vice-président du conseil supérieur pour la présente année. M. Saint-Marc-Girardin en a été nommé secrétaire. (Décret du 5 août 1850.)

ministration publique, de décrets et arrêtés portant règlement permanent, qu'il renvoie à l'examen du conseil supérieur. Le conseil peut aussi appeler dans son sein les personnes dont l'expérience lui semble devoir être utilement consultée, tant pour la discussion de ces projets que pour ce qui concerne l'état général de l'enseignement. Il ne peut user de cette faculté à l'égard des fonctionnaires publics, que de l'agrément du ministre du département auquel ils appartiennent.

Art. 5. La section permanente est présidée par un de ses membres, désigné, chaque année, par le ministre (1).

Art. 6. Les fonctions de membre de la section permanente sont incompatibles avec toute autre fonction administrative rétribuée.

Art. 7. Dans les affaires soumises au conseil supérieur, le rapporteur est nommé par le ministre, ou, sur sa délégation, par le vice-président du conseil supérieur.

Art. 8. En matière contentieuse ou disciplinaire, les affaires sont inscrites au secrétariat du conseil supérieur, d'après l'ordre de leur arrivée sur un registre à ce destiné. Elles sont jugées suivant l'ordre de leur inscription et dans la plus prochaine session. Les rapports sont faits par écrit ; ils sont déposés au secrétariat par les rapporteurs, la veille du jour fixé pour la délibération, avec le projet de décision et le dossier, pour être tenus à la disposition de chacun des membres du conseil. En matière disciplinaire, le rapporteur est tenu d'entendre l'inculpé dans ses explications, s'il est présent et s'il le demande. L'inculpé a également le droit d'être entendu par le conseil.

Art. 9. La présence de la moitié plus un des membres est nécessaire pour la validité des délibérations du conseil supérieur. En cas de partage, si la matière n'est ni contentieuse ni disciplinaire, la voix du président est prépondérante. Si la matière est contentieuse, il en sera délibéré de nouveau, et les membres qui n'auraient pas assisté à la délibération seront spécialement convoqués; s'il y a, de nouveau, partage dans la deuxième délibération, il sera vidé par la voix prépondérante du président. Si la matière est disciplinaire, l'avis favorable à l'inculpé prévaut.

Art. 10. Les délibérations du conseil supérieur sont signées par le président et par le secrétaire. Le secrétaire a seul qualité pour en délivrer des ampliations certifiées conformes aux procès-verbaux. A moins d'une autorisation du ministre, il ne peut être donné com-

---

(1) Le membre désigné pour cette année, comme président de la section permanente, est M. Thénard, membre de l'académie des sciences, professeur honoraire au collége de France et à la faculté des sciences de Paris, ancien chancelier de l'Université. Le membre de la dite commission désigné comme secrétaire est M. Giraud, membre de l'académie des sciences morales et politiques, ancien professeur à la faculté de droit d'Aix, ancien conseiller titulaire de l'Université. (Arrêté minist. du 5 août 1850.)

munication des procès-verbaux qu'aux membres du conseil supérieur.

Art. 11. Les décrets ou arrêtés qui interviennent sur l'avis du conseil supérieur portent la mention : *Le conseil supérieur de l'instruction publique entendu.* Les avis du conseil supérieur ne peuvent être publiés qu'avec l'autorisation du ministre.

Art. 12. En matière contentieuse ou disciplinaire, les décisions du conseil sont notifiées par le ministre. Les parties ont toujours le droit d'en obtenir expédition.

Art. 13. Un règlement délibéré en conseil supérieur déterminera l'ordre intérieur des travaux du conseil. Un règlement, préparé par la section permanente et arrêté par le ministre, déterminera l'ordre intérieur des travaux de cette section.

CHAPITRE II.

DE L'ADMINISTRATION ACADÉMIQUE.

§ Ier.—*Du local affecté à l'administration académique.*

Art. 14. Le local que les départements doivent fournir pour le service de l'administration académique, d'après l'art. 13 de la loi organique du 15 mars 1850, comprend au moins, avec le mobilier nécessaire au service, un cabinet pour le recteur; une salle des délibérations pour le conseil académique et pour les examens des candidats au brevet de capacité; un cabinet pour le secrétaire de l'académie; une pièce pour les commis de l'académie et pour les archives.

§ 2.—*Des recteurs.*

Art. 15. Les fonctions de recteur sont incompatibles avec tout autre emploi public salarié.

Art. 16. Les recteurs sont nommés par le Président de la République. Ils sont partagés en classes, dont le nombre est déterminé par décret du Président de la République. Les traitements varient suivant les classes (1). La classe est attachée à la personne et non à la résidence.

§ 3.—*Des conseils académiques.*

Art. 17. Sur l'invitation du ministre de l'instruction publique, les cours et tribunaux, les conseils généraux et les consistoires israélites procèdent à la nomination des membres qu'ils sont appelés à élire dans les conseils académiques. Lorsqu'il y a lieu de pourvoir à des nominations nouvelles, les cours et tribunaux et les consistoires

---

(1) Les recteurs d'académie sont, quant à leur traitement, partagés en trois classes, de la manière suivante : dix-huit recteurs de 1re classe, à 6,000 fr.; vingt-quatre recteurs de 2e classe, à 5,000 fr.; quarante-trois recteurs de 3e classe, à 4,500 fr. Le traitement du recteur de l'académie de la Seine est de 8,000 fr. (Décret du 27 mai 1850.)

israélites, sur l'avis donné par le recteur, procèdent immédiatement au remplacement des membres pris dans leur sein ; les conseils généraux pourvoient, dans leur plus prochaine session, au remplacement des membres dont la nomination leur appartient. Les élections sont faites au scrutin secret et à la majorité absolue. Le président de la cour ou du tribunal, celui du consistoire et le préfet, selon les cas, adresse le procès-verbal de chaque élection au recteur, qui le communique au conseil académique, lors de sa première réunion. Il est transcrit sur le registre des délibérations du conseil.

Art. 18. Les membres délégués, en exécution de l'art. 10 de la loi organique, ne peuvent exercer leur délégation qu'en vertu d'une décision spéciale. Le ministre de l'instruction publique et l'évêque adressent au recteur les décisions par lesquelles ils ont fait choix des membres dont la désignation leur appartient. Ces décisions sont communiquées au conseil académique, et sont transcrites sur le registre des délibérations de ce conseil.

Art. 19. Lorsque deux archevêques ou évêques ont leur siége dans le même département, tous deux font partie du conseil académique. Dans ce cas, il n'y a pas lieu à la désignation prévue par le sixième alinéa de l'art. 10 de la loi organique.

Art. 20. En l'absence du recteur, le conseil académique est présidé par le préfet. Le secrétaire du conseil académique est choisi, chaque année, par le ministre, parmi les membres dudit conseil. A moins d'une autorisation du recteur, les procès-verbaux du conseil académique ne peuvent être communiqués qu'aux membres du conseil.

Art. 21. Les conseils académiques se réunissent au moins deux fois par mois. Ils peuvent être convoqués extraordinairement. Le jour de la réunion est fixé par le président.

Art. 22. Les conseils académiques ne peuvent délibérer sur les affaires intéressant une faculté, qu'autant que le doyen de cette faculté a été expressément convoqué par le président.

Art. 23. En cas de partage, lorsque la matière n'est ni contentieuse ni disciplinaire, la voix du président est prépondérante. Dans les matières contentieuses et disciplinaires, il est procédé, par le conseil académique, conformément à l'art. 9.

Art. 24. Lorsque l'instruction d'une affaire disciplinaire est renvoyée au conseil académique en vertu du sixième paragraphe de la loi organique, le conseil désigne un rapporteur qui recueille les renseignements et les témoignages, appelle l'inculpé, l'entend s'il se présente, et fait son rapport au jour le plus prochain indiqué par le conseil. Le conseil peut toujours ordonner un supplément d'instruction. L'avis du conseil exprime s'il y a lieu de donner suite à l'affaire, et, en cas d'affirmative, quelle peine doit être prononcée.

Art. 25. En matière contentieuse, les réclamations des parties, avec les pièces et mémoires à l'appui, sont déposées au secrétariat de l'académie; il en est donné récépissé. Ces réclamations reçoivent

un numéro d'enregistrement et sont examinées dans l'ordre où elles sont parvenues au secrétariat. Pour chaque affaire, le conseil désigne un rapporteur, qui fait son rapport à la plus prochaine réunion du conseil.

Art. 26. Lorsque le conseil est appelé à prononcer en matière disciplinaire, un membre désigné par lui est chargé de l'instruction; il recueille les informations et fait son rapport à l'époque fixée par le conseil. Sur le rapport, le conseil académique déclare d'abord s'il y a lieu à suivre. En cas d'affirmative, il entend l'inculpé dans ses moyens de défense, et, s'il y a lieu, les témoins.

Art. 27. En matière contentieuse et disciplinaire, la décision du conseil académique est notifiée, dans les huit jours, par les soins du recteur. Le recteur est tenu d'avertir les parties, s'il y a lieu, qu'elles ont le droit de se pourvoir devant le conseil supérieur dans le délai prescrit par la loi.

Art. 28. Le recours de la partie contre la décision du conseil académique est reçu au secrétariat de l'académie ; il en est donné récépissé. Le recours du recteur est formé par un arrêté qu'il notifie à la partie intéressée. Ampliation de cet arrêté est adressée, avec les pièces de l'affaire, au ministre de l'instruction publique, qui en saisit le conseil supérieur.

Art. 29. Les conseils académiques peuvent appeler dans leur sein les membres de l'enseignement et toutes autres personnes dont l'expérience leur paraîtrait devoir être utilement consultée. Les fonctionnaires de l'instruction publique ne peuvent être appelés que de l'agrément du recteur. Les personnes ainsi appelées par les conseils académiques n'ont pas voix délibérative.

§ 4.—*Des secrétaires d'académie.*

Art. 30. Les secrétaires d'académie sont partagés en classes dont le nombre est déterminé par décret du Président de la République, Les traitements varient suivant les classes (1). La classe est attachée à la personne et non à la résidence.

Art. 31. Le fonctionnaire appelé pour la première fois à l'emploi de secrétaire d'académie est nécessairement de la dernière classe. Nul ne peut être promu à une classe supérieure sans avoir passé deux ans au moins dans la classe immédiatement inférieure. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la première organisation de l'administration académique.

Art. 32. Nul ne peut être nommé aux fonctions de secrétaire d'académie s'il ne justifie du grade de bachelier ou du brevet de

---

(1) Les secrétaires d'académie sont également partagés en trois classes de la manière suivante : dix-huit de 1re classe à 2,000 f ; vingt-quatre de 2e classe, à 1,800 fr ; quarante-trois de 3e classe, à 1,500 fr.—Le traitement du secrétaire de l'académie de Paris est de 4,000 fr. (Décret du 27 mai 1850.)

capacité pour l'enseignement primaire. Sont exceptés de cette condition les secrétaires et commis d'académie qui exercent actuellement ou qui ont précédemment exercé ces fonctions.

Art. 33. Dans chaque académie le secrétaire est chargé de la rédaction des procès-verbaux du conseil académique, sous la direction du secrétaire de ce conseil. Il est préposé à la garde des archives de l'académie. Il peut être chargé, par les recteurs, de délivrer copie des pièces dont il est dépositaire. Il dirige, sous les ordres du recteur, le travail des bureaux de l'académie. Il reçoit la consignation des droits perçus au profit du trésor public dans les chefs-lieux académiques où il n'existe pas d'agent comptable préposé à cette perception. Dans ce cas, il est commissionné par le ministre des finances, et est tenu de fournir un cautionnement, conformément aux règlements.

CHAPITRE III.

DE L'INSPECTION.

Art. 34. Les inspecteurs généraux et les inspecteurs supérieurs sont choisis sur une liste de candidats formée par le ministre ; le conseil supérieur est appelé à donner son avis sur cette liste avant la nomination.

Art. 35. Pour la nomination des inspecteurs de l'instruction primaire, la liste des candidats, composée par le recteur, est communiquée au conseil académique et transmise ensuite au ministre avec l'avis de ce conseil.

Art. 36. Les fonctions d'inspecteur d'académie et d'inspecteur de l'enseignement primaire sont incompatibles avec tout autre emploi public rétribué (1). Le ministre, sur l'avis du conseil académique, peut toutefois autoriser les inspecteurs de l'instruction primaire à accepter les fonctions d'inspecteur, soit des enfants trouvés et abandonnés, soit des enfants employés daps les manufactures.

Art. 37. Les inspecteurs de l'instruction primaire sont partagés en classes dont le nombre est déterminé par décret du Président de la République. Les traitements varient suivant les classes. La classe est attachée à la personne et non à la résidence. Le fonctionnaire appelé pour la première fois à l'emploi d'inspecteur de l'instruction primaire est nécessairement de la dernière classe. Nul ne peut être promu à la classe supérieure sans avoir passé un an au moins dans la classe immédiatement inférieure. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à la première organisation de l'inspection de l'enseignement primaire.

Art. 38. Nul ne peut être appelé aux fonctions d'inspecteur de

---

(1) Le traitement des inspecteurs d'académie est ainsi fixé par le décret du 27 mai précité : inspecteurs de l'académie de Paris, 4,000 fr.; inspecteurs des autres académies, 3,000 fr.

l'instruction primaire s'il n'a été déclaré apte à ces fonctions après un examen spécial dont le programme sera déterminé conformément à l'art. 5 de la loi organique. Jusqu'à ce que ce programme ait été arrêté, l'examen aura lieu conformément aux règlements en vigueur.

Art. 39. Ne peuvent être admis à l'examen que les candidats qui justifient, 1° de vingt-cinq ans d'âge ; 2° du diplôme de bachelier ès lettres, ou d'un brevet de capacité pour l'enseignement primaire supérieur, si le brevet a été délivré avant la promulgation de la loi organique, et, dans le cas contraire, d'un brevet attestant que l'examen a porté sur toutes les matières d'enseignement comprises dans l'art. 23 de la même loi ; 3° de deux ans d'exercice au moins dans l'enseignement ou dans les fonctions de secrétaire d'académie, de membre d'un ancien comité supérieur d'instruction primaire, ou de délégué du conseil académique pour la surveillance des écoles. La condition exigée par le paragraphe précédent ne sera point applicable à la première organisation de l'inspection.

Art. 40. Sont dispensés de l'examen exigé par l'art. 38 les anciens inspecteurs ou sous-inspecteurs de l'instruction primaire, les directeurs d écoles normales primaires, les principaux des colléges communaux, les chefs d'établissements particuliers d'instruction secondaire et les licenciés.

Art. 41. Ont seuls droit aux frais de tournée déterminés par les règlements : les membres du conseil supérieur délégués par le ministre pour une mission spéciale ; les inspecteurs généraux ; les inspecteurs supérieurs ; les recteurs ; les membres des conseils académiques délégués par le recteur en vertu de l'article 18 de la loi organique ; les inspecteurs d'académie et les inspecteurs de l'instruction primaire.

Art. 42. Les personnes chargées de l'inspection, en vertu de l'article 18 de la loi organique, dressent procès-verbal de toutes les contraventions qu'elles reconnaissent. Si la contravention consiste dans l'emploi d'un livre défendu en vertu de l'art. 5 de la même loi, l'ouvrage est saisi et envoyé avec le procès-verbal au recteur de l'académie, qui soumet l'affaire au conseil académique.

Art. 43. Les inspecteurs de l'instruction primaire donnent au recteur leur avis sur les secours et encouragements de tout genre relatifs à l'instruction primaire ; ils s'assurent que les allocations accordées sont employées selon leur destination. Ils font au recteur des propositions pour la liste d'admissibilité et d'avancement des instituteurs communaux, qui doit être dressée par le conseil académique. Ils donnent au recteur leur avis sur les nominations des instituteurs communaux et sur les demandes d'institution. Ils assistent, avec voix délibérative, aux réunions des délégués cantonaux prescrites par le quatrième paragraphe de l'art. 42 de la loi organique et à celles dont il est fait mention en l'art. 46 du présent règlement. Ils donnent leur avis au recteur sur les demandes formées par

les instituteurs communaux et sur les déclarations faites par les instituteurs libres à l'effet d'ouvrir un pensionnat primaire. Ils inspectent les écoles normales primaires et surveillent particulièrement les élèves-maîtres entretenus par le département dans les établissements d'instruction primaire. Ils surveillent l'instruction donnée aux enfants admis pour le compte des communes dans les écoles libres, en exécution du quatrième paragraphe de l'article 36 de la loi organique. Ils adressent, tous les trois mois, au recteur de l'académie, un rapport sur la situation de l'instruction primaire dans les communes qu'ils ont parcourues pendant le trimestre, et des notes détaillées sur le personnel des écoles.

CHAPITRE IV.

DES DÉLÉGUÉS CANTONAUX ET DES AUTORITÉS PRÉPOSÉES A L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Art. 44. Nul chef ou professeur dans un établissement d'instruction primaire, public ou libre, ne peut être nommé délégué du conseil académique.

Art. 45. Les délégués ont entrée dans toutes les écoles libres ou publiques de leur circonscription ; ils les visitent au moins une fois par mois. Ils communiquent aux inspecteurs de l'instruction primaire tous les renseignements utiles qu'ils ont pu recueillir.

Art. 46. Sur la convocation et sous la présidence du sous-préfet, les délégués des cantons d'un arrondissement peuvent être réunis au chef-lieu de l'arrondissement, pour délibérer sur les objets qui leur sont soumis par le recteur ou par le conseil académique.

Art. 47. A Paris, le conseil académique désigne, dans chaque arrondissement, un délégué au moins par quartier. Il peut désigner, en outre, dans chaque arrondissement, des délégués spéciaux pour les écoles des cultes protestant et israélite. L'inspecteur de l'instruction primaire assiste aux réunions mensuelles des délégués de l'arrondissement avec voix consultative.

Art. 48. Lorsqu'il y a dans une commune une école spécialement affectée aux enfants d'un culte et qu'il ne s'y trouve en résidence aucun ministre de ce culte, l'évêque ou le consistoire désigne, pour l'exécution de l'article 44 de la loi organique, le curé, le pasteur ou le délégué d'une commune voisine.

Art. 49. Les autorités préposées par l'article 44 de la loi organinique à la surveillance des écoles peuvent se réunir, sous la présidence du maire, pour convenir des avis à transmettre à l'inspecteur de l'instruction primaire et aux délégués cantonaux.

CHAPITRE V.

DES COMMISSIONS D'EXAMEN POUR LA DÉLIVRANCE DES BREVETS DE CAPACITÉ POUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Art. 50. Les commissions d'examen pour le brevet de capacité

pour l'enseignement primaire tiennent au moins deux sessions pa an. La commission ne peut délibérer régulièrement qu'autant que cinq au moins de ses membres sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. La forme des brevets est réglée par le ministre de l'instruction publique. Nul ne peut se présenter devant une commission d'examen, s'il n'est âgé de dix-huit ans au moins.

CHAPITRE VI.

AUTORITÉS CHARGÉES DE DÉLIVRER LE BREVET DE CAPACITÉ POUR L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET LES DIPLÔMES DES DIFFÉRENTS GRADES.

Art. 51. Les jurys chargés d'examiner les aspirants au brevet de capacité pour l'enseignement secondaire tiennent quatre sessions par an, le premier lundi des mois de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre. Les jurys ne peuvent délibérer régulièrement qu'autant que cinq de leurs membres au moins sont présents. Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Des registres, destinés à recevoir les inscriptions des aspirants aux brevets, sont ouverts huit jours avant chaque session au secrétariat de l'académie et clos la veille de l'ouverture de la session.

Art. 52. Les brevets délivrés par les jurys spéciaux font mention de l'enseignement pour lequel ils ont été obtenus. Le brevet n'est remis au candidat que dix jours après la décision du jury. Pendant ce temps, le recteur peut se pourvoir devant le conseil académique pour violation des formes ou de la loi. En cas de pourvoi, le brevet n'est remis qu'après la décision du conseil académique, et, s'il y a recours, du conseil supérieur. Les brevets sont signés par le recteur, président du jury.

Art. 53. Pour l'examen des candidats au baccalauréat ès lettres, des professeurs ou des agrégés des facultés des sciences, et, à défaut de professeurs ou d'agrégés, des docteurs ès sciences, sont adjoints aux professeurs des facultés des lettres pour la partie scientifique de l'examen.

Art. 54. Les délibérations prises par les diverses facultés pour la collation des grades sont transmises aux recteurs par leurs doyens respectifs. Le diplôme n'est remis au candidat que dix jours après que la délibération de la faculté est parvenue au recteur. Dans les dix jours de la réception, le recteur peut se pourvoir, pour violation de formes et de la loi, devant le conseil académique du département où l'examen a été passé. En cas de pourvoi, le diplôme n'est remis qu'après la décision du conseil académique, et, s'il y a recours, du conseil supérieur.

Art. 55. Le ministre de l'instruction publique et des cultes est

chargé de l'exécution du présent règlement, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait à l'Elysée-National, le 29 juillet 1850.

L.-N. BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé E. DE PARIEU.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes à NN. SS. les Archevêques et Evêques, relative à la nomination par eux de l'ecclésiastique de leur diocèse qui doit siéger dans le conseil académique.*

Paris, le 10 août 1850.

Monseigneur, les conseils académiques, institués par l'art. 10 de la loi organique du 15 mars 1850, se réuniront dans les premiers jours du mois de septembre prochain. Les différents corps qui doivent y être représentés ont été invités à procéder à l'élection des membres qu'ils ont à choisir. La loi vous donne également le droit de désigner un ecclésiastique de votre diocèse, lequel siégera avec vous au conseil académique.

Je vous prie de vouloir bien faire cette désignation et de la transmettre à M. le recteur avant le 1er septembre, conformément au deuxième paragraphe de l'art. 18 du règlement d'administration du 29 juillet dernier.

L'épiscopat a répondu avec un tel empressement à l'appel que le gouvernement lui avait adressé lorsqu'il s'est agi de l'élection des membres du conseil supérieur, que je ne crains pas de réclamer avec la même confiance votre concours pour l'organisation du conseil académique de votre diocèse. Cette nouvelle autorité départementale n'est pas moins nécessaire à la bonne administration de l'instruction publique que le conseil supérieur. La loi lui a donné des attributions considérables. Le conseil académique est, dans chaque département, le gardien vigilant des bonnes mœurs et des fortes études; il protége la liberté des établissements privés et réprime les écarts qui pourraient en résulter; il surveille les établisements libres et provoque dans les établissements de l'Etat toutes les réformes utiles. Jamais mission plus importante n'a été confiée à un pouvoir public. Aussi la loi a-t-elle voulu que l'épiscopat contribuât à son action tutélaire pour une large part. S'il est représenté par quatre de ses membres au conseil supérieur, il prend directement place au conseil académique, il y siége avec son autorité propre, sa haute et salutaire influence.

J'ai une trop juste idée de votre absolu dévouement aux intérêts moraux et à l'avenir social de notre patrie pour ne pas espérer

que le conseil académique obtiendra votre concours personnel. J'espère que, dans le cas où vous en seriez empêché, vous voudrez bien vous y faire représenter par un délégué de votre choix, ainsi que la loi vous en donne le droit. Il importe que les graves intérêts qui vous sont spécialement confiés aient toujours, au sein du conseil académique, le même nombre de défenseurs.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. DE PARIEU.

Jurisprudence.

FABRIQUES.—INSUFFISANCE DE RESSOURCES.—SUBVENTION COMMUNALE. —REFUS.

Les communes sont obligées de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques, mais il faut que cette insuffisance soit constatée, et que les fabriques ne négligent pas d'ailleurs de tirer parti des ressources dont leurs revenus se composent, aux termes de l'art. 36 du décret du 30 déc. 1809.

Spécialement, quand une fabrique néglige, pour augmenter ses ressources, de recourir à la location des bancs et chaises de l'église, au produit des troncs et des quêtes, à celui des frais d'inhumation, etc., le conseil municipal auquel elle a demandé une subvention est fondé à la lui refuser.

Ces décisions qui sont très-importantes et que nous recommandons à toute l'attention de nos lecteurs, dans l'intérêt des fabriques, résultent de la lettre ci-après de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à Monseigneur l'évêque de Strasbourg :

Paris, le 25 mai 1850.

Monseigneur, les membres de la fabrique de l'église succursale de Kurtzenhauser exposent dans la réclamation ci-jointe que les ressources de cet établissement consistent en une rente sur l'Etat de 13 fr. 30 c., tandis que ses dépenses ordinaires s'élèvent à 75 fr. par an. Ils ajoutent que ne pouvant pas pourvoir aux besoins du service paroissial, la fabrique a demandé qu'il fût suppléé à l'insuffisance de ses recettes par la commune qui aurait refusé une subvention à cette fin. Enfin, ils me proposent d'intervenir pour faire cesser les difficultés qui s'opposent à ce qu'il soit fait droit à leur demande.

La loi impose aux communes l'obligation de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques, mais il faut que cette insuffisance soit constatée, et que les fabriques ne négligent pas d'ailleurs de tirer

parti des ressources dont leurs revenus se composent aux termes de l'art. 36 du décret du 30 déc. 1809. Or le conseil de fabrique de Kurtzenhauser a oublié entièrement ses devoirs sous ce dernier rapport, puisqu'il n'a eu recours ni à la location des bancs et chaises de l'église, ni au produit des troncs et des quêtes et à celui des frais d'inhumation, etc.

Dans cet état de choses le conseil municipal me paraît fondé dans son refus d'allocation d'une subvention communale.

Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien communiquer cette observation à la fabrique de Kurtzenhauser.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé, DE PARIEU.

Questions proposées.

ORATOIRES.

Quelles sont les conditions à remplir 1° *pour ériger un oratoire public,* 2° *pour obtenir l'usage d'une chapelle domestique?*

Nous parlerons d'abord de ce qui concerne les oratoires publics que nous appellerons aussi chapelles de secours, et ensuite de ce qui regarde les chapelles ou oratoires domestiques.

I. Oratoire public ou chapelle de secours.

On donne dans la pratique le nom d'oratoire public aux édifices dans lesquels la paroisse dont ils dépendent est autorisée à faire célébrer les offices religieux, quand elle le juge convenable, mais qui n'ont aucune existence légale, distincte et séparée de cette paroisse. Cette dénomination n'est point rigoureusement exacte, car la législation n'a reconnu nulle part des lieux consacrés au culte sous le titre d'*oratoires publics*. Ces édifices ne sont donc autre chose que des *chapelles de secours*. Aucune loi n'a non plus formellement autorisé l'érection de cette espèce de chapelles, mais elle résulte implicitement de l'article 44 de la loi du 18 germinal an X (1), qui a permis l'établissement des oratoires particuliers.

L'origine des chapelles de secours remonte aux premiers temps de la réorganisation du culte catholique en France. Le Gouvernement consentit, dès 1803 et 1804, à accorder ce titre à un certain nombre

---

(1) Voy. cette loi dans le Recueil général du *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 15.

d'églises auxquelles il ne pouvait en conférer une autre, et dont la dévotion des localités aurait déploré la suppression, et qu'il n'y avait d'ailleurs que ce moyen de conserver au culte. Aujourd'hui encore, lorsque dans un quartier ou dans un hameau éloigné de l'église paroissiale, il n'a pu être établi ni succursale, ni chapelle, ni annexe, dans les conditions spéciales déterminées par les lois pour ces différents établissements ecclésiastiques, et lorsqu'il existe un édifice appartenant soit à la fabrique, soit à la commune, l'exercice du culte peut y être autorisé, afin de procurer aux habitants de cette localité les moyens d'assister aux offices religieux.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que les causes qui peuvent motiver l'érection d'une chapelle, vicariale ou communale, dans une paroisse ne sont point toujours suffisantes pour justifier l'établissement d'un simple oratoire public. Ainsi, lorsque la difficulté des communications, l'éloignement des localités ou toute autre cause analogue fait sentir à une *commune* réunie à une ou plusieurs autres communes dans une même circonscription paroissiale, le besoin d'obtenir dans son sein le bienfait de la célébration du culte, c'est par l'établissement d'une chapelle, conformément au décret du 30 septembre 1807, et à l'avis du conseil d'état du 6 novembre 1813, qu'il doit être pourvu à ce besoin. Mais ces circonstances ne sont suffisantes ici que lorsqu'il s'agit d'assurer le même bienfait à une *fraction* du territoire de la même commune, cas auquel ne s'appliquent point les dispositions du décret et de l'avis précités. C'est ce qui résulte des avis du comité de législation du conseil d'État des 29 janvier et 5 février 1841 et 25 février 1842. Il ne peut, du reste, y avoir à cet égard rien d'absolu, puisque la chapelle de secours ou oratoire public n'a rien de commun avec la chapelle proprement dite.

Cette dernière est érigée sur la demande d'une commune et à la condition d'en supporter les frais ; l'autre ne peut être établie que sur la demande de la fabrique, et reste directement à sa charge.

Il est clair aussi, d'après cela, que l'oratoire public ne saurait non plus être confondu avec l'annexe. L'annexe, comme l'oratoire public, est destinée à procurer l'exercice du culte à une section de commune éloignée de la succursale. L'usage de l'un et de l'autre est également public ; mais l'oratoire public est une dépendance, un démembrement de l'église paroissiale ; tandis que l'annexe est un établissement, à certains égards, moins précaire. Nous ne saurions mieux faire comprendre la nature des oratoires publics ou chapelles de secours, dit l'abbé André, dans son cours de législation civile ecclésiastique, v° *chapelles*, qu'en disant qu'on doit les considérer comme des chapelles intérieures, comme des autels de l'église paroissiale, qu'on a détachés du bâtiment de cette église et qu'on a transportés à quelque distance. Si l'on veut bien admettre cette assimilation, il devient facile d'en déduire toutes les règles qui régissent ces églises.

L'oratoire public a cela de commun avec la chapelle proprement dite et l'annexe qu'il doit être autorisé par le Gouvernement. C'est

ordinairement la fabrique qui prend l'initiative de l'établissement de ces lieux de piété. Quand l'une de ces administrations veut faire ériger une chapelle de ce genre, il faut que son conseil prenne une délibération en forme de demande (décision ministérielle des 19 janvier 1819 et 26 août 1820), qu'il évalue dans cette délibération le montant présumé des dépenses qu'elle occasionnera, et qu'il s'engage à y pourvoir. C'est ici le cas de se rappeler l'observation que nous faisions en commençant, relativement à la dénomination d'oratoire public. Il est bien certain qu'en fait il n'y a aucune différence entre la chapelle appelée dans certaines localités *oratoire public* et celle appelée ailleurs *chapelle de secours*. Mais la première de ces dénominations n'étant point reconnue légalement, la demande devra, en conséquence, être formée à l'effet d'obtenir l'ouverture d'une *chapelle de secours*. Sans cela l'administration pourrait refuser l'autorisation, sous le prétexte que la loi ne lui permet pas d'autoriser un oratoire public. Il ne faut point oublier de consulter le conseil municipal qui doit donner son avis sur l'érection demandée; car, les dépenses de l'oratoire devant être ajoutées à celles de la paroisse et confondues avec elles, si les ressources de la fabrique se trouvaient insuffisantes, la commune serait tenue de subvenir aux unes et aux autres. C'est pour elle une charge éventuelle qu'il faut qu'elle consente à s'imposer. La délibération du conseil de fabrique et l'avis du conseil municipal sont adressés à l'évêque diocésain, qui y joint son avis, et qui, après avoir pris celui du préfet, transmet le tout au Ministre des cultes. L'oratoire est ensuite autorisé, s'il y a lieu, sous le titre de *chapelle de secours*, par un décret du chef du pouvoir exécutif rendu sur le rapport de ce Ministre et délibéré dans le comité de législation du conseil d'État.

Le service religieux de l'oratoire public est naturellement fait par le clergé de la paroisse. Il pourrait l'être aussi par un chapelain, s'il y avait des fondations, ou si les revenus de la fabrique ou les dons volontaires des habitants étaient suffisants pour lui allouer une indemnité ; mais en tous cas, la célébration du culte s'y exerce sous l'autorité et sous la surveillance immédiate du curé ou desservant. (Art. 9, loi du 18 germ. an x ; *décisions minist. des* 19 *et* 25 *fév.* 1819.)

L'oratoire public est administré au temporel par la fabrique de la paroisse sur le territoire de laquelle il est situé. C'est cette fabrique qui en perçoit les revenus, dons volontaires, quêtes, oblations, et généralement toutes les recettes de quelque nature qu'elles soient, et en applique le produit aux dépenses. Les unes et les autres font partie de son budget (*décision ministérielle du* 25 *février* 1819).

L'oratoire public étant par lui-même incapable de recevoir les legs qui lui seraient faits, c'est encore la fabrique qui les accepte et qui en dispose conformément aux intentions des testateurs ou donateurs.

II. Oratoire particulier ou chapelle domestique.

L'oratoire particulier, ou chapelle domestique, est un lieu particulier ouvert au culte, où des personnes qui ne peuvent aller à la paroisse commune sont autorisées à entendre l'office divin, recevoir les sacrements et pratiquer les exercices de piété. On appelle plus particulièrement *oratoire particulier* la *chapelle* qui est destinée à un établissement public, tel qu'un hospice, un établissement de congrégation ou un pensionnat ; et *chapelle domestique*, celle qui est établie par un particulier pour son service personnel et celui de sa maison ; mais administrativement parlant, ces deux sortes de chapelles doivent être confondues, parce qu'elles sont soumises au même régime. De droit commun, chacun est libre d'avoir un oratoire chez soi lorsqu'il ne s'agit que d'y faire de simples prières ; mais s'il s'agit d'y célébrer la messe, ce droit n'existe plus, et il doit être concédé à celui qui veut en jouir par l'autorité compétente. Dans l'état actuel de la législation, la faculté d'avoir un oratoire particulier ou chapelle domestique est reconnue et consacrée par l'article 44 de la loi organique du concordat, du 18 germinal an X (1), et par le décret impérial du 22 décembre 1812 (2), qui règlent les conditions sous lesquelles ces oratoires particuliers peuvent être établis. La première de ces conditions, c'est qu'aucun oratoire particulier ne peut être établi sans une autorisation expresse du Gouvernement, soit dans une maison particulière, soit même dans un établissement public (art 44 de la loi du 18 germinal an X, circul. minist. des 27 fruct. an XI et 8 fév. 1823 ; décret du 22 décembre 1812). En conséquence, tout oratoire non

---

(1) Cet article est ainsi conçu : « Les chapelles domestiques, les ora-
« toires particuliers, ne pourront être établis sans une permission expresse
« du gouvernement, accordée sur la demande des évêques. »

(2) Voici le texte de ce décret, qui se trouve aussi dans le recueil général du *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 452 :

Décret relatif au mode d'autorisation des chapelles et des oratoires particuliers.

« Art. I Les chapelles domestiques et oratoires particuliers dont il est
« mention en l'art. 44 de la loi du 18 germinal an x, et qui n'ont pas en-
« core été autorisés par un décret impérial, aux termes dudit article, ne
« seront autorisés que conformément aux dispositions suivantes.

« II. Les demandes d'oratoires particuliers, pour les hospices, les prisons,
« les maisons de détention et de travail, les écoles secondaires ecclésias-
« tiques, les congrégations religieuses, les lycées et les colléges, et de
« chapelles et oratoires domestiques, à la ville ou à la campagne, pour les
« individus ou les grands établissements de fabriques et manufactures,
« seront accordées par nous, en notre conseil, sur la demande des évêques.
« A ces demandes seront jointes les délibérations prises, à cet effet, par les
« administrateurs des établissements publics, et l'avis des maires et des
« préfets.

« III. Les pensionnats pour les jeunes filles et pour les jeunes garçons
« pourront également, et dans les mêmes termes, obtenir un oratoire par-

autorisé sera fermé à la diligence des procureurs près les cours et tribunaux et des préfets, maires et autres officiers de police (art. 8 du décret du 22 déc. 1812.

Il n'y a lieu de donner l'autorisation d'ouvrir une chapelle domestique que lorsqu'elle est justifiée par les motifs les plus graves. En effet, dit un rapport du Ministre des cultes à l'Empereur, de 1811, les fidèles sont, de droit commun, tenus de remplir à l'église de leur paroisse leurs devoirs religieux. C'est au curé qu'il appartient d'administrer à ses paroissiens les secours de la religion, de les instruire par ses prédications. Le lien qui unit les paroissiens à leur curé est une des bases de la discipline de l'Église. Il faut, pour demander une exception à cette loi qu'il y ait des motifs (*rapport du Ministre des cultes à l'Empereur, en* 1811). Le service du culte dans un oratoire particulier ou dans une chapelle domestique, ajoute un autre rapport de 1812, est une exception qui doit être renfermée dans de justes bornes. Il faut qu'une pareille exception soit légitimée, ou par des motifs d'utilité publique, lorsqu'il s'agit d'accorder des oratoires à des établissements publics, ou par des motifs de nécessité, lorsqu'il s'agit de chapelles que demandent des particuliers (*rapport à l'Empereur, en* 1812).

Jusqu'à ce jour, ces oratoires ont été concédés sans difficulté, en faveur des établissements publics, tels que les hospices, les prisons, les maisons de détention et de travail et les établissements des congrégations religieuses; d'après un avis du comité de l'intérieur du conseil d'État du 14 juin 1842, il n'y a pas lieu d'ériger deux oratoires dans le même hospice. Cette décision est, sans aucun doute, applicable aux autres établissements publics. Il y a lieu de les autoriser aussi en faveur des maisons d'éducation, telles que les écoles secondaires ecclésiastiques, les lycées et colléges, ou même les simples

---

« ticulier lorsqu'il s'y trouvera un nombre suffisant d'élèves, et qu'il y « aura d'autres motifs déterminants.

« IV. Les évêques ne consacreront les chapelles ou oratoires que sur la « représentation de notre décret.

« V. Aucune chapelle ou oratoire ne pourra subsister dans les villes que « pour causes graves, et pour la durée de la vie de la personne qui aura « obtenu la permission.

« VI. Les particuliers qui auront des chapelles à la campagne ne pour- « ront y faire célébrer l'office que par des prêtres autorisés par l'évêque, « qui n'accordera la permission qu'autant qu'il jugerait pouvoir le faire « sans nuire au service curial de son diocèse.

« VII. Les chapelains des chapelles rurales ne pourront administrer les « sacrements qu'autant qu'ils auront des pouvoirs spéciaux de l'évêque, et « sous l'autorité et la surveillance du curé.

« VIII. Tous les oratoires ou chapelles où le propriétaire voudrait faire « exercer le culte, et pour lesquels il ne présentera pas, dans le délai de « six mois, l'autorisation énoncée dans l'art. 1^er^, seront fermés à la dili- « gence de nos procureurs près nos cours et tribunaux, et des préfets, « maires et autres officiers de police. »

Le délai de six mois fixé par ce dernier article avait été augmenté de quatre mois par un décret subséquent, du 26 juin 1813. (*Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 453 et 459.)

pensions, lorsqu'il se trouve un nombre suffisant d'élèves, et qu'il y a d'autres motifs déterminants. D'après le dernier rapport que nous venons de citer, la difficulté de conduire, souvent deux fois par jour, un grand nombre d'élèves à la paroisse, peut motiver l'autorisation d'un oratoire particulier dans les pensionnats de jeunes filles. Mais pour éviter que le pensionnat ne soit que le prétexte pour obtenir l'oratoire, il convient que l'autorisation ne soit accordée que pour les pensionnats dont le nombre des élèves excéderait vingt ou trente. La faveur d'un oratoire particulier peut aussi être réclamée par les grands établissements de fabriques et manufactures, et enfin par de simples particuliers demeurant à la campagne ou même à la ville (art. 2 du décret). Pour le particulier qui habite la campagne dans une maison isolée, l'établissement d'un oratoire est souvent d'un grand secours. Ses infirmités et l'éloignement de l'église sont de justes motifs de ne point rejeter sa demande, lors d'ailleurs qu'elle est appuyée de l'avis favorable de l'évêque et du préfet. Mais il n'y a pas les mêmes raisons de faire une pareille concession à celui qui habite la ville. C'est ce qui fait qu'autrefois l'autorisation n'était accordée que très-rarement, quoiqu'elle dépendît seulement des évêques. A l'époque de la révolution de 1789, il n'y avait à Paris qu'un individu qui jouît de cette faculté (*rapport à l'Empereur*). Aujourd'hui, la même autorisation peut encore être donnée à la ville pour cause grave, mais, d'après l'art. 5 du décret du 22 déc. 1812, elle ne peut excéder la durée de la vie de la personne à laquelle elle a été concédée.

D'après un avis du comité de l'intérieur du conseil d'État du 5 déc. 1843, les oratoires particuliers ne peuvent être érigés que pour les établissements publics. On ne peut en ériger pour les simples particuliers dans un cimetière ou dans un lieu qu'ils n'habitent pas. Suivant une lettre du Ministre des cultes à Mgr. l'évêque de Langres, du 26 janv. 1845, ces chapelles domestiques ne peuvent êtreautorisées par l'administration que lorsqu'elles sont situées dans l'intérieur de la maison d'habitation.

Aux termes de l'art. 2 du décret réglementaire, les demandes, tendant à obtenir l'autorisation d'un oratoire particulier, doivent être faites par l'évêque. A ces demandes doivent être joints la délibération prise à cet effet par les administrateurs des établissements publics, l'avis du maire et celui du préfet (même art.) ; l'autorisation est accordée, s'il y a lieu, par un décret du chef du pouvoir exécutif, rendu sur le rapport du Ministre des cultes et délibéré aussi dans la section de législation du conseil d'État (même art.; art. 1er de l'ordonnance du 25 mars 1830). Nous ne devons point omettre de dire ici que le droit, qui peut être exigé pour la permission d'ériger des oratoires particuliers pour l'exercice du culte, ne doit point être perçu sur les hospices et autres établissements de charité qui ont obtenu et obtiendront des permissions de cette nature. Tel est le vœu d'un *dé-*

cret du 17 messidor an XII). Après l'autorisation donnée et sur la représentation du décret d'établissement, l'oratoire peut être ouvert et consacré (art. 4 du décret précité). Il est desservi par les prêtres autorisés par l'évêque, qui, d'après l'article 6 du même décret, ne doit accorder cette permission qu'autant qu'il jugerait pouvoir le faire sans nuire au service curial de son diocèse. Le culte y est exercé sous sa surveillance et sous celle du curé de la paroisse dans la circonscription de laquelle ledit oratoire est placé (art. 9 de la loi du 18 germinal an X). Il suit de là que l'évêque a toujours le droit de visiter les chapelles domestiques et oratoires particuliers, autorisés, soit dans les établissements consacrés à l'instruction publique, soit partout autre part (*décision imp.* du 6 janvier 1807). Dans le cours de ses visites pastorales, visites qui, d'après l'art 22 de la loi du 18 germ. an X, doivent avoir lieu au moins une fois tous les cinq ans, il est obligé d'examiner si les oratoires particuliers sont garnis de tous les objets mobiliers nécessaires au service divin, et s'ils répondent à la décence qu'il faut garder dans les choses saintes. Aucune église paroissiale et non paroissiale ne peut être soustraite à son inspection, puisqu'il a le droit de les interdire, si elles ne sont pas convenablement tenues (*rapport de Portalis, du 3 déc.* 1806). Il existe plusieurs décisions ministérielles rendues pendant l'année 1807, les 13 et 26 mars, qui statuent que ce droit d'inspection est personnel à l'évêque et à ses vicaires généraux officiels, et qu'il ne peut être délégué. Mais ces décisions n'ont pas toujours été suivies dans la pratique, et il est certain que l'évêque peut valablement déléguer le curé de la paroisse pour l'inspection dont il s'agit.

Nous venons de dire que, d'après l'art. 9 de la loi du 18 germinal an x, la surveillance du culte dans les chapelles domestiques et oratoires appartenait aux évêques et aux curés. Anciennement les curés n'avaient aucun droit de police sur ces lieux. Ce droit était exclusivement réservé à l'évêque. M. Vuillefroy rapporte en son traité de l'administration du culte catholique qu'en 1811 un projet de décret fut préparé par le ministre des cultes pour attribuer formellement aux curés l'inspection des chapelles domestiques ou oratoires établis dans leur paroisse; car, disait le ministre dans son rapport à l'Empereur, « un prêtre exerçant des fonctions dans l'é-
« tendue d'une paroisse, outre la juridiction de l'évêque, doit en-
« core reconnaître la surveillance du curé sur la paroisse duquel il
« exerce : c'est le curé qu'il remplace en quelque sorte, c'est pour
« lui et sur son territoire qu'il exerce; le curé a donc le droit de
« lui demander compte de ses actions, comme prêtre, et dès qu'il
« remplit des fonctions comme son vicaire, il a sur lui, comme sur
« les autres vicaires, l'autorité d'un curé. Il doit avoir son aveu
« pour exercer. Enfin il ne doit exister aucun fonctionnaire, aucun
« établissement public indépendant de l'autorité supérieure immé-
« diate. » (Rapport à l'Empereur, 1811.) Le projet de décret préparé dans ce but n'a pas eu de suite, mais dans l'art. 7 du décret du

22 décembre 1812, qui suivit, on a déclaré que dans les *chapelles rurales* le chapelain ne peut administrer les sacrements qu'avec les pouvoirs spéciaux de l'évêque et sous l'autorité et la surveillance du curé. Cette disposition de la législation civile est d'ailleurs conforme au droit canonique, qui veut que l'autorité spirituelle du curé s'étende sur tous les édifices du culte situés dans la circonscription de sa paroisse.

Sous l'ancien régime, il existait un grand nombre de chapelles domestiques érigées en titre de bénéfices et dont les biens ont été vendus pendant la révolution, comme biens ecclésiastiques. Cela n'est plus possible aujourd'hui. Les chapelles et oratoires domestiques ne sont pas susceptibles d'avoir jamais une existence civile. Par conséquent le legs qui serait fait dans leur intérêt ne pourrait pas être soumis à l'autorisation du gouvernement, parce que ces chapelles érigées dans l'intérêt de quelque particulier ne dépendent d'aucune fabrique et n'ont aucun caractère d'établissement public. (Lettre du ministre des cultes au ministre de l'intérieur, de mai 1843, relative au legs fait par M. de Fraisans pour augmenter la dotation de la chapelle domestique du château de Fraisans (Jura)

De ce que les chapelles et oratoires domestiques autorisés dans l'intérêt des personnes attachées à l'établissement ne sont pas ouverts à l'exercice public du culte, il s'ensuit qu'il n'y a ni nécessité ni possibilité d'organiser pour eux une *fabrique* que la loi n'accorde pas à ces sortes d'établissements. (Lettre du ministre des cultes au préfet du Puy-de-Dôme, en date du 10 mai 1839, relative au collége de Thiers.) Quand, dans ces lieux, il se fait quelques cérémonies, telles que mariages, enterrements, services funèbres, ou autres qui donnent ouverture à l'exercice du droit curial, c'est à la fabrique de l'église paroissiale qu'il appartient de percevoir ou de revendiquer les droits rentrant dans les attributions du service paroissial qui y seraient indûment recouvrés.

Toutefois, suivant les circulaires ministérielles des 27 fructidor an XI et 8 février 1823, tout le casuel provenant de l'exercice du culte dans les oratoires des hospices doit tourner exclusivement au profit de ces établissements et rentrer dans la masse de leurs revenus. Les aumôniers et chapelains attachés aux hospices doivent être tenus d'exécuter les fondations pour services religieux dont ces établissements se trouvent chargés. (Circulaire du 8 février 1823.) Il pourrait arriver cependant que le nombre de ces fondations fût trop considérable pour que l'aumônier seul pût les exécuter, ou que cette condition réduisit trop son traitement en le privant du prix des messes qu'il pourrait dire; dans ce cas, on doit peser les charges de l'emploi, et pourvoir à ce que l'aumônier ne soit pas victime de son désintéressement. (Circ. du 31 janv. 1841.) Ajoutons que les oratoires particuliers étant autorisés pour l'usage seulement de l'établissement ou de la personne qui les a obtenus ne peuvent être ouverts au public, qui ne doit pas être distrait du service

paroissial. C'est ce qui résulte de l'ensemble de la législation sur la matière et spécialement d'une décision ministérielle du 25 février 1819.

FABRIQUES.—SUBVENTION COMMUNALE.

Quand une commune est divisée en deux paroisses, l'une d'elles est-elle obligée de contribuer aux frais du culte et aux dépenses de réparations de l'église ou du presbytère de l'autre?

Réciproquement, lorsqu'une paroisse est composée de plusieurs communes, ces communes ou sections de communes sont-elles toutes indistinctement obligées de contribuer aux frais du culte paroissial?

Ces deux questions, qui nous ont été adressées par plusieurs de nos abonnés, doivent être résolues affirmativement. La première en effet se réduit à savoir si une commune est tenue de suppléer à l'insuffisance des ressources des paroisses qui existent légalement sur son territoire. Or, cela ne fait point question. D'après la législation sur la matière, et notamment d'après l'art. 92 du décret du 30 décembre 1809, et l'art. 30 de la loi du 18 juillet 1837, cette obligation est formellement imposée aux communes. « Les charges des com-« munes relativement au culte, dit l'art. 92 du décret du 30 décem-« bre 1809, sont : 1° de suppléer à l'insuffisance des revenus de la « fabrique pour les charges portées en l'art. 37 ; 2° de fournir au « curé ou desservant un presbytère, ou, à défaut de presbytère, un « logement, ou, à défaut de presbytère et de logement, une indem-« nité pécuniaire ; 3° de fournir aux grosses réparations des édifices « consacrés au culte. »

La loi en consacrant l'obligation de la commune par rapport *à la fabrique*, au singulier, n'a statué que pour ce qui arrive le plus souvent. Mais cette obligation est la même pour le cas où il y a plusieurs fabriques. La commune est tenue de la même dette à l'égard des unes et des autres, quelle que soit la différence qui puisse exister entre le culte des habitants et la proportion de la population non catholique. (Avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, du 25 janv. 1835.) Il faut donc, dans l'espèce changer les termes de la question, car quand il existe plusieurs paroisses dans une commune, ce n'est point l'une de ces paroisses qui est appelée légalement à contribuer aux dépenses de l'autre, mais bien l'être moral *commune* qui est chargé de suppléer à l'insuffisance des revenus de toutes les deux.

Il suit de là que lorsqu'une des paroisses a besoin de quelque subvention pour faire face à une dépense obligatoire du culte, soit ordinaire, soit extraordinaire, c'est au conseil municipal qu'elle doit

s'adresser pour l'obtenir, conformément à ce qui est prescrit en l'art. 49 du décret du 30 décembre 1809.

En ce qui concerne la seconde question, la solution en est aussi fondée sur l'art. 92 du décret du 30 déc. 1809 et spécialement sur l'art. 102 du même décret qui appelle les diverses communes dont une paroisse peut être composée à concourir aux besoins de cette paroisse. Or, d'après la jurisprudence de l'administration, ces communes, réunies pour le culte, doivent contribuer, chacune en proportion de ses contributions, aux subventions qui peuvent être dues, soit pour couvrir les dépenses ordinaires de la célébration du culte, soit pour subvenir aux charges extraordinaires relatives à l'église et au presbytère (Décision minist. du 25 avril 1809 ; Avis du comité de l'intérieur du conseil d'Etat, des 18 janv. et 22 sept. 1830). S'il est nécessaire d'établir à cet effet une imposition extraordinaire, elle doit l'être sur chaque commune dans la même proportion. L'art. 102 du décret du 30 décembre 1809 dit positivement que, dans ce cas, chaque conseil municipal est convoqué et délibère séparément. C'est aussi ce qui résulte de l'Avis précité du comité de l'intérieur, du 22 septembre 1830, et de l'arrêt du conseil d'Etat du 27 juin 1834.

Mais qu'arriverait-il si l'une de ces communes ou sections de commune venait à être érigée en chapelle ou en annexe? Cette commune serait dispensée de concourir aux besoins de l'église paroissiale, si elle obtenait le titre de chapelle; mais son obligation subsisterait toujours si elle était seulement érigée en annexe. C'est l'application de l'Avis du conseil d'Etat du 14 décembre 1810, qui décide : « 1° que les communes dans lesquelles une chapelle est « établie, en exécution du décret impérial du 30 septembre 1807, « où il est pourvu au logement et au traitement du chapelain, et à « tous les autres frais du culte, en vertu d'une délibération du con- « seil général de la commune, par des revenus communaux ou par « l'imposition de centimes additionnels, ne doivent contribuer en « rien aux frais du culte paroissial ; 2° que les communes qui n'ont « qu'une annexe où un prêtre va dire la messe, une fois seulement « pour la commodité de quelques habitants qui ont pourvu, par une « souscription, à son paiement, doivent concourir tant aux frais d'en- « tretien de l'église et presbytère, qu'aux autres dépenses du culte, « dans le chef-lieu de la cure ou de la succursale. »

INSTRUCTION PUBLIQUE.—INSTITUTEUR COMMUNAL.—TRAITEMENT.

Lorsque dans une paroisse l'instituteur communal est chargé de remplir certains services, comme ceux de chanter à l'église, de remonter l'horloge, de sonner la cloche, de secrétaire de la mairie, les émoluments qui lui sont payés pour ces diverses fonctions doivent-ils

entrer dans la composition du traitement de 600 *fr. qui lui est assuré par la nouvelle loi sur l'enseignement ?*

La solution de cette question doit être négative. Elle résulte de l'art. 38 de la loi du 15 mars 1850 (1). Cet article, en statuant que le traitement de l'instituteur communal serait à l'avenir de 600 fr., a entendu que si la partie fixe de ce traitement, qui ne peut être moindre de 200 fr., et le produit de la rétribution scolaire, n'atteignaient point cette somme, le supplément nécessaire pour la parfaire serait à la charge de la commune, comme la partie fixe du traitement.

Par conséquent, les émoluments perçus par l'instituteur communal, comme étant chargé de remonter l'horloge, comme chantre, sonneur, secrétaire de la mairie, etc., sont donc tout à fait indépendants du traitement légal qui lui est dû et qui doit lui être payé intégralement par la commune.

Au reste, la fonction de secrétaire de la mairie, de chantre, de sonneur, etc., n'est point nécessairement liée à celle d'instituteur communal. Le maire peut choisir un autre secrétaire pour la mairie, comme le curé ou les marguilliers peuvent confier à un autre l'office de chanter et de sonner. L'instituteur communal n'est point non plus obligé d'accepter ces charges, quand elles lui sont conférées, et il est parfaitement libre de se renfermer dans les seules attributions de sa profession.

(*Consultants* : MM. Cotty, curé du diocèse de Besançon ; Colnet, prêtre du diocèse de Coutances ; Bernard, curé du diocèse de Langres.)

FABRIQUES. — SÉANCE. — AVERTISSEMENT.

L'avertissement préalable des séances du conseil de fabrique qui doit être donné par le curé, au prône de la grand'messe, le dimanche qui précède chaque séance, est-il tellement obligatoire, que le curé ne puisse jamais se dispenser de le publier ?

L'article 10 du décret du 30 décembre 1809 porte que l'avertissement de chacune des séances du conseil de fabrique sera publié le dimanche précédent au prône de la grand'messe. Cette disposition regarde exclusivement le curé, car lui seul a le droit de donner au prône des avertissements. Nous croyons qu'elle est absolue, et qu'il n'existe aucun cas, à moins qu'il ne s'agisse de séances extraordinaires, où le pasteur puisse se dispenser de s'y conformer. Dans la plupart des paroisses, le président de la fabrique convoque aussi les membres du conseil directement, par lettres ou autrement. Mais

---

(1) Voy. le texte de cet article dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, liv. de mai, p. 123.

que cet usage ait lieu ou n'ait pas lieu, le curé n'en est pas moins obligé de donner au prône, et en temps utile, l'avertissement prescrit. Lorsque le curé a fait cette publication, il a complétement rempli son devoir légal. Il ne doit aux fabriciens aucune convocation écrite, et dans les localités où le maire ou quelque autre fabricien n'assiste jamais à la messe, il n'est point tenu de leur donner avis, à leur domicile, de la réunion qui doit avoir lieu.

Toutefois, l'avertissement préalable publié au prône doit exactement faire connaître le jour et l'heure de la séance, et le lieu dans lequel elle sera tenue. (Voy. *Bulletin*, vol. 1849, pag. 80.)

(*Consultants* : MM. Chappuy, curé de Germaine (Haute-Marne); Hugault, curé du diocèse de Bayonne.)

Le maire, et en l'absence du maire, l'adjoint ou un membre du conseil municipal, qui délivre une autorisation pour inhumer, ou donne certificat constatant l'acte civil du mariage, peut-il se contenter d'apposer sa signature? Le cachet de la mairie est-il de rigueur ?

Nous ne croyons pas que, quand il s'agit du maire, le pasteur ait besoin de demander que la signature de ce fonctionnaire soit légalisée par l'apposition du cachet de la mairie ; cette signature est ordinairement connue. Il serait cependant plus régulier que le cachet de la mairie l'accompagnât. Mais s'il s'agissait de l'adjoint, ou d'un conseiller municipal quelconque, comme leur signature peut n'être pas connue du curé, et que d'ailleurs elle n'a de valeur, pour le certificat dont s'agit, qu'en l'absence ou qu'en cas d'empêchement du maire, le cachet de la mairie nous semblerait, par surcroît de précaution, devoir toujours l'accompagner. (*Consultant* : M. Robert, curé dans le diocèse de Cambrai.)

Délibéré à Paris, par MM. Masson, Suvigny et De Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Septembre.

Nous n'avons à rappeler, pour ce mois, à MM. les fabriciens, que la réunion mensuelle des membres du bureau des Marguilliers (art. 22 du décret du 30 déc. 1809). Dans cette séance, MM. les Marguilliers ont à pourvoir, comme à l'ordinaire, aux soins de l'administration et aux besoins matériels de l'église ; mais ils feront très-bien aussi de s'occuper à l'avance des divers objets sur lesquels le conseil de fabrique pourra avoir à délibérer dans sa réunion trimestrielle du premier dimanche du mois d'octobre.

Le dimanche, 25 septembre, annonce, au prône de la grand'messe, du jour et de l'heure de cette séance.

Chronique.

NOUVELLES LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Extrait du *Moniteur*.)

Loi concernant l'emploi d'un crédit de cinq milions ouvert par la loi du 19 mai 1849 pour les colonies agricoles de l'Algérie (20 juillet) (1);—loi portant fixation du budget des dépenses de 1851 (29 juillet) (2);— loi sur la police des théâtres statuant qu'aucun ouvrage dramatique ne pourra être représenté sans l'autorisation préalable du Ministre de l'intérieur à Paris, et du Préfet dans les départements (30 juillet); — loi portant allocation de crédits additionnels de 2,412,991 fr. au budget de 1850, pour couvrir les dépenses faites avant les réductions prononcées par la loi de finances du 15 mai 1850 (30 juillet);—loi sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus (5 août 1850);—loi qui fait cesser le cours forcé des billets de la banque de France (6 août);—loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1851 (7 août) (3);—loi relative à l'imputation des dépenses auxquelles donne lieu l'exécution des diverses lois électorales, et qui statue notamment que les frais de la tenue des assemblées électorales pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale, du Président de la République, des conseils-généraux, du conseil

---

(1) Les allocations faites par cette loi sont affectées aux dépenses nécessaires pour continuer l'installation des colonies agricoles fondées en 1848, et à celles effectuées pour la construction des maisons commencées sur d'autres points en 1849, et non encore habitées. D'après ladite loi, les colons destinés à compléter la population des villages fondés en 1848 doivent être choisis, sur les désignations faites par le conseil de préfecture, parmi les catégories ci après et dans l'ordre suivant : 1° les soldats libérés du service ou ayant servi en Algérie; les cultivateurs d'Algérie, mariés; 3° les cultivateurs de France, mariés (art. 2) —Les colons admis ne seront à la charge de l'Etat qu'à partir du jour de leur embarquement (3).—Les colonies agricoles continueront à être placées sous la direction des autorités militaires jusqu'à l'expiration des trois années pendant lesquelles elles ont à recevoir les subventions de l'Etat (art. 4). Ces colonies seront, toutefois, rattachées au ressort des justices de paix les plus voisines, ou placées dans le ressort de nouvelles justices de paix qui seront créées à cet effet. Il sera institué en outre dans chacune d'elles une commission consultative composée : du directeur, remplissant l'office de maire, président; *du ministre du culte*, du médecin civil ou militaire, de l'instituteur, secrétaire, et de trois colons élus par leurs camarades. Cette commission donnera son avis sur toutes les mesures d'ordre et d'administration intéressant la communauté (art. 5).

(2) Le budget général de l'année 1851 est de 1,367,242,509 fr., pour les dépenses ordinaires. Dans cette somme les cultes figurent pour 41,034,722 f. Nous ferons ultérieurement connaître l'emploi de cette dernière somme, et les discussions auxquelles le budget des cultes a donné lieu

(3) Les articles 3 et 4 de cette loi contiennent deux dispositions que nous devons consigner ici parce qu'elles doivent trouver leur application à l'oc-

d'arrondissement et du conseil municipal, etc., seront à la charge des communes dans lesquelles se fera l'élection (7 août).

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

CONCILES MÉTROPOLITAINS.

Concile provincial de Rouen.

Le concile provincial de Rouen, dont nous avons annoncé la tenue dans notre dernière livraison, a été ouvert le 10 juillet dans l'église métropolitaine, sous la présidence de Mgr Blancart de Bailleul. Voici la liste des personnages qui ont été appelés à cette sainte assemblée : Mgr l'archevêque de Rouen, MM. l'abbé Caumont, vicaire-général, théologien de Sa Grandeur; l'abbé Pierre, *id.*, l'abbé Legros, vicaire-général; Lebel, secrétaire; Surgis, doyen du chapitre, député du chapitre; Picard, curé de la métropole, *id.*

Mgr l'évêque de Coutances; MM. Delamarre, vicaire-général, théologien de Sa Grandeur; Bénésit, supérieur du grand séminaire, député du chapitre.

Mgr l'évêque de Bayeux; MM. d'Hérambert et Devalroger, chanoines, députés du chapitre; Leherpeur, chanoine de Bayeux, évêque nommé de la Martinique, théologien de Monseigneur; Boudard, professeur de théologie au séminaire diocésain; Lebrousse, chanoine honoraire, chapelain de Mgr Robin.

Mgr l'évêque d'Évreux; MM. Delanoë et Roussel, chanoines, députés du chapitre; Jouen, vicaire-général, théologien de Sa Grandeur; le supérieur du grand séminaire.

Mgr l'évêque de Séez; le R. P. abbé de la Trappe, accompagné du P. Hilarion; MM. Louvel, théologien de Monseigneur; Leba-

---

casion des dépenses du culte qui retombent à la charge des communes, et de l'établissement des écoles primaires que les communes sont aussi obligées d'entretenir. Voici le texte de ces articles : « Art. 3. Lorsqu'en « exécution du paragraphe 4 de l'*art.* 36 de la loi du 18 juillet 1837, il y « aura lieu par le gouvernement, d'*imposer* d'office, sur les communes des « centimes additionnels pour le paiement des *dépenses obligatoires*, le « nombre de ces centimes ne pourra excéder le maximum de dix, à moins « qu'il ne s'agisse de l'acquit de dettes résultant de condamnations judi- « ciaires; auquel cas il pourra être, élevé jusqu'à vingt.—Art. 4. En cas « d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles pri- « maires communales, élémentaires ou supérieures, les conseils munici- « paux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter, « pour 1851, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, « des centimes additionnels au principal des quatre contributions directes. « Toutefois, il ne pourra être voté, à ce titre, plus de trois centimes par « les conseils municipaux, et plus de deux centimes par les conseils géné- « raux. »

cheur, député du chapitre ; Barré, chanoine honoraire, chapelain de Monseigneur.

Avant d'entrer dans l'examen de leurs travaux, les pères du concile ont procédé à leur organisation intérieure. M. Surgis, vicaire-général de Rouen, a été nommé promoteur ; M. Bénésit, vicaire-général de Coutances, vice-promoteur ; M. Boudard, chanoine de Bayeux, secrétaire ; M. Jouen, chanoine d'Évreux, sous-secrétaire ; MM. Louvel, chanoine de Séez, Picard, archiprêtre de la métropole, scrutateurs ; M. Lecœur, chanoine de Rouen, maître des cérémonies.

Le concile a tenu ses séances dans les salles du grand séminaire. Plusieurs sessions solennelles ont eu lieu. Mgr Mathéo Nakar, archevêque du Liban, assistait à la dernière de ces sessions, dans laquelle, après les prières d'usage et une éloquente improvisation de Mgr l'évêque de Coutances sur le règne de l'Eglise, on a lu les décrets votés par le concile. Ces décrets, dont voici la nomenclature et les titres, sont relatifs :

1° A l'immaculée conception de la bienheureuse Vierge Marie ; 2° aux indulgences ; 3° à l'institution et aux droits des doyens ; 4° à la résidence et autres devoirs des curés et des autres prêtres ; 5° à l'ordre ; 6° au mariage ; 7° aux couvents et aux congrégations ; 8° aux conciles provinciaux ; 9° à la célébration prochaine de ces conciles.

Les promoteurs ont ensuite requis la nomination des témoins synodaux, et le secrétaire a proclamé ceux qui ont été choisis par les évêques, ce sont : Pour Rouen : MM. Bobée, Lemasurier, Peulain. Pour Coutances : MM. Lebrec, Marvic, Harel. Pour Bayeux : MM. Legrand, Godard, Tirard. Pour Évreux : MM. Aubert, Daroiseau, Tourseaux. Pour Séez : MM. Camaux, Lorphelin, Germain.

Enfin les évêques sont allés l'un après l'autre signer les décrets sur l'autel, après quoi le secrétaire a lu le décret qui fixe l'époque du prochain concile à 1853, et l'assemblée a procédé aux acclamations.

Concile provincial de Bordeaux.

Trois jours après l'ouverture du concile de Rouen, s'ouvrait à Bordeaux, dans l'église primatiale de Saint-André, le concile métropolitain de cette province ecclésiastique. On sait quels sont les suffragants de ce siége archiépiscopal. Ce sont NN. SS. les évêques d'Agen, d'Angoulême, de Poitiers, de Périgueux, de la Rochelle et de Luçon. Tous ces prélats avaient amené avec eux des théologiens et des canonistes.

Le concile s'est formé en huit congrégations particulières chargées de préparer les travaux soumis à l'assemblée générale. Voici les noms des membres qui les composaient :

CONGRÉGATION DES ÉVÊQUES. — Président, Mgr l'archevêque de Bordeaux. Vice-président, Mgr l'évêque de La Rochelle. Membres, MMgrs de Périgueux, d'Agen, d'Angoulême, archevêque nommé de Cambrai, de Luçon, de Poitiers, l'ancien évêque d'Alger et M. Cousseau, promu à l'évêché d'Angoulême. Secrétaires, MM. Frucheau, vicaire-général d'Angoulême ; de Larrieu, directeur du grand séminaire de Bordeaux.

2e CONGRÉGATION.—*De Decretis*.—Président, Mgr de la Rochelle; Vice-président, M. Gignoux, vicaire-général de Bordeaux et archidiacre. Secrétaire, M. Duparc, supérieur du grand séminaire de La Rochelle. Membres, MM. Gillet, professeur de dogme au grand séminaire de La Rochelle; Dalin, supérieur-général des Sœurs de la Sagesse; Galot, secrétaire de Mgr de Luçon; de Changrand, directeur au grand séminaire de Bordeaux.

3e CONGRÉGATION. — *De Fide*. — Président Mgr de Poitiers. Vice-président, M. Carney, vicaire-général, archidiacre et supérieur du grand séminaire d'Agen. Secrétaire, M. Chapt, supérieur de la maison des philosophes de Bordeaux. Membres, MM. de Vivie, vicaire-général d'Agen; Soyer, chanoine de Luçon ; O. Reilly, chanoine de Périgueux; Brunelière, archiprêtre d'Angoulême; Poiroux, chanoine de Luçon.

4e CONGRÉGATION.—*De Cultu Divino*.—Président, Mgr d'Agen. Vice-président, M. Junière, vicaire-général de Périgueux. Secrétaire, M. Blaitairou, professeur à la faculté de théologie de Bordeaux. Membres, MM. Ramel, supérieur de la maison des jésuites de Bordeaux; Dubosc, chanoine de Bordeaux; Noailles, supérieur-général de la Sainte-Famille; de Larnay, chanoine de Poitiers.

5e CONGRÉGATION.—*De Sacramentis*.—Président, Mgr. de Luçon. Vice-président, M. de Rochemontay, vicaire-général de Poitiers. Secrétaire, M. Frucheau, vicaire-général d'Angoulême. Membres, MM. Liaubon, chanoine d'Agen; Caillet, supérieur-général de la Société de Marie; Deltheil, archiprêtre de Périgueux.

6e CONGRÉGATION.—*De Hierarchiâ et Ministris*.—Président, Mgr d'Angoulême, nommé à l'archevêché de Cambrai. Vice-président, M. Gaboreau, vicaire-général de La Rochelle. Secrétaire, M. Grillard, professeur de théologie à Luçon. Membres, MM. Valette, supérieur du grand séminaire d'Angoulême; Labathe, chanoine de Périgueux; de Saint-Exupery, chanoine de Périgueux ; des Chatteliers, curé de Mirebeau.

7e CONGRÉGATION.—*De Seminariis et Studiis ecclesiasticis*.—Président, M. Cousseau, évêque nommé d'Angoulême. Vice-président, M. Gouraud, supérieur du grand séminaire de Luçon. Secrétaire, M. Bornet, premier vicaire de la métropole. Membres, MM. Lacombe, supérieur du petit séminaire de Bordeaux; de Laforay, chanoine de Poitiers; Barcié, vicaire-général d'Auch.

8e CONGRÉGATION.—*De Mediis fovendæ religionis.*—Présidents, MMgrs de Périgueux et d'Alger. Vice-président, M. Martial, vicaire-général archidiacre de Libourne. Secrétaire, M. Thibaud, archiprêtre de La Rochelle. Membres, MM. Taillefer, chanoine de Bordeaux; Descordes, chanoine d'Angoulême; le provincial des Carmes; Taury, curé de Niort.

Ont été nommés : Promoteurs, M. Gignoux, vicaire-général de Bordeaux. Vice-promoteur, M. Taury, curé de Niort. Secrétaire, M. de Langaleric, chanoine honoraire, archiprêtre de Sainte-Foi. Sous-secrétaire, M. de Saint-Exupery, chanoine de Périgueux. Maître des cérémonies, M. de Larrieu. Aide, M. Bornet. Notaires, MM. Grillard et de Lafaray.

Ces congrégations se réunissaient séparément chaque jour au grand séminaire et ensuite en séance générale. Il y a eu session solennelle et publique, les 19, 25 et 30 juillet. Pendant ces sessions, on a procédé à la promulgation des décrets dont voici les titres :

De pravis libris et diariis, de hæreticorum libellis.—De libris ab Episcopis approbandis.—De Predicatione in missâ parochiali et catechismo.—De Eucharistiâ.—De Pœnitentiâ.—De Extremâ-Unctione.—De Ordine.—De Officialitate.—De Vicariis generalibus.—De Seminariis in genere.—De Seminariis minoribus.—De Seminariis majoribus.—De Examine ordinandorum et juniorum sacerdotum.—De Scholiis secundariis.—De Missionibus et prædicationibus extraordinariis.—De Sacrâ liturgiâ.—De SS. Sacramento.—De Cultu Sanctæ Crucis.—De Cultu B. Mariæ Virginis et de ipsius Conceptione Immaculatâ.—De Cultu sanctorum et veneratione reliquiarum et imaginum.—De Exequiis et cæmeteriis et precibus pro defunctis.—De Devotionibus superstitiosis et non approbatis.—De Jejunio et abstinentiâ.—De Matrimonio.—De Canonicis.—De Archipresbyteris et decanis.—De Parochis.—De Presbyteris secundariis, cupellariis et aliis.—De Vitâ et moribus clericorum.—De Presbyteris infirmis et senio confectis.—De Secessu ecclesiastico.—De Scholiis primariis.—De Ordinibus religiosis.—De Piis confraternitatibus.—De Professione fidei.—De Sacrâ et perversâ doctrinâ.—De Studiis theologicis et gradibus obtinendis.—De Bonis operibus instituendis.—De Mediis fovendæ religionis.

A ces décrets, il faut joindre celui qui fixe à l'année 1853, autant que les circonstances le permettront, le prochain concile de la province, puis le décret *de Sacratissimo corde Jesu Christi*, qui a été immédiatement suivi de la consécration de toute la province au cœur sacré du divin Sauveur.

Mort du roi Louis-Philippe.

Le 26 de ce mois, le roi Louis-Philippe est mort à Claremont (Angleterre) dans sa soixante-dix-septième année, après avoir accompli tous ses devoirs de chrétien.

BIBLIOTHÈQUE ROYALE

Jurisprudence.

DONS ET LEGS.—FABRIQUES.—DONATION AVEC RÉSERVE D'USUFRUIT.—DÉCÈS DU DONATEUR AVANT L'ACCEPTATION DÉFINITIVE.—CADUCITÉ.

Il n'y a pas lieu d'autoriser l'acceptation de la donation faite à une fabrique avec réserve d'usufruit au profit du donateur.

La disposition de l'art. 48 *de la loi du* 18 *juillet* 1837, *qui porte que le maire peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs faits à la commune, en vertu de la délibération du conseil municipal, et que l'ordonnance ou l'arrêté du préfet qui intervient ensuite, a effet du jour de cette acceptation, n'est pas applicable aux fabriques.*

En conséquence, lorsqu'une donation est faite à une fabrique, l'acceptation provisoire du trésorier, par acte notarié, est insuffisante pour prévenir la caducité de cette donation, résultant du décès du donateur avant l'autorisation du gouvernement.

Ces solutions résultent de la lettre ci-après de M. le ministre de l'Instruction publique et des cultes au préfet du Bas-Rhin, en date du 31 août 1850. Nos lecteurs sentiront facilement tout l'intérêt qui s'y attache et de quelle importance il est pour les fabriques, les évêchés, les séminaires, et en général tous les établissements publics, quand une donation leur est faite, de ne point trop attendre pour se pourvoir auprès du gouvernement à l'effet d'être autorisés à l'accepter.

Paris, le 31 août 1850.

Monsieur le Préfet, par acte notarié, du 18 janv. 1843, la dame veuve Spitz a fait donation entre-vifs : 1° à la dame Frederich née Lotzer de divers biens meubles et immeubles, sous réserve d'usufruit à son profit; 2° à la fabrique de l'église curiale de Rosheim, de deux sommes, l'une de 2,000 fr., et l'autre de 600 fr., pour célébration de services religieux ; mais elle a déclaré que ces deux sommes ne seraient payables que six mois après son décès : elle s'en est ainsi réservé la jouissance pendant sa vie.

Le trésorier de la fabrique de Rosheim, se fondant sur les dispositions de l'art. 48 de la loi du 18 juillet 1837, a, suivant acte notarié du 30 juin 1843, accepté provisoirement la donation faite au profit de cet établissement; mais la dame Spitz est décédée le 23 octobre 1849,

avant que l'autorisation d'accepter définitivement cette libéralité eût été accordée par le gouvernement.

Dans cet état de choses, la dame veuve Lotzer, tante de la donatrice, a formé une réclamation tendant à obtenir le rejet de la disposition dont il s'agit.

L'art. 4 de l'ordonnance réglementaire du 14 janvier 1831 défend de présenter à l'autorisation du gouvernement les donations faites à des établissements ecclésiastiques ou religieux avec réserve d'usufruit en faveur des donateurs. La donation entre-vifs d'une somme de 2,600 fr. consentie par la dame Spitz au profit de la fabrique de l'église de Ro-heim contenant une réserve de cette nature, il ne serait pas possible de l'autoriser.

D'un autre côté, aux termes des art. 910, 932 et 937 du Code civil, de la loi du 2 janvier 1817 et de l'ordonnance du 2 avril de la même année, une donation faite à une fabrique n'engage le donateur que du jour qu'elle a été régulièrement acceptée en vertu d'une autorisation spéciale du gouvernement. Lorsque le donateur vient à décéder avant que cette autorisation soit intervenue, sa libéralité ne saurait plus être approuvée, puisqu'elle ne peut plus produire aucun effet légal; elle devient caduque.

L'art. 48 de la loi du 18 juillet 1837, sur l'administration municipale, a, il est vrai, introduit une exception à ces principes en faveur des communes; il porte que le maire peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs, en vertu de la délibération du conseil municipal, et que l'ordonnance ou l'arrêté du Préfet, qui intervient ensuite, a effet du jour de cette acceptation. Mais il a été reconnu que le bénéfice de cette disposition exceptionnelle ne pouvait être étendu aux fabriques, dont l'art. 48 de la loi du 18 juillet 1837 ne fait aucune mention, et qui restent par conséquent soumises aux règles tracées par le Code civil. L'acceptation du trésorier de la fabrique de Rosheim n'a donc pu prévenir la caducité résultant du décès de la donatrice avant l'autorisation du gouvernement.

Ainsi, sous ce double rapport, la fabrique de Rosheim ne pourrait être autorisée à accepter définitivement la libéralité de madame Spitz.

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de porter ces observations à la connaissance de la dame veuve Lotzer. — Je vous renvoie ci-joint les pièces de l'affaire.

Agréez, etc.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,
Signé E. DE PARIEU.

ÉGLISES. — PRESBYTÈRES. — RESTITUTION. — PROPRIÉTÉ. — COMMUNE. — FABRIQUE.

C'est au conseil d'Etat qu'il appartient d'apprécier le sens et l'étendue des lois, arrêtés et décrets qui ont remis à la disposition des communes ou des fabriques les églises et presbytères précédemment réunis au domaine de l'Etat, ainsi que de déterminer les effets des actes administratifs qui ont pu être la conséquence desdites lois, arrêtés et décrets (1). *En conséquence, le conseil de préfecture est incompétent pour statuer, entre une fabrique et une commune, sur une contestation relative à la propriété d'un presbytère dont l'abandon aurait été fait par l'Etat en vertu des lois ou décrets précités.*

Une commune qui se prétend propriétaire d'un presbytère, en vertu des lois et décrets de restitution sur cette matière, est non-recevable à demander que sa qualité de propriétaire soit déclarée par le conseil d'Etat, tant qu'elle ne s'est pas fait envoyer en possession du presbytère, conformément à l'avis du conseil d'État du 25 *janv.* 1807 (2).

Fabrique de l'église de Rouhans.—C. commune de Rouhans.

En 1810, la commune de Rouhans (Loire-Inférieure) a fait construire un nouveau presbytère, pour remplacer l'ancien qui tombait en ruines. Il paraît que depuis cette époque, c'est la fabrique de Rouhans, et non la commune, qui a eu la jouissance de l'ancien presbytère. Quoi qu'il en soit, des contestations s'étant élevées entre la fabrique et la commune sur la propriété de cette ancienne cure, la cause a été portée devant le conseil de préfecture, qui, par arrêté du 1er août 1848, a déclaré la commune seule propriétaire de l'immeuble litigieux.

La fabrique s'est pourvue contre cette décision, qu'elle a soutenu avoir été incompétemment rendue, en ce que le conseil de préfecture avait fait application entre la commune et la fabrique de lois et de décrets dont l'appréciation et l'application appartiennent au conseil d'Etat seul.

Après avoir combattu ce moyen, la commune conclut subsidiaire-

---

(1) Le premier point divise le conseil d'Etat et la Cour de cassation. V. les ordonnances en conseil d'Etat des 31 janvier 1838 (recueil de M. de Villeneuve, vol. 1838. 2. 394) ; 26 août 1846 (vol. 1846. 2. 269), et les observations dans les notes qui les accompagnent.—*Adde*, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, sur les deux difficultés qu'il résout, un autre arrêt du conseil d'Etat du 17 février 1818 (aff. *Comm. d'Argenton* C. *la Fabrique de l'église de Bouglon*).

(2) V. le texte de cet avis dans notre *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 362, et dans le recueil de M. de Villeneuve, vol. de 1846, 2e p., p. 660. Il n'y est question d'envoi en possession à obtenir qu'à l'égard des *fabriques* : le mot *commune* ne s'y trouve même pas.

ment à ce que le conseil d'État, évoquant le fond, la déclare propriétaire de l'immeuble dont il s'agit.— Mais la fabrique oppose qu'une fin de non-recevoir s'élève contre ces conclusions, attendu que la commune n'avait point, conformément à l'avis du conseil d'Etat des 23 décembre 1806, 25 janv. 1807, obtenu du ministre des finances un envoi en possession provisoire de l'immeuble litigieux avant d'intenter son action.

Au nom du peuple français;—Le conseil d'Etat, section du contentieux;—Vu la requête présentée au nom de la fabrique de l'église de Rouhans, représentée par son trésorier, ladite requête tendant à ce qu'il plaise au conseil d'Etat annuler un arrêté du conseil de préfecture de la Loire-Inférieure, du 1er août 1848, par lequel il a déclaré que la commune de Rouhans est propriétaire d'une maison et d'un terrain sis au territoire de la dite commune, et désignés sous le nom de l'*Ancienne Cure*, et condamner aux dépens ladite commune de Rouhans;—Vu la loi du 18 germinal an x; les avis du conseil d'Etat des 3 nivôse et 8 pluviose an xiii et 25 janvier 1807; l'arrêté du 7 thermidor an ii; les décrets des 30 mai et 31 juill. 1806; ceux des 17 mars et 30 déc. 1809, et les ordonnances des 28 mars 1820 et 3 mars 1825;

Sur la compétence du conseil de préfecture:—Considérant qu'il s'agissait, dans l'espèce, de statuer sur la question d'abandon fait par l'Etat de l'ancien presbytère situé dans la commune de Rouhans; que cette question ne pouvait être résolue que par l'interprétation et l'application des lois, arrêtés et décrets ci-dessus visés, qui ont remis à la disposition des communes et des fabriques les églises et presbytères qui avaient été réunis au domaine de l'Etat; qu'il n'appartient qu'au conseil d'Etat d'apprécier le sens et l'étendue desdites lois, arrêtés et décrets, ainsi que de déterminer les effets des actes administratifs qui ont pu, dans l'espèce, en être la conséquence; que, dès lors, le conseil de préfecture de la Loire-Inférieure a excédé sa compétence en statuant sur la contestation élevée entre la fabrique et la commune de Rouhans, relativement à la propriété de la maison dite de l'*Ancienne cure* et du terrain y attenant, faisant partie de l'ancien presbytère;

Sur les conclusions de la commune de Rouhans, tendant à ce qu'elle soit déclarée propriétaire du presbytère:—Considérant qu'en l'absence d'une décision du ministre des finances, prononçant sur l'envoi en possession de la fabrique ou de la commune, il n'y a lieu de statuer sur la demande de la commune de Rouhans; — Art. 1er. L'arrêté du conseil de préfecture de la Loire-Inférieure, en date du 1er août 1848, est annulé pour cause d'incompétence;—Art. 2. Les conclusions additionnelles de la commune de Rouhans sont rejetées.

(Décision du conseil d'Etat, du 23 nov. 1849.)

Questions proposées.

CURÉS ET DESSERVANTS.—TUTELLE.—LOGEMENT MILITAIRE.—PRESTATIONS EN NATURE.—EXEMPTION.

Les curés sont-ils exempts de l'obligation d'accepter la tutelle ?

Sont-ils exempts du logement militaire et des prestations en nature pour la réparation des chemins vicinaux ?

1° En ce qui concerne l'exemption de la tutelle :

Cette question doit être résolue d'après la distinction ci-après : si la tutelle s'ouvre dans le département où l'ecclésiastique exerce les fonctions sacerdotales, il est soumis au droit commun, la loi ne prononçant pour lui, dans ce cas, aucune exemption. Si, au contraire, cette tutelle s'ouvre dans un autre département, il n'est pas tenu de l'accepter. C'est ce qui a été formellement décidé par un avis du conseil d'Etat, du 20 nov. 1806, dont voici le texte : « Le conseil « d'Etat qui, d'après le renvoi de Sa Majesté, a entendu le rapport « de la section de législation sur celui du ministre des cultes, ten- « dant à savoir si les ecclésiastiques desservant des cures ou des « succursales peuvent réclamer l'application de l'art. 427 du Code « civil (1),

« Est d'avis que la dispense accordée par cet article à tout ci- « toyen exerçant une fonction publique dans un département autre « que celui où la tutelle s'établit est applicable non-seulement aux « ecclésiastiques desservant des cures ou des succursales, mais à « toutes personnes exerçant des fonctions qui exigent résidence, « dans lesquelles ils sont agréés par Sa Majesté, et pour lesquelles « ils prêtent serment. »

---

(1) Cet article est ainsi conçu : « Sont dispensés de la tutelle, les per- « sonnes désignées dans les tit. III, V, VI, VIII, IX, X et XI de l'acte du « 18 mai 1806 ; les présidents et conseillers à la Cour de cassation, le pro- « cureur-général et les avocats-généraux en la même Cour ; les préfets ; « tous citoyens exerçant une fonction publique dans un département autre « que celui où la tutelle s'établit. »

Plusieurs des places énumérées dans le décret du 18 mai 1806 n'existent plus. La dispense de tutelle s'applique cependant encore aujourd'hui aux grands dignitaires et aux grands officiers, tels que maréchaux de France, etc., aux ministres, conseillers d'Etat, membres de l'Assemblée nationale. Elle s'applique également à la Cour des comptes, qui prend rang immédiatement après la Cour de cassation et jouit des mêmes prérogatives. D'après l'article 428 du Code civil, les militaires en activité de service et les citoyens qui remplissent une mission officielle hors du territoire de la République sont également dispensés d'accepter la tutelle.

Sous l'empire de l'ancien droit, les ecclésiastiques étaient dispensés de la tutelle et de la curatelle, lorsqu'ils étaient engagés dans les ordres sacrés, ce qui est conforme aux règles canoniques, qui leur défendent toutes charges personnelles qui pourraient les détourner de leurs fonctions, et à la loi 40, *Cod. de Episcopis et Clericis ;* il leur était cependant permis de se charger, s'ils le jugeaient à propos, de la tutelle de leurs parents (*Novelle*, 123, cap. 5. *Authent. presbyteros*, § 1. sub L. 52, *Cod. de Episcopis et Clericis. Faber, Cod.*, lib. 5. tit. XXI, *definit.* 1. n° 4.). Relativement aux ecclésiastiques qui ne résidaient point dans leurs églises et qui ne vaquaient point au service divin, ils n'étaient point exempts de ces charges (*Loi* 52, § 1, *Cod. de Episc. et Cler.*). Basnage, sur la coutume de Normandie, art. 5, rapporte même un arrêt, du 24 janv. 1662, qui a jugé que les simples prêtres qui n'avaient point de bénéfices à charge d'âmes n'en étaient pas dispensés. (Voy. *le Droit civil ecclésiastique*, t. 1er, p. 221.)

2° En ce qui concerne le logement militaire :

La question relative au logement militaire nous paraît devoir être décidée négativement. En effet, les lois des 7 avril 1790, 10 juillet 1791, tit. V, art. 9, et le règlement du 6 juin 1792. art. 11, assujettissent à cette obligation tous les habitants, quelles que soient leurs fonctions et leurs qualités. Il n'y a d'exception que pour les dépositaires des caisses des services publics, pour les veuves et les filles. Encore cette exception n'a-t-elle d'autre objet que de dispenser ces personnes de fournir le logement chez elles, puisqu'elles sont obligées de suppléer à cette charge par un autre logement ou par une contribution. MM. les curés, vicaires ou autres ecclésiastiques y sont donc soumis comme tous les citoyens en général. C'est, au surplus, ce qui a été décidé par plusieurs lettres ministérielles, et notamment par une lettre du ministre de l'intérieur (M. d'Argout) au préfet de la Charente, en date du 25 juillet 1833. Voici la teneur de cette lettre, qu'il n'est pas inutile de mettre sous les yeux de nos lecteurs.

Paris, le 25 juillet 1833.

« Monsieur le Préfet, M. le curé de Barbezieux m'a adressé, le « 10 du mois dernier, une réclamation à l'effet d'être affranchi de « l'obligation de loger à son tour les militaires en passage qui lui « sont adressés par l'autorité locale.

« D'après la disposition de la loi du 7 avril 1790 ; du titre V, art. 9 « de celle du 10 juillet 1791, et de l'art. 11 du réglement du 6 juin « 1792 (1), la charge du logement des gens de guerre doit atteindre

---

(1) Ces diverses dispositions sont ainsi conçues :
Loi du 7 avril 1790. « Tous les citoyens, sans exception, sont et devront

« tous les habitants, sans distinction de fonctions et de qualités, à « l'exception des dépositaires des caisses pour le service public, des « veuves et des filles, lesquels ne sont point obligés de fournir le « *logement* chez eux, mais sont tenus d'y suppléer par un autre *loge-* « *ment* ou par une contribution.

« La loi ayant prononcé des exceptions, il est impossible d'en « ajouter qu'elle n'a pas prévues, et, par conséquent, de donner « suite à la réclamation de M. le curé de Barbezieux. Je vous prie « d'en donner avis à cet ecclésiastique.»

Mais si la loi n'exempte point les ecclésiastiques du logement militaire, l'usage, fondé sur les convenances, les en dispense partout. Les gouvernements de l'Empire et de la Restauration n'avaient point appliqué les règlements sur ce point, pensant qu'on devait laisser seuls en dehors des embarras temporels ceux qui doivent y être étrangers par la nature de leurs fonctions; il ne convient point, en effet, que le presbytère retentisse du bruit des armes. Le logement des gens de guerre est tout-à-fait incompatible avec la charge de ceux qui sont préposés aux soins spirituels des paroisses, attendu qu'ils se doivent au public à toute heure du jour et de la nuit.

« être soumis au *logement* des gens de guerre, jusqu'à ce qu'il ait été « pourvu à un nouvel ordre de choses.»

Loi du 8-10 juillet 1791, concernant la conservation et le classement des places de guerre et postes militaires, etc., art. 9. « Dans le cas de marche « ordinaire, de mouvements imprévus, et dans tous ceux où il ne pourra « être fourni aux troupes des logements isolés, tels qu'ils ont été indiqués « dans l'art. 8 précédent, les troupes seront logées *chez les habitants*, sans « distinction de personnes, quelles que soient leurs fonctions et leurs qua- « lités, à l'exception des dépositaires des caisses pour le service public, les- « quels ne sont point obligés de fournir de *logement* dans les maisons qui « renferment lesdites caisses, mais seront tenus d'y suppléer, soit en four- « nissant des *logements* en nature chez d'autres habitants avec lesquels « ils s'arrangeront à cet effet, soit par une contribution proportionnée à « leurs facultés et agréée par les municipalités. La même exception aura « lieu, et à la même condition, en faveur des veuves et des filles; et les « municipalités veilleront à ce que la charge du logement ne tombe pas « toujours sur les mêmes individus, et que chacun y soit soumis à son « tour. »

Règlement sur le logement et le casernement des troupes annexé à la loi du 23 mai-6 juin 1792, art. 11 : « Dans l'établissement du *logement* chez « l'habitant, les officiers municipaux ne feront distinction de personnes, « quelles que soient leurs fonctions et leurs qualités, à l'exception des dépo- « sitaires des caisses pour le service public, etc.;» le reste comme dans l'art. 9 de la loi du 10 juillet 1791. Si les ecclésiastiques ne sont point nominativement dispensés du logement militaire, ils ont été formellement exemptés du service militaire et de celui de la garde nationale. Cette exemption a aussi été consacrée en faveur des élèves des grands séminaires et des facultés de théologie. (Décret du 7 mars 1806, lois des 21 et 22 mars 1831.) Anciennement ils avaient pareillement été déclarés exempts de guet et garde, excepté dans le cas d'une extrême nécessité. (Déclaration du 23 décembre 1574; *Droit civil ecclésiastique*, t. 1er, p. 221.

Les ministres du culte sont encore dispensés, par le nouveau droit, de remplir les fonctions de juré : c'est ce qui résulte de l'arrêté du 23 fructidor an x et de l'art. 383 du Code d'instruction criminelle.

Les anciennes lois l'avaient parfaitement compris, car elles exemptaient formellement tous les ecclésiastiques, sous quelque prétexte que ce fût, de loger des gens de guerre. C'est ce que l'on peut voir dans un arrêt du conseil d'Etat du roi, du 13 novembre 1638. « Sa « Majesté, dit ledit arrêt, étant en son conseil, a déclaré qu'elle n'en- « tend que lesdits ecclésiastiques, tant en général qu'en particulier, « soient ou puissent être tenus de loger aucuns gens de guerre, ou « contribuer auxdits *logements*, soit en louant ou faisant louer, ou « payant aucuns louages de maisons pour la demeure desdites gens « de guerre, fournissant les ustensiles, ou en quelque autre sorte et « manière, ni sous quelque prétexte que ce soit....»

Assurément rien ne serait plus juste et plus convenable qu'il en fût encore de même aujourd'hui.

Dans tous les cas, la loi du 7 avril 1790, qui soumet à l'obligation du logement militaire tous les citoyens, à peu près sans exception, n'interdit pas aux habitants qui seraient dans l'impossibilité de recevoir des soldats dans leur domicile, d'y suppléer en les logeant dans une auberge ou hôtellerie. C'est ce qui a été décidé par un arrêt de la Cour de Cassation, du 23 avril 1842. MM. les ecclésiastiques, en admettant que des autorités municipales, sans égard pour l'usage et les convenances, leur adressent des militaires à loger, pourront donc toujours avoir recours à cette mesure et s'affranchir ainsi du logement personnel.

3° En ce qui concerne la question des prestations en nature :
Par prestation, on entend le travail pendant un temps déterminé, soit des personnes, soit des animaux, soit des charrettes ou voitures. Sous ce rapport, la prestation en nature a incontestablement une grande analogie avec l'ancienne corvée que les lois de la révolution ont abolie. Ici, cet impôt ne peut s'entendre que de celui créé par la loi du 21 mai 1836, pour l'entretien des chemins vicinaux, la législation ne l'ayant point établi pour d'autre objet. Or, s'agit-il, dans la question proposée, de savoir si les curés et desservants sont assujettis à la prestation *en nature* ou corvée proprement dite, ou seulement à la prestation qui peut se réduire en une contribution à prix d'argent?

Dans le premier cas, nous dirons que la question est décidée négativement par l'art. 4 de la loi du 21 mai 1836. En effet, d'après cet article, la prestation est appréciée en argent, conformément à la valeur qui est attribuée annuellement par la commune à chaque espèce de journée, par le conseil général, sur les propositions des conseils d'arrondissements, et elle peut être acquittée en nature ou en *argent*, au gré du contribuable. De plus, toutes les fois que le contribuable n'a pas opté dans les délais prescrits, cette prestation est de droit exigible en argent : ce n'est qu'au cas où elle n'a pas été rachetée en argent qu'elle peut être convertie en tâches d'après le

bases et évaluations de travaux préalablement fixées par le conseil municipal.

Ainsi, la prestation en nature n'a rien d'obligatoire pour la personne même à laquelle elle est imposée; c'est une contribution pure et simple dont il est toujours permis de s'affranchir et de se rédimer par le paiement de la somme à laquelle elle a été évaluée.

Sous l'ancien régime, les ecclésiastiques étaient aussi exempts des corvées, comme ils étaient d'ailleurs dispensés de toutes servitudes personnelles (Instituts de Loisel, liv. VI, art. 8; Henrys, t. Ier, liv. III, quest. 33; Coutumes d'Anjou, art. 31; du Maine, art. 36; d'Orléans, art. 100 et 101; *Droit civ. eccl.*, t. 2, p. 221.)

Dans le second cas, nous dirons que, dans les premières années qui suivirent la promulgation de la loi du 21 mai 1836, la question de savoir si les ecclésiastiques étaient soumis à la prestation pour la réparation des chemins vicinaux a été vivement controversée. Il n'y a dans cette loi aucune disposition qui ait établi pour eux cette exemption. Toutefois les conditions de cette sorte de contribution ayant été fixées, il importe de les faire connaître dans leur essence et d'en apprécier la portée, afin que les membres du clergé puissent au moins invoquer le bénéfice des règles générales et ne se croient pas obligés d'obéir aveuglément aux caprices des municipalités.

L'art. 3 de la loi du 21 mai 1836, que nous avons également cité l'année dernière dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 276, porte : « Tout habitant, chef de famille ou d'établis-« sement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de « colon partiaire, porté au rôle des contributions directes, pourra « être appelé à fournir, chaque année, une prestation de trois jours : « 1° pour sa personne et pour chaque individu mâle, valide, âgé de « dix-huit ans au moins et de soixante au plus, membre ou serviteur « de la famille et résidant dans la commune; 2° pour chacune des « charrettes ou voitures attelées, et, en outre, pour chacune des « bêtes de somme, de trait, de selle, au service de la famille ou de « l'établissement dans la commune. »

Or, on a conclu de ces termes que les prestations pour les chemins vicinaux ne pourraient être réclamées d'un habitant qu'autant qu'il réunit les conditions suivantes, c'est-à-dire : 1° s'il est chef de famille ou d'établissement; 2° s'il l'est à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire; 3° s'il est porté au rôle des contributions directes; qu'à défaut de l'une de ces conditions, il ne pouvait être obligé à aucune prestation, soit en nature, soit en argent, pour l'entretien des chemins vicinaux; que, par conséquent, s'il arrivait que MM. les curés ne présentassent pas en leurs personnes ces trois conditions *simultanément* réunies, comme tous autres habitants, ils n'étaient pas soumis aux prestations.

Cette interprétation était fort juste au fond, car on ne peut nier qu'il y ait quelque chose d'inconvenant et d'incompatible avec les

fonctions sacerdotales, à obliger un prêtre à faire des corvées, dontil doit être exempt au même titre qu'il est dispensé du service militaire et de la garde nationale. Elle n'a cependant pas été admise d'une manière générale. On a considéré que ce qui caractérisait l'habitant, ce n'était pas précisément la qualité de chef de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire, mais bien le fait d'être porté au rôle des contributions directes de la commune, et que du moment qu'un prêtre était inscrit au rôle de ces contributions, il était assujetti à la prestation. C'est cette doctrine qui a été consacrée par le conseil d'Etat, notamment par ses arrêts des 1er juillet 1840 et 30 décembre 1841, et qui est aujourd'hui suivie par l'administration.

Il n'est pas inutile de faire observer que si les curés, desservants et vicaires, ne sont point formellement dispensés, en droit, de la prestation vicinale, ils peuvent cependant en être exemptés en fait. par les autorités préposées à la répartition de cet impôt. C'est ce qui a lieu dans un grand nombre de communes où, selon l'expression de M. l'abbé André, les conseils municipaux savent comprendre la dignité du prêtre. L'administration supérieure est d'ailleurs parfaitement disposée à accueillir ces exemptions, ainsi que cela résulte de la décision du ministre de l'intérieur du 15 février 1837. « La loi du « 21 mai 1836, dit cette décision, n'a établi pour l'assiette de la « prestation en nature d'autres exceptions que celles résultant de « l'âge ou de l'invalidité. Quels que soient les motifs de convenance « qui peuvent faire désirer que les ecclésiastiques soient dispensés « de cet impôt, cette exception ne peut évidemment pas être récla- « mée comme un droit. Toutefois, partout où les commissions de « répartition jugeront convenable d'affranchir les ecclésiastiques de « la prestation en nature, l'administration supérieure n'aura, ce « semble, aucun motif pour s'opposer à cette dispense. »

FABRIQUES. — DÉPENSES. — EXÉCUTION. — CURÉ.

Le curé a-t-il le droit d'effectuer seul, sans prévenir les membres du bureau des marguilliers, les dépenses portées au budget de la fabrique et approuvées par le conseil de fabrique et l'autorité diocésaine?

Cette question est décidée par l'art. 35 du décret du 30 décembre 1809. Aux termes de cet article « toute la dépense de l'église et les « frais de sacristie seront faits par le trésorier; et, en conséquence, « il ne sera rien fourni par aucun marchand ou artisan sans un « mandat du trésorier, au pied duquel le sacristain, ou toute autre « personne apte à recevoir la livraison, certifiera que le contenu au- « dit mandat a été rempli. »

La loi ayant ainsi chargé le trésorier d'effectuer les dépenses prévues au budget, il n'appartient plus à personne de les faire sans son consentement. On en comprend facilement la raison : c'est que si chaque marguillier pouvait de son chef prendre sur lui le soin des dépenses votées, il en résulterait que ces dépenses seraient souvent faites deux fois, d'abord par le trésorier qui a mission de les faire, et ensuite par le marguillier qui les aurait indûment faites. Ce résultat serait extrêmement préjudiciable aux intérêts de la fabrique, et il serait inévitable si, après qu'une dépense a été décidée, le curé pouvait seul l'ordonner sans en prévenir le trésorier et les autres membres du bureau. Il y aurait d'ailleurs violation de l'art. 28 du décret précité, portant que « tous les marchés seront « arrêtés par le bureau des marguilliers et signés par le pré- « sident. »

Toutefois, si le curé n'a pas le droit de faire les dépenses portées au budget sans y avoir été autorisé par le bureau, il est incontestable qu'il le peut avec leur consentement. Mais, nous le répétons, quelque motif qu'eût un curé d'agir ainsi, quelque pressante que fût la dépense, le consentement est indispensable, sans quoi il pourrait être exposé à voir ladite dépense laissée sur son compte.

BUREAU DES MARGUILLIERS.—FONCTIONS.—REFUS.

Les fabriciens nommés marguilliers ont-ils le droit de refuser ces fonctions?

Les fonctions de fabriciens sont essentiellement volontaires. Ceux qui les acceptent peuvent y renoncer quand bon leur semble. C'est un principe de droit hors de toute contestation. Il en faut dire autant des fonctions de marguilliers. Les fabriciens qui sont nommés à ces fonctions ont le droit de les refuser parce qu'elles ne constituent pour eux, comme pour les membres du conseil de fabrique, qu'un acte volontaire de religion et de charité. Cette solution, quelque incontestable qu'elle soit, ne doit cependant pas être prise dans un sens trop absolu. De graves auteurs, entre autres M. Carré, *Gouvernement des paroisses*, n° 217, et Dalloz, *Jurisprudence générale*, v° *Fabriques*, n° 8, ont pensé qu'un semblable refus n'est pas toujours admissible, et que s'il n'est pas fondé sur de justes motifs, il peut donner lieu à une demande en exclusion du conseil. Nous adoptons entièrement cette opinion, parce que les marguilliers ne devant être choisis que dans le conseil, ceux qui en font partie semblent avoir tacitement consenti à accepter la qualité de marguilliers, et que s'ils ne l'acceptent pas, ils sont censés avoir abdiqué le caractère qui leur confère le droit d'être appelés à cette fonction.

Les fonctions de sacristain sont également facultatives. Lorsque, dans une paroisse, il ne se trouve aucun habitant qui veuille les exercer, il n'existe aucun moyen de coaction ni de contrainte contre cette abstention. C'est au curé à appeler un étranger pour suppléer à l'indifférence ou à la mauvaise volonté de ses paroissiens. (*Consultant* : M. Barlier, prêtre du diocèse de Sens)

CIRE. — FOURNITURE. — DROITS DE LA FABRIQUE. — CIERGES OFFERTS POUR LES ENTERREMENTS ET SERVICES FUNÈBRES. — PARTAGE. — ATTRIBUTION. — CIERGES OFFERTS AVEC LE PAIN BÉNIT.

La disposition de l'art. 22 *du décret du* 23 *prairial an* XII *en vertu de laquelle les fabriques des églises ont le droit de fournir elles-mêmes les cierges pour les enterrements et services funèbres, est-elle tellement absolue que les familles ne puissent pas les fournir quand bon leur semble, et qu'elles soient obligées de ne se servir que de ceux qui proviennent des fabriques ou qui sont agréés par elles?*

Lorsqu'une famille a délivré à une fabrique des cierges acceptés par elle, cette famille est-elle en droit d'exiger que ceux qui restent, après la cérémonie, soient conservés pour servir à un service de neuvaine, de quarantaine ou de bout de l'an?

Les usages anciennement reçus dans certains diocèses d'attribuer la totalité des cierges soit à la fabrique, soit au curé, et maintenus jusqu'à présent dans quelques paroisses, peuvent-ils continuer à être suivis?

A qui appartiennent les cierges portés aux inhumations par les chantres et enfants de chœur, par les pauvres, les religieuses, les membres de certaines confréries ou associations?

L'évêque peut-il porter un règlement par lequel tous les cierges offerts aux enterrements et services funèbres appartiendront au curé, en compensation de ce qu'il ne reçoit pas de supplément de traitement?

A qui appartiennent les cierges offerts avec le pain bénit?

Ces diverses questions nous ont été adressées par plusieurs de nos abonnés, entre autres par MM. Caillat, curé dans le diocèse d'Aix, Calmette, curé dans le diocèse de Cahors, Foucheriq, trésorier de la fabrique de Coursegoules, dans le diocèse de Fréjus, Labonne, vicaire, dans le diocèse de Moulins, Magnien, curé dans le diocèse de la Haute-Saône, Durosoir, curé dans le diocèse de Chartres, Salcron, curé dans le diocèse de Viviers, Boissin, curé dans le

même diocèse. Nous les avons réunies par suite de l'analogie qu'elles ont entre elles et dans la pensée que, présentées ainsi, elles arrêteraient plus facilement l'attention de ceux de nos lecteurs que leur solution intéresse.

Voici quel est sur chacune de ces questions l'avis émis par le conseil.

1° En ce qui touche le droit des fabriques concernant la fourniture de la cire pour les cérémonies de l'église :

C'est une règle admise par les lois de l'Eglise et par la législation civile que les fabriques sont chargées de pourvoir au luminaire nécessaire pour toutes les cérémonies du culte. Les art. 27 et 37 du décret du 30 déc. 1809, sur l'organisation des fabriques, imposent d'une manière générale à ces établissements l'obligation de fournir la cire, ainsi que les autres objets de consommation pour le service divin. L'art. 22 du décret du 23 prairial an XII la consacre d'une manière spéciale pour les enterrements et services funèbres. C'est donc, tout à la fois, pour les fabriques un devoir et un droit qu'elles sont appelées à exercer et que personne ne saurait leur contester. Mais si la fourniture des cierges pour certaines cérémonies constitue une espèce de monopole à leur profit, le législateur n'a-t-il pas aussi reconnu aux fidèles la faculté de fournir ces mêmes cierges quand ils le désirent? On pourrait l'induire de l'art. 76 du décret du 30 déc. 1809, dans lequel on lit que « le trésorier portera parmi « les recettes en nature les cierges offerts sur les pains bénits ou « *délivrés* pour les annuels et ceux qui, dans les enterrements et « services funèbres, appartiennent à la fabrique. » Cet article semble en effet supposer que ces fidèles peuvent envoyer à l'église les cierges dont ils veulent qu'on se serve pour le service qu'ils demandent. La vérité est que cela se pratique ainsi dans un grand nombre de paroisses. Mais il est incontestable que quand cette faculté est laissée aux paroissiens, c'est que la fabrique n'y trouve aucun inconvénient, parce qu'elle peut toujours, ainsi que la loi lui en donne le droit, se réserver de faire elle-même cette fourniture. Si la fabrique est autorisée à se réserver le droit de fournir la cire pour toutes les cérémonies funèbres demandées par les fidèles, n'aurait-elle point quelque avantage à le faire? Nous le croyons, parce que ce serait quelquefois un moyen d'augmenter ses ressources, et qu'en outre elle ne serait plus exposée à recevoir pour l'église des cierges qui, à raison de leur mauvaise qualité, ne peuvent servir à ses usages. Il est aujourd'hui reconnu que la plupart des cierges du commerce ne réunissent pas les conditions de pureté qui sont exigées par les lois canoniques. Il n'est pas rare de voir des fabricants et marchands de cire falsifier cette substance, y mélanger du suif, de la résine ou quelque autre matière pour la débiter à meilleur marché. Les acheteurs se laissent facilement prendre à cette fraude; il en résulte des abus fort graves, dont les fabriques se rendent en

quelque sorte complices en ne prenant point les précautions nécessaires pour les éviter.

D'ailleurs, à la circonstance que la cire falsifiée est contraire aux lois de l'Église et qu'on ne saurait l'admettre pour le service du culte, se joignent dans la pratique des inconvénients d'une autre nature; c'est que ces cierges gâtent les linges et nappes d'autel, les cartons, les chandeliers, les ornements et autres objets de décoration sur lesquels ils coulent. Or, il y a là préjudice pour la fabrique, non pas seulement en raison de la détérioration de ces objets, mais encore en raison du peu d'usage que les cierges font.

Ainsi, sous ces divers rapports, les administrations fabriciennes ont toute espèce d'avantage à se charger, quand elles le peuvent, des fournitures de cire.

De leur côté, les fidèles ont trop d'intérêt à ne livrer que de bonne cire pour s'élever contre le monopole de la fabrique. Que se proposent-ils en demandant à l'Eglise ses prières? de se conformer aux rites et aux prescriptions du culte, d'en rehausser autant qu'ils le peuvent la pompe et la dignité. C'est tout le contraire qu'ils feraient, si, après s'être laissé tromper par les marchands, ils ne présentaient à l'église que des offrandes que ses lois réprouvent.

Nous pensons donc que, pour obvier à ces inconvénients, il n'y a point pour les fabriques d'autres moyens que de se réserver la fourniture des cierges. Quand elles ont choisi leur fabricant et qu'elles ont arrêté avec lui le prix de vente, les fidèles traitent directement avec elles, et les cierges leur sont fournis suivant les classes qu'ils ont choisies, et d'après les prix fixés dans le tarif. Il est impossible que les paroissiens trouvent quelque chose à objecter à cette pratique, qui n'est que l'exécution d'un droit garanti aux fabriques par la législation, et qui sauvegarde tout à la fois les intérêts de l'église et ceux des familles.

Maintenant faut-il se demander si les fabriques qui rencontrent des obstacles dans l'application de cette mesure, et qui trouvent d'ailleurs plus avantageux de laisser aux familles le soin d'acheter elles-mêmes les cierges nécessaires aux cérémonies, peuvent refuser ceux de ces cierges qui ne leur paraitraient pas de cire pure et qui ne sont point conformes aux règles de l'Église? Cette question est évidemment résolue par ce que nous venons de dire. Si les fabriques tiennen de la loi le droit de faire elles-mêmes la fourniture de cire pour les enterrements, services funèbres et autres cérémonies; si en se réservant ce droit elles interdisent par là même aux familles la possibilité de délivrer d'autres cierges que ceux qui proviennent d'elles, à plus forte raison peuvent-elles refuser ceux de ces cierges qui ne seraient point conformes aux prescriptions de l'Eglise.

2° En ce qui touche la conservation des cierges fournis aux enterrements et services funèbres après la cérémonie terminée :

Nous estimons que ceux de ces cierges qui restent après la céré-

monie ne doivent pas être conservés pour servir aux services postérieurs qu'il plairait aux parents du défunt de demander. Ceux-ci sont obligés de payer ou d'acheter pour chaque service nouveau le nombre de cierges que comporte la classe qu'ils ont choisie.

Cette solution ne saurait faire l'ombre d'un doute. Il est établi en principe, par le décret du 26 décembre 1813, que les cierges délivrés aux enterrements et services funèbres deviennent la propriété du clergé et de la fabrique aussitôt que les obsèques sont terminées. Ce décret est ainsi conçu (1). « Art. 1er. Dans toutes les paroisses de

---

(1) Ce décret a été rendu sur un rapport de Bigot de Préameneu, alors ministre des cultes. Nous en citerons le texte, parce qu'il explique le sens du décret, en même temps que celui de l'art. 76 du décret du 30 décembre 1809.

Rapport à S. M. l'Empereur par M. le ministre des cultes sur un projet de décret tendant au partage entre les fabriques et le clergé des cierges des enterrements.

Le 27 octobre 1813.

Sire, j'ai l'honneur de remettre à V. M. un rapport dont l'objet est de faire cesser, entre la fabrique et le clergé des paroisses, toutes difficultés sur les droits qu'ils peuvent avoir respectivement aux *cierges* que les familles fournissent pour les enterrements, à l'autel et autour du corps.

L'art. 76 du règlement des fabriques est ainsi conçu :

Le trésorier portera parmi les recettes en nature les *cierges* offerts sur les *pains bénits* ou délivrés pour *les annuels* et *ceux qui*, dans les enterrements et services funèbres, *appartiennent à la fabrique.*

La fabrique n'ayant droit qu'à *ceux* des *cierges* qui lui appartiennent, il en résulte qu'une partie de ces *cierges* appartiennent au clergé.

Le règlement n'a point déterminé quelle est la quotité revenant à chacun, parce qu'il y avait beaucoup de variations soit sur la forme dans laquelle les droits étaient établis, soit sur la répartition.

Dans le plus grand nombre des diocèses, l'usage ancien faisait la règle ; dans d'autres, elle était établie par les ordonnances des évêques; et l'on trouve plusieurs de ces ordonnances confirmées par les cours souveraines.

Quant à la répartition, il y avait un certain nombre de diocèses où toute la cire des services et enterrements appartenait au clergé; dans d'autres, il n'avait que les *cierges* servant à l'autel, et ceux qui étaient portés par chacun de ses membres. Les *cierges* placés autour du corps appartenaient à la fabrique.

En général la cire employée à l'autel et autour du corps était répartie également entre le clergé et la fabrique. Quant aux *cierges* remis aux mains des prêtres pour les porter à la cérémonie, on ne voit pas qu'aucune fabrique ait été en possession d'y avoir part.

Ces différents usages, consacrés par le temps et par l'autorité civile, n'étaient point par eux-mêmes susceptibles de grandes difficultés; et celles qui s'élèvent aujourd'hui naissent plutôt de ce que les fabriques et le clergé ne sont plus dans cet ancien état d'aisance où leurs dotations suffisaient à leurs besoins.

Les fabriques argumentent du décret du 30 déc. 1809; et en disant qu'il établit un droit nouveau, elles concluent qu'il devient indispensable de régler la répartition de la cire d'une manière qui leur soit plus avantageuse.

D'un autre côté, le sort du clergé est réduit au point que le produit de la cire, quelque modique qu'il soit, est mis au nombre des ressources qui lui sont nécessaires.

Le partage égal de la cire entre le clergé et les fabriques semble être le

« l'empire, les cierges qui, aux enterrements et services funèbres, « seront portés par les membres du clergé, leur appartiendront : les « autres cierges placés autour du corps et à l'autel, aux chapelles « ou autres parties de l'église, appartiendront, savoir : une moitié à « la fabrique, et l'autre moitié à ceux du clergé qui y ont droit; ce « partage se fait en raison du poids et de la totalité des cierges.

« Art. 2. Il n'est rien innové à l'égard des curés qui, à raison de « leur dotation, sont chargés des frais du culte. »

D'après ces dispositions, les parents du défunt ne sont nullement fondés à exiger que les cierges par eux délivrés soient replacés à l'autel et autour du catafalque, au cas où ils demandent pour le lendemain ou pour la neuvaine, ou pour le bout du mois ou de l'an, une messe ou un service quelconque. Pour qu'un semblable droit existât pour la famille, il faudrait qu'il lui eût été réservé par le décret; mais nulle part cette réserve n'a été faite, et elle ne pouvait même pas l'être; car il en fût résulté que le clergé et les fabriques eussent été moins rétribués pour les obsèques des riches qui demanderaient des services ultérieurs, que pour celles des personnes moins aisées qui sont obligées de se borner à une seule cérémonie. Il pourrait même arriver que les cierges délivrés fussent entièrement consumés, et, par ce moyen, la fabrique et le curé n'auraient absolument rien; ce qui est tout-à-fait inadmissible.

Il est toutefois une remarque à faire, c'est que si l'enterrement a lieu le matin, et que la famille fasse célébrer plusieurs messes *præsente corpore*, le luminaire reste allumé pendant toute la cérémonie, même les cierges portés par les prêtres, auxquels ils appartiennent.

---

moyen le plus juste de faire entièrement cesser une cause de désunion entre des personnes qui n'ont que le même but, celui de servir la religion.

On peut même à cet égard observer qu'à Paris, où la répartition des *cierges* tenait à la manière dont on les avait employés à l'autel ou autour du corps, les fabriques et le clergé se sont portés d'eux-mêmes au partage égal.

C'est en adoptant cette mesure qu'il y aura le moins d'innovation, puisqu'elle est déjà dans l'usage le plus général.

Le clergé des diocèses où toute la cire lui appartenait ne peut pas se défendre de l'induction que l'on tire de l'art. du règlement qui suppose qu'une partie doit revenir à la fabrique; et, s'il est obligé de subir une répartition, il ne pourrait pas se plaindre de ce qu'elle sera faite suivant la règle la plus générale.

Les diocèses où le clergé n'avait pas la totalité de la cire, mais où il en avait plus de moitié, sont en trop petit nombre pour faire obstacle à ce qu'il soit établi une règle générale dans laquelle sont balancés les intérêts respectifs du clergé et des fabriques, et conséquemment le véritable intérêt de l'église.

J'observe qu'il ne peut pas être ici question des paroisses où le curé, à cause de sa dotation, est tenu de l'entretien de l'église et des frais du culte.

J'ai l'honneur de présenter à V. M. le projet de décret ci-joint.

Je suis avec respect, Sire, etc.

Le comte BIGOT DE PRÉAMENEU.

Il n'y a là rien de contraire à la loi, parce que tant que le corps est présent, l'enterrement n'est pas terminé et que ce n'est qu'après la fin des obsèques que les cierges appartiennent définitivement au clergé et à la fabrique.

Cette opinion est celle émise par Le Besnier, *Législation des Fabriques*, p. 242; le *Journal des conseils de Fabriques*, t. 8, p. 260; M. l'abbé André, *Cours de législation civile ecclésiastique*, t. 2, p. 399; et elle nous paraît tout-à-fait hors de controverse.

3° En ce qui touche les anciens usages relatifs au partage des cierges offerts pour les cérémonies funèbres :

Sous l'ancien régime, le partage de ces cierges n'était point fait uniformément, et l'on suivait pour l'effectuer les usages particuliers des diocèses. Dans quelques-uns de ces diocèses, toute la cire offerte dans ces circonstances appartenait aux fabriques; dans d'autres, c'était au curé seul qu'elle était dévolue en totalité. Ailleurs, le curé prenait les deux tiers, et la fabrique l'autre tiers seulement. Ces différents usages ont disparu devant le décret du 26 décembre 1813, que nous venons de citer. Ce décret a tracé, pour toute la France, une règle fixe et uniforme qu'il faut observer; il n'est plus permis, par conséquent, de suivre ces coutumes qui pouvaient avoir jadis leur raison d'être, et qui étaient d'ailleurs fondées sur des règlements, mais qui aujourd'hui seraient la source de contestations sans nombre.

On peut, toutefois, se demander si le décret du 26 décembre 1813 conserve force obligatoire dans les diocèses où des règlements épiscopaux approuvés par ordonnance royale, postérieurement à 1813, contiennent des dispositions contraires, et prescrivent entre les fabriques et les curés un mode différent de partage des cierges des enterrements et services funèbres? Cette question n'est pas douteuse. Le décret du 26 décembre 1813 est un règlement d'administration; il a pu être modifié par ordonnance royale; il n'est plus, par conséquent, obligatoire dans ces diocèses, et les règlements épiscopaux qui ont eu pour objet de le remplacer doivent continuer d'être suivis jusqu'à ce qu'ils aient été changés, et que lesdits diocèses soient rentrés dans la règle uniforme établie par le décret.

4° En ce qui touche l'attribution des cierges portés dans les mêmes cérémonies par les chantres, enfants de chœur, les membres des confréries, etc. :

Le décret du 26 décembre 1813 ne s'est occupé que de régler l'attribution des cierges qui, aux enterrements et services funèbres, sont portés par le clergé, et de ceux qui sont placés autour du corps et à l'autel, aux chapelles ou autres parties de l'église. Les premiers, avons-nous dit, appartiennent au clergé, les autres appartiennent par moitié à la fabrique et au curé. Tous les anciens usages contraires à cette règle sont abolis. Le décret du 26 décembre 1813 ne

statuant rien, concernant la propriété des cierges portés par les assistants, faut-il les attribuer à ces assistants, ou bien décider qu'ils doivent être rendus par eux, pour être partagés, comme les premiers, par la fabrique et par le curé ? D'un côté, l'on peut dire que, lorsque les cierges dont il est fait mention dans le décret ont été attribués et partagés selon ses prescriptions, la fabrique et le clergé ne paraissent plus rien avoir à exiger légalement, et que par conséquent il leur importe peu que les enfants de chœur, les chantres, les pauvres, les confréries ou autres assistants emportent les cierges qui leur ont été remis. De l'autre, on peut alléguer que le décret ne conférant point à ces assistants la propriété de ces cierges, on ne saurait dans le silence de la loi la leur attribuer.

C'est ici qu'il est nécessaire de se laisser guider par les anciens règlements et les anciens usages ; mais ces règlements et usages sont eux-mêmes contradictoires et purement locaux. Ici, les chantres et les enfants de chœur sont autorisés à garder les cierges par eux portés, parce qu'ils sont jusqu'à un certain point considérés comme membres du clergé : ils font, en effet, partie de ce qu'on appelle le bas clergé, puisqu'ils remplissent les fonctions des clercs ecclésiastiques. Là, ce sont seulement les chantres qui jouissent de cet avantage ; les enfants de chœur doivent rendre leurs cierges à la fabrique (art. 36 du règlement du 20 juillet 1747, pour la paroisse de Saint-Louis de Versailles). Là, encore il est permis aux ecclésiastiques même étrangers à la paroisse, si quelques-uns ont été appelés par les parents, de retenir leurs cierges ; la même faculté est également accordée aux assistants pour les flambeaux qui leur ont été donnés à porter, à moins cependant que les familles n'en eussent autrement décidé. Ces familles, toutefois, ne devaient point obliger les enfants des hôpitaux auxquels elles avaient délivré des cierges, à les rendre, ces cierges devant toujours appartenir auxdits hôpitaux (art. 36 du règlement précité du 20 juillet 1747). Ailleurs, dans le Midi particulièrement, quand les pauvres, les associations religieuses et les confréries de pénitents, étaient appelés aux inhumations, ils pouvaient conserver leurs cierges ; dans quelques autres localités ils devaient les rendre. Dans certaines parties de la Normandie, les associations des frères de la charité pour la sépulture des morts étaient aussi en possession du privilége de conserver les cierges qu'on leur avait livrés.

Ces règlements et usages sont, comme on le voit, fort divers ; ils peuvent encore être suivis dans tous les cas où le nouveau droit n'a rien décidé de contraire. Mais nous croyons qu'il faut que la fabrique y consente, et que telle soit l'intention de ceux qui délivrent les cierges. En effet, il n'est question dans le décret que de la fabrique et du clergé pour le partage des cierges offerts aux enterrements et services funèbres. Personne autre ne doit y avoir de droit, parce qu'il est naturel que ces cierges délivrés dans l'É-

glise, dans le but de rehausser l'éclat de ses cérémonies, restent sa propriété au lieu de devenir celle de personnes qui n'y ont été appelées que pour prier, et non pour participer aux offrandes qui ne sont dues et qui ne sont faites qu'à l'église seule. Nous estimons, d'après cela, que les personnes dont nous venons de parler n'ont pas le droit d'exiger la remise des cierges par elles portés dans ces cérémonies. C'est ce qui a fait dire à Le Besnier (*Législation des fabriques*) que les cierges portés par les assistants non ecclésiastiques doivent être réunis à la masse à partager entre le curé et la fabrique.

Au reste, s'il est difficile de déterminer d'une manière précise les limites du droit; en cette matière, c'est une raison de plus pour les fabriques et pour le clergé de recourir aux règlements ou aux usages qui pourraient exister à cet égard, et à défaut de règlements et d'usages, à l'intention présumée ou exprimée des familles. Il est certain que toutes les fois que la volonté de ceux qui donnent sera consultée et suivie sans préjudice des droits acquis, il ne pourra y avoir de réclamation.

5° En ce qui concerne le droit de l'évêque, relativement à l'attribution de la totalité de la cire au curé :

Nous pensons que l'attribution qui serait ainsi faite par l'évêque serait contraire au décret du 26 décembre 1813, en même temps qu'elle constituerait une atteinte aux droits des fabriques sur la partie des cierges qui leur a été dévolue par le même décret. Elle ne serait donc point légale, et par conséquent point obligatoire. On objecterait vainement que le décret précité est en opposition avec l'art. 69 de la loi du 18 germinal an X, d'après lequel il appartient aux évêques de rédiger les projets de règlements relatifs aux oblations que les ministres du culte sont autorisés à recevoir pour l'administration des sacrements, projets qui doivent ensuite être approuvés par le gouvernement avant d'être publiés et mis à exécution, et que par conséquent, dans la question qui nous occupe, ils peuvent faire pour leurs diocèses respectifs des règlements contraires au décret du 26 décembre 1813. Nous répondrons, avec M. l'abbé André, que si cet article 69 pouvait s'appliquer ici, il n'en faudrait pas conclure que le gouvernement, en accordant aux évêques le droit de rédiger des projets de règlements et de les soumettre à son approbation, s'est par là dépouillé du pouvoir de porter lui-même un règlement général. Mais il est facile de voir que l'art. 69 de la loi précitée est complétement inapplicable, puisqu'il n'a trait qu'aux règlements relatifs aux oblations à recevoir pour l'administration des sacrements. Ces règlements sont spéciaux aux diocèses respectifs, et doivent comprendre les divers articles des oblations, avec les modifications appropriées aux localités. Le partage de la cire ne devait pas être assujetti à ces modifications. C'est, au surplus, ce qui a été décidé par une lettre du ministre de

l'instruction publique et des cultes aux vicaires généraux de Reims, en date du 30 septembre 1831.

6° En ce qui touche l'attribution des cierges offerts sur le pain bénit :

Ces cierges appartiennent à la fabrique, conformément à l'art. 76 du décret du 30 décembre 1809. Nous avons fait connaître plus haut le texte de cet article. On voit qu'il désigne les différentes espèces de cierges apparenant à la fabrique, et qui sont : ceux qui ont été délivrés pour les annuels, une partie de ceux qui sont fournis par les familles aux enterrements et services funèbres, enfin ceux qui sont offerts sur le pain bénit.

Il ne peut pas y avoir de difficulté pour les premiers. C'est à la fabrique qu'appartient tout ce qui reste après le service. Il ne peut pas y en avoir d'avantage pour ceux de la seconde espèce, puisque le décret du 26 décembre 1813 a réglé ce qui les concerne.

Quant aux cierges offerts à l'occasion du pain bénit, l'attribution n'en est pas faite législativement, mais elle résulte des principes généraux reçus en matière d'oblations, et aussi de plusieurs décisions rendues par l'autorité civile.

D'après ces décisions, tous les cierges placés sur le pain bénit, ou autour, sur le brancard qui le porte, ou encore sur le banc de l'œuvre, appartiennent à la fabrique. Mais le cierge porté à la main par la personne qui offre le pain bénit appartient au curé (lettre du ministre des cultes à Mgr l'archevêque de Besançon, du 31 mai 1837). Ce cierge est censé une offrande faite à l'autel. En vertu du même principe, le curé jouit encore de ceux déposés à l'autel par les fidèles le jour de la Chandeleur, ainsi que de ceux portés par les enfants le jour de leur première communion. Il ne jouit point, toutefois, des cierges offerts même sur l'autel pendant l'octave de la Fête-Dieu. Ces cierges ont toujours été laissés à la fabrique, parce que, selon l'intention des donateurs, ils doivent être uniquement employés à l'entretien du luminaire. (Voyez Jousse, traité du gouvernement des paroisses, pag. 81.)

Tels étaient jadis les usages le plus généralement adoptés, et nous estimons qu'ils doivent encore être suivis aujourd'hui.

Délibéré à Paris, par MM. A. GUILLEMIN, MASSON, LABBÉ HUGONI, TRIPET, SUVIGNY et de CHAMPEAUX.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabriques et des Marguilliers pendant le mois d'Octobre.

Nous rappelons à MM. les fabriciens qu'aux termes de l'article 10 du décret du 30 décembre 1809, les conseils de fabriques doivent

se réunir en séance ordinaire le premier dimanche d'octobre, qui est, cette année, le 6 dudit mois.

Nous ne reproduirons point ici ce que nous avons dit l'année dernière, concernant la convocation du conseil, le lieu de sa réunion, sa présidence, le nombre de fabriciens nécessaires pour délibérer, la forme des délibérations, etc. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien se reporter aux observations que nous avons publiées sur ces divers sujets, dans le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, pag. 80 et 81.

MM. les marguilliers, dans leur réunion du même mois, n'oublieront point de se conformer aux prescriptions des art. 34 et 26 du décret du 30 décembre 1809, relatives à la présentation par le trésorier du bordereau de la situation active et passive de la fabrique pendant les trois mois précédents, à l'évaluation par le bureau de la somme nécessaire pour les dépenses courantes du trimestre suivant, et au service des fondations. Aux termes du dernier de ces articles, les marguilliers sont chargés de veiller à ce que toutes les fondations soient fidèlement acquittées et exécutées suivant l'intention des fondateurs, sans que les sommes qui en proviennent puissent être employées à d'autres charges. Un extrait du sommier des titres contenant celles qui doivent être desservies pendant le cours du trimestre doit être affiché dans la sacristie, au commencement de chaque trimestre, avec les noms du fondateur et de l'ecclésiastique chargé d'acquitter chaque fondation. D'après le même article, il doit être rendu compte, à la fin de chaque trimestre, par le curé ou desservant, au bureau des marguilliers, des fondations acquittées pendant le cours du trimestre précédent. (Voyez le *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, pag. 179.)

Il peut y avoir lieu aussi, de la part de MM. les membres du conseil et du bureau, de s'occuper dans la séance d'octobre des questions que peut soulever le renouvellement des baux des bancs et chaises et des biens de la fabrique. Nous avons fait connaître l'année dernière, à pareille époque, les formalités à suivre en pareil cas, et nous invitons nos lecteurs à vouloir bien se reporter à nos observations sur ce sujet (*Bulletin* vol. 1849, p. 281 et 282).

MM. les marguilliers se rappelleront encore nos observations relativement à la visite à faire par eux ou par des gens de l'art, avant l'arrivée de l'hiver, des bâtiments paroissiaux dont la gestion leur est confiée, et de la nécessité de pourvoir aux réparations dont ils peuvent avoir besoin. (Voyez ce que nous avons dit à cet égard, ainsi que nos indications concernant la marche à suivre à l'effet d'obtenir de la commune les allocations nécessaires pour subvenir aux dépenses que la fabrique est dans l'impossibilité de couvrir avec ses seules ressources (*Bulletin, vol.* 1849, *p.* 283 *et* 284).

Chronique.

NOUVELLES RELIGIEUSES ET FAITS DIVERS.

CONCILES MÉTROPOLITAINS.

Concile de Sens.

C'est le 3 septembre qu'a eu lieu l'ouverture du Concile de la province de Sens. A huit heures du matin, les Pères qui le composaient se sont rendus processionnellement à la cathédrale. Un clergé nombreux, accouru de tous les points du département et des diocèses voisins, entourait de ses respects les représentants de l'Eglise. Plus de 300 prêtres assistaient à cette solennité imposante.

A peine les Pères du concile furent-ils arrivés à l'estrade disposée dans la nef par les soins de Mgr de Sens, qu'une messe basse a été commencée par le métropolitain. Cette messe a été suivie du chant des litanies et du *Veni creator*.

Après une remarquable allocution de Mgr Jolly, l'appel des membres du concile a été fait publiquement ; un décret particulier a désigné les promoteurs, secrétaires et maîtres des cérémonies.

Puis a été promulguée une solennelle profession de foi, lue par M. l'abbé Chauveau, et à laquelle une adhésion publique a été donnée par chacun des Pères, qui sont venus prêter, l'un après l'autre, serment d'obédience respectueuse entre les mains de l'archevêque métropolitain, président de cette vénérable assemblée.

Dans cette première session, les congrégations spéciales et les divers travaux du concile ont été réglés de la manière suivante :

1° *Congrégation des décrets* : Président, Mgr de Nevers.—Vice-président, M. Gaume.—Secrétaire, M. Gibert.—Vice-secrétaire, M. Dollat.—Membres, MM. Roger, de Troyes, Roisard, Bidault.

2° *Congrégation de la hiérarchie* : Prés., Mgr de Troyes.—Vice-prés., M. Lequeux.—Sec., M. Lallies.—Vice-sec., M. de Conny.—Membres MM. Rouchance, Martin, Carlier.

3° *Congrégation de la discipline et des études*: Prés., Mgr de Moulins.—Vice-prés., le R. P. de Ravignan.—Sec., M. Lejeuné.—Vice-sec., M. Sébille.—Membres, MM. Collinot, Roger, de Sens, le P. Jérôme, Laureau.

4° *Congrégation des choses sacrées* : Prés., le R. P. abbé de la Trappe.—Vice-prés., M. Laurent.—Sec., M. Jacquet.—Vice-sec., M. Violette.—Membres, MM. Gueulette, Fortin, Baudier, Thomas.

Ont été nommés, Promoteur du Concile : M. Roger, de Sens, vicaire-général, archidiacre d'Avallon.—Vice-promoteur : M. Rou-

chance, doyen du chapitre de Nevers.—Secr., M. Chauveau, vicaire-gén., archidiacre d'Auxerre; M. Ravinet, vicaire-général de Paris.—Notaires, M. Rolley, curé de Torigny; M. Pueche, curé de Saint-Savinien-les-Sens.—Maîtres des cérémonies, M. Carlier, chanoine de Sens; M. de Conny, promoteur de l'officialité de Paris. —Aides des cérémonies, M. Laureau, chanoine honoraire de Moulins, directeur du petit-séminaire d'Auxerre; M. Thomas, vicaire de Saint-Thibaut-de-Joigny.

Le concile, après plusieurs sessions solennelles, a été clos, le dimanche 15 septembre, au milieu d'un concours immense. Voici la liste des titres des décrets qui ont été votés :

TITULUS PRIMUS. *De hierarchiâ et de personis ecclesiasticis.*

Caput I. 1. De Ecclesiâ et romano Pontifice ipsius capite.—Cap. II. 2. De Episcoporum dignitate et juribus.—Cap. III. 3. De officiis Episcoporum.—Cap. IV. 4. De metropolitano.—Cap. V. 5. De vicariis generalibus.—Cap. VI. 6. De capitulis et canonicis.—Cap. VII. 7. De parochis, vicariis et capellanis.—Cap. VIII. 8. De auditorio episcopali ac metropolitano.

TITULUS II. *De fide, et erroribus præsentis ævi atque de examine librorum.*

Caput. I. 9. De fide.—Cap. II. 10. De erroribus præsentis ævi.—Cap. III. 11. De librorum examine.

TITULUS III. *De Sacramentis et de cultu divino.*

Caput I. 12. De Baptismi sacramento.—Cap. II. 13. De sacramento Confirmationis.—Cap. III. 14. De sacramento Eucharistiæ.—Cap. IV. 15. De Pœnitentiæ sacramento.—Cap. V. 16. De sacramento Extremæ Unctionis.—Cap. VI. 17. De Ordinis sacramento. Cap. VII. 18. De sacramento Matrimonii.—Cap. VIII. 19. De sanctificatione Diei Dominicæ et Festivitatum quæ sunt de præcepto.—Cap. IX. 20. De Liturgiâ.

TITULUS IV. *De Disciplinâ et Studiis.*

Caput I. 21. De præcipuis rectorum et parochorum officiis.—Cap. II. 22. De prædicatione.—Cap. III. 23. De catechisandis pueris. —Cap. IV. 24. De vitâ et moribus Clericorum.—Cap. V. 25. De Seminariis.—Cap. VI. 26. De Ordinibus religiosis et de piis Congregationibus.—Cap. VII. 27. De sepulturâ ecclesiasticâ. 28. De voto circa Conceptionem. 29. Consecratio s. s. Cordi Jesu. 30. Decretum promulgationis tertium Synodalium. 31. Decretum de executione decretorum concilii. 32. Decretum suscriptionis. 33. De fine Concilii. 34. De indictione futuri Concilii provincialis. 35. De celebratione Synodi diœcesanæ.

Les Pères du concile, dans une solennelle prière, ont consacré leurs diocèses, leurs personnes et leur clergé, à Jésus et à Marie. Le prochain concile provincial aura lieu dans la ville de Nevers.

CONCILE PROVINCIAL D'AIX.

Le concile provincial d'Aix, a choisi pour son inauguration le jour de la fête de la Nativité de la Sainte-Vierge. Les membres qui ont été appelés à faire partie de cette auguste assemblée sont : Mgr Darcimolles, archevêque d'Aix, Arles et Embrun.—Délégués du chapitre : MM. Raynaud, Rondon, chanoines.—Théologiens : MM. Ginoulhiac, Pasquier, Mille, vicaires-généraux.

Mgr de Mazenod, évêque de Marseille.—Délégués du chapitre : M. Jeancard, vicaire-général ; Guien, chan.—Théol. : MM. Tempier, vicaire-génér. : Bicheron, chan.-hon., professeur á la faculté de théologie d'Aix.

Mgr Casanelli d'Istria, évêque d'Ajaccio.—Dél. du chap. : Ronziconi. chan.—Théol. : MM. Sarbeyrousse, vic.-gén. ; Magnan, vic.-gén. ; Vencesini, chan. ; Chevalier, vic.-gén.

Mgr Depery, évêque de Gap.— Dél. du chap. : MM. Julien, vic.-gén. honor. ; Lépine, secrétaire.—Théol. : MM. Chabrand, vic.-gén., Blanchard, directeur du grand séminaire : Joubert, professeur de dogme.

Mgr Wicart, évêque de Fréjus.—Dél. du chap. : MM. Isnard et Maurice, chanoines.—Théol. : MM. Pons, vic-gén. ; Infernet, supérieur du grand séminaire.

Mgr Pavy, évêque d'Alger.—Dél. du chap. : MM. Pelletan, chan., doyen du chap. ; Plasse, chanoine.—Théol. : MM. Girard, chan., supérieur du grand séminaire ; Comte-Calix, supérieur du petit séminaire ; R. P. Jordan, supérieur de la maison des Jésuites, Alger.

Le R. P. Régis, abbé de la Trappe de Staouéli (Algérie).

Mgr Meiricu, évêque de Digne.—Dél. du chap. : M. Blondi, chan. théologal.—Théol. : MM. Jordany, chanoine ; Denis, supérieur du grand séminaire.

Prélats invités au concile : Mgr J. M. Mathias de Bellay, archevêque d'Avignon ; Mgr J.-F. Cart, évêque de Nimes.

Théologiens des communautés religieuses : M. Malègue, supérieur du grand séminaire ; le R. P. Martin, jésuite ; le R. P. Courtès, supérieur de la maison des Missions d'Aix ; le R. P. Laurent, provincial de l'ordre des Capucins.

Le Concile a tenu ses séances particulières au grand séminaire, mais ses sessions solennelles ont été célébrées dans l'Eglise métropolitaine.

Les autorités civiles, militaires et judiciaires ont assisté à la pre-première session. La session de clôture a eu lieu le 23.

C'est dans cette session qu'ont été proclamés les décrets, qui seront ultérieurement publiés au nom des évêques. L'énoncé des sujets suivants suffira pour faire mesurer l'étendue et l'importance des délibérations de cette religieuse assemblée.

ORDRE DES DÉCRETS.

1° De la profession de foi; 2° De la constitution et du gouvernement divin de l'Eglise ; 3° De la société domestique,—de la société politique et de l'accord du sacerdoce et de l'empire ; 4° Contre les erreurs : rationalisme, mythisme, panthéisme, indifférentisme, socialisme et communisme ; 5° Avis aux écrivains qui traitent des matières de religion , de philosophie et de politique ; 6° Défense aux ecclésiastiques de faire imprimer des livres sur les matières religieuses sans la permission de l'évêque, etc. ; 7° Des personnes ecclésiastiques : — devoir des évêques, des chapitres, des curés, des recteurs, des vicaires, des prêtres habitués, des aumôniers, des religieuses et des confréries ; 8° Des sacrements en général :—du baptême ,—de la confirmation , — de l'eucharistie ,—de l'extrême-onction,—de l'ordre,—du mariage ; 9° Du culte divin :—observation des cérémonies,—des reliques des saints,—des chapelles rurales,—de la sépulture ecclésiastique ; 10° Décret contre le suicide et le duel ; 11° OEuvres de zèle , de piété et de charité,—missions et retraites, — catéchismes, — catéchismes de la campagne, — association pour l'observation du dimanche et pour la réparation du blasphème,—œuvres diverses de charité, de saint Vincent-de-Paule , —propagation des bons livres, etc. ; 12° Etudes ecclésiastiques,— de l'éducation des clercs,—des petits séminaires,—des grands séminaires,—des hautes études ecclésiastiques,—des maîtrises. Avis aux parents et aux instituteurs primaires.

CONCILE PROVINCIAL DE TOULOUSE.

L'ouverture du Concile de la province ecclésiastique de Toulouse a eu lieu le 10 septembre, dans l'église métropolitaine de Saint-Etienne. A huit heures les Pères du Concile sont partis processionnellement de l'archevêché, pour se rendre à l'église. Mgr D'Astros a célébré lui-même la sainte messe ; mais son grand âge ne lui a pas permis de donner la communion aux autres Pères. C'est Mgr le Coadjuteur qui a remplacé le vénérable prélat dans l'accomplissement de ce saint ministère.

M. le Préfet de la Haute-Garonne, M. le maire de Toulouse, le général commandant la division et le premier président de la Cour d'appel ont assisté à cette cérémonie publique. La procession a été escortée par des détachements de cavalerie, par les soldats de la ligne et par les sapeurs pompiers de la ville.

Voici les noms des ecclésiastiques appelés au concile.

Théologiens de Mgr l'archevêque de Toulouse.—MM. Berger, vicaire-général.—Roger, vicaire-général.—De Pons, vicaire-général.

—Ducray, vicaire-général, supérieur du grand séminaire.—Boissié, chanoine.—Izac, supérieur du petit séminaire —Ogerdias, supérieur des PP. jésuites —Caussette, supérieur du Calvaire.—Vieusse, directeur du grand séminaire.—Pistre, *idem*.—Ruffat, chanoine honoraire.—Callot, professeur de droit canon à Lyon.—Sentis, secrétaire de Mgr l'archevêque d'Auch.

Théologiens de Mgr l'évêque de Montauban.—MM. Mabile, vicaire-général.— Jeanjacquot, supérieur du grand séminaire.

Théologiens de Mgr l'évêque de Pamiers.—MM. Doubaud, vicaire-général; Santerre, *idem*. — Vesea, supérieur du petit séminaire.

Théologiens de Mgr l'évêque de Carcassonne. — MM. Baby, vicaire-général.—Graule, secrétaire de l'évêché.—Laprade.

Délégués du chapitre métropolitain de Toulouse.—MM. Belaval et Féral.

Délégué du chapitre de Montauban. — M. Tuffeau.

Délégué du chapitre de Pamiers. —M. Fort.

Délégués du chapitre de Carcassonne. — MM. Benoit Sicard et Adolphe Sicard.

Voici maintenant la composition des diverses congrégations formées au sein du concile :

1re CONGRÉGATION.— *Des décrets et de la hiérarchie.*— Mgr l'archevêque, président; M. Mabile, vice-président; MM. Roger, Faur, Belaval, Ruffat, Pistre, Ogerdias.

2e CONGRÉGATION.—*De la foi.*—Mgr l'évêque de Mautauban, président; M. Berger, vice-président; MM. Jeanjacquot, Féral, Sicard (Benoit), Vieusse, Caussette, Callot.

3e CONGRÉGATION.—*Du culte divin et des études.*—Mgr l'évêque de Pamiers, président; M. Santerre, vice-président; MM. Ducray, Tuffeau, Izac, Dumas, Sicard (Adolphe), Graule.

4e CONGRÉGATION. — *De la discipline.* — Mgr l'évêque de Carcassonne, président; M. Baby, vice-président; MM. de Pons, Doubeau, Boisslé, Nezia, Laprade, Sentis.

Les séances ordinaires du concile ont été tenues au grand séminaire. Il y a eu quatre sessions solennelles. C'est Mgr de Bonnechose qui a porté la parole dans la session de la clôture qui a eu lieu le 19.

Plusieurs décrets ont été votés par le concile, entre autres ceux dont les titres suivent :

De summo pontifice. — De episcopis.—De metropolitano.—De synodo diœcesanâ.—De capitulis cathedralibus.—De parochis, vicariis et capellanis.

De sacramentis.—De dominicis et festis.—De cantu et musica.

De seminariis.—De studiis presbyterorum et judiciis ecclesiasticis.

—De erroribus hodierni temporis circa fidem et de libris prohibitis

—De approbatione librorum

Après la lecture de ces décrets, l'un des secrétaires a annoncé

à l'assistance que, pour obéir aux pieuses intentions du vénérable métropolitain, auquel les infirmités de l'âge n'ont pas permis d'assister aux séances du concile, le diocèse de Toulouse et ceux de la province ecclésiastique allaient être de nouveau, et par acte solennel, consacrés au cœur de Jésus; Mgr le coadjuteur, à genoux, ainsi que les autres prélats, a lu l'acte de consécration.

Après cette touchante cérémonie, les promoteurs ont requis la signature des décrets, et le secrétaire a commencé les *Acclamations*.

Mgr l'archevêque d'Auch et Mgr l'évêque de Tarbes, quoique étrangers à la province ecclésiastique de Toulouse, ont assisté à cette solennité.

Les actes du concile d'Avignon, tenu l'année dernière au mois de décembre (*Bulletin*, vol. 1849, p. 396), ont été confirmés par le Saint-Siége, ainsi que cela résulte d'une lettre du cardinal Maï, adressée à Mgr l'archevêque d'Avignon, le 12 août dernier.

Le concile provincial de Bourges s'ouvrira le dimanche 6 octobre à Clermont. On sait quels sont les suffragants de cette métropole. Ce sont NN. SS. les évêques de Clermont, Limoges, Le Puy, Tulle et Saint- Flou

---

Décision de la congrégation du concile, concernant la position que doit avoir dans le concile provincial un évêque démissionnaire habitant la province ecclésiastique.

La congrégation du concile, dans sa séance du 24 août, a décidé une question qui avait été soumise à l'examen de la docte assemblée par un archevêque de France. Cette question s'applique à la plupart de nos provinces ecclésiastiques, et dès-lors la solution qui a été donnée ne peut manquer d'intéresser un grand nombre de nos lecteurs.

Ce métropolitain a dans sa province, ou même, dans sa ville archiépiscopale, un évêque purement titulaire, c'est-à-dire démissionnaire d'un siége qu'il a occupé quelques années dans une autre circonscription métropolitaine de France. A la veille de la réunion de son concile provincial, il a désiré savoir quelle conduite il devait tenir vis-à-vis de ce prélat. Il a donc posé à la congrégation du concile les trois questions suivantes :

1° L'évêque dont il s'agit peut-il avoir dans le concile provincial voix délibérative ? 2° Doit-il jouir des droits de préséance sur les évêques suffragants qui ont reçu depuis lui la consécration épiscopale ? 3° Peut-il être considéré comme un évêque exempt ?

L'affaire a été traitée, comme on dit, en langage canonique, *per*

summaria-precum, c'est-à-dire sommairement, mais avec cette maturité, cette érudition, cette impartiale raison qui sont le cachet de tous les rapports soumis aux diverses congrégations romaines. Voici le résumé succinct des réponses qui ont été données aux trois questions posées plus haut.

A la première, il a été répondu que ni le *droit* ni la *coutume* ne donnaient au prélat, objet de la consultation, voix délibérative et vote définitif dans le concile provincial, et qu'il ne pourrait acquérir ce droit que par le consentement unanime de tous les évêques de la province.

La seconde question a été aussi résolue négativement; en sorte qu'admis au concile, par le consentement de tous les pères, avec voix consultative ou même délibérative, le prélat en question ne peut siéger qu'après tous les évêques de la province.

Enfin, on a répondu de même négativement à la troisième question, qui ne faisait que poser sous une autre forme les deux questions déjà résolues. On sait en effet que l'évêque exempt, d'après le concile de Trente, est un évêque qui a juridiction et qui, admis dans le concile provincial de son choix, y acquiert tous les droits, soit de préséance, soit de vote, que possèdent les suffragants de la métropole qu'il a choisie.

Cette décision souveraine ne fait au surplus que confirmer la pratique déjà suivie dans les conciles qui viennent d'avoir lieu en France.

Bref de N. S. Père le Pape, à Mgr l'évêque de Langres, au sujet de sa nomination aux fonctions de membre du conseil supérieur de l'instruction publique.

« Vénérable frère,

« Salut et bénédiction apostolique.

« L'opinion que nous avions déjà de votre mérite éminent a été merveilleusement confirmée par l'expression des sentiments que nous transmet votre lettre du 8 août.

« Vous nous dites que nos vénérables frères, les évêques de France, venant de vous appeler à siéger dans le conseil supérieur de l'instruction publique, cette nouvelle charge, réunie à celle que vous remplissiez déjà comme représentant à l'Assemblée nationale, devient un obstacle de plus au désir que vous avez d'observer la loi de la résidence, et de vous livrer sans relâche au soin de votre Église de Langres.

« Toutefois, des hommes distingués par leur sagesse et leur religion désirent ardemment, ainsi que vous le reconnaissez, que vous acceptiez le fardeau de cette nouvelle charge sans quitter votre place de représentant.

« Pour nous, vénérable frère, nous désirerions bien qu'il vous fût libre de vaquer constamment à la garde de votre troupeau, qui, surtout dans ces temps formidables, a si grand besoin de la présence du propre pasteur; mais, considérant combien sont graves les choses et combien sont périlleux les temps, nous ne jugeons pas opportun que vous quittiez, au moins pour le présent, ni l'une ni l'autre des fonctions qui vous ont été confiées.

« Et en cela, pour qu'aucune inquiétude ne pèse sur votre conscience, nous, de notre autorité apostolique, nous vous déchargeons entièrement de l'obligation de résider dans votre Eglise de Langres, autant de temps que vous serez occupé dans le conseil supérieur de l'instruction publique ou dans l'Assemblée nationale.

« Nous avons l'assurance, que même, avec ces grands travaux, vous aurez encore un certain temps pour aller vous livrer en personne aux soins de votre troupeau bien-aimé, que vous pourrez d'ailleurs, même pendant votre absence, diriger et gouverner par des prêtres dont la sagesse, la considération et le mérite vous seront connus.

« Et cependant nous conjurons instamment l'infinie bonté de Dieu, de daigner, en proportion du travail qui s'est tant augmenté pour vous, vous accorder son plus puissant secours, afin que vous puissiez défendre vaillamment, en toutes choses, la cause de Dieu lui-même et de son Eglise ; afin aussi que vous souteniez le jugement qu'ont porté sur votre mérite et sur votre aptitude aux plus grandes choses les prélats de France les plus distingués et d'autres hommes illustres.

« Comme gage de ces grandes grâces, et comme témoignage de notre dilection particulière pour vous, nous vous donnons et à tout le troupeau qui vous est confié, très-affectueusement et par l'intime amour de notre cœur, la bénédiction apostolique.

« Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 7 septembre 1850, cinquième de notre pontificat.

« PIE IX, pape. »

Le Souverain-Pontife vient d'accorder au diocèse de Vannes le privilége de pouvoir user, dans la préface de l'Immaculée Conception de la très-sainte Vierge, de la formule : *Et te in immaculata conceptione*, et celui de pouvoir ajouter aux litanies en l'honneur de la très-sainte Vierge, l'invocation : *Regina sine labe concepta*, avant le 1er *Agnus Dei*.

— M. l'abbé Bompois, supérieur du petit séminaire d'Angers, a été nommé vicaire-général de ce diocèse. Sa nomination a été agréée par un décret du 31 août dernier.

— Mgr Devie, évêque de Belley, est promu au grade d'officier de la légion-d'honneur ainsi que M. l'abbé Noirot, professeur de philosophie au lycée de Lyon. Mgr Jolly, archevêque de Sens ; M. Lyonnet,

chanoine de Lyon et M. Jolibois, curé de Trévoux, sont nommés chevaliers.

— Le conseil-général de la Haute-Garonne a voté un crédit de 10,000 fr. à titre de supplément de traitement en faveur de Mgr l'archevêque de Toulouse.

— L'académie du Gard propose, pour sujet de concours, l'éloge du P. Bridaine. Elle demande, avec une biographie exacte du célèbre missionnaire, une appréciation littéraire de l'orateur chrétien. L'étude devra s'élever aux sources mêmes de l'éloquence sacrée, et développer, dans cette large sphère, les conditions de l'art oratoire, et mieux encore de l'improvisation, de l'inspiration. Il faut que l'œuvre puisse à la fois servir l'éloquence apostolique et populariser les vertus chrétiennes. Le prix sera une médaille d'or de 300 fr.

— Le Saint-Père a daigné recevoir parmi les prélats de sa maison M. J. Level, supérieur de l'église Saint-Louis des Français.

— Le synode des évêques catholiques romains d'Irlande a émis un vote qui condamne et réprouve les colléges de la Reine (on appelle ainsi les colléges protestants dotés). Cette décision a été prise à la majorité d'une voix; elle sera soumise à la sanction du Pape.

— Le fondateur de l'ordre de l'Oratoire en Angleterre, le R. Père J. H. Newman, vient de recevoir du Souverain-Pontife un témoignage de satisfaction auquel applaudiront les catholiques de tous les pays. Le vicaire apostolique du district central, Mgr Ullathorne, a remis au savant théologien un bref de Pie IX qui lui confère le titre de docteur. Cette cérémonie s'est faite dans la chapelle de l'Oratoire, à Birmingham, en présence des Pères de la congrégation et d'un certain nombre d'amis. Mgr Ullathorne, dans un affectueux discours adressé au récipiendaire, a eu soin de dire qu'en lui conférant cette dignité, le Souverain-Pontife avait voulu donner un témoignage de son entière approbation à l'esprit de piété et d'orthodoxie avec lequel il avait défendu les croyances sacrées du catholicisme depuis son entrée dans l'Eglise. Le Saint-Père a aussi voulu remercier le R. P. Newman du zèle qu'il déploie dans son apostolat.

— Mgr l'évêque de Viviers vient d'adresser à ses diocésains une lettre pastorale remarquable sur les devoirs des parents et des maîtres, relativement à l'éducation des enfants. Nous regrettons que les limites de notre recueil ne nous permettent pas d'en donner à nos lecteurs même la plus succincte analyse.

Actes officiels de la Cour de Rome.

Édits de Sa Sainteté le Pape Pie IX, relatifs à l'organisation des ministères et aux attributs du conseil d'État.

Jacques Antonelli, cardinal de la sainte Église romaine, diacre

de Sainte-Agathe à la Suburra, pro-secrétaire-d'État de S. S. notre seigneur le Pape Pie IX, etc.

Sa Sainteté voulant mettre l'organisation des ministères en harmonie avec les nouvelles lois qui seront émises en vertu de son *Motu-Proprio* du 12 septembre 1849 (1), nous a ordonné de publier, comme nous publions en son nom souverain, ce qui suit :

CHAPITRE Ier.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

§ 1er. Toutes les branches de l'administration publique sont divisées en cinq ministères, présidés par cinq ministres, à savoir : 1° de l'intérieur; 2° de grâce et de justice; 3° des finances; 4° du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, des beaux-arts et des travaux publics; 5° de la guerre.

§ 2. Cette division n'est point définitive. Sa Sainteté peut, suivant les circonstances, augmenter ou diminuer le nombre des ministres.

Outre les ministres titulaires, Sa Sainteté accorde à ceux de ses sujets qui le méritent le titre de ministres d'Etat. Ces derniers n'ont point habituellement de fonctions.

§ 3. Chacun des ministres a un substitut qui le représente dans la direction de son ministère.

§ 4. En cas de longue absence d'un ministre titulaire ou de vacance d'un ministère, le Saint-Père désigne, pour les fonctions intérimaires, un autre ministre titulaire ou un ministre d'Etat, à son choix.

§ 5. Les rapports du gouvernement du Saint Siége avec les autres puissances sont toujours confiés à un cardinal de la sainte Eglise, qui conserve le nom et les attributions de secrétaire d'Etat.

§ 6. Le cardinal secrétaire d'Etat est l'organe du souverain, même dans la promulgation des actes législatifs.

§ 7. Toute affaire qui aurait ou pourrait avoir des rapports avec l'étranger doit, quoique rentrant dans les attributions de l'un des cinq ministères, se traiter de concert avec la secrétairerie d'Etat. Le cardinal secrétaire d'Etat correspond seul avec les gouvernements étrangers ou leurs représentants.

§ 8. Rentrent spécialement dans les attributions du secrétaire d'Etat : tout ce qui se rattache aux traités diplomatiques et aux conventions de toute espèce, même de commerce, et à leur exécution; l'exacte démarcation et la surveillance des frontières de l'Etat; la protection des sujets pontificaux qui se rendent ou sont fixés à l'étranger; la délivrance des passeports pour l'étranger; l'autorisation à donner aux étrangers de s'établir sur le territoire de l'Etat, et leur naturalisation; la légalisation des documents à transmettre à l'étranger.

---

(1) Voy. le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, v. 1849, p. 287.

§ 9. La réunion des cinq ministres forme un conseil nommé conseil des ministres. Les substituts des ministres n'assistent point au conseil, même en cas d'absence ou d'empêchement de leur ministre respectif. La présidence du conseil appartient au cardinal secrétaire-d'Etat.

§ 10. Conformément aux lois qui seront publiées sur le gouvernement des provinces, le cardinal secrétaire d'Etat, en sa qualité de président du conseil des ministres, a dans ses attributions la correspondance ordinaire avec les cardinaux légats.

CHAPITRE II.

ATTRIBUTIONS COMMUNES AUX CINQ MINISTRES.

Les ministres, chacun dans leur département, proposent à Sa Sainteté les nouvelles lois et les règlements généraux; ils en rédigent les projets; ils proposent aussi les modifications à faire, ou les interprétations authentiques à donner aux lois existantes.

§ 11. Ces propositions se discutent dans le conseil des ministres, comme il est dit au paragraphe 48, à l'effet de les soumettre à l'examen du conseil-d'Etat.

§ 12. Ils promulguent les lois et les ordres souverains, ils donnent aussi les instructions nécessaires pour lever les doutes qui pourraient s'élever sur leur mode d'exécution.

§ 13. Ils dirigent la partie de l'administration publique qui leur est confiée, au moyen de rescrits, d'ordonnances et de règlements ministériels, en usant même d'un pouvoir discrétionnaire dans les cas non prévus par les lois ou les dispositions souveraines.

§ 14. Ils pourvoient au besoin et au roulement de ladite administration au moyen de contrats qu'ils concluront et stipuleront dans les formes établies par les actes gouvernementaux.

§ 15. Ils décident sur les recours contre les actes ou délibérations des autorités sous leurs ordres; ils les réforment ou les révoquent même entièrement s'il y a lieu.

§ 16. Ils sont investis du pouvoir disciplinaire dans leur propre ministère et dans ceux placés sous leurs ordres. Ils rappellent à l'ordre les autorités subalternes et les employés respectifs qui s'éloigneraient des devoirs inhérents à leurs fonctions.

§ 17. Ils proposent au conseil des ministres ou directement au souverain les nominations, les promotions ou les destitutions des employés, dans les formes qui sont prescrites au chap. 4.

§ 18. Ils préparent chaque année et transmettent à des époques déterminées au ministre des finances les comptes présumés des dépenses de leur administration.

CHAPITRE III.

ATTRIBUTIONS SPÉCIALES.

SECTION 1re.—*Ministère de l'intérieur.*

19 Le ministre de l'intérieur préside à l'administration du gou-

vernement intérieur de l'Etat; il préside aussi à l'administration provinciale et municipale selon le mode et dans les limites prescrites par les lois.

§ 20. Sont soumis à ce ministère, dans les cas et selon le mode déterminés par les mèmes lois, les autorités gouvernementales des provinces; les magistratures et les conseils des communes; la direction des archives et du régime de notariat, des bois et forêts, et de la santé publique continentale et maritime, conformément au § 7; les gouverneurs, sauf les dispositions du § 24, relatives aux fonctions judiciaires.

§ 21. La direction générale de la police de l'État dépend du ministère de l'intérieur.

§ 22. Ce ministère a encore dans ses attributions : Les règles pour la délivrance des passeports à l'intérieur de l'Etat et des cartes de sûreté ou de libre circulation, les règles pour la formation des états statistiques des diverses classes des habitants; la discipline supérieure et l'administration des prisons, des maisons de correction et autres lieux où des peines sont subies; la direction du journal officiel et les règles pour la censure des écrits imprimés.

Section 2.—*Ministère de grâce et justice.*

§ 23. Le ministre de grâce et justice préside à l'administration de la justice civile et criminelle.

§ 24. Les tribunaux et les juges qui les composent, les chanceliers, les procureurs, les avocats et leurs chambres ou conseils de discipline, les officiers, employés, etc., près lesdits tribunaux, sont soumis à ce ministère. En dépendent également les gouverneurs, en ce qui regarde l'exercice des fonctions judiciaires.

§ 25. Les grâces pour remise, diminution ou commutation de peines sont sollicitées de Sa Sainteté par l'entremise de ce ministère.

§ 26. Les demandes ayant pour but de faciliter la défense hors de la prison, pour l'extradition et la remise des coupables, appartiennent encore à ce ministère : ces dernières doivent lui être transmises par le cardinal secrétaire-d'Etat.

§ 27. Sont enfin dans les attributions du ministère de grâce et justice : — La statistique judiciaire pour les rapports à présenter annuellement au Saint-Père, spécialement dans la partie criminelle; le recueil périodique des lois et actes du gouvernement, qui doit se publier au moins tous les trois mois, la police et la discipline de l'ordre judiciaire.

§ 28. Les tribunaux et les juges de juridiction mixte et de juridiction ecclésiastique résidant à Rome et dans les provinces correspondent avec le cardinal secrétaire d'Etat.

Section 3.—*Ministère des finances.*

§ 29. Le ministre des finances administre les biens et les revenus de l'Etat.

§ 30. Les fabriques, les mines, les carrières et tous les droits fiscaux appartiennent à ce ministère.

§ 31. Font partie de ce ministère les directions des propriétés de l'Etat, des monnaies, des douanes, des droits directs et indirects, de la dette publique, de l'enregistrement, du timbre et des hypothèques, des postes, des loteries.

§ 32. La présidence du cens, aujourd'hui confiée à un cardinal, continuera à dépendre directement de Sa Sainteté par l'intermédiaire de la secrétairerie d'Etat jusqu'à l'accomplissement et la sanction de la révision censitaire.

§ 33. L'établissement public du Mont-de-Piété de Rome demeure sous la surveillance du ministère des finances ; les autres banques ou établissements qui intéressent le crédit public sont placés sous la même surveillance.

§ 34. Ce ministère propose les nouveaux tarifs de gabelle et de douane ; il fait verser dans les caisses publiques les revenus de l'Etat ; il dirige le mouvement des fonds suivant les besoins, et règle toutes les opérations relatives au trésor public.

§ 35. Le ministère des finances réunira les budgets particuliers de chaque ministère respectif, et, après examen par le conseil des ministres, on en formera le budget général de l'Etat.

§ 36. A la disposition de chaque ministre seront remis les fonds nécessaires pour soutenir les dépenses, conformément aux budgets approuvés.

§ 37. Les secrétaires et chanceliers de la chambre apostolique, avec leurs archives, demeureront attachés au ministère des finances, mais ils seront tenus de recevoir et stipuler les actes relatifs à tous les ministères.

§ 38. Est également attaché au ministère des finances le conseil fiscal pour les affaires contentieuses, mais il devra se prêter aux affaires de tout ministère respectif qui lui en fera la demande.

§ 39. La milice des douaniers demeure sous les ordres immédiats du ministre des finances.

Section 4. — *Ministère du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, des beaux-arts et des travaux publics.*

§ 40. Le ministre du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, des beaux-arts et des travaux publics, comprend tout ce qui concerne l'augmentation et l'avantage du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, la conservation des monuments de l'antiquité et des beaux-arts, et l'exécution des travaux publics.

§ 41. Dans la partie concernant le commerce, l'agriculture, les beaux-arts et travaux publics, dépendent de ce ministère : les chambres et instituts de commerce, les bourses, les agents de change, la navigation à l'intérieur et à l'extérieur, la marine marchande, les capitaines des ports, les déclarations de propriétés industrielles ou

littéraires, les dispositions générales sur les poids et mesures, les manufactures, les instituts agricoles, les concessions de foires et marchés, les nouveaux travaux pour la calcographie camérale, les instituts des beaux-arts, la protection des antiques et des monuments publics.

§ 42. Dans la partie concernant les travaux publics, sont confiés aux soins du même ministère : les travaux des chemins nationaux, les travaux hydrauliques nationaux ou provinciaux, les travaux à faire dans les édifices non destinés à l'usage des autres ministères, la conservation, l'amélioration et la propriété des ports, les ponts et conduits non provinciaux ni municipaux, les travaux du Tibre et de ses rives, les travaux d'amélioration, spécialement pour les Marais-Pontins, sauf l'accord préalable avec le ministre des finances, attendu que les terres qui en font partie sont propriété camérale ; les nouveaux édifices, même quand ils sont destinés à l'usage des autres ministères.

§ 43. Sont attachés à ce ministère : le conseil d'art et le corps des ingénieurs civils, mais à la charge de se prêter aux travaux des autres ministères quand ils en sont requis.

Section 5.—*Ministère de la guerre.*

§ 44. Au ministère de la guerre appartiennent l'organisation, la discipline, l'administration de l'armée pontificale, la garde et la conservation des lieux qui servent à la défense de l'Etat.

§ 45. Dépendent de ce ministère : tous les corps de ligne à pied ou à cheval, les corps du génie et de l'artillerie, les forteresses de tout ordre, y compris celle du château Saint-Ange à Rome et tous autres ouvrages de défense militaire soit à l'intérieur de l'Etat, soit sur les côtes, les arsenaux, les poudrières, fabriques d'armes, les casernes, les hôpitaux militaires, la marine militaire.

§ 46. Il sera pourvu par une disposition particulière au corps de gendarmerie.

CHAPITRE IV.

CONSEIL DES MINISTRES.

§ 47. Les affaires les plus graves de chacun des cinq ministres devront être traitées en conseil des ministres.

§ 48. Sont considérées comme affaires les plus graves les conflits d'attribution entre divers ministères, les déterminations établissant une maxime gouvernementale, les nouvelles lois, les règlements généraux, les interprétations ou déclarations authentiques des lois et règlements en vigueur, les mesures de police concernant la sûreté générale de l'Etat, les réformes de la distribution territoriale, tout ce qui intéresse la propriété, les droits, le système économique de l'Etat, la nomination de certains des principaux employés ou fonctionnaires publics, les réclamations des parties contre les résolutions ministérielles, les retraites, les affaires que le Saint-Père, ou direc-

tement ou par l'intermédiaire du cardinal président, remet à l'examen du conseil.

§ 49. Les réclamations des parties contre les résolutions ministérielles devront être adressées au cardinal-secrétaire-d'Etat président, qui les proposera au conseil.

§ 50. Les ministres pourront porter à l'examen du conseil-d'Etat même d'autres affaires de leurs ministères qu'ils croiront mériter discussion, quoiqu'il n'en soit pas fait mention au § 48.

§ 51. Les nominations à des charges ou emplois conférées par Sa Sainteté par *Motu-Proprio* ou par bref seront expédiées par le cardinal-secrétaire d'Etat. Les autres nominations des principaux fonctionnaires ou employés qui, conformément au § 48, doivent être proposées au conseil, quand même elles auraient reçu la sanction souveraine, seront expédiées par le ministère compétent.

§ 52. Les nominations aux autres charges et emplois non prévus au paragraphe précédent sont proposées au Saint-Père et expédiées par le ministère compétent. Quant au conseil d'Etat et à la consulte des finances, il est pourvu aux nominations par les lois respectives.

CHAPITRE V.

RÉUNIONS ET DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL.

§ 53. Les séances du conseil, quand il n'aura pas eu l'honneur d'être convoqué par Sa Sainteté, se tiendront devant le cardinal secrétaire-d'Etat président. En l'absence du cardinal, la séance est présidée par le ministre revêtu personnellement de la plus grande dignité. S'il n'y en a pas, on observera l'ordre des ministères établi au § 1er.

§ 54. Aux séances du conseil pourront assister les ministres d'Etat, s'ils y sont appelés par le cardinal président.

§ 55. Le conseil se réunit ordinairement une fois par semaine. Il est réuni extraordinairement toutes les fois qu'il plait au Saint-Père et au cardinal président de le convoquer.

§ 56. Le président dirige la discussion des affaires. Après le rapport des ministres, il pose les questions qui doivent être résolues.

§ 57. Le conseil délibère à la majorité des voix; à égalité de voix, la délibération est conforme au vote du cardinal président.

§ 58. Les actes du conseil sont consignés dans un répertoire commis à la garde d'une personne du choix du cardinal président.

§ 59. Les délibérations du conseil n'ont d'effet qu'après avoir reçu la sanction de Sa Sainteté.

§ 60. Pour obtenir la sanction, le ministre compétent fait un rapport à Sa Sainteté sur l'affaire discutée au conseil, lui présente un extrait de la délibération motivée et celui des votes du conseil d'Etat et de la consulte des finances, si l'un et l'autre corps ont été requis de formuler leurs opinions.

§ 61. Le ministre qui a obtenu la sanction souveraine en rapporte

la teneur au conseil dans sa séance suivante. Le président la fait relater au répertoire.

§ 62. Les affaires décidées par la sanction souveraine ne pourront en aucun cas, ni pour aucun motif quelconque, être représentées au conseil, à moins d'autorisation spéciale du Saint-Père, par un rescrit au cardinal président.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

§ 63. Les ministres sont nommés et révocables par la libre volonté du Saint Père et l'intermédiaire du cardinal secrétaire d'Etat, président du conseil.

§ 64. Avant d'entrer en fonctions, tout ministre prête serment entre les mains du cardinal secrétaire d'Etat, président du conseil, suivant la formule approuvée par Sa Sainteté.

§ 65. La personne chargée de conserver les procès-verbaux du conseil, comme il est dit à l'art. 58, prête aussi entre les mains du cardinal président le serment de garder le secret.

§ 66. Le conseil des ministres a droit de surveillance sur tous les ministères.

§ 67. Tout ministre propose à l'approbation du conseil un règlement intérieur de son ministère.

§ 68. Au commencement de chaque année, les ministres présentent à Sa Sainteté un rapport sur la marche de leur ministère, eu égard à la nature des affaires traitées et terminées l'année précédente.

Donné à Rome, à la secrétairerie d'Etat, le 10 septembre 1850.

G. Card. Antonelli.

Jacques Antonelli, *cardinal de la sainte Eglise romaine, diacre de Sainte-Agathe à la Suburra, pro-secrétaire d'Etat de S. S. le Pape Pie IX, etc.*

En vertu de l'art. 1^er^ du *Motu-Proprio* du 12 septembre 1849, Sa Sainteté nous a ordonné de publier, comme nous publions en son nom souverain, la loi suivante sur le conseil d'Etat.

CHAPITRE I^er^.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

§ 1^er^. Le conseil d'Etat se compose de neuf conseillers ordinaires et de six conseillers extraordinaires ; il a un président cardinal, un vice-président prélat, un secrétaire avec les employés nécessaires pour les besoins du service.

§ 2. La présidence en appartient au cardinal secrétaire d'Etat,

président du conseil des ministres, qui, en son absence, est remplacé par le vice-président.

§ 3. Si le conseil est présidé par le cardinal, le vice-président siége et vote avec les conseillers.

§ 4. Les conseillers ordinaires ou extraordinaires ne peuvent être âgés de moins de trente ans accomplis; ils doivent tous être sujets pontificaux, soit de naissance, soit par dix ans de domicile, et jouir du plein exercice des droits civils.

§ 5. Les conseillers extraordinaires n'ont pas habituellement de fonctions; le cardinal président les appelle au conseil dans leur ordre d'admission pour suppléer aux absences ou pour augmenter les votes dans les cas spéciaux.

§ 6. Le secrétaire du conseil conserve les registres; il garde les actes et rédige les procès-verbaux ; les dispositions du § 4 sont applicables à ce fonctionnaire quant à la qualité de sujet pontifical et au libre exercice des droits civils.

§ 7. Le vice-président, les conseillers ordinaires, les conseillers extraordinaires, le secrétaire du conseil et les employés subalternes sont nommés par Sa Sainteté et par l'intermédiaire du cardinal secrétaire-d'Etat.

§ 8. Les fonctions de conseiller-d'Etat ordinaire et de secrétaire du conseil sont incompatibles avec celles d'avocat ou de procureur exerçant. Sont exceptés de cette règle les avocats consistoriaux, pour ce qui regarde leurs fonctions dans le sacré consistoire.

CHAPITRE II.

AFFAIRES DONT S'OCCUPE LE CONSEIL-D'ÉTAT, ET LEUR DIVISION.

§ 9. Les affaires dont le conseil d'Etat a à s'occuper sont de deux sortes : l'une se compose des objets gouvernementaux ou purement administratifs; l'autre, des objets qui appartiennent à l'administration contentieuse.

§ 10. Pour la première espèce, le conseil se divise en deux sections : l'une pour les matières de législation et de finances; l'autre pour les affaires de l'intérieur.

§ 11. Sous le nom de *législation et finances* sont comprises toutes les matières qui dépendent des départements ministériels des finances et de la justice. La dénomination d'*affaires de l'intérieur* comprend toutes les matières dépendant des autres départements ministériels.

§ 12. Les affaires importantes faisant partie de la première espèce sont exclusivement réservées à la réunion générale du conseil; les autres sont renvoyées aux sections.

§ 13. Sont réputées affaires importantes : 1° les projets des nouvelles lois générales et des systèmes organiques, administratifs et judiciaires; 2° l'interprétation authentique, quand il y a lieu, des lois ou dispositions souveraines; 3° les questions de compétence en-

tre les divers ministères ; 4° l'examen des règlements municipaux à soumettre à la sanction souveraine en vertu de la loi qui sera rendue sur les municipalités ; 5° l'approbation des actes des conseils provinciaux dans la part réservée à Sa Sainteté ; 6° toutes les affaires renvoyées directement par Sa Sainteté à l'examen du conseil.

§ 14. Les affaires mentionnées aux nombres 1 et 2 du paragraphe précédent sont renvoyées à l'examen du conseil, après avoir été préliminairement discutées dans le conseil des ministres, comme il est prescrit aux paragraphes 11 et 48 de l'organisation des ministères.

§ 15. S'il naît quelque doute sur la compétence des sections ou de la réunion générale, il devra être résolu par le cardinal président.

§ 16. Les affaires non comprises dans la réserve du paragraphe 13 pourront être examinées en séance générale, pourvu que le cardinal président les lui ait envoyées sur la demande d'un ministre ou de la section compétente.

§ 17. Dans les cas prévus aux précédents paragraphes 13, 14, 15 et 16, les sections auront à faire un examen préalable des affaires et à en préparer la discussion pour la réunion générale.

§ 18. Les fonctions du conseil d'Etat dans les affaires non contentieuses sont purement consultatives. Il ne peut délibérer, soit en séance générale, soit par sections, que dans la forme d'une simple opinion, et quand il est consulté par le souverain ou le conseil.

§ 19. Dans la partie qui appartient au contentieux administratif, le conseil exerce la fonction de magistrat de la manière et dans les limites qui seront déterminées par un règlement particulier.

CHAPITRE III.

EXAMEN ET DISCUSSION DES AFFAIRES.

§ 20. Le cardinal président présente au conseil les affaires qui sont renvoyées par le Saint-Père.

§ 21. Les ministres, soit en commun, soit en particulier, adressent au cardinal président leurs rapports sur les affaires à discuter dans le conseil ; ils y joignent les pièces y relatives.

§ 22. Le secrétaire du conseil, après avoir reçu les ordres du cardinal président, distribue les affaires aux sections pour connaître leur opinion et pour les effets mentionnés dans le § 17.

§ 23. Les ministres peuvent assister aux sections et aux réunions générales, mais il n'ont pas voix délibérative.

§ 24. Quand, dans la séance générale, le cardinal président ou le vice-président déclare que la discussion est terminée, on passe immédiatement au vote.

§ 25. L'assemblée générale ne peut délibérer s'il n'y a pas au moins six conseillers présents, cinq desquels doivent être ordinaires,

outre le cardinal président ou le vice-président. Les sections ne peuvent délibérer s'il n'y a pas dans chacune d'elles au moins trois conseillers, dont deux doivent être ordinaires.

CHAPITRE IV.

VOTES.

§ 26. Le vote, ou conclusion motivée, contient l'état de l'affaire renvoyée à l'examen des sections ou de la réunion générale et les motifs sur lesquels il est basé, les avis des dissidents et leurs arguments ; il est signé de tous les membres présents à la réunion générale ou dans chaque section.

§ 27. Le cardinal président soumet cette opinion au Saint-Père, quand c'est lui qui a renvoyé l'affaire au conseil, ou bien il la transmet au conseil des ministres ou au ministre compétent.

§ 28. Sur le rapport du ministre compétent, et le conseil des ministres entendu s'il en est besoin, Sa Sainteté décide si l'opinion est telle qu'elle doive être adoptée.

§ 29. Le cardinal président fait inscrire la décision souveraine aux procès-verbaux du conseil.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

§ 30. Les séances ordinaires de la réunion générale ont lieu une fois par semaine, celles de chaque section ont lieu deux fois par semaine. Les séances extraordinaires de l'une et des autres ont lieu toutes les fois qu'elles sont ordonnées par le cardinal président.

§ 31. Les conseillers ordinaires, le secrétaire du conseil et les employés subalternes jouissent d'un traitement fixe à la charge du Trésor public ; ils ont droit aux retraites et pensions conformément à la loi.

§ 32. Les conseillers ordinaires et extraordinaires et le secrétaire du conseil prêtent serment entre les mains du cardinal président, suivant la formule approuvée par Sa Sainteté.

§ 33. La discipline intérieure du conseil d'Etat sera réglée par le cardinal président.

Donné à Rome, à la secrétairerie d'Etat, le 10 septembre 1850.

G. Card. Antonelli.

loup entre dans les détails les plus utiles et les plus techniques. Il assigne à chaque classe depuis la septième jusqu'à la rhétorique, un degré de connaissances acquises sans lequel l'élève ne pourrait passer à la classe supérieure : fasse le ciel que cette charitable sévérité devienne la loi des maisons d'éducation religieuses! — Au niveau fixé pour les études, le prélat joint quelques autres remèdes et conseils dont tous les hommes voués à l'éducation pourront tirer un grand profit. Rien d'ailleurs n'est oublié, rien n'est laissé sans règle, sans direction ; la tenue de la classe, le travail des élèves, les leçons, la manière d'expliquer, de corriger, etc., tout est passé en revue avec un tact parfait des choses de ce genre, et une grande fermeté de jugement et de volonté pour animer les professeurs dans leur pénible et glorieuse mission. — Le clergé trouvera dans ce remarquable travail, dont l'utilité ne doit pas se borner au petit séminaire d'Orléans, des principes sûrs et lumineux, des vues fortes et étendues, des motifs puissants d'encouragement pour l'œuvre de l'éducation de la jeunesse. Les hommes instruits y liront, tracées par une main habile et exercée, les notions les plus vraies et les plus pratiques sur les études et sur leur but ; et le zèle du pontife recueillera, dans le bien produit par les conseils de son expérience, la plus douce récompense qu'il puisse ambitionner.

Loi sur l'Enseignement avec un commentaire, contenant l'indication et le sommaire des divers actes législatifs et réglementaires sur l'instruction publique depuis 1791 ; la conférence des dispositions de la nouvelle loi avec celles du régime antérieur ; le résumé des discussions auxquelles cette loi a donné lieu dans le sein de l'Assemblée législative, et la solution de plusieurs questions concernant son application, etc Par M. G. de Champeaux, avocat à la cour d'appel. Brochure in-8° prix : 75 c. chez Courcier, éditeur, rue Hautefeuille, 9; Jacques Lecoffre, éditeur, rue du Vieux-Colombier 29 ; Cosse, éditeur, librairie générale de jurisprudence, place Dauphine, 27 ; Cotillon, éditeur , librairie de jurisprudence, rue des grès, 16, à Paris.

Instructions historiques, dogmatiques et morales sur les principales fêtes de l'Église, par un directeur de séminaire, 3 vol. in-12, chez J. Lecoffre, à Paris.

Il est de pieux et solides ouvrages dont le succès ne se fait pas longtemps attendre. Celui dont nous venons de transcrire le titre est

de ce nombre. La première édition, écoulée en moins de deux années, a fait place à une édition nouvelle, qui se recommande par de notables améliorations. L'auteur a complété son travail en donnant des *Instructions* sur les fêtes de saint Pierre, de saint Jean-Baptiste, de saint Michel, des saints anges gardiens et de saint Denis, apôtre de la France, toutes fêtes importantes et célèbres dans les fastes du catholicisme. De plus, il a donné plus de développement, dans cette nouvelle édition, à la partie de ses instructions qui regarde l'esprit des fêtes, et il présente cette addition sous la forme d'une *Méditation* à laquelle il ajoute l'indication de quelques prières et pratiques de piété analogues au sujet. Ces améliorations, désirées par des personnes éclairées, obtiendront, nous n'en doutons pas, les suffrages unanimes du monde religieux.

Le droit civil ecclésiastique **français**, ancien et moderne, dans ses rapports avec le droit canon et la législation actuelle, ou recueil général et selon l'ordre chronologique, depuis saint Louis jusqu'en 1849, des Pragmatiques, Concordats, Lois, Décrets, Ordonnances, Circulaires, Arrêts, Avis du conseil d'État, et tous autres Actes de la puissance civile relatifs au Droit public de l'Église, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., avec des notes historiques et de concordance, l'indication des lois et règlements actuellement en vigueur, et un résumé des diverses décisions juridiques qui forment aujourd'hui la jurisprudence ecclésiastique. Ouvrage éminemment utile aux ecclésiastiques, publié avec les encouragements de Mgr Affre, archevêque de Paris, par G. de Champeaux, avocat à la Cour d'appel de Paris, membre de l'Institut historique, de la Société de l'Histoire ecclésiastique de France, et de plusieurs autres Sociétés savantes. 2 *forts vol. in*-8, *chez* Courcier, *éditeur, rue Hautefeuille*, 9. Prix : 15 fr.

« Un recueil de nos lois civiles concernant les matières ecclésiastiques ne peut « être que très-utile.

« Mais ayant été composées sous l'inspiration de principes contraires, il était « nécessaire de faire précéder ces législations opposées d'observations qui pussent « servir de règle dans leur appréciation.

« Vous avez parfaitement compris cette nécessité ; et les réflexions qui précèdent les différentes parties de votre travail, ainsi que les pièces que vous avez « fait entrer dans ce recueil, le rendront certainement utile et précieux aux ec- « clésiastiques et aux personnes qui ont à s'occuper de notre législation dans ses « rapports avec l'Église. »

(*Extrait d'une Lettre adressée à l'Auteur par Mgr* AFFRE, *Archevêque de Paris.*)

Encyclopédie catholique, Répertoire universel et raisonné des sciences, des lettres, des arts et des métiers, avec la biographie de tous les hommes célèbres depuis l'origine du monde jusqu'à nos jours, formant une bibliothèque universelle, renfermant la matière de près de 500 volumes in-8, et le résumé de plus de dix mille ouvrages ; *ornée de gravures partout où l'intelligence du texte l'exige*, comprenant, avec des traités particuliers sur chaque matière, tous les dictionnaires spéciaux ; publiée sous la direction et collaboration de MM. l'abbé GLAIRE, doyen de la Faculté de théologie de Paris, et le vicomte WALSH, qui se sont adjoint un grand nombre d'hommes distingués dans les sciences, les lettres, etc. 18 vol. in-4. Prix : 450 fr. (avec facilité pour le paiement).

BEAUX-ARTS.

ORGUES D'ÉGLISES.

Depuis longtemps, le goût de la bonne musique, de la musique religieuse surtout, fait des progrès immenses en France. L'orgue, qui ajoute tant à la pompe du culte, est l'objet d'une préoccupation générale, et bientôt il n'y aura plus une église, si pauvre qu'elle soit, qui restera privée de ce merveilleux instrument, grâce surtout à l'activité d'un de nos habiles facteurs de Paris, M. Stein, rue Cassette, n° 9.

Cet artiste distingué, sur lequel nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs, est parvenu, après des recherches sans nombre, à construire un orgue portatif d'une force, d'une rondeur et d'une beauté de sons remarquables. Cet instrument, d'un mécanisme aussi simple qu'ingénieux, et combiné de telle sorte que jamais il ne se dérange, même dans les endroits les plus humides, et d'un prix si modique, qu'il est désormais impossible de reculer devant une dépense aussi minime, quand il s'agit de doter une église et de rendre à nos chants religieux leur antique splendeur.

Ces orgues, dont le prix varie dans la progression de 600 à 1,000 fr., ont tant de puissance, qu'elles remplissent un vaisseau d'une grandeur suffisante pour contenir de huit cents à deux mille personnes.

M. Stein a joint à la fabrication des orgues de son invention celle des grandes orgues à tuyaux et a fait ainsi de sa maison une spécialité d'orgues pour églises. Aussi trouve-t-on dans ses magasins un grand choix de ces divers instruments, qui peuvent aussi être faits sur commandes. Ajoutons, en outre, que M. Stein est tellement pénétré de

l'idée de rendre service aux pauvres campagnes, qu'il adjoint à volonté à ses orgues un mécanisme qui coûte 150 fr., à l'aide duquel un enfant peut, sans savoir la musique, mais avec la seule connaissance du plain-chant ou même seulement des chiffres, accompagner tout le chant de nos offices.

AVIS

relatif au paiement de l'abonnement.

Le moyen le plus simple et le plus sûr pour faire parvenir à l'administration du Bulletin le prix de l'abonnement consiste à prendre un mandat de 6 fr. au bureau de poste le plus voisin et à l'adresser au directeur dans une lettre affranchie (Affranchissement de 6 fr. : 12 cent. Loi de Finances, 1816 ; Affranchissement de la lettre, 25 cent. ; en tout 37 cent.)

Ceux de nos abonnés des départements qui préfèrent payer à leur domicile à l'aide de mandats qu'on tirera sur eux auront à supporter, en sus du prix, la somme de 2 fr. pour frais de recouvrement.

Nota. Nous avons appris que quelques-unes de nos livraisons n'étaient point parvenues à leur destination par suite de la négligence des facteurs ou autres employés de la poste. Nous prions ceux de nos abonnés dont la collection se trouverait décomplétée par ce fait, de vouloir bien nous le mander, et l'administration s'empressera de leur adresser les livraisons qui leur manquent. A l'avenir, les réclamations de ce genre devront, autant que possible, être faites dans le mois qui suit la publication de la livraison.

Conditions de la Souscription.

Le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques* paraît *à la fin* de chaque mois. Chaque livraison mensuelle, composée de deux feuilles in-8°, est envoyée sous couverture imprimée, et *franco*.

Le prix annuel de la souscription est de 6 fr. pour Paris et les départements, et 8 fr. pour l'étranger. Le montant en doit être envoyé au bureau en même temps que la souscription.

On ne peut s'abonner pour moins d'un an, savoir, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. La personne qui souscrit dans le courant de l'année reçoit toujours immédiatement les livraisons qui ont paru depuis le commencement. Celle qui fait, ou pour elle-même ou pour d'autres, six souscriptions, a droit à un abonnement gratuit.

Toutes lettres, demandes de consultations, réclamations et souscriptions, doivent être adressées, *franco*, au Bureau de l'Administration, rue Cassette, n° 25.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE UNIVERSELLE

Actes officiels.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Décret du Président de la République destiné à assurer, en ce qui concerne l'instruction primaire, l'exécution de certains articles de la loi du 15 mars 1850. (Du 7 octobre 1850 (1).)

Le Président de la République, vu la loi du 15 mars 1850, sur l'enseignement et spécialement le titre 11; sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes, décrète :

CHAPITRE Ier.

De l'enseignement libre.

Art. 1er. Il est ouvert, dans chaque mairie, un registre spécial destiné à recevoir les déclarations des instituteurs qui veulent établir des écoles libres, conformément à l'art. 27 de la loi organique du 15 mars 1850.

Indépendamment des indications exigées par cet article, chaque déclaration doit être accompagnée,

1° De l'acte de naissance de l'instituteur;

2° De son brevet de capacité ou du titre reconnu équivalent au brevet de capacité par le deuxième paragraphe de l'art. 25 de la loi organique.

Cette déclaration est signée, sur le régistre, par l'instituteur et par le maire.

Une copie en est immédiatement affichée à la porte de la mairie et y demeure pendant un mois.

Art. 2. Dans les trois jours qui suivent cette déclaration, le maire adresse au recteur les pièces jointes à ladite déclaration et le certificat d'affiche.

Dans le même délai, le maire, après avoir visité ou fait visiter le local destiné à l'école, est tenu de délivrer gratuitement à l'instituteur, en triple expédition, une copie légalisée de sa déclaration.

---

(1) Ce décret doit être considéré comme servant de complément à notre commentaire sur la loi organique de l'enseignement. Il y a par conséquent lieu de l'annoter sous les articles auxquels il se réfère, ainsi que celui du 29 juillet, et la circulaire ministérielle du 10 août dernier publiés dans notre huitième livraison. (Voy. livraisons, avril 1850, p. 100, mai, p. 117 et août 213 et 222.) On peut annoter aussi sous ladite loi l'avis émis par le conseil de jurisprudence au sujet du traitement de l'instituteur communal publié dans la livraison d'août, p. 233.)

S'il réfuse d'approuver le local, il doit faire mention de cette opposition et des motifs sur lesquels elle est fondée, au bas des copies légalisées qu'il délivre à l'instituteur (1).

Une de ces copies est remise par l'instituteur au procureur de la république, et une autre au sous-préfet, lesquels en délivrent récépissé. La troisième copie est remise au recteur de l'académie par l'instituteur, avec les récépissés du procureur de la république et du sous-préfet.

Art. 3. A l'expiration du délai fixé par le dernier paragraphe de l'art. 27 de la loi organique, le maire transmet au recteur les observations auxquelles la déclaration affichée peut avoir donné lieu, ou l'informe qu'il n'en a pas été reçu à la mairie.

Art. 4. Si le recteur croit devoir faire opposition à l'ouverture de l'école, par application de l'art. 28 de la loi organique, il signifie son opposition à la partie par un arrêt motivé.

Trois jours au moins avant la séance fixée pour le jugement de l'opposition, la partie est citée à comparaître devant le conseil académique.

Cette opposition est jugée par le conseil académique, suivant les formes prescrites au chapitre II du règlement d'administration publique du 29 juillet 1850 (2).

Copie de la décision du conseil académique est transmise par le recteur au maire de la commune, qui fait transcrire cette décision en marge de la déclaration de l'instituteur sur le registre spécial.

Art. 5. Lorsqu'un instituteur libre a été suspendu de l'exercice de ses fonctions, il peut être admis, par le conseil académique, à présenter un suppléant pour la direction de son école.

Art. 6. Lorsque, par application des art. 29, 30 et 53 de la loi organique, un pensionnat primaire se trouve dans le cas d'être fermé, le recteur et le procureur de la république doivent se concerter pour que les parents ou tuteurs des élèves soient avertis, et pour que les élèves pensionnaires dont les parents ne résident pas dans la localité soient recueillis dans une maison convenable.

S'il se présente une personne digne de confiance qui offre de se charger des élèves pensionnaires ou externes, le recteur peut l'y autoriser provisoirement.

Cette autorisation n'est valable que pour trois mois au plus.

---

(1) Le maire aurait-il le droit de refuser d'approuver le presbytère dans lequel le curé aurait déclaré vouloir ouvrir une école libre? Sans aucun doute, si la partie de ce local destinée à recevoir les élèves ne lui paraissait point offrir les conditions d'hygiène nécessaires. Mais aurait-il ce droit en se fondant seulement sur ce que la commune étant propriétaire du presbytère, le pasteur ne peut y établir d'école sans son autorisation? Voyez ci-après, p. 303.

(2) Voy. ce règlement, liv. d'août 1850. p. 213.

CHAPITRE II.

De l'enseignement public.

SECTION 1re.—*Des écoles primaires publiques.*

Art. 7. Le local que la commune est tenue de fournir, en exécution de l'art. 37 de la loi organique, doit être visité, avant l'ouverture de l'école par le délégué cantonal, qui fait connaître au conseil académique si ce local convient pour l'usage auquel il est destiné.

Art. 8. Lorsque les communes demandent à se réunir pour l'entretien d'une école, le local destiné à la tenue de cette école doit être visité par l'inspecteur de l'arrondissement, qui transmet son rapport au conseil académique.

A défaut de conventions contraires, les dépenses auxquelles l'entretien des écoles donne lieu sont réparties entre les communes réunies, proportionnellement au montant des quatre contributions directes. Cette répartition est faite par le préfet.

Art. 9. Lorsqu'il est reconnu que le local fourni par une commune, en exécution de l'art. 37 de la loi organique, ne convient pas pour l'usage auquel il est destiné, le préfet, après s'être concerté avec le recteur et avoir pris l'avis du conseil municipal, décide, s'il y a lieu, en raison des circonstances, de faire exécuter des travaux pour approprier le local à sa destination, ou bien d'en prononcer l'interdiction.

S'il s'agit de travaux à exécuter, il met la commune en demeure de pourvoir à la dépense nécessaire pour leur exécution dans un délai déterminé. A défaut d'exécution dans ce délai, il peut y pourvoir d'office.

Si l'interdiction du local a été prononcée, le préfet et le recteur pourvoient à la tenue de l'école soit par la location d'un autre local, soit par les autres moyens prévus par l'art. 36 de la loi organique.

Les dépenses occasionnées par ces mesures seront à la charge de la commune, dans les limites déterminées par la loi.

Art. 10. Chaque année, à l'époque fixée par le recteur, la liste des enfants admis gratuitement dans les écoles publiques est dressée conformément à ce qui est prescrit par l'art. 45 de la loi organique; les modifications apportées à cette liste dans le cours de l'année sont soumises aux mêmes formalités.

Art. 11. Dans les écoles où des enfants de divers cultes sont réunis, chaque ministre procède séparément à l'examen des élèves de son culte en ce qui concerne l'enseignement religieux.

Art. 12. Lorsque dans une école spécialement affectée aux enfants d'un culte, sont admis les enfants d'un autre culte, il est tenu par l'instituteur un registre sur lequel est inscrite la déclaration du

père, ou, à son défaut, de la mère ou du tuteur, attestant que leur enfant ou pupille a été admis dans l'école sur leur demande.

Ladite déclaration est signée par les père, mère ou tuteur. S'ils ne savent signer, l'instituteur fait mention de cette circonstance et certifie leur déclaration.

Ce registre doit être représenté à toute personne préposée à la surveillance de l'école.

Section II.—*Des instituteurs publics.*

Art. 13. Tous les ans, à l'époque déterminée par le recteur, le conseil académique, dans chaque département, dresse :

1° Une liste de tous les candidats qui se sont fait inscrire pour être appelés aux fonctions d'instituteur communal et qu'ils jugent dignes d'être nommés ;

2° La liste des instituteurs communaux du département qui, à raison de leurs services, sont jugés dignes d'avancement.

Cette dernière liste doit faire connaître le traitement dont jouissent les instituteurs qui y sont portés.

Ces deux listes peuvent être modifiées pendant toute l'année.

Elles doivent être insérées au bulletin des actes administratifs de la préfecture, et communiquées par le recteur aux conseils municipaux des communes dans lesquelles il y a lieu de pourvoir à la nomination d'un instituteur communal.

Art. 14. Aussitôt que le conseil municipal a nommé un instituteur, le maire envoie une copie de la nomination au recteur de l'académie, qui délivre, s'il y a lieu, à l'instituteur une autorisation provisoire, et qui propose au ministre d'accorder ou de refuser l'institution.

L'institution doit être donnée ou refusée dans le délai de six mois.

Si l'institution est refusée, le recteur met immédiatement le conseil municipal en demeure de pourvoir au choix d'un autre instituteur.

Art. 15. Lorsque les fonctions d'instituteur communal viennent à vaquer par suite de décès, de démission ou autrement, le recteur pourvoit à la direction de l'école, en attendant le remplacement de l'instituteur.

Art. 16. Le recteur pourvoit également à la direction de l'école lorsque l'instituteur se trouve frappé de suspension par application de l'art. 33 de la loi organique, ou lorsque, en attendant une instruction plus complète sur une demande en révocation, l'instituteur à été suspendu provisoirement de ses fonctions.

Dans ce cas, le recteur fixe la portion du traitement qui peut être laissée au titulaire et celle qui est attribuée à son suppléant, et il décide si le suppléant doit jouir en totalité ou en partie du logement affecté à l'instituteur communal,

Art. 17. Lorsqu'un maire croit devoir suspendre, en cas d'urgence, un instituteur communal, il en informe immédiatement l'inspecteur de l'instruction primaire, sans préjudice du compte qu'il doit rendre dans les deux jours au recteur.

Art. 18. Chaque année, trois jours avant la session de février des conseils municipaux, le receveur municipal remet au maire de la commune le rôle de la rétribution scolaire de l'année précédente.

Art. 19. Les conseils municipaux délibèrent, chaque année, dans leur session du mois de février pour l'année suivante :

Sur le taux de la rétribution scolaire ;

Sur le traitement de l'instituteur ;

Sur les centimes spéciaux qu'ils doivent voter, à défaut de leurs revenus ordinaires, 1° pour assurer le traitement fixe de l'instituteur au minimum de 200 fr. ; 2° pour élever au minimum de 600 fr. le revenu de l'instituteur, quand son traitement fixe, joint au produit de la rétribution scolaire, n'atteint pas cette somme.

Les délibérations des conseils municipaux relatives aux écoles sont envoyées, avant le 1er mai, pour l'arrondissement chef-lieu, au préfet, et pour les autres arrondissements aux sous-préfets, qui les transmettent dans les dix jours au préfet, avec leur propre avis, celui des délégués cantonaux et celui de l'inspecteur primaire.

Art. 20. Le préfet soumet au conseil académique les délibérations des conseils municipaux relatives au taux de la rétribution scolaire dans leur commune.

Le conseil académique fixe définitivement le taux de cette rétribution scolaire et en informe le préfet, qui présente les résultats de ces diverses délibérations au conseil-général, dans sa session ordinaire, à l'appui de la proposition des crédits à allouer pour les dépenses de l'instruction publique primaire, dans le budget départemental.

Art. 21. La rétribution scolaire est due par tous les élèves externes et pensionnaires qui suivent les classes de l'école, et qui ne sont pas portés sur la liste dressée en exécution de l'art. 45 de la loi organique.

Art. 22. Le rôle de la rétribution scolaire est annuel.

Dans le courant de janvier, l'instituteur communal dresse et remet au maire 1° le rôle des enfants présents dans son école au commencement du mois, avec l'indication du nom des redevables qui doivent acquitter la rétribution et du montant de la rétribution due par chacun d'eux ; 2° des extraits individuels dudit rôle, pour être ultérieurement remis aux redevables à titre d'avertissements.

Il n'est ouvert dans le rôle qu'un seul article au père, à la mère, ou au tuteur qui a plusieurs enfants à l'école.

Le maire vise le rôle, après s'être assuré qu'il ne comprend pas d'enfants dispensés du paiement de la rétribution ; qu'il contient

tous ceux qui y sont soumis; en outre, que la cotisation est établie d'après le taux fixé par le conseil académique.

Il l'adresse ensuite au sous-préfet, qui le communique à l'inspecteur, pour qu'il puisse fournir ses observations.

Le préfet, ou le sous-préfet par délégation, rend le rôle exécutoire et le transmet au receveur des finances, qui le fait parvenir au receveur municipal.

Art. 23. La rétribution scolaire est payée par douzièmes.

Art. 24. Un rôle supplémentaire est établi, à la fin de chaque trimestre pour les enfants admis à l'école dans le courant du trimestre. Dans ce cas, la rétribution est due à partir du premier jour du mois dans lequel l'enfant a été admis.

Art. 25. Lorsque plusieurs communes sent réunies pour l'entretien d'une même école, l'instituteur dresse un rôle spécial pour chaque commune.

Art. 26. Tout enfant qui vient à quitter l'école postérieurement à l'émission du rôle est affranchi de la rétribution à partir du premier jour du mois suivant. Avis de son départ est immédiatement donné par l'instituteur et par les parents au maire, qui, après avoir vérifié le fait, en informe le receveur municipal.

Art. 27. En fin d'année, il est procédé à un décompte à l'effet de constater si l'instituteur communal a reçu le minimum de traitement qui lui est garanti par l'art. 37 de la loi organique,

Ce décompte est établi d'après le nombre des élèves portés soit au rôle général, soit aux rôles supplémentaires. Sur le montant des rôles, il est fait déduction des non-valeurs résultant soit des sorties d'élèves dans le cours de l'année, soit des dégrèvements prononcés.

Art. 28. Les remises des receveurs municipaux sont calculées conformément à l'art. 5 de la loi du 20 juillet 1837, sur le total des sommes portées aux rôles généraux et supplémentaires de la rétribution scolaire.

Art. 29. Les remises dues au percepteur et les cotes qui deviendraient irrécouvrables sont déclarées charges communales, et, comme telles, placées au nombre des dépenses obligatoires des communes.

Art. 30. Les réclamations auxquelles la confection des rôles peut donner lieu sont rédigées sur papier libre et déposées au secrétariat de la sous-préfecture.

Lorsqu'il s'agit de décharges ou réductions, il est statué par le conseil de préfecture, sur l'avis du maire, du délégué cantonal et du sous-préfet.

Il est prononcé sur les demandes en remise par le préfet, après avis du conseil municipal et du sous-préfet.

Art. 31. Lorsque le conseil académique autorise un instituteur à percevoir lui-même le montant de la rétribution scolaire, en exécution du deuxième paragraphe de l'art. 41 de la loi organique, le rec-

teur en informe immédiatement le receveur particulier de l'arrondissement, qui en donne avis au receveur municipal.

Dans ce cas, le rôle de la rétribution est dressé et arrêté ainsi qu'il a été dit à l'art. 27 du présent règlement.

Art. 32. Le ministre de l'instruction publique et des cultes et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 7 octobre 1850.

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

E. DE PARIEU.

CULTE.—COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu) *aux Préfets concernant le compte final à dresser annuellement par eux pour les dépenses du culte catholique, au 1er octobre de la seconde année de l'exercice* (1849), *c'est-à-dire à l'époque à laquelle aucune liquidation ne peut plus être effectuée pour le même exercice.* (Du 24 août 1850 (1).)

CONSEILS GÉNÉRAUX.—DÉLIBÉRATIONS PRISES SUR LES OBJETS CONCERNANT LES CULTES.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu), *aux Préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux dans leur dernière session sur les objets concernant les cultes.* (Du 30 septembre 1850.)

CULTE.—COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu), *aux Préfets, leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour* l'exercice 1850. (Du 1er octobre 1850 (2).)

CULTE.—COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu), *aux Préfets, relative à la situation des dépenses*

(1 et 2) Voyez des circulaires analogues, *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 300.

des cultes au 31 octobre 1850, par suite de la clôture des paiements et au paiement des dépenses d'exercices clos réordonnancés sur cet exercice. (Du 5 octobre 1850 (1)).

Jurisprudence.

LEGS.—CONDITION.—SÉPULTURE.—CHAPELLE.

Le légataire chargé par le testament de veiller à la conservation des restes mortels du testateur dans une chapelle déterminée, desservie par un chapelain, n'est pas fondé, dans le cas où, avant la connaissance du testament, le testateur décédé a été inhumé dans un autre lieu par les soins des héritiers du sang, à demander l'exhumation du corps et son transport dans le lieu déterminé par le testament.

Il n'est pas fondé non plus, quand le chapelain doit être nommé et payé par l'héritier du sang, à demander que ce chapelain soit payé par son intermédiaire.

Et il exécute autant qu'il est en lui les conditions mises par le testateur à la charge de son legs, en mettant l'héritier du sang en demeure d'accomplir les dispositions du testateur relatives à sa sépulture.

(Dubois de la Motte.—C. Hervé.)

Le sieur Dubois de la Motte est décédé à Paris le 18 janv. 1843, laissant un fils, qui, le 21 du même mois, le fit inhumer dans le lieu de la sépulture de la famille, à Paris.

Peu de jours après, le 26 janvier, on découvrit un testament du sieur Dubois de la Motte, par lequel le défunt faisait divers legs à la demoiselle Guillemette Hervé, sa cuisinière, à la charge par elle de veiller à la conservation de ses restes mortels, qui seraient déposés dans la chapelle du château des Mottes, laquelle chapelle devrait être desservie par un chapelain.

Le sieur Dubois de la Motte fils demanda la nullité de ce testament; mais ce testament fut définitivement validé par arrêt de la Cour de Rennes du 12 mars 1845, qui ordonna la délivrance du legs au profit de la demoiselle Hervé, légataire.

---

(1) Cette circulaire n'est que la reproduction de celle que nous avons publiée l'année dernière. Nous prions ceux de nos lecteurs qui désireraient en lire le texte, de vouloir bien se reporter au *Bulletin*. vol. 1849, p. 301.

Celle-ci forma alors contre le sieur Dubois de la Motte une demande ayant pour but la remise du corps du sieur Dubois de la Motte père, afin qu'elle pût exécuter la charge qui lui était imposée de faire inhumer ce corps dans la chapelle du château des Mottes, et afin de nomination d'un chapelain pour desservir la chapelle.

Sur cette demande, jugement du tribunal de Rennes, qui « condamne le défendeur à faire personnellement ou par un mandataire, à Guillemette Hervé, demanderesse, dans le mois qui suivra la notification du présent jugement, la délivrance du corps de feu le marquis Dubois de la Motte, son père; dit que cette délivrance devra s'effectuer dans le cimetière où a été inhumé ledit corps, l'exhumation devant être opérée sur la réquisition, sous la surveillance et aux frais du défendeur; dit que le lieu, le jour et l'heure où s'exécutera cette délivrance seront notifiés quinze jours au moins à l'avance à Guillemette Hervé, par acte notifié à personne ou à domicile; dit que le transport de ce corps, depuis le lieu où doit s'en faire la délivrance, jusqu'à la chapelle du château des Mottes, sera fait aux frais de la demanderesse, laquelle pourvoira en outre à ses frais, s'il y a lieu, à l'accomplissement des volontés du testateur, auxquelles il n'aurait pas été satisfait par l'héritier lors de la première inhumation; quant aux dimensions, à la matière du triple cercueil dans lequel il a déclaré que son corps devait être placé, et au dépôt de ce corps dans la chapelle du château des Mottes, dit que le défendeur aura le droit d'assister personnellement ou par un mandataire, mais à ses frais, au transport du corps et à la nouvelle inhumation, afin de s'assurer qu'il y est procédé avec toute la décence qu'exige le respect dû à la cendre des morts; déboute, dans l'état, la demanderesse du chef de ses conclusions relatif au salaire du chapelain qui doit desservir la chapelle du château des Mottes, et dit qu'elle n'aurait à cet égard d'action contre le défendeur qu'à défaut par lui de payer directement à un chapelain régulièrement institué les arrérages de la pension de 600 fr. établie par le testament du marquis Dubois de la Motte, et en cas de retraite de ce chapelain, motivée par ce défaut de paiement, dit que la demanderesse ne pourra présenter elle-même un chapelain, ni le faire agir et instituer par l'autorité ecclésiastique compétente, qu'un mois après avoir constitué le défendeur en demeure de faire directement cette présentation, etc. »

Appel principal de la demoiselle Guillemette Hervé;—et appel incident par le sieur Dubois de la Motte, au chef qui le condamne à remettre le corps de son père à la demanderesse, et à celui qui autorise l'ouverture du cercueil, sous prétexte d'en vérifier l'identité.—L'appelante a conclu à ce que l'intimé fût condamné à lui payer 100 fr. par chaque jour de retard, dans le cas où il refuserait

de lui faire la remise du corps de son père, ainsi que les frais d'exhumation et de transport; à ce qu'elle eût le choix du prêtre qui devait desservir la chapelle des Mottes, lequel serait payé par elle avec les deniers fournis à cet effet par le sieur Dubois de la Motte, qui serait tenu de verser entre les mains du sieur Auger, chapelain actuel, les sommes à lui dues en cette qualité.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la validité du testament du marquis Dubois de la Motte a été reconnue et constatée par l'arrêt de cette Cour du 12 mars 1845, qui a ordonné au profit de Guillemette Hervé la délivrance du legs et l'exécution des dispositions que ce testament contient en sa faveur; mais que l'on doit distinguer avec soin ce qui constitue ces legs de ce qui n'est qu'une charge de ces mêmes legs; que l'on ne saurait admettre, avec le jugement dont est appel, que l'ensemble des dispositions testamentaires dudit sieur Dubois de la Motte père équivaut au legs exprès qu'il eût fait de son corps à Guillemette Hervé; que, loin que l'on puisse trouver dans ce testament un legs si contraire à nos mœurs, on n'y trouve à ce sujet que des dispositions qui ont pour but d'assurer le respect dû à sa cendre; que ce ne sont pas des droits qu'il confère à sa légataire sur ses restes mortels, mais des obligations qu'il lui impose pour en assurer la conservation après qu'ils auront été transportés au lieu par lui désigné; qu'il ne la charge pas même de pourvoir aux frais de ses funérailles, ni à ceux que devait entraîner le transport de son corps à la chapelle des Mottes, où il déclare vouloir être enterré; qu'il ne nomme pas ladite Hervé son exécuteur testamentaire à l'effet de pourvoir à ce transport et à cet enterrement; qu'il laisse ainsi ce soin à qui de droit, c'est-à-dire à son fils, qui est son unique héritier; qu'en cet état, et l'enterrement du marquis Dubois de la Motte ayant eu lieu dans un tombeau de famille à Paris, dans l'ignorance où l'on était au moment de son décès de l'existence du testament dont il s'agit, ladite Hervé n'a aucune action pour contraindre le comte Dubois de la Motte à faire exhumer les cendres de son père et à les faire transporter au lieu qu'il avait indiqué pour être celui de sa sépulture; qu'à plus forte raison n'a-t-elle pas droit à des dommages-intérêts à fixer par chaque jour de retard.

Considérant néanmoins qu'étant obligée de préparer la chapelle et de disposer le tombeau qui doit recevoir le corps du testateur, elle a intérêt à faire constater qu'elle a, autant qu'il est en elle, exécuté les volontés de celui-ci à ce sujet : qu'elle a pu dès-lors mettre l'héritier du sang en demeure de remplir, de son côté, ses obligations à cet égard et faire juger qu'il ne tenait pas à elle que le testament fût pleinement exécuté, et que son droit à la conservation de ses legs demeure dès-lors sauf; mais que là devait se borner la demande; qu'il n'y a a pas seulement inconvenance, mais défaut de qualité pour exiger du fils qu'il lui fasse la délivrance du corps de

son père ; —Considérant que le jugement dont est appel devant être ainsi réformé sur le chef principal, il n'y a pas lieu d'admettre les chefs subsidiaires, qui n'en étaient que la conséquence ;

Considérant toutefois que l'appel principal de Guillemette Hervé est fondé en ce que le transport du corps du marquis Dubois de la Motte devant se faire, s'il y a lieu, à la diligence de son fils, il ne pourrait s'effectuer qu'à ses frais, et non aux frais de ladite Hervé ; —Considérant que, lors même que le corps de feu le marquis Dubois de la Motte ne serait pas déposé à la chapelle des Mottes par une cause quelconque, les services religieux qui y sont fondés n'en devraient pas moins être remplis ; que le paiement du chapelain étant, d'après le testament, à la charge de l'héritier du sang, c'est à lui qu'il appartient de nommer, avec l'agrément de l'autorité ecclésiastique, ce même chapelain ; qu'au surplus, le premiers juges ont, par une disposition dont il n'y a pas appel, pourvu au cas où l'héritier négligerait de nommer ce chapelain ; — Considérant que la demoiselle Hervé n'a aucun droit d'exiger que le traitement de ce chapelain soit versé en ses mains pour être par elle remis au titulaire, qui seul a qualité pour le réclamer ; qu'elle n'est point à cet égard aux droits du sieur Auger, et qu'elle doit être ainsi déboutée de la demande qu'elle a formée dans l'intérêt de celui-ci ;

Par ces motifs, met à néant le jugement dont est appel au chef qui a condamné le comte Dubois de la Motte à faire à ladite Hervé la délivrance du corps de feu son père, ainsi que dans les dispositions qui sont la conséquence de cette décision ; et faisant, quant à ce, jugement nouveau, dit que la demoiselle Hervé a seulement été fondée à mettre ledit comte Dubois de la Motte en demeure de remplir les dispositions testamentaires de son père en ce qui touche sa sépulture, et à faire constater qu'ayant, quant à elle, rempli les obligations qui lui étaient imposées par le testament en faisant disposer la chapelle et le tombeau d'une manière convenable, aucun reproche ne peut lui être adressé si le corps n'y est pas transporté ; —Dit, au surplus, que ladite Hervé est sans droit ni qualité pour contraindre le comte Dubois de la Motte à lui faire la délivrance du corps de son père ; la déboute de toutes les fins et conclusions ce touchant, et dit qu'elle ne sera pas tenue au paiement des frais de cercueil et de transport du corps dudit marquis, s'il a lieu en la chapelle préparée à cet effet ; — Juge que les services religieux devront avoir lieu en ladite chapelle, alors même que le corps n'y serait pas déposé ; —Confirme au surplus la disposition du jugement dont est appel, en ce qui concerne la nomination du chapelain ; — Dit que la demoiselle Hervé n'a pas droit d'exiger que le traitement dudit chapelain soit compté à celui ci par son entremise ; la déboute en conséquence de la demande qu'elle a formée dans l'intérêt du sieur Auger, qui seul aurait droit de l'intenter.

Arrêt de la Cour d'appel de Rennes du 3 janvier 1843.

FABRIQUES.—BUDGETS.—VOTE.—SÉANCE EXTRAORDINAIRE.

Les budgets des fabriques doivent être établis dans la séance de Quasimodo, et il n'y a pas lieu d'autoriser les conseils de ces administrations à se réunir extraordinairement dans le courant de janvier ou de février, pour s'occuper de la confection et du vote de ces budgets (1).

Aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825, la séance des conseils de fabrique qui, selon les dispositions du décret du 30 déc. 1809, devait avoir lieu le premier dimanche du mois d'avril, doit se tenir le dimanche de la Quasimodo. C'est dans cette séance que les budgets doivent être soumis au conseil de fabrique, pour être ensuite envoyés à l'évêché diocésain, avec l'état des dépenses de la célébration du culte et être revêtus de son approbation sur le tout. L'expérience a démontré que la fixation du jour de cette séance offre un très-grave inconvénient qu'il est facile de comprendre. Lorsque les ressources des fabriques sont reconnues insuffisantes, les conseils sont tenus de recourir aux conseils communaux à l'époque de leur session annuelle du premier dimanche de mai. Leur demande doit être appuyée d'une copie de leur budget approuvé par l'évêque. Mais, presque tous les ans, l'intervalle qui se trouve entre la séance du conseil de fabrique fixée au jour de Quasimodo et la session des conseils municipaux ne donne pas le temps nécessaire pour que les budgets de fabrique puissent être soumis à l'approbation de l'évêque et ensuite présentés au conseil de la commune. Pour remédier à cet inconvénient, ne serait-ce point agir illégalement et contrairement à l'esprit de l'ordonnance précitée, que d'autoriser extraordinairement les conseils de fabrique à se réunir dans le courant de janvier ou de février pour s'occuper de la préparation et de la confection de leurs budgets?

Consulté sur cette question, M. le ministre de l'instruction publique et des cultes y a répondu de la manière suivante par une lettre, en date du 22 février 1850 :

M. vous m'avez fait l'honneur de me demander si on pouvait autoriser régulièrement les conseils de fabrique à se réunir avant le jour de Quasimodo en séance extraordinaire, à l'effet d'examiner et d'arrêter les budgets des établissements dont l'administration temporelle leur est confiée.

En m'adressant cette question, vous me faites remarquer, M. que lorsque les ressources des fabriques sont insuffisantes pour les

---

(1) Voyez nos observations concernant la formation, la discussion et le vote du budget des fabriques, l'époque à laquelle il doit être procédé à ces opérations, l'envoi à l'évêque, etc., etc. (*Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 48, 53, 82, 83, 178, 284; vol. 1850, p. 78.)

dépenses du culte, les fabriciens doivent recourir aux conseils municipaux à l'époque de leur session de mai et sont tenus de produire à l'appui de leur demande copie de leur budget approuvé par l'évêque ; qu'il arrive presque tous les ans que le court intervalle qui se trouve entre la Quasimodo et la session de mai des conseils municipaux ne permet pas de soumettre les budgets à l'approbation épiscopale, et de recourir ensuite, en temps utile, à la commune.

Le seul moyen, selon vous, M. de remédier à cet inconvénient serait d'autoriser les conseils de fabrique à se réunir extraordinairement en janvier et en février pour s'occuper de la confection des budgets.

Je ne pense pas que ce moyen puisse être employé, parce qu'il serait contraire à l'esprit et aux termes de la législation sur la matière. Je crois devoir appeler votre attention sur les dispositions suivantes :

L'art. 47 du décret du 30 déc. 1809, porte : «..... Le budget *sera* soumis au conseil de la fabrique dans la séance *du mois d'avril* de chaque année. »

L'art. 10 du même décret fixait au *premier dimanche d'avril* la séance dont il s'agit.

C'était donc à la séance du premier dimanche d'avril que le budget devait être soumis partout aux conseils de fabrique. En fixant pour toute la France le même jour, on a voulu donner aux règles établies l'uniformité pour en faciliter l'observation.

Malgré cette première prescription, des négligences furent constatées : c'est pour les prévenir qu'on inséra dans l'ordonnance du 12 janvier 1825 l'art. 2, ainsi conçu :

« .....A l'avenir, la séance des conseils de fabrique qui, aux termes de l'art. 10 du règlement général, doit avoir lieu le premier dimanche d'avril, se tiendra le dimanche de *Quasimodo*... »

En choisissant un jour remarquable, on a voulu frapper davantage l'attention des conseils de fabrique et s'assurer que partout les mêmes opérations auraient lieu le même jour.

D'un autre côté, aux termes de l'art. 85 du décret du 30 décembre 1809, modifié quant au jour seulement par l'ordonnance de 1825, c'est le dimanche de Quasimodo que les marguilliers doivent faire leur rapport sur le compte que le trésorier a dû leur remettre le premier dimanche de mars; or, la discussion et l'approbation du compte doivent nécessairement précéder le vote du budget, parce qu'elles peuvent et doivent même éclairer les fabriciens sur les ressources comme sur les charges de la fabrique. Le compte est incontestablement la base du nouveau budget. S'il en est ainsi, si les comptes du trésorier doivent être discutés avant le budget, si ces comptes cependant ne peuvent être exigés par le bureau que le premier dimanche de mars et par le conseil de fabrique le dimanche

de Quasimodo, il faut en conclure qu'on ne peut réunir le conseil pour s'occuper du budget soit en janvier soit en février.

Enfin, M. ce n'est pas sans motif qu'on a choisi le mois d'avril pour voter le budget. Il est certain que plus on se rapproche de l'exercice à ouvrir, plus il est facile d'apprécier les dépenses et les recettes qu'il entraînera ou produira.

Je dois d'ailleurs vous faire observer, M. que les intérêts des fabriques ne seront point compromis. En effet, lorsque, malgré la diligence qu'il convient de leur recommander, elles ne seront point en mesure de recourir aux conseils municipaux lors de leur session de mai, elles n'éprouveront qu'un ajournement. Les conseils municipaux pourront s'en occuper dans une réunion extraordinaire ou à la session d'août, et la subvention pourra dès lors être votée avant la fin de l'année (1).

Tel sont, M. les motifs qui me déterminent à penser qu'il n'est pas possible de déroger dans les cas que vous avez signalés aux règles établies par les dispositions précitées.

(*Lettre de M. le Ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu), *du* 22 *février* 1850).

Questions proposées.

ÉGLISES.—SERVITEURS.—SUISSES.—NOMINATION.—ATTRIBUTIONS.

Y a-t-il quelques formalités prescrites par la loi pour la nomination des suisses dans les églises? Quelles sont les attributions de cet employé? Dans le cas où son autorité est méconnue, peut-il faire légalement un procès-verbal contre les personnes qui méprisent ses avertissements, ou qui profanent la sainteté du temple?

La loi n'a tracé aucune formalité pour la nomination des suisses dans les églises. Cette nomination appartient aux curés dans les paroisses rurales, et aux marguilliers, dans les paroisses urbaines (Art. 7 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825). Il suffit, par conséquent, que le curé, quand cette nomination lui est dévolue, désigne une personne pour remplir cette fonction, et qu'il fasse connaître son choix au bureau des marguilliers et aux fabriciens, pour que cette personne soit légalement revêtue de son caractère.

Mais quelles sont ses attributions dans l'église? Elles seront déterm-

---

(1) Ce point a été établi l'année dernière dans le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 178.

nées par le curé et par le bureau des marguilliers. Dans tous les cas, le suisse doit obéir au pasteur dans ce qu'il lui commande, et exécuter ponctuellement les ordres qu'il lui donne. C'est sur lui que repose le soin de la répression des troubles, désordres et scandales qui pourraient être occasionnés dans l'église. Les paroissiens doivent obtempérer à ses réquisitions parce qu'il est, à ce point de vue, le délégué du curé, à qui appartient en première ligne la police de l'église, et à qui tout le monde doit obéissance. S'ils ne le faisaient, ils pourraient être même expulsés de l'église par lui, si leur conduite nécessitait d'ailleurs cette mesure de rigueur. Mais si son autorité est méconnue, il n'a pas le droit de verbaliser. Ce droit n'appartient qu'aux agents de l'administration civile qui sont assermentés, et qui ont reçu cette mission de la loi. Les suisses, n'ayant aucun caractère civil, ne sauraient être admis à l'exercer ; mais il ne faut pas croire pour cela que leur autorité puisse être méconnue ou méprisée impunément. Lorsqu'ils se présentent pour exécuter les ordres du curé et pour réprimer un désordre quelconque, la résistance qui leur est faite produit presque toujours un tumulte, un trouble, par conséquent une atteinte à l'exercice du culte. Alors il y a délit de la part des récalcitrants, délit punissable aux yeux de la loi, et pour lequel l'article 261 du Code pénal prononce une amende de 16 fr. à 300 fr., et un emprisonnement de six jours à trois mois. Le suisse, en pareille circonstance, ne verbalise pas, parce qu'il n'en a pas le droit, mais il doit s'empresser de dénoncer à l'autorité locale, au maire ou au procureur de la République, la conduite de ceux qui ont ainsi troublé le service du culte. L'autorité devra poursuivre les coupables sur sa plainte, et leur appliquer les peines prononcées par la loi pour les délits de ce genre.

(*Consultants :* MM. Maret, curé du diocèse du Puy ; Martineau, vicaire de Saint-Jean-de-Mont (Vendée) ; Rodrigues, curé du diocèse de Périgueux.)

FABRIQUES. — RÉPARATIONS. — INSUFFISANCE DE RESSOURCES. — RECOURS A LA COMMUNE. — FORMALITÉS.

Lorsqu'un conseil de fabrique manque de ressources pour faire les grosses réparations nécessaires à son église et qu'il est obligé de recourir à la commune pour la contraindre à subvenir à cette dépense, la délibération qu'il prend à cet effet doit-elle être envoyée directement au préfet pour la régularité de l'instruction, ou bien suffit-il de l'envoyer au conseil municipal ?

Cette question est résolue par les art. 43 et 94 du décret du 30 décembre 1809, dont voici les termes : Art. 43. « Si la dépense ordinaire, arrêtée par le budget, ne laisse pas de fonds disponibles, « ou n'en laisse pas de suffisants pour les réparations, le bureau en

« fera son rapport au conseil, et celui-ci prendra une délibération « tendant à ce qu'il y soit pourvu dans les formes prescrites au « chapitre IV du présent règlement, cette délibération sera envoyée « par le président au préfet. »

Art. 94. « S'il s'agit de réparations des bâtiments, de quelque « nature quelles soient et que la dépense ordinaire arrêtée par le « budget ne laisse pas de fonds disponibles, ou n'en laisse pas de « suffisants pour ces réparations, le bureau en fera son rapport au « conseil, et celui-ci prendra une délibération tendant à ce qu'il y « soit pourvu par la commune ; cette délibération sera envoyée par « le trésorier au préfet. »

Il résulte du texte de ces articles que, en matière de réparations, la délibération du conseil de fabrique doit toujours être adressée directement au préfet, qui est chargé de faire instruire l'affaire en la forme administrative. Mais cette mesure n'est point prescrite à peine de nullité ou de déchéance de la demande; du moins aucune disposition de loi ne la prononce, et il est de principe que les nullités ne ne se suppléent pas.

Au reste, il arrive assez souvent que lorsqu'on ne prévoit de la part de la commune aucun obstacle, cette délibération, dûment signée du président et du secrétaire, est adressée directement au conseil municipal avec le dudget de la fabrique ; ce qui au surplus a toujours lieu quand il s'agit des dépenses ordinaires du culte auxquelles la commune est obligée de contribuer, à défaut des ressources de la fabrique. (Voy. *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 284 et 315.)

Ajoutons que si le conseil municipal n'allouait pas les fonds exigés pour ces objets ou n'allouait qu'une somme insuffisante, l'allocation nécessaire serait inscrite d'office au budget par un décret du chef de l'Etat, pour les communes dont le revenu est de cent mille francs et au-dessus, et par arrêté du préfet, en conseil de préfecture, pour celles dont le revenu est inférieur. Telle est la prescription de l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837.

(*Consultant :* M. l'abbé Versini (Corse).

PRESBYTÈRES. — COUVERTURE. — ENTRETIEN.

Les curés et desservants sont-ils tenus des réparations d'entretien du toit du presbytère ?

Cette question est une de celles qui se présentent le plus fréquemment. Elle nous a été adressée par plusieurs de nos abonnés, et en dernier lieu par M. Gache, vicaire du diocèse de Viviers, Charveron, curé du diocèse de Moulins, Pinel, curé du diocèse de Li-

moges, et Favigny, curé du diocése de Besançon. Il est facile de s'expliquer pourquoi elle revient aussi souvent. C'est que les fabriques et les communes ne sont malheureusement pas toujours très-empressées de faire les réparations même les plus urgentes aux maisons presbytérales. Ici elles allèguent l'insuffisance de leurs ressources; là, elles prétendent que toutes les réparations non réputées grosses réparations sont directement à la charge du curé. Ces diverses prétentions sont des fins de non-recevoir qui n'ont pas le moindre fondement. Quand la fabrique manque de fonds pour faire les réparations du presbytère, il est de son devoir de s'adresser à la commune qui est tenue d'y subvenir. Si, à son tour, celle-ci manque de ressources présentes, il lui reste la voie de l'imposition extraordinaire. En outre, l'une ou l'autre de ces administrations peut s'adresser au gouvernement qui a à répartir annuellement plus d'un million pour ces sortes de réparations. Il est donc toujours possible de se procurer quelques ressources, et lorsque les fabriques et les communes ne le font pas, au risque de laisser tomber en ruines leurs presbytères et leurs églises, elles manquent à leur devoir le plus essentiel, qui est de veiller à leur conservation.

Maintenant, pour ce qui concerne la question qui fait l'objet de la présente consultation, nous estimons que le curé n'est pas tenu des réparations d'entretien de la couverture du presbytère.

En effet, d'après l'art. 44 du décret du 30 déc. 1809 et l'art. 21 de celui du 6 nov. 1813 (1), le curé n'est tenu, à l'égard du presbytère qu'il habite, que des réparations locatives et des dégradations arrivées par sa faute. Il est, sous ce rapport, assimilé au simple locataire. Or, il s'agit de savoir si l'entretien d'un toit peut être considéré comme une simple réparation locative. Nous ne le pensons pas. Les réparations locatives sont ainsi définies par l'art. 1754 du Code civil :

« Les réparations locatives ou de menu entretien dont le locataire « est tenu, s'il n'y a clause contraire, sont celles désignées comme « telles par l'usage des lieux, et entre autres, les réparations aux « âtres, contre-cœurs, chambranles et tablettes des cheminées;—au « récrépiment du bas des murailles des appartements et autres lieux « d'habitation, à la hauteur d'un mètre ;—aux pavés et carreaux des « chambres, lorsqu'il y en a seulement quelques-uns de cassés ;—aux « vitres, à moins qu'elles ne soient cassées par la grêle, ou autres « accidents extraordinaires et de force majeure, dont le locataire « ne peut être tenu ;—aux portes, croisées, planches de cloison ou « de fermeture de boutiques, gonds, targettes et serrures. »

Il n'est point question dans cet article de l'entretien des couvertures. Il en faut conclure que cette réparation n'est point réputée

---

(1) Voyez ces actes dans le *Recueil gén. du Droit civ. ecclés.*

locative. Sans doute la nomenclature que nous venons de reproduire n'est point limitative, puisque d'après l'article précité il peut exister d'autres réparations réputées locatives par l'usage des lieux, mais en considérant le motif qui a fait mettre à la charge du locataire ces réparations, on arrive naturellement à ce résultat que l'entretien du toit d'une maison n'a point le caractère d'une réparation locative. En effet, pourquoi la loi impose-t-elle une pareille obligation au locataire? parce qu'elle suppose que c'est par son fait que ces réparations sont occasionnées. Il est censé avoir détérioré les lieux en les habitant. Mais quelle détérioration peut-il avoir fait subir à la couverture? aucune. Si quelques réparations sont devenues nécessaires pendant sa jouissance, c'est par la force naturelle des choses, par la vétusté. Or, aux termes de l'art. 1755, le locataire n'est point tenu des réparations qui n'ont été occasionnées que par force majeure et vétusté. Ces réparations ne peuvent donc, en principe, être mises à la charge du curé, et ce n'est qu'au cas où il serait établi qu'elles sont arrivées par son fait ou par le fait des personnes dont il répond qu'il serait obligé d'en supporter la dépense.

Cette espèce de réparation ne doit pas non plus être rangée parmi les grosses réparations, car l'art. 606 du Code civil ne reconnaît ce caractère qu'au rétablissement des *couvertures* entières. « Les grosses « réparations, dit cet article, sont celles des gros murs et des voûtes, « le rétablissement des poutres et *des couvertures entières;* celui des « digues et des murs de soutenement et des clôtures aussi en entier. « *Toutes les autres réparations sont d'entretien.* »

C'est donc une réparation d'entretien, d'un caractère mixte, si l'on veut, mais à laquelle le propriétaire, qui est le plus directement intéressé à la conservation de la chose, et qui est d'ailleurs forcé légalement de tenir clos et couverts ses locataires (art. 1720 du Code civil), est toujours obligé, à moins qu'une disposition de la loi n'en ait imposé la dépense à un autre, comme elle l'a fait pour l'usufruitier (art. 605 du même Code). Par ces motifs, le conseil estime que, dans l'espèce, cette réparation, qui n'est point due par le curé, est à la charge de la fabrique et de la commune qui, sous aucun prétexte, ne peuvent se dispenser de la faire.

PRESBYTÈRES.—PRESSOIR.—CUVE.—VENTE.—ATTRIBUTION DU PRIX.

Lorsque, dans un presbytère, il existe un pressoir et une cuve pour l'usage du curé ou desservant, ces objets doivent-ils être considérés comme meubles ou immeubles?

En cas de vente, qui doit profiter du produit? Est-ce la fabrique ou la commune?

L'un de nos abonnés, dans le diocèse de Bourges, nous expose qu'il existe dans son presbytère un pressoir et une cuve qui servaient

jadis au curé qui avait alors quelques parties de vignobles dans les dépendances de sa cure. Ce pressoir et cette cuve sont parfaitement inutiles au titulaire actuel, qui n'a plus lesdits vignobles dans sa dotation, attendu qu'ils ont été vendus pendant la révolution. Or, comme le presbytère a besoin de réparations indispensables, et que, jusqu'à ce jour, la commune les a constamment refusées, le consultant a proposé à son conseil de fabrique, complètement dénué de ressources, de vendre le pressoir et la cuve, et d'en appliquer le produit à l'acquit des dépenses qui seront nécessitées par ces réparations. Ce conseil a accueilli cette proposition, mais le conseil municipal, alléguant que ces objets devaient suivre la même condition que le presbytère qui est une propriété communale, prétend que le produit de la vente doit lui revenir et non point à la fabrique. Cette prétention est-elle fondée?

L'art. 524 du Code civ. décide la première question; il range généralement au nombre des immeubles par destination les pressoirs et les cuves. En effet, ces objets dépendent du bâtiment dans lequel ils ont été placés. Quand on a construit le presbytère occupé présentement par le consultant, dans un pays vignoble, il est évident qu'on a eu l'intention d'y attacher ce pressoir et cette cuve à perpétuelle demeure, suivant le dernier § de l'art. 524 précité, pour faciliter au curé les moyens de faire sa vendange.

Dès qu'on est obligé de reconnaître avec la loi à ces deux objets le caractère d'immeubles par destination, il est incontestable qu'ils doivent suivre en cas de vente le sort du bâtiment qui les renferme. Le presbytère est une propriété communale comme tous les édifices du culte non aliénés en 1792 et restitués en vertu de la loi de germinal an x; telle est la doctrine du conseil d'État exprimée par son avis du 6 pluviôse an XIII et confirmée par plusieurs avis postérieurs et même par de récents arrêts.

Le pressoir et la cuve du presbytère dont il s'agit sont donc aussi des propriétés communales; le produit de leur vente devra par conséquent appartenir à la commune, comme c'est à elle qu'appartiendrait le prix de la vente du presbytère lui-même.

Il pourrait arriver que la vente, dans ce cas, fût préjudiciable aux intérêts du desservant qui peut, en définitive, retirer un certain profit du pressoir et de la cuve en les louant pendant le temps des vendanges; mais cette considération personnelle ne peut être ici un obstacle à cette aliénation, puisqu'il résulte des faits que c'est le curé lui-même qui l'a provoquée dans son intérêt et celui de ses successeurs.

Tels sont les motifs qui déterminent le conseil à penser que le pressoir et la cuve en question doivent être vendus au nom de la commune. Il y aura d'autant moins d'inconvénient d'ailleurs dans l'application de ce principe que le produit de cette vente doit être appliqué aux réparations du presbytère même, suivant l'intention

formelle du titulaire. On peut voir dans le sens de cet avis une lettre du ministre des cultes à Mgr l'évêque de Blois, en date du 9 avril 1839.

SERVITUDES. — PRESCRIPTION.

Le propriétaire d'un mur non mitoyen qui a par son titre le droit de surélever ce mur et de percer dans la surélévation des jours sur la propriété voisine, mais qui a laissé écouler plus de trente ans sans user de son droit, peut-il encore le faire?

La fabrique d'Avallon a acheté, il y a quelques années, pour l'agrandissement de son église, la mitoyenneté d'un mur qui joint immédiatement la propriété presbytérale. Depuis cette acquisition, le propriétaire de ce mur a découvert un acte qui remonte à plus de trente-six ans et qui lui donne le droit de surélever ledit mur, et notamment d'y construire, dans la partie contiguë au jardin et à la cour du presbytère, un bâtiment avec vues sur ce même presbytère. Aujourd'hui, la fabrique aurait besoin d'acquérir la mitoyenneté d'une autre partie de ce même mur; mais le propriétaire, se fondant sur le droit que lui confère son titre, se montre plus exigeant et prétend lui faire payer, outre le prix de la mitoyenneté, l'aliénation de son droit de servitude. La fabrique, considérant que le propriétaire de ce mur en jouit depuis plus de trente ans et qu'il n'a point encore établi la surélévation et les vues réservées par son titre, soutient que ce droit de servitude est éteint, et qu'il ne saurait entrer, pour quoi que ce soit, dans la fixation de la valeur de la mitoyenneté. C'est de ces prétentions respectives qu'est née la question ci-dessus sur laquelle le conseil de jurisprudence est prié de donner son avis.

Il semble, au premier abord, qu'il résulte du titre une servitude continue au profit du propriétaire du mur. Or, s'il en était ainsi, il y aurait lieu de faire application de l'art. 707 du Code civil qui dit que la prescription à l'effet de se libérer d'une servitude continue ne commence à courir que du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude; et comme on ne prétend pas qu'il ait été fait aucun acte contraire à cette servitude, il faudrait admettre que le propriétaire peut encore user du droit d'élever son mur et de percer des jours dans la surélévation. Mais il est facile de démontrer qu'en décidant ainsi on ferait une mauvaise interprétation du titre et une fausse application de l'article précité.

Il faut bien distinguer entre la convention par laquelle on stipule un droit de servitude et le fait de la servitude même, entre la servitude promise et la servitude établie.

Dans l'espèce ci-dessus posée, il y a promesse de servitude, concession, si l'on veut, d'un droit de servitude; mais n'oublions pas que la servitude promise est un droit de vue. Or, ce droit de vue ne pouvait s'exercer que par la surélévation du mur, d'où il suit que la

servitude est restée jusqu'à présent au simple état de servitude promise et non établie. Dans cette position, il est impossible de considérer cette servitude comme une servitude continue. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler la définition que donne l'art. 688 du Code civil de cette espèce de servitude. « Les servitudes continues, « dit cet article, sont celles dont l'usage est ou peut être continuel « sans avoir besoin du fait actuel de l'homme.....»

L'usage de la servitude dans l'espèce n'est pas et ne peut pas être continuel, puisque le mur n'est pas surélevé. Il n'y a donc pas servitude continue, et par conséquent le propriétaire du mur ne peut opposer à la fabrique l'art. 707 précité pour repousser le bénéfice de la libération par la prescription.

D'ailleurs, il faut remarquer que lorsque la loi dit que la prescription ne commence à courir que du jour où il a été fait un acte contraire à la servitude, elle entend parler d'une servitude établie, d'une servitude dont on jouit réellement, en un mot, dont on fait usage actuellement. C'est en se fondant principalement sur cette considération que l'on a décidé que celui qui laisse passer trente ans sans reconstruire un mur dans lequel il avait des jours sur son voisin, a perdu son droit de servitude, bien que le voisin n'ait rien fait de contraire à la servitude (Voy. arrêt de la Cour de Rennes du 18 novembre 1843; Sirey-Devilleneuve, t. 44. 2e partie, p. 461.)

Cette décision tranche la question qui nous occupe, puisqu'il y a la plus parfaite analogie entre l'espèce de la Cour royale de Rennes et la nôtre. Il est toutefois possible d'arriver à une démonstration plus complète en précisant davantage la nature du droit du propriétaire.

On peut voir dans ce droit une créance ayant pour objet d'obtenir la jouissance d'une servitude continue; ou, en d'autres termes, on peut y voir la faculté d'établir une servitude.

Selon Pardessus, c'est une créance, puisque le propriétaire a le droit de contraindre son voisin à souffrir l'établissement et la jouissance de la servitude. Cet auteur, après avoir parlé de l'extinction des servitudes *établies* dont a commencé de jouir le propriétaire du fonds au profit duquel elle a été stipulée, s'occupe du cas où il n'y a eu qu'une simple promesse de servitude, pour en commencer *l'exercice* à une époque déterminée avec plus ou moins de précision. et il pose l'hypothèse suivante :

« Un propriétaire, qui se propose de construire une maison sur un « terrain, a stipulé que la maison voisine devra certaines servitudes « à la maison projetée. Il est trente ans sans construire et par con- « séquent sans avoir occasion de réclamer la *mise en possession* de la « *servitude promise*. Ce laps de temps éteindra *l'obligation* contractée « envers lui, car s'il n'a pas joui de la servitude, il doit s'imputer de « n'avoir *rien fait pour en obtenir la jouissance*, comme tout créan- « cier doit s'imputer d'avoir été trente ans sans exiger le paiement « de son débiteur. » (Pardessus, *Des Servitudes*, n° 310.)

Troplong voit, de son côté, dans le droit du propriétaire du mur la faculté d'établir une servitude et arrive aussi à la même conclusion. Il traite d'une manière toute spéciale des conventions par lesquelles on se réserve ou l'on acquiert le droit de faire certaines choses, et il se demande si ce droit, qu'il appelle *faculté conventionnelle*, s'éteint par la prescription de trente ans, et il dit : « Qu'est-ce « qu'une faculté qu'un individu se crée à lui-même sur un tiers? « c'est un droit qui assujettit la personne de ce tiers. Il prend son « point d'appui dans le contrat générateur de l'obligation, il est do- « miné par lui et il se résout en une action pour forcer l'obligé à « tenir sa promesse ; or, toutes les actions sont prescriptibles ; passé « trente ans, elles sont éteintes.

« D'ailleurs conçoit-on que l'homme puisse aller plus loin que la « loi et se créer de sa propre puissance des droits imprescriptibles, « lorque la loi ne veut pas qu'on renonce d'avance à la prescription? « (Troplong, *Des Prescriptions*, n^os^ 124 et suiv.)

Cet auteur justifie sa doctrine par un arrêt qui est parfaitement applicable à la question qu'il s'agit ici de résoudre et dont voici l'espèce :

Le sieur Lagorce avait acheté une grange et une autre petite étable et de plus le droit de construire deux fours sur le terrain limitrophe appartenant au vendeur, et il avait laissé écouler trente ans sans construire de four. Lorsqu'il a voulu le faire, on lui opposa la prescription. La contestation fut portée devant les tribunaux, et il fut décidé que la faculté de bâtir sur le terrain d'un voisin est soumise à la prescription de trente ans, bien que celui qui a vendu cette faculté ait reconnu dans le contrat ne jouir qu'à titre précaire, jusqu'à l'époque où l'acquéreur exercerait son droit. (Arrêt de la cour de Limoges, du 22 mars 1811.)

Il est vrai qu'autrefois la question de savoir si les facultés conventionnelles sont prescriptibles par trente ans était fortement controversée. C'était, dit un auteur, *ingens pugna et acerrima dimicatio scolasticorum auctorum* (Voy. d'Argentré sur la *Commune de Bretagne*, art. 266, chap. 8, n° 1^er^). Mais aujourd'hui il ne reste plus de doute. Les facultés contractuelles se prescrivent par trente ans comme toutes les actions réelles ou personnelles. (Voy. dans ce sens Pothier, *De la Vente*, n° 391 ; Dunod, *Prescriptions*, p. 90, et Troplong, *Des Prescriptions*, n° 123.)

En résumé, et par tous ces motifs, nous estimons que le propriétaire du mur n'a pas et qu'il n'a jamais eu de servitude continue sur la propriété presbytérale, qu'il n'avait, en vertu de son titre, qu'une simple créance, la faculté d'établir une servitude ; qu'ayant laissé écouler trente ans sans exiger sa créance de son débiteur, sans exercer la faculté contractuelle qu'il avait, son voisin, qui était son débiteur, se trouve libéré par la prescription de trente ans (art. 2262 du Code civ.), et qu'aujourd'hui, dans la vente projetée ledit

propriétaire n'est pas fondé à faire valoir l'aliénation de son droit de servitude, qui n'existe plus.

Délibéré à Paris par MM. F. Béchard, L. De Villeneuve, Bioche, Rivain, l'abbé André, Masson, Gervais, Sourdat, Biauzon, Tripet et De Champeaux.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Curé.—Ouverture d'une école primaire libre dans le presbytère.— Opposition de la commune.

Le conseil de jurisprudence du *Bulletin* vient d'être saisi d'une question fort importante et d'une grande actualité. C'est celle de savoir si le curé auquel la loi du 15 mars 1850 a d'ailleurs reconnu, comme à tout autre citoyen, le droit d'ouvrir une école élémentaire privée, peut établir cette école dans le presbytère qui lui est fourni par la commune et contrairement à l'opposition du conseil municipal.

Il n'est pas nécessaire de faire ressortir ici tout l'intérêt qui s'attache à la solution de cette question; les considérations les plus graves militent en faveur de l'affirmative; mais des raisons qui ne sont pas sans valeur peuvent aussi être invoquées à l'appui de l'opinion contraire. Nous ne la voulons point préjuger, mais nous dirons qu'elle a paru au conseil de jurisprudence digne du plus sérieux examen. Aussitôt que la consultation aura été arrêtée et rédigée, nous nous empresserons de la porter à la connaissance de nos lecteurs.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Novembre.

MM. les Marguilliers savent qu'ils ont à se réunir en séance ordinaire dans le courant du mois de novembre, conformément à l'article 22 du décret du 30 décembre 1809.

Ils porteront leur attention sur la location des bancs et places de l'église qui, dans quelques localités, se renouvelle à la Saint-Martin ou dans les premiers jours de novembre. Les locations à vie sont encore pratiquées dans certaines paroisses; quoiqu'elles soient autorisées par l'art. 68 du décret du 30 décembre 1809, nous n'avons pas coutume de les conseiller, parce que, d'une part elles entravent la liberté des fabriques, et que de l'autre étant ordinairement faites pour une somme une fois donnée, elles tarissent en quelque sorte la source de leurs revenus annuels. Ces concessions ne sont pas d'ailleurs valables sans adjudication, et si elles n'ont point été faites selon les formalités réquises (art. 69, 70 et 71 du décret du 30 décembre 1809). Les locations pour trois, six ou neuf années sont plus favorables, quand le prix en est payé par une prestation annuelle. C'est l'avantage que présentent toujours les locations d'un an qui permettent aux fabriques d'établir fréquemment une concurrence utile parmi

les fidèles et de fournir par ce moyen à leurs dépenses ordinaires ; tandis que si elles consentent à des concessions plus longues et se bornent à exiger une somme une fois payée, quand cette somme est employée, elles se trouvent privées de leurs plus grandes ressources. (Voy. sur les règles d'après lesquelles il doit être procédé à ces locations, *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 281.) MM. les marguilliers ne perdront pas non plus de vue le renouvellement des baux des biens ruraux des fabriques, dans les paroisses où il a lieu à cette époque. Nous leur rappellerons aussi, et d'une manière toute spéciale leur obligation concernant les réparations dont les églises et presbytères peuvent avoir besoin. (Voy. pour les règles à observer en cette matière le *Bulletin des Lois civiles ecclesiastiques*, vol. 1849, p. 316.)

Chronique.

ACTES DU SAINT-SIÉGE.

Consistoire du 30 septembre.

C'est le 30 septembre qu'a eu lieu le consistoire secret annoncé depuis longtemps. Il a eu lieu au vatican. Après une courte allocution du Souverain Pontife. les prélats dont les noms suivent ont été préconisés :

Mgr Josesph Cosenza a été élevé à l'archevèché de Capoue ; Mgr Régnier à l'archevêché de Cambrai ; Mgr Ad. Bartakovics à l'archevêché d'Agria en Hongrie : Mgr L. de La Garza à l'archevêché de Mexico ; Mgr E. Zaccone à l'archevêché de Teramo ; puis à l'évêché de Brescio en Lombardie, le R. D. Verzeri, prêtre et chanoine de Bergame ; à l'évêché de Trévise, le R. D. A. Farina, prêtre et chanoine de Vicence ; à l'évêché d'Angoulême, M. l'abbé Cousseau, prêtre, directeur du grand séminaire de Poitiers ; à l'évêché de Bosnarie (Hongrie), le R. R. Kollarcsik, à l'évêché de Scepaco-ou-Zips, le R. D. Zaboisky, docteur en théologie ; à l'évêché d'Hildesheim en Hanovre, le R. D. Ed. J. Wedekin, chanoine de la cathédrale ; à l'évêché de Sébaste *in partibus infidelium*, le R. D. Dekowshi, vicaire-général de Culm.

Sa Sainteté a ensuite proclamé cardinaux de l'ordre des prêtres : Mgr. Raph. Fornari, nonce apostolique en France ; Mgr P.-T.-D. d'Astros, archevêque de Toulouse ; Mgr. J.-J. Bonnel y Orbe, archevêque de Tolède : Mgr J. Cosenza, archevêque de Capoue ; Mgr J.-N.-A.-C. Matthieu, archevêque de Besançon ; Mgr J.-J. Romo, archevêque de Séville ; Mgr Th. Gousset, archevèque de Reims ; Mgr J.-G. de Someran-Beckh, archevèque d'Olmutz ; Mgr J. Geissel, archevêque de Cologne ; Mgr de P.-P. de Figueredo, Cunha e Mello, archevêque de Braga ; Mgr N. Wiseman, archevêque de Westminster ; Ggr J. Pecci, évêque de Gubbio ; Mgr M. de Diepenbrok, évèque de Breslau.

De l'ordre des diacres : Mgr R. Roberti, auditeur-général de la chambre apostolique.

L'instance du sacré Pallium a été faite en faveur de NN. SS. les archevêques de Cambrai, d'Agria, de Mexico, et de plus pour NN. SS. Smith, archevêque du Port-d'Espagne ; J. Hughes, archevèque

de New-York; A. Blanc, archevêque de la Nouvelle-Orléans, et J.-B. Purcell, archevêque de Cincinnati.

Consistoire du 3 octobre.

Le 3 octobre, dans la matinée, le pape Pie IX est allé de ses appartements du Vatican à la salle ducale pour donner le chapeau cardinalice aux cardinaux Wiseman, Cosenza, Pecci et Roberti. Ces quatre cardinaux se sont d'abord rendus à la chapelle Sixtine, où ils ont prêté le serment prescrit par les constitutions apostoliques. A cet acte, assistaient leurs éminences les cardinaux Macchi, doyen du Sacré-Collége; Mattei, camerlingue du Sacré-Collége; Fransoni, premier cardinal de l'ordre des prêtres; Riario Sforza, premier cardinal de l'ordre des diacres; Antonelli, pro-secrétaire d'Etat (remplaçant le cardinal vice-chancelier absent), et Mgr Ruggero Antici-Maltei, secrétaire de la Sacrée-Congrégation consistoriale et du Sacré-Collége.

Après la prestation du serment, les nouveaux-cardinaux ont été introduits dans la salle consistoriale par les cardinaux-diacres, qui les ont accompagnés jusqu'au trône pontifical. Là, ils ont baisé d'abord le pied et puis la main au Saint-Père, qui leur a donné l'accolade. Leurs collègues les ont ensuite embrassés, après quoi chacun d'eux est allé occuper la place qui lui était destinée. Ils l'ont quittée au bout de quelques instants, pour revenir au trône, d'où Sa Béatitude leur a imposé le chapeau cardinalice.

Tous les cardinaux se sont ensuite rendus dans la chapelle pour y assister au chant du *TeDeum*, après lequel le cardinal-doyen ayant récité l'oraison *Super electos*, ils ont donné à leurs nouveaux collègues un second baiser de félicitation.

Le consistoire public étant terminé, Sa Béatitude a tenu le consistoire secret, dans lequel, selon la coutume, le Saint-Père a fermé la bouche à leurs éminences les cardinaux Wiseman, Cosenza, Pecci et Roberti.

Ensuite, Sa Sainteté a proposé les Eglises dont les noms suivent :

L'église archiépiscopale de Séleucie, *in partibus infidelium*, pour le R. D. Louis de Lero, prêtre de Madrid, prédicateur et confesseur royal.— L'église cathédrale de Méchoacan, dans l'Amérique Septentrionale, pour le R. D. Clément Munguia, chanoine de cette cathédrale.—L'église cathédrale de la Réunion ou de Saint-Denis (île Bourbon), nouvellement érigée en Afrique), pour M. Florian-Julien Desprez, prêtre de l'archevêché de Cambrai, curé de Roubaix.—L'église cathédrale de la Martinique ou du fort de France, nouvellement érigée dans les Antilles, en Amérique, pour M D. Jean-François-Etienne Leherpeur, prêtre diocésain de Bayeux, attaché aux missions érigées dans ce diocèse sous le titre de *Notre-Dame-de-la-Délivrande*, chanoine titulaire de la cathédrale et vicaire-général de l'évêque de Bayeux.—L'église cathédrale de la Guadeloupe ou de la Basse-Terre, nouvellement érigée dans les Antilles, en Amérique, pour le R. D. Pierre-Gervais Lacarrière, prêtre diocésain de Saint-Flour, chanoine honoraire de Bordeaux et de Saint-Flour.—L'église épiscopale de Tomaco *in partibus infidelium*, pour le R. D. Georges-Claude-Louis-Pie Chalandon prêtre de Lyon, chanoine titulaire de la cathédrale de Metz, vicaire général de l'évêque de ce diocèse, député comme coadjuteur, avec future succession, de l'évêque actuel de Belley (1).

---

(1) Le décret de nomination de Mgr Chalandon au titre de coadjuteur de Mgr l'évêque de Belley, est du 21 mai 1850.

Ensuite Sa Sainteté a, selon la coutume, ouvert la bouche à leurs éminences les cardinaux Wiseman, Cosenza, Pecci et Roberti.

Après quoi S. Em. Mgr le cardinal Wiseman a demandé le Sacré-Pallium pour la métropole de Westminster, en Angleterre, récemment érigée par Sa Sainteté. S. Em. Mgr le cardinal Cosenza a fait la mème demande pour la métropole de Capoue.

Enfin le Saint-Père a assigné les titres presbytéraux : à l'éminentissime Wiseman le titre de Sainte-Pudentienne ; à l'éminentissime Cosenza le titre de SainteMarie *in Traspontina;* à l'éminentissime Pecci le titre de Sainte-Balbine, et à l'éminentissime Roberti la diaconie de Sainte-Marie *in Dominica*.

REMISE DE LA BARETTE AUX NOUVEAUX CARDINAUX.

Le 25 a eu lieu à la chapelle de Saint-Cloud la remise des barettes que le Pape a accordées à Mgr Fornari, nonce du Souverain-Pontife à Paris, aux archevêques de Toulouse, de Reims et de Besançon.

L'archevêque de Toulouse était absent à cause de son grand âge.

Le président de la République a honoré de sa présence cette cérémonie toute religieuse. On remarquait au nombre des assistants MMgrs les évêques d'Ajaccio, d'Amiens et de Mantchourie, ainsi que M. le directeur des cultes.

Avant de se rendre à la chapelle, le président a invité MM. les cardinaux à un déjeûner, auquel assistaient les membres du conseil présents à Paris. La cérémonie commença aussitôt après.

Une messe basse, pendant laquelle la musique du 41e de ligne a fait entendre des airs et des symphonies, a été célébrée par M. le curé de Saint-Cloud, en présence du président, des ministres, des quatre gardes-nobles, dépêchés par S.S. auprès des nouveaux cardinaux.

A la fin de la messe, les cardinaux ont paru, conduits par les ablégats; l'ablégat du cardinal de Besançon s'est dirigé le premier vers la crédence où se trouvaient les barettes, a pris le bref du souverain Pontife, l'a présenté au prélat, qui l'a baisé, puis s'est mis à genoux devant le président. Louis-Napoléon a pris la barette présentée par l'ablégat sur le plateau de vermeil et l'a placée sur la tête du prélat, et ainsi des deux autres.

La cérémonie étant terminée, le président et sa suite se sont retirés. Les cardinaux ont été revêtir le costume de leur nouvelle dignité, sont montés dans le salon et ont prononcé l'un après l'autre le discours d'usage.

Le Saint-Père a délégué S. Em. le cardinal Fornari pour remettre, à Toulouse, la barette à Mgr le cardinal d'Astros.

Par une lettre apostolique du 24 septembre dernier, le Saint-Père a rétabli la hierarchie épiscopale en Angleterre. C'est par suite de cette mesure que Mgr Wiseman vient d'être nommé archevêque de Westminster, nomination qui ouvre une ère nouvelle au catholicisme en Angleterre, où jusqu'à ce jour, depuis la réforme, les fidèles ont été confiés à des vicaires apostoliques, évêques *in partibus.*

—Mgr Fornari étant rappelé par le Souverain-Pontife, c'est Mgr. Garibaldi qui le remplace en qualité de nonce auprès du gouverne-

ment français. Mgr Garibaldi a déjà occupé ce poste pendant plusieurs années, sous le gouvernement de Juillet.

—Mgr l'archevêque de Paris a tenu au commencement de ce mois son Synode diocésain. Cette sainte assemblée a eu pour but la promulgation des décrets du concile métropolitain qui a été célébré l'année dernière, et de quelques ordonnances synodales à la suite de ces décrets.

Mgr Dupanloup a réuni aussi le synode de son diocèse, et les décrets du concile provincial de Paris y ont été promulgués.

CONCILES MÉTROPOLITAINS.

Concile provincial de Bourges.

La première session du concile de la province ecclésiatique de Bourges a eu lieu à Clermont, le 8 octobre dans l'église cathédrale.

Les membres qui ont été appelés à faire partie de cette auguste assemblée sont :

Diocèse de Bourges —Son Eminence le cardinal Du Pont, archevêque métropolitain ; Délégués du chapitre : MM. Pélicat et Marandon, chanoines de l'église métropolitaine ; théologiens de son éminence : MM. de Lutho et Caillaud, vicaires-généraux.

Diocèse de Clermont.—Mgr Féron, évêque ; délégués du chapitre : MM. Boucard, vicaire-général et chanoine; Bergounioux, chanoine, membre du conseil épiscopal; théologiens de Mgr : MM. Mercier, vicaire-général ; Déjardin, vicaire-général, supérieur du grand-séminaire ; Grimardias, chanoine-archiprêtre de la cathédrale, membre du conseil épiscopal ; Vincent, Aglaret, Gramon, Voirdy, Malzac, Jacquet, directeurs du grand séminaire.

Diocèse de Saint-Flour.—Mgr de Marguerie, évêque ; délégués du chapitre : MM. Fouilhoux et Lamouroux de Pompignac, vicaires-généraux et chanoines.

Diocèse de Limoges.—Mgr de Buissas, évêque ; délégués du chapitre : M. Chavastelon, chanoine; théologiens de Mgr : MM. Dissandes de Bosgenet et Brunet, vicaires généraux ; Brun, vicaire-général et supérieur du grand séminaire ; Venassier, vicaire-général, curé de Saint-Michel ; Neveu, supérieur-général de la congrégation des Dames-Sainte-Marie et Saint-Joseph ; Tixier, supérieur du petit séminaire du Dorat.

Diocèse de Tulle.—Mgr Berthaud, évêque ; délégués du chapitre : MM. Lavergne, chanoine-archiprêtre de la cathédrale ; Fournet, chanoine; théologiens de Mgr : MM. Durouse, vicaire-général; Porte, vicaire général et supérieur du grand séminaire.

Evêché du Puy.—Mgr de Morlhon, évêque; théologiens : M. de Morlhon, chanoine, vicaire-général, frère de Sa Grandeur ; le R. P. Raynaud, jésuite, professeur de droit canon au scholasticat du Puy, et M. de Vernières, sulpicien, professeur de morale au grand séminaire; délégués du chapitre : M. Peala, curé de la cathédrale du Puy.

Organisation des congrégations, matières qu'elles ont traitées.

1re Congrégation.—Cette congrégation s'est occupée de la constitution divine de l'Eglise et de sa hiérarchie ; des congrégations reli-

gieuses. Elle a eu pour président Mgr l'évêque de Clermont ; pour vice-président, M. Caillaud, vicaire-général de Bourges ; pour secrétaire, M. Vincent, directeur au grand séminaire de Clermont. Quatre autres théologiens en ont fait partie.

2e Congrégation.—De la foi et des études ecclésiastiques.—Président, Mgr l'évêque de Saint-Flour ; vice-président, M. Déjardin, supérieur au grand séminaire de Clermont ; secrétaire, M. Texier, supérieur du petit séminaire du Dorat. Quatre théologiens.

3e Congrégation.—Du culte divin et des sacrements.—Président, Mgr l'évêque de Tulle ; vice-président, M. Brunet, vicaire-général de Limoges ; secrétaire, M. Grimardias, chanoine archiprêtre de la cathédrale de Clermont. Cinq théologiens.

4e Congrégation.—Des décrets.—Président, Mgr l'évêque de Limoges ; vice-président, M. de Lutho, vicaire-général de Bourges ; secrétaire, M. Brun, supérieur du grand séminaire de Limoges. Cinq théologiens.

5e Congrégation.—De la discipline.—Président, Mgr l'évêque du Puy ; vice-président, M. Durouse, vicaire-général de Tulle ; secrétaire, M. de Bosgenet, vicaire-général de Limoges. Cinq théologiens.

La seconde session a eu lieu, le 13, dans l'église de Montferrand; La troisième, le 17, dans la chapelle du grand séminaire, à Montferrand; La quatrième, le 20, dans la même chapelle, et la session de clôture, le 21, dans la cathédrale de Clermont.

Voici la liste des titres des décrets qui ont été votés :

1° Du Souverain-Pontife ; 2° des Evêques ; 3° du métropolitain ; 4° du concile provincial ; 5° de la résidence ; 6 des sacrements, 7e du baptême ; 8° de la confirmation ; 9° de l'eucharistie ; 10° de la pénitence ; 11° de l'extrême-onction et de la sépulture ecclésiastique ; 12° de l'ordre ; 13° du casuel ; 14° des chants en langue vulgaire ; 15° de la musique dans les églises ; 16° de la conduite à tenir en matière politique ; 17° des vicaires-généraux ; 18e des chapitres ; 19° du synode diocésain ; 20° de la prédication de la parole divine ; 21 de l'habit de chœur des ecclésiastiques ; 22° des livres défendus ; 23° des miracles et des prophéties qui n'ont pas été reconnus et approuvés par l'évêque ; 24° de la propagation des bons livres ; 25° de l'usage et de la lecture de l'Ecriture-Sainte ; 26° de la réforme des rits et usages contraires aux rubriques ; 27° des ecclésiastiques qui se livreraient à l'enseignement sans en avoir reçu l'autorisation de leur évêque ; 28e de ce qu'on doit apprendre et enseigner, tant dans les grands que dans les petits séminaires ; 29° de la préparation des directeurs de séminaires ; 30° des personnes qui habitent avec les ecclésiastiques ; 31° de la vie et de l'honnêteté des ecclésiastiques ; 32° des reliques des saints et des images ; 33° du mariage ; 34° des catéchismes ; 35° du soin et de la visite des malades ; 36° de l'habit ecclésiastique et de la tonsure ; 37° de l'obligation pour les ecclésiastiques de se livrer à l'étude, et du choix des livres ; 38° des conférences ecclésiastiques ; 39° de l'examen des jeunes prêtres ; 40° des aumôniers, chapelains et autres prêtres qui n'ont point de titre ; 41° des curés et de leurs vicaires ; 42° du respect que l'on doit aux personnes consacrées à Dieu ; 43° des congrégations religieuses ; 44° de la sanctification des dimanches et fêtes de précepte ; 45° du retour à l'unité liturgique ; 46° contre les erreurs : rationalisme, mythisme, panthéisme, indifférentisme, socialisme et communisme.

NÉCROLOGIE.

—L'église de France vient de faire une grande perte en la personne de Mgr des Essarts, évêque de Blois, qui a rendu son âme à Dieu après une longue et douloureuse maladie. Mgr des Essarts était âgé de cinquante-six ans ; il n'occupait le siége de Blois que depuis 1844.

BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE

Actes officiels.

CULTE.—COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu) *aux préfets, concernant les nouveaux délais fixés par le décret du* 11 *août* 1850, *pour la clôture des opérations de comptabilité.*

Paris, le 31 octobre 1850.

Monsieur le préfet,

Un décret du président de la République, en date du 11 août 1850, inséré dans le *Moniteur* du 14 suivant (1), porte qu'à partir de l'exercice 1850, la durée des exercices sera abrégée de deux mois, c'est-à-dire que l'ordonnancement des dépenses devra être clos désormais le 31 juillet de la seconde année et les payements le 31 août.

Cette nouvelle mesure, qui a pour objet de faciliter le prompt établissement et l'apurement du compte définitif de l'exercice expiré, est aussi plus favorable aux créanciers de l'Etat, puisqu'elle doit imprimer une impulsion plus rapide à la liquidation et au payement des dépenses, et prévenir l'accumulation d'un trop grand nombre de créances au moment de la clôture des payements.

Aucun préjudice n'est porté d'ailleurs aux droits des créanciers qui n'auraient pu être soldés à cette époque, car les créances continueront à pouvoir être réordonnancées jusqu'au terme fixé pour la déchéance ; mais le décret du 11 août 1850, abrégeant le délai dans lequel s'opéraient précédemment toutes les opérations de comptabilité des exercices, le devoir de l'administration est de porter à la connaissance des créanciers de l'Etat les nouvelles dispositions qui limitent désormais ce délai, afin qu'ils ne soient plus fondés à croire qu'ils peuvent attendre, comme par le passé, jusqu'au 31 octobre de la seconde année, pour se présenter aux caisses du trésor ; ils ne sauraient donc être avertis d'une manière trop pressante de faire acquitter leurs mandats avant le 31 août (*nouveau terme*). Passé cette époque, les sommes qui resteraient encore dues ne pourraient

(1) Ce décret a aussi été publié dans le *Bulletin des Lois*, X^e^ série, n° 2368. Une seule disposition de ce décret nous paraît intéresser nos lecteurs, c'est celle qui fixe au 31 août de la deuxième année de l'exercice au lieu du 31 octobre, l'époque à laquelle les créanciers de l'Etat ne peuvent plus se présenter pour recevoir le montant de leurs créances. Ils doivent donc réclamer leur paiement avant ce délai, faute de quoi les ordonnances et mandats délivrés à leur profit seraient annulés, sans préjudice toutefois des droits de ces créanciers et sauf remboursement jusqu'au terme de déchéance. (Art. 3 du décret.)

plus être réordonnancées que sur les exercices suivants au titre d'exercices clos, ce qui entrainerait des délais considérables que l'administration doit chercher à leur éviter.

Il importe, monsieur le préfet, que vous donniez la plus grande publicité aux dispositions du décret du 11 août 1850 en les faisant insérer dans votre bulletin administratif. Il sera, en outre, nécessaire de vous concerter avec le payeur de votre département, afin que vous puissiez adresser, le 31 juillet prochain, époque de la clôture des liquidations et des ordonnancements, à chaque créancier porteur d'un mandat délivré par vous sur l'exercice 1850 et non acquitté, un avis de se présenter avant la fin du mois suivant à la caisse du payeur pour y recevoir le montant de sa créance.

D'une autre part, monsieur le préfet, les nouvelles dispositions concernant la durée des exercices, imposant à l'administration l'obligation d'apporter tous ses soins à la prompte liquidation de toutes les dépenses à la charge de l'exercice courant, je suis en droit d'espérer que les plus grandes diligences seront faites dans vos bureaux pour faire constater la totalité des dépenses dès le premier mois de la deuxième année de l'exercice, et pour qu'elles soient mandatées au 31 juillet suivant.

L'examen des comptes a souvent donné lieu d'observer que la dépense du binage n'est connue que longtemps après l'expiration de l'année à laquelle le service se rattache. Ce retard met l'administration dans l'impossibilité, en ce qui concerne les dépenses du personnel, de réunir tous les éléments d'une situation exacte à la fin de la première année de l'exercice, époque à laquelle doit être publié ce document. Vous devrez donc, à cet égard, vous entendre avec Mgr l'évêque du diocèse, afin d'obtenir, dès le 31 décembre, les renseignements qui pourront vous permettre de constater, aussitôt l'expiration de l'année, la totalité de la dépense relative au personnel.

Quant aux services du matériel, qui, par exception, sous l'empire du règlement du 31 mai 1838, pouvaient se prolonger jusqu'au 1er mars de la seconde année, vous remarquerez, monsieur le préfet, que ce délai a été limité par l'art. 1er du nouveau décret au 1er février.

Vous aurez donc à veiller à ce que toutes les dépenses concernant ces services soient complétement effectuées avant ce dernier terme.

Recevez, etc.,

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé : E. DE PARIEU.

Pour expédition :

Le Directeur de l'administration des cultes,

DE CONTENCIN.

CULTE.—COMPTABILITÉ ADMINISTRATIVE.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'Instruction publique et des cultes* (M. de Parieu), *à NN. SS. les archevêques et évêques, relative à l'envoi de la circulaire précédente.*

Paris, le 31 octobre 1850.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous transmettre un exemplaire de la circulaire que je viens d'adresser à MM. les préfets, à propos des nouvelles dispositions du décret du 11 août 1850, qui abrége de deux mois les délais accordés précédemment pour l'ordonnancement et le payement des dépenses.

Je vous prie, Monseigneur, de vouloir bien donner connaissance de cette circulaire aux divers membres du clergé de votre diocèse, et de les inviter à transmettre à qui de droit, aussitôt après le 31 décembre, la réclamation des sommes qui leur seraient dues pour service fait dans l'année qui vient d'expirer; en se conformant à cet avertissement, ils mettront l'administration en mesure de faire droit immédiatement à toutes les demandes; et ceux d'entre eux auxquels des portions de traitement ou d'indemnité de binage resteraient dues éviteront ainsi les délais considérables qu'entraîne toute demande de payement adressée après l'époque fixée pour la clôture des opérations.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,

Signé E. DE PARIEU.

Pour expédition :

Le Directeur de l'Administration des Cultes,

DE CONTENCIN.

ÉGLISES ET PRESBYTÈRES.—ACQUISITIONS ET TRAVAUX.—SECOURS DE L'ÉTAT.—AVIS DES ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. E. de Parieu), *à NN. SS. les archevêques et évêques, concernant leur concours à l'instruction des demandes de secours pour acquisitions ou travaux d'églises et de presbytères* (1).

Paris, le 15 novembre 1850.

Monseigneur,

La répartition du fonds de secours porté au budget des cultes

---

(1) Plusieurs circulaires ministérielles ont déjà été publiées pour déter-

pour concourir, avec les ressources des fabriques et des communes, aux dépenses d'acquisitions, de constructions et de réparations des églises et presbytères, est un des plus importants objets de la sollicitude de mon administration.

Le crédit accordé à cet effet étant de beaucoup inférieur au montant des subventions sollicitées chaque année, il est d'autant plus nécessaire d'en faire l'application de la manière la plus judicieuse possible, par l'étude sérieuse des besoins auxquels il est affecté.

Or, l'instruction qui est suivie à cet égard est dépourvue d'une des garanties les plus importantes et d'ailleurs les plus convenables, dont l'absence constitue une lacune grave que, par cette circulaire, j'ai l'intention de combler.

Cette garantie, monseigneur, est l'avis obligé de l'évêque du diocèse à l'égard de toutes les demandes de secours faites par les communes qui en dépendent, pour acquisitions, constructions ou réparations des églises et presbytères.

Cet avis, quel que fût le prix qu'y attachât mon administration, n'avait jusqu'ici qu'un caractère purement officieux, soit qu'il fût donné spontanément par les évêques, soit qu'il leur fût demandé par mon ministère. Désormais il devra faire partie officielle et nécessaire de l'instruction.

Les considérations qui motivent cette intervention régulière de l'autorité diocésaine dans une instruction qui a pour objet les édifices consacrés au culte se présentent et se justifient si bien d'elles-mêmes, qu'il semble superflu de les énoncer.

La religion et ses ministres étant les destinataires des édifices religieux pour lesquels le secours est accordé par l'Etat, il est juste et important que l'évêque du diocèse, qui les représente, soit appelé à donner son avis sur les projets d'acquisitions ou de travaux qui concernent ces édifices, comme étant l'appréciateur compétent et légitimement intéressé de leurs nécessités et de leurs convenances.

MM. les curés et desservants trouveront par là, dans la personne de leur évêque, un organe éclairé et un appui officiel, hiérarchique et direct, qui leur permettra de faire parvenir avec plus de confiance à mon administration l'expression de besoins que la réserve de leur caractère ou leur inexpérience des voies administratives les empêche souvent de faire connaître. Ils se mettront à cet effet bien plus aisément en rapport avec le maire et le conseil municipal de leur commune, lorsqu'ils sauront qu'au-dessus d'eux la sollicitude de leur

---

miner les conditions à remplir à l'effet d'obtenir ces secours du gouvernement. Nous citerons entre autres, celles des 22 mai 1833, 20 mai 1834, 25 juin 1838, 30 mai 1839, 30 juin 1840, etc. D'après la circulaire du 22 mai 1833, les propositions de secours devaient aussi être concertées avec l'autorité diocésaine.

Pour savoir quel est le montant du secours porté cette année au budget de l'Etat, voy. la livraison de juin, p. 164.

évêque agira de concert avec celle du préfet pour le même objet, et sera également entendue et appréciée par l'administration supérieure.

Votre intervention, monseigneur, ne sera pas moins nécessaire pour obvier à un inconvénient tout opposé à celui dont je viens de parler ; c'est celui du zèle trop hâtif et trop entreprenant de quelques curés, qui les porte à s'engager aventureusement, et à entraîner à leur suite leurs paroissiens, dans des réparations et des constructions trop ambitieuses, sans s'être bien assurés à l'avance de la bonté des projets, de l'opportunité de l'exécution et de la suffisance des ressources, et qui crée pour eux, pour leur paroisse, et quelquefois pour l'administration, des embarras ou même des impossibilités compromettantes. Votre autorité, monseigneur, étant appelée à intervenir pour faciliter la satisfaction des besoins légitimes, MM. les curés seraient sans excuse de s'en affranchir pour suivre les inspirations d'un zèle trop personnel ; et vous n'aurez pas de peine à leur faire comprendre que, dans cette matière, comme dans toute autre, les voies, régulières outre qu'elles sont les plus sûres, sont aussi toujours en définitive les plus courtes. Mon administration aurait le droit de se montrer sévère dans ses refus de seçours pour ceux qui ne voudraient pas le comprendre, autant qu'elle sera portée à être favorable à ceux qui se conformeraient à ses prescriptions.

Le concours que je réclame de vous, monseigneur, n'est pas une vaine formalité dont je veux surcharger l'instruction des demandes de secours : c'est une garantie sérieuse que je sollicite de votre dévouement et de votre zèle, et à laquelle je suis disposé à avoir le plus grand égard. Pour vous mettre à même de me prêter ce concours réel et efficace, vous trouverez donc bon, monseigneur, que je vous fasse connaître les principales dispositions selon lesquelles il devra s'exercer.

Le nombre des projets de travaux d'église et de presbytère pour lesquels des subventions sont demandées tous les ans à mon administration est hors de proportion avec le crédit qui y est affecté, et il va s'accroissant chaque année. Il y a, dans ce zèle des populations pour les édifices consacrés à la religion, et dans les sacrifices souvent admirables qu'elles font pour les élever ou les restaurer, un symptôme honorable et rassurant pour l'avenir de notre société. Mais ce zèle a besoin d'être éclairé et dirigé dans l'intérêt même de ceux qu'il anime, et le secours le plus précieux que l'administration peut lui prêter n'est pas tant celui de l'argent que celui du conseil. Elle a le droit, dans tous les cas, de faire dépendre la concession du premier de ces secours de l'acceptation du second.

La commission des arts et édifices religieux, placée auprès de mon administration pour apprécier les propositions de travaux qui concernent les édifices diocésains, lui prête aussi son concours pour l'éclairer sur tous les projets de construction ou de restaurat

d'édifices paroissiaux pour l'exécution desquels des secours me sont demandés. Sans se montrer trop rigoureuse, et en réduisant ses exigences aux conditions les plus essentielles de la construction et aux convenances les plus vulgaires de l'art religieux, elle n'a que trop souvent à improuver les projets qui lui sont soumis ou à y introduire des modifications importantes.

Ce serait se méprendre gravement sur la conduite de l'administration et sur l'intérêt des communes que d'imputer ces exigences à un abus de la centralisation administrative, et de ne pas y voir un de ses bienfaits les plus réels.

Ce bienfait toutefois, monseigneur, sera plus assuré, et ne sera pas acheté par de si longs retards, lorsque les projets auront reçu l'épreuve préalable de votre sage appréciation, jointe à celle de M. le préfet. Mon administration se montrera d'autant plus favorable aux demandes des communes, que les projets seront devenus plus dignes du secours et plus prêts à le recevoir par cette première révision.

Votre goût éclairé et compétent, monseigneur, vous fera très-bien apprécier tout ce qui est de convenance religieuse et de bonne disposition dans les projets d'églises et de presbytères. Pour tout ce qui est d'appréciation technique et qui tient à l'art de la construction, le concours des hommes spéciaux de la province ne vous fera pas défaut; je vous assure à l'avance celui de MM. les architectes diocésains, qui seront jaloux de répondre à l'appel que vous ferez à leurs lumières.

Parmi les points qui devront fixer votre attention et la leur, je signalerai plus particulièrement la combinaison des charpentes, qui, par l'absence ou la mauvaise disposition des entraits, ne sont pas suffisamment reliées, et, portant à faux sur les murs, les poussent au vide et les écartent. Ce vice capital se rencontre dans un grand nombre de projets.

Il tient souvent à ce qu'on veut donner un trop grand développement aux voûtes, sans élever suffisamment les murs latéraux pour recevoir les entraits, parce que les ressources dont on dispose ne se prêtent pas à cette élévation. Il faut alors faire comprendre aux localités qui tiennent à ces projets qu'elles aient à se contenter de voûtes moins élevées, ou de simples plafonds, ou de voûtes élevées, mais avec entraits apparents, plutôt que de s'exposer, pour une satisfaction tout au plus viagère, à léguer infailliblement à leurs successeurs la ruine plus ou moins prochaine de leur église.

C'est encore une fausse économie, et qui sacrifie trop à l'effet et au mauvais effet, que celle qui affectionne les voûtes ou plafonds en latis enduits de plâtre, ainsi que les corniches, chapiteaux et moulures en terre cuite ou carton pierre. Ces revêtements et ornements plaqués et de faux goût, qui ressemblent trop à ces décorations éphémères que la fantaisie du siècle demande à la spéculation, ne

conviennent pas à des édifices sacrés, où tout doit être sérieux, simple, vrai, durable, comme le culte auquel ils sont destinés et la foi des générations qui s'y succèdent ; et ils coûtent en définitive plus cher, par l'entretien et le renouvellement qu'ils réclament, que des voûtes en pierre, en briques ou en bois apparent, ou de simples plafonds en lambris avec couvre-joints, qui du moins tiennent toute la solidité qu'ils promettent.

En général, monseigneur, et pour le plus grand nombre des communes rurales, les projets les plus modestes sont les plus convenables et les plus favorablement accueillis, pourvu qu'ils portent le caractère de leur auguste destination. Il faut qu'ils offrent de l'espace à l'intérieur eu égard à la population, de l'air, une vue générale de l'autel principal, des diverses parties de l'édifice, une communication facile avec la sacristie, et une disposition qui permette à plusieurs autels secondaires de trouver place. Les façades et les clochers ne doivent pas être dépourvus de caractère ; mais ils ne doivent pas absorber en découpures et ornements prétendus gothiques des sommes qui seraient mieux employées à l'intérieur ou à leur propre solidité.

L'administration des cultes n'impose, du reste, aucun style d'architecture aux communes ; tous sont acceptés pourvu qu'ils remplissent les conditions essentielles. MM. les architectes trouveront autour d'eux, dans les anciens édifices religieux de la province, des types d'architecture d'où une étude intelligente saura tirer d'utiles inspirations.

Dans tous les cas, monseigneur, je n'ai pas besoin de dire que, pour tout ce qui est restauration, on doit se conformer au genre de l'édifice qui en est l'objet, et ne pas y introduire de dispositions disparates.

Quant à ce qui est reconstruction, il est une recommandation essentielle à l'observation de laquelle je vous prie d'employer toute votre influence : c'est que jamais on n'entreprenne aucune démolition de toute ou partie d'une ancienne église sans m'avoir fait connaître au préalable, par un dessin graphique, l'état ancien de l'édifice avec l'état nouveau qu'on a l'intention de lui substituer. Cette précaution a pour objet, vous le comprenez, monseigneur, de prévenir la destruction ou la mutilation de ces vieux monuments, de ces anciennes dispositions architecturales, dont la valeur échappe souvent à la connaissance de ceux qui les possèdent, et qui sont des types précieux, devenus trop rares, que les artistes recherchent et étudient pour en faire tourner l'imitation à la gloire de la religion qui les a inspirés.

Le haut intérêt que réclament les églises ne doit pas nous faire oublier celui qui est dû aux presbytères. Vous comprendrez mieux que personne les conditions de convenance et de salubrité qu'ils doivent présenter : leur proximité de l'église, sans y être adhérents ;

leur dégagement des maisons d'école et de mairie, avec lesquelles on les relie et on les mêle trop souvent ; leurs dispositions intérieures et leurs dépendances commodes et suffisantes ; leur caractère enfin simple et digne, sans luxe, mais non sans une convenable bienséance (1).

Mais toutes ces recommandations et ces exigences, vous l'avez déjà compris, monseigneur, seront vaines ou profitables, et le but d'amélioration que je me propose sera complétement atteint ou ne le sera que très-imparfaitement, selon que l'on aura rempli ou que l'on aura négligé une première condition qui ne dépend que très-indirectement de nous : c'est le bon choix des architectes appelés par les communes et les paroisses à dresser les projets. Les projets seront bons ou mauvais selon que leur auteur sera ou non capable ; ils seront susceptibles d'amendements, et ces amendements seront compris et opérés facilement s'il a l'intelligence de son art et s'il en comprend la langue. Il est malheureusement un trop grand nombre de projets qui, outre qu'ils sont mauvais en eux-mêmes, supposent dans celui qui les a faits une impéritie et une inhabileté qui ne permettent de rien en attendre, et qui rendent inutiles toutes les demandes de modifications ou de nouveaux projets qui pourraient être faites, tant qu'on ne s'adressera pas à un homme plus compétent. Sous ce rapport, mon administration décline à l'avance toute responsabilité au sujet des renvois multipliés de projets et des refus de secours qui seraient motivés par de telles inaptitudes. Elle est résolue à ne pas être complice d'une dégradation de l'art dans sa plus noble application, qui couvrirait bientôt de la barbarie de ses œuvres cette terre de France que les siècles de foi avaient dotée de monuments si admirables jusque dans leurs débris.

Vous pouvez mieux que moi, monseigneur, par la haute et immédiate influence que vous avez sur les paroisses et les communes de votre diocèse, prévenir un tel abaissement, en leur faisant comprendre l'intérêt qu'elles ont, vis-à-vis de mon administration, à ne confier leurs constructions ou restaurations d'édifices paroissiaux qu'à des mains dignes, et en les dirigeant vous-même, monseigneur, dans leurs choix.

Le secours en lui-même, monseigneur, indépendamment du mérite du projet, n'est accordé que selon certaines règles et proportions que je dois maintenant préciser.

D'abord, comme le mot l'indique, et surtout comme le chiffre relativement modique porté à cet effet au budget le fait comprendre, le *secours* n'est dû qu'aux paroisses et communes qui sont à bout de ressources et de sacrifices. Quelle que soit la dépense, si les

---

(1) Nous appelons l'attention des communes et des fabriques sur ce passage de la circulaire, qui mérite d'être connu et médité par elles.

ressources locales peuvent y suffire, il n'y a pas lieu, il ne saurait y avoir droit au secours. J'ajoute que le secours est d'autant plus aisément, d'autant plus largement obtenu que les sacrifices qu'on a faits sont plus considérables. Il faut que ces sacrifices et l'épuisement des ressources, qui ne permettent pas d'en faire de plus grands, soient justifiés par les engagements des fabriques et des communes (ou des particuliers) et par leurs budgets.

En second lieu, le secours n'est accordé que pour les constructions ou grosses réparations, jamais pour l'ameublement et l'ornementation intérieure, dont le zèle et le dévouement des fidèles se flatte ordinairement de faire les frais (1).

Les communes rurales ont plus particulièrement droit au secours, celles des grandes villes, outre les ressources municipales, offrant, dans le nombre et l'aisance de leurs habitants, des ressources particulières ui suffisent en général.

La proportion du secours est ordinairement du quart ou du tiers de la dépense totale. Cette proportion tend à baisser lorsque la dépense s'élève, et réciproquement. Elle peut dépasser même le tiers dans certains cas très-exceptionnels, lorsque la dépense n'est pas considérable, qu'il s'agit de travaux de première nécessité, et que la commune est dépourvue de ressources. En général, les plus petits secours sont les plus largement et les plus promptement accordés, parce qu'ils atteignent le plus grand nombre des communes et les plus pauvres.

Dans tous les cas, le secours n'est accordé que lorsqu'on justifie qu'on a déjà les autres ressources qui doivent avec lui suffire à toute la dépense.

Telles sont, monseigneur, les conditions immédiates et les proportions du secours.

Le dossier justificatif de ces conditions et de toutes celles susénoncées sera formé par les soins de M. le préfet, qui, après avoir pris votre avis et y avoir joint le sien, me transmettra le tout, lorsque vous aurez jugé avec lui qu'il peut être donné suite à la demande (2).

---

(1) Les demandes de secours ne seraient point accueillies si elles étaient formées par des communes dont l'église est dépourvue d'un titre légal, pour des travaux ou acquisitions non autorisés, pour achat d'ornements, vases sacrés ou mobilier (*Circulaire du 22 mai* 1833). Il faut que l'église soit légalement érigée en cure, ou en succursale, ou en chapelle. (*Circulaire du 10 juin* 1840; *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, liv. de juin 1850, p. 172, en note).

La circulaire du 10 juin 1840, en statuant que ces secours ne peuvent être employés à des dépenses d'embellissement, ajoute qu'ils ne peuvent l'être non plus à des dépenses d'entretien; mais la présente circulaire ne rappelle point cette restriction.

(2) Cette circulaire ne fait point connaître d'une manière complète les pièces qui doivent composer le dossier de ces demandes de secours. Il n'eût

L'ouverture des travaux ayant lieu au mois de mars, la première et la plus importante répartition du fonds de secours se fera dans les deux mois de janvier et février qui précèdent. Pour pouvoir y prendre part, il faut que les demandes complétement instruites soient parvenues à mon administration le 31 décembre. Passé ce terme, elles ne viendraient qu'à la répartition secondaire qui aura lieu au mois de mai.

Je crois avoir épuisé, monseigneur, tout ce que j'avais à vous dire sur cette matière importante du bon emploi du fonds de secours affecté aux édifices paroissiaux dans le budget de mon ministère. Je ne crains pas d'être entré avec vous dans trop de détails à cet égard. Je suis certain d'avoir satisfait par là votre haute sollicitude pastorale pour les intérêts de la religion, étroitement liés à l'état de ses édifices, et de l'avoir mise à même de me prêter le concours nouveau que j'en attends.

Vous voudrez bien, monseigneur, m'accuser réception de cette circulaire.

J'y joins celle que j'adresse à MM. les préfets pour le même objet, et qui est destinée à compléter avec celle-ci l'ensemble des instructions par lesquelles j'espère apporter dans cette partie de mon administration toute l'amélioration dont elle est susceptible.

Agréez, monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

Pour expédition :

Le Directeur de l'administration des cultes,

DE CONTENCIN.

ÉGLISES ET PRESBYTÈRES.—ACQUISITIONS ET TRAVAUX.—SECOURS DE L'ÉTAT.—AVIS DES ARCHEVÊQUES OU ÉVÊQUES.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu) *aux préfets, concernant le concours de NN. SS. les archevêques et évêques à l'instruction des demandes de secours pour acquisitions ou travaux d'églises et de presbytères.*

Paris, le 15 novembre 1850.

Monsieur le préfet, l'instruction des demandes de secours pour

---

cependant pas été inutile de le rappeler dans l'intérêt des administrations fabriciennes et communales. Voici la nomenclature de ces pièces : 1° délibération du conseil de fabrique sur la nécessité des travaux et l'impos-

acquisitions, constructions ou réparations des églises et presbytères, était dépourvue, jusqu'à ce jour, de l'avis de l'évêque du diocèse. Cet avis était souvent officieusement adressé, toujours accueilli avec la considération qui lui était due ; mais il ne faisait pas partie essentielle de l'instruction.

J'ai voulu faire cesser cette anomalie, et, par ma circulaire de ce jour à MM. les archevêques et évêques, je les investis du droit nouveau d'apprécier avec MM. les préfets les demandes de secours concernant les édifices paroissiaux, et de m'éclairer de leur avis sur tous les projets d'acquisitions, de constructions ou de restaurations pour lesquels ces demandes me sont adressées.

J'ai l'honneur de vous envoyer un exemplaire de cette circulaire pour que vous ayez à vous y conformer.

Vous voudrez bien, en conséquence, ne m'envoyer désormais les demandes de secours qu'après vous être concerté avec monseigneur l' pour le mettre à même de donner son avis sur ces demandes, et de faire toutes les observations dont il les jugera susceptibles.

En appelant MM. les archevêques et évêques à prendre part à cette instruction, j'ai dû les initier à la connaissance des règles et des principes de l'administration en cette matière.

Ces règles et principes vous sont déjà connus, monsieur le préfet, et je n'ai pas besoin de vous les exposer. Cependant je ne saurais trop vous les rappeler et vous inviter à vous pénétrer des véritables intentions de l'administration, exprimées dans la circulaire à MM. les évêques, comme si elles vous étaient adressés à vous-même.

Votre intervention, comme celle de monseigneur l' , doit avoir pour objet non-seulement d'éclairer mon administration supérieure sur les demandes de secours, mais d'éclairer les communes et les paroisses sur le mérite des projets pour l'exécution desquels elles forment ces demandes, et de prévenir l'envoi à mon administration de ceux de ces projets qui ne sauraient évidemment y être accueillis.

Il en est, en effet, beaucoup qui ne devraient jamais parvenir jusqu'à l'administration supérieure et dont l'administration provinciale devrait savoir faire justice. On éviterait, par là, à l'administration centrale des travaux, des écritures et des mouvements de dossiers superflus, et aux communes des retards fâcheux. Loin d'être jalouse de cette action préalable des administrations locales à l'égard de ces projets, l'administration centrale la sollicite comme un des

---

sibilité où il est d'en faire la dépense ; 2° délibération du conseil municipal sur cette même nécessité et indiquant les ressources que la commune peut y affecter ; 3° budgets de ces deux établissements ; 4° devis des travaux ; 5° plan des bâtiments, toutes les fois qu'il s'agit de constructions nouvelles ou de réparations pouvant modifier l'état des lieux ; 6° avis de l'évêque ; 7° avis du préfet.

services les plus réels qu'elles peuvent rendre au pays, et les plus propres à justifier, par son exercice, cette décentralisation qu'on réclame plus qu'on ne se met en mesure d'en user.

Vous voudrez donc bien ne pas vous borner à me transmettre les projets, mais vous exercerez vous-même à leur égard, de concert avec monseigneur l' , cette critique judicieuse et immédiate également avantageuse à l'administration supérieure et aux communes.

Vous aurez à vous inspirer à cet égard des vues de l'administration exprimées dans la circulaire de MM. les évêques et qui doivent vous être communes avec eux.

Outre l'appréciation des projets en eux-mêmes, d'après les plans et dessins qui en auront été dressés, je recommande, d'une manière particulière, à votre attention la confection des devis. Il faut se prémunir à cet égard et prémunir les communes contre deux abus : le plus dangereux n'est pas toujours l'exagération des évaluations ; c'est au contraire leur infériorité mensongère qui fait croire à une exécution à la portée des ressources du moment, pour déterminer à l'entreprendre, et qui ne tarde pas à être démentie par un surcroît de dépense qui ruine les communes, ou les laisse en présence d'un monument longtemps inachevé. Vous ne sauriez trop être vigilant contre cet abus.

C'est une condition du secours, monsieur le préfet, que le projet des travaux soit soumis, préalablement à toute exécution, à l'examen des autorités diocésaines et départementales et à l'approbation de l'administration supérieure. Il importe, en effet, qu'une mise à l'œuvre anticipée n'engage pas l'avenir du projet, et ne rende pas inutiles ou tardifs les avis ou les exigences de l'administration. Tout droit au secours sera perdu pour les travaux à l'égard desquels on aurait violé cette prescription. Je promets, du reste, de rendre en prompte expédition de l'affaire, le temps qu'on croirait avoir perdu à cet utile retard.

Quand, de concert avec monseigneur l' , vous aurez jugé que la demande de secours peut m'être adressée, vous aurez soin, pour prévenir des demandes de complément de pièces qui font voyager l'affaire et la font trop souvent stationner dans les bureaux, que le projet soit dès l'abord présenté avec tous les plans, coupes, détails graphiques et devis nécessaires pour le bien faire connaître et mettre la commission des arts et édifices religieux à même de se prononcer dès qu'il lui sera soumis.

Lorsque le projet est renvoyé pour recevoir les modifications que, sur l'avis de la commission des édifices religieux, j'aurais jugées nécessaires, il importe qu'au retour de l'affaire, le projet primitif soit joint à l'état modifié, pour que l'administration puisse juger si les corrections voulues ont été comprises et observées.

A l'égard des menus travaux qui ne changent pas l'état des lieux

et ne sont pas de nature à en compromettre la solidité, il est inutile de faire dresser de plans, il suffit d'un devis très-exact des travaux à faire.

Pour ce qui est de la quotité du secours, j'ai remarqué que quelquefois MM. les préfets refusaient d'une manière trop absolue de me transmettre les demandes qui dépassaient la proportion du tiers de la dépense, alors même qu'il y avait complète impossibilité de la part des communes de pourvoir aux deux autres tiers. Dans ce dernier cas, je vous prie, monsieur le préfet, de me réserver l'appréciation de la portée du secours qu'il convient d'accorder, et à cet effet de m'en faire parvenir toujours la demande. Cette proportion du tiers ne peut avoir rien d'absolu; dans certains cas, à l'égard des communes pauvres, lorsque les travaux sont indispensables et que les ressources locales sont insuffisantes, un secours plus large peut être exceptionnellement accordé : je me réserve de le décider sur votre avis et celui de monseigneur l'

Par contre aussi, lorsqu'une commune entreprend une construction d'église sur une échelle de dépense qui dépasse une convenable nécessité et se propose de satisfaire un zèle local, et d'honorer la religion par un édifice qui ne saurait être trop digne d'elle, je ne puis qu'approuver et qu'encourager un si louable dessein, lorsque les ressources le permettent; mais mon administration ne peut en seconder l'exécution que de loin, et dans une proportion de secours relativement inférieure au tiers de la dépense. La modicité du crédit de secours, eu égard à l'universalité des besoins, me fait une loi de ne pas absorber, pour la magnificence d'un petit nombre d'églises, des fonds que la stricte nécessité réclame pour une multitude d'autres.

En général, il est de la nature du secours, et dans l'esprit de la loi qui en met le fonds à ma disposition, qu'il soit réparti sur le plus grand nombre de communes, aux plus pauvres, et pour les besoins les plus urgents.

Veuillez, monsieur le préfet, vous pénétrer de ces intentions dans les encouragements que vous aurez à donner aux communes, et dans l'appréciation des demandes que vous me transmettrez.

Désirant, autant que possible, faire une répartition proportionnellement égale du fonds de secours, j'ai arrêté que cette répartition se ferait à deux époques principales de l'année et sur le vu de l'ensemble des demandes parvenues à ces époques. La première répartition aura lieu au 1er mars pour toutes les demandes complétement instruites, parvenues à mon administration avant le 31 décembre; la seconde répartition aura lieu au mois de mai avec les fonds qui resteront et pour toutes les demandes en état qui seront parvenues au 1er mars.

Le secours étant accordé, la question de savoir dans quelle caisse il doit être versé s'est élevée quelquefois et peut se présenter encore:

Est-ce dans la caisse municipale ou dans la caisse de la fabrique? On a réclamé pour celle-ci, surtout dans le cas où elle seule pourvoit, avec le secours de l'Etat, au montant de la dépense.

Dans l'état actuel des choses, c'est toujours dans la caisse municipale que la subvention doit être versée, par une raison de comptabilité publique, et jusqu'à ce que la comptabilité particulière des fabriques ait reçu une organisation plus régulière.

Quant à la question, qui se présente aussi quelquefois, de savoir qui doit de la commune ou de la fabrique diriger les travaux, elle se trouve résolue virtuellement par le décret du 30 décembre 1809 et par la circulaire de mon ministère du 6 août 1841 (1). La commune ne dirige les travaux que lorsqu'elle intervient dans la dépense, ce qui a lieu du reste le plus souvent. Dans tous les cas, la commune et la fabrique ont respectivement droit d'observation et de réclamation au sujet de cette direction ; leur bon accord préviendra généralement les difficultés ; si néanmoins il s'en élevait, elles seraient aplanies de concert par vous et monseigneur l (2).

L'administration supérieure ne saurait non plus demeurer étrangère à l'exécution des travaux et s'en remettre trop aveuglément aux administrations locales. Je n'aurais pas accompli en effet l'amélioration que je me propose par ces instructions nouvelles, et toutes les précautions de l'administration pour le bon emploi des fonds du secours seraient vaines et sans résultat, si je ne me préoccupais de la fidèle observation des conditions sous lesquelles les subventions sont accordées.

En général, l'administration a trop abdiqué son droit ou plutôt son devoir de surveillance à l'égard de cette fidèle exécution des travaux auxquels elle contribue pour des sommes souvent très-importantes.

Pour faciliter votre tâche à ce sujet, et dans l'intérêt même de ma responsabilité et du compte que je dois de l'emploi du crédit des secours, désormais les subventions mises à la disposition des administrations locales ne seront définitivement payées, qu'autant que

---

(1) La circulaire du 6 août 1841 sur la direction des travaux des églises est importante à connaître ; l'abondance des matières ne nous permettant pas de la reproduire ici, nous la publierons dans notre prochaine livraison.

(2) La solution contenue dans ce paragraphe eût pu être plus explicite. Toutes les fois qu'il s'agit de la construction d'une église ou d'un presbytère, avec les fonds communaux et ceux du gouvernement, le droit de diriger les travaux appartient incontestablement à la commune. Mais lorsqu'il s'agit de grosses réparations à faire à une église déjà affectée à l'exercice du culte, l'intervention de la commune dans la dépense ne lui donne pas, selon nous, cette direction qui appartient exclusivement à la fabrique. Les fabriques sont, en effet, les établissements préposés légalement à la réparation et à la conservation des édifices paroissiaux, et toute doctrine qui tendrait à remplacer leur action par celle de la commune constituerait un empiétement sur leurs attributions et une violation du décret du 30 décembre 1809.

l'architecte diocésain ou, à son défaut, son inspecteur, auront pu constater si les conditions auxquelles le secours a été accordé ont été fidèlement observées. Leur attestation sera jointe aux pièces justificatives de la dépense.

Je recommande, monsieur le préfet, à votre attention éclairée et à votre observation scrupuleuse l'ensemble des instructions que j'ai l'honneur de vous adresser, et dont je vous prie de m'accuser réception.

Recevez, monsieur le préfet, l'assurance de ma considération très-distinguée.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé E. DE PARIEU.

Pour expédition :

Le directeur de l'administration des cultes,

DE CONTENCIN.

DIMANCHES ET FÊTES.—TRAVAUX COMMUNAUX.—SUSPENSION.

CIRCULAIRE *de M. le préfet de Maine-et-Loire à MM. les sous-préfets, maires, agents-voyers et architectes de son département, portant interdiction des travaux communaux les jours de dimanche et de fête* (1).

Angers, le 29 octobre 1850.

Messieurs,

Une circulaire de M. le ministre des travaux publics, insérée au recueil administratif de l'année dernière, n° 16, interdit tout travail le dimanche et les jours fériés, dans les ateliers dépendant de son ministère, à moins de circonstances urgentes extrêmement rares, que l'autorité se réserve d'apprécier.

Les mêmes motifs qui ont porté l'administration supérieure à prononcer cette interdiction pour les travaux du gouvernement doivent déterminer les administrations municipales à adopter cette mesure de haute convenance religieuse, morale et hygiénique.

Afin d'en assurer l'exécution, et de donner au besoin à l'admi-

---

(1) Nous reproduisons textuellement ici, pour la première fois, parmi les actes officiels, une circulaire de préfet. Bien que cette circulaire ne soit obligatoire que dans le département de Maine-et-Loire, nous avons pensé qu'elle n'en serait pas moins lue avec intérêt par tous nos lecteurs. Il faut féliciter M. le préfet de Maine-et-Loire de la pensée religieuse et morale qui l'a dirigé dans la mesure par lui prise, et de la sage persévérance qu'il met à l'exécuter. Espérons aussi que cette mesure sera imitée dans les autres départements, et que nous verrons bientôt la suspension complète et générale de tous les travaux publics les dimanches et jours de fêtes. (Voy., sur le même sujet, la circulaire de M. le ministre des travaux publics (M Lacrosse), du 20 mars 1849, *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 145.)

nistration le droit d'intervenir régulièrement pour imposer la prohibition du travail dans les entreprises communales, les jours de dimanche et de fête, je vous invite à avoir le soin, messieurs, d'introduire désormais dans tous les cahiers de charges et marchés que vous aurez à faire rédiger, pour l'exécution d'ouvrages intéressant vos communes, une clause où cette interdiction du travail sera formellement imposée à l'entrepreneur. Je n'approuverais point tout devis ou marché qui ne contiendrait pas cette prohibition.

Agréez, messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet, VALLON.

Jurisprudence.

DON MANUEL.—ÉTABLISSEMENT PUBLIC.—FABRIQUE D'ÉGLISE.—AUTORISATION.— COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ECRIT. INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

Les dons manuels faits à des établissements publics (par exemple à une fabrique d'église) sont soumis, comme tous autres, pour produire effet, à la nécessité d'une autorisation du gouvernement. (Cod. civ., 910 et 937.) (1)

L'existence d'un don manuel fait à une fabrique d'église peut être prouvée par témoins et à l'aide de présomptions, lorsqu'il existe déjà sur ce point un commencement de preuves par écrit; — et l'on peut considérer comme tel un interrogatoire sur faits et articles subi par les personnes qui ont servi d'intermédiaire au don, ou par le trésorier de la fabrique. (Cod. civ., 1347.)

(Garnier et Mondier—C. Boulanger et Simonnot.)

Les faits de la cause sont clairement retracés dans le jugement

---

(1) La doctrine que consacre cet arrêt avait déjà été embrassée par la Cour de Poitiers, dans un arrêt du 14 janvier 1827. Elle est enseignée par plusieurs auteurs, notamment par M Foucard, *Droit administratif*, t. 3, n° 1595, et par M. Vuillefroy, *Administration du Culte catholique*. p. 282. Telle est aussi la jurisprudence du conseil d'Etat, ainsi que cela résulte d'un avis de ce conseil, du 28 janvier 1840 —Cependant la doctrine contraire nous paraît préférable; aussi a t-elle été admise par plusieurs arrêts, et notamment par les arrêts des cours de Bourges, du 29 nov. 1831; de cassation du 26 nov. 1833; de Paris, du 12 janv. 1835. . ce dernier arrêt fondé en outre sur cette circonstance qu'il ne s'agissait que d'un don d'une somme modique. On peut voir encore dans ce dernier sens MM. Vazeille, *Donations*, art 937, n° 9; Affre, *Traité de l'administration temporelle des paroisses*, chap. 3. § 1er, et M. Saintespès-Lescot, dans son récent traité des *Donations et testaments*, t. 1, n° 260.

suivant, rendu par le tribunal de Bar-sur-Aube, le 7 décembre 1848. —« Attendu, porte ce jugement, qu'à l'appui de sa demande en restitution, la dame Boulanger articule : 1° Qu'en 1837, elle a remis à l'abbé Girault, alors curé de l'église de Saint-Pierre de Bar-sur-Aube, aujourd'hui décédé, une somme de 10,000 fr., pour être employée, savoir : 2,000 fr. en une fondation de deux messes par semaine pour sa famille ; 1,000 fr. pour les pauvres à distribuer de suite ; pareille somme de 1,000 fr. pour la propagation de la foi: et pour le surplus servir au paiement de travaux et améliorations dans l'église, suivant les indications de ladite dame ; 2° Et que cette somme, qui n'aurait pas reçu sa destination, serait actuellement retenue par la fabrique de Saint-Pierre, qui la posséderait illégalement sous le nom de M. Garnier, son trésorier ;—Attendu que ces différents faits étant niés par les défendeurs, il s'agit de reconnaître si la preuve en est établie par les pièces et documents indiqués par ladite demanderesse ;

« Attendu, à cet égard, qu'il est reconnu pour constant, en fait : —1° Que le 30 septembre 1839, suivant acte reçu par Me Joffroy et son collègue, notaires à Bar-sur-Aube, le sieur Girault, curé de Saint-Pierre, agissant pour M. Garnier, trésorier de la fabrique, a fait le placement sur les sieur et dame Jeudy, de Rizancourt, d'une somme principale de 10,000 fr. ;—2° Que le 25 novembre suivant, et par acte reçu par lesdits notaires, le même sieur Girault a fait donation entre-vifs à la fabrique de Saint-Pierre, de la somme de 10,000 francs, montant de l'obligation souscrite à son profit par les sieur et dame Jeudy, en déclarant expressément, ledit sieur Girault, que cette somme lui avait été remise par une personne qui ne voulait pas être connue, et que la donation était faite à la charge par la fabrique de payer chaque année, à perpétuité, au curé de l'église de Saint-Pierre de Bar-sur-Aube, une somme de 200 fr., savoir : 100 fr. pour dire ou faire dire cent messes à l'intention des membres d'une famille dont les noms seraient transmis à la fabrique par le donateur ; 50 fr. à distribuer de suite aux pauvres de la paroisse, et pareille somme de 50 fr. pour la propagation de la foi ;—3° Que des diligences ont été faites par la fabrique pour obtenir l'autorisation d'accepter cette donation, et que par suite du renvoi des pièces et de l'observation faite par le préfet de l'Aube, qu'il résultait de la donation que le sieur Girault n'était pas le véritable donateur, qu'il n'avait agi que comme personne interposée, et qu'on ne pouvait accepter le bienfait sans connaître le bienfaiteur, un nouvel acte fut dressé, le 28 juillet 1840, contenant donation par l'abbé Girault, à la fabrique, de la même créance, aux mêmes conditions, mais sans qu'il fût rien dit cette fois de l'origine des fonds ;—4° Que nonobstant la production de ce nouvel acte, la fabrique de Saint-Pierre n'a point été autorisée à accepter la donation ; 5° Et, enfin, qu'à la date du 23 septembre même année, la créance qui avait fait l'objet des

précédentes donations par le sieur Girault à la fabrique a été, par acte sous signatures privées, cédée et transportée au sieur Garnier personnellement par ledit sieur Girault, moyennant pareille somme de 10,000 fr., qu'il a reconnue avoir reçue comptant.

« Attendu que si, dans son premier interrogatoire sur faits et articles, le sieur Garnier a refusé de s'expliquer sur le point de savoir s'il avait réellement fourni à l'abbé Girault le prix de ce transport, il a formellement avoué depuis qu'il n'avait rien déboursé, et a reconnu que, chargé par l'abbé Girault de faire exécuter une fondation, il payait, chaque année, au doyen curé de Saint-Pierre, 200 fr., savoir : 100 fr. pour des messes à dire selon l'intention du fondateur ; 50 fr. pour les pauvres, et pareille somme pour la propagation de la foi ;—Que, d'un autre côté, le sieur Mondier, curé actuel de Saint-Pierre, a déclaré, dans son interrogatoire, qu'il croyait se rappeler tenir du sieur Garnier que la créance à lui cédée par l'abbé Girault devait profiter à la fabrique ;

« Attendu que du rapprochement de ces diverses reconnaissances, comme aussi des actes successivement consentis par l'abbé Girault au profit de la fabrique de Saint-Pierre, et en dernier lieu au profit du sieur Garnier, son trésorier, de la position de fortune personnelle du sieur Girault, et de l'importance des sommes dont il disposait, de leur destination toujours la même, et enfin de la déclaration du sieur Girault contenue dans le premier acte de donation au profit de la fabrique, que la somme dont il se dessaisissait lui avait été remise par une personne qui ne voulait pas être connue, il résulte clairement : 1° Que le sieur Garnier a reçu pour d'autres que pour lui la créance à lui cédée par l'abbé Girault, et qu'il la détient réellement pour la fabrique de Saint-Pierre, à laquelle Girault avait vainement tenté de la transmettre directement ; 2° Que les fonds qui avaient servi à constituer cette créance n'appartenaient pas même à l'abbé Girault, et qu'il ne les avait lui-même reçus d'une tierce personne que pour en faire un emploi déterminé ;

« Attendu que, si de ces faits reconnus, il ressort par conséquent que la fabrique de Saint-Pierre ne saurait profiter d'une libéralité qu'elle n'a point été autorisée à accepter, et qu'elle devrait restituer ce qu'elle ne posséderait qu'à l'aide d'une fraude faite à la loi, il ne s'ensuit pas que, par cela seul, la restitution doive être ordonnée au profit de ladite demanderesse ; qu'à son égard, il reste à vérifier si c'est réellement par elle, dame Boullanger, qu'a été remise au sieur Girault la somme dont il a disposé ;—Attendu en fait que la dame Boullanger ne rapporte aucune preuve écrite d'un dépôt ; que toutefois, dans le système de la demande, cette absence de preuve directe s'expliquerait par la position particulière de la demanderesse à l'époque où elle prétend avoir effectué ce dépôt ; qu'il est constant, en effet, qu'en 1837, la dame Boullanger était sous puissance de mari, et la communauté de biens avec ce dernier non encore dissoute ;

que, dans ces circonstances, elle aurait eu un motif sérieux de s'assurer le secret, et, par suite, de s'abstenir de tout ce qui aurait été de nature à révéler le divertissement illicite qu'elle se serait permis d'une partie notable des valeurs de la communauté;

« Attendu, en droit, que si la remise ou dépôt volontaire d'une somme ou valeur excédant 150 fr., doit être prouvée par écrit, cette règle reçoit exception lorsqu'il existe un commencement de preuve par écrit, et que l'on doit considérer comme telle les présomptions résultant des faits ou aveux contenus dans un interrogatoire sur faits et articles et qui rendent vraisemblable le fait allégué;—Attendu que, dans leurs interrogatoires sur faits et articles, les défendeurs ont reconnu : le sieur Garnier, que la dame Boullanger, qui venait très-souvent l'entretenir de ses affaires personnelles, lui avait plusieurs fois parlé d'un dépôt ou d'un don de 10,000 fr., qu'elle disait avoir fait au sieur Girault, ainsi que de l'emploi qu'elle voulait que l'on fît de cette somme; et le sieur Mondier, qu'il recevait aussi de fréquentes visites de la dame Boullanger, et qu'elle se plaignait de ce que les conditions qu'elle avait imposées à sa donation n'étaient pas exécutées;—Qu'ils ont également reconnu : le sieur Garnier, qu'il payait, et le sieur Mondier, qu'il recevait chaque année, 100 fr. pour dire des messes, suivant l'intention du sieur Girault;—Que, de plus, il a été déclaré par le sieur Mondier que, pressé à ce sujet par la dame Boullanger, il lui avait fait connaître qu'il disait en effet des messes fondées par l'abbé Girault, et que, sur le désir qu'elle lui manifestait d'y assister, il lui en avait indiqué les jours et heures; —Attendu que, dans certaines autres réponses des défendeurs à leurs interrogatoires sur faits et articles, se révèlent des réticences et des contradictions manifestes;—Qu'ainsi, M. Garnier refuse d'abord de déclarer s'il a fourni le prix du transport qui lui a été fait par M. Girault : il prétend que le sieur Girault ne lui a jamais dit qu'il détenait pour la fabrique la somme qui a fait l'objet du transport, que la propriété lui en a été réellement transmise, et il reconnaît plus tard qu'il n'a rien fourni du prix du transport; il déclare que si l'abbé Girault lui eût proposé de se charger d'un dépôt fait par la dame Boullanger, connaissant cette dame, il n'aurait pas accepté, et il avoue ensuite que lui-même avait reçu directement de la dame Boullanger le dépôt d'une somme de 20,000 fr. qu'elle destinait à l'hospice; il prétend que la créance sur les sieur et dame Jeudy lui a été concédée parce que l'abbé Girault ne voulait pas donner suite à la donation de cette créance à la fabrique, et il est amené à reconnaître qu'il est chargé de donner à ces mêmes valeurs la destination qui, dès l'origine, leur avait été assignée par le sieur Girault;—Que, de son côté, le sieur Mondier déclare : que s'il reçoit du sieur Garnier 100 fr. par an pour deux messes par semaine, il ignore par qui les messes sont fondées et pour quelles personnes il les dit, et que d'ailleurs il n'a point à répondre à la question de

savoir s'il n'est pas chargé de distribuer, chaque année, 50 fr. aux pauvres, et pareille somme pour la propagation de la foi;

« Attendu que ces réponses incomplètes, contradictoires et équivoques, présentent d'autant plus de gravité dans l'espèce que la reconnaissance de l'abbé Girault, dans le premier acte de donation, que la somme dont il se dessaisissait au profit de la fabrique lui avait été remise par une personne qui ne voulait pas être connue, avait averti les membres de cette fabrique, et notamment le sieur Garnier, son trésorier, que le sieur Girault disposait pour tout autre que pour lui ; et qu'en présence de cette autre déclaration du sieur Girault, qu'il transmettrait à la fabrique le nom des membres de la famille pour laquelle devaient être dites les messes fondées, il est difficile d'admettre que le sieur Garnier en acceptant plus tard la mission de faire exécuter cette même fondation, n'ait pas reçu, en même temps que les fonds dont il avait à faire l'emploi, la révélation du nom du véritable fondateur et des membres de la famille pour laquelle devaient être dites les messes qu'il était chargé de faire célébrer ;—Attendu que, dans ces circonstances, les démarches multipliées de la dame Boullanger près le sieur Garnier et le sieur Mondier lui-même, ses réclamations au sujet de l'inexécution de ce qu'elle disait être sa donation, ses plaintes même si souvent répétées et jamais repoussées, les sommes payées chaque année par le sieur Garnier au curé de Saint-Pierre, même au sieur Girault, de son vivant, pour des messes qu'il ne pouvait avoir fondées de ses deniers, et dire pour lui-même, l'indication à la dame Boullanger des jours et heures de ces messes pour qu'elle pût y assister, les réticences et les hésitations des défendeurs dans certaines réponses lors de leurs interrogatoires, tous ces faits, dont la preuve est écrite, présentent une signification qu'on ne saurait méconnaître ;—Qu'il en résulte évidemment des présomptions graves, précises et concordantes, tendant à établir que le donateur anonyme des valeurs remises à l'abbé Girault ne serait autre que la dame Boullanger elle-même, et que, dès-lors, ce commencement de preuve par écrit peut être complété par tous les moyens admis par la loi ;—Attendu, quant aux mariés Simonot, intervenants, que la somme de 10,000 fr. que la dame Boullanger déclare avoir remise, dans le cours de 1837, à l'abbé Girault, aurait été par elle distraite de la communauté, en fraude et au préjudice des droits de son mari ;—Attendu, en droit, que la dame Simonot, héritière du sieur Boullanger, son père, a qualité pour attaquer en son nom personnel les actes faits par la dame Boullanger en fraude de ses droits, et que le dol et la fraude peuvent toujours être établis par tous les genres de preuves ;

« Donne acte à la dame veuve Boullanger, ainsi qu'aux mariés Simonot, de ce qu'ils articulent, posent en fait et offrent de prouver, tant par titres que par témoins ;—1° Que, dans le courant de l'année 1837, la dame Boullanger a remis à M. le curé Girault une somme

de 10,000 fr., pour être employée, savoir : 2,000 fr. en une fondation de deux messes par semaine pour sa famille, 1,000 fr. pour les pauvres à distribuer de suite, 1,000 fr. pour la propagation de la foi à distribuer également de suite, et le surplus être employé aux dépenses et améliorations à faire dans l'église Saint-Pierre, à la volonté et d'après les indications de ladite dame ; 2° Que par suite de cette donation et du paiement fait en conséquence chaque année par M. Garnier, au doyen curé de Saint-Pierre, d'une somme de 100 fr. pour cent messes à dire pour la famille de la dame Boullanger, le sieur Girault, et après son décès le sieur Mondier et leur vicaire, faisaient prévenir toutes les semaines la dame Boullanger pour qu'elle eût à assister auxdites messes ;—Et attendu que ces faits sont pertinents, ordonne, avant faire droit, que la dame veuve Boullanger et les mariés Simonot en feront la preuve tant par titres que par témoins, en la forme et dans les délais ordinaires. »

Appel par les sieurs Garnier et Mondier.—Ils soutiennent d'abord qu'en l'absence d'aucun acte établissant le don prétendu fait par la dame Boullanger, l'existence de ce don ne pouvait être prouvée à l'aide soit de présomptions, soit de témoignages.—Qu'au surplus, et voulut-on considérer la libéralité en question comme faite à la fabrique de l'église Saint-Pierre, cette libéralité serait parfaitement valable, puisque les fabriques d'église ont pleinement capacité pour recevoir des dons, et que s'agissant d'un don manuel, il n'était pas soumis pour sa validité, à la nécessité d'une autorisation par le Gouvernement, ainsi que l'ont décidé plusieurs arrêts. (*Vide suprà* à la note.)

ARRÊT.

LA COUR ;—Considérant, en droit, que s'il est vrai que les dons manuels sont parfaits par la simple tradition et sans formalités solennelles, il n'en est pas moins certain qu'ils sont soumis aux principes essentiels des libéralités en ce qui concerne la capacité des parties et la portion disponible ; qu'autrement, ils deviendraient un moyen de faire fraude à la loi et de porter atteinte, soit aux droits de la famille, soit à l'ordre public ; que protégés, quant à la forme, par la simplicité du droit naturel, ils doivent être assujettis, quant au fond, aux précautions prises par le droit positif pour mettre un frein aux donations imprudentes ; que notamment, en ce qui concerne les établissements publics, ce serait en vain que le législateur aurait pris de sages mesures pour modérer leurs acquisitions à titre gratuit, si, par le moyen de dons manuels exorbitants, il était permis d'échapper à la surveillance tutélaire de l'autorité supérieure ; que la jurisprudence n'a jamais sanctionné un tel privilége pour les dons manuels, et qu'il n'est ni prudent ni légal de le leur attribuer ;

En ce qui touche la preuve ordonnée par le tribunal : —Adoptant les motifs des premiers juges ;—Considérant, en outre, qu'il est cer-

tain que le don manuel dont il s'agit a été fait au profit de la fabrique par l'intermédiaire du curé Girault ; que c'est ce qui résulte de l'objet de la libéralité même et des projets d'actes préparés par le curé pour faire parvenir à la fabrique, conformément à son mandat, la propriété des sommes à lui remises ; que par conséquent le commencement de preuve par écrit, qui a servi de base à la décision dont est appel, étant contenu dans les interrogatoires sur faits et articles du trésorier de la fabrique, représentant ladite fabrique, satisfait à la condition exigée par l'art. 1347, Cod. civ., à savoir, d'émaner de celui contre qui la demande est formée ;

En ce qui touche l'appel incident : Considérant que, s'il y a dans la cause commencement de preuve, il n'y a pas encore preuve entière et complète des faits posés dans la demande ; —Sans s'arrêter à l'appel incident, confirme etc.

Arrêt de la Cour d'appel de Paris, du 22 janvier 1850.

Questions proposées.

PRESBYTÈRES.—FOURNITURE.—COMMUNES RÉUNIES.—ANNEXE.—INDEMNITÉ.

Y a-t-il pour les annexes, lorsque le chef-lieu de la paroisse possède un presbytère, obligation de verser chaque année, à titre d'indemnité de logement, une somme quelconque dans la caisse du receveur municipal dudit chef-lieu ?

En supposant qu'une annexe eût indûment versé cette somme, serait-elle en droit de la revendiquer ?

Quelle serait la marche à suivre pour obtenir cette restitution ?

L'annexe est une église située dans la circonscription d'une cure ou d'une succursale, et où la célébration publique du culte est autorisée, sur la demande de souscripteurs particuliers, qui s'obligent à en supporter les frais. (Art. 11 et 13 du décret du 30 septembre 1807) (1).

L'annexe dépendant entièrement de l'église mère, ne forme point une circonscription ecclésiastique, et elle n'a pas de territoire Il en résulte que indépendamment des dépenses volontaires faites pour le service de l'annexe, la commune ou section de commune où elle est établie n'en reste pas moins obligée de concourir, dans la même

(1) Voy. le *Recueil général du Droit civil ecclésiastiques*, t. 2, p. 378 et 433.

proportion qu'auparavant, tant aux frais d'entretien de l'église paroissiale qu'aux autres dépenses du culte, dans le chef-lieu de la cure ou succursale dont elle dépend. C'est ce qui résulte formellement des avis du conseil d'État des 14 décembre 1810, et 12 novembre 1840 (1).

Quant aux questions spéciales qui font l'objet de la présente consultation, elles doivent être résolues d'après les distinctions suivantes :

Si le presbytère de l'église paroissiale, actuellement affecté au logement du curé est un ancien presbytère restitué, l'annexe ne doit aucune indemnité, car ce presbytère a été rendu pour toute la paroisse, et par conséquent pour l'annexe comme pour la commune du chef-lieu.

S'il s'agit d'un presbytère légué ou donné à titre gratuit à la commune, il n'est encore rien dû dans ce cas par l'annexe, parce que ce presbytère est censé avoir été légué ou donné pour l'usage de toute la paroisse.

S'il s'agit, au contraire, d'un presbytère acquis ou construit par la commune, il faut alors distinguer si l'annexe forme une simple section de la commune, ou bien si elle constitue à elle seule une commune réunie pour le culte à la commune chef-lieu. Dans le premier cas, l'annexe ne doit rien encore, parce que comme section de la commune elle a été appelée à contribuer à la dépense. Dans le second cas, comme la commune chef-lieu a fait seule l'acquisition ou la construction du presbytère, sans faire contribuer à cette dépense la commune annexée, cette annexe doit sans aucun doute une indemnité proportionnée au montant de ses contributions, parce qu'elle était comme la commune chef-lieu obligée de subvenir à la dépense du presbytère, attendu que c'est une charge qui pèse sur toutes les communes qui composent la paroisse. Ce qu'elle n'a point été appelée à faire, lors de l'acquisition ou de la construction, il est de toute justice quelle le fasse maintenant.

Si tel est le cas de l'espèce, ce qui ne résulte point de la lettre à consulter, l'annexe a dûment payé ce quelle doit, et il n'y a aucune répétition à faire par elle contre la commune chef-lieu. Dans le cas contraire, c'est-à-dire, s'il y a lieu à répétition, il faut se pourvoir devant le préfet, parce que l'affaire est administrative; mais la réclamation pourra bien n'être pas suivie de succès, attendu qu'elle est un peu tardive.

Consultants : M. Cardon, curé dans le diocèse de Besançon; M. Laurent, curé dans le diocèse d'Arras).

---

(1) Voy. la note ci-dessus.

ÉGLISES. — TROUBLE A L'EXERCICE DU CULTE. — DROIT DE POLICE DU CURÉ. — MENACE D'EXPULSION DE L'ÉGLISE. — JUGE DE PAIX. — INCOMPÉTENCE. — VOIES DE RECOURS.

1° *Dans une paroisse où il est d'usage que les hommes et les femmes chantent alternativement les psaumes, l'individu qui persiste, malgré la défense du curé, à chanter avec ces dernières, et dont la résistance occasionne une interruption de l'office, se rend-il coupable de trouble à l'exercice du culte, délit prévu et puni par les art.* 260 *et* 261 *du Code pénal?*

2° *Le curé qui, pour réprimer ce fait, lui enjoint de se taire, et, sur son refus, ordonne au suisse et au bedeau de l'expulser, outrepasse-t il les limites de son droit?*

3° *Cet individu, se prétendant injurié par l'apostrophe publique du prêtre et par la menace d'expulsion ordonnée par lui, et ayant saisi le juge de paix de son action, comme juge de police, ce juge de paix est-il compétent pour en connaître, avant que l'acte du prêtre ait été préalablement déféré au Conseil d'Etat?*

4° *Lorsque le juge de paix s'est à tort déclaré compétent par un premier jugement et qu'il a ensuite, par un second jugement, condamné le prêtre à l'amende, y a-t-il quelques voies de recours contre ces jugements?*

Ces questions, dont la solution ne manquera pas d'intéresser un grand nombre de nos lecteurs, sont nées à l'occasion de faits récents, et que le consultant nous a exposés dans les termes ci-après :

Il existe dans la paroisse de Gouvy, Calvados, un usage par suite duquel, aux Vêpres, les femmes chantent alternativement avec les hommes les versets des psaumes (1). Depuis quelque temps, un sr Dros,

---

(1) Voici la teneur du règlement affiché dans l'église, à ce sujet :

Vu l'art. 9, titre 1er de la loi du 8 avril 1802 (18 germinal an X);

Vu la législation des fabriques, etc. ;

En conséquence du texte de ces lois sur la police des églises, avons arrêté ce qui suit :

Art. 1er. Qui que ce soit ne devra mêler sa voix à celle du chantre, ni à celle des choristes, dans les parties qui leur sont réservées.

Art. 2. Les vêpres, ainsi que nous l'avons établi, seront chantées alternativement un verset par le chœur des hommes, l'autre par celui des femmes.

Art. 3. Quiconque refuserait de se conformer audit règlement, sera invité par notre bedeau à cesser son chant ; et, dans le cas où il ne le ferait

cabaretier, ancien chantre de l'église, et qui a été forcé de se retirer du lutrin, s'est mis en tête de troubler l'ordre établi en se mêlant et en chantant avec les femmes. M. l'abbé Valette, qui dessert cette paroisse depuis vingt-deux ans, dont la modération et la sage administration sont exemplaires, a fermé les yeux pendant quelque temps sur cette atteinte au règlement, espérant que cet homme se lasserait enfin de faire entendre sa voix isolée et discordante parmi le chant des femmes. Mais, au lieu de cesser, le sieur Dros ne fit qu'augmenter son bourdonnement, et le dimanche, 23 juin, il était devenu insupportable et provoquait un véritable scandale. Trois fois le bedeau quitta sa place pour chercher parmi les femmes où s'était placé celui qui causait le désordre; ses avis ne furent reçus qu'avec dédain. A peine le bedeau était-il de retour à sa place que Dros recommençait à l'instant. M. le curé fut alors contraint d'intervenir pour lui enjoindre de cesser son chant, mais ce fut inutilement. L'office est alors interrompu. Le sacristain et le bedeau intiment à Dros, de la part de M. le curé, l'ordre de sortir. Il résiste; une lutte opiniâtre allait s'engager, mais le curé l'arrête pour prévenir un nouveau scandale.

M. l'abbé Valette se hâta alors d'écrire à M. le procureur de la république pour lui faire part de cette scène. Dros fut sur-le-champ mandé au parquet, où il fut réprimandé. Mais, blessé dans son amour-propre, il envoya le lendemain à M. le curé une citation devant le juge de paix de Bretteville, comme *l'ayant apostrophé dans l'église et ayant commandé des voies de fait à son égard.*

M. l'abbé Valette, comprenant avec raison qu'il avait agi dans l'exercice de ses fonctions et dans la limite de ses attributions, déclina la compétence du juge de paix, soutint qu'il ne devait point être donné suite à la poursuite avant qu'elle eût été autorisée par le conseil d'Etat; mais ce magistrat, nommé à cette fonction depuis février 1848, rejeta le déclinatoire par le jugement suivant:

« Considérant que la protection accordée par l'art. 6 de la convention du 26 messidor an IX aux ministres du culte catholique est une protection exceptionnelle, et que les exceptions ne s'étendent pas (1);

---

pas, à se retirer; enfin, dans celui où il n'obéirait point à l'injonction qui lui serait faite, il sera expulsé de l'église.

Art. 4. Dans le cas de résistance ou de voies de fait contre les officiers de l'église, procès-verbal sera rédigé et envoyé à M. le procureur du roi, afin que des poursuites soient dirigées contre les auteurs de trouble et de désordre.

Arrêté par nous, Curé, soussigné, le 11 décembre 1842.

(1) Cette rédaction indique que M. le juge de paix de Bretteville-sur-Laise a confondu la convention du 26 messidor an IX (ou concordat) avec les articles organiques de cette convention. Ce n'est point par l'art. 6 de la dite convention qu'il est statué sur les cas d'abus, mais bien par l'art. 6 de la loi du 18 germinal an X.

« Considérant que cette protection est, aux termes dudit article, restreinte aux cas d'abus qui s'y trouvent énumérés, et qui, en ce qui concerne ces individus, sont réduits *à toute entreprise ou tout procédé qui, dans l'exercice du culte, peut compromettre l'honneur des citoyens, troubler arbitrairement leur conscience, dégénérer contre eux en oppression, ou en injures, ou en scandale public;*

« Considérant qu'il est impossible d'étendre cette définition aux agressions par voies de fait et violences matérielles, ou bien le législateur n'ayant, dans l'article précité, fait aucune distinction entre les différentes espèces de voies de fait ou de violences matérielles, il faudrait *nécessairement* arriver à ne voir qu'un cas d'abus dans le *meurtre* même, qui est aussi une voie de fait et une violence matérielle, d'où il suivrait que les délits et même les crimes se trouveraient confondus dans les cas d'abus, et qu'il n'y aurait aucune exception dans la protection accordée aux ministres du culte par l'art. 6 de la convention du 26 messidor an IX; mais s'il en devait être ainsi, le législateur se serait exprimé autrement, et au lieu de dire : *il y aura recours au conseil d'Etat dans tous les cas d'abus*, etc., il aurait dit : *pour tout fait quelconque argué contre un ministre du culte dans l'exercice de ses fonctions;*

« Considérant qu'une pareille extension étant inadmissible, il est naturel de penser que le mot *oppression* (qui est le seul qui, dans ledit article, puisse être susceptible d'être interprété) ne doit s'entendre que de l'oppression morale et nullement de l'oppression matérielle, c'est-à-dire des voies de fait et de violences matérielles, ce qui du reste est conforme à l'ensemble de l'art. 6, d'après les termes duquel il est facile de reconnaître la pensée du législateur; il a voulu établir une juridiction exceptionnelle pour *les entreprises ou les procédés qui peuvent* compromettre l'honneur ou troubler la conscience des citoyens, et il ne s'est pas occupé des faits qui sont de nature à compromettre leur santé, leur vie : le législateur a reconnu qu'un excès de zèle pouvait dégénérer en abus; mais il n'a pas voulu supposer qu'un ministre de l'Evangile, dans l'exercice de ses fonctions, oublierait assez la sainteté de son ministère et de la mission de paix et de charité qui lui a été confiée pour porter une main agressive sur un de ses paroissiens;

« Considérant que si les agressions par voies de fait et violences matérielles ne peuvent être rangées dans la catégorie des *cas d'abus* protégés par l'art. 6 de la convention du 26 messidor an IX, elles restent dans le droit commun, c'est-à-dire dans la catégorie des délits ou des crimes, selon leur gravité, et comme telles sont soumises à la juridiction des tribunaux ordinaires;

« Considérant que le fait reproché par le sieur Dros au sieur Valette serait une véritable agression par voie de fait et violence matérielle, qui toutefois, attendu son peu de gravité (abstraction faite de la gravité morale) rentre dans la compétence du juge de paix, aux termes de l'art. 5 de la loi du 25 mai 1838;

« Par ces motifs, parties ouïes, et le ministère public entendu dans ses conclusions verbales, le tribunal se déclare compétent, ordonne qu'il sera plaidé au fond et condamne le sieur Valette aux dépens de l'incident. » (Jugement du 31 juillet 1850.)

Le 28 août, l'affaire étant revenue à l'audience, sur le fond, le juge de paix rendit un jugement contradictoire qui condamne M. l'abbé Valette à 2 fr. 25 c. d'amende et aux dépens.

Le conseil de jurisprudence a examiné avec une attention scrupuleuse les faits et les questions qui en découlent, et, après en avoir délibéré, il a été d'avis des résolutions suivantes :

1° En ce qui concerne le trouble à l'exercice du culte : le conseil estime que la résistance du sieur Dros, qui a provoqué une interruption de l'office constitue le délit de trouble apporté à l'exercice du culte, dans le sens des art. 260 et 261 du Code pénal.

Ces articles sont ainsi conçus :

« Art. 260. Tout particulier qui, par des voies de fait ou des me-
« naces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes
« d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice du culte,
« de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et
« en conséquence, d'ouvrir et de fermer leurs ateliers, boutiques
« ou magasins, et de faire ou quitter certains travaux, sera puni, pour
« ce seul fait, d'une amende de 16 fr. à 200 fr , et d'un empri-
« sonnement de six jours à deux mois.

« Art. 261. Ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les
« exercices d'un culte par des troubles ou des désordres causés
« dans le temple ou autre lieu destiné ou servant actuellement à
« ces exercices, seront punis d'une amende de 16 fr. à 300 fr., et
« d'un emprisonnement de six jours à trois mois. »

Or, il est manifeste que les caractères du délit indiqué dans ces articles se retrouvent exactement dans le fait du sieur Dros. L'office a été troublé par son chant désordonné, par la résistance matérielle aux injonctions du curé et du bedeau, et par l'interruption réelle qui en a été la suite. Le délit que le législateur a voulu punir par ces articles ne saurait consister en autre chose, et il est probable que le délinquant eût été poursuivi par le ministère public, si, dans sa plainte, M. le curé n'eût point intercédé en sa faveur. L'action publique subsiste d'ailleurs encore, et il est par conséquent toujours possible de demander contre lui l'application de la pénalité prononcée par la loi (1).

2° En ce qui concerne le droit de répression du curé : le conseil

---

(1) Des condamnations contre des faits de ce genre ont souvent été prononcées par les tribunaux. En voici quelques exemples :

Le 26 mars 1831, le tribunal correctionnel de Reims, par application de l'art. 261 du Code pénal, que nous venons de citer, condamna à 25 fr. d'amende un sieur P... qui pendant une prière du soir avait élevé la voix et troublé le curé pendant qu'il était en chaire. L'adjoint, étant appelé, intima

estime que ce droit est incontestable, et, qu'en l'exerçant, le curé n'a nullement outrepassé les limites de son pouvoir. La police intérieure de l'église et des cérémonies du culte lui est dévolue par la nature de ses fonctions, par l'ensemble de la législation sur la matière, et spécialement par l'art. 9 de la loi du 18 germ. an X, et par l'arrêté du 21 pluv. an XIII. C'est à lui, par conséquent, qu'il appartient de prendre toutes les mesures et de donner tous les ordres convenables pour y maintenir le bon ordre, la décence et le respect dû à la sainteté du lieu. En vertu de ce droit de police, la direction du chant pendant les offices lui appartient ; chacun doit se conformer à ses prescriptions à ce sujet, et quiconque lui résiste matériellement au lieu de sortir apporte un véritable trouble à l'exercice du culte. Il résulte encore de ce droit de police qu'il peut ordonner l'expulsion par les serviteurs de l'église, mais sans violence ni injure, de ceux dont la conduite est un sujet de scandale et de trouble public. Ce pouvoir lui est nécessaire pour que la liberté du culte ne soit pas illusoire, car la protection qui lui est promise par la loi n'existerait plus si le premier venu pouvait impunément se jouer dans le saint lieu des règlements qui ont été jugés utiles pour le bon ordre et la pompe des cérémonies religieuses. La loi ne pouvait d'ailleurs moins faire pour le sanctuaire de Dieu que pour le prétoire de la justice, où le magistrat est armé du droit de faire expulser ceux qui se montreraient irrévérencieux envers lui.

---

l'ordre de sortir au sieur P. ., qui fit résistance, et qu'on fut obligé de prendre au collet pour l'expulser de l'église.

En 1832, et par un arrêt du 24 mai, la Cour d'appel de Paris confirma un jugement du tribunal correctionnel de Reims, qui avait condamné un sieur Blandin à quinze jours de prison et à 50 fr. d'amende, pour interruption, par gestes et paroles, de l'exercice du culte, pour troubles et désordres lors de la prédication d'un missionnaire dans l'église de Notre-Dame de cette ville. Seulement la Cour, considérant qu'il existait quelques circonstances atténuantes, supprima la peine de l'emprisonnement, et condamna Blandin à 50 fr d'amende et à tous les frais du procès.

En 1833, un sieur H..., vexé de ce qu'on ne chantait pas le *Domine Salvum fac regem*, ayant entonné cette prière, quoiqu'on lui imposât silence, au moment où le curé allait donner la bénédiction, fut condamné à six jours d'emprisonnement par le tribunal de police correctionnelle de Rouen (Jugement du 16 janvier 1833).

En 1836, un sieur Bouchard, destitué des fonctions de clerc laïque qu'il exerçait dans l'église, cherchait à troubler le chantre qui l'avait remplacé. Il formait comme un lutrin à part, était toujours en avant ou en arrière, faisant des intonations affectées et troublant tout le chant de l'église. Le désordre fut porté à un tel point, un jour de la Toussaint, que le curé fut obligé d'inviter le sieur Bouchard à se retirer ; celui-ci n'y consentit qu'après quelques difficultés. De tels excès ne pouvaient être tolérés ; une plainte fut portée contre Bouchard, pour avoir troublé les exercices du culte, délit prévu par l'art. 261 du Code pénal, et le tribunal correctionnel de Laon, par un jugement du 26 décembre, condamna le délinquant à 50 fr. d'amende et aux dépens.

Nous pourrions multiplier ces citations ; mais celles que nous venons de faire sont bien suffisantes pour démontrer que les tribunaux comprennent la protection qui est due au culte, et n'hésitent point à punir ceux qui seraient tentés de la méconnaître.

Dans l'espèce, M. l'abbé Valette ne pouvait souffrir le scandale donné par le sieur Dros, il fallait bien qu'il apostrophât celui-ci pour lui dire de sortir, et le menacer de l'expulser s'il continuait à troubler l'office. En tout cela, il n'a fait que son devoir et ce que la loi lui donne le droit de faire dans l'intérêt de la dignité du culte et du bon ordre.

Ce droit a été plus d'une fois reconnu, et le conseil d'Etat lui-même, par une décision du 7 août 1829, a déclaré qu'il n'y a pas abus dans le fait du prêtre qui enjoint publiquement à un fidèle, pendant l'office des vêpres, de quitter la place qu'il occupait dans l'église et le costume qu'il portait comme membre d'une confrérie formée dans sa paroisse. A plus forte raison, n'y a-t-il pas abus ni matière à poursuite devant les tribunaux, lorsque le prêtre s'adresse à celui qui trouble réellement l'office et qui se rend par conséquent coupable d'un délit caractérisé. Il est inutile d'ajouter que ce n'est point au prêtre à intervenir dans les cas où il y a des scandales à réprimer. Son caractère le lui défend, mais il doit faire agir le suisse ou le bedeau ou les autres employés de l'église, qui doivent aussi, selon la remarque de l'abbé Dieulin, s'abstenir, à l'égard des profanateurs, de tout emportement, de toute lutte et de toute parole blessante ou injurieuse.

Dans les cas où ceux-ci ne parviendraient point à faire cesser le désordre, il y aurait lieu de prévenir les autorités locales, et si le scandale et le tumulte ne permettaient pas de terminer décemment les offices ou la cérémonie, le curé en prononcerait la suspension et se retirerait. Il adresserait ensuite sa plainte au maire, ou au commissaire de police, ou au procureur de la république, pour réclamer la protection que les lois garantissent à l'exercice de son ministère.

3° En ce qui concerne la compétence du juge de paix : la question de savoir si les délits qu'aurait commis envers certaines personnes un prêtre, dans l'exercice de ses fonctions, telles que l'injure, la diffamation en chaire, les voies de fait, peuvent être poursuivis directement devant les tribunaux compétents, soit par les plaignants, soit par le ministère public, sans recours préalable au conseil d'Etat, est une des plus graves que l'on puisse examiner. La limite qui sépare le fait de l'homme du fait du prêtre est parfois difficile à saisir. Un examen préalable est nécessaire pour connaître la qualification qui convient au fait reproché, pour savoir s'il y a réellement délit ou seulement abus. A quelle autorité doit être dévolu cet examen préjudiciel ? La loi du 18 germinal an X donne-t-elle aux ecclésiastiques, pour les actes commis dans l'*exercice du culte*, une garantie analogue à celle dont jouissent les agents du gouvernement? Cette question, malgré la jurisprudence affirmative de la Cour de cassation quant aux délits contre les particuliers, est encore vivement controversée.

Pour soutenir le droit de citation directe, on dit : l'attribution

conférée au conseil d'Etat par la loi de l'an X n'est autre que celle dont jouissaient les anciens parlements ; toujours il s'est agi d'appel comme d'abus, voie de recours à un juge supérieur contre l'excès de pouvoir commis dans un acte de juridiction. Jamais l'ancienne jurisprudence n'a autrement envisagé l'abus ecclésiastique, témoin Fevret, D'Héricourt, Rousseau Delacombe, et les nombreux arrêts qui ont statué sur des cas d'abus, et l'édit de 1695 qui disposait que l'appel comme d'abus, incident à une poursuite criminelle, n'était pas suspensif. Telle était aussi la pensée de l'auteur de la loi du 18 germinal, qui, en rétablissant l'appel comme d'abus, a entendu donner, non pas au clergé un privilége, mais au gouvernement un bouclier pour sa défense (Exposé des motifs par M. Siméon). Le texte même de la loi de l'an X n'exprime que des actes abusifs de juridiction, contre lesquels seuls est possible un recours, les actes qui oppriment la conscience du croyant, justiciable à ce titre de l'ecclésiastique, tels qu'un refus de sacrement ou de prières; il ne prévoit aucun délit pour le qualifier abus, pour en dérober la connaissance aux juges naturels. Si on l'appliquait aux délits commis contre les particuliers, il faudrait interdire l'action directe du ministère public comme celle de la partie civile, car la loi ne distingue pas; il faudrait même subordonner à une autorisation la poursuite des délits publics, et la société serait ainsi désarmée. Tout au moins, doit-on reconnaître que le recours au conseil d'Etat, s'il y a lieu, est facultatif. (*Dictionnaire du droit criminel*, par A. Morin.)

Telle est l'opinion émise par MM. Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 1^er^, p. 275 ; par M. l'avocat-général Hello, dans deux réquisitoires, *Gazette des Tribunaux*, n^os^ du 27 juillet 1838, 27 et 28 avril 1839; par le rédacteur du Recueil des Arrêts de Bourges, 1839, 7^e^ et 8^e^ liv. ; elle a été adoptée par la Cour de Grenoble, arrêt du 3 mai 1831; par les tribunaux correctionnels de Clamecy et de Gourdon, jugement des 22 août et 9 nov. 1838; par la Cour de Bourges, arrêt du 29 juin 1839, etc. ; enfin par M. le juge de paix de Bretteville-sur-Laise, dont nous avons ci-dessus transcrit le jugement.

Mais à ces raisons et à ces autorités nous répondrons, avec l'auteur du *Dictionnaire du droit criminel:*

La loi de l'an X ne doit pas s'interpréter par l'ancienne jurisprudence, qui, d'ailleurs, n'avait pu définir l'abus ecclésiastique. Il ne s'agit plus *d'appel*, ce mot même n'est pas dans la loi. Un recours est ouvert, régi par d'autres principes, soumis à d'autres formes, produisant des effets différents. La loi a voulu que la police des cultes restât dans les mains du gouvernement. Son esprit est révélé par cette déclaration de l'archichancelier, lors de la discussion de l'article 204 du Code pénal, prévoyant un cas d'abus qui comporte des poursuites criminelles : « l'affaire vient *nécessairement* au conseil d'Etat, puisque c'est ce conseil qui *autorise la mise en jugement.* »

L'art. 6 de la loi ne prévoit pas seulement l'excès de pouvoir, mais aussi les actes injurieux, oppressifs pour les particuliers. Ses expressions finales sont vagues, parce qu'il ne voulait exclure aucun fait abusif, parce que l'acte du prêtre a quelquefois un caractère mixte. Alors qui distinguera le fait de l'homme du fait ecclésiastique? Qui règlera la compétence? le juge naturel de l'abus : c'est ce qu'exprime l'art. 8, prévoyant le *renvoi à l'autorité compétente*. L'obligation d'un recours préalable n'est point un privilége pour le clergé, mais une garantie qu'il lui devait comme aux agents quelconques du gouvernement pour empêcher le scandale d'une poursuite téméraire. Si l'action directe du ministère public est permise, ainsi que l'a pensé la Cour de cassation en 1831, c'est que le danger prévu n'est pas ici à craindre, c'est que la répression des délits publics doit être immédiate.

Cette dernière opinion a été soutenue par M. Jauffret, *Des recours au conseil d'Etat en matière ecclésiastique*, et soutenue par M. Mangin, *Traité de l'action publique et de l'action civile*, n° 255, puis énergiquement appuyée par M. de Cormenin, *Gazette des Tribunaux*, n^os^ des 8 mai 1839 et 11 mars 1840. Elle a été consacrée, quant aux poursuites dirigées au nom des plaignants, par deux arrêts de la Cour de cassation, des 25 août 1827 et 28 mars 1828 et par un arrêt de la Cour de Rouen du 17 oct. suivant, sanctionnée de nouveau par deux arrêts de la Cour suprême des 18 fév. 1836 et 28 juill. 1838, étendue même par un dernier arrêt de cette Cour du 12 mars 1840 aux délits qualifiés, poursuivis par le ministère public, enfin adoptée par les Cours d'Agen, Orléans et Limoges. (*Dictionn. du dr. crim.*, v° *abus*.) En sorte que, aujourd'hui, la jurisprudence est fixée en ce sens que la poursuite des délits privés ou publics commis par les ecclésiastiques, dans l'exercice de leurs fonctions, ne peut avoir lieu par citation directe devant les tribunaux, avant que le conseil d'Etat l'ait dûment autorisée. Si nous faisons maintenant l'application de cette jurisprudence au fait reproché à M. l'abbé Valette, il est facile de voir que c'est à tort qu'il a été déféré à M. le juge de paix de Bretteville-sur-Laise, que ce magistrat n'en pouvait être saisi directement, et que c'est par conséquent par excès de pouvoir qu'il s'est délaré compétent pour en connaître, sans le recours préalable au conseil d'Etat.

4° En ce qui concerne les voies de recours contre les deux jugements rendus par le juge de paix : le conseil estime que ces deux jugements sont aujourd'hui inattaquables de la part de la partie contre laquelle ils ont été prononcés. D'abord l'appel n'est plus recevable à l'égard du premier, comme n'ayant point été interjeté dans les dix jours de la signification à personne ou domicile, conformément à l'art. 174 du Code d'instruction criminelle; et, à l'égard du second, parce que le montant de la condamnation pécuniaire n'est que de 2 fr. 25 c., tandis que l'art. 172 du Code précité n'autorise cet appel en matière de simple police que contre celle qui excède 5 fr., outre les dépens.

Le recours en cassation n'est point non plus possible. L'art. 177 du Code d'instruction criminelle dit, en parlant du jugement de simple police, que le recours aura lieu dans les délais qui seront prescrits et il ne contient aucune autre disposition spéciale. De là on a conclu qu'il fallait suivre la règle établie par l'art. 373 . qui fixe *à trois jours* le délai du pourvoi contre les arrêts de la cour d'assises. Cette doctrine, qui est enseignée par Legraverend, *Législation crim.*; t. Ier, p. 439, a été consacrée par la jurisprudence, et il a été constamment jugé que le prévenu, le ministère public et la partie civile n'ont que ce délai de trois jours, à dater de la prononciation du jugement ou de l'arrêt, soit définitif, soit interlocutoire. (Voy. dans ce sens : arrêt de la Cour de cassation, du 18 déc. 1821, 9 juill. et 24 déc. 1825, 2 août et 22 déc. 1828, 9 juill. 1829, 21 oct. 1830, 13 janv. et 18 oct. 1832, 19 oct. 1835 et 8 août 1840.) Nous croyons cependant devoir ajouter que si le jugement du juge de paix sur la compétence était porté à la connaissance du procureur-général à la Cour de cassation, il pourrait se faire que ce magistrat se pourvût dans les termes de l'art. 442 du Code d'instruction criminelle, pour obtenir, dans l'intérêt de la loi, la cassation d'une décision qui viole un principe d'ordre public en cette matière.

Délibéré à Paris par MM. Béchard, Gaudry, l'abbé André, Sourdat, Masson, Suvigny et De Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Décembre.

Réunion mensuelle du bureau des marguilliers (art. 22 du décret du 30 déc. 1809). Préparation, dans cette séance, des affaires qu'il peut y avoir lieu de soumettre à l'examen et à la discussion du conseil de fabrique dans la session du mois de janvier prochain.

Nous rappellerons l'observation que nous avons faite l'année dernière à la même époque au sujet de l'inventaire du mobilier des archevêchés et évêchés. Aux termes de l'art. 5 de l'ordonnance royale du 7 avril 1819, de l'art. 8 de la loi du 26 juillet 1829 et des ordonnances des 3 février 1830 et 4 janvier 1832, il doit être procédé à la fin de chaque année au récolement annuel de ce mobilier. Ce récolement se fait par les soins du préfet ou d'un conseiller de préfecture désigné par lui, assisté de deux membres du conseil général désignés d'avance par le conseil, concurremment avec l'évêque titulaire, ou, en cas de vacance du siége, avec le vicaire capitulaire administrateur du diocèse (art. 5 de l'ordon. du 7 avril 1819). Suivant le même article, le procès-verbal de cette opération doit contenir l'évaluation des sommes jugées nécessaires, soit pour les nouveaux achats de meubles, soit pour l'entretien annuel de l'ameublement

Jusqu'en 1836, il avait été d'usage, et les circulaires ministérielles des 22 mars 1831 et 1er déc. 1832 en avaient même imposé l'obligation aux préfets, de dresser tous les ans l'état complet en forme d'inventaire de tous les objets composant l'ameublement des évêchés. Mais une modification a été apportée à cet état de choses par une circulaire ministérielle du 29 nov. 1835. On a reconnu que cette partie des écritures pouvait être supprimée, lorsque cet état ne devait être que la copie littérale de celui de l'année précédente, sauf les cas de mutation prévus par l'art. 5 de l'ordonn. du 7 avril 1819. Hors ce cas, il suffit d'un procès-verbal constatant la représentation exacte des objets décrits au précédent inventaire approuvé. (*Circulaire du ministre de la justice et des cultes des* 29 *nov.* 1835 *et* 25 *nov.* 1837). Les inventaires et récolements du mobilier des archevêchés et évêchés sont faits sur papier libre et sans frais.

Nous ne parlerons point ici du récolement annuel de l'inventaire du moblier des églises qui est ordinairement fait à la suite de la séance de la Quasimodo après la réorganisation du bureau des marguilliers (Voy. notre livraison de mars 1850, ci-dessus, p. 78; voy. aussi nos observations, vol. 1849, p. 85.), Cette époque n'est cependant point indiquée formellement par la loi. Dès lors, il peut exister quelques paroisses où cette formalité n'ait pas été remplie. S'il en est ainsi, nous engageons MM. les marguilliers à y procéder à la fin de cette année, à la suite de leur séance du mois de décembre. Ces inventaires ou récolements doivent, comme ceux du mobilier des évêchés, être faits sur papier libre et sans frais (art. 55 et 81 du décret du 30 déc. 1809). Ils doivent toujours être signés par le curé et par le président du bureau.

Quoique la loi ne dise point qu'il sera procédé à un récolement lors de l'installation d'un nouveau curé, nous croyons que dans l'intérêt même du titulaire cette formalité ne doit pas être négligée.

Nous publierons, au surplus, prochainement, sur l'importance et l'utilité de ces inventaires ainsi que de ceux des titres et documents de la fabrique, un article développé que nous accompagnerons de modèles de ces actes.

Chronique.

NOUVELLES LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Extrait du *Moniteur*.)

Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 400,000 fr. pour secours aux établissements de bienfaisance (13 nov.);—loi qui ouvre un crédit extraordinaire de 30,000 fr. applicables aux dépenses nécessaires à l'exécution de la loi du 18 juin 1850, sur la caisse de retraites ou rentes viagères pour la vieillesse (*id.*);—loi qui autorise la prorogation de la convention conclue le 1er mars 1850 entre la France et la

Sardaigne (18) ;—loi qui ouvre un crédit pour frais de réparations, d'installation et d'ameublement des galeries publiques du Conservatoire des Arts et Métiers (18).

ACTES OFFICIELS DU SAINT-SIÉGE.

Rétablissement de la hiérarchie épiscopale en Angleterre.

Nous avons annoncé dans notre dernière livraison, ci-dessus, page 306, que par une lettre apostolique, en date du 24 septembre dernier, notre S.-P. le Pape avait rétabli la hiérarchie épiscopale en Angleterre. Plusieurs de nos abonnés nous ont demandé de leur faire connaître la teneur de cette lettre que l'abondance des matières ne nous avait pas permis de publier. Nous nous empressons de la reproduire dans notre livraison de ce mois, afin que nos lecteurs puissent avoir dans leur bibliothèque cet acte important, et le consulter quand ils en sentiront le besoin.

Lettre apostolique de N. T.-S.-P. le pape Pie IX, rétablissant la hiérarchie épiscopale en Angleterre.

PIE IX, PAPE.

EN PERPÉTUELLE MÉMOIRE.

Le pouvoir de gouverner l'Église universelle, confié par Notre-Seigneur Jésus-Christ au Pontife romain dans la personne de saint Pierre, prince des Apôtres, a maintenu pendant tout le cours des siècles dans le Siége apostolique cette admirable sollicitude avec laquelle il veille au bien de la religion catholique dans toute la terre, et pourvoit avec zèle à son progrès. Ainsi s'accomplit le dessein de son divin fondateur qui, en établissant un chef, a, dans sa profonde sagesse, assuré le salut de l'Église jusqu'à la consommation des temps. L'effet de cette sollicitude pontificale a été sensible, ainsi que chez d'autres peuples, dans le noble royaume d'Angleterre ; l'histoire atteste que, dès les premiers siècles de l'Église, la religion chrétienne fut portée dans la Grande-Bretagne, où elle demeura florissante jusqu'à ce que, vers le milieu du cinquième siècle, après l'invasion des Angles et des Saxons dans cette île, on vit non-seulement la chose publique, mais encore la religion tomber dans le plus déplorable état. Aussitôt, notre très-saint prédécesseur, Grégoire-le-Grand, y envoie le moine Augustin avec ses compagnons, puis, il crée un grand nombre d'évêques, leur adjoint une multitude de moines prêtres, amène à la religion chrétienne les Anglo-Saxons, et vient à bout, par son influence, de rétablir et d'étendre la foi catholique dans toute cette contrée, qui commence alors à s'appeler Angleterre. Mais, pour rappeler des faits plus récents, rien ne nous semble plus évident dans l'histoire du schisme anglican consommé dans le seizième siècle, que la sollicitude active et toujours persévérante des Pontifes romains nos prédécesseurs à secourir et à soutenir

par tous les moyens la religion catholique exposée dans ce royaume aux plus grands dangers et réduite aux abois. C'est dans ce but, sans parler des autres œuvres, qu'ont été faits tant d'efforts par les Souverains-Pontifes, ou par leurs ordres et avec leur approbation, pour qu'en Angleterre il ne manquât jamais d'hommes dévoués au soutien du catholicisme, et pour que les jeunes catholiques, doués d'un heureux naturel pussent venir sur le continent y recevoir l'éducation, s'y former avec soin aux sciences ecclésiastiques surtout, afin que, revêtus des ordres sacrés, et retournant ensuite dans leur patrie, ils fussent en mesure de soutenir leurs compatriotes par le ministère de la parole et des sacrements, et de défendre et propager la vraie foi.

Mais on reconnaîtra peut-être plus clairement le zèle de nos prédécesseurs dans ce qu'ils ont fait pour donner aux catholiques anglais des pasteurs revêtus du caractère épiscopal, alors qu'une tempête furieuse et implacable les avait privés de la présence des évêques et de leur soin pastoral. D'abord, la lettre apostolique de Grégoire XV, commençant par ces mots : « *Ecclesia romana*, » et en date du 23 mars 1623, montre que le Souverain-Pontife, aussitôt qu'il lui a été possible, a député au gouvernement des catholiques anglais et écossais, Guillaume Bishop, sacré évêque de Chalcédoine avec d'amples facultés et les pouvoirs propres des ordinaires ; après la mort de Bishop, Urbain VIII renouvelle cette mission, dans sa lettre apostolique, en date du 4 février 1625, qu'il adresse à Richard Smith, en lui conférant l'évêché de Chalcédoine et tous les pouvoirs accordés à Bishop. Il sembla ensuite, au commencement du règne de Jacques II, que des jours plus favorables allaient se lever pour la religion catholique. Innocent XI profite aussitôt de la circonstance, et, en 1685, il députe Jean Leyburn, évêque d'Adrumète, comme vicaire apostolique de tout le royaume d'Angleterre. Après cela, par une autre lettre apostolique en date du 30 janvier 1688, et commençant par ces mots : « *Super cathedram*, » il lui adjoint trois autres vicaires apostoliques, évêque *in partibus*, en sorte que toute l'Angleterre, par les soins du Nonce apostolique en ce pays, Ferdinand, archevêque d'Amasie, fut divisée par ce Pontife en quatre districts ; ceux de Londres, de l'Occident, du Centre et du Nord, qui commencèrent à être gouvernés par des vicaires apostoliques, munis de facultés nécessaires et avec le pouvoir propre des ordinaires. Dans l'accomplissement d'une charge si grave, ils reçurent des règles et des secours, soit par les décisions de Benoît XIV, dans sa constitution du 30 mai 1753, qui commence par ces mots : « *Apostolicum ministerium*, » soit par celles des autres Pontifes nos prédécesseurs, et de notre congrégation pour la propagation de la foi. Cette division de toute l'Angleterre en quatre vicariats apostoliques dura jusqu'au temps de Grégoire XVI, qui dans sa lettre apostolique, « *Muneris apostolici*, » en date du 3 juillet 1840, considérant l'accroissement qu'avait déjà

pris la religion catholique dans ce royaume, et faisant une nouvelle division ecclésiastique du pays, doubla le nombre des vicariats apostoliques et confia le gouvernement spirituel de l'Angleterre aux vicaires apostoliques de Londres, de l'Occident, de l'Orient, du Centre, de Lancastre, d'York et du Nord. Le peu que nous venons de dire, en passant bien d'autres choses sous silence, prouve clairement que nos prédécesseurs se sont fortement appliqués à user de tous les moyens que leur offrait leur autorité pour consoler l'Église d'Angleterre de ses immenses disgrâces et pour travailler à la relever.

Ayant donc devant les yeux ce bel exemple de nos prédécesseurs, et voulant en l'imitant remplir les devoirs de l'apostolat suprême, pressé d'ailleurs de suivre les mouvements de notre cœur pour cette partie de la vigne du Seigneur, nous nous sommes proposé, dès le commencement de notre pontificat, de poursuivre une œuvre si bien commencée et de nous appliquer de la manière la plus sérieuse à favoriser tous les jours le développement de l'Église dans ce royaume. C'est pourquoi, considérant dans son ensemble l'état actuel du catholicisme en Angleterre, réfléchissant au nombre considérable des catholiques qui va toujours croissant, remarquant que tous les jours tombent les obstacles qui s'opposèrent si fort à la propagation de la religion catholique, nous avons pensé que le temps était venu de ramener en Angleterre la forme du gouvernement ecclésiastique à ce qu'elle est librement chez les autres nations, où aucune cause particulière ne nécessite le ministère des vicaires apostoliques. Nous avons pensé que, par le progrès du temps et des choses, il n'était plus nécessaire de faire gouverner les Anglais catholiques par des vicaires apostoliques, et qu'au contraire, les changements opérés déjà exigeaient la forme du gouvernement épiscopal ordinaire. Ces pensées ont été fortifiées par le désir que nous ont en commun exprimé les vicaires apostoliques de l'Angleterre, ainsi que beaucoup de clercs et de laïques distingués par leur vertu et leur rang, et par les vœux de la très-grande majorité des catholiques anglais. En mûrissant ce dessein, nous n'avons pas manqué d'implorer le secours de Dieu très-bon et très-grand, pour que, dans la délibération d'une affaire si grave, il nous fût donné de connaître et d'accomplir ce qui serait le plus propre à augmenter le bien de l'Église. En outre, nous avons imploré l'aide de la très-sainte Vierge Marie, mère de Dieu, et des saints qui ont illustré l'Angleterre par leurs vertus, afin qu'ils daignassent, par leur intercession auprès de Dieu, nous obtenir l'heureux succès de cette entreprise. Nous avons alors confié toute l'affaire à la grave et sérieuse étude de nos vénérables frères les cardinaux de la sainte Eglise romaine, formant notre congrégation pour la propagation de la foi. Leur sentiment ayant été tout-à-fait conforme à notre désir, nous avons résolu de l'approuver et de le mettre à exécution. C'est pourquoi, après avoir

pesé avec une attention scrupuleuse toute cette affaire, de notre propre mouvement, de notre science certaine et par la plénitude de notre pouvoir apostolique, nous avons arrêté et nous décrétons le rétablissement dans le royaume d'Angleterre, et selon les règles communes de l'Église, de la hiérarchie des évêques ordinaires, tirant leur dénomination de leurs siéges, que nous créons par la présente lettre dans les différents districts des vicariats apostoliques.

Pour commencer par le district de Londres : il formera deux siéges, savoir : celui de Westminster, que nous élevons à la dignité métropolitaine ou archiépiscopale, et celui de Southwark, que nous lui assignons pour suffragant, ainsi que les autres que nous allons indiquer. Le diocèse de Westminster renfermera la partie dudit district qui s'étend au bord de la Tamise, et comprendra les comtés de Middlesex, d'Essex et de Hertford ; celui de Southwark, au sud de la Tamise, comprendra les comtés de Berks, Southampton, Surrey, Sussex et Kent, avec les îles de Wight, de Jersey, de Guernesey, et les autres adjacentes. Dans le district du Nord, il n'y aura qu'un siége épiscopal, qui prendra son nom de Hagulstald, et dont la cirsonscription sera celle du district. Le district d'York ne formera aussi qu'un diocèse, dont l'évêque aura pour siége Beverley. Dans le district de Lancastre, il y aura deux évêques, dont l'un, celui de Liverpool, aura pour diocèse, avec l'île de Mona, les districts de Lansdale, Amounderness et de Weste-Derby ; l'autre siégera à Salford, étendra sa juridiction sur Salford, Blackburn et Leyland. Quant au comté de Chester, quoiqu'il appartienne à ce district, nous l'unissons à un autre diocèse. Dans le district de Galles, il y aura deux siéges épiscopaux, savoir : celui de Shrop et celui de Menevith et de Newport réunis. Le diocèse de Shrop comprendra, dans la partie septentrionale du district, les comtés de Anglesey, Caernavon, Denbigh, Flint, Merioneth et Montgommery, auxquels nous joignons le comté de Chester, détaché du district de Lancastre, et celui de Shrop, du district du Centre. Nous assignons pour diocèse à l'évêque de Menevith et de Newport les comtés méridionaux du district, Brecknok, Clamorgan, Caermarthen, Pembroke et de Radnor, ainsi que les comtés anglais de Montmouth et de Hereford. Dans le district occidental, nous créons deux siéges épiscopaux, Clifton et Plymouth ; le premier aura les comtés de Gloucester, Sommerset et Wilts ; l'autre ceux de Devon, Dorset et Cornwall.

Le district du Centre, dont nous avons déjà détaché le comté de Shrop, aura deux siéges épiscopaux, Nottingham et Birmingham : au premier nous assignons pour diocèse les comtés de Nottingham, de Derby, de Leicester, et ceux de Lincoln et de Rutland, que nous séparons du district oriental ; au second les comtés de Stafford, de Warwick, de Buckingham et d'Oxford. Enfin, dans le district oriental, il n'y aura qu'un siége épiscopal, qui prendra son nom de la

ville de Northampton et gardera la circonscription du district actuel, sauf les comtés de Lincoln et de Rutland, que nous avons assignés au diocèse de Nottingham.

Ainsi, dans le très-florissant royaume d'Angleterre, il y aura une seule province ecclésiastique, composée d'un archevêque ou métropolitain et de douze évêques, ses suffragants, dont le zèle et les fatigues pastorales, nous l'espérons de la grâce de Dieu, donneront tous les jours de nouveaux accroissements au catholicisme. C'est pourquoi nous voulons dès à présent réserver à nous et à nos successeurs de diviser cette province en plusieurs, et d'augmenter le nombre des diocèses, selon que les besoins l'exigeront, et en général de fixer librement leurs nouvelles circonscriptions, selon qu'il paraîtra convenable devant le Seigneur.

Cependant nous ordonnons à l'archevêque et aux évêques plus haut désignés d'envoyer, aux temps prescrits, des rapports sur l'état de leurs Églises à notre congrégation de la propagation de la foi, et de ne point négliger de l'informer de toutes les choses qu'ils jugeront profitables au bien spirituel de leurs troupeaux. Nous continuerons en effet, en ce qui concerne les affaires des Églises d'Angleterre, d'user du ministère de cette congrégation. Mais dans le gouvernement sacré du clergé et du peuple, et pour tout ce qui regarde l'office pastoral, l'archevêque et les évêques anglais jouiront d'ores et déjà des droits et facultés dont usent et peuvent user, d'après les dispositions communes des sacrés canons et des constitutions apostoliques, les archevêques et évêques catholiques des autres pays, et ils seront pareillement astreints aux obligations auxquelles sont tenus par la commune discipline de l'Église les autres archevêques et évêques.

Quant à tout ce qui a pu être en vigueur, soit dans l'ancienne forme de l'Église d'Angleterre, soit dans l'État subséquent des missions en vertu de constitutions spéciales, priviléges ou coutumes particulières, maintenant que les circonstances ne sont plus les mêmes, aucunes de ces choses n'emportera ni droit, ni obligation. Et afin qu'il ne reste en cela aucun doute, de la plénitude de notre autorité apostolique nous supprimons et abrogeons entièrement toute la force obligatoire et juridique de ces mêmes constitutions particulières, priviléges et coutumes, quelle qu'en soit d'ailleurs l'ancienneté. L'archevêque et les évêques d'Angleterre auront donc le pouvoir intégral de régler toutes les choses qui appartiennent à la mise en œuvre du droit commun, ou qui sont laissées à l'autorité des évêques par la discipline générale de l'Église. Pour nous assurément, nous ne manquerons pas de les assister de notre autorité apostolique, et nous serons toujours heureux de seconder leurs demandes dans tout ce qui nous paraîtra de nature à procurer la plus grande gloire de Dieu et le salut des âmes. En décrétant par ces lettres la restau-

ration de la hiérarchie ordinaire des évêques et la mise en pratique du droit commun de l'Eglise, nous avons eu principalement en vue de pourvoir à la prospérité et à l'accroissement de la religion catholique dans le royaume d'Angleterre; mais nous avons voulu aussi nous rendre aux vœux tant de nos vénérables frères gouvernant dans ce royaume les choses sacrées en qualité de vicaires du siége apostolique, que d'un grand nombre de nos chers fils du clergé et du peuple catholique qui nous avaient adressé dans ce but les plus instantes prières. Plusieurs fois leurs ancêtres firent la même demande à nos prédécesseurs, lesquels avaient commencé à envoyer des vicaires apostoliques en Angleterre lorsque aucun évêque catholique ne pouvait y exercer le droit ordinaire sur une église qui lui fût propre, et qui avaient ensuite multiplié le nombre des vicaires et des districts vicariaux, non certes pour que la religion fût à jamais soumise dans ce pays à un régime exceptionnel, mais plutôt afin que pourvoyant, selon les circonstances, à son accroissement, ils y préparassent en même temps les voies à la réédification future de l'ordinaire hiérarchie.

C'est pourquoi nous, à qui il a été donné, par un immense bienfait de Dieu, d'accomplir ce grand ouvrage, nous voulons déclarer ici qu'il n'est en aucune façon ni dans notre esprit, ni dans nos desseins, que les évêques d'Angleterre, pourvus du nom et des droits d'évêques ordinaires, soient frustrés en rien, dans quelque chose que ce puisse être, des avantages dont ils jouissaient auparavant à titres de vicaires apostoliques. Car la raison ne permet pas de faire tourner à leur détriment les décrets portés par nous, à la prière des catholiques anglais, pour le bien de la religion. Bien plus, nous puisons dans ces considérations le ferme espoir que nos très-chers fils dans le Christ, dont les aumônes et les largesses n'ont jamais manqué de soutenir en Angleterre la religion et les prélats qui l'y ont gouvernée en qualité de vicaires dans des temps si divers, useront d'une libéralité encore plus grande envers les évêques eux-mêmes, attachés maintenant par un lien plus stable aux églises anglicanes, afin qu'ils ne soient pas privés des subsides temporels dont ils pourront avoir besoin pour l'ornement des temples et la splendeur du culte divin, pour l'entretien du clergé et des pauvres, et pour les autres services ecclésiastiques. Enfin, levant les yeux vers les hauteurs d'où nous viendra le secours du Dieu très-bon et très-grand, nous le supplions avec instances, par toute prière, obsécration et action de grâces, de confirmer par la vertu de la grâce divine ce que nous avons décrété pour le bien de l'Église, et de donner la force de la grâce à ceux à qui appartient surtout l'exécution de nos décrets, afin qu'ils paissent le troupeau de Dieu commis à leur garde, et que leur zèle s'applique de plus en plus à propager la plus grande gloire de son nom. Et pour obtenir de plus abondants secours

de la grâce céleste, nous invoquons finalement, comme intercesseurs auprès de Dieu, la très-sainte Mère de Dieu, les bienheureux apôtres Pierre et Paul, avec les autres célestes patrons de l'Angleterre, et nommément saint Grégoire-le-Grand, afin que, le soin nous ayant été donné, malgré l'insuffisance de nos mérites, de renouveler aujourd'hui les siéges épiscopaux de l'Angleterre, ce qu'il a fait dans son temps avec de si grands avantages pour l'Eglise, nous puissions aussi le faire en restituant dans ce royaume les diocèses épiscopaux et que notre œuvre tourne au bien de la religion catholique.

Nous décrétons que cette lettre apostolique ne pourra jamais, dans aucun temps, être taxée de subreptice ou d'obreptice, ni être notée d'un défaut provenant de notre intention ou de tout défaut quelconque, ni être attaquée de quelque façon que ce soit ; mais elle sera toujours valide et ferme, et obtiendra en tout son effet, pour être inviolablement observée, nonobstant les édits généraux apostoliques, ceux qui ont été portés dans les conciles synodaux, provinciaux ou universels, les sanctions spéciales aussi bien que les droits des anciens siéges d'Angleterre, des missions, des vicariats apostoliques, y constitués dans la suite des temps, des lieux pieux, droits ou priviléges même garantis par des serments, par la confirmation apostolique ou de toute autre manière que ce soit, nonobstant, en un mot, toutes choses contraires quelconques. A toutes ces choses, nous dérogeons expressément, en tant qu'elles sont contraires au présent décret, quand même, pour y déroger, mention spéciale devrait en être faite ou toute autre formalité particulière observée.

Nous décrétons aussi que tout ce qui pourra être fait de contraire par qui que ce soit, le sachant ou l'ignorant, au nom d'une autorité quelconque, sera nul et sans force. Nous voulons en outre que les exemplaires de cette lettre, même imprimés, pourvu qu'ils soient souscrits par un notaire public et munis du sceau d'un homme constitué en dignité ecclésiastique, fassent foi comme le diplôme original où est consignée cette expression de notre volonté.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, sous l'anneau du pêcheur, le 24e jour de septembre 1850, de notre pontificat l'an cinquième.

A. Card. Lambruschini.

—Le Souverain Pontife, par un bref en date du 19 juillet, a établi la hiérarchie épiscopale en Amérique, comme il vient de le faire pour l'Angleterre. D'accord avec l'archevêque de Baltimore et les évêques du septième concile provincial, l'évêché de New-York a été érigé en siége archiépiscopal ayant pour suffragants les évêques de Boston, d'Hartford, d'Albany et de Buffalo.

nomenclature même succincte des descriptions curieuses que nous trouvons dans ce précieux ouvrage.

Chacun des auteurs qui se sont partagé ce travail a signé ce qu'il a écrit, en sorte que la responsabilité de l'œuvre, mise en commun, est cependant revendiquée par l'un ou par l'autre, selon qu'il en prend une plus grande part. Si leurs noms étaient moins connus et moins estimés, si déjà ils n'avaient montré une science si profonde et une habileté si remarquable, nous parlerions plus longuement de leur œuvre ; mais les archéologues les connaissent assez pour que notre éloge soit superflu. Nous dirons seulement qu'ici l'exécution matérielle répond à toutes les exigences, et qu'il serait difficile de faire mieux sous tous les rapports.

Nous appelons donc l'attention de nos lecteurs sur cette importante publication que tous les amis de l'art chrétien rechercheront toujours avec empressement. (*Bibliographie catholique.*)

Dictionnaire général des actes sous seing privé et conventions verbales en matière civile, commerciale et administrative ; législation, doctrine et jurisprudence ; formules, timbre et enregistrement pour tous les Actes sous seing privé ; par M. Frémy-Ligneville avocat à la Cour d'appel de Paris, auteur du Traité de la législation civile et administrative des bâtiments et constructions.—2 vol. in-8°, prix : 14 francs. Chez Durand, libraire à Paris.

L'ouvrage dont nous venons de transcrire le titre n'est pas un de ces manuels qui ne contiennent que des notions légères, insignifiantes, dangereuses même par leur incertitude, et quelques formules irrégulières et écourtées. C'est un ouvrage sérieux, fait avec soin sur le plan du Dictionnaire du notariat et du Dictionnaire de procédure, et très-complet sur la matière. Ce Dictionnaire présente, en effet, sous chaque mot, avec une grande exactitude, précision et clarté, toutes les règles du droit concernant les actes et écrits sous seing privé, leur nature, leur forme, leur validité, leur nullité, leurs effets et leur mise à exécution ; la jurisprudence de la Cour de cassation et des Cours d'appel sur toutes les questions pratiques ; l'indication du papier timbré à employer, et le coût de l'enregistre-

ment pour tous les actes; enfin, à la suite de chaque mot, se trouvent des formules d'actes contenant toutes les clauses qu'il est possible de prévoir, et rédigées avec autant d'étendue et d'exactitude que les actes notariés les mieux faits.

On y traite aussi des conventions purement verbales qui ne sont pas établies par écrit, de leur nature, de leur valeur, de leurs effets et de leurs moyens de preuve. On explique quels actes doivent être notariés ou déposés chez un notaire, et quelle valeur la jurisprudence attribue à ces actes lorsqu'ils ont été faits seulement sous seing privé.

Une division par paragraphes et une table alphabétique en tête de chaque mot, une table à la fin de chaque volume, donnent le moyen de trouver à l'instant la notion dont on a besoin.

Ainsi exécuté, cet ouvrage est d'une grande utilité pratique pour tous les hommes de loi, ainsi que pour les personnes qui s'occupent de leurs affaires ou de celles des autres, et qui peuvent avoir à rédiger des actes sous seing privé.

Sous ce point de vue, nous croyons que cette publication n'est pas sans intérêt pour MM. les ecclésiastiques qui sont presque toujours les premiers conseillers des parties, et nous n'hésitons point à la leur recommander comme pouvant leur être très-utile dans leurs rapports avec leurs paroissiens.

M. Fremy-Ligneville est encore auteur d'un *Traité de la législation des bâtiments et constructions*, en 2 vol. in-8°, ouvrage qui lui a valu dans la *Gazette des tribunaux* les éloges les plus flatteurs.

Loi sur l'Enseignement avec un commentaire, contenant l'indication et le sommaire des divers actes législatifs et réglementaires sur l'instruction publique depuis 1791 ; la conférence des dispositions de la nouvelle loi avec celles du régime antérieur ; le résumé des discussions auxquelles cette loi a donné lieu dans le sein de l'Assemblée législative, et la solution de plusieurs questions concernant son application, etc Par M. G. de Champeaux, avocat à la cour d'appel. Brochure in-8° prix : 75 c. chez Courcier, éditeur, rue Hautefeuille, 9; Jacques Lecoffre, éditeur, rue du Vieux-Colombier 29 ; Cosse, éditeur, librairie générale de jurisprudence, place Dauphine, 27 ; Cotillon, éditeur , librairie de jurisprudence, rue des grès, 16, à Paris.

Le droit civil ecclésiastique français, ancien et moderne, dans ses rapports avec le droit canon et la législation actuelle, ou recueil général et selon l'ordre chronologique, depuis

saint Louis jusqu'en 1849, des Pragmatiques, Concordats, Lois, Décrets, Ordonnances, Circulaires, Arrêts, Avis du conseil d'État, et tous autres Actes de la puissance civile relatifs au Droit public de l'Église, à sa juridiction, à sa discipline, à l'administration temporelle des paroisses, aux congrégations religieuses, aux séminaires, etc., avec des notes historiques et de concordance, l'indication des lois et règlements actuellement en vigueur, et un résumé des diverses décisions juridiques qui forment aujourd'hui la jurisprudence ecclésiastique. Ouvrage éminemment utile aux ecclésiastiques, publié avec les encouragements de Mgr Affre, archevêque de Paris, par G. de CHAMPEAUX, avocat à la Cour d'appel de Paris, membre de l'Institut historique, de la Société de l'Histoire ecclésiastique de France, et de plusieurs autres Sociétés savantes. 2 *forts vol. in*-8, *chez* COURCIER, *éditeur, rue Hautefeuille*, 9. Prix : 15 fr.

BEAUX-ARTS.

Orgues d'églises.—Nous avons déjà appelé l'attention de nos lecteurs sur la fabrique d'orgues d'église, expressives et à tuyaux, de M. STEIN et Comp., à Paris, rue Cassette, 9. (Voy. notre livraison de septembre.)

Nous croyons devoir leur signaler aujourd'hui une nouvelle invention que cet habile artiste vient de joindre à sa spécialité. C'est un petit orgue de trois octaves et demie d'étendue, renfermé dans un pupitre, pour l'usage des instituteurs qui enseignent la musique ou qui veulent l'apprendre. Ce petit instrument, dont les sons et le mécanisme attestent tout le mérite artistique de l'inventeur, a le double avantage de l'agrément qu'il procure, en servant à deux fins, et, ensuite, de son prix peu élevé (90 fr. à 140 fr.).

La réputation que M. Stein s'est acquise dans un grand nombre de paroisses de France par ses orgues expressives et à tuyaux, dont la puissance et la solidité sont si justement appréciées, nous dispense de faire ici l'éloge de ce nouvel instrument. Nous l'en féliciterons cependant, ainsi que de son nouveau mécanisme à l'aide duquel on peut jouer et accompagner nos offices sans être musicien, et des ingénieux efforts qu'il fait chaque jour pour développer le goût de la musique, de cet art sublime qui ne parle pas moins au cœur que la peinture et la poésie, et qui contribue tant à la pompe de nos cérémonies religieuses.

AVIS

relatif au paiement de l'abonnement.

Le moyen le plus simple et le plus sûr pour faire parvenir à l'administration du Bulletin le prix de l'abonnement consiste à prendre un mandat de 6 fr. au bureau de poste le plus voisin et à l'adresser au directeur dans une lettre affranchie (Affranchissement de 6 fr. : 12 cent. Loi de Finances, 1846; Affranchissement de la lettre, 25 cent ; en tout 37 cent)

Ceux de nos abonnés des départements qui préfèrent payer à leur domicile à l'aide de mandats qu'on tirera sur eux auront à supporter, en sus du prix, la somme de 2 fr. pour frais de recouvrement.

Nota. Nous avons appris que quelques-unes de nos livraisons n'étaient point parvenues à leur destination par suite de la négligence des facteurs ou autres employés de la poste. Nous prions ceux de nos abonnés dont la collection se trouverait décomplétée par ce fait, de vouloir bien nous le mander, et l'administration s'empressera de leur adresser les livraisons qui leur manquent. A l'avenir, les réclamations de ce genre devront, autant que possible, être faites dans le mois qui suit la publication de la livraison.

Conditions de la Souscription

AU BULLETIN DES LOIS CIVILES ECCLÉSIASTIQUES.

Le *Bulletin des Lois civiles ecclésiastiques* paraît *à la fin* de chaque mois. Chaque livraison mensuelle, composée de deux feuilles in-8°, est envoyée sous couverture imprimée, et *franco*.

Le prix annuel de la souscription est de 6 fr. pour Paris et les départements, et 8 fr. pour l'étranger. Le montant en doit être envoyé au bureau en même temps que la souscription.

On ne peut s'abonner pour moins d'un an, savoir, du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. La personne qui souscrit dans le courant de l'année reçoit toujours immédiatement les livraisons qui ont paru depuis le commencement. Celle qui fait, ou pour elle-même ou pour d'autres, six souscriptions, a droit à un abonnement gratuit.

Toutes lettres, demandes de consultations, réclamations et souscriptions, doivent être adressées, *franco*, au Bureau de l'Administration, rue Cassette, n° 25.

Imprimerie Bonaventure et Ducessois, 55, quai des Grands-Augustins.

Droit public ecclésiastique.

DE LA NÉCESSITÉ DU REPOS DES DIMANCHES ET FÊTES, ET DE L'ÉTAT DE LA LÉGISLATION ET DE LA JURISPRUDENCE SUR CE POINT (1).

La question de la loi sur le repos des dimanches et fêtes peut être considérée sous trois points de vue principaux : sous le rapport religieux et dogmatique, sous le rapport social, et sous le rapport purement juridique. Il ne nous appartient point de l'examiner sous le premier de ces aspects ; mais nous ne craignons pas de dire qu'indépendamment de tout dogme et de toute discipline ecclésiastique, cette loi est une des plus importantes pour l'intérêt de la société.

Dans notre état civilisé, les institutions politiques ont beaucoup fait pour le bien-être matériel des populations; mais à force de s'occuper du matériel on finirait par matérialiser la société ; et un pays qui ne compte pas pour quelque chose des doctrines morales et religieuses est près de sa ruine ou des convulsions de l'anarchie. Comment des idées morales germeraient-elles dans les esprits, si tous les jours de l'existence sont consacrés à un travail manuel et pénible? Lorsqu'un homme depuis son enfance jusqu'à sa vieillesse aura passé toutes ses journées à conduire un métier, à bêcher la terre, à bâtir des maisons, vous aurez un être dans l'âme duquel un sentiment moral n'aura jamais pris sa place; ou si la bonté de la nature a éveillé chez lui des sentiments élevés, il seront éteints par l'abrutissement d'une vie toute matérielle.

Ceci n'est pas une vaine hypothèse. C'est une désolante vérité. Il n'est personne qui ait visité les classes inférieures du peuple sans avoir eu à gémir de l'ignorance incroyable et de l'absence de toute idée morale dans le plus grand nombre des hommes arrivés à la vieillesse, à travers des travaux pénibles.

On conçoit la loi du repos légal attaquée par les hommes qui s'enrichissent des labeurs du pauvre : c'est en effet un jour ravi, en faveur du peuple, aux travaux auxquels il est condamné ; mais que la loi du repos soit l'objet du mépris de la classe ouvrière ou de ses prétendus défenseurs, c'est une inconséquence, c'est de la folie. Le jour de repos accordé aux travaux pénibles est dans l'intérêt presque exclusif de la classe ouvrière. C'est une conquête en sa faveur, un

(1) La dissertation qui va suivre et qui est due à M. Gaudry, bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris, l'un des membres de notre conseil de jurisprudence, répond à plusieurs questions qui nous ont été adressées par nos abonnés.

prélèvement exigé de ceux qui l'exploitent. Otez le repos légal, le riche aura le droit d'écraser le pauvre par un véritable esclavage.

Il est donc indispensable, *indépendamment* de tout *dogme religieux*, qu'il y ait des moments où les populations entières s'abstiennent de travaux matériels, pour entendre des paroles qui s'adressent à l'âme, élèvent l'intelligence, et forcent les hommes à rentrer dans leurs consciences, à pratiquer leurs devoirs, et à combattre leurs passions.

Les hommes condamnés à une vie pénible, dit-on, useront de ce jour de repos pour se livrer à la débauche. Sans doute il y a des êtres vicieux pour lesquels tous les moyens d'amélioration sont superflus, et nous n'entendons pas dire que la nécessité du repos religieux les déterminera à se rendre dans les églises ou dans les temples, pour s'instruire de leurs devoirs ; mais ce moyen de civilisation produira son influence sur les enfants, l'espérance de la société, et presque tous, dans l'impuissance de suivre des pratiques religieuses par les travaux auxquels ils sont condamnés ; il se produira sur les femmes, en général plus disposées à des sentiments religieux ; sur les hommes des classes laborieuses, honnêtes par leur nature, ignorants et pervertis par une sorte de nécessité; et même sur les indifférents, qui entendront des vérités religieuses ou morales, et les pratiqueront, comme ils auraient entendu et pratiqué le mal, ayant sans cesse le mal sous les yeux.

Ces réflexions ne s'appliquent pas seulement aux classes condamnées à de rudes travaux ; elles s'appliquent à tous. Quelle moralité espérer d'une jeunesse des bureaux, des banques, des comptoirs, à laquelle on refuse le repos dans les jours destinés à des instructions religieuses, mais à laquelle on l'accorde avec empressement pour des soirées destinées au plaisir et souvent aux plus tristes désordres ! C'est là, nous ne craignons pas de le dire, agir en ennemis de la société et contribuer à la dépravation des générations futures.

Après tout, il faut du repos à l'homme. Accordez-lui le jour du repos religieux, ou ne le lui accordez pas, ses forces physiques et morales ne peuvent pas vous donner plus de résultats. Que le commerce ouvre ou n'ouvre pas ses boutiques, il ne se consommera pas une obole de plus ou de moins ; seulement chacun prendra son repos de manière à troubler l'ordre général : l'un y consacre le dimanche, l'autre le lundi, un autre une grande partie de la semaine, le tout au détriment de l'intérêt général et de la patrie.

La nécessité du repos religieux est donc l'une des règles les plus importantes à maintenir dans la société.

Ajoutons qu'elle ne viole pas la liberté des consciences, car on ne peut aller jusqu'à pénétrer dans l'intérieur des maisons et des familles. Mais ce qui est extérieur tombe dans le domaine de l'administration publique et de la police, et le travail extérieur ou public doit être régi par la loi.

Il y a plus : l'absence d'une loi générale viole la liberté du plus

grand nombre. En effet, l'art. 1er du Concordat dit : « Le culte catholique sera public. » La religion catholique doit donc être librement exercée en France; l'art. 5 de la charte de 1830 ajoute : « Chacun professe sa religion avec une égale liberté »; l'art. 7 de la Constitution de 1848 dit également : « Chacun *professe* librement sa religion. » Rien de tout cela n'est vrai si le repos général du dimanche n'est pas une loi commune. Le ministre de la religion peut-il exercer le culte publiquement, au milieu d'une population des campagnes, dont quelques individus viendront dans les jours de solennité religieuse entraver et offenser les cérémonies du culte par des étalages de marchandises, d'ustensiles aratoires et d'animaux? Dans les villes y a-t-il liberté de professer la religion, si le commerçant qui voudrait avoir la liberté d'assister aux exercices religieux est obligé d'ouvrir sa boutique pour éviter le préjudice causé par son voisin en ouvrant la sienne; si le commis, l'apprenti, l'employé, sont contraints d'abandonner les devoirs religieux qu'on leur a enseignés dans leur enfance? Ce n'est pas de la liberté bien entendue : c'est une violation des règles d'intérêt public, au profit de quelques individus qui ne comprennent ni les besoins de la société, ni leurs véritables intérêts.

Examinons maintenant l'état de la législation et de la jurisprudence sur ce point.

Une loi du 7 thermidor an VIII déclara que le repos du dimanche n'était pas obligatoire pour les particuliers; mais l'art. 57 des articles organiques (1) décide que le repos des fonctionnaires est fixé au dimanche.

Le 26 avril 1806, le Code de procédure a été promulgué. Les articles 63, 781, 1037 de ce Code, et l'art. 162 du Code de commerce, ont donné un caractère légal au repos du jour férié, en défendant de faire dans ce jour aucun acte judiciaire.

Néanmoins l'art. 1037 du Code de procédure civile permet de faire exception à cette règle, *en vertu de permission du juge et dans les cas où il y aurait péril en la demeure.* Le magistrat seul apprécie ce péril. Remarquons-le bien, la loi n'exige pas seulement l'urgence, mais le *péril*, c'est-à-dire le danger imminent de perdre la chose, dans le cas où l'acte judiciaire ne serait pas signifié.

Doit-on étendre cette faculté du juge, même au cas d'emprisonnement? Les auteurs sont divisés sur cette question. M. Demiau-Crouzillac, p. 477, et M. Coin-de-l'Isle, p. 52, pensent que le président ne peut pas autoriser une arrestation en matière civile ou commerciale un jour de fête légale. M. Berriat-Saint-Prix, p. 144, M. Carré, *Quest.* 269, et M. Chauveau, t. 6, p. 154, sont d'un avis opposé; la difficulté vient de ce que l'art. 781 défend en termes *exprès* tout emprisonnement un jour de fête légale, tandis que l'art. 1037

(1) Voy. le texte de ces articles dans le recueil général du *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 15 et suiv.

se borne à permettre l'autorisation du juge pour *des significations et exécutions en général.*

Nous pensons que l'art. 1037 comprend dans son universalité tous les genres d'exécution dont il a été question dans le Code de procédure civile, et dès lors la contrainte par corps, comme tous les autres modes d'exécution civile.

A la vérité, on se demandera comment il peut y avoir *péril en la demeure* dans l'arrestation d'un débiteur, car l'arrestation est un mode de forcer le débiteur à payer, par la perte de sa liberté, et non un moyen de sauver la créance d'une perte imminente. Mais c'est une question d'appréciation abandonnée à la prudence du juge. Si le péril existe, il peut autoriser l'arrestation, mais avec une extrême circonspection et dans des cas extraordinaires. Une arrestation, mesure violente et presque pénale, attente à la sainteté du jour consacré au repos religieux. D'ailleurs la crainte d'une arrestation empêcherait le citoyen de se livrer aux exercices de son culte, et entraverait ainsi le libre exercice d'un devoir de conscience dont la liberté est garantie par la loi.

Les dispositions des art. 63, 781 et 1037 du Code de procédure ne s'appliquent pas aux actes de procédure criminelle et correctionnelle (loi du 17 therm. an VI, et arrêt de cassation du 27 août 1807, Sirey, t. 15, 1re part., p. 309).

Un acte de procédure civile ou commerciale signifié un jour férié serait-il nul ? Nous ne le croyons pas. En matière de procédure la nullité doit être prononcée formellement par la loi. Or, les art. 63, 781, 1037 du Code de procédure, et l'art. 162 du Code de commeree ne prononcent pas de nullité. L'art. 1030 du Code de procédure condamne l'officier ministériel à une amende de 5 fr. à 100 fr. Cependant un arrêt de Bordeaux du 10 février 1827 avait appliqué la peine de nullité; mais la même cour est revenue sur sa jurisprudence, par un arrêt du 16 juillet suivant (Sirey, t. 27, 2e part., p. 105 et 178), et nous croyons que ce dernier arrêt consacre les véritables principes.

Le Code pénal, promulgué le 22 janvier 1810, par son art. 260, défend *à tout particulier* de contraindre d'observer certains jours de repos (1).

Mais ce code ne décidait rien sur l'obligation du repos à imposer par *l'autorité*, et le 18 nov. 1814 a été rendue la loi sur le repos des fêtes et dimanches (2).

---

(1) Voy. le texte de cet article dans le *Droit civ. eccl.*, t. 2, p. 429.

(2) Voici le texte de cette loi :

Art. 1er. Les travaux ordinaires seront interrompus les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi de l'Etat.

2. En conséquence, il est défendu lesdits jours : 1° aux marchands d'acheter ou de vendre, tenir les volets de boutiques ouverts; 2° aux colporteurs

Cette loi a-t-elle été abrogée par l'art. 5 de la charte de 1830, ou par la constitution de 1848?

D'après le texte de la loi de 1814 il ne s'agit pas de forcer des individus à rendre hommage à une religion qu'ils ne professeraient pas, bien moins encore de leur imposer des devoirs de conscience; il s'agit simplement de mesures extérieures prises dans un intérêt de morale publique et même de police: il nous paraît donc certain que l'art. 5 de la charte et l'art. 7 de la constitution de 1848, en établissant la *liberté religieuse*, n'ont pas abrogé formellement la loi du 18 novembre 1814.

Quant à une abrogation tacite, il n'est ici question ni des mesures de prudence qui doivent souvent déterminer l'autorité à ne pas réclamer en tel ou tel moment la rigoureuse application d'une loi, ni

---

et étalagistes de colporter et d'exposer en vente leurs marchandises dans les rues et places publiques; 3° aux artisans et ouvriers de travailler extérieurement et d'ouvrir leurs ateliers; 4° aux charretiers et voituriers employés aux services locaux de faire des chargements dans les lieux publics de leurs domiciles.

3. Dans les villes dont la population est au-dessous de 5,000 âmes, ainsi que dans les villages, il est défendu aux cabaretiers, marchands d'eau de vie, débitants de boisssons, traiteurs, limonadiers, maîtres de paume et de billard, de tenir leurs maisons ouvertes et d'y donner à boire et à jouer lesdits jours pendant le temps de l'office.

4. Les contraventions aux dispositions ci-dessus seront constatées par des procès-verbaux des maires et adjoints ou des commissaires de police.

5. Elles seront jugées par les tribunaux de police simple et punies d'une amende qui, la première fois ne pourra pas excéder 5 fr.

6. En cas de récidive, les contrevenants pourront être condamnés au maximum des peines de police (15 fr. d'amende et cinq jours de prison, art. 479 et 482 du Code pénal).

7. Les défenses précédentes ne seront pas applicables 1° aux marchands de comestibles de toute nature, sauf cependant l'exécution de l'art. 3; 2° à tout ce qui tient au service de santé; 3° aux postes, diligences et voitures publiques; 4° aux voituriers de commerce par terre, et par eau et aux voyageurs;—5° aux usines dont le service ne pourrait être interrompu sans dommage;—6° aux ventes usitées dans les foires et fêtes dites patronales et au débit de menues marchandises dans les communes rurales, hors le temps du service divin;—7° aux chargements des navires marchands et autres bâtiments de commerce maritime.

8. Sont également exceptés des défenses ci-dessus les meuniers et les ouvriers employés 1° à la moisson et autres récoltes;—2° aux travaux urgents de l'agriculture;—3° aux constructions et réparations motivées par un péril imminent, à la charge dans ces deux derniers cas d'en demander la permission à l'autorité municipale.

9. L'autorité administrative pourra étendre les exceptions ci-dessus aux usages locaux.

10. Les lois et règlements de police antérieurs relatifs à l'observation des dimanches et fêtes sont et demeurent abrogés.

Cette loi est aussi rapportée dans le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 472.

Les jours fériés reconnus par les lois de l'Etat, sont: les dimanches, d'après le concordat; les quatre fêtes de Noël, de l'Ascension, de l'Assomption et de la Toussaint, d'après l'indult du 9 avril 1802, publié par arrêté du 29 germ. an X.

de commotions populaires qui en rendraient l'application impossible. Nous examinons la difficulté au point de vue légal; or, sous le rapport de la légalité, l'abrogation tacite d'une loi est trop contraire aux principes généraux de la législation pour devoir être sérieusement discutée.

La question s'est présentée devant la Cour de cassation en 1838, à l'occasion de l'arrêté d'un maire qui avait défendu aux cabaretiers de donner à boire pendant l'office divin.

Le tribunal de première instance avait refusé de prononcer la peine de police en exécution de cet arrêté, par le motif que la loi du 18 novembre 1814 avait été abrogée par la charte de 1830. Sur le pourvoi en cassation du ministère public, l'avocat-général à la Cour de Cassation conclut au rejet du pourvoi, en adoptant le principe d'abrogation de la loi; mais, par un arrêt du 23 juin 1838, rendu après délibération à la chambre du conseil, la Cour de cassation rejeta ce système, cassa le jugement, et reconnut ainsi l'existence légale de la loi du 18 novembre 1814 (Sirey, t. 38, 1re part., p. 502).

Voici les termes de cet arrêt :

« Attendu que la loi du 18 nov. 1814 n'a point été expressément « abrogée; que la proposition en avait été faite à la chambre des « députés le 11 février 1832, mais qu'elle n'a été suivie d'aucun résul- « tat; que l'abrogation tacite de l'art. 3 de ladite loi ne peut s'in- « duire ni de la suppression de l'art. 6 de la charte de 1814, ni de « l'art. 5 de la charte de 1830 portant : Que chacun professe sa reli- « gion avec une égale liberté et obtient pour son culte la même pro- « tection ;

« Que ces diverses dispositions n'ont rien d'incompatible et peu- « vent facilement se concilier; que d'une part, l'art. 3 de la loi du « 18 nov. 1814 ne contient aucune prescription qui soit contraire à « la liberté religieuse, que de l'autre la protection promise à tous « les cultes légalement reconnus n'exclut pas le respect dont la loi « civile est partout empreinte pour le culte professé par la majorité « des Français; qu'ainsi par l'art. 57 de la loi du 18 germinal an X « le repos des fonctionnaires publics est fixé au dimanche; que les « art. 63, 781 et 1037, du Code de procédure civile et 162 du Code « de commerce, interdisent tout exploit, tout protêt, toute signifi- « cation et exécution, les jours de fêtes légales, que les prohibitions « portées par l'art. 3 de la loi du 18 nov. 1814 ont le même carac- « tère, et qu'il n'appartient qu'au pouvoir législatif d'en modifier « les dispositions ; Casse et annulle, etc. »

Cet arrêt a été suivi, à la date du 20 août 1838, d'une circulaire du ministre de l'intérieur qui en adopte les principes, en recommandant aux maires une grande circonspection dans l'application de la loi. Nous ne pouvons que nous associer à ce vœu, sans cependant approuver ce que nous lisons dans cette circulaire : *Que les arrêtés des maires sur ces points seront soumis* AVANT LEUR EXÉCUTION *à l'ap-*

probation ministérielle. Par des motifs de convenance, ces maires devront-ils obtempérer à cette recommandation, nous l'admettons; mais si un maire se dispensait de cette formalité, son arrêté ne serait pas moins obligatoire. Il tient de l'art. 11 de la loi du 18 juillet 1837 le droit de faire des arrêtés exécutoires par eux-mêmes; nul défaut d'approbation par le ministre ne leur enlèverait leur force légale.

Une autre autorité plus puissante que celle de l'instruction ministérielle est l'autorité des chambres, non pas à la vérité exprimée dans une forme législative, mais cependant avec solennité, et par les organes du gouvernement.

Le 21 janvier 1840, un membre de la chambre des députés crut devoir faire une proposition tendant à l'abrogation de la loi du 18 nov. 1814; la chambre refusa d'en entendre la lecture (1). La proposition prouve le fait de la non-abrogation de la loi, et le refus de la chambre prouve la volonté positive de ne pas l'abroger.

En 1842, dans la séance du 18 mai, à l'occasion de certaine déclamation contre des membres du clergé, l'attention de la chambre fut appelée de nouveau sur la loi du 18 nov. 1814. Un député, conseiller à la Cour de cassation, prétendit que la cour ne s'était pas prononcée sur la non-abrogation de cette loi; seulement, disait-il, elle avait reconnu la validité d'un arrêté municipal interdisant l'ouverture des cabarets pendant l'office divin.

Cette assertion est fort étrange à côté du texte de l'arrêt du 23 juin 1838, rapporté plus haut en entier.

Au surplus, le garde des sceaux chargé des cultes, déclara en termes positifs que *la loi n'a jamais cessé d'exister*; seulement, dit-il, elle donne à l'administration le droit d'apprécier les circonstances dans lesquelles elle doit recevoir des exceptions plus étendues que celles prévues positivement dans ses dispositions (2).

Telle a été l'opinion de la chambre des députés; voyons maintenant celle de la chambre des pairs.

Le 2 février 1838, des travaux ordonnés par le Gouvernement et exécutés le dimanche, devinrent l'objet d'observations à la chambre des pairs.

Le ministre ne songea pas à révoquer en doute l'existence de la loi du 18 nov. 1814; seulement il fit remarquer que d'après cette loi, l'administration pouvait apprécier le cas où des travaux devaient être continués les jours fériés; il avait usé de son droit, en ordonnant la construction dont on se plaignait.

En 1840, l'opinion de la chambre et des ministres se manifesta d'une manière plus significative encore, à l'occasion de la loi sur le travail des enfants dans les manufactures; il y eut à peu près unanimité, pour ordonner la cessation de leurs travaux les jours de fête légale,

---

(1) *Moniteur* du 21 janvier 1840.
(2) *Moniteur* du 17 mai 1842.

et, au milieu des déclarations les plus positives sur le maintien de la loi du 18 nov. 1814, on peut remarquer ces paroles du ministre de l'instruction publique : « Le repos du dimanche est réclamé à l'una-« nimité par la morale et par la religion, et par la loi de 1814, qui « n'est pas abrogée (1). »

Quant à la constitution de 1848, elle contient les mêmes dispositions, sur ce point, que la charte de 1830 ; ce que nous venons de dire s'applique donc exactement à cette nouvelle constitution de 1848. Il y a plus, au mois de mars 1849, le ministre des travaux publics a rendu un solennel hommage à cette loi de moralité sociale et religieuse, en défendant par une circulaire tout travail les jours fériés dans les ateliers du gouvernement (2).

Ainsi la Cour de cassation, les ministres et le corps législatif ont été unanimes non-seulement sur le fait du maintien de la loi, mais sur son indispensable nécessité (3).

Ajoutons, pour terminer ces explications, que bien que la loi du 18 nov. 1814 fût suffisante pour réprimer le scandale de la violation du dimanche, l'Assemblée législative vient néanmoins d'être saisie d'une proposition tendant à en renouveler la plupart des dispositions. Cette proposition a été examinée dans le sein d'une commission nommée à cet effet et composée d'hommes compétents au nombre desquels nous citerons M. de Montalembert. Le rapport de cette commission a déjà été lu à l'Assemblée nationale, ainsi que le projet de décret qui doit remplacer l'ancienne loi. Tout nous fait présager que cette assemblée n'hésitera point à consacrer de nouveau une mesure qui ne peut que l'honorer, et qui n'est pas moins utile aux intérêts matériels qu'aux intérêts moraux et religieux de la nation qui est appelée à en profiter.

GAUDRY,
Bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris.

Actes officiels.

DÉCRET *relatif à la réception de la Bulle donnée à Rome, la veille des calendes d'oct.* (30 *sept*) 1850, *portant institution canonique de Mgr* Regnier *pour l'archevêché de Cambrai* (du 17 déc. 1850).

DÉCRET *relatif à l'érection des évêchés de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, et à la publication des bulles données à Rome,* le 5 des calendes d'octobre (27 sept.) 1850, *pour cette érection* (du 18 déc. 1850.) 2)

---

(1) Séance du 22 février 1840, *Moniteur* du 23 fév. 1840.

(2) L'abondance des matières ne nous permet que de mentionner ici la date et la publication de la bulle d'érection des trois évêchés coloniaux. Mais cet acte important sera ultérieurement publié.

DÉCRET *relatif à la publication de la Bulle donnée à Rome*, le 5 des nones d'octobre (3 octobre) de l'année 1850, *pour l'institution canonique de Mgr.* Leherpeur (Jean-François-Étienne) *pour l'évêché du Fort de France de l'île de la Martinique* (du 18 déc. 1850).

DÉCRET *relatif à la publication de la Bulle donnée à Rome le 5 des nones d'octobre* (3 *oct.*) *de l'année* 1850, *portant institution canonique de M. Lacarrière* (*Pierre Gervais*), *pour l'évêché de la Basse-Terre de la Guadeloupe* (*du* 18 *déc.* 1850).

DÉCRET *relatif à la publication de la Bulle donnée à Rome le 5 des nones d'octobre* (3 *oct.*) *de l'année* 1850, *pour l'institution canonique de M. Desprez* (*Julien-Florian*), *pour l'évêché de St-Denis-de-l'Ile-de-la-Reunion* (*du* 18 *déc.* 1850).

DÉCRET *relatif à la publication de la Bulle donnée à Rome*, la veille des calendes d'octobre (30 sept.) 1850, *portant institution canonique de Mgr* Cousseau (Antoine) *pour l'évêché d'Angoulême* (du 18 déc. 1850).

DÉCRET *relatif à la publication de la Bulle donnée à Rome*, le 5 des nones d'octobre (3 octobre) 1850, *portant institution canonique de Mgr* Chalendon (Claude-Louis-Pie) *comme coadjuteur de Mgr l'évêque de Belley, avec future succession, et sous le titre d'évêque* in partibus *de Thaumacum* (du 18 déc. 1850).

CIRCULAIRE *de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes* (M. de Parieu) *aux préfets, relative à l'envoi des modèles de comptes à rendre par eux des dépenses des cultes pendant l'année* 1850 (du 15 déc. 1850).

ÉGLISES ET PRESBYTÈRES.—TRAVAUX.—DIRECTION ET SURVEILLANCE.

CIRCULAIRE *de M. le ministre de la Justice et des Cultes* (M. Martin du Nord), *aux Préfets, concernant la direction et la surveillance des travaux aux édifices affectés au culte paroissial*

Paris, le 6 août 1841.

MONSIEUR LE PRÉFET, dans ma circulaire du 29 juin dernier,

n° 142, je vous faisais observer que la plupart de nos églises ont un caractère monumental plus ou moins remarquable; que souvent les réparations qu'on a cru nécessaire de leur faire subir ont été dirigées avec une telle ignorance, ou tout au moins avec une insouciance si étrange, qu'elles n'ont produit que d'affligeantes mutilations; je vous invitais à exercer à ce sujet, soit par vous-même, soit par vos délégués, la surveillance la plus constante, à vous opposer à toute entreprise dont il ne vous aurait pas été donné communication et que vous n'auriez pas autorisée; j'ajoutais enfin que la vigilance la plus active de votre part pourrait seule prévenir les actes d'un vandalisme déplorable et assurer le bon emploi des fonds qui, quelle que soit leur origine, sont appliqués aux réparations des édifices consacrés au culte.

Cette instruction n'est que le résumé de celles que mes prédécesseurs avaient données à diverses époques.

Je suis informé que, dès longtemps, quelque incertitude existe dans les esprits sur les moyens d'en assurer l'exécution; que l'on conteste sur la nature et sur les limites des attributions assignées aux conseils de fabriques et aux municipalités en cette matière; que l'on dénie, en quelques lieux, à l'autorité départementale le droit d'exercer la surveillance qui lui a été recommandée; j'apprends même que d'assez graves conflits se sont élevés déjà ou vont se produire bientôt.

Il m'a paru nécessaire, dès lors, d'exposer avec quelque détail les principes en vigueur.

L'église consacrée au culte paroissial est, à défaut de titre contraire, une propriété communale (avis du conseil d'État du 6 pluviôse an XIII); mais elle est affectée pour toujours à sa destination, et la commune ne peut, sous aucun prétexte, en disposer pour un autre usage.

Les fabriques forment une administration spéciale préposée à tous les intérêts matériels concernant le culte paroissial. Ainsi, elles sont chargées de veiller à l'entretien et à la conservation des temples, d'administrer les aumônes, les biens, les rentes, les perceptions autorisées par les lois et réglements, les sommes supplémentaires fournies par les communes elles-mêmes, et généralement tous les fonds affectés aux services religieux; elles règlent toutes les dépenses à faire, elles assurent les moyens d'y pourvoir. (Décret du 30 décembre 1809, art. 1er) (1)

Elles ont, en conséquence, une caisse, un trésorier comptable, un budget annuel (*Ibid*, art. 12 et 18), dont le chapitre relatif aux dépenses comprend : —1° les frais ordinaires de la célébration du culte;—2° les frais de réparation des ornements, meubles et usten-

---

(1) Voy, le texte de ce décret dans le recueil général du *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 394.

siles;—3° les gages des officiers et serviteurs de l'église;—4° les réparations locatives des édifices;—5° le traitement des vicaires légalement établis;—6° les grosses réparations, etc. (*Ibid*, art. 46).

Le budget de la fabrique est chaque année soumis à l'approbation de l'évêque diocésain (*Ibid*, art. 45); si les ressources accusées couvrent les dépenses, le budget reçoit, sans autre formalité, sa pleine et entière exécution (*Ibid.*, art. 48).

Toutefois, les réparations aux bâtiments prévues au budget ou délibérées spécialement, quelle que soit leur nature, ne seront pas toutes entreprises de plein droit et sans quelques précautions préliminaires.

Le bureau des marguilliers n'y fera procéder sur-le-champ et par économie qu'autant qu'elles n'absorberont qu'une somme de 50 fr., dans les paroisses qui comprennent moins de mille habitants, et de 100 francs dans celles dont la population est plus considérable. (*Ibid.*, art. 41); si ce chiffre doit être dépassé, le bureau, avant de les faire exécuter, devra en référer au conseil, qui ne statuera lui-même que sur des emplois de 100 francs dans les paroisses de petite population, et de 200 francs dans les autres, et sous la condition qu'un devis sera dressé et que l'on procédéra par adjudication au rabais, après trois affiches renouvelées de huit jours en huit jours (*Ibid.*, art. 12, 41 et 42).

Voilà quelques règles écrites: je dirai bientôt quelles en sont les conséquences, et comment elles doivent être entendues et appliquées; mais il convient de remarquer dès à présent que, telles qu'elles soient, ces règles, en donnant un mandat aux fabriques, en limitent expressément l'étendue. En dehors de ces limites, le décret de 1809 n'a rien prévu ou du moins rien exprimé: les principes généraux du droit administratif suppléent à son silence.

Les fabriques sont des établissements publics placés, à ce titre, comme tous les autres, sous la haute tutelle du gouvernement qui l'exerce, tantôt directement et sans intermédiaire, tantôt par son préposé départemental, et qui, par conséquent, a le droit de surveiller leurs opérations et de leur interdire de passer outre, si elles cherchaient à se soustraire à cette indispensable surveillance.

L'ordonnance du 8 août 1821, disposant (art. 4) que les réparations, reconstructions et constructions des bâtiments appartenant aux *communes*, *hospices* et *fabriques*, soit que la dépense en ait été assurée avec les fonds ordinaires de ces établissements, soit qu'elle l'ait été par des emprunts, des contributions extraordinaires votées, des aliénations faites ou toute autre voie légale, pourront être adjugées et exécutées sur l'approbation du préfet *en certains cas*, et du Gouvernement *en certains autres*, n'établit pas un droit nouveau. Cette ordonnance n'eut point pour objet d'asservir les établissements publics à l'administration centrale plus sévèrement qu'ils ne l'étaient déjà; elle fut bien plutôt une mesure d'affranchissement. Avant sa

date, les préfets ne pouvaient autoriser les travaux qu'autant qu'ils n'exigeaient pas une dépense totale de plus de 1,000 francs; en tout autre cas, il fallait recourir au ministre. L'ordonnance fit aux préfets une plus ample délégation de pouvoirs : elle n'exigea plus le recours au ministre que dans les circonstances où les devis excédaient 20,000 francs.

En tous cas elle est obligatoire pour tous. Les fabriques y sont nommément désignées, ainsi que les hospices et les communes : elles doivent donc s'y conformer,

Une seule difficulté se présente.

L'ordonnance du 8 août 1821 a-t-elle abrogé les dispositions du décret du 30 décembre 1809, en ce qui touche le pouvoir accordé par ce décret aux fabriques de faire exécuter dans les limites de 100 à 200 francs, selon les cas, sans provoquer aucune autorisation, les réparations par elles jugées nécessaires?

Non, monsieur le Préfet, une telle interprétation de l'ordonnance ne serait pas conforme à son esprit, que j'ai pris soin d'indiquer lorsque j'ai dit qu'elle devait être considérée comme mesure d'affranchissement. Les fabriques sont maintenues dans leurs droits et dans leurs prérogatives. Cependant votre surveillance ne doit pas moins s'étendre à toutes leurs opérations, et, lorsque vous reconnaissez qu'elles s'égarent, qu'elles font un mauvais emploi des fonds dont elles disposent, qu'elles mutilent et dégradent les monuments qu'elles ont mission de conserver, quelque minimes que soient les travaux ordonnés par elles, vous avez le droit de les interdire ou de les faire suspendre.

Ce droit, vous le tenez de la nature des choses, il est la conséquence des principes généraux qui, comme je l'ai dit déjà, ont soumis les établissements publics à la tutelle de l'État. Le décret de 1809 doit donc être entendu en ce sens que, dans les cas spécifiés dans ses dispositions, les bureaux de marguilliers et les conseils de fabrique pourront agir sans recourir préalablement à votre autorité, sans attendre une décision rendue par vous, et ce qu'ils auront ainsi fait sera légal, à coup sûr; mais, si vous êtes informé que, quoique faisant légalement et sans excéder leurs pouvoirs, ils en usent mal ou inopportunément, vous leur prescrirez de s'arrêter dans le cours de leur opération, si vous ne leur avez déjà défendu de l'entreprendre. Or, ils devront vous obéir aussitôt, sauf leur pourvoi devers l'autorité supérieure, s'ils veulent le former.

Il serait beaucoup mieux, dès lors, qu'avant de rien résoudre ou de mettre la main à l'œuvre, ils vous communiquassent leurs projets, afin de ne point être exposés plus tard à se voir entravés inopinément, et c'est le sens qui doit être donné à la circulaire du 29 juin; c'est ainsi seulement qu'elle peut être exécutée sans froissement pour personne.

Quant aux communes et aux administrations municipales, elle

n'ont à intervenir que lorsque les fabriques, manquant de ressources, sont obligées de recourir à elles. Il serait inutile que je vous entretinsse de cette hypothèse : le décret du 30 décembre 1809 ne soulève à cet égard aucun doute et n'appelle aucune discussion. Vainement en partant de ce principe maintenant hors de toute controverse, que les églises sont des propriétés communales, prétendrait-on que les conseils municipaux ont le droit de veiller à leur conservation et d'interposer à leur gré leur autorité. Cette argumentation serait vicieuse. L'espèce de propriété communale dont il s'agit échappe à l'administration et à la surveillance habituelle des municipalités ; un conseil spécial est chargé de la régir pour la commune et à sa place. Il en est de même des hospices et des colléges communaux qui ont leurs bureaux d'administration particuliers, quoiqu'ils ne soient que des dépendances de la commune, qui leur accorde souvent de considérables subventions.

Que l'on remarque, au reste, que l'autorité municipale n'est pas exclue de ces conseils divers : le maire en est membre de plein droit, et la commune s'y trouve ainsi représentée, mais seulement par l'un de ses organes n'ayant que sa part d'influence, et ne pouvant paralyser, dès lors, l'action de la majorité quand elle a manifesté sa résolution.

Le maire, s'il est convaincu que la majorité du conseil de fabrique a failli, n'a plus qu'un moyen à prendre dans le but de prévenir ou d'empêcher le mal qu'il envisage. Il doit vous avertir, vous signaler les faits, exciter votre sollicitude, provoquer votre intervention, et, si vous lui donnez le mandat exprès de s'y opposer, en votre nom, remplir ce mandat comme vous représentant alors, mais seulement à ce titre. Les ordres donnés par lui, en cette qualité, émaneront de vous, et la fabrique sera tenue d'y obtempérer.

Une dernière observation, monsieur le Préfet, va clore la série de de celles que j'avais à vous adresser sur ce grave sujet. Les conseils de fabrique relèvent aussi de l'autorité diocésaine, en ce qui concerne le règlement de leurs dépenses et la plupart des actes de leur administration (Décret du 30 décembre 1809, art. 47, 62, 72, 87 et autres). Il se pourrait que l'évêque considérât comme utile ou nécessaire une entreprise affectant les édifices consacrés au culte qui vous paraîtrait, à vous, nuisible à quelques égards, et qu'il insistât, dès lors, pour qu'elle fût exécutée contrairement à votre avis. Ces sortes de dissentiments ne peuvent être qu'extrêmement rares. Il est difficile que le préfet et l'évêque, après s'être communiqué leurs vues respectives, ne finissent point par s'entendre et par tomber d'accord ; mais s'il arrivait qu'il n'en fût pas ainsi, je devrais en être averti sur-le-champ, afin de statuer ce qu'il appartiendrait, toutes choses demeurant en l'état, au reste, jusqu'à ma décision.

J'aime à croire que ces instructions qui concilient tous les intérêts, seront comprises par tout le monde, et qu'elles ne soulèveront aucune

difficulté nouvelle. Si mon attente était déçue, si les principes qu'elle rappelle trouvaient dans leur application quelques résistances inintelligentes vous auriez à m'en informer aussitôt, et à me proposer telles mesures que vous aviseriez.

Recevez, etc.

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'État de la Justice et des Cultes,

MARTIN (du Nord).

Pour expédition :

Le maître des requêtes, directeur de l'administration des cultes,

DESSAURET.

Jurisprudence.

DONS ET LEGS.—LEGS FAIT A UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC.—ACCEPTATION PAR ACTE NOTARIÉ.

Le legs fait à un établissement public, comme celui fait à un particulier, n'est pas soumis à la formalité de l'acceptation, par acte notarié, comme cela a lieu en matière de donation entre vifs. En conséquence, lorsque ce legs a été autorisé par le gouvernement, l'héritier du testateur n'est pas fondé à en refuser la délivrance, sous le prétexte qu'une pareille acceptation n'a pas été faite.

Dans le cas de refus, l'établissement légataire doit former contre cet héritier, une demande en délivrance du legs, devant le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession.

Cette décision résulte de la lettre ci-après, de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, en date du 22 mai 1850.

Paris, le 22 mai 1850.

M. . . ., un décret du Président de la République, en date du 16 août 1849, vous a autorisé à accepter, au nom de l'école secondaire ecclésiastique de Nozeroy, le legs d'une somme de 150 fr. et de 2 pièces de terre d'une valeur estimée 2,080 fr., fait à cet établissement par la dame veuve Garnier.

Vous avez demandé aux héritiers de la testatrice, la délivrance de ce legs; mais M. Bourquenez, l'un deux, se fondant sur les termes de l'art. 1^er^ de la loi du 2 janvier 1817, et de l'art. 1^er^ de l'ordonnance réglementaire du 2 avril suivant, prétend que l'acceptation par acte notarié est indispensable pour que l'école secondaire de Nozeroy puisse recevoir régulièrement le montant du legs, et il refuse par ce motif, de délivrer la somme et les immeubles objets

de la libéralité, jusqu'à ce que cette formalité préalable ait été remplie.

Vous désirez savoir, M., si cette prétention est fondée, et quelle marche vous devez suivre en pareille circonstance.

L'art. 1^er^ de la loi du 2 janvier 1817 porte que tout établissement ecclésiastique reconnu par la loi pourra accepter, avec l'autorisation du gouvernement, tous les biens, meubles, immeubles, ou rentes qui lui seront donnés par actes entre vifs ou par actes de dernière volonté.

D'un autre coté, l'ordonnance réglementaire du 2 avril 1817 contient dans son art. 1^er^ une disposition ainsi conçue.

« Conformément à l'art. 910 du code civil et à la loi du 2 janvier « 1817, les dispositions entre vifs ou par testament de biens meu- « bles et immeubles, au profit des Églises, des archevêchés et évê- « chés, des chapitres, des grands et petits séminaires, des cures « et des succursales, des fabriques, des pauvres, des hospices, des « colléges, des communes, et en général, de tout établissement d'u- « tilité publique et de toute association religieuse reconnue par la « loi, ne pourront être acceptées, qu'après avoir été autorisées par « nous, le conseil d'État entendu, et sur l'avis préalable de nos « Préfets et de nos Évêques, suivant les divers cas. L'acceptation « des dons ou legs en argent, ou objets mobiliers n'excédant pas « 300 fr., sera autorisée par les Préfets, »

Il résulte bien de ces dispositions, qu'indépendamment de l'*autorisation* accordée par le gouvernement ou par le Préfet, selon l'importance des libéralités, une autre formalité doit encore être remplie, tant pour les legs que pour les donations entre vifs, c'est c'est celle de l'*acceptation*; mais ni la loi du 2 janvier 1817, ni l'ordonnance du 2 avril qui en a réglé l'exécution, ne déterminent la forme de cette acceptation. Il faut donc se référer sous ce rapport, aux art. 940 et 937 du code civil, qui ont implicitement établi entre les dispositions testamentaires et les donations entre vifs une distinction conforme à la *nature même* des choses.

L'art. 910, qui comprend tout à la fois les dispositions entre vifs et celles par testament, se borne à déclarer que ces *dispositions n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées*, il ne s'occupe aucunement du mode d'acceptation. C'est l'art. 937, placé au titre des *donations entre vifs*, qui prescrit *seul* l'acceptation après l'autorisation du gouvernement.

D'après cet article 937, combiné avec les art. 931 et 932, les donations entre vifs faites aux établissements religieux comme à tous autres établissements publics ne peuvent être acceptées que par un acte notarié. Mais il n'existe dans notre législation aucun texte qui exige un acte de cette nature, pour les legs concernant soit les établissements publics, soit les simples particuliers.

Les motifs de cette distinction sont faciles à saisir.

La donation est un contrat synallagmatique, qui n'est formé que lorsqu'il y a consentement des deux parties : l'acceptation est donc absolument nécessaire à son existence ; elle doit par conséquent être constatée, comme la donation elle-même, par un acte notarié.

Le testament n'est pas un contrat ; c'est un acte unilatéral qui peut être rédigé dans la forme olographe, c'est-à-dire sous seing privé. Lorsque la loi garde le silence sur le mode d'acceptation, on ne saurait, sans ajouter à ses prescriptions, considérer comme obligatoire un acte authentique pour l'acceptation d'un legs contenu dans un acte sous seing privé. D'ailleurs, aux termes de l'art. 1014 du code civil, tout legs pur et simple confère au légataire, à partir du jour du décès du testateur, un droit à la chose léguée, droit transmissible à ses héritiers ou ayants cause. Dès-lors, les établissements religieux comme les simples particuliers ne doivent observer la formalité de l'acceptation que pour manifester la volonté de profiter du legs, et pour en donner décharge à celui qui le délivre.

L'acceptation d'un legs peut résulter de tout acte constatant l'intention des représentants de l'établissement légataire, de recueillir la libéralité, par exemple d'une demande formée en justice pour obtenir la délivrance des objets légués, d'un simple acte extra-judiciaire signifié à l'héritier, ou de la quittance qui lui est remise.

C'est dans ce sens que me parait devoir être décidée la question sur laquelle, M,, vous m'avez fait l'honneur de me consulter ; il appartient aux tribunaux de se prononcer définitivement à cet égard. Du reste, cette solution est conforme à la marche généralement suivie dans la pratique ; le plus souvent il n'est pas dressé d'acte pour l'acceptation des *legs* faits aux établissements publics : les héritiers en délivrent le montant sur la quittance des représentants de l'établissement.

Dans l'espèce, comme M. Bourquenez refuse la délivrance du legs fait à l'école secondaire ecclésiastique de Nozeroy, le meilleur moyen à employer pour obtenir l'exécution du testament serait de former contre lui et ses cohéritiers une demande en délivrance du legs devant le tribunal civil du lieu où la succession s'est ouverte. Ce mode d'acceptation est préférable à une acceptation par acte notarié. Les frais qu'entraînerait dans ces circonstances un acte notarié seraient, en effet, à la charge de l'école secondaire ecclésiastique, tandis qu'aux termes de l'art. 1016 du code civil, les frais de la demande en délivrance sont à la charge de la succession.

Agréez, etc.

Le Ministre de l'instruction publique et des cultes,

Signé, E. DE PARIEU.

Questions proposées. (1)

FONDATIONS.—DIVISION DE PAROISSES.—ACQUITTEMENT.

Lorsqu'une fondation a été faite dans une paroisse qui vient ultérieurement à être divisée en deux, cette fondation doit-elle continuer à être servie dans l'église où elle a été établie, ou bien doit-elle l'être dans la paroisse nouvelle dans laquelle se trouvent maintenant habiter les débiteurs?

On appelle fondation, d'une manière générale, toute donation entre vifs ou testamentaire, faite dans l'intérêt d'un établissement ou d'un service public : sous ce point de vue, dit M. Vuillefroy (*Administration du culte catholique*), toutes les donations qui ont pour objet l'entretien des ministres ou l'exercice du culte sont des fondations religieuses (art. 73 de la loi du 18 germinal an X); mais on appelle d'une manière plus spéciale fondation, la donation ou legs d'un immeuble, d'une somme d'argent ou d'une rente, faite à la condition d'affecter tout ou partie du produit à la célébration de services religieux déterminés. Sous ce dernier point de vue, la fondation est une donation, avec charges et conditions de *services religieux*. Elle est soumise aux mêmes principes, aux mêmes règles et aux mêmes formes que toutes les autres donations.

Une de ces règles, c'est d'être acceptée avec l'autorisation du Gouvernement par l'établissement auquel elle a été faite, c'est-à-dire par la fabrique qui est l'établissement chargé légalement du service des fondations. Une autre règle, c'est que la fabrique, en acceptant une fondation, contracte l'obligation de remplir toutes les charges, clauses et conditions qui sont imposées par les fondateurs.

La fondation n'est pas de sa nature susceptible d'être divisée; elle ne peut non plus être transférée d'un lieu dans un autre, ainsi que cela a été jugé autrefois par un arrêt du 7 mars 1663, rapporté au *Journal des Audiences*. C'est la fabrique qui l'a acceptée qui doit l'exécuter, comme c'est toujours à cette fabrique que les débiteurs en doivent payer la rétribution. Il suit de là que les paroisses qui seraient ultérieurement formées sur le territoire de la paroisse en faveur de laquelle cette fondation existe n'y ont aucun droit.

---

(1) Parmi les questions que nous avons eu à résoudre cette année, il en est un grand nombre d'un intérêt général dont la solution n'a pu être insérée dans le *Bulletin* de 1850. Nous les publierons ultérieurement, afin de les porter à la connaissance de nos lecteurs.

La raison en est d'ailleurs bien simple, c'est que quand une fondation est établie dans une paroisse, elle est censée l'être pour cette paroisse, telle qu'elle existe et qu'elle existera, et non pour les sections qui pourraient être ultérieurement établies dans son sein.

Dans l'espèce, les débiteurs ont cru pouvoir se libérer en acquittant le prix de la fondation dans les mains de la fabrique de la nouvelle paroisse. C'est une erreur qui ne les dégage nullement de leur obligation vis-à-vis de l'église à laquelle ladite fondation est due.

Il n'est pas inutile de faire remarquer que lorsque les services portés par les fondations n'ont point été acquittés pendant plusieurs années, soit par oubli, soit par négligence des marguilliers, les revenus des biens ou arrérages de rentes attachés à ces fondations ne retournent pas pour cela aux héritiers du fondateur, mais à l'augmentation du service, ou au profit de l'église. Cela s'observait ainsi sous l'ancien régime, ainsi que le constate un arrêt du parlement de Toulouse, du 7 juillet 1633, rapporté par Dolive, en ses *Questions*, liv. 1er, chap. 6, et il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit pas ainsi sous l'empire du nouveau droit.

Il est d'ailleurs de jurisprudence, en ce qui concerne les anciennes fondations, que les débiteurs de rentes qui y étaient affectées n'ont pas le droit de se refuser à les servir, en opposant la non-exécution des conditions de ces fondations. « En effet, dit une décision ministérielle du 1er avril 1807, la loi du 13 brumaire an II a nationalisé les biens et rentes affectés à des fondations dans les églises sans conditions. Ils se sont donc trouvés, entre les mains de l'État, libres et dégagés des obligations pour lesquelles ils avaient été donnés ; ils sont restés ainsi à la disposition de la nation, jusqu'à la décision du 25 frimaire an XII (1), qui a réuni ces rentes aux biens des fabriques, aussi sans conditions ; les fabriques sont, dans ce cas, aux lieu et place du domaine, qui avait le droit d'exiger le paiement des rentes, sans que les débiteurs eussent celui d'exiger que le gouvernement fît exécuter les services fondés. Ce n'est que postérieurement, et par le décret du 22 fructidor an XIII, (2) qu'a été réglé ce qui concerne l'acquit des services religieux ; mais ce dernier acte oblige les fabriques, sans conférer aucun droit aux débiteurs. »

Par suite du même principe, les débiteurs doivent payer la rente entière, et telle qu'ils la doivent d'après le titre de la fondation, lors même que le produit de cette rente est supérieur au prix des services religieux, qui sont acquittés par la fabrique d'après les nouveaux tarifs des diocèses. (*Décision ministérielle* du 28 mai 1808.)

Consultant : M. l'abbé Pauchon, curé dans le diocèse de Gap.

---

(1) Voy. le *Recueil général du Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 301.
(2) Voy. le *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 340.

FABRIQUES. — LEGS. — INTENTION DU TESTATEUR. — CHANGEMENT D'EMPLOI. — RESPONSABILITÉ.

Lorsqu'un legs est fait à une fabrique sous la condition que le produit en sera employé à la restauration d'une partie déterminée de l'église, et que, nonobstant cette clause, le gouvernement, en autorisant l'acceptation de ce legs, décide qu'il sera placé en rentes sur l'État, les membres de la fabrique qui n'exécutent point cette décision, et qui appliquent ledit legs aux réparations projetées, conformément aux intentions du testateur, encourent-ils quelque responsabilité ?

Le conseil municipal est-il fondé à demander au Gouvernement que ces fabriciens soient révoqués et tenus de rembourser à la caisse de la fabrique la somme par eux indûment dépensée ?

Par son testament en date du 5 août 1835, M. d'Isern légua à la fabrique de Coupiac une somme de 2,000 francs qui, selon ses intentions exprimées, devaient être employés à restaurer le maître-autel de l'église paroissiale. Ce legs fut autorisé par ordonnance royale du 9 mars 1840 ; mais sans égard pour les intentions du testateur, le Gouvernement décida que ladite somme de 2,000 francs serait employée en achat de rentes sur l'État. Cet emploi étant contraire à ce qu'avait prescrit l'auteur de la libéralité, la fabrique n'a pas cru qu'il fût obligatoire, et elle appliqua ladite somme à la restauration du maître-autel. Aujourd'hui le conseil municipal de la commune demande au Gouvernement que les membres de cette fabrique qui n'ont point exécuté l'ordonnance d'autorisation du legs soient révoqués et déclarés responsables de la somme par eux employée, et condamnés à la rembourser de leurs propres deniers à la caisse de la fabrique. C'est sur cette prétention que le conseil est appelé à donner son avis.

En ce qui concerne la responsabité des fabriciens : — Le conseil estime, qu'en droit, les fabriciens ont outre-passé les limites de leur pouvoir, en ne se conformant pas à l'ordonnance qui a statué sur l'emploi des fonds provenant de la libéralité, et en leur donnant une destination autre que celle qui avait été autorisée. Ces fonds ont été indûment dépensés ; les fabriciens en sont personnellement responsables, et rigoureusement il y a possibilité de les répéter contre eux.

En vain, ces fabriciens allégueraient-ils qu'ils se sont conformés aux intentions du testateur dans son testament, cette allégalion ne serait point admissible, quoiqu'il semble naturel que ces intentions eussent dû être suivies, et nous avouons que nous ne partageons pas à cet égard la doctrine de l'administration, qui a cru pouvoir les modifier en changeant la destination que le défunt a voulu donner à sa libéralité. Mais sans entrer ici dans l'examen de la question de savoir si le Gouvernement a le droit qu'il s'arroge, si ce droit est juste

et rationel, nous nous bornons à dire qu'il agit comme tuteur et protecteur des fabriques, et qu'en cette qualité, il peut ou refuser les dons et legs qui leur sont faits, ou les accepter sous les conditions que bon lui semble. Ce qu'il y a de certain, c'est que cette règle existe, et que la responsabilité des fabriciens, en pareil cas, a souvent été prononcée par l'administration ; mais si cette responsabilité est incontestable en droit, n'y a-t-il pas quelque moyen de l'éviter?

Nous pensons que les membres de la fabrique qui ne se sont point conformés à l'ordonnance d'autorisation pourraient jusqu'à un certain point soutenir que la fabrique n'a aucun intérêt à ce remboursement, parce que les fonds donnés ayant été appliqués à son profit d'une manière utile, elle serait soumise à l'action du *negociorum gestor* de la part de ces mêmes fabriciens, qui seraient fondés à leur tour à lui demander ce qu'ils ont dépensé de bonne foi pour elle : il existe, en effet, un vieil adage qui dit que nul ne doit s'enrichir au détriment d'autrui ; *Nemo damno alterius locupletari debet.* Or, si la fabrique, après avoir reçu le montant de ce remboursement devait être condamnée à le restituer en totalité ou même en partie, elle n'aurait réellement plus d'intérêt à ce qu'il lui fût fait, et il serait alors déraisonnable de venir le demander en son nom.

C'est pourquoi, pour éviter une résistance qui serait nécessairement suivie d'un circuit d' actions préjudiciables à toutes les parties, nous croyons devoir conseiller un moyen bien plus simple, c'est de régulariser l'emploi qui a été indûment fait, en sollicitant du Gouvernement une nouvelle ordonnance modificative de celle qui a statué sur l'emploi des fonds, et qui approuve la destination qui leur a été donnée.

La demande à ce sujet doit consister en une délibération du conseil de fabrique, accompagnée de l'avis du conseil municipal, d'une copie du compte et du budget de la fabrique, du devis des travaux, des quittances régulières des sommes payées, de l'avis de l'évêque et de celui du préfet. Nous conseillons aussi de joindre à ces pièces une copie du testament. Il est probable que cette demande adressée au ministre des cultes, par la voie ordinaire, c'est-à-dire par l'entremise du préfet du département, sera accueillie par le Gouvernement, qui a d'ailleurs plusieurs fois statué favorablement sur des affaires de ce genre.

En ce qui touche la révocation du conseil de fabrique : — le fait par des fabriciens d'avoir détourné les fonds de leur destination légale pourrait motiver contre eux une demande en révocation. Ce fait est assurément de nature à rentrer dans la catégerie des *causes graves* pour lesquelles l'art. 5 de l'ordonnance royale du 12 janvier 1825 (1)

---

(1) Voy. le texte de cette ordonnance dans le recueil général du *Droit civil ecclésiastique*, t. 2, p. 497.

autorise cette révocation ; mais le conseil ne pense pas qu'il y ait lieu de faire dans l'espèce l'application d'une pareille peine, attendu que les fabriciens auxquels elle eût pu être infligée ont cessé leurs fonctions depuis longtemps, et qu'elle ne peut aujourd'hui atteindre les fabriciens en exercice, parce qu'ils n'ont aucun reproche à se faire au sujet du changement d'emploi des fonds, et qu'on ne saurait les rendre responsables de la faute de leurs devanciers.

Il n'est pas, au surplus, inutile d'ajouter que l'initiative prise dans cette affaire par le conseil municipal, ne lui appartient nullement; ce n'est point lui que la loi a chargé de veiller sur l'administration de la fabrique, et le conseil estime que dans l'espèce il n'a pas plus le droit de demander le remboursement des 2,000 francs indûment employés, qu'il n'a celui de provoquer la révocation de cette fabrique. Nous conseillons toutefois à cettedernière de se mettre en mesure en demandant au plus tôt au Gouvernement, dans la forme que nous avons indiquée, la régularisation de l'emploi litigieux.

Délibéré à Paris, par MM. Berryer, Béchard, Guillemin, Masson, Sourdat, Suvigny et de Champeaux.

Administration fabricienne.

Devoirs des Conseils de Fabrique et des Marguilliers pendant le mois de Janvier.

Nous rappellerons aux membres des conseils de fabrique qu'aux termes de l'art. 10 du décret du 30 déc. 1809, ils ont à se réunir en séance ordinaire, le premier dimanche de janvier, qui est, cette année, le 5 dudit mois.

La loi n'a indiqué pour cette séance aucune opération spéciale. Nous ne pouvons par conséquent que renvoyer nos lecteurs à nos précédentes observations touchant l'administration générale des fabriques (Voy. *Bulletin des Lois civiles ecclés.*, vol. 1849, p. 150 et 151; —Voy. aussi ce que nous disons relativement aux baux des bancs et des biens de fabriques, même volume, p. 281 et suivantes, et la 9me livraison de la présente année, p. 261 et 303.)

Pour ce qui est des règles générales qui sont applicables aux séances ordinaires des conseils de fabrique, et notamment ce qui concerne la convocation des membres qui les composent, l'obligation de MM. les curés à cet égard, le lieu de la réunion, la présidence de l'assemblée, le nombre de fabriciens nécessaires pour délibérer, le remplacement des fabriciens décédés, révoqués ou démissionnaires, l'inscription des délibérations sur un registre différent de celui des

délibérations du bureau des marguilliers, etc., voy. notre volume de 1849, p. 80 et 394.

Dans le cours du même mois, réunion ordinaire des membres du bureau des marguilliers, conformément à l'art. 22 du décret du 30 décembre 1809. Dans cette séance, présentation par le trésorier et vérification du bordereau trimestriel de situation (art. 34 du même décret) ;—évaluation des dépenses du trimestre suivant, et formation du fonds de roulement (même art.) ;—vérification du compte-rendu des fondations (art. 26 dudit décret). Voyez nos observations à ce sujet, *Bulletin des lois civ. ecclés.*, vol. 1849, p. 179, et ci-dessus, p. 261.

Nous appellerons aussi l'attention de MM. les marguilliers sur les réparations dont peuvent avoir besoin les bâtiments paroissiaux. Ces bâtiments ne comprennent pas seulement l'église et le presbytère; ils comprennent encore les bâtiments ruraux qui en dépendent, ainsi que les anciennes maisons vicariales, situées dans la circonscription paroissiale.

Nous avons déjà dit qu'aux termes de l'art. 41 du décret du 30 déc. 1809, MM. les marguilliers et spécialement le trésorier, sont tenus de visiter, avec des gens de l'art, au commencement du printemps et de l'automne, et surtout avant l'arrivée de l'hiver, les bâtiments appartenant aux fabriques et ceux dont l'usage leur est légalement affecté quand elles n'en sont pas propriétaires. C'est un soin auquel ils ne doivent jamais manquer: il appartient sans doute à la sollicitude du curé et au conseil de fabrique de veiller à l'exécution de ces prescriptions lorsque les marguilliers les oublient ; mais nous croyons que le maire lui-même, en sa double qualité de membre-né de la fabrique et de représentant de la commune, ne saurait y rester indifférent ; car, suivant la remarque de M. l'abbé André, il arrive souvent que la négligence des marguilliers sur ce point entraîne à des dépenses doubles de ce qu'elles auraient été, et nécessite des demandes de secours aux communes, ce que l'on eût évité si les bâtiments avaient été visités et réparés en temps opportun. L'auteur que nous venons de citer rapporte à l'appui de son assertion un fait dont il a été témoin, et qui en prouve toute la justesse. Une tempête avait enlevé, sur la fin de l'automne, quelques tuiles de la toiture d'une église ; on négligea de les faire remettre aussitôt, ce qui n'eût pas coûté plus de 30 fr. ; mais les pluies et les gélées de l'hiver endommagèrent tellement le mur, qui se trouvait en partie découvert, que, d'après les devis d'un architecte, les réparations devaient s'élever à la somme de 600 fr. La fabrique, trop pauvre pour fournir cette somme, eut recours à la commune et demanda un secours au préfet du département. Le conseil municipal vota 300 fr. et la préfecture promit une somme égale. Mais pendant qu'on remplissait ces formalités légales, qui sont d'une longueur désolante, un second hiver survint, pendant lequel le mur s'écroula avec une partie de la

voûte. Après avoir rempli de nouvelles formalités et demandé de nouveaux secours, les réparations furent faites et coûtèrent plus de 6,000 fr. Avec 30 fr. employés en temps opportun, on eût évité une dépense aussi considérable et tous les inconvénients qui furent la suite d'une si coupable négligence.

Nous avons toujours offert aux fabriques de leur transmettre sur cette matière toutes les indications dont elles pourraient avoir besoin. Aujourd'hui, pour leur faciliter la visite des bâtiments paroissiaux, nous croyons devoir donner un modèle de procès-verbal de cette visite et indiquer la manière d'y faire promptement et par économie les réparations nécessaires.

Procès-verbal de visite des bâtiments.

L'an mil huit cent cinquante, le....., nous soussignés.... membres du bureau des marguilliers de l'église de..... assistés de M....., architecte (on peut de même se faire accompagner par un entrepreneur de bâtiments, un maître maçon, ou toute autre personne capable de donner des renseignements exacts sur chaque espèce de réparation), avons procédé, conformément à l'art. 41 du décret du 30 déc. 1809, à la visite des bâtiments paroissiaux, à l'effet de reconnaître et de constater les réparations qu'il serait nécessaire d'y effectuer. Cette visite a donné lieu aux observations suivantes :

Réparations locatives.

1° La porte d'entrée principale de l'église est gravement endommagée par l'humidité dans sa partie inférieure ; il est utile de la faire réparer jusqu'à la hauteur de....., et de la faire repeindre à l'huile sur toute la surface extérieure. Cette réparation, fourniture comprise de deux ais en chêne de..... millimètres d'épaisseur, a été évaluée par M. l'architecte à 20 fr.

2° Les fenêtres de l'église ont aussi besoin de réparations : cent vitres environ sont cassées ; la dépense de leur remplacement a été estimée à 15

3° La grille en fer placée à l'entrée du cimetière est presque entièrement séparée du mur; elle est couverte partout d'une rouille épaisse; plusieurs barreaux et la serrure ont été enlevés. Il est très-urgent de la remettre en bon état et d'y faire appliquer une forte couche de peinture à l'huile pour la préserver de l'oxidation. Cette réparation, compris..... kilogrammes de fer neuf et la fourniture d'une nouvelle serrure a été évaluée à 60

Réparations d'entretien.

4° La charpente du côté bas méridional de l'église s'est affaissée de..... centimètres sur une étendue de..... mètres

carrés, par suite de la faiblesse des bois employés primitivement à sa construction. La réparation de cette partie de la charpente nous a paru indispensable, à raison des accidents que sa chute pourrait occasionner. M. l'architecte en estime provisoirement la dépense, compris la fourniture de..... stères de bois neuf, et le rétablissement de la couverture à la somme de 400

Grosses réparations.

5° . . . . . »

Montant présumé des réparations. 495 fr.

Le présent procès-verbal, dressé immédiatement après la visite, a été clos et signé en séance, en l'église (ou le presbytère) de... par nous, membres du bureau, et M....., architecte, les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

Quand ce procès-verbal a été signé, les marguilliers doivent se mettre en mesure de pourvoir aux réparations indiquées. Nous avons fait connaître, l'année dernière (voy. vol. 1849, p. 315), dans quelles limites ils le pouvaient. Ils sont autorisés par l'art. 41 du décret du 30 décembre 1809 à faire sur-le-champ et par économie toutes les réparations locatives ou autres qui n'excèdent pas 50 fr. dans les paroisses au-dessous de mille âmes, et 100 fr. dans celles d'une plus grande population. Dans ce cas, ils n'ont plus qu'à déléguer à l'un d'eux le soin de ces réparations. Voici la délibération à prendre à ce sujet :

Réparations par économie.—Délégation du bureau.

L'an mil huit cent cinquante, etc....., le bureau des marguilliers,

Vu le procès-verbal de visite des bâtiments, en date du...., lequel porte à la somme de 35 fr. les réparations à faire tant à la porte principale qu'aux fenêtres de l'église, a chargé M....., l'un des membres dudit bureau, de commettre immédiatement des ouvriers à ces réparations, d'en surveiller l'exécution et de régler le mémoire des ouvrages après leur entière confection.

Fait en séance à....., les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

Lorsque la dépense de la réparation doit dépasser les chiffres que nous venons d'indiquer, sans cependant s'élever au-dessus de 100 fr. dans les paroisses au-dessus de mille âmes, ou au-dessus de 200 fr. dans celles d'une plus grande population, le bureau ne peut plus l'or-

donner seul, et il doit en faire rapport au conseil de fabrique, qui prend alors la délibération suivante :

Délibération du conseil ordonnant des réparations par économie.

L'an mil huit cent cinquante, etc.

M....., marguillier-trésorier, ayant demandé la parole au nom du bureau (le rapport peut être oral), a exposé au conseil que la grille en fer placée à l'entrée du cimetière est en très-mauvais état, que la nécessité d'y faire des réparations a été constatée au procès-verbal de visite des bâtiments en date du....., et que la dépense de ces réparations a été évaluée audit procès-verbal à la somme de 60 fr.

Le conseil, sur la proposition de M. le président, a chargé le bureau des marguilliers de pourvoir immédiatement et par économie aux réparations dont il s'agit et d'en imputer le paiement sur l'art. 3 des dépenses du budget (*ou bien* sur les fonds libres de la fabrique).

Fait et délibéré à..... les jour, mois et an susdits.

(*Signatures.*)

Quand les réparations s'élèvent au delà des proportions que nous venons de faire connaître, les fabriques sont obligées par la loi d'obtenir l'autorisation de l'autorité administrative, et de soumettre à son approbation les plans et devis des travaux. Voy. ce que nous disons à ce sujet, *Bulletin des lois civiles ecclésiastiques*, vol. 1849, p. 315 et 316. Voy. aussi pour ce qui regarde le recours de la fabrique à la commune, pour le paiement de ces réparations, nos observations, même volume, p. 178 et 283.

Relativement aux impositions auxquelles les ministres du culte, les fabriques et les congrégations religieuses sont assujettis et des réclamations auxquelles elles peuvent donner lieu, nos lecteurs voudront bien se reporter à nos précédentes indications que l'on trouvera aux p. 47, 52 et 274 de notre volume de 1849, et 50 du volume de la présente année.

MM. les fabriciens trouveront un modèle de procès-verbal de séance ordinaire dans notre volume de 1849, p. 284.

Chronique.

NOUVELLES LOIS VOTÉES PAR L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

(Extrait du *Moniteur*.)

Loi relative aux comptes-rendus des travaux des mines, des ponts et chaussées et des bâtiments civils (25 nov.) ;—loi relative à la convention d'extradition conclue, le 28 avril 1850, entre la France et la

Saxe (27 nov.);—loi sur la correspondance télégraphique privée (29 nov.);—loi qui apporte des modifications au mode de recrutement du corps des ingénieurs des ponts et chaussées, et qui statue que ce corps se recrutera à l'avenir en partie parmi les conducteurs embrigadés des ponts et chaussées (30 nov.);—loi relative au désaveu de paternité en cas de séparation de corps (6 déc.);—loi concernant les registres tenus aux colonies par les curés et desservants pour constater les naissances, mariages et décès des personnes non libres, antérieurement au décret d'abolition de l'esclavage (6 nov.) (1);—loi relative à la promulgation du code de commerce dans les colonies (7 décembre);—loi ayant pour objet de faciliter le mariage des indigents, la légitimation de leurs enfants naturels et le retrait de ces enfants déposés dans les hospices (10 déc.);—loi portant approbation d'un décret du président de la république, du 6 nov. 1850, qui a ouvert un crédit extraordinaire de 93,000 fr. pour les dépenses relatives à l'institution d'évêchés dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion (16 déc.);—loi relative au délit d'usure (18 déc.).

ACTES OFFICIELS DU SAINT-SIÉGE.

Allocution du Souverain-Pontife, prononcée dans le consistoire secret du 1er novembre 1850, sur les affaires ecclésiastiques du Piémont. (2)

« Vénérables frères,

« Dans l'allocution consistoriale que nous vous avons adressée le 13e jour des calendes de juin de cette année, nous n'avons pas omis vénérables frères, de mentionner en peu de mots, et de déplorer avec vous, les choses dernièrement faites et décrétées contre le droit de l'Eglise dans les Etats de notre très-cher fils dans le Christ le roi de Sardaigne, en même temps que nous vous avons déclaré notre intention de vous en entretenir une autre fois avec plus de soin en temps opportun. Nous étions soutenu par l'espérance que, dans l'intervalle, quelque remède serait apporté aux maux faits à l'Eglise dans ce pays, et que nous pourrions vous l'annoncer. Mais, parce que l'événement est très-loin d'avoir répondu à nos désirs, nous

(1) Voici le texte de cette loi : « Art. 1er. Les registres tenus aux colonies « par les curés et desservants pour constater les naissances, mariages et « décès des personnes non libres antérieurement au décret d'abolition de « l'esclavage, seront déposés au greffe de chaque municipalité. — Les « extraits qui en seront délivrés auront la même foi que ceux des autres « registres de l'état civil.

« Art. 2. Les instances en constatation ou rectification des actes de l'état « civil des personnes mentionnées au précédent article seront exemptes de « tous droits de timbre et d'enregistrement. »

(2) Cet acte que nous consignons dans nos archives ecclésiastiques, à la demande de plusieurs de nos abonnés, doit rester comme un monument de l'énergique réprobation dont l'auguste Pie IX a frappé le gouvernement Piémontais pour ses iniques mesures contre les droits sacrés de l'Eglise.

avons pensé qu'il était enfin de notre devoir, tout en rappelant en termes sommaires les principes de la conduite que nous avons tenue dans cette affaire, depuis le commencement, de faire entendre des plaintes et des réclamations plus graves contre toutes les choses qui, soit sur le continent, soit même dans les possessions maritimes de la puissance susdite, ont été résolues ou consommées au grand dommage de l'Eglise.

« Vous connaissez, vénérables frères, la solennelle convention négociée le 27 mars de l'année 1841 entre les commissaires du Saint-Siége et du roi, et que ratifièrent et confirmèrent sans retard Grégoire XVI, de vénérable mémoire, notre prédécesseur, et Charles-Albert, d'heureuse mémoire, roi de Sardaigne; vous savez que cette convention avait pour but de resserrer dans de nouvelles et beaucoup plus étroites limites les immunités ecclésiastiques en rigueur dans ce royaume de temps immémorial par l'autorité des sacrés canons, lesquelles, en vertu de traités consentis à des époques plus récentes, et par la condescendance des Souverains-Pontifes, avaient été déjà en quelque partie diminuées. Alors il ne manqua point de gens, dans les provinces subalpines, qui s'étonnèrent de la facilité de notre prédécesseur dans cette affaire, comme d'une trop ample concession ; et le gouvernement royal lui-même s'abstint pendant plusieurs années d'introduire en Sardaigne le régime légal de cette convention.

« Cependant, dès l'année 1848, le même gouvernement nous demanda une convention nouvelle, et, le 14 septembre de cette année, le commissaire royal remit au commissaire désigné par nous les lettres où était formulé un projet de convention en quelques articles, que devait précéder un préambule d'une importance assurément bien grave. Notre commissaire vit facilement que la demande ne pouvait en aucune façon être admise, ni dans l'étendue ni dans les termes où elle était exposée; bien plus, qu'elle n'était point présentée sous forme de concessions mutuelles qu'il s'agissait d'arrêter, puisqu'on n'y proposait rien en suite de quoi le gouvernement sarde parût contracter l'ombre d'une obligation envers l'Eglise. C'est pourquoi notre commissaire proposa de nouveaux articles s'accordant, sur un fondement meilleur, autant qu'il jugea la chose possible, aux vœux du gouvernement; auxquels articles il en ajouta d'autres, à cette fin que l'Eglise, au moment où elle allait perdre presque toute l'immunité civile, reçût au moins en compensation de cette perte la faculté d'exercer plus librement son autorité dans ce qu'elle conservait. Le commissaire royal déclara alors qu'il demanderait à son gouvernement de nouvelles instuctions, afin de pourvoir répondre pleinement aux propositions qui lui étaient faites.

« Nous ignorons si des instructions de cette nature ont jamais été envoyées à Rome ; mais il nous est permis de conjecturer que le gouvernement royal ajourna la question à cause des calamités très-

connues dont, sur ces entrefaites, l'Italie presque tout entière fut accablée, et qui nous forcèrent nous-même à nous retirer de toutes les terres soumises à notre puissance temporelle. Le calme ayant ensuite reparu, pendant que nous attendions auprès de Naples, avec empressement, le temps opportun de notre retour à Rome, nous y reçûmes un nouvel envoyé extraordinaire, chargé entre autres choses de reprendre les négociations interrompues touchant la convention. Néanmoins, après avoir terminé les autres affaires, il annonça qu'il était rappelé par le gouvernement royal et se retira sans que la question principale eût même été entamée. En conséquence, il nous fut permis d'espérer que les ministres du roi avaient jugé opportun de remettre cette négociation à un temps plus favorable, à savoir, après notre retour à Rome.

« Cependant, peu de mois après, nous avons appris que le ministère royal avait lui-même présenté aux chambres du royaume une nouvelle loi pour l'abolition totale de l'immunité des clercs et des églises, pour l'attribution aux tribunaux séculiers des causes concernant la nomination aux bénéfices ecclésiastiques et quelques autres points à statuer, soit alors, soit postérieurement, contre le droit de l'Eglise et au préjudice des intérêts religieux.

« Dès que nous avons eu connaissance de la présentation de cette loi, nous avons ordonné, soit au cardinal notre pro-secrétaire-d'Etat, soit à notre nonce apostolique, de résidence à Turin, de réclamer contre elle. Leurs réclamations restant sans résultats, il a été nécessaire de protester contre les innovations susdites, approuvées par l'une et l'autre chambre et aussitôt sanctionnées par l'autorité royale.

« Ce qu'il y a eu de déplorable dans la marche et l'issue de cette affaire, ce n'est pas seulement d'avoir vu violer par le fait même et fouler aux pieds les plus saints droits de l'Eglise, consacrés par les canons et en vigueur durant tant de siècles; c'est encore d'avoir entendu plusieurs des députés et sénateurs du royaume, qui ont pris la parole dans les délibérations des deux chambres et dont le sentiment a triomphé, s'arroger à eux et à la puissance laïque le pouvoir de résilier les conventions passées avec le Siége apostolique sur l'usage desdits droits, sans le consentement de celui-ci, bien plus, malgré ses réclamations, et de les déclarer de nul effet.

« Vous comprenez, vénérables frères, la gravité de tels actes; vous voyez ce que deviendraient les choses saintes, si les droits de l'Eglise et les canons tombaient dans le mépris, si l'on ne tenait aucun compte d'une longue possession, si enfin on ne reconnaissait aucune force aux accords régulièrement intervenus entre le Saint-Sige et la puissance civile.

« Vous n'ignorez pas qu'il importe grandement, non-seulement à la religion, mais aussi à l'ordre civil et aux intérêts publics et privés, que les conventions ecclésiastiques soient maintenues saintes et in-

violables ; car leur valeur et leur force une fois méconnues, l'obligation des pactes publics et privés s'évanouirait aussi.

« Aux outrages faits à l'Eglise et au Saint-Siége par les nouvelles lois on en ajouta bientôt d'autres, alors que les royaux fonctionnaires et les juges laïques mirent en jugement nos deux vénérables frères, l'archevêque de Sassari et l'archevêque de Turin, et qu'ils retinrent le premier prisonnier dans sa maison, et firent conduire l'autre par la force armée dans la citadelle de la ville royale, et frappèrent enfin l'un et l'autre d'une peine civile, par le motif seulement que, fidèles à leur devoir pastoral, ils avaient donné aux curés des instructions sur la manière de pourvoir à leur conscience et à celle de leurs ouailles craignant Dieu, en présence dela nouvelle loi. C'est ainsi que l'autorité civile s'arrogeait le droit de prononcer sur les mesures que les pasteurs de l'Eglise avaient dû prendre pour la direction des consciences.

« Ces outrages furent peu après suivis d'un autre encore plus grave, quand un noble personnage, connu de tous pour avoir été au nombre des principaux conseillers de la très-injuste loi susmentionnée, et qui refusait de désapprouver ouvertement ce fait, fut par l'autorité de l'archevêque de Turin jugé indigne de recevoir les derniers sacrements. A cette occasion, l'archevêque lui-même fut arraché à son église par la force militaire, et jeté dans une forteresse sous une garde sévère; et le curé de la congrégation religieuse des Servites de la B. V. M., qui lui avait obéi selon son devoir, fut, avec tous ses frères en religion, violemment expulsé du couvent de Turin et transporté ailleurs : comme s'il appartenait à la puissance laïque de décider de l'administration des divins sacrements et des dispositions nécessaires pour les recevoir.

« On ne s'en est pas tenu là. Cette même cause de l'administration des sacrements, et de plus une autre touchant de nouvelles instructions pour la direction des consciences données par leditarchevêque, et même en suite de nos ordres, ont été déférées au tribunal d'appel de Turin, et il a été aussitôt décrété par celui-ci, le 25 du mois de septembre, que l'archevêque serait exilé hors des limites des Etats royaux, et que tous les biens de l'archevêché seraient tenus sous le sequestre. Vers le même temps, c'est-à-dire le 21 du même mois, le tribunal d'appel du royaume de Sardaigne a décrété les mêmes choses contre le vénérable frère archevêque de Cagliari. On lui a fait un crime de ce qu'il avait déclaré en termes généraux, c'est-à-dire sans nommer personne, que les censures ecclésiastiques avaient été encourues *ipso facto* par ceux qui, violant l'immunité de la demeure épiscopale, avaient osé pénétrer de force dans une partie des archives épiscopales. En vertu de ces décrets, ces mêmes prélats ont été privés de la possession et de l'administration des biens temporels et des revenus appartenant à leurs évêchés, et l'un a été contraint d'aller en France, et l'autre de venir dans notre ville.

« Il y a encore d'autres choses, non sans importance, que le gouvernement subalpin a faites ou statuées contre les droits de l'Eglise et au détriment de la religion. Entre autres, nous ne pouvons que vivement déplorer la très-funeste loi que nous savons avoir été mise en vigueur depuis le 4 octobre de l'an 1848, touchant l'instruction publique et les écoles publiques et privées du haut et moyen enseignement. Leur direction, sauf les séminaires épiscopaux, exceptés sous quelques rapports, est toute attribuée par cette loi au ministre royal et aux autorités placées dans sa dépendance ; et cette attribution est telle, que l'art. 58 de ladite loi statue et déclare qu'il ne sera permis à aucune autre autorité de s'immiscer dans le gouvernement des écoles, dans la direction des études, dans la collation des grades, dans le choix et l'approbation des maîtres.

« Ainsi, dans cet Etat catholique, les écoles de toute espèce et par-là même les chaires des sciences sacrées, dont la loi fait mention, l'enseignement des éléments de la foi chrétienne aux enfants, que la même loi cite parmi les obligations des instituteurs, sont soustraits à l'autorité des évêques. Et, pour ne laisser aucun doute à ce sujet, dans l'article précité, les directeurs spirituels eux-mêmes sont comptés parmi les fonctionnaires à choisir et à approuver par le ministère royal ou les autorités qui en dépendent, sans l'intervention d'une autre autorité quelconque. Par là les sacrés pasteurs ne sont pas seulement très-injustement privés de la principale autorité dont ils jouissent depuis bien des siècles sur plusieurs établissements d'éducation, en vertu des constitutions soit pontificales, soit royales, et aussi des titres primitifs de fondation ; mais il ne leur est même plus permis de surveiller, dans le régime des écoles, ce qui touche à la doctrine de la foi, aux mœurs chrétiennes et au culte divin.

« On aime à espérer, il est vrai, que du moins dans l'exécution d'une telle loi on aura quelque égard à l'autorité épiscopale. Cependant on peut déjà juger de ses pernicieux effets par les opinions pestilentielles et les principes opposés à la doctrine immuable de l'Eglise, qui ne se répandent pas seulement chaque jour dans le public par le moyen de la presse, mais qui sont publiquement enseignés à la jeunesse dans les écoles publiques par un docteur. Nous ne pouvons, nos vénérables frères, vous exprimer toute notre douleur en apprenant ce fait venu tout récemment à notre connaissance. Aussitôt, nous avons pris les moyens d'être mieux instruit de la chose, et nous ne négligerons rien de ce qui tient à la tâche confiée à notre faiblesse de veiller au dépôt de la foi et d'y confirmer nos frères.

« Dernièrement, vous le savez, nous avait été envoyé par le gouvernement subalpin l'un de ses principaux dignitaires, personnage considérable, chargé d'ouvrir des négociations pour l'arrangement des affaires ecclésiastiques avec le Saint-Siége. Il ne nous a été aucunement possible de le recevoir à nous remettre, en la forme solennelle usitée, les lettres qui témoignaient de sa mission. Cet envoyé,

en effet, lorsqu'il a été entendu par nous soit à titre de simple particulier, soit dans les fréquentes conférences qu'il a eues avec le cardinal notre pro-secrétaire-d'Etat, sur la loi sus-mentionnée touchant les immunités, n'a cessé de prétendre que la puissance laïque, en promulguant cette loi contre les dispositions des canons et contre la foi des conventions passées avec le Siége apostolique, n'avait fait qu'user de son droit.

« Il partait de ce principe pour rejeter la faute de tout ce qui s'en était suivi sur le clergé et les saints prélats, particulièrement sur notre vénérable frère l'archevêque de Turin, retenu alors dans une étroite prison à cause de sa constance à remplir ses devoirs de pasteur. Il se plaignait amèrement de ce très-éminent prélat, comme d'un homme peu soucieux de la paix et de la tranquillité publiques, et il déclarait que le gouvernement du roi l'avait principalement chargé de nous induire à transférer ce même pontife à d'autres fonctions en dehors du royaume. Cela nous dispense d'entrer dans de plus longs détails à l'égard des tentatives subséquentes vainement agitées entre lui et le cardinal sus-mentionné, pour chercher quelque voie à l'accommodement des choses. Le gouvernement était loin cependant de cesser sa conduite; il choisissait ce moment, au contraire, pour faire sortir à leur plein et entier effet les dernières sentences des tribunaux séculiers dans les causes ecclésiastiques, soit contre l'archevêque de Turin, soit contre l'archevêque de Cagliari.

« Au surplus, en ce qui touche les immunités des églises et des clercs, nous voulons qu'il soit connu de tous, nous qui n'avons en aucune sorte repoussé les négociations que nous proposa, il y a deux ans, le gouvernement subalpin, qu'aujourd'hui semblablement, nous ne nous refusons pas à tempérer les dispositions des canons concernant ces mêmes immunités, en ayant égard au lieu et au temps, c'est-à-dire autant que cela nous paraîtra opportun dans le Seigneur et à cette condition que l'Eglise, dans les autres choses, jouisse d'un plus libre exercice de ses droits.

« Nous n'avons point, en effet, laissé se refroidir en nous le sentiment de bienveillance paternelle dont les pontifes romains, nos prédécesseurs, ont donné tant de marques publiques à l'illustre maison de Savoie : il s'y ajoute l'affliction que nous causent les malheurs et les misères dont le poids pèse si lourdement, à cette heure, dans ce royaume, sur nos frères et sur nos fils ; aussi sommes-nous prompt à les soulager par des remèdes opportuns, suivant en cela les règles constantes de cette sainte Eglise romaine, toujours empressée, comme la tendre mère, à secourir ses enfants dans l'angoisse et dans la tribulation, et à user de son autorité apostolique pour guérir les meurtrissures d'Israël.

« Cette autorité cependant, laquelle nous a été donnée non pour détruire mais pour édifier, nous ne pouvons nous résoudre à y recourir, si ce n'est quand il s'agit d'empêcher que nous ne paraissions

en quelque sorte approuver par notre patience, notre connivence et nos concessions, les choses qui, à notre grand regret, ont été délibérées, décrétées ou faites, dans ce pays, au préjudice de l'Eglise, au mépris des sacrés canons, contre des conventions solennelles, contre la base même de toute convention quelconque, et enfin contre les prêtres et les princes eux-mêmes de l'Eglise, s'acquittant de leur devoir pastoral dans le gouvernement des consciences et l'administration des sacrements.

« A Dieu ne plaise, vénérables frères, que nous veuillions jamais abuser de notre autorité au détriment de l'Eglise et de la chose catholique. Bien plus appuyé sur le secours d'en haut, nous appliquerons d'un esprit persévérant toute notre industrie et tout notre soin à procurer l'utilité de l'Eglise, ainsi que la défense et l'inviolabilité des droits très-saints de l'Eglise. A ces causes, nous élevons aujourd'hui notre voix apostolique pour réclamer de plus en plus contre les choses dont nous venons de parler, et contre toutes celles qui, soit sur le continent, soit dans les contrées maritimes soumises au prince qui règne à Turin, ont été faites ou tentées, de quelque manière que ce soit, contre le droit de l'Eglise ou au préjudice de la religion, et nous requérons énergiquement tous ceux auxquels il appartient d'avoir à se désister de toute vexation envers les pasteurs de l'Eglise et les ministres de la religion, et d'avoir à réparer en diligence les injures que la chose sacrée a là souffertes.

« En attendant, ne cessons point, vénérables frères, d'offrir au Dieu, Père des miséricordes, d'humbles prières et supplications, et, la très-pieuse intercession de la Mère de Dieu, la Vierge Immaculée, et des trés-saints apôtres Pierre et Paul, invoquée, de lui demander avec instance qu'il daigne couvrir de sa droite cette portion bien-aimée de la vigne du Seigneur et la défendre de son bras saint. »

Par arrêté de M. le président de la république, en date du 15 décembre 1850, M. l'abbé Pallu-Duparc, supérieur du séminaire du diocèse de la Rochelle, est nommé évêque de Blois, en remplacement de Mgr Fabre des Essarts, dont nous avons annoncé le décès dans notre avant dernière livraison.

Mgr Dupanloup, évêque d'Orléans; M. Michel, aumônier du lycée de Lyon, ont été nommés chevaliers de l'ordre de la Légion-d'Honneur.

Le frère Philippe, supérieur de l'institut des frères de la doctrine chrétienne, a aussi été nommé chevalier du même ordre; mais il n'a pas cru devoir accepter cette distinction.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET RAISONNÉE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

A

ABUS *ecclésiastique*. — Caractère et répression de cet abus, d'après la loi du 18 germinal an X, 334.

ACTES *du Saint-Siège*. — Consistoire tenu à Portici, dans lequel a été préconisé Mgr de Dreux-Brézé, 32. — Circulaire relative au Jubilé universel, 207. — Allocution de N. S. P. le pape Pie IX, prononcée en consistoire secret, le 20 mai 1850, aprés son retour à Rome, 208; — autre concernant les affaires ecclésiastiques du Piémont, 374. — Bref de N. S. P. le Pape, à Mgr l'évêque de Langres, au sujet de sa nomination aux fonctions de membre du conseil supérieur de l'instruction publique, 262. — Décision de la congrégation du concile, concernant la position que doit avoir dans le concile provincial, un évêque démissionnaire, habitant la province ecclésiastique, 267. — Edits de S. S. le pape Pie IX, relatifs à l'organisation des ministères et aux attributs du conseil d'État, 270. — Consistoires des 30 septembre et 3 octobre 1850, dans lesquels ont été préconisés plusieurs prélats français et étrangers, 304 et 305. — Lettre apostolique de N. S. P. le pape Pie IX, rétablissant la hiérarchie épiscopale en Angleterre, 342.

ACTES *officiels*. — 5, 33, 61, 100, 145, 183, 213, 281, 309, 356.

ADMINISTRATION *des Cultes*. — Voy. *Cultes*.

ADMINISTRATION *fabricienne*. — Voy. *Fabriques*.

AFFICHES. — État de la législation et de la jurisprudence sur l'affichage aux portes et sur les murs des églises. — Circulaire de M. le ministre des cultes, aux préfets, portant interdiction de cet affichage, 194.

ALGÉRIE. *Dépenses des cultes*. — Sommes proposées au budget de 1850, et allouées par l'assemblée législative, 22 et 164. — *Colonies agricoles*. — Les ministres du culte de chaque paroisse, font partie de la commission consultative de ces colonies, 236.

Voy. *Budget des cultes*. *Instruction publique*.

ALIÉNATIONS. — Voy. *Presbytères*.

ANCIENNES *religieuses*. — Voy. *Secours de l'Etat*.

ANNEXES. — Voy. *Chapelles de secours*.

ANNIVERSAIRE *du 24 février 1848*. — Circulaire de M. le ministre des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant de faire célébrer un service religieux pour cet anniversaire, 39. — Circulaire de M. le directeur général de l'administration des cultes, sur le même sujet, *ibid.* — Loi qui ouvre un crédit de 200,000 fr. pour la célébration du deuxième anniversaire du 4 mai, jour de la proclamation de la république, par l'assemblée nationale, 97.

ARCHEVÊCHÉS.—Voy. *Évêchés*.
ARCHEVÊQUES. — Traitement, Taux, 14.— Voy. *Budget des cultes*, *Cardinaux*, *Evêques*, *Nécrologe*, *Nominations*.
ASSEMBLÉE *législative*. — Date et sommaire des lois d'un intérêt général votées par cette assemblée, 31, 59, 86, 97, 143, 182, 202, 236, 341, 373.
AUMONIERS.—*Lycées*.—Les aumôniers des lycees et colléges peuvent, après dix années d'exercice, être promus au rectorat, 110.
— *Marine*. — Augmentation et état des aumôniers de la marine, leur traitement, 165.
Voy. *Budget des cultes*, *Elections*, *Instruction publique*.

B

BANCS *et chaises*.—*Changement de domicile*, — Lorsque le locataire d'un banc concédé à vie, ou pour un temps moins long, quitte la paroisse, son changement de domicile, joint à la cessation absolue de résidence, lui fait perdre son droit à la jouissance de ce banc, 51.
—*Concession à la famille, durée*. — Quand une personne, en donnant la propriété d'une église, s'est réservé pour elle et les siens un droit de banc, que cette donation et cette réserve ont été autorisées par ordonnance royale, ce droit de banc, à la mort du donateur, ne s'étend point indéfiniment à ses héritiers en ligne collatérale. Si ce donateur n'a laissé aucun descendant, le banc doit faire retour à la fabrique, 91.
— *Location*. — Mode, inconvénients des longues concessions, 303.
—*Sous-location*.— La sous-location des bancs d'église n'est permise qu'au fermier général de ces bancs ou chaises, et non point au concessionnaire particulier qui n'a sur celui qui lui a été concédé qu'un simple droit d'usage, 27. — Lorsque le concessionnaire d'un banc y reçoit des personnes étrangères à sa famille, ces personnes ne sont point astreintes a payer le prix de leur place ; il en serait, toutefois, différemment des personnes qui se placeraient d'elles-mêmes dans ce banc en l'absence du titulaire, 28.
— *Suppression*. — Les fabriques ont le droit de supprimer les bancs qui gènent la célébration du service divin ; une indemnité, dans ce cas, est due au concessionnaire dépossédé, 28.—Voy. *Fabriques*.
BAUX. — Voy. *Enregistrement*, *Fabriques*.
BIENS *d'église*. — La restitution des églises au culte catholique, en vertu du concordat de 1801 et des lois et actes subséquents du gouvernement, a fait revivre les droits publics ou privés qui existaient anciennement sur ces églises, en tout ce qui n'est pas contraire aux lois abolitives des biens du clergé et de la féodalité, 40.— Les biens d'église, et notamment la propriété d'une chapelle dans une église paroissiale, ne peuvent être acquis par prescription, *ibid*.—Voy. *Eglises*, *Fabriques*.
BIENS *de main morte*.—Texte de la loi relative à l'application de l'impôt de mutation aux biens de main morte ; rapport sur ladite loi, et notice historique sur les contributions auxquelles les biens des établissements de main morte ont été jadis assujettis, 33.—Voy. *Congrégations religieuses*.
BINAGE. — Ce que c'est que le binage.—Etat de la législation et de la jurisprudence, et questions diverses sur cette matière, 197.— Circulaire ministérielle, du 2 août 1833, relative à l'indemnité due pour binage ; taux de cette indemnité, 198. — Somme inscrite dans le budget des cultes de 1850, pour rétribution de ce service, 16. — Conditions exigées pour avoir droit de jouir de l'indemnité accordée par le gouvernement aux curés et vicaires pour binage ou double service dans les succursales vacantes, 197. — Le prêtre autorisé à biner, n'est point admis à recevoir une double indemnité, lors même qu'il ferait ce service dans deux succursales vacantes, 201. — Modèle d'attestation de binage à donner par le curé désigné à cet effet, 201.
BORDEREAU *trimestriel*.—Obli-

gations des trésoriers de fabrique, à cet égard, 78, 182, 261, 370.

BOURSES *des Séminaires*.—Voy. *Séminaires*.

BUDGET *des Cultes*. — Projet du Budget pour 1850; note préliminaire, 9. — Tableau comparatif des crédits demandés, avec ceux qui ont été alloués pour l'exercice 1849, 13. — Développements du projet de budget, et observations, 14. — Discussion et vote, 146.— Extrait de la loi portant fixation du budget, tableau : Personnel des bureaux des cultes et matériel; traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques ; traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial ; chapitre de Saint-Denis ; bourses des séminaires ; secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses ; dépenses de service intérieur des édifices diocésaines ; entretien, acquisition, constructions et grosses réparations des édifices diocésains ; secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères ; secours à divers établissements ecclésiastiques; dépenses accidentelles ; restauration de la cathédrale de Paris, dépenses du personnel des cultes protestants; dépenses du matériel des mêmes cultes ; frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg ; dépenses du culte israélite ; dépenses des cultes en Algérie ; travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères, 164.

BUDGET *des fabriques*. — Voy. *Fabriques*.

BUREAUX *de bienfaisance*. — Législation concernant l'autorisation qui leur a été donnée de quêter pour les pauvres, et de placer pour eux des troncs dans les églises, 46. — Voy. *Quêtes*.

BUREAU *des marguilliers*. — Voy. *Fabriques*.

C

CARDINAUX. — Dotation et frais d'établissement alloués au budget de 1850, 14 et 164.—Nomination et proclamation de MMgrs d'Astros, archevêque de Toulouse; Mathieu, archevêque de Besançon; Gousset, archevêque de Reims et autres, 304. —Remise de la barrette, 306.—Voy. *Budget des cultes*, *Evêques*.

CASUEL.—Le curé et l'administration municipale de sa commune ne peuvent valablement passer un traité par lequel le produit des oblations sera remplacé par une subvention anuelle portée au budget communal. — Un pareil acte n'est obligatoire pour aucune des parties contractantes.— En conséquence, lorsque le conseil municipal croit devoir réduire l'indemnité convenue, le préfet excède ses pouvoirs en appliquant l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837, et en inscrivant d'office au budget de la commune la somme nécessaire pour compléter cette indemnité. — A l'autorité administrative et non point aux tribunaux appartient le droit d'annuler cet acte,175.—Le trésorier de la fabrique qui est chargé de prélever et poursuivre le paiement de ce qui revient à cette administration pour fournitures par elle faites dans les enterrements et services funèbres, n'a pas qualité pour poursuivre le recouvrement de ce qui est dû au clergé, 25. — Dans quel délai les curés doivent réclamer les honoraires et droits casuels qui leurs sont dûs, pour éviter la prescription, 28.

CATHÉDRALES — Voy. *Budget des cultes*, *Edifices diocésains*, *Eglises*.

CATHÉDRALE *de Paris*.—Crédit spécial proposé et alloué dans le budget de 1850, 20, 164.

CHAISES.—V. *Bancs et chaises*.

CHANOINES.—Voy. *Chapitres*.

CHAPELLES *de Secours*.—Ce que c'est. — Conditions d'établissement. Rapports de ces chapelles avec la chapelle proprement dite et l'annexe. — Administration au spirituel et au temporel, 224. — Voy. *Oratoires particuliers*.

CHAPELLES *domestiques*.—Causes qui peuvent autoriser l'établissement de ces chapelles en faveur des simples particuliers, 229.—Voy. *Oratoires particuliers*.

CHAPITRES. — Sommes proposées et allouées au budget de 1850 pour le traitement des chanoines.—

Taux de ce traitement, 15, 164. — Voy. *Budget des cultes.*

CHAPITRE *de Saint-Denis.* — Dotation, 17, 164.

CHEMINS *vicinaux.* — Prestations en nature.

— Voy. *Curés* et *desservants.*

CHRONIQUE, 31, 59, 86, 97, 144, 182, 202, 236, 262, 304, 341, 373.

CIERGES.—*Culte public.* La fourniture de la cire nécessaire pour toutes les cérémonies du culte est à la charge des fabriques, 253.

Enterrements et services funèbres. Attribution.— Rapport de Bigot de Préameneu et décret impérial du 26 déc. 1813 sur le partage entre les fabriques et le clergé, des cierges délivrés pour les enterrements et services funèbres, 255. La disposition de l'art. 22 du décret du 23 prairial an XII en vertu de laquelle les fabriques des églises ont le droit de fournir elles-mêmes les cierges pour les enterrements et services funèbres, est-elle tellement absolue que les familles ne puissent pas les fournir quand bon leur semble, et qu'elles soient obligées de ne se servir que de ceux qui proviennent des fabriques ou qui sont agréés par elles, 253.

—Lorsqu'une famille a délivré à une fabrique des cierges acceptés par elle, cette famille est-elle en droit d'exiger que ceux qui restent, après la cérémonie, soient conservés pour servir à un service de neuvaine, de quarantaine ou de bout de l'an, 254.

—Les usages anciennement reçus dans certains diocèses d'attribuer la totalité des cierges soit à la fabrique, soit au curé, et maintenus jusqu'à présent dans quelques paroisses, peuvent-ils continuer à être suivis, 257.

—A qui appartiennent les cierges portés aux inhumations par les chantres et enfants de chœur, par les pauvres, les religieuses, les membres de certaines confréries ou associations. 257.

—L'évêque peut-il porter un règlement par lequel tous les cierges offerts aux enterrements et services funèbres appartiendront au curé, en compensation de ce qu'il ne reçoit pas de supplément de traitement 259.

Pain bénit.—A qui appartiennent les cierges offerts avec le pain bénit. 260.

—*Première communion.* Attribution des cierges portés par les enfants à la première communion, *ibid.*

—*Services annuels.*—Les cierges délivrés pour les annuels appartiennent à la fabrique, *ibid.*

Voy. *Clergé, fabriques.*

CIMETIERES. — Il n'y a pas lieu d'autoriser l'érection d'un oratoire ou chapelle privée dans un cimetière, pour la jouissance seule d'un simple particulier, 229. — Voy. *Sépultures.*

CIRCULAIRES *ministérielles,* — de M. le ministre de l'instruction aux préfets, concernant la surveillance des instituteurs communaux, 6; — de M. le directeur général de l'administration des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires; les noms de MM. les vicaires-généraux et chanoines honoraires, et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er janvier 1850, 8; — du même aux préfets, relative à la formation par eux des états de situation en fin d'année des dépenses effectuées dans le courant de 1849 aux édifices diocésains de leurs départements pour acquisitions, constructions et grosses réparations, etc., 38; — du même aux mêmes, leur demandant les comptes des dépenses des cultes pendant l'année 1849, 38; — de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant de faire célébrer un service religieux pour l'anniversaire du 24 février 1848, 39; — de M. le directeur général de l'administration des cultes aux mêmes, sur le même sujet, *ibid.*; — de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, relative à l'érection de cent nouvelles succursales et à l'allocation à cent nouveaux vicaires de l'indemnité de 350 fr. sur les fonds du trésor, 169; — du même, relative à la formation par MMgrs les archevêques et évêques des états de propositions pour les secours à accorder, en 1850, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite, 173;—du même aux préfets, contenant des instructions pour faire cesser les abus des affiches apposées sur les murs et les portes des églises, 194; du même à NN. SS. les arche-

vêques et évêques, concernant l'envoi de la circulaire précédente, 196; —du même aux mêmes, relative à la nomination de l'ecclésiastique qui doit siéger dans le conseil académique de chaque département, 222; —du même aux préfets, concernant les nouveaux délais fixés par le décret du 11 août 1850 pour la clôture des opérations de comptabilité, 309; —du même à NN. SS. les archevêques et évêques, relative à l'envoi de la circulaire précédente, 311;— du même aux mêmes, concernant leur concours à l'instruction des demandes de secours pour acquisitions ou travaux d'églises et de presbytères, *ibid.*;—du même aux préfets, relative au concours de NN. SS. les archevêques et évêques à l'instruction des demandes de secours pour acquisitions ou travaux d'églises et de presbytères, 318;—du même aux préfets, concernant la direction et la surveillance des travaux aux édifices affectés au culte paroissial, 358; —du même aux mêmes, relative à l'envoi de modèles de comptes pour les dépenses des cultes, 357.

CIRCULAIRES *préfectorales*. — Circulaire de M. le préfet de Maine-et-Loire aux sous-préfets, maires, agents-voyers et architectes de son département, portant interdiction des travaux communaux les jours de dimanche et de fête, 323.

CLERGÉ.—Circulaire du directeur général de l'administration des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires, les noms de MM. les vicaires-généraux et chanoines honoraires, et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er janvier 1850, 8.—Voy. *Budget des cultes, Cierges, Elections, Enseignement.*

COLONIES.—Etat de la législation concernant l'organisation ecclésiastique dans les colonies; suppression des préfets apostoliques dans les îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, et création de trois évêchés dans ces lieux; sommaire du décret portant publication des bulles relatives à cette création et à la circonscription desdits évêchés; dotation des nouveaux évêques et de leurs vicaires-généraux, 87, 166; sommaire de la loi approuvant un décret présidentiel qui a ouvert un crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'institution desdits évêques. — Traitement des curés dans les colonies, 167.—Registres de l'état civil. Loi concernant les registres tenus aux colonies par les curés et desservants pour constater les naissances, mariages et décès des personnes non libres antérieurement au décret d'abolition de l'esclavage, 374.—Voy. *Actes du Saint-Siége, Cultes, Evêchés, Nominations.*

COMMUNES. — Les communes sont obligées de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques, mais il faut que cette insuffisance soit constatée, et que les fabriques ne négligent pas d'ailleurs de tirer parti de leurs ressources. Spécialement quand une fabrique néglige, pour augmenter ses ressources, de recourir à la location des bancs et chaises de l'église, au produit des troncs et des quêtes, à celui des frais d'inhumation, etc., le conseil municipal auquel elle a demandé une subvention est fondé à la lui refuser, 223.—Quand une commune est divisée en deux paroisses, l'une d'elles est obligée de contribuer aux frais du culte et aux dépenses de réparations de l'église ou du presbytère de l'autre, 232. — Réciproquement, lorsqu'une paroisse est composée de plusieurs communes, ces communes ou sections de communes sont toutes indistinctement obligées de contribuer aux frais du culte paroissial, 233.—Les communes sont autorisées à allouer aux curés et desservants un supplément de traitement; mais cette allocation étant facultative, le conseil municipal est libre, chaque année, de la voter ou de ne la point voter au budget communal de l'année suivante, 177.—Obligation des communes par rapport aux écoles communales, 122, 128.—Les administrations communales sont autorisées à fournir aux établissements libres d'instruction un local et une subvention, 135.—Voy. *Annexes, Eglises, Fabriques, Instruction publique, Presbytères, Sépulture.*

COMPETENCE.—C'est au conseil d'Etat qu'il appartient d'apprécier le sens et l'étendue des lois, arrêtés et décrets qui ont remis à la disposition des communes ou des fabriques les églises et presbytères précédemment réunis au domaine de l'Etat,

ainsi que de déterminer les effets des actes administratifs qui ont pu être la conséquence desdites lois, arrêtés et décrets. En conséquence, le conseil de préfecture est incompétent pour statuer, entre une fabrique et une commune, sur une contestation relative à la propriété d'un presbytère dont l'abandon aurait été fait par l'Etat en vertu des lois ou décrets précités. Une commune qui se prétend propriétaire d'un presbytère, en vertu des lois et décrets de restitutions sur cette matière, est non-recevable à demander que sa qualité de propriétaire soit déclarée par le conseil d'Etat, tant qu'elle ne s'est pas fait envoyer en possession du presbytère, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 25 janvier 1807, 243.—L'individu qui se prétend injurié par l'apostrophe publique du prêtre et par la menace d'expulsion de l'église ordonnée contre lui, ne peut saisir le juge de paix de son action, ce magistrat étant incompétent pour en connaître, avant que l'acte du prêtre ait été préalablement déféré au conseil d'Etat, 337.—Lorsque ce juge de paix s'est déclaré compétent et a condamné le prêtre, son jugement sur la compétence est, dans tous les cas, susceptible d'être déféré au procureur général près la cour de cassation, qui peut en demander la réformation dans l'intérêt de la loi. 339.—Voy, *Communes. Eglises, Fabriques.*

COMPTES *des fabriques.*—Voy. *Fabriques.*

CONCILES.—Rapport au président de la république, et décret portant prorogation du décret du 15 septembre 1849, concernant la tenue des conciles métropolitains et des synodes diocésains, 115.—Célébration des conciles provinciaux d'Alby, 203;—de Lyon, 205;—de Rouen, 237;—de Bordeaux, 238;—de Sens, 262;—d'Aix, 264;—de Toulouse, 265;—de Bourges, 307.

CONFERENCES *ecclésiastiques.* —Voy. *Questions proposées.*

CONFRÉRIES.—Origine et développements; leur situation légale sous l'ancien régime et sous le nouveau, 92.—L'établissement des confréries est un acte de juridiction épiscopale, entièrement réservé à l'évêque, 93.—Dispositions législatives concernant l'attribution de leurs biens non aliénés aux fabriques des paroisses dans lesquelles elles existaient, 94. — Ces associations sont elles, dans l'état actuel de la législation, susceptibles de recevoir une existence légale, et capables de posséder? *ibid.*

Voy. *Curés et desservants, Fabriques.*

CONGRÉGATIONS *religieuses.* —*Autorisation. Biens.* La loi du 20 fév. 1849 qui assujettit à l'impôt des mutations les biens de main morte, n'est point applicable aux biens possédés par des congrégations religieuses qui n'auraient point été légalement reconnues, 50.

Enseignement. Les *lettres d'obédience* tiennent lieu de brevet de capacité aux institutrices, appartenant à des congrégations religieuses, vouées à l'enseignement et reconnues par l'État, 127. — Les membres des congrégations religieuses non reconnues par l'État, peuvent ouvrir et diriger des établissements d'instruction secondaire ou y professer, 132. — Faculté donnée aux supérieurs des congrégations religieuse, en ce qui concerne la présentation de leurs membres aux fonctions d'instituteur communal, 119.

—*Secours de l'Etat:* Congrégations entre lesquelles ces secours sont répartis, 18.

—*Société Civile.* L'arrêt qui déclare nulle une société universelle de gains stipulée dans les termes de l'art. 1838, Cod. civ., entre les membres d'une congrégation religieuse non autorisée, par ce motif, qu'en fait, et d'après l'interprétation des clauses de l'acte, cette société a pour objet d'avantager la congrégation, ne viole aucune loi et ne saurait tomber sous la censure de la Cour de cassation, 62.

Voy. *Budget des cultes, Biens de main morte. Enseignement, Instituteurs communaux, Secours de l'Etat.*

CONSEILS *académiques.* Composition et attributions, 110. Voy. *Enseignement.*

CONSEILS *de Fabrique.* — Voy. *Fabriques.*

CONSEIL *municipal.* — Voy. *Communes, Cures, Eglises, Etablissements d'utilité publique.*

CONSEIL *supérieur de l'Instruction publique.* — Formation, Division et attributions, 102 et suiv.—

Composition actuelle dudit conseil, 203.

CONSISTOIRES. Voy. *Actes du Saint Siége.*

CONTRIBUTIONS.—Voy. *Curés et Desservants.*

CULTES. — *Comptabilité administrative.*—Sommaire de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, aux préfets concernant le compte final à dresser annuellement par eux pour les dépenses du culte catholique, au 1er octobre de la seconde année de l'exercice (1849), c'est-à-dire à l'époque à laquelle aucune liquidation ne peut plus être effectuée pour le même exercice, 287. — Sommaire de la circulaire du même aux mêmes, leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour l'exercice 1850, 287. — Sommaire de la circulaire du même aux mêmes, relative à la situation des dépenses des cultes aux 31 octobre 1850, par suite de la clôture des paiements et au paiement des dépenses d'exercices clos réordonnancés sur cet exercice, 287.—Circulaires du même, concernant les nouveaux délais fixés par le décret du 11 août 1850, pour la clôture des opérations de comptabilité, 309, 311.—Sommaire de la circulaire du même aux mêmes relative à l'envoi de modèles de comptes pour les dépenses des cultes, 357

— *Conseils généraux.* Sommaire de la circulaire du même aux préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes, 287.

—*Crédit supplémentaire.* Loi qui accorde au ministre de l'instruction publique et des cultes, un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, et un crédit extraordinaire pour des créances d'exercices périmés, 59.

—*Culte catholique. Dotation.* Allocations proposées et portées au budget de 1850, 9, 164.—Service du culte dans la marine et dans les colonies; extrait du budget de la marine et des colonies, en ce qui concerne l'augmentation des aumôniers de terre et de mer, la dotation des cultes dans les colonies et l'établissement de trois évêchés dans les îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, 165. Voy, *Conciles, Curés, Eglises, Evêques, Fabriques.*

—*Culte israélite.* Sommes proposées et allouées au budget de 1850, 21, 164.

—*Cultes protestants.* Crédit proposé et alloué au budget de 1850, 20, 164.

—*Dotation.* Voy. *Budget des cultes.*

CURES. — Nombre des cures actuellement autorisées; proposition d'augmentation, 15. — Traitement: taux du traitement des curés de 1re et de 2me classe, 15.

CURÉS *et Desservants.* — *Ecole libre,* un curé ou un vicaire en exercice, peut ouvrir dans sa paroisse une école élémentaire libre, s'il y a été autorisé par ses supérieurs, et s'il se conforme d'ailleurs aux prescriptions légales, 118.

—*Etablissements d'instruction.* Attributions des curés et desservants, concernant l'inspection des établissements d'instruction publique ou libre, existant dans leurs paroisses, 113.

—*Instruction secondaire.* Leurs droits à ce sujet, 135,

—*Jury.* Les ministres du culte sont dispensés de remplir les fonctions de juré, 247.

—*Lettres de prêtrise.* Les lettres de prêtrise tiennent lieu de brevet de capacité aux ecclésiastiques non interdits, qui veulent se livrer à l'enseignement, 117.

—*Logement militaire.* Ils ne sont point formellement exemptés du logement militaire. 246

—*Presbytères* Voy. *Réparations.*

—*Prestations en nature.* Les ministres du culte ne sont point dispensés, en leur qualité, des prestations en nature pour la réparation des chemins vicinaux, mais ils peuvent en être exemptés par les conseils municipaux, 248.

—*Quittances.* Mandats de traitement, timbre, 180.

—*Service militaire.* Ils ne sont point soumis au service militaire ni à celui de la garde nationale, 247.

—*Supplément de traitement.* Voy. *Communes.*

—*Traitements.* Quotité, insuffisance, 16, 147.

— *Tutelle.* Les ministres du culte sont ils exempts de l'obligation d'accepter la tutele, 245.

Voy. *Budget des cultes, Clergé' Eglises, Enseignement, Fabriques' Instruction publique, Presbytères.*

D

DAMES *de charité* — Voy. *Bureaux de bienfaisance.*

DÉLEGUES *cantonaux.* — Franchise de correspondance, 125. — Voy. *Enseignement, Instruction publique.*

DESSERVANTS. — Discussion à l'Assemblée législative sur la question de l'inamovibilité des desservants, 148. — Inamovibilité de fait, 32. — Voy. *Budget des cultes, Curés et Desservants, Succursales.*

DIMANCHES *et Fêtes.* — Circulaire de M. le préfet de Maine-et-Loire à MM. les sous-préfets, maires, agents voyers et architectes de son département, portant interdiction des travaux communaux les jours de dimanche et de fête, 323. — Dissertation sur la nécessité de la loi du repos des dimanches et fêtes, et sur l'état actuel de la législation sur ce point, 349.

DIOCESES. — Voy. *Budget des cultes, Edifices diocésains, Evêchés.*

DONS ET LEGS. — *Donation. Réserve d'usufruit. Fabriques.* Il n'y a pas lieu d'autoriser l'acceptation de la donation faite à une fabrique avec réserve d'usufruit au profit du donateur. La disposition de l'art. 48 de la loi du 18 juillet 1837, qui porte que le maire peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs faits à la commune, en vertu de la délibération du conseil municipal, et que l'ordonnance ou l'arrêté du préfet qui intervient ensuite, à effet du jour de cette acceptation, n'est pas applicable aux fabriques. En conséquence, lorsqu'une donation est faite à un fabrique, l'acceptation provisoire du trésorier, par acte notarié, est insuffisante pour prévenir la caducité de cette donation, résultant du décès du donateur avant l'autorisation du gouvernement, 241.

— *Don manuel.* Les dons manuels faits à des établissements publics (par exemple à une fabrique d'église) sont soumis, comme tous autres, pour produire effet à la nécessité d'une autorisation du gouvernement. L'existence d'un don manuel fait à une fabrique d'église peut être prouvée par témoins et à l'aide de présomptions, lorsqu'il existe déjà sur ce point un commencement de preuves par écrit ;—et l'on peut considérer comme tel un interrogatoire sur faits et articles subi par les personnes qui ont servi d'intermédiaire au don, ou par le trésorier de la fabrique, 324.

— *Legs.* Ce que c'est qu'un legs à titre universel, à titre particulier, 70.

— *Acceptation.* Le legs à un établissement public comme celui fait à un particulier, n'est pas soumis à la formalité de l'acception, par acte notarié, comme cela a lieu en matière de donation entre vifs. En conséquence, lorsque ce legs a été autorisé par le gouvernement, l'héritier du testateur n'est pas fondé à en refuser la délivrance, sous le prétexte qu'une pareille acceptation n'a pas été faite.

Dans le cas de refus, l'établissement légataire doit former contre cet héritier, une demande en délivrance du legs, devant le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession, 362.

— *Conditions. Sépulture. Chapelle.* Le légataire chargé par le testament de veiller à la conservation des restes mortels du testateur dans une chapelle déterminée, desservie par un chapelain, n'est pas fondé dans le cas où, avant la connaissance du testament, le testateur décédé a été inhumé dans un autre lieu par les soins des héritiers du sang, à demander l'exhumation du corps et son transport dans le lieu déterminé par le testament. Il n'est pas fondé non plus, quand le chapelain doit être nommé et payé par l'héritier du sang, à demander que ce chapelain soit payé par son intermédiaire. Et il exécute autant qu'il est en lui les conditions mises par le testateur à la charge de son legs, en mettant l'héritier du sang en demeure d'accomplir les dispositions du testateur relatives à sa sépulture, 288.

DROIT PUBLIC *ecclésiastique.*—Voy. *Dimanches et fêtes.*

E

ECOLES *communales.*—Voy. *Instruction publique-*

ECOLES *libres.* — Société pour la fondation des écoles chrétiennes libres, 144.

Voy. *Clergé, Curés et Desservants Enseignement.*

ECOLES *secondaires ecclésiastiques.*—Dispositions de la nouvelle loi les concernant, 136.

Voy. *Instruction secondaire, Séminaires.*

EDIFICES *diocésains.*—Dépense de service intérieur, 18, 164.—Entretien et grosses réparations; sommes proposées et allouées au budget de 1850, 18, 164.—Voy. *Budget des cultes, Cathédrales, Evêchés, Séminaires.*

EGLISES.—*Acquisitions*, voy. *Secours de l'Etat.*

—*Affiches.* Circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, contenant des instructions pour faire cesser l'abus des affiches apposées sur les murs et les portes des églises, 194.

—*Bancs.* Voy. *Bancs et chaises.*

—*Chapelles.* Prescription, 40.

—*Officiers de l'église.* Y a-t-il quelques formalités prescrites par la loi pour la nomination du suisse dans les églises. Attributions de cet employé. Dans le cas où son autorité est méconnue, il ne peut faire légalement un procès-verbal contre les personnes qui méprisent ses avertissements, ou qui profanent la sainteté du temple, mais il avertit l'autorité locale. 294.—Les fabriques sont obligées de procurer au curé un sacristain qui soit capable de tenir les écritures de l'église; 71.

—*Police.* Le curé qui, pour réprimer le chant désordonné d'un individu dans l'église, lui enjoint de se taire, et sur son refus, ordonne au suisse et au bedeau de l'expulser, n'outrepasse pas les limites de son droit, 332.

—*Réparations.* Voy. *Communes, Fabriques, Secours de l'Etat.*

—*Sacristains.*—Voy. *Officiers de l'église.*

—*Secours de l'Etat.* Somme proposée et allouée au budget de 1850, pour acquisitions ou travaux des églises et presbytères, 18, 164; — Circulaire de M. le ministre des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, concernant leur concours à l'instruction des demandes de secours pour acquisitions ou travaux d'églises et de presbytères, 311;— Circulaire du même aux préfets sur le même sujet, 319;—Pièces à fournir pour obtenir ces secours, 317;— direction et surveillance des travaux, 322, 357.

—*Travaux.* — Voy. *Communes, Fabriques, Secours de l'Etat.*

—*Troubles à l'exercice du culte.* Dans une paroisse où il est d'usage que les hommes et les femmes chantent alternativement les psaumes. l'individu qui persiste, malgré la défense du curé, à chanter avec ces dernières, et dont la résistance occasionne une interruption de l'office, se rend coupable de trouble à l'exercice du culte, délit prévu et puni par les art. 260 et 261 du Code pénal, 332.—Voy. *Budget des cultes, Biens d'Église, Compétence, Curés et Desservants, Fabriques, Presbytères*

ELECTIONS.—*Elèves.* Les élèves des séminaires, des colléges et des pensions conservent en matière électorale, leur domicile chez leurs parents et doivent être inscrits sur la présentation de leurs certificats, 187.

—*Fabriques.* Les membres des fabriques des églises ne sont point rangés, en matière d'élections, dans la catégorie des fonctionnaires publics, 188.

—*Fonctionnaires publics.* Quels sont les individus que l'on peut considérer comme tels, *ibid.*

—*Frères des Ecoles chrétiennes.* Les Frères des écoles, remplissant les fonctions d'instituteurs communaux, sont classés parmi les fonctionnaires publics, dont l'inscription sur la liste électorale a lieu, quelle que soit la durée de leur domicile dans la commune, 188.

—*Législation.* Loi électorale modificative de la loi organique du 15 mars 1849, avec commentaire, 185.

—*Ministres du culte.* Les minis-

tres du culte, sans être fonctionnaires publics, sont cependant comme eux dispensés de toute justification de domicile pour leur inscription sur la liste électorale de la commune dans laquelle ils exercent leurs fonctions, 189

—La qualification de ministres du culte s'applique à tout prêtre remplissant les fonctions sacerdotales, *ibid.*

—Les clercs qui n'ont encore été promus qu'aux ordres mineurs, ne sont point considérés comme ministres du culte, et doivent être inscrits, comme les simples séminaristes, au domicile paternel, *ibid.*

—Comment est faite l'inscription des ministres du culte, *ibid.*

ENREGISTREMENT. — Voy. *Fabriques.*

ENSEIGNEMENT. — Loi organique de l'enseignement, avec commentaire, 100.— Voy. *Instruction publique.*

ETABLISSEMENTS *de Bienfaisance.*—Allocation de secours, 341.

ÉTABLISSEMENTS *d'utilité publique.*—Quel est le moyen de conférer à un établissement d'utilité publique non reconnu, la capacité civile de posséder et de recevoir des dons et legs ? 141.

ÉTABLISSEMENTS *ecclésiastiques.* — Etat des secours annuels, sommes proposées et allouées au budget de 1850, 18, 164.—Voy. *Budget des cultes, Congrégations religieuses, Dons et legs, Enseignement.*

ETATS *pontificaux.* — Retour de Pie IX à Rome, 94.—Edits de S. S. concernant l'organisation intérieure des ministères et du conseil d'Etat, 270.

ETUDES *ecclésiastiques.* — Prescriptions de Mgr l'archevêque de Paris à ce sujet, 32.—Voy. *Conciles. Séminaires.*

EVECHES.—Dépenses du service intérieur et grosses réparations : Allocations proposées et portées au buget de 1850, 18, 164.—Récolement annuel de l'inventaire du mobilier, 341.—Voy. *Budget des cultes, Edifices diocésains.*

EVEQUES.—*Bulles d'institution canonique.* Publication des bulles d'institution canonique de MMgrs : de Dreux-Brézé, pour l'évêché de Moulins, 61 ; — Régnier, pour l'archevêché de Cambrai, 356 ; — Lacarrière, Leberpeur et Desprez, pour les évêchés coloniaux, 357 ; — Cousseau, pour l'évêché d'Angoulême, *ibid.*

— *Conseil académique.* — Voy. *Instruction publique.*

— *Conseil supérieur de l'instruction publique.* — Voy. *Instruction publique.*

— *Frais d'établissement.* Somme allouée à chaque évêque pour frais de bulles, d'information et d'établissement, 14.

— *Juridiction épiscopale.*— Voy. *Confréries.*

— *Nominations.* De MM. : Regnier, à l'archevêché de Cambrai, 144 ; — Cousseau, à l'évêché d'Angoulême ; — Lacarrière, à l'évêché de la Basse-Terre de la Guadeloupe ; — Leberpeur, à l'évêché de l'Ile-de-France de la Martinique ; — Dissandes de Bogenet, a l'évêché de Saint-Denis de la Réunion, 183 ; — Desprez, au méme évêché, 203 ; — M. Pallu du Parc, à l'évêché de Blois, 380.

— *Préconisation* —Voy. *Actes du Saint Siége.*

— *Réglements.*—Voy. *Cierges.*

— *Sacre*, 97.

— *Traitements.* Quotité, 14.

— *Visites diocésaines.* Indemnité allouée aux membres de l'épiscopat pour cet objet, *ibid.*

Voy. *Etablissement d'utilité publique, Evêchés, Fabriques, Secours de l'Etat.*

EXPEDITION *de Rome.* — Crédits, Allocation, 143.

F

FABRIQUES. — *Adjudications.*— Voy. *Bancs et chaises.*

— *Aliénations.* —Voy. *Presbytères.*

—*Bordereau trimestriel*, 78, 182, 261, 370.

—*Budget.* Définition, formation et présentation ; articles du décret du 30 décembre 1809 sur cet objet, 54, 79 ; — modèle de budget, 82. Les budgets des fabriques doivent être établis dans la séance de Quasimodo,

et il n'y a pas lieu d'autoriser les conseils de ces administrations à se réunir extraordinairement dans le courant de janvier ou de février, pour s'occuper de la confection et du vote de ces budgets, 292.

—*Bureau*. Bordereau trimestriel, vérification et dépôt dans la caisse à trois clefs, 78, 182, 261, 370.—Bâtiments paroissiaux, visites, réparations, 261, 370.—Budget, préparation, 81.—Cahier des charges, timbre, 179.—Comptes, 30, 55.—Enregistrement. Communication sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement, des minutes des actes des fabriques qui sont assujettis au timbre et à l'enregistrement, 181.—Factures, timbre, 181.—Fonctions; les fabriciens ne peuvent refuser les fonctions de marguillier, 251.—Fondations, exécution, surveillance, 78, 182, 261, 370.—Inventaire, récolement, 78, 341.—Mandats, timbre, 180.—Prédicateurs, choix, 30.—Quêtes, attributions à cet égard, 48.—Quittances, timbre, 180.—Renouvellement, époque, 78.—Suisse, nomination, 294.—Trésorier, obligations à l'égard du bordereau trimestriel, 78, 182, 261, 370;—à l'égard des comptes, 30, 55, 78.

—*Chapelles de secours*. Etablissement, administration, 226.

—*Comptes*. Préparation et présentation, époque, 30, 55.—Forme, dispositions du décret du 30 décembre 1809 sur cette forme: observations; modèle de compte, 55.

—*Confréries*. Attribution aux fabriques des biens des anciennes confréries, 94.—Les dons et legs dont on voudrait faire profiter les confréries doivent être faits auxdites fabriques, 96.

—*Conseil*. élections. Les élections qui ont eu lieu dans le sein d'un conseil de fabrique, sans autorisation spéciale de l'évêque ou du préfet, le second ou le troisième dimanche après Pâques, sont irrégulières et nulles pour n'avoir pas été faites le dimanche de Quasimodo, 72.—Cette nullité, toutefois, ne peut être prononcée que par un arrêté du gouvernement, 77.—Lorsqu'elle l'a été, le droit de procéder à la nomination des nouveaux fabriciens appartient au conseil lui-même s'il a fait ses élections dans le mois qui suit le dimanche de Quasimodo, mais il appartient à l'évêque dans le cas contraire, comme il lui appartiendrait encore si, après l'annulation prononcée, les membres restants du conseil n'avaient point fait les nominations requises dans le nouveau délai qui leur a été donné, 78, 96.—Eligibilité. L'instituteur communal peut être membre du conseil de fabrique, 49.—Parenté. Le gendre et le beau-père peuvent être élus membres du même conseil de fabrique, mais ils ne pourraient pas être simultanément membres du même bureau, 51.—Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, ponr le mois de janvier, 369:—de février, 50;—de mars, 54;—d'avril, 78;—de mai, 97;—de juin, 143;—de juillet, 182;—d'août, 202;—de septembre, 235;—d'octobre, 260;—de novembre, 303;—de décembre, 340.—Renouvellement triennal, époque. C'est à Quasimodo que doit avoir lieu le renouvellement des conseils de fabrique, ainsi que l'élection du président et du secrétaire du conseil, dont les fonctions ne durent qu'un an, 77.—Responsabilité, 367.—Réunions, absences. Lorsqu'un conseiller de fabrique s'est abstenu de se rendre aux réunions du conseil pendant trois séances consécutives, les autres membres ne sont point autorisés à procéder à son remplacement immédiat. Ce qui est à faire en pareil cas, 72.—Avertissement. L'avertissement préalable des séances du conseil de fabrique qui doit être donné par le curé au prône de la grand'messe, le dimanche qui précède chaque séance, est tellement obligatoire, que le curé ne peut jamais se dispenser de le publier, 231.—Révocation, causes, 368.—Séances ordinaires, à quelles époques elles ont lieu, 76.—Séances extraordinaires, vote du budget, 292.

—*Contributions*. Réclamations, 54.

—*Dépenses*. Le curé n'a pas le droit d'effectuer seul, sans prévenir les membres du bureau des marguilliers, les dépenses portées au budget de la fabrique et approuvées par le conseil de fabrique et l'autorité diocésaine, 251.

—*Eglises*.—Voy. *Secours de l'Etat*.

—*Enregistrement*.—Voy. *Timbre*.

—*Fournitures.*—Voy. *Cierges.*

—*Inventaire.* Prescriptions concernant le récollement annuel de l'inventaire du mobilier des églises, 341.

—*Préfets.* Surveillance en matière de travaux, 357.

—*Presbytères.*—Voy. *Secours de l'Etat.*

— *Recouvrements.* Obligation du trésorier à cet égard, 25.

—*Registres.* Les registres des fabriques ne sont point assujettis au timbre, 181.

—*Réparations.* Lorsqu'un conseil de fabrique manque de ressources pour faire les grosses réparations nécessaires à son église, et qu'il est obligé de recourir à la commune pour la contraindre à subvenir à cette dépense, la délibération qu'il prend à cet effet doit être envoyée directement au préfet pour la régularité de l'instruction; il ne suffit pas de l'envoyer au conseil municipal, 295.

—*Responsabilité.* Lorsqu'un legs est fait à une fabrique sous la condition que le produit en sera employé à la restauration d'une partie déterminée de l'église, et que, nonobstant cette clause, le gouvernement, en autorisant l'acceptation de ce legs, décide qu'il sera plaéé en rentes sur l'Etat, les membres de la fabrique qui n'exécutent point cette décision, et qui appliquent ledit legs aux réparations projetées, conformément aux intentions du testateur, encourent-ils quelque responsabilité?

Le conseil municipal n'est pas fondé à demander au gouvernement que ces fabriciens soient révoqués et tenus de rembourser à la fabrique la somme par eux dûment dépensée, 367.

—*Secours des communes.*—Voy. *Communes.*

—*Timbre.* Actes et pièces des fabriques soumis au timbre et à l'enregistrement, 177.

—*Travaux.* Direction et surveillance, 322, 357.—Voy. *Bancs et chaises, Budget des cultes, Communes, Curés et desservants, Dons et legs, Eglises, Elections, Fondations, Presbytères, Quêtes, Secours de l'Etat.*

FACULTES *de théologie.*—Dotation, 168—Voy. *Séminaires.*

FONDATIONS.—*Affiche.* Un extrait du sommier des titres des fondations à acquitter, doit être affiché dans la sacristie, au commencement de chaque trimestre, 261.

— *Compte rendu* par le curé des fondations acquitées dans le trimestre précédent, *ibid.*

— *Division de la paroisse.* Lorsqu'une fondation a été faite dans une paroisse qui vient ultérieurement à être divisée en deux, cette fondation doit continuer à être servie dans l'église où elle a été primitivement établie, quoique les débiteurs se trouvent habiter l'une des paroisses nouvellement formées, 365.

— *Honoraires.* Lorsque des établissements publics de bienfaisance ou même de simples particuliers sont chargés, soit par donation, soit par testament, de faire célébrer des messes ou autres services religieux dans une église déterminée, ils sont tenus de payer à la fabrique de cette église, pour la célébration de ces messes ou services, l'honoraire fixé par le tarif diocésain pour les messes de fondation. Ils ne peuvent, en s'adressant directement, pour faire dire ces messes, au curé de la paroisse ou à tout autre prêtre célébrant, s'affranchir du paiement de la rétribution due à la fabrique, 89.

— *Prescription.* La fondation ancienne d'une chapelle avec commission de messes, dans une église paroissiale, et en titre de bénéfice, dont le fondateur s'est réservé les droits de patronage et de présentation, ne constitue pas nécessairement, en sa faveur, un titre de propriété de la partie de l'église consacrée à cette Chapelle; en conséquence, le fondateur ou ses représentants ne peuvent aujourd'hui exciper soit des titres que leur ont transmis les droits du fondateur sur sur la chapelle, soit de la jouissance plus ou moins prolongée qu'ils en auraient eue, en vertu de ces titres et de la fondation, pour prétendre en avoir prescrit la propriété : ce serait, dans ce cas, vouloir avoir prescrit contre son titre, 41.

— *Service.* Les marguilliers sont chargés de veiller à ce que toutes les fondations soient acquittées, 261.

G

GARDE *nationale.* — Voy. *curés et desservants.*

H

HIERARCHIE *ecclésiastique.* — Rétablissement en Angleterre et en Amérique, 342.

I

INAMOVIBILITE.—Voy. *Desservants.*

INDEMNITE *de logement.*—Voy. *Presbytères.*

INDIGENTS.—Voy. *Sépultures.*

INSPECTEURS *d'académie.* Voy. *Instruction publique.*

INSTITUTION *canonique.*—Voy. *Evêques.*

INSTITUTRICES *communales.*—Voy. *Ecoles communales.*

INSTRUCTION *primaire.* — Voy. *Instruction publique.*

INSTRUCTION *publique.*—Autorités préposées à l'enseignement, 102.

Budget.—Etat et nature des dépenses allouées par la loi du budget du 15 mai 1850, 168.

—*Clergé.* Discours et opinions sur la présence des archevêques et évêques et autres membres du clergé dans le conseil supérieur de l'instruction publique, 102. — Droits, 102, 111, 113, 125, 133, 135.—Un curé ou un vicaire en exercice peut-il établir dans sa paroisse une école primaire libre, 118.—Etablissement dans le presbytère, opposition de la commune, 303.

—*Congrégations religieuses*, 119, 127, 132.

—*Conseils académiques.*—Disposition de le nouvelle loi concernant la formation et les attributions de ces conseils, 110, 112.—Circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, relative à la nomination par eux de l'ecclésiastique de leur diocèse qui doit siéger dans le conseil académique, 222.

—*Conseil supérieur de l'Instruction publique.*—Composition, attributions, réglement d'administration, 102, 106

—*Délégués cantonaux*, 124.

—*Dispositions.* Générales, 139.—Transitoires, 140

—*Ecoles.*—Publiques, libres, 113.

—*Ecoles communales*, 122.

—*Ecoles d'adultes et d'apprentis*, 130.

—*Ecoles de filles*, 126.

—*Enseignement primaire*, 115. —Autorités préposées à cet enseignement, 124. — Surveillance et direction morale, 125. — Enseignement religieux, curé, *ibid.*—Historique, 5.

—*Inspection*, 110, 113.

—*Instituteurs.* Conditions d'exercice de la profession d'instituteur primaire public ou libre, 117.—Conditions spéciales aux instituteurs libres, 118.

—*Instituteurs communaux.* Discipline et surveillance : loi du 11 janv. 1850, relative à cette surveillance, et circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique aux préfets sur le même sujet, 5.—Disposition de la loi du 15 mars 1850, 119. —Fonctions incompatibles, 120. — Il n'y a pas incompatibilité entre l'office de chantre ou de clerc paroissial avec la charge d'instituteur communal, *ibid.*—Traitement, 123. —Lorsque dans une paroisse l'instituteur communal est chargé de remplir certains services, comme ceux de chanter à l'église, de remonter l'horloge, de sonner la cloche, de secrètaire de la mairie, les émoluments qni lui sont payés pour ces diverses fonctions ne doivent pas entrer dans la composition du traitement de 600 fr. qui lui est assuré par la nouvelle loi sur l'enseignement, 233.

— *Institutions complémentaires.* Pensionnats primaires, 129.

—*Instruction secondaire.* Etablissements particuliers, 131.—Etablissements publics, 137.—Privilége conféré aux ministres du culte, 135.

—*Législation.* Date et sommaire historique des divers actes législatifs et réglementaires intervenus en matière d'enseignement et sur l'instruction publique, depuis 1791 jusqu'à ce jour, 100. — Loi provisoire concernant la surveillance de l'instruction primaire, 5.—Loi organique du 15 mai 1850, 100.—Règlements d'administration publique pour l'exécution de l'art. 1er et

autres de cette loi, 106, 213.—Décret du Président de la République destiné à assurer, en ce qui concerne l'instruction primaire, l'exécution de certains articles de la même loi, 281.

Ministre de l'instruction publique. — Attributions, 102, 107 et suiv.

—*Salles d'asile*, 130.

—*Section permanente*. Fonctions, 107, 109.—Voy. *Congrégations religieuses, Curés et desservants, Evêques.*

INSTRUCTION SECONDAIRE.—Voy. *Instruction publique.*

J

JURY. — Voy. *Curés et desservants.*

L

LÉGION *d'honneur.*— Nomminations dans l'ordre du clergé, 60, 144, 269, 380.

LITURGIE. — Rétablissement de la liturgie romaine, dans le diocèse de Digne, 144.

LOGEMENT *militaire.* — Voy. *Curés et desservants.*

M

MODÈLES *d'actes.*— De compte, 56. — De budget, 82.— D'attestation de binage, 201. — De procès-verbal de visite des bâtiments parroissiaux, et des délibérations à prendre à ce sujet, 372.

MOBILIER.—Voy. *Eglises, Evêchés.*

N

NÉCROLOGE.— Mort de S. E. le cardinal Giraud, archevêque de Cambrai, 97.— De M. l'abbé de Courson, supérieur général de la congrégation de Saint-Sulpice, 98. — Du roi Louis-Philippe, 240. — De Mgr des Essarts, évêque de Blois, 308.

NOMINATIONS. — 60, 61, 99, 144, 183, 184, 203, 304, 305, 380.

NONCE. — Nomination de Mgr Garibaldi, à la nonciature de Paris. en remplacement de Mgr Fornari, rappelé par le Souverain Pontife, 306.

O

ORATOIRES *particuliers. Autorisation.* — Disposition de la loi du 18 germinal an X, sur l'établissement des chapelles domestiques et des oratoires particuliers, et décret relatif au mode de leur autorisation, 227.

—*Conditions* à remplir pour obtenir du gouvernement cet établissement, 224.

— *Droit curial.* — Quand il se fait dans un oratoire particulier quelques cérémonies qui donnent ouverture à l'exercice du droit curial, c'est à la fabrique de l'église paroissiale qu'il appartient de le percevoir ; il n'en est pas, toutefois, ainsi à l'égard du casuel provenant de la célébration de ces cérémonies dans les oratoires des hospices, lequel doit tourner exclusivement au profit de la caisse de ces établissements, 231.

— *Fondations.* — Les aumôniers et chapelains attachés aux hospices, acquittent dans les oratoires de ces établissements les fondations pour services religieux dont lesdits établissements sont chargés, 231.

— *Surveillance.*— A qui est dévolue la surveillance des oratoires particuliers, 230.

ORATOIRES *publics.*—Voy. *Chapelles de secours.*

P

PRÉFETS.—Voy. *Fabriques.*

PRESBYTÈRES.— *Acquisitions.* Voy. *Eglises, Secours de l'Etat.*

—*Annexes.*—Lorsque le chef-lieu de la paroisse possède un presbytère, y a-t-il pour les annexes obligation de verser chaque année, à titre d'indemnité de logement, une somme quelconque dans la caisse du receveur municipal dudit chef-lieu ? En supposant qu'une annexe eût indûment versé cette somme, serait-elle en droit de la revendiquer ? Quelle serait la marche à suivre pour obtenir cette restitution ? 330.

— *École libre.*—Le maire aurait-il le droit de s'opposer à ce que le curé ouvrît une école libre dans le presbytère? 282, 303.

—*Location.*—Le presbytère de la

succursale vacante dans laquelle un prêtre voisin a été autorisé à biner, peut être loué par lui, avec la permission de l'évêque, 199.

— *Pressoir.* — Lorsque dans un presbytère, il existe un pressoir et une cuve pour l'usage du curé ou desservant, ces objets doivent être considérés comme immeubles. En cas de vente, le produit doit profiter à la commune, 298.

— *Propriété.* — La propriété des presbytères, restitué en vertu de la loi du 18 germinal an X, est attribuée aux communes, par la jurisprudence administrative, 299.

— *Réparations.* — Les communes sont tenues de subvenir à l'insuffisance du revenu des fabriques pour les réparations des presbytères, alors même que ces presbytères sont la propriété des fabriques, 23. — Quelles sont les réparations à la charge du curé : celui-ci n'est pas tenu des réparations d'entretien de la couverture du presbytère par lui habité. 296.

— *Secours de l'État.* — Voy. *Eglises.*

Voy. *Budget des cultes, Communes, Compétence, Fabriques, Réparations.*

PRESCRIPTION. — Voy. *Biens d'église, Casuel, Fabriques, Servitudes.*

PRETRES *âgés et infirmes.* — Secours proposés et alloués au budget, 17, 147, 164.

Q

QUESTIONS *proposées.* — 25, 45, 69, 92, 141, 177, 197, 224, 245, 294; 330, 365.

QUETES. — *Autorité ecclésiastique.* Tout ce qui concerne le règlement des quêtes dans les églises rentre dans les attributions de l'évêque et du curé, 48.

— *Bureaux de bienfaisance.* Arrêté du ministre de l'intérieur du 5 prairial an XI, qui autorise les bureaux de bienfaisance à faire quêter pour les pauvres et à faire placer pour eux des troncs dans les églises, 46. — Rapport de Portalis à l'empereur sur le projet de décret du 12 sept. 1806, concernant cette autorisation, 47. — Décret du 12 sept. 1806 modifiant la disposition de l'arrêté du 5 prairial an X, en ce qui touche la faculté donnée aux bureaux de bienfaisance de faire quêter par des dames de charité, et statuant que les administrateurs de ces bureaux feront leurs quêtes par eux-mêmes, 48. — Ce décret qui porte que le nombre de ces quêtes, ainsi que les jours et les offices où elles seront faites, seront réglés par l'évêque, n'est pas nul par cela seul qu'il n'a point été inséré au *Bulletin des lois.* En conséquence, ces bureaux n'ont pas le droit de faire pratiquer des quêtes dans les églises par des personnes étrangères à leur administration et non agrées par l'autorité ecclésiastique, 45

Voy. *Bureaux de bienfaisance.*

R

REPARATIONS. — Obligation des marguilliers relativement aux bâtiments paroissiaux, 261. — Règles; modèle de procès-verbal de visite de ces bâtiments, 357, 370. — Voy. *Communes, Eglises, Fabriques presbytères.*

RETRIBUTION *scolaire.* — Voy. *Instituteurs communaux.*

S

SALLES *d'asile.* — Origine. Dispositions législatives les concernant, 130.

SECOURS *de l'Etat.* — *Ecclésiastiques et anciennes religieuses.* Allocation proposée et portée au budget de 1850, 13, 17, 164. — Circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à MMgrs les archevêques et évêques, relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en 1850, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite, 173.

— *Eglises et presbytères.* Sommes proposées et allouées pour acquisitions ou travaux, 13, 18, 164. — Circulaires de M. le ministre des cultes concernant le concours des archevêques et évêques à l'instruction des demandes de secours pour le même objet, 311.

— *Etablissements ecclésiastiques.* Quotité des secours demandés et alloués, 13, 18, 164.

—Voy. *Budget des cultes, Congrégations religieuses, Fabriques.*

SÉMINAIRES. — *Bourses.* Sommes proposées et allouées au budget de 1850 pour cet objet, 17.

—*Legs* fait aux séminaires de France, 31.

—*Régime* de ces établissements sous l'empire de la nouvelle loi sur l'enseignement, 136.

—*Service militaire.* — Les élèves des grands séminaires, ainsi que ceux des facultés de théologie, sont dispensés de ce service, 247. — Voy. *Budget des cultes, Ecoles secondaires ecclésiastiques.*

SÉPULTURE. — *Frais funéraires, paiement.* Lorsqu'un testateur ne désigne pas celui de ses héritiersou de ses légataires qui devra payer ses obsèques religieuses ou autres honneurs funèbres qui lui seront rendus, sur qui cette charge pèse-t-elle, et à qui la fabrique doit-elle s'adresser pour le paiement de ses fournitures? 70.

—Ces frais sont privilégiés sur la généralité des meubles de la succession du défunt, 70.

—Quand le survivant des pères ou mères ne laisse à son décès que des enfants mineurs, le tuteur de ces enfants ne serait pas recevable à refuser de payer les frais funéraires de ce dernier jusqu'à la majorité du plus jeune des orphelins? 71.

—Dans quel délai ces frais doivent être réclamés par les fabriques, afin d'éviter la prescription, *ibid.*

—*Indigents.* De quelle manière doit-on faire le convoi d'un indigent? à qui appartient-il de fournir ce qui est nécessaire pour le convoi; est-ce à la commune ou est-ce à la fabrique? Quelles sont les personnes que l'on doit regarder comme indigentes, et dont les héritiers ne sont pas tenus de payer les frais funéraires? 69.

—*Permis d'inhumer.* Le maire, et en l'absence du maire, l'adjoint ou un membre du conseil municipal, qui délivre une autorisation pour inhumer, ou donne un certificat constatant l'acte civil du mariage, peut-il se contenter d'apposer sa signature? Le cachet de la mairie est-il de rigueur? 235.

SERVICE *militaire.* — Quelles personnes sont dispensées de ce service, pour cause d'engagement dans la carrière de l'enseignement public, 139.—Voy. *Curés, Séminaires.*

SERVITUDE.—Le propriétaire d'un mur non mitoyen qui a par son titre, le droit de surélever ce mur et de percer, dans la surélévation, des jours sur la propriété voisine, mais qui a laissé écouler plus de trente ans, sans user de son droit, ne peut plus le faire, 300.

SUCCURSALES. — Nombre des succursales érigées, proposition d'augmentation, 16. —Circulaire de M. le ministre des cultes à MMgrs les archevêques et évêques, relative à l'érection de cent nouvelles succursales, 169.—Conditions et pièces exigées pour ces érections: circulaire ministérielle sur ce sujet, 170. — Voy. *Budget des cultes, Cures, Vicariats.*

SYNODES *diocésains*, 206, 307.

T

TIMBRE.—Voy. *Fabriques.*

TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* — Voy. *Archevêques, Budget des cultes, Cardinaux, Chapitres, Curés, Curés et Desservants, Secours de l'Etat, Vicaires généraux, Vicaires paroissiaux.*

TRAVAUX *publics.* — Voy. *Dimanches et fêtes.*

TROUBLES *à l'exercice du culte.* — Dispositions du Code pénal, contre ceux qui apportent quelque trouble à l'exercice du culte, 335. — Voy. *Eglises.*

TUTELLE. — Voy. *Curés et Dess.*

V

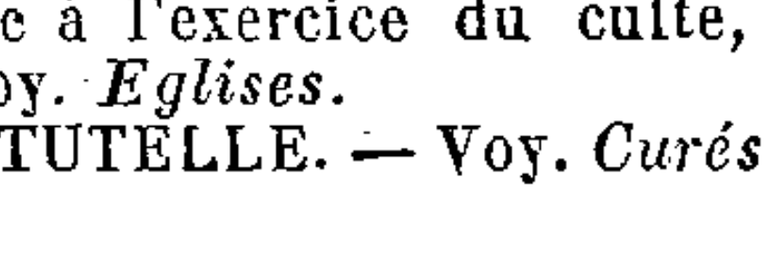
VICAIRES *généraux.* — État des vicaires généraux, et traitements, 15. — Secours aux anciens vicaires généraux, 17. — Voy. *Budget des cultes.*

VICAIRES *paroissiaux.* — Voy. *Vicariats.*

VICARIATS.—Nombre des vicariats, actuellement érigés, et recevant l'indemnité de 350 fr. sur les fonds du trésor; proposition d'augmentation, 16.—Circulaire de M. le ministre des cultes, à MMgrs les archevêques et évêques, relative à l'allocation à 100 nouveaux vicaires, de cette indemnité, 169.—Conditions et pièces exigées par l'administration supérieure, pour les érections des vicariats, 171. — Voy. *Budget des cultes, Cures, Succursales.*

VISITES *diocésaines.* — Voy. *Evêques.*

FIN.



A

ABUS *ecclésiastique.* - Caractère et répression de cet abus, d'après la loi du 18 germinal an X,
ACTES *du Saint-Siège.* - Consistoire tenu à Portici, dans lequel a été préconisè Mgr de Dreux-Brézé,
ACTES Circulaire relative au Jubilé universel,
ACTES Allocution de N. S. P. le pape Pie IX, prononcée en consistoire secret, le 20 mai 1850, aprés son retour à Rome,
ACTES autre concernant les affaires ecclésiastiques du Piémont,
ACTES Bref de N. S. P. le Pape, à Mgr l'évêque de Langres, au sujet de sa nomination aux fonctions de membre du conseil supérieur de l'instruction publique,
ACTES Décision de la congrégation du concile, concernant la position que doit avoir dans le concile provincial, un évêque démissionnaire, habitant la province ecclésiastique,
ACTES Edits de S. S. le pape Pie IX, relatifs à l'organisation des ministères et aux attributs du conseil d'Etat,
ACTES Consistoires des 30 septembre et 3 octobre 1850, dans lesquels ont été préconisés plusieurs prélats français et étrangers,
ACTES Lettre apostolique de N. S. P. le pape Pie IX, rétablissant la hiérarchie épiscopale en Angleterre,
ACTES *officiels.* -
ADMINISTRATION *des Cultes. - Voy. Cultes.*
ADMINISTRATION *fabricienne. - Voy. Fabriques.*
AFFICHES. - Etat de la législation et de la jurisprudence sur l'affichage aux portes et sur les murs des églises. - Circulaire de M. le ministre des cultes, aux préfets, portant interdiction de cet affichage,
ALGERIE. *Dépenses des cultes.* - Sommes proposées au budget de 1850, et allouées par l'assemblée législative,
ALGERIE. *Colonies agricoles.* - Les ministres du culte de chaque paroisse, font partie de la commission consultative de ces colonies, *Budget des cultes. Instruction publique.*
ALIENATIONS. - Voy. *Presbytères.*
ANCIENNES *religieuses.* - Voy- *Secours de l'Etat.*
ANNEXES. - Voy. *Chapelles de secours.*
ANNIVERSAIRE *du 24 février* 1848. Circulaire de M. le ministre des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant de faire célébrer un service religieux pour cet anniversaire,
ANNIVERSAIRE *du 24 février* 1848. Circulaire de M. le directeur général de l'administration des cultes, sur le même sujet,
ANNIVERSAIRE Loi qui ouvre un crédit de 200,000 fr. pour la célébration du deuxième anniversaire du 4 mai, jour de la proclamation de la république, par l'assemblée nationale,
ARCHEVECHES. - Voy. *Evêchés.*
ARCHEVEQUES. - Traitement, Taux,
ARCHEVEQUES. - Voy. *Budget des cultes, Cardinaux, Evêques, Nécrologe, Nominations.*
ASSEMBLEE *législative.* - Date et sommaire des lois d'un intérêt général votées par cette assemblée,
AUMONIERS. - *Lycées.* - Les aumôniers des lycces et colléges peuvent, après dix années d'exercice, être promus au rectorat,
AUMONIERS. *Marine.* - Augmentation et état des aumôniers de la marine, leur traitement,
Voy. *Budget des cultes, Elections, Instruction publique.*

B

BANCS *et chaises. - Changement de domicile.* - Lorsque le locataire d'un banc concédé à vie, ou pour un temps moins long, quitte la paroisse, son changement de domicile, joint à la cessation absolue de résidence, lui fait perdre son droit à la jouissance de ce banc.
BANCS *Concession à la famille, durée.* - Quand une personne, en donnant la propriété d'une église, s'est réservé pour elle et les siens un droit de banc, que cette donation et cette réserve ont été autorisées par ordondance royale, ce droit de banc, à la mort du donateur, ne s'étend point indéfiniment à ses héritiers en ligne collatérale. Si ce donateur n'a laissé aucun descendant, le banc doit faire retour à la fabrique,
BANCS - *Location.* - Mode, inconvénients des longues concessions,
BANCS - *Sous-location.* - La sous-location des bancs d'église n'est permise qu'au fermier général de ces bancs ou chaises, et non point au concessionnaire particulier qui n'a sur celui qui lui a été concédé qu'un simple droit d'usage,
BANCS - Lorsque le concessionnaire d'un banc y reçoit des personnes étrangères à sa famille, ces personnes ne sont point astreintes a payer les prix de leur place; il en serait, toutefois, différemment des personnes qui se placeraient d'elles-mêmes dans ce banc en l'absence du titulaire,
BANCS - *Suppression.* - Les fabriques ont le droit de supprimer les bancs qui gènent la célébration du service divin; une indemnité, dans ce cas, est due au concessionnaire dépossédé,
BANCS - Voy. *Fabriques.*
BAUX. - Voy. *Enregistrement, Fabriques.*
BIENS *d'église.* - La restitution des églises au culte catholique, en vertu du concordat de 1801 et des lois et actes subséquents du gouvernement, a fait revivre les droits publics ou privés qui existaient anciennement sur ces églises, en tout ce qui n'est pas contraîre aux lois abolitives des biens du ciergé et de la féodalité,
BIENS - Les biens d'église, et notamment la propriété d'une chapelle dans une église paroissiale, ne peuvent être acquis par prescription,
BIENS - Voy. *Eglises, Fabriques.*
BIENS *de main morte.* - Texte de la loi relative à l'application de l'impôt de mutation aux biens de main morte; rapport sur ladite loi, et notice historique sur les contributions auxquelles les biens des établissements de main morte ont été jadis assujettis,
BIENS - Voy. *Congrégations religieuses.*
BINAGE. - Ce que c'est que le bînage. - Etat de la législation et de la jurisprudence, et questions diverses sur cette matière,
BINAGE. - Circulaire ministérielle, du 2 août 1833, relative à l'indemnité due pour binage; taux de cette indemnité,
BINAGE. - Somme inscrite dans le budget des cultes de 1850, pour rétribution de ce service,
BINAGE. - Conditions exigées pour avoir droit de jouir de l'indemnité accordée par le gouvernement aux curés et vicaires pour binage ou double service dans les succursales vacantes,
BINAGE. - Le prêtre autorisé à biner, n'est point admis à recevoir une double indemnité, lors même qu'il ferait ce service dans deux succursales vacantes,
BINAGE. - Modèle d'attestation de binage à donner par le curé désigné à cet effet,
BORDEREAU *trimestriel.* - Obligations des trésoriers de fabrique, à cet égard,
BOURSES *des Séminaires. - Voy. Séminaires.*
BUDGET *des Cultes.* - Projet du Budget pour 1850; note préliminaire,
BUDGET - Tableau comparatif des crédits demandés, avec ceux qui ont été alloués pour l'exercice 1849,
BUDGET - Développements du projet de budget, et observations,
BUDGET - Discussion et vote,
BUDGET - Extrait de la loi portant fixation du budget, tableau: Personnel des bureaux des cultes et matériel; traitements et dépenses concernant les cardinaux, archevêques et évêques; traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial; chapitre de Saint-Denis; bourses des séminaires; secours à des ecclésiastiques et à d'anciennes religieuses; dépenses de service intérieur des édifices diocésaines; entretien, acquisition, constructions et grosses réparations des édifices diocésains; secours pour acquisitions ou travaux concernant les églises et presbytères; secours à divers établissements ecclésiastiques; dépenses accidentelles; restauration de la cathédrale de Paris, dépenses du personnel des cultes protestants; dépenses du matériel des mêmes cultes; frais d'administration du directoire général de la confession d'Augsbourg; dépenses du culte israélite; dépenses des cultes en Algérie; travaux extraordinaires aux édifices diocésains, églises, temples et presbytères,
BUDGET *des fabriques.* - Voy. *Fabriques.*
BUREAUX *de bienfaisance.* - Législation concernant l'autorisation qui leur a été donnée de quêter pour les pauvres, et de placer pour eux des troncs dans les églises,
BUREAUX *de bienfaisance.* - Voy- *Quêtes.*
BUREAU *des marguilliers.* - Voy. *Fabriques.*

C

CARDINAUX. - Dotation et frais d'établissement alloués au budget de 1850,
CARDINAUX. - Nomination et proclamation de MMgrs d'Astros, archevêque de Toulouse; Mathieu, archevêque de Besançon; Gousset, archevêque de Reims et autres,
CARDINAUX. - Remise de la barrette,
CARDINAUX. - Voy. *Budget des cultes, Evêques.*
CASUEL. - Le curé et l'administration municipale de sa commune ne peuvent valablement passer un traité par lequel le produit des oblations sera remplacé par une subvention annuelle portée au budget communal. - Un pareil acte n'est obligatoire pour aucune des parties contractantes. - En conséquence, lorsque le conseil municipal croit devoir réduire l'indemnité convenue, le préfet excède ses pouvoirs en appliquant l'art. 39 de la loi du 18 juillet 1837, et en inscrivant d'office au budget de la commune la somme nécessaire pour compléter cette indemnité. - A l'autorité administrative et non point aux tribunaux appartient le droit d'annuler cet acte,
CARDINAUX. - Le trésorier de la fabrique qui est chargé de prélever et poursuivre le paiement de ce qui revient à cette administration pour fournitures par elle faites dans les enterrements et services funèbres, n'a pas qualité pour poursuivre le recouvrement de ce qui est dû au clergé,
CARDINAUX. - Dans quel délai les curés doivent réclamer les honoraires et droits casuels qui leurs sont dûs, pour éviter la prescription,
CATHEDRALES - Voy. *Budget des cultes, Edifices diocésains, Eglises.*
CATHEDRALE *de Paris.* - Crédit spécial proposé et alloué dans le budget de 1850,
CHAISES. - V. *Bancs et chaises.*
CHANOINES. - Voy. *Chapitres.*
CHAPELLES *de Secours.* - Ce que c'est. - Conditions d'établissement. Rapports de ces chapelles avec la chapelle proprement dite et l'annexe. - Administration au spirituel et au temporel,
CHAPELLES *de Secours.* - Voy. *Oratoires particuliers.*
CHAPELLES *domestiques.* - Causes qui peuvent autoriser l'établissement de ces chapelles en faveur des simples particuliers,
CHAPELLES - Voy. *Oratoires particuliers.*
CHAPITRES. - Sommes proposées et allouées au budget de 1850 pour le traitement des chanoines. - Taux de ce traitement,
CHAPITRES. - Voy. *Budget des cultes.*
CHAPITRE de *Saint-Denis.* - Dotation,
CHEMINS *vicinaux.* - Prestations en nature.
CHEMINS - Voy. *Curés et desservants.*
CHRONIQUE,
CIERGES. - *Culte public.* La fourniture de la cire nécessaire pour toutes les cérémonies du culte est à la charge des fabriques,
CIERGES. - *Enterrements et services funèbres. Attribution.* - Rapport de Bigot de Préameneu et décret impérial du 26 déc. 1813 sur le partage entre les fabriques et le clergé, des cierges délivrés pour les enterrements et services funèbres,

CIERGES. - La disposition de l'art. 22 du décret du 23 prairial an XII en vertu de laquelle les fabriques des églises ont le droit de fournir elles-mêmes les cierges pour les enterrements et services funèbres, est-elle tellement absolue que les familles ne puissent pas les fournir quand bon leur semble, et qu'elles soient obligées de ne se servir que de ceux qui proviennent des fabriques ou qui sont agrées par elles,
CIERGES. - Lorsqu'une famille a délivré à une fabrique des cierges acceptés par elle, cette famille est-elle en droit d'exiger que ceux qui restent, après la cérémonie, soient conservés pour servir à un service de neuvaine, de quarantaine ou de bout de l'an,
CIERGES. - Les usages anciennement reçus dans certains diocèses d'attribuer la totalité des cierges soit à la fabrique, soit au curé, et maintenus jusqu'à présent dans quelques paroisses, peuvent-ils continuer à être suivis,
CIERGES. - A qui appartiennent les cierges portés aux inhumations par les chantres et enfants de choeur, par les pauvres, les religieuses, les membres de certaines confréries ou associations.
CIERGES. - L'évêque peut-il porter un règlement par lequel tous les cierges offerts aux enterrements et services funèbres appartiendront au curé, en compensation de ce qu'il ne reçoit pas de supplément de traitement
CIERGES. *Pain bénit.* - A qui appartiennent les cierges offerts avec le pain bénit.
CIERGES. - *Première communion,* Attribution des cierges portés par les enfants à la première communion,
CIERGES. - Services annuels. - Les cierges délivrés pour les annuels appartiennent à la fabrique, *Clergé, fabriques.*
CIMETIERES. - Il n'y a pas lieu d'autoriser l'érection d'un oratoire ou chapelle privée dans un cimetière, pour la jouissance seule d'un simple particulier,
CIERGES. - Voy. *Sépultures.*
CIRCULAIRES *ministérielles,* - de M. le ministre de l'instruction aux préfets, concernant la surveillance des instituteurs communaux,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - de M. le directeur général de l'administration des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminaires; les noms de MM. les vicaires-généraux et chanoines honoraires, et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er janvier 1850,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux préfets, relative à la formation par eux des états de situation en fin d'année des dépenses effectuées dans le courant de 1849 aux édifices diocésains de leurs départements pour acquisitions, constructions et grosses réparations, etc.,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux mêmes, leur demandant les comptes des dépenses des cultes pendant l'année 1849,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant de faire célébrer un service religieux pour l'anniversaire du 24 février 1848,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - de M. le directeur général de l'administration des cultes aux mêmes, sur le même sujet,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, relative à l'érection de cent nouvelles succursales et à l'allocation à cent nouveaux vicaires de l'indemnité de 350 fr. sur les fonds du trésor,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même, relative à la formation par MMgrs les archevêques et évêques des états de propositions pour les secours à accorder, en 1850, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux préfets, contenant des instructions pour faire cesser les abus des affiches apposées sur les murs et les portes des églises,
CIRCULAIRES *ministérielles,* du même à NN. SS. les archevêques et évêques, concernant l'envoi de la circulaire précédente,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux mêmes, relative à la nomination de l'ecclésiastique qui doit siéger dans le conseil académique de chaque département,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux préfets, concernant les nouveaux délais fixés par le décret du 11 août 1850 pour la clôture des opérations de comptabilité,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même à NN. SS. les archevêques et évêques, relative à l'envoi de la circulaire précédente,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux mêmes, concernant leur concours à l'instruction des demandes de secours pour acquisitions ou travaux d'églises et de presbytères,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux préfets, relative au concours de NN. SS. les archevêques et évêques à l'instruction des demandes de secours pour acquisitions ou travaux d'églises et de presbytères,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux préfets, concernant la direction et la surveillance des travaux aux édifices affectés au culte paroissial,
CIRCULAIRES *ministérielles,* - du même aux mêmes, relative à l'envoi de modèles de comptes pour les dépenses des cultes,
CIRCULAIRES *préfectorales.* - Circulaire de M. le préfet de Maine-et-Loire aux sous-préfets, maires, agents-voyers et architectes de son département, portant interdiction des travaux communaux les jours de dimanche et de fête,
CLERGE. - Circulaire du directeur général de l'administration des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, leur demandant les états du personnel de leur clergé et de leurs séminairess, les noms de MM. les vicaires-généraux et chanoines honoraires, et l'indication de la composition de leur secrétariat au 1er janvier 1850,
CLERGE. - Voy. *Budget des cultes, Cierges, Elections, Enseignement.*
COLONIES. - Etat de la législation concernant l'organisation ecclésiastique dans les colonies; suppression des préfets apostoliques dans les îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, et création de trois évêchés dans ces lieux; sommaire du décret portant publication des bulles relatives à cette création et à la circonscription des-dits évêchés; dotation des nouveaux évêques et de leurs vicaires-généraux,
COLONIES. - sommaire de la loi approuvant un décret présidentiel qui a ouvert un crédit extraordinaire pour les dépenses relatives à l'institution desdits évêques. - Traitement des curés dans les colonies,
COLONIES. - Registres de l'état civil. Loi concernant les registres tenus aux colonies par les curés et desservants pour constater les naissances, mariages et décès des personnes non libres antérieurement au décret d'abolition de l'esclavage,
COLONIES. - Voy. *Actes du Saint-Siége, Cultes, Evêchés, Nominations.*
COMMUNES. - Les communes sont obligées de suppléer à l'insuffisance des revenus des fabriques, mais il faut que cette insuffisance soit constatée, et que les fabriques ne négligent pas d'ailleurs de tirer parti de leurs ressources. Spécialement quand une fabrique néglige, pour augmenter ses ressources, de recourir à la location des bancs et chaises de l'église, au produit des troncs et des quêtes, à celui des frais d'inhumation, etc., le conseil municipal auquel elle a demandé une subvention est fondé à la lui refuser,
COMMUNES. - Quand une commune est divisée en deux paroisses, l'une d'elles est obligée de contribuer aux frais du culte et aux dépenses de réparations de l'église ou du presbytere de l'autre,
COMMUNES. - Réciproquement, lorsqu'une paroisse est composée de plusieurs communes, ces communes ou sections de communes sont toutes indistinctement obligées de contribuer aux frais du culte paroissial,
COMMUNES. - Les communes sont autorisées à allouer aux curés et desservants un supplément de traitement; mais cette allocation étant facultative, le conseil municipal est libre, chaque année, de la voter ou de ne la point voter au budget communal de l'année suivante,
COMMUNES. - Obligation des communes par rapport aux écoles communales,
COMMUNES. - Les administrations communales sont autorisées à fournir aux établissements libres d'instruction un local et une subvention,
COMMUNES. - Voy. *Annexes, Eglises, Fabriques, Instruction publique, Presbytères, Sépulture.*
COMPETENCE. - C'est au conseil d'Etat qu'il appartient d'apprécier le sens et l'étendue des lois, arrêtés et décrets qui ont remis à la disposition des communes ou des fabriques les églises et presbytères précédemment réunis au domaine de l'Etat, ainsi que de déterminer les effets des actes administratifs qui ont pu être la conséquence desdites lois, arrêtés et décrets. En conséquence, le conseil de préfecture est incompétent pour statuer, entre une fabrique et une commune, sur une contestation relative à la propriété d'un presbytère dont l'abandon aurait été fait par l'Etat en vertu des lois ou décrets précités. Une commune qui se prétend propriétaire d'un presbytère, en vertu des lois et décrets de restitutions sur cette matière, est non-recevable à demander que sa qualité de propriétaire soit déclarée par le conseil d'Etat, tant qu'elle ne s'est pas fait envoyer en possession du presbytère, conformément à l'avis du conseil d'Etat du 25 janvier 1807,
COMMUNES. - L'individu qui se prétend injurié par l'apostrophe publique du prêtre et par la menace d'expulsion de l'église ordonnée contre lui, ne peut saisir le juge de paix de son action, ce magistrat étant incompétent pour en connaître, avant que l'acte du prêtre ait été préalablement déféré au conseil d'Etat,
COMMUNES. - Lorsque ce juge de paix s'est déclaré compétent et a condamné le prêtre, son jugement sur la compétence est, dans tous les cas, susceptible d'être déféré au procureur général près la cour de cassation, qui peut en demander la réformation dans l'intérêt de la loi,
COMMUNES. - Voy, *Communes. Eglises, Fabriques.*
COMPTES *des fabriques.* - Voy. *Fabriques.*
CONCILES. - Rapport au président de la république, et décret portant prorogation du décret du 15 septembre 1849, concernant la tenue des conciles métropolitains et des synodes diocésains,
CONCILES. - Célébration des conciles provinciaux d'Alby,
CONCILES. - Rapport au président de Lyon,
CONCILES. - Rapport au président de Rouen,
CONCILES. - Rapport au président de Bordeaux,
CONCILES. - Rapport au président de Sens,
CONCILES. - Rapport au président d'Aix,
CONCILES. - Rapport au président de Toulouse,
CONCILES. - Rapport au président de Bourges,
CONFERENCES *ecclésiastiques.* - Voy. *Questions proposées.*
CONFRERIES. - Origine et développements; leur situation légale sous l'ancien régime et sous le nouveau,
CONFRERIES. - L'établissement des confréries est un acte de juridiction épiscopale, entièrement réservé à l'évêque,
CONFRERIES. - Dispositions législatives concernant l'attribution de leurs biens non aliénés aux fabriques des paroisses dans lesquelles elles existaient,
CONFRERIES. - Ces associations sont elles, dans l'état actuel de la législation, susceptibles de recevoir une existence légale, et capables de posséder?
CONFRERIES. - Voy. *Curés et desservants, Fabriques.*
CONGREGATIONS *religieuses. - Autorisation. Biens.* La loi du 20 fév. 1849 qui assujettit à l'impôt des mutations les biens de main morte, n'est point applicable aux biens possédés par des congrégations religieuses qui n'auraient point été légalement reconnues,
CONGREGATIONS *Enseignement. Les lettres d'obédience tiennent* lieu de brevet de capacité aux institutrices, appartenant à des congrégations religieuses, vouées à l'enseignement et reconnues par l'Etat,
CONGREGATIONS - Les membres des congrégations religieuses non reconnues par l'Etat, peuvent ouvrir et diriger des établissements d'instruction secondaire ou y professer,
CONGREGATIONS - Faculté donnée aux supérieurs des congrégations religieuse, en ce qui concerne la présentation de leurs membres aux fonctions d'instituteur communal,
CONGREGATIONS - *Secours de l'Etat:* Congrégations entre lesquelles ces secours sont répartis,
CONGREGATIONS - *Société Civile.* L'arrêt qui déclare nulle une société universelle de gains stipulée dans les termes de l'art. 1838, Cod. civ., entre les membres d'une congrégation religieuse non autorisée, par ce motif, qu'en fait, et d'après l'interprétation des clauses de l'acte, cette société a pour objet d'avantager la congrégation, ne viole aucune loi et ne saurait tomber sous la censure de la Cour de cassation,
CONGREGATIONS Voy. *Budget des cultes, Biens de main morte. Enseignement, Instituteurs communaux, Secours de l'Etat.*
CONSEILS *académiques.* Composition et attributions, *Enseignement.*
CONSEILS *de Fabrique.* - Voy. *Fabriques.*

CONSEIL *municipal.* - Voy. *Communes, Cures, Eglises, Etablissements d'utilité publique.*
CONSEIL *supérieur de l'Instruction publique.* - Formation, Division et attributions,
CONSEIL *supérieur de l'Instruction publique.* - Composition actuelle dudit conseil,
CONSISTOIRES. Voy. *Actes du Saint Siège.*
CONTRIBUTIONS. - Voy. *Curés et Desservants.*
CULTES. - *Comptabilité administrative.* - Sommaire de la circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes, aux préfets concernant le compte final à dresser annuellement par eux pour les dépenses du culte catholique, au 1er octobre de la seconde année de l'exercice (1849), c'est-à-dire à l'époque à laquelle aucune liquidation ne peut plus être effectuée pour le même exercice,
CULTES. - Sommaire de la circulaire du même aux mêmes, leur demandant l'indication approximative des sommes auxquelles s'élèveront diverses dépenses périodiques des cultes pour l'exercice 1850,
CULTES. - Sommaire de la circulaire du même aux mêmes, relative à la situation des dépenses des cultes aux 31 octobre 1850, par suite de la clôture des paiements et au paiement des dépenses d'exercices clos réordonnancés sur cet exercice,
CULTES. - Circulaires du même, concernant les nouveaux délais fixés par le décret du 11 août 1850, pour la clôture des opérations de comptabilité,
CULTES. - Sommaire de la circulaire du même aux mêmes relative à l'envoi de modèles de comptes pour les dépenses des cultes,
CULTES. - *Conseils généraux.* Sommaire de la circulaire du même aux préfets, leur demandant des extraits des délibérations prises par les conseils généraux dans leur dernière session, sur les objets concernant les cultes,
CULTES. - *Crédit supplémentaire.* Loi qui accorde au ministre de l'instruction publique et des cultes, un crédit supplémentaire pour des créances constatées sur des exercices clos, et un crédit extraordinaire pour des créances d'exercices périmés,
CULTES. - *Culte catholique. Dotation.* Allocations proposées et portées au budget de 1850,
CULTES. - Service du culte dans la marine et dans les colonies; extrait du budget de la marine et des colonies, en ce qui concerne l'augmentation des aumôniers de terre et de mer, la dotation des cultes dans les colonies et l'établissement de trois évêchés dans les îles de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, *Conciles, Curés, Eglises, Evêques, Fabriques.*
CULTES. - *Culte israélite.* Sommes proposées et allouées au budget de 1850,
CULTES. - *Cultes protestants.* Crédit proposé et alloué au budget de 1850,
CULTES. - *Dotation.* Voy. *Budget des cultes.*
CURES. - Nombre des cures actuellement autorisées; proposition d'augmentation,
CURES. - Traitement: taux du traitement des curés de 1re et de 2me classe,
CURES et *Desservants. - Ecole libre,* un curé ou un vicaire en exercice, peut ouvrir dans sa paroisse une école élémentaire libre, s'il y a été autorisé par ses supérieurs, et s'il se conforme d'ailleurs aux prescriptions légales,
CURES. - *Etablissements d'instruction.* Attributions des curés et desservants, concernant l'inspection des établissements d'instruction publique ou libre, existant dans leurs paroisses,
CURES. - *Instruction secondaire.* Leurs droits à ce sujet,
CURES. - *Jury.* Les ministres du culte sont dispensés de remplir les fonctions de juré,
CURES. - *Lettres de prêtrise.* Les lettres de prêtrise tiennent lieu de brevet de capacité aux ecclésiastiques non interdits, qui veulent se livrer à l'enseignement,
CURES. - *Logement militaire.* Ils ne sont point formellement exemptés du logement militaire.
CURES. - *Presbytères* Voy. *Réparations.*
CURES. - *Prestations en nature.* Les ministres du culte ne sont point dispensés, en leur qualité, des prestations en nature pour la réparation des chemins vicinaux, mais ils peuvent en être exemptés par les conseils municipaux,
CURES. - *Quittances.* Mandats de traitement, timbre,
CURES. - *Service militaire.* Ils ne sont point soumis au service militaire ni à celui de la garde nationale,
CURES. - *Supplément de traitement.* Voy. *Communes.*
CURES. - *Traitements.* Quotité, insuffisance,
CURES. - *Tutelle.* Les ministres du culte sont ils exempts de l'obligation d'accepter la tutele,
CURES. Voy. *Budget des cultes, Clergé Eglises, Enseignement, Fabriques Instruction publique, Presbytères* .

D

DAMES *de charité* - Voy. *Bureaux de bienfaisance.*
DELEGUES *cantonaux.* - Franchise de correspondance,
DELEGUES - Voy- *Enseignement, Instruction publique.*
DESSERVANTS. - Discussion à l'Assemblée législative sur la question de l'inamovibilité des desservants,
DESSERVANTS. - Inamovibilité de fait,
DESSERVANTS. - Voy. *Budget des cultes, Curés et Desservants, Succursales.*
DIMANCHES *et Fêtes.* - Circulaire de M. le préfet de Maine-et-Loire à MM. les sous-préfets, maires, agents voyers et architectes de son département, portant interdiction des travaux communaux les jours de dimanche et de fête,
DIMANCHES - Dissertation sur la nécessité de la loi du repos des dimanches et fêtes, et sur l'état actuel de la législation sur ce point,
DIOCESES. - Voy. *Budget des cultes, Edifices diocésains, Evêchés.*
DONS ET LEGS. - *Donation. Réserve d'usufruit. Fabriques.* Il n'y a pas lieu d'autoriser l'acceptation de la donation faite à une fabrique avec réserve d'usufruit au profit du donateur. La disposition de l'art. 48 de la loi du 18 juillet 1837, qui porte que le maire peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs faits à la commune, en vertu de la délibération du conseil municipal, et que l'ordonnance ou l'arrêté du préfet qui intervient ensuite, à effet du jour de cette acceptation, n'est pas applicable aux fabriques. En conséquence, lorsqu'une donation est faite à un fabrique, l'acceptation provisoire du trésorier, par acte notarié, est insuffisante pour prévenir la caducité de cette donation, résultant du décès du donateur avant l'autorisation du gouvernement,
DONS ET LEGS. - *Don manuel.* Les dons manuels faits à des établissements publics (par exemple à une fabrique d'église) sont soumis, comme tous autres, pour produire effet à la nécessité d'une autorisation du gouvernement. L'existence d'un don manuel fait à une fabrique d'église peut être prouvée par témoins et à l'aide de présomptions, lorsqu'il existe déjà sur ce point un commencement de preuves par écrit; - et l'on peut considérer comme tel un interrogatoire sur faits et articles subi par les personnes qui ont servi d'intermédiaire au don, ou par le trésorier de la fabrique,
DONS ET LEGS. - *Legs.* Ce que c'est qu'un legs à titre universel, à titre particulier,
DONS ET LEGS. - *Acceptation.* Le legs à un établissement public comme celui fait à un particulier, n'est pas soumis à la formalité de l'acception, par acte notarié, comme cela à lieu en matière de donation entre vifs. En conséquence, lorsque ce legs a été autorisé par le gouvernement, l'héritier du testateur n'est pas fondé à en refuser la délivrance, sous le prétexte qu'une pareille acceptation n'a pas été faite.
DONS ET LEGS. Dans le cas de refus, l'établissement légataire doit former contre cet héritier, une demande en délivrance du legs, devant le tribunal civil du lieu de l'ouverture de la succession,
DONS ET LEGS. - *Conditions. Sépulture. Chapelle.* Le légataire chargé par le testament de veiller à la conservation des restes mortels du testateur dans une chapelle déterminée, desservie par un chapelain, n'est pas fondé dans le cas où, avant la connaissance du testament, le testateur décédé a été inhumé dans un autre lieu par les soins des héritiers du sang, à demander l'exhumation du corps et son transport dans le lieu déterminé par le testament. Il n'est pas fondé non plus, quand le chapelain doit être nommé et payé par l'héritier du sang, à demander que ce chapelain soit payé par son intermédiaire. Et il exécute autant qu'il est en lui les conditions mises par le testateur à la charge de son legs, en mettant l'héritier du sang en demeure d'accomplir les dispositions du testateur relatives à sa sépulture,
DROIT PUBLIC *ecclésiastique.* - Voy. *Dimanches et fêtes.*

E

ECOLES *communales.* - Voy. *Instruction publique.*
ECOLES *libres.* - Société pour la fondation des écoles chrétiennes libres,
ECOLES *libres.* - Voy. *Clergé, Curés et Desservants Enseignement.*
ECOLES *secondaires ecclésiastiques.* - Dispositions de la nouvelle loi les concernant,
ECOLES *secondaires ecclésiastiques.* - Voy. *Instruction secondaire, Séminaires.*
EDIFICES *diocésains.* - Dépense de service intérieur,
EDIFICES *diocésains.* - Entretien et grosses réparations; sommes proposées et allouées au budget de 1850,
EDIFICES *diocésains.* - Voy. *Budget des cultes, Cathédrales, Evêchés, Séminaires.*
EGLISES. - *Acquisitions,* voy. *Secours de l'Etat.*
EGLISES. - *Affiches.* Circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes aux préfets, contenant des instructions pour faire cesser l'abus des affiches apposées sur les murs et les portes des églises,
EGLISES. - *Bancs.* Voy. *Bancs et chaises.*
EGLISES. - *Chapelles.* Prescription,
EGLISES. - *Officiers de l'église.* Y a-t-il quelques formalités prescrites par la loi pour la nomination du suisse dans les églises. Attributions de cet employé. Dans le cas où son autorité est méconnue, il ne peut faire légalement un procès-verbal contre les personnes qui méprisent ses avertissements, ou qui profanent la sainteté du temple, mais il avertit l'autorité locale.
EGLISES. - Les fabriques sont obligées de procurer au curé un sacristain qui soit capable de tenir les écritures de l'église;
EGLISES. - *Police.* Le curé qui, pour réprimer le chant désordonné d'un individu dans l'église, lui enjoint de se taire, et sur son refus, ordonne au suisse et au bedeau de l'expulser, n'outrepasse pas les limites de son droit,
EGLISES. - *Réparations.* Voy. *Communes, Fabriques, Secours de l'Etat.*
EGLISES. - *Sacristains.* - Voy. *Officiers de l'église.*
EGLISES. - *Secours de l'Etat.* Somme proposée et allouée au budget de 1850, pour acquisitions ou travaux des églises et presbytères,
EGLISES. - Circulaire de M. le ministre des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, concernant leur concours à l'instruction des demandes de secours pour acquisitions ou travaux d'églises et de presbytères,
EGLISES. - Circulaire du même aux préfets sur le même sujet,
EGLISES. - Pièces à fournir pour obtenir ces secours,
EGLISES. - direction et surveillance des travaux,
EGLISES. - *Travaux.* - Voy. *Communes, Fabriques, Secours de l'Etat.*
EGLISES. - *Troubles à l'exercice du culte.* Dans une paroisse où il est d'usage que les hommes et les femmes chantent alternativement les psaumes. l'individu qui persiste, malgré la défense du curé, à chanter avec ces dernières, et dont la résistance occasionne une interruption de l'office, se rend coupable de trouble à l'exercice du culte, délit prévu et puni par les art. 260 et 261 du Code pénal,
EGLISES. - Voy. *Budget des cultes, Biens d'Eglise, Compétence, Curés et Desservants, Fabriques, Presbytères*

ELECTIONS. - *Elèves.* Les élèves des séminaires, des colléges et des pensions conservent en matière électorale, leur domicile chez leurs parents et doivent être inscrits sur la présentation de leurs certificats,
ELECTIONS. - *Fabriques.* Les membres des fabriques des églises ne sont point rangés, en matière d'élections, dans la catégorie des fonctionnaires publics,
ELECTIONS. - *Fonctionnaires publics.* Quels sont les individus que l'on peut considérer comme tels,
ELECTIONS. - *Frères des Ecoles chrétiennes.* Les Frères des écoles, remplissant les fonctions d'instituteurs communaux, sont classés parmi les fonctionnaires publics, dont l'inscription sur la liste électorale a lieu, quelle que soit la durée de leur domicile dans la commune,
ELECTIONS. - *Législation,* Loi électorale modificative de la loi organique du 15 mars 1849, avec commentaire,
ELECTIONS. - *Ministres du culte.* Les ministres du culte, sans être fonctionnaires publics, sont cependant comme eux dispensés de toute justification de domicile pour leur inscription sur la liste électorale de la commune dans laquelle ils exercent leurs fonctions,
ELECTIONS. - La qualification de ministres du culte s'applique à tout prêtre remplissant les fonctions sacerdotales,
ELECTIONS. - Les clercs qui n'ont encore été promus qu'aux ordres mineurs, ne sont point considérés comme ministres du culte, et doivent être inscrits, comme les simples séminaristes, au domicile paternel,
ELECTIONS. - Comment est faite l'inscription des ministres du culte,
ENREGISTREMENT. - Voy. *Fabriques.*
ENSEIGNEMENT. - Loi organique de l'enseignement, avec commentaire,
ENSEIGNEMENT. - Voy. *Instruction publique.*
ETABLISSEMENTS *de Bienfaisance.* - Allocation de secours,
ETABLISSEMENTS *d'utilité publique.* - Quel est le moyen de conférer à un établissement d'utilité publique non reconnu, la capacité civile de posséder et de recevoir des dons et legs?
ETABLISSEMENTS *ecclésiastiques.* - Etat des secours annuels, sommes proposées et allouées au budget de 1850,
ETABLISSEMENTS - Voy. *Budget des cultes, Congrégations religieuses, Dons et legs, Enseignement.*
ETATS *pontificaux.* - Retour de Pie IX à Rome,
ETATS *pontificaux.* - Edits de S. S. concernant l'organisation intérieure des ministères et du conseil d'Etat,
ETUDES *ecclésiastiques.* - Prescriptions de Mgr l'archevêque de Paris à ce sujet,
ETUDES *ecclésiastiques.* - Voy. *Conciles. Séminaires.*
EVECHES. - Dépenses du service intérieur et grosses réparations: Allocations proposées et portées au buget de 1850,
EVECHES. - Récolement annuel de l'inventaire du mobilier,
EVECHES. - Voy. *Budget des cultes, Edifices diocésains.*
EVEQUES. - *Bulles d'institution canonique.* Publication des bulles d'institution canonique de MMgrs: de Deux-Brézé, pour l'évêché de Moulins,
EVECHES. - Régnier, pour l'archevêché de Cambrai,
EVECHES. - Lacarrière, Lecherpeur et Desprez, pour les évêchés coloniaux,
EVECHES. - Cousseau, pour l'évêché d'Angoulême,
EVECHES. - *Conseil académique.* - Voy. *Instruction publique.*
EVECHES. - *Conseil supérieur de l'instruction publique.* - Voy. *Instruction publique.*
EVECHES. - *Frais d'établissement.* Somme allouée à chaque évêque pour frais de bulles, d'information et d'établissement,
EVECHES. - *Juridiction épiscopale.* - Voy. *Confréries.*
EVECHES. - *Nominations.* De MM.: Regnier, à l'archevêché de Cambrai,
EVECHES. - Cousseau, à l'évêché d'Angoulême; - Lacarrière, à l'évêché de la Basse-Terre de la Guadeloupe;
EVECHES. - Leherpeur, à l'évêché de l'Ile-de-France de la Martinique;
EVECHES. - Dissandes de Bogenet, a l'évêché de Saint-Denis de la Réunion,
EVECHES. - Desprez, au méme évêché,
EVECHES. - M. Pallu du Parc, à l'évêché de Blois,
EVECHES. - *Préconisation* - Voy. *Actes du Saint Siége.*
EVECHES. - *Réglements.* - Voy. *Cierges.*
EVECHES. - *Sacre,*
EVECHES. - *Traitements.* Quotité,
EVECHES. - *Visites diocésaines.* Indemnité allouée aux membres de l'épiscopat pour cet objet,
EVECHES. Voy. *Etablissement d'utilité publique, Evêchés, Fabriques, Secours de l'Etat.*
EXPEDITION *de Rome.* - Crédits, Allocation,

F

FABRIQUES. - *Adjudications.* - Voy. *Bancs et chaises.*
FABRIQUES. - *Aliénations.* - Voy. *Presbytères.*
FABRIQUES. - *Bordereau trimestriel,*
FABRIQUES. - *Budget.* Définition, formation et présentation; articles du décret du 30 décembre 1809 sur cet objet,
FABRIQUES. - modèle de budget,
FABRIQUES. Les budgets des fabriques doivent être établis dans la séance de Quasimodo, et il n'y a pas lieu d'autoriser les conseils de ces administrations à se réunir extraordinairement dans le courant de janvier ou de février, pour s'occuper de la confection et du vote de ces budgets,
FABRIQUES. - *Bureau.* Bordereau trimestriel, vérification et dépôt dans la caisse à trois clefs,
FABRIQUES. - Bâtiments paroissiaux, visites, réparations.
FABRIQUES. - Budget, préparation,
FABRIQUES. - Cahier des charges, timbre,
FABRIQUES. - Comptes,
FABRIQUES. - Enregistrement. Communication sans déplacement, aux préposés de l'enregistrement, des minutes des actes des fabriques qui sont assujettis au timbre et à l'enregistrement,
FABRIQUES. - Factures, timbre,
FABRIQUES. - Fonctions; les fabriciens ne peuvent refuser les fonctions de marguillîer,
FABRIQUES. - Fondations, exécution, surveillance,
FABRIQUES. - Inventaire, récolement,
FABRIQUES. - Mandats, timbre,
FABRIQUES. - Prédicateurs, choix,
FABRIQUES. - Quêtes, attributions à cet égard,
FABRIQUES. - Quittances, timbre,
FABRIQUES. - Renouvellement, époque,
FABRIQUES. - Suisse, nomination,
FABRIQUES. - Trésorier, obligations à l'égard du bordereau trimestriel,
FABRIQUES. - à l'égard des comptes,
FABRIQUES. - *Chapelles de secours.* Etablissement, administration.
FABRIQUES. - *Comptes.* Préparation et présentation, époque,
FABRIQUES. - Forme, dispositions du décret du 30 décembre 1809 sur cette forme: observations; modèle de compte,
FABRIQUES. - *Confréries.* Attribution aux fabriques des biens des anciennes confréries,
FABRIQUES. - Les dons et legs dont on voudrait faire profiter les confréries doivent être faits auxdites fabriques,
FABRIQUES. - *Conseil,* élections. Les élections qui ont eu lieu dans le sein d'un conseil de fabrique, sans autorisation spéciale de l'évêque ou du préfet. le second ou le troisième dimanche après Pâques, sont irrégulières et nulles pour n'avoir pas été faites le dimanche de Quasimodo,
FABRIQUES. - Cette nullité, toutefois, ne peut être prononcée que par un arrêté du gouvernement,
FABRIQUES. - Lorsqu'elle l'a été, le droit de procéder à la nomination des nouveaux fabriciens appartient au conseil lui-même s'il a fait ses élections dans le mois qui suit le dimanche de Quasimodo, mais il appartient à l'évêque dans le cas contraire, comme il lui appartiendrait encore si, après l'annulation prononcée, les membres restants du conseil n'avaient point fait les nominations requises dans le nouveau délai qui leur a été donné,
FABRIQUES. - Eligibilité. L'instituteur communal peut être membre du conseil de fabrique,
FABRIQUES. - Parenté. Le gendre et le beau-père peuvent être élus membres du même conseil de fabrique, mais ils ne pourraient pas être simultanément membres du même bureau,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de janvier,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de février,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de mars,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois d'avril,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de mai,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de juin,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de juillet,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois d'août,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de septembre,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois d'octobre,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de novembre,
FABRIQUES. - Fonctions: devoirs généraux des fabriciens, pour le mois de décembre,
FABRIQUES. - Renouvellement triennal, époque. C'est à Quasimodo que doit avoir lieu le renouvellement des conseils de fabrique, ainsi que l'élection du président et du secrétaire du conseil, dont les fonctions ne durent qu'un an,
FABRIQUES. - Responsabilité,
FABRIQUES. - Réunions, absences. Lorsqu'un conseiller de fabrique s'est abstenu de se rendre aux réunions du conseil pendant trois séances consécutives, les autres membres ne sont point autorisés à procéder à son remplacement immédiat. Ce qui est à faire en pareil cas,
FABRIQUES. - Avertissement. L'avertissement préalable des séances du conseil de fabrique qui doit être donné par les curé au prône de la grand'messe, le dimanche qui précéde chaque séance, est tellement obligatoire, que le curé ne peut jamais se dispenser de le publier,

FABRIQUES. - Révocation, causes,
FABRIQUES. - Séances ordinaires, à quelles époques elles ont lieu,
FABRIQUES. - Séances extraordinaires, vote du budget,
FABRIQUES. - *Contributions.* Réclamations,
FABRIQUES. - *Dépenses.* Le curé n'a pas le droit d'effectuer seul, sans prévenir les membres du bureau des marguilliers, les dépenses portées au budget de la fabrique et approuvées par le conseil de fabrique et l'autorité diocésaine,
FABRIQUES. - *Eglises.* - Voy. *Secours de l'Etat.*
FABRIQUES. - *Enregistrement.* - Voy. *Timbre.*
FABRIQUES. - *Fournitures.* - Voy. *Cierges.*
FABRIQUES. - *Inventaire.* Prescriptions concernant le récollement annuel de l'inventaire du mobilier des églises,
FABRIQUES. - *Préfets.* Surveillance en matière de travaux,
FABRIQUES. - *Presbytères.* - Voy. *Secours de l'Etat.*
FABRIQUES. - *Recouvrements.* Obligation du trésorier à cet égard,
FABRIQUES. - *Registres.* Les registres des fabriques ne sont point assujettis au timbre,
FABRIQUES. - *Réparations.* Lorsqu'un conseil de fabrique manque de ressources pour faire les grosses réparations nécessaires à son église, et qu'il est obligé de recourir à la commune pour la contraindre à subvenir à cette dépense, la délibération qu'il prend à cet effet doit être envoyée directement au préfet pour la régularité de l'instruction; il ne suffit pas de l'envoyer au conseil municipal,
FABRIQUES. - *Responsabilité.* Lorsqu'un legs est fait à une fabrique sous la condition que le produit en sera employé à la restauration d'une partie déterminée de l'église, et que, nonobstant cette clause, le gouvernement, en autorisant l'acceptation de ce legs, décide qu'il sera plaéé en rentes sur l'Etat, les membres de la fabrique qui n'exécutent point cette décision, et qui appliquent ledit legs aux réparations projetées, conformément aux intentions du testateur, encourent-ils quelque responsabilité?Le conseil municipal n'est pas fondé à demander au gouvernement que ces fabriciens soient révoqués et tenus de rembourser à la fabrique la somme par eux dûment dépensée,
FABRIQUES. - *Secours des communes.* - Voy. *Communes.*
FABRIQUES. - *Timbre.* Actes et pièces des fabriques soumis au timbre et à l'enregistrement,
FABRIQUES. - *Travaux.* Direction et surveillance,
FABRIQUES. - Voy. *Bancs et chaises, Budget des cultes, Communes, Curés et desservants, Dons et legs, Eglises, Elections, Fondations, Presbytères, Quêtes, Secours de l'Etat.*
FACULTES *de théologie.* - Dotation,
FACULTES - Voy. *Séminaires.*
FONDATIONS. - *Affiche.* Un extrait du sommier des titres des fondations à acquitter, doit être affiché dans la sacristie, au commencement de chaque trimestre,
FONDATIONS. - *Compte rendu* par le curé des fondations acquitées dans le trimestre précédent,
FONDATIONS. - *Division de la paroisse.* Lorsqu'une fondation a été faite dans une paroisse qui vient ultérieurement à être divisée en deux, cette fondation doit continuer à être servie dans l'église où elle a été primitivement établie, quoique les débiteurs se trouvent habiter l'une des paroisses nouvellement formées,
FONDATIONS. - *Honoraires.* Lorsque des établissements publics de bienfaisance ou même de simples particuliers sont chargés, soit par donation, soit par testament, de faire célébrer des messes ou autres services religieux dans une église déterminée, ils sont tenus de payer à la fabrique de cette église, pour la célébration de ces messes ou services, l'honoraire fixé par le tarif diocésain pour les messes de fondation. Ils ne peuvent, en s'adressant directement, pour faire dire ces messes, au curé de la paroisse ou à tout autre prêtre célébrant, s'affranchir du paiement de la rétribution due à la fabrique,
FONDATIONS. - *Prescription.* La fondation ancienne d'une chapelle avec commission de messes, dans une église paroissiale, et en titre de bénéfice, dont le fondateur s'est réservé les droits de patronage et de présentation, ne constitue pas nécessairement, en sa faveur, un titre de propriété de la partie de l'église consacrée à cette Chapelle; en conséquence, le fondateur ou ses représentants ne peuvent aujourd'hui exciper soit des titres que leur ont transmis les droits du fondateur sur sur la chapelle, soit de la jouissance plus ou moins prolongée qu'ils en auraient eue, en vertu de ces titres et de la fondation, pour prétendre en avoir prescrit la propriété: ce serait, dans ce cas, vouloir avoir prescrit contre son titre,
FONDATIONS. - *Service.* Les marguilliers sont chargés de veiller à ce que toutes les fondations soient acquittées,

G

GARDE *nationale.* - Voy. *curés et desservants.*

H

HIERARCHIE *ecclésiastique.* - Rétablissement en Angleterre et en Amérique,

I

INAMOVIBILITE. - Voy. *Desservants.*
INDEMNITE *de logement.* - Voy. *Presbytêres.*
INDIGENTS. - Voy. *Sépultures.*
INSPECTEURS *d'académie.* Voy. *Instruction publique.*
INSTITUTION *canonique.* - Voy. *Evêques.*
INSTITUTRICES *communales.* - Voy. *Ecoles communales.*
INSTRUCTION *primaire.* - Voy. *Instruction publique.*
INSTRUCTION *publique.* - Autorités préposées à l'enseignement,
INSTRUCTION *Budget.* - Etat et nature des dépenses allouées par la loi du budget du 15 mai 1830,
INSTRUCTION - *Clergé.* Discours et opinions sur la présence des archevêques et évêques et autres membres du clergé dans le conseil supérieur de l'instruction publique,
INSTRUCTION - Droits,
INSTRUCTION - Un curé ou un vicaire en exercice peut-il établir dans sa paroisse une école primaire libre,
INSTRUCTION - Etablissement dans le presbytère, opposition de la commune,
INSTRUCTION - *Congrégations religieuses,*
INSTRUCTION - *Conseils académiques.* - Disposition de la nouvelle loi concernant la formation et les attributions de ces conseils,
INSTRUCTION - Circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique et des cultes à NN. SS. les archevêques et évêques, relative à la nomination par eux de l'ecclésiastique de leur diocèse qui doit siéger dans le conseil académique,
INSTRUCTION - *Conseil supérieur de l'Instruction publique.* - Composition, attributions, réglement d'administration,
INSTRUCTION - *Délégués cantonaux,*
INSTRUCTION - *Dispositions, Générales,*
INSTRUCTION - Transitoires,
INSTRUCTION - *Ecoles.* - Publiques, libres,
INSTRUCTION - *Ecoles communales,*
INSTRUCTION - *Ecoles d'adultes et d'apprentis,*
INSTRUCTION - *Ecoles de filles,*
INSTRUCTION - *Enseignement primaire,*
INSTRUCTION - Autorités préposées à cet enseignement,
INSTRUCTION - Surveillance et direction morale,
INSTRUCTION - Enseignement religieux, curé,
INSTRUCTION - Historique,
INSTRUCTION - *Inspection,*
INSTRUCTION - *Instituteurs.* Conditions d'exercice de la profession d'instituteur primaire public ou libre,
INSTRUCTION - Conditions spéciales aux instituteurs libres,
INSTRUCTION - *Instituteurs communaux.* Discipline et surveillance: loi du 11 janv. 1850, relative à cette surveillance, et circulaire de M. le ministre de l'Instruction publique aux préfets sur le même sujet,
INSTRUCTION - Disposition de la loi du 15 mars 1850,
INSTRUCTION - Fonctions incompatibles,
INSTRUCTION - Il n'y a pas incompatibilité entre l'office de chantre ou de clerc paroissial avec la charge d'instituteur communal,
INSTRUCTION - Traitement,
INSTRUCTION - Lorsque dans une paroisse l'instituteur communal est chargé de remplir certains services, comme ceux de chanter à l'église, de remonter l'horloge, de sonner la cloche, de secrètaire de la mairie, les émoluments qui lui sont payés pour ces diverses fonctions ne doivent pas entrer dans la composition du traitement de 600 fr. qui lui est assuré par la nouvelle loi sur l'enseignement,
INSTRUCTION - *Institutions complémentaires.* Pensionnats primaires,
INSTRUCTION - *Instruction secondaire.* Etablissements particuliers,
INSTRUCTION - Etablissements publics,
INSTRUCTION - Privilége conféré aux ministres du culte,
INSTRUCTION - *Législation.* Date et sommaire historique des divers actes législatifs et réglementaires intervenus en matière d'enseignement et sur l'instruction publique, depuis 1791 jusqu'à ce jour,
INSTRUCTION - Loi provisoire concernant la surveillance de l'instruction primaire,
INSTRUCTION - Loi organique du 15 mai 1850,
INSTRUCTION - Règlements d'administration publique pour l'exécution de l'art. 1er et autres de cette loi,
INSTRUCTION - Décret du Président de la République destiné à assurer, en ce qui concerne l'instruction primaire, l'exécution de certains articles de la même loi,
INSTRUCTION *Ministre de l'instruction publique.* - Attributions,
INSTRUCTION - *Salles d'asile,*
INSTRUCTION - *Section permanente.* Fonctions,
INSTRUCTION - Voy. *Congrégations religieuses, Curés et desservants, Evêques.*
INSTRUCTION SECONDAIRE - Voy. *Instruction publique.*

J

JURY. - Voy. *Curés et desservants.*

L

LEGION *d'honneur.* - Nomminations dans l'ordre du clergé,

LITURGIE. - Rétablissement de la liturgie romaine, dans le diocèse de Digne,
LOGEMENT *militaire.* - Voy. *Curés et desservants.*

M

MODELES *d'actes.* - De compte,
MODELES - De budget,
MODELES - D'attestation de binage,
MODELES - De procès-verbal de visite des bâtiments parroissiaux, et des délibérations à prendre à ce sujet,
MOBILIER. - Voy. *Eglises, Evêchés.*

N

NECROLOGE. - Mort de S. E. le cardinal Giraud, archevèque de Cambrai,
NECROLOGE. - De M. l'abbé de Courson, supérieur général de la congrégation de Saint-Sulpice,
NECROLOGE. - Du roi Louis-Philippe,
NECROLOGE. - De Mgr des Essarts, évêque de Blois,
NOMINATIONS. -
NONCE. - Nomination de Mgr Garibaldi, à la nonciature de Paris. en remplacement de Mgr Fornari, rappelé par le Souverain Pontife,

O

ORATOIRES *particuliers. Autorisation.* - Disposition de la loi du 18 germinal an X, sur l'établissement des chapelles domestiques et des oratoires particuliers, et décret relatif au mode de leur autorisation,
ORATOIRES - *Conditions* à remplir pour obtenir du gouvernement cet établissement,
ORATOIRES - *Droit curial.* - Quand il se fait dans un oratoire particulier quelques cérémonies qui donnent ouverture à l'exercice du droit curial, c'est à la fabrique de l'église paroissiale qu'il appartient de le percevoir; il n'en est pas, toutefois, ainsi à l'égard du casuel provenant de la célébration de ces cérémonies dans les oratoires des hospices, lequel doit tourner exclusivement au profit de la caisse de ces établissements,
ORATOIRES - *Fondations.* - Les aumôniers et chapelains attachés aux hospices, acquittent dans les oratoires de ces établissements les fondations pour services religieux dont lesdits établissements sont chargés,
ORATOIRES - *Surveillance.* - A qui est dévolue la surveillance des oratoires particuliers,
ORATOIRES *publics.* - Voy. *Chapelles de secours.*

P

PREFETS. - Voy. *Fabriques.*
PRESBYTERES. - *Acquiitsions.* Voy. *Eglises, Secours de l'Etat.*
PRESBYTERES. - *Annexes.* - Lorsque le chef-lieu de la paroisse possède un presbytère, y a-t-il pour les annexes obligation de verser chaque année, à titre d'indemnité de logement, une somme quelconque dans la caisse du receveur municipal dudit chef-lieu? En supposant qu'une annexe eût indûment versé cette somme, serait-elle en droit de la revendiquer? Quelle serait la marche à suivre pour obtenir cette restitution?
PRESBYTERES. *Ecole libre.* - Le maire aurait-il le droit de s'opposer à ce que le curé ouvrît une école libre dans le presbytère?
PRESBYTERES. - *Location.* - Le presbytère de la succursale vacante dans laquelle un pretre voisin a été autorisé à biner, peut être loué par lui, avec la permission de l'évêque,
PRESBYTERES. - *Pressoir.* - Lorsque dans un presbytère, il existe un pressoir et une cuve pour l'usage du curé ou desservant, ces objets doivent être considérés comme immeubles. En cas de vente, le produit doit profiter à la commune,
PRESBYTERES. - *Propriété.* - La propriété des presbytères, restitué en vertu de la loi du 18 germinal an X, est attribuée aux communes, par la jurisprudence administrative,
PRESBYTERES. - *Réparations.* - Les communes sont tenues de subvenir à l'insuffisance du revenu des fabriques pour les réparations des presbytères, alors même que ces prèsbytères sont la propriété des fabriques,
PRESBYTERES. - Quelles sont les réparations à la charge du curé: celui-ci n'est pas tenu des réparations d'entretien de la couverture du presbytère par lui habité.
PRESBYTERES. - *Secours de l'Etat.* - Voy. *Eglises.*
PRESBYTERES. Voy. *Budget des cultes, Communes, Compétence, Fabriques, Réparations.*
PRESCRIPTION. - Voy. *Biens d'église, Casuël, Fabriques, Servitudes.*
PRETRES *âgés et infirmes.* - Secours proposés et alloués au bud get,

Q

QUESTIONS *proposées.* -
QUETES. - *Autorité ecclésiastique.* Tout ce qui concerne le réglement des quêtes dans les églises rentre dans les attributions de l'évêque et du curé,
QUETES. - *Bureaux de bienfaisance.* Arrêté du ministre de l'intérieur du 5 prairial an XI, qui autorise les bureaux de bienfaisance à faire quêter pour les pauvres et à faire placer pour eux des troncs dans les églises,
QUETES. - Rapport de Portalis à l'empereur sur le projet de décret du 12 sept. 1806, concernant cette autorisation,
QUETES. - Décret du 12 sept. 1806 modifiant la disposition de l'arrêté du 5 prairial an X, en ce qui touche la faculté donnée aux bureaux de bienfaisance de faire quêter par des dames de charité, et statuant que les administrateurs de ces bureaux feront leurs quêtes par eux-mêmes,
QUETES. - Ce décret qui porte que le nombre de ces quêtes, ainsi que les jours et les offices où elles seront faites, seront réglés par l'évêque, n'est pas nul par cela seul qu'il n'a point été inséré au *Bulletin des lois.* En conséquence, ces bureaux n'ont pas le droit de faire pratiquer des quêtes dans les églises par des personnes étrangères à leur administration et non agrées par l'autorité ecclésiastique, *Bureaux de bienfaisance.*

R

REPARATIONS. - Obligation des marguilliers relativement aux bâtiments paroissiaux,
REPARATIONS. - Règles; REPARATIONS. modèle de procès-verbal de visite de ces bâtiments,
REPARATIONS. - Voy. *Communes, Eglises, Fabriques presbytères.*
RETRIBUTION *scolaire.* - Voy. *Instituteurs communaux.*

S

SALLES *d'asile.* - Origine. Dispositions législatives les concernant,
SECOURS *de l'Etat. - Ecclésiastiques et anciennes religieuses.* Allocation proposée et portée au budget de 1850,
SECOURS - Circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des cultes à MMgrs les archevêques et évêques, relative à la formation par eux des états de propositions pour les secours à accorder, en 1850, aux anciens prêtres, aux anciennes religieuses, aux curés et desservants en retraite,
SECOURS - *Eglises et presbytères.* Sommes proposées et allouées pour acquisitions ou travaux,
SECOURS - Circulaires de M. le ministre des cultes concernant le concours des archevêques et évêques à l'instruction des demandes de secours pour le même objet,
SECOURS - *Etablissements ecclésiastiques.* Quotité des secours demandés et alloués,
SECOURS - Voy. *Budget desculte, Congréégations religieuses, Fabriques.*
SEMINAIRES. - *Bourses.* Sommes proposées et allouées au budget de 1850 pour cet objet,
SEMINAIRES. - *Legs* fait aux séminaires de France,
SEMINAIRES. - *Régime* de ces établissements sous l'empire de la nouvelle loi sur l'enseignement,
SEMINAIRES. - *Service militaire.* - Les élèves des grands séminaires, ainsi que ceux des facultés de théologie, sont dispensés de ce service,
SEMINAIRES. - Voy. *Budget des cultes, Ecoles secondaires ecclésiastiques.*
SEPULTURE. - *Frais funéraires, paiement.* Lorsqu'un testateur ne désigne pas celui de ses héritiersou de ses légataires qui devra payer ses obsèques religieuses ou autres honneurs funèbres qui lui seront rendus, sur qui cette charge pèse-t-elle, et à qui la fabrique doit-elle s'adresser pour le paiement de ses fournitures?
SEPULTURE. - Ces frais sont privilégiés sur la généralité des meubles de la succession du défunt,
SEPULTURE. - Quand le survivant des pères ou mères ne laisse à son décès que des enfants mineurs, le tuteur de ces enfants ne serait pas recevable à refuser de payer les frais funéraires de ce dernier jusqu'à la majorité du plus jeune des orphelins?
SEPULTURE. - Dans quel délai ces frais doivent SEPULTURE. être réclamés par les fabriques, afin d'éviter la prescription,
SEPULTURE. - *Indigents.* De quelle manière doit-on faire le convoi d'un indigent? à qui appartient-il de fournir ce qui est nécessaire pour le convoi; est-ce à la commune ou est-ce à la fabrique? Quelles sont les personnes que l'on doit regarder comme indigentes, et dont les héritiers ne sont pas tenus de payer les frais funéraires?
SEPULTURE. - *Permis d'inhumer.* Le maire, et en l'absence du maire, l'adjoint ou un membre du conseil municipal, qui délivre une autorisation pour inhumer, ou donne un certificat constatant l'acte civil du mariage, peut-il se contenter d'apposer sa signature? Le cachet de la mairie est-il de rigueur?
SERVICE *militaire.* - Quelles personnes sont dispensées de ce service, pour cause d'engagement dans la carrière de l'enseignement public,
SERVICE - Voy. *Curés, Séminaires.*
SERVITUDE. - Le propriétaire d'un mur non mitoyen qui a par son titre, le droit de surélever ce mur et de percer, dans la surélévation, des jours sur la propriété voisine, mais qui a laissé écouler plus de trente ans, sans user de son droit, ne peut plus le faire,
SUCCURSALES. - Nombre des succursales érigées, proposition d'augmentation,
SUCCURSALES. - Circulaire de M. le ministre des cultes à MMgrs les archevêques et évêques, relative à l'érection de cent nouvelles succursales,
SUCCURSALES. - Conditions et pièces exigées pour ces érections: circulaire ministérielle sur ce sujet,
SUCCURSALES. - Voy. *Budget des cultes, Cures, Vicariats.*
SYNODES *diocésains,*

T

TIMBRE. - Voy. *Fabriques.*
TRAITEMENTS *ecclésiastiques.* - Voy. *Archevêques, Budget des cultes, Cardinaux, Chapitres, Curés, Curés et Desservants, Secours de l'Etat, Vicaires généraux, Vicaires paroissiaux.*
TRAVAUX *publics.* - Voy. *Dimanches et fêtes.*
TROUBLES *à l'exercice du culte.* - Dispositions du Code pénal, contre ceux qui apportent quelque trouble à l'exercice du culte,
TROUBLES Voy. *Eglises.*
TUTELLE. - Voy. *Curés et Dess.*

V

VICAIRES *généraux.* - Etat des vicaires généraux, et traitements,
VICAIRES Secours aux anciens vicaires généraux,
VICAIRES- Voy. *Budget des cultes.*
VICAIRES *paroissiaux.* - Voy. *Vicariats.*
VICARIATS. - Nombre des vicariats, actuellement érigés, et recevant l'indemnité de 350 fr. sur les onds du trésor; proposition d'augmentation,

VICARIATS. Circulaire de M. le ministre des cultes, à MMgrs les archevêques et évêques, relative à l'allocation à 100 nouveaux vicaires, de cette indemnité,
VICARIATS. - Conditions et pièces exigées par l'administration supérieure, pour les érections des vicariats,
VICARIATS. - Voy. *Budget des cultes, Cures, Succursales.*
VISITES *diocésaines.* - Voy. *Evêques.*
FIN.